Université Paris 8

Institut Français de Géopolitique

THESE

pour obtenir le grade de

DOCTEUR DE L'UNIVERSITE PARIS VIII

Discipline : Géographie, mention Géopolitique

Présentée et soutenue publiquement par

Alexander BARKHUDARYANTS

Le 23 janvier 2018

La Russie au Proche-Orient (2009 - 2015): acteurs, enjeux et stratégies.

Composition du jury :

LOYER Barbara, Directrice de la thèse, Professeur à l'Université Paris 8

LEVESQUE Jacques, Professeur émérite, Université du Québec à Montréal (pré-rapporteur)

ROMER Jean-Christophe, Professeur émérite, IEP de Strasbourg (pré-rapporteur)

DE TINGUY Anne, Professeur à l'Institut National des Langues et Civilisations Orientales

SCHENHAV Mordechai, Maître de Conférences HDR à l'Université de Strasbourg

THOREZ Pierre, Professeur émérite, Université du Havre

FILLER André, Maître de Conférences HDR à l'Université Paris 8

BENSAAD Ali, Professeur à l'Université Paris 8

Sommaire

Sommaire 2

Remerciements 8

Introduction 9

Les biais liés au choix du sujet 9

Problématique 10

Justification de la période choisie 14

Justification du périmètre géographique choisi 18

Les thèses sur le sujet 19

Qui fait la politique étrangère russe ? 26

Sources 29

L'enquête de terrain 31

La méthode géopolitique 32

Liste des abréviations 37

Translittération et mise en forme 37

Partie I : Accès aux marchés. Des perspectives géoéconomiques essentielles ? 39

Introduction 39

Chapitre 1 : L'exportation et l'extraction des hydrocarbures au Proche-Orient, quels intérêts pour la Russie ? 40

La Russie : son « addiction pétrolière et gazière » et la politique de la « superpuissance énergétique » 40

L'exportation du gaz naturel au Proche-Orient : une « guerre des gazoducs » à relativiser 42

Le Proche-Orient : un débouché très secondaire pour le secteur pétrolier russe 49

Les ressources syriennes en hydrocarbures : opportunité ou casse-tête ? 55

La stratégie russe face à l'émergence d'une nouvelle concurrence énergétique en Méditerranée orientale 59

Chapitre 2 : L'exportation des armes et des technologies 66

Les perspectives commerciales 66

Le Proche-Orient comme terrain d'essai des armes russes 78

L'exportation de la technologie nucléaire : la « renaissance nucléaire » 82

Le Proche-Orient : un marché modeste et compliqué 88

Partie II : Sécurité intérieure et stabilité régionale au Proche-Orient, deux faces d'une même médaille 90

Introduction 90

Chapitre 3 : La participation des citoyens russes ou des ressortissants de l'espace post-soviétique au djihad en Syrie 91

a) Les raisons du départ et l'intégration dans la djihadosphère syrienne 91

Le terrorisme islamiste – un défi persistant de sécurité intérieure 91

L'enjeu des Jeux Olympiques de Sotchi 96

Les enjeux sécuritaires en Azerbaïdjan et en Géorgie 100

Les débuts du djihad des combattants russophones en Syrie 103

b) Les djihadistes russophones comme facteur d'intervention militaire russe en Syrie 113

Un enjeu de communication pour Moscou 113

Les djihadistes sont-ils la cible de l'intervention militaire russe en Syrie ? 116

Chapitre 4 : Le Proche-Orient et la cause circassienne. L'impossible retour 123

Les diasporas circassiennes du Proche Orient 123

La géopolitique des batailles historiographiques 126

La nouvelle génération du militantisme circassien 128

Les Circassiens et la guerre en Syrie 134

Le facteur circassien et la géopolitique du Caucase Nord 138

La situation au Caucase Nord comme facteur de la politique proche-orientale russe 142

Partie III : La guerre des narratifs et la recherche du soft power 144

Introduction 144

Chapitre 5 : Les outils du soft power russe au Proche-Orient 145

a) Les représentations et les médias 145

Le discours de la politique étrangère russe et ses fondements 145

Les « printemps arabes » : un cas d'école de la « théorie du chaos contrôlé » 150

L'intervention militaire russe en Syrie et l'évolution de la communication de Moscou 156

b) Quid du rôle des diasporas russes et russophones du Proche-Orient ? 164

Le « travail avec les compatriotes » et la « diplomatie civile » comme principes affichés de l'action étrangère russe 164

Israël, le faux- semblant de « la seizième république post-soviétique » 166

La diaspora russe de Chypre : un groupe disparate 175

c) Diasporas arméniennes, une instrumentalisation ? 181

Chapitre 6 : Le vecteur religieux d'un soft power à la russe 187

a) Le couple Etat russe – Eglise orthodoxe russe et son rôle au Proche-Orient 187

La genèse du couple 187

Le concept de « territoire canonique » 190

L'Eglise orthodoxe russe et la crise syrienne 196

b) La Société impériale orthodoxe de Palestine (SIOP) 199

Les activités de la SIOP au Proche-Orient 199

La SIOP et les réseaux d'affaires liés au tourisme religieux 201

c) L'islam et le judaïsme russes face à la politique proche-orientale de Moscou 204

Le Proche-Orient cristallise les représentations du pouvoir russe et participe à l'affirmation de son soft power 207

Partie IV : La Russie au Proche-Orient. Redevenir un acteur incontournable 210

Introduction 210

Chapitre 7 : Les rivaux traditionnels de la puissance russe au Proche-Orient 211

La rivalité avec les Etats-Unis 211

L'opposition aux monarchies du Golfe 217

L'ambiguïté des relations avec la Turquie 222

Chapitre 8 : Les partenaires « infréquentables » de Moscou 226

Les relations avec l'Iran et l'axe diplomatique Téhéran-Damas 226

Le Hezbollah et le Hamas 229

Chapitre 9 : Chypre, Israël et la Chine. La Russie comme alternative à l'Ouest ? 237

Chypre, pièce maitresse de la présence militaire russe en Méditerranée orientale 237

Israël, nouveau partenaire stratégique 242

La Chine comme partenaire de la Russie dans la revendication d'un monde multipolaire 246

Chapitre 10 : Le conflit syrien. L'ultime étape du retour de la Russie sur la scène internationale 250

La « base » navale de Tartous : une idée reçue sur les relations russo-syriennes 250

Protéger l'Etat syrien 259

La carte kurde. Les relations avec le PYD 264

Le tournant du 30 septembre 2015 : le renouveau de l'interventionisme militaire russe au Proche-Orient 274

Le défi logistique de l'intervention militaire russe 287

La politisation de l'aide humanitaire russe au Proche-Orient 297

2009-2015 : le retour diplomatique et militaire de la Russie au Proche-Orient ... 304

Conclusion : Que cherche la Russie au Proche-Orient ? 307
Annexes 317
Glossaire 317
Index des cartes 318
Index des tableaux 319
Index des images 319
Index des graphiques 321
Bibliographie 321
Outils de travail : dictionnaires et atlas 321
Contributions à valeurs théorique et heuristique 321
La méthode géopolitique 321
La théorie des relations internationales 322
Ouvrages spécialisés, articles, contributions et travaux de référence 322
Synthèses générales 322
Expertise proche du Kremlin 324
Enjeux énergétiques au Proche-Orient 325
Géopolitique de la Russie et de l'espace post-soviétique 326
Géopolitique du Proche et Moyen-Orient 327
Le commerce des armes russes 330
La configuration du régime russe 331
Rapports entre le religieux et la politique en Russie 331
Relations bilatérales de la Russie avec les pays du Proche-Orient 332
Rapport de force militaire au Proche-Orient 333
Sources 334
Liste des entretiens 334
Outils de la recherche : bases de données, répertoires 335
Articles de la presse et des médias russes 336

Dépêches des agences de presse russes 336
Autre presse russe 341
Articles de la presse mondiale 358
Bulletins de suivi de situation 374
Blog de Joanna Paraszczuk 374
Bulletins du Jamestown Foundation 374
Caractéristiques techniques des armes et des systèmes de combat 376
Chartes et livres blancs 376
Communication des autorités russes 377
Déclarations de politique étrangère 377
Interviews avec les représentants des autorités russes ou des personnalités proches du Kremlin 381
Presse officielle 382
Autres publications des instances officielles 383
Déclarations et publications des représentants de la société civile russe 383
Déclarations de politique étrangère des pays occidentaux 386
Documents de situation : sources narratives 387
Documents du souvenir : mémoires 387
Documents légaux, parlementaires ou onusiens 387
Documents russes 387
Documents d'autres pays 388
Textes de l'ONU 388
Pages WEB 389
Ressources djihadistes 390

Remerciements

La rédaction d'une thèse est une tâche difficile, surtout quand elle doit se faire en langue étrangère. Je tiens donc à remercier Mme Barbara Loyer de sa patience et soutien indéfectible à tous les stades de mon doctorat.

Je remercie également toute l'équipe de l'Institut Français de Géopolitique de son accueil, conseils, assistance et enseignements.

Je voudrais également exprimer ma gratitude à Mme Mireille Morvan, qui était toujours présente pour soulager mon parcours au sein de l'administration préfectorale française. J'ai aussi une pensée pour Virginie Sumpf.

Notre enquête de terrain n'aurait pas été possible sans l'aide à la mobilité accordée par le laboratoire CRAG EA 353, l'Ecole doctorale des sciences sociales de l'Université Paris 8, ainsi que l'Institut des hautes études de défense nationale.

Je suis infiniment reconnaissant à Mme Claire Mouradian de m'avoir accordé son précieux temps et donné des conseils ayant permis d'améliorer et mettre en valeur cette recherche.

Je suis reconaissant à tous les membres du jury d'avoir accepté de participer à la soutenance.

Merci à Hélène pour son travail patient de relecture et correction.

Introduction

Les biais liés au choix du sujet

Cette thèse est le fruit de quatre années de recherches et de questionnements, qui parfois faisaient écho à des souvenirs de mon enfance et de mon adolescence. Il me semble que certains d'entre eux méritent d'être évoqués brièvement afin de mieux comprendre le choix de mon sujet, mais aussi être conscient des biais qu'ils peuvent impliquer.

J'ai grandi à Rostov-sur-le Don, une ville provinciale au sud de la Russie, où le Moyen-Orient était parfois, mais pas souvent, le sujet de discussions. En effet, jusqu'à mon départ de Russie en 2007 je passais souvent mon temps au cabinet médical de ma mère, où je côtoyais des personnes issues de toutes les strates de la société rostovite pouvant se permettre des soins privés. Je pouvais ainsi parler aux gens de la classe moyenne de leurs voyages en Turquie ou en Egypte, les deux destinations préférées des Russes à l'époque. Les quinquagénaires (voire les personnes encore plus âgées) nostalgiques de l'Union Soviétique se lançaient, quant à eux, souvent dans des monologues antiaméricains, défendant Saddam Hussein, Hafez al-Assad ou Mouammar Kadhafi. Ils voyaient dans tous les changements géopolitiques au Moyen-Orient ou dans l'espace post-soviétique la main des Etats-Unis, qui cherchaient inévitablement à s'emparer des ressources naturelles. Les différentes théories de complot, surtout celle relative aux attentats du 11 septembre 2001 étaient la suite logique de ces discours. A leur tour, les gens aisés, combinant souvent la double casquette d'entrepreneur et de fonctionnaire d'Etat, partaient souvent aux Emirats arabes unis, « pour les affaires », comme ils le disaient.

Il y avait aussi ces femmes courageuses qui s'occupaient du « commerce des valises ». Elles partaient en Turquie ou en Syrie pour remplir leurs valises de marchandises locales. Il s'agissait généralement de vêtements, mais elles pouvaient tout aussi bien acheter du parfum et même des médicaments pour les revendre. Ma famille achetait souvent des marchandises à ces commerçantes et leur rendait visite. Dans ce contexte, la Syrie de Bachar al-Assad nous paraissait être un pays de

prospérité économique et d'artisanat. Ces femmes avaient aussi tout un réseau dans les pays d'accueil qui les logeait, les accompagnait aux marchés afin de faire de bonnes affaires et servir d'interprète. C'est avec elles et grâce à leurs connaissances sur place que j'ai pu partir en Syrie en 2008 et sillonner presque tout le pays - c'était mon tout premier voyage à l'étranger en dehors de l'espace post-soviétique.

Un autre pays dont on parlait parfois à Rostov était Israël. Au-delà du registre folklorique, lié à la culture ashkénaze, c'était un pays connu comme destination médicale et d'immigration. Bien entendu, au début des années 2000 la grande aliyah[1] soviétique était déjà en forte baisse. Cependant, même à Rostov, dans mon entourage et dès mon jeune âge j'ai pu observer ce phénomène. En effet, un de mes camarades d'études avait disparu après les vacances d'été. Quelque temps après, la rumeur a couru selon laquelle sa famille était partie définitivement en Israël. C'est aussi à ce moment que je me suis rendu compte qu'il était juif. Ma stupéfaction n'en était pas moindre lorsque, plusieurs années plus tard, je suis tombé sur son profil dans les réseaux sociaux et vu des photos de lui en uniforme de tsahal.

Inévitablement, tous ces souvenirs ont déterminé un intérêt personnel, presque naturel, pour cette zone. Néanmoins, c'est sous un angle scientifique et rigoureux que j'ai tâché de développer cet intérêt.

Problématique

La question principale que nous nous posons tout au long de cette thèse est de savoir ce que cherche exactement la Russie au Proche-Orient, autrement dit quels sont les intérêts qui déterminent l'action étrangère du Kremlin dans la région. En utilisant les termes de l'Ecole française de géopolitique, nous essaierons donc de voir à quels rivalités et rapports de pouvoirs sur des territoires la Russie participe au Proche-Orient et pourquoi.

Pour répondre à cette question nous devrons analyser la logique d'interaction du gouvernement russe, ainsi que des institutions que nous qualifierons de paraétatiques[2], avec les principaux acteurs présents au Proche-Orient. Ceci explique

[1] *Ici* : l'immigration d'un juif en Israël.

[2] Il s'agit des institutions très proches du Kremlin, telles que l'Eglise orthodoxe russe ou certaines associations qui, tout en revendiquant le statut d'ONG sont dirigées par les gens faisant partie du pouvoir russe.

d'ailleurs l'intitulé de la thèse : « La Russie au Proche-Orient (2009-2015) : acteurs, enjeux et stratégies ».

Notre recherche est constituée de quatre parties, chacune consacrée à un intérêt présumé de l'Etat russe. La première, intitulée « Accès aux marchés. Des perspectives géoéconomiques essentielles ?[3] » s'interrogera sur les profits économiques que la Russie est susceptible de tirer du Proche-Orient. Nous analyserons notamment les rivalités autour de trois gazoducs concurrents au Proche-Orient : le « Blue Stream 2 » russe, celui promu par le Qatar et l'« Islamic gaz pipeline » iranien. Nous étudierons aussi les perspectives de participation des compagnies énergétiques russes à des projets d'exploitation des gisements d'hydrocarbures au Proche-Orient, notamment ceux découverts dans les fonds marins à partir de 2010. L'exportation d'armes et de la technologie nucléaire sera également envisagée.

Selon notre hypothèse, les principales filières exportatrices russes (hydrocarbures, armes et technologie nucléaire) ne trouvent pas de débouchés substantiels au Proche-Orient. Les raisons de la présence russe dans la région et de l'intransigeance du Kremlin dans certains dossiers ne seraient donc pas le résultat de la protection d'intérêts économiques supposés.

L'approche de la deuxième partie appelée « Sécurité intérieure et stabilité régionale au Proche-Orient, deux faces d'une même médaille » suggère qu'un lien existe entre la sécurité intérieure de la Russie et la stabilité du Proche-Orient. Sous cet angle, la situation géopolitique à l'intérieur de la Russie, notamment au Caucase, ainsi que le traditionnel attachement à la lutte contre le terrorisme seraient des facteurs de la politique étrangère de Moscou.

C'est pourquoi nous étudierons dans un premier temps le phénomène du départ de ressortissants russes ou post-soviétiques pour le djihad en Syrie. Nous nous arrêterons d'abord sur les causes de leur départ, qui fait l'objet d'interprétations divergentes, pour nous demander ensuite si ces djihadistes sont la cible de l'intervention militaire russe. Notre hypothèse veut que certains groupes extrémistes composés de ou dirigés par les ressortissants post-soviétiques sont effectivement dans le collimateur de l'aviation russe, mais ne sont pas sa cible prioritaire.

[3] Pour la définition du terme « géoéconomie » *Cf.* La méthode géopolitique.

L'objectif affiché de lutte contre ces groupes relèverait donc, dans une certaine mesure, d'une stratégie de communication de la part des officiels russes, visant à justifier la campagne syrienne.

Toujours dans le cadre de la deuxième partie nous traiterons également la question des revendications formulées auprès des autorités russes par des communautés circassiennes (peuple autochtone du Caucase du Nord occidental). En effet, de très nombreux Circassiens ont dû quitter leurs terres d'origine face à l'avancée des troupes russes au Caucase au XIXème siècle et fonder des diasporas, y compris au Proche-Orient. Cet exode a déterminé les revendications historiques des Circassiens à savoir la demande de reconnaissance des événements de la guerre russo-circassienne (1763-1864) en tant que génocide et l'exigence d'un droit au retour sur leurs terres d'origine, situées aujourd'hui dans le Caucase russe. Cette question du retour s'est posée avec beaucoup d'acuité depuis le début de la crise syrienne. La diaspora circassienne de ce pays a en effet demandé vainement à Moscou la mise en place de missions d'évacuation spéciales vers la Russie. Nous expliquons ce refus par la fragilité de la situation géopolitique au Caucase Nord russe (où les Circassiens voudraient s'installer), liée à la spécificité des découpages administratifs et au facteur démographique.

« La guerre des narratifs et la recherche du *soft power* » est le titre de la troisième partie qui s'articule autour d'une double problématique : les outils du soft power russe et leur évolution au gré des événements au Proche-Orient. Nous tenons à démontrer d'abord que les principales représentations de la politique étrangère véhiculées par Moscou sont ancrées dans l'évolution même du régime russe depuis la chute de l'URSS. Nous voudrions également mettre en exergue l'effort sans précédent de renouveau de la communication publique de la part de la Russie dans le contexte de l'intervention militaire en Syrie.

Par ailleurs, nous nous interrogerons sur les perspectives de la politique russe visant les « compatriotes » - un terme vague désignant les citoyens russes ou tout simplement les personnes de culture et de langue russes – au Proche-Orient. Concrètement il s'agira d'envisager deux cas : celui d'Israël, dont la communauté russophone compte plus d'un million d'habitants et celui de Chypre, terrain d'accueil des Russes depuis la chute de l'URSS. Nous nous intéresserons également au phénomène de récupération de la situation des Arméniens de Syrie par les médias

russes. Selon nous, malgré l'instrumentalisation effective de la problématique des « compatriotes » dans la politique étrangère russe, la Russie ne dispose pas d'une influence suffisante sur les communautés russes ou russophones en dehors des limites de l'ex-URSS pour les intégrer dans une véritable politique d'influence au Proche-Orient.

Le Chapitre 6 sera consacré à l'émergence, (ou plutôt la réémergence si l'on se réfère à l'époque impériale) du facteur orthodoxe dans la politique étrangère russe au Proche-Orient. Nous y analysons notamment l'activité de l'Eglise orthodoxe russe et de la « Société impériale orthodoxe de Palestine » dans la zone, deux institutions qui, selon nous, sont de véritables facilitateurs de la pénétration de l'influence russe faisant du Proche-Orient un véritable ensemble cohérent dans la diplomatie religieuse russe. Nous conclurons ce chapitre par la position des représentants de l'islam et du judaïsme russes à l'égard de l'intervention militaire du Kremlin en Syrie.

La quatrième et dernière partie, dénommée « La Russie au Proche-Orient. Redevenir un acteur incontournable » cherchera à savoir quelle est la valeur géopolitique de la région pour Moscou et quelle est la stratégie russe, face aux différents acteurs qui s'y trouvent, pour y redevenir une puissance. Concrètement, nous essaierons de voir comment la rhétorique russe sur l'émergence d'un « monde multipolaire » et le rejet des « actions unilatérales » des pays occidentaux se traduit au Proche-Orient.

Plusieurs pistes de réflexions seront liées à cette interrogation. Dans un premier temps, nous tâcherons de comprendre dans quel contexte régional s'inscrit le soutien russe à la Syrie. Notre hypothèse principale consiste à penser que le Kremlin cherche à sauvegarder l'Etat syrien, et non pas le régime de Bachar al-Assad en tant que tel. Ceci pour qu'il continue à jouer, conjointement avec l'Iran, le rôle de contrepoids aux intérêts turcs, américains et à ceux des monarchies du Golfe, ainsi que celui de rempart contre l'islamisme sunnite. Nous tenterons également de déconstruire certaines idées reçues sur les relations russo-syriennes. Selon l'une d'entre elles, Moscou s'obstine à soutenir Damas afin de garder sa « base » navale de Tartous. La deuxième prétend que l'assistance russe au régime syrien est « inébranlable » et « inconditionnelle » et relève d'une logique « d'alliance ».

L'autre hypothèse de cette partie consiste à envisager la période 2009-2015 comme une étape cruciale dans la construction par la Russie de partenariats allant au-delà de

l'axe Damas-Téhéran. Il sera notamment question du développement spectaculaire des liens que la diplomatie russe a établis avec le « Parti de l'Union démocratique », parti kurde syrien (plus connu sous l'acronyme PYD) mais aussi avec Israël, et Chypre, devenu le port d'entrée des bâtiments de guerre russes se dirigeant vers les côtes proche-orientales.

Justification de la période choisie

Le choix de l'année 2009 comme point de départ de notre raisonnement peut être justifié par les arguments suivants :

- Bien avant la crise syrienne, la Russie essaya de s'imposer en tant qu'acteur clé de la région. Animée par la stratégie de « superpuissance énergétique »[4] (*Cf.* Partie I, Chapitre 1), elle lança en 2009 le projet de gazoduc « Blue Stream 2 » devant relier la Russie à Israël en passant par la Turquie via la mer Noire puis la mer Méditerranée. Outre Israël, le nouveau gazoduc était censé permettre d'exporter le gaz russe vers Chypre, le Liban et la Syrie. Le « Blue Stream 2 » fut en concurrence avec deux autres projets de gazoducs, qatari et iranien, visant eux aussi la fourniture de gaz au Proche-Orient. Nous pouvons donc envisager l'année 2009 comme point de départ d'une rivalité pour le contrôle de cette région en tant que territoire de commercialisation ou de transit du gaz naturel ;
- L'arrivée d'Avigdor Liberman, originaire de Moldavie et ancien citoyen soviétique au poste de ministre des Affaires étrangères d'Israël en 2009 a suscité un essor sans-précédent des relations russo-israéliennes. Dans le cadre de cette thèse nous démontrerons, qu'à partir de cette date, Israël est progressivement devenu le nouveau partenaire stratégique de la Russie au Proche-Orient ;
- L'année 2009 inaugure également une nouvelle étape dans les relations entre l'Etat russe et l'Eglise orthodoxe russe qui s'est traduite par le développement de la diplomatie religieuse russe au Proche-Orient. Devenu patriarche de l'Eglise orthodoxe russe en 2009, Cyrille[5] appela, lors

[4] Visant à faire émerger la puissance russe par le contrôle de l'infrastructure énergétique mondiale (*Cf.* Chapitre 1).

[5] De son vrai nom Vladimir Goundiaev.

d'une cérémonie au Kremlin en l'honneur de son élection, à instaurer une « symphonie » dans les rapports entre l'Eglise et l'Etat. Inspirée des idéaux byzantins, cette « symphonie » suppose selon lui « la combinaison harmonique des intérêts, la répartition des responsabilités »[6].

Notre cadre chronologique se termine en 2015, avec l'intervention militaire russe en Syrie et ses suites immédiates. Nous estimons en effet que cet événement inaugure une période inédite en ce qui concerne la présence russe au Proche-Orient, puisque la Russie n'était jamais intervenue auparavant militairement en dehors de l'espace post-soviétique depuis la chute de l'URSS. Ainsi, nous nous concentrerons sur les logiques géopolitiques du déploiement militaire russe en Syrie et la manière dont il a affecté les relations de Moscou avec les acteurs régionaux.

Enfin, la période 2009-2015 est aussi remarquable par la mise en place de la stratégie américaine du « Pivot vers l'Asie » se traduisant par un désengagement relatif de Washington du Proche-Orient et permettant à la Russie d'y augmenter sa présence.

***

La période 2009-2015 inaugure donc une nouvelle étape de la présence russe au Proche-Orient. Pour comprendre sa logique sur le long terme il faut à notre avis tenir compte de deux facteurs qui la déterminent traditionnellement : la capacité à forger des axes de politique étrangère alternatifs en cas d'échec et la faculté à tirer profit de l'affaiblissement des puissances rivales dans la région. En ce sens Claire Mouradian a remarqué :

> *« L'analyse occidentale du retour de la Russie sur la scène moyen-orientale en termes de guerre froide masque partiellement d'autres ressorts multiséculaires. N'est-on pas une fois encore devant ce mouvement de balancier qui la conduit, lorsqu'elle subit un revers dans une direction, à porter son expansion dans une autre ? Après avoir perdu, à l'Ouest, les Etats baltes, ses satellites d'Europe centrale et orientale et échoué à empêcher l'élargissement vers l'Est de l'OTAN (même si elle a obtenu un droit de regard sur la*

[6] « Patriarh Kirill prizval k simfonii v otnošeniâh cerkvi i gosudarstva [Le patriarche Cyrille a appelé à la symphonie dans les relations entre l'Eglise et l'Etat] ». *Izvestiâ* [En ligne]. 2 février 2009. Disponible sur : < http://izvestia.ru/news/443944 > (consulté le 22 août 2016)

sécurité européenne comme partenaire privilégiée de l'Alliance atlantique), Moscou s'applique à consolider son flanc sud, « pré carré » que les autres Grands lui concèdent assez volontiers »[7].

Cette capacité russe de rebondir après les échecs, notamment au sud de ses frontières a également été soulignée par Lorraine de Meaux :

> *« <…> Tout au long du XIX*ème *siècle, furent intégrés à l'Empire [russe* - nda*] les espaces « orientaux » du Caucase, de l'Asie centrale, de l'Amour et de la Mandchourie, dans un mouvement de continuité territoriale : caution de la participation russe aux impérialismes occidentaux, cet Orient voisin était un terrain de revanche privilégié pour une Russie souvent humiliée. Aujourd'hui encore, lorsque le gouvernement russe veut affirmer sa puissance internationale, il se tourne immanquablement vers l'est et le sud »*[8].

Il est également important de noter que la Russie est une puissance continentale fondée sur des conquêtes territoriales et dont la progression vers le Proche-Orient se heurte depuis des siècles à la Turquie et à l'Iran. Cette région a toujours été éloignée et difficile d'accès pour la Russie. Ainsi, on peut dresser un parallèle entre les difficultés techniques liées à l'envoi du porte-avions russe « Amiral Kouznetsov »[9] vers les côtes syriennes en octobre 2016 et celles de la flotte baltique russe partie combattre l'Empire ottoman en Méditerranée en 1769-1774 qui avait souffert de l'inadaptation de ses navires à cette zone climatique.

Les Russes ne commencent à s'implanter au Proche-Orient qu'à la moitié du XIXème siècle, lorsque l'empire des tsars voulut profiter de l'affaiblissement de la Sublime Porte et participer à son partage avec d'autres puissances européennes prenant prétexte de la défense des chrétiens d'Orient. Ainsi, en 1844 la Russie obtient des autorités ottomanes le rétablissement de l'autonomie du patriarcat orthodoxe grec de Jérusalem par rapport à celui de Constantinople et crée une

---

[7] Mouradian C. « Avan-Propos ». In : Mouradian C. *La Russie et l'Orient. Problèmes politiques et sociaux*. n°796. 16 janvier 1998. 80 p. pp.3-6.

[8] De Meaux L. *La Russie et la tentation de l'Orient*. Fayard. Paris : 2010. 436 p. p.11.

[9] Notamment le refus des autorités espagnoles et maltaises de l'accueillir, ainsi que le probable mauvais état technique de ce bâtiment.

mission ecclésiastique permanente à Jérusalem en 1847. Pourtant, ce n'est qu'après la défaite de la guerre de Crimée que Saint-Pétersbourg s'implique d'une manière décisive en Terre sainte avec la création du Comité russe pour la Palestine (1858), d'un consulat russe à Jérusalem (1858) et de la Société impériale russe de Palestine (1882)[10] qui, sous une forme nouvelle, joue actuellement un rôle important dans la politique extérieure russe (*Cf.* Partie III, Chapitre 6)[11].

Après un important retrait suite à la révolution bolchévique, l'URSS investit le Proche-Orient à partir des années 1950 en réaction à l'entrée de la République fédérale d'Allemagne, de la Grèce et de la Turquie dans l'OTAN, l'insurrection en Hongrie et la création du Pacte de Bagdad[12] qui mettaient en cause la puissance soviétique en Europe et à la frontière sud. De nouveau, cette implantation fut possible grâce à l'affaiblissement d'autres puissances : la France et de la Grande-Bretagne, présentes dans la région[13].

Plus tard, dans les années 2000, la Russie a bâti l'axe Téhéran-Damas-Hezbollah en riposte à l'invasion américaine de l'Irak et à un nouvel élargissement de l'OTAN (qu'il soit réel comme en 2004 ou potentiel comme dans le cas de la Géorgie et de l'Ukraine à la fin des années 2000). En outre, l'Union européenne s'est aussi rapprochée des frontières russes en 2004 par un élargissement à l'est. Enfin, l'échec du mouvement séparatiste au Donbass et, d'une manière générale, le face-à-face avec l'Occident au sujet de l'Ukraine en 2013-2015 ont probablement joué un rôle dans la projection de la force militaire russe en Syrie le 30 septembre 2015, rendue possible grâce au retrait relatif des Etats-Unis du Proche-Orient en accord avec la stratégie du « Pivot vers l'Asie » de Barack Obama.

Vue sous cet angle, la politique proche-orientale russe entre 2009 et 2015 manifeste donc une fois de plus ce *« mouvement de balancier »* mis en exergue par Claire

---

[10] Mouradian C. « Les chrétiens, un enjeu pour les puissances ». In : Nicault C. (dir.). *Jérusalem 1850-1948. Des Ottomans aux Anglais: entre coexistence spirituelle et déchirure politique*. Paris : Editions autrement, 1999. 232 p. pp.177-204.

[11] Au sujet de l'importance de la Guerre de Crimée dans l'instauration de la présence russe en Terre Sainte *Cf.* Astafieva E. « L'Empire russe en Palestine, 1847-1917 : aux origines de la politique russe au Proche-Orient ». *The Conversation* [En ligne]. 4 mars 2016. Disponible sur : < https://theconversation.com/lempire-russe-en-palestine-1847-1917-aux-origines-de-la-politique-russe-au-proche-orient-55542> (consulté le 1 décembre 2016)

[12] Regroupant sous les auspices de la Grande-Bretagne et des Etats-Unis la Turquie, l'Iran, l'Irak et le Pakistan.

[13] Nizameddin T. *Russia and the Middle East: Towards a New Foreign Policy*. Londres: Hurst, 1999. 296 p. pp.20-22.

Mouradian, une espèce de « Grand jeu » consistant à défendre ses intérêts en ripostant et en essayant de reprendre l'initiative.

Justification du périmètre géographique choisi

Dans le cadre de cette thèse nous nous focaliserons sur l'étude de la politique étrangère russe vis-à-vis de la Syrie, du Liban, la Jordanie, Israël (avec l'Autorité palestinienne) et Chypre. C'est pourquoi nous avons préféré parler de Proche plutôt que de Moyen-Orient.

Notre ambition est de démontrer que le Proche-Orient, ainsi défini, est, du point de vue de l'action étrangère de Moscou, un ensemble cohérent et ceci à plusieurs titres :

- L'absence de grands intérêts économiques que la Russie pourrait y avoir, contrairement à l'Europe et l'Asie qui sont les deux véritables débouchés commerciaux de Moscou ;
- Sa valeur géopolitique, permettant à la Russie de s'imposer en tant que puissance mondiale. Tous les pays du Proche-Orient concourent en effet, chacun à sa manière, à l'émergence de cette puissance, notamment dans le dossier syrien ;
- Sa place particulière dans la politique de *soft power* russe notamment dans ce qui a trait à la diplomatie religieuse ;
- L'importance historique de cette région où la Russie affronte les puissances occidentales depuis plus d'un siècle. En ce sens, le Proche-Orient constitue une zone dans laquelle la Russie tâche de maintenir sa présence, tandis que l'Afrique subsaharienne et l'Amérique latine ne font plus partie des priorités stratégiques russes depuis la chute de l'URSS[14].

Enfin, il nous paraît nécessaire de justifier l'inclusion de Chypre dans cet ensemble. Le *Dictionnaire de géopolitique* rédigé sous la direction d'Yves Lacoste intègre cet Etat insulaire au Proche-Orient grâce à son rôle historique de « porte-avion » situé au large des côtes turques, syriennes, libanaises et israéliennes[15].

---

[14] Nizameddin T. *Russia and the Middle East: Towards a New Foreign Policy*. Londres: Hurst, 1999. 296 p. p.93.

[15] Lacoste Y. (dir.). *Dictionnaire de la géopolitique*. Paris : Flammarion, 1993. 1682p. pp.1243-1244.

Plus encore, les travaux de Nicolas Kazarian[16] intègrent Chypre au Proche-Orient dans le contexte de la politique étrangère de Moscou. Selon lui :

> *« Il existe un véritable tropisme chypriote de la part de la Russie remontant au XIX siècle. Chypre a toujours eu une valeur géostratégique importante pour la Russie dans l'optique de développer son influence en Méditerranée orientale. […].*
>
> *Le tropisme chypriote de la Russie doit aussi être replacé dans le cadre de l'ancrage régional de l'île, à proximité des lieux saints, pour la gestion des pèlerins en provenance du patriarcat de Moscou. Le traitement religieux de Chypre participe donc à la zone d'influence russe au Proche-Orient »*[17].

Les résultats de nos recherches rendent également tout à fait légitime cette association de Chypre aux enjeux proche-orientaux.

Les thèses sur le sujet

Notre attention a été attirée par six thèses portant sur un sujet similaire au nôtre.

- La thèse de Mohieddine Hadhri *La politique extérieure soviétique et le monde arabe (1917-1945)* soutenue à l'Université Panthéon-Sorbonne en 1983 sous la direction de Jean-Baptiste Duroselle et Hélène Carrère d'Encausse ;
- La thèse de Mahmoud Nemr Hussein *La politique russe au Bilad al-Sham (Syrie-Liban-Palestine) de 1882 à 1914 (Russie et orthodoxie en Orient)* soutenue en 1985 à l'Université Panthéon-Sorbonne ;
- Celle de Taline Ter Minassian *La politique soviétique au Moyen-Orient et les minorités du début des années 20 jusqu'à la veille de la Guerre froide*, soutenue à l'IEP de Paris en 1995 sous la direction d'Hélène Carrère d'Encausse ;
- La thèse d'Igor Delanoë *La flotte de la mer Noire, de Catherine II à Vladimir Poutine : un outil de puissance au service des ambitions méditerranéennes de*

[16] Chercheur associé à l'IRIS en charge de l'Observatoire géopolitique du religieux.

[17] Kazarian N. « Chypre, les enjeux géopolitiques de l'axe orthodoxe ». *La nouvelle revue géopolitique*. n°122. Juillet-août-septembre 2013. pp.51-57.

la Russie (1783-2012), soutenue à l'Université Nice Sophia Antipolis en 2012 sous la direction de Pierre-Yves Beaurepaire ;

- La thèse de Nicolas Kazarian *Chypre, géopolitique et minorités*, soutenue à l'Université Panthéon-Sorbonne en 2011 sous la direction de Georges Prévélakis ;
- Enfin, la thèse de Julien Nocetti *Le Moyen-Orient dans la politique étrangère russe depuis 2003 : entre défis internes et projection internationale* en cours de rédaction à l'INALCO, sous la direction d'Anne de Tinguy.

La thèse de Mahmoud Nemr Hussein *La politique russe au Bilad al-Sham (Syrie-Liban-Palestine) de 1882 à 1914 (Russie et orthodoxie en Orient)* nous a intéressé à plusieurs titres. Tout d'abord ce travail étudie la politique étrangère de l'Empire russe au *Bilad al-Sham*, c'est-à-dire dans la région historique qui correspond au Proche-Orient actuel tel que défini dans notre recherche, moins Chypre. Le cœur de la problématique est l'étude de l'action de la Russie à partir de la création de la Société orthodoxe de Palestine (1882) et jusqu'à la Première Guerre mondiale, qui marque selon Hussein l'arrêt des activités russes au Proche-Orient. Traitant de l'aspect religieux de l'action étrangère russe, Mahmoud Hussein a remarqué les rivalités entre différents patriarcats orthodoxes, ce qui est également pris en compte dans notre recherche.

Néanmoins, son travail ne peut fournir qu'un éclairage très partiel sur la diplomatie religieuse russe au Proche-Orient entre 2009 et 2015. En effet, la révolution bolchévique puis l'époque stalinienne ont radicalement changé l'Eglise orthodoxe russe et la Société impériale orthodoxe de Palestine, créant un nouveau mode d'interaction avec l'Etat russe, notamment dans le domaine de la politique étrangère de Moscou.

En outre, le cadre chronologique de l'étude imposa également à Mahmoud Nemr Hussein le contenu de sa problématique. Ainsi, la politique extérieure de la Russie est étudiée dans le contexte plus large de la rivalité entre les puissances européennes pour le partage de l'Empire ottoman – prisme qui dans la période 2009-2015 paraît bien sûr désuet. Remarquons enfin que cette thèse n'est pas fondée sur l'étude des sources russes : les études de langue russe entamées par l'auteur au Liban durent être abandonnées suite à l'invasion israélienne en 1982.

La thèse de Mohieddine Hadhri *La politique extérieure soviétique et le monde arabe (1917-1945)* se donne pour ambition d'étudier l'histoire des relations arabo-soviétiques et l'origine du mouvement communiste arabe en dépassant la grille de lecture classique (à l'époque de la rédaction de cette recherche), s'intéressant au seul antagonisme entre islam et communisme. Cette thèse étudie les relations entre l'URSS et le monde arabe dans le contexte colonial, celui des évènements internes de l'URSS (comme la politique stalinienne et les congrès de l'Internationale communiste) et du monde arabe (comme la guerre du Rif, l'activité du parti Wafd ou la crise ouvrière en Egypte). Elle s'intéresse également aux effets des événements mondiaux, tels que le développement du fascisme et la Seconde Guerre mondiale sur ces relations. La thèse de Hadhri est fondée sur des sources françaises et anglo-saxonnes, notamment sur la presse, à cause de l'impossibilité d'accéder aux archives soviétiques et arabes.

Mohieddine Hadhri distingue trois périodes : 1917-1928 (la fin de la période dominée par la lutte pour le pouvoir au sein du PCUS), 1928-1935 (le VIIème Congrès de l'Internationale Communiste) et 1935-1945 qui analyse les stratégies adoptées par les mouvements nationalistes arabes vis-à-vis des puissances européennes occidentales et à l'égard de l'URSS, ainsi que les stratégies du Komintern pour contrecarrer les fascismes dans le monde arabe.

La thèse de Taline Ter Minassian *La politique soviétique au Moyen-Orient et les minorités du début des années 20 jusqu'à la veille de la Guerre froide* est fondée sur l'étude des sources soviétiques et s'inscrit quasiment dans le même cadre chronologique que la recherche de Mohieddine Hadhri. Elle étudie l'instrumentalisation des minorités du Moyen-Orient par la politique extérieure soviétique en s'intéressant tout particulièrement aux relations entre ces minorités et les nationalités soviétiques. Ainsi, Taline Ter Minassian pose les questions suivantes :

> *« […] la structure multinationale de l'URSS ne favorise-t-elle pas au Moyen-Orient, une* instrumentalisation *des minorités ? Enfin, les* réseaux *minoritaires à travers lesquels se dessine l'influence*

soviétique au Moyen-Orient étaient-ils déjà constitués ou ont-ils fait l'objet d'une création volontaire ? »[18].

L'une des problématiques majeures de cette thèse est l'étude de l'instrumentalisation des minorités par le Kremlin afin de répandre l'idéologie communiste à l'étranger. Une attention particulière est accordée à la politique de Moscou vis-à-vis de l'Iran y compris dans le contexte de l'occupation soviétique de ce pays (1941-1946). Qu'il s'agisse de l'Iran ou d'autres pays du Moyen-Orient envisagés dans la thèse, l'accent est mis sur les minorités arméniennes, azéries et juives.

Dans la même veine Taline Ter Minassian étudie l'instrumentalisation de l'Eglise orthodoxe russe par le pouvoir soviétique, mais pendant la période stalinienne seulement, comme le cadre chronologique l'y oblige.

Peut-on affirmer que la Russie a continué la même politique d'instrumentalisation des minorités au Proche-Orient entre 2009 et 2015 ? Notre réponse est négative, car la Russie n'y vise pas l'infiltration des mouvements politiques afin de répandre une idéologie quelconque ou des tendances séparatistes. En effet, le trait commun des trois thèses que nous venons de présenter est le fait qu'elles étudient la politique russe pendant les périodes où elle avait un appui idéologique. Ainsi, Mahmoud Nemr Hussein privilégie l'angle religieux orthodoxe, alors que Mohieddine Hadhri et Taline Ter Minassian ont dû inévitablement analyser les rapports entre la politique extérieure soviétique et l'idéologie communiste. Or, comme nous l'expliquerons dans la Partie III de notre travail, la Russie post-soviétique est très marquée par une situation inédite de vide idéologique. Ce vide, qui caractérise en général les relations internationales après la chute du mur de Berlin, remplace la rivalité entre le bloc socialiste et « le monde libre » par une situation d'incertitude dans les rapports entre la Russie et les grandes puissances, surtout les Etats-Unis et l'Union européenne.

Etant donné que les trois thèses susmentionnées étudiaient la politique russe soit au moment du démantèlement de l'Empire ottoman, soit juste avant la décolonisation, les acteurs régionaux du Moyen-Orient y sont par conséquent envisagés dans un contexte de domination, russe ou européenne. En revanche, la période 2009-2015 donne à voir un monde infiniment plus « multipolaire », pour emprunter le langage

---

[18] Ter Minassian T. *La politique soviétique au Moyen-Orient et les minorités du début des années 20 jusqu'à la veille de la Guerre froide.* Thèse de doctorat : histoire. Paris : l'Institut d'études politiques, 1995. 2 volumes. 780 p. Volume 1, pp.6-7.

de la diplomatie russe. Cela signifie non seulement l'émergence d'Etats-nations au Proche et Moyen-Orient mais aussi de véritables puissances, telles que la Turquie, l'Iran et les monarchies du Golfe, avec lesquelles les Russes doivent désormais composer.

Concernant toujours le caractère inédit de la situation analysée dans cette recherche, nous pouvons citer, pour ne donner que ces exemples, l'émergence de la menace terroriste à un niveau jamais atteint auparavant, le développement spectaculaire des relations entre Moscou d'un côté et le PYD (parti kurde syrien) et le Hamas de l'autre, l'usage d'Internet et l'intervention militaire russe en Syrie. Tous ces événements peuvent difficilement faire l'objet d'analogies historiques.

En ce qui concerne la thèse d'Igor Delanoë *La flotte de la mer Noire, de Catherine II à Vladimir Poutine : un outil de puissance au service des ambitions méditerranéennes de la Russie (1783-2012),* elle a attiré notre attention car elle cherche à mettre en évidence les déterminants de la politique russe dans le bassin méditerranéen. Cependant, cette recherche s'effectue à travers une approche spécifique - l'étude de la flotte de la mer Noire russe, envisagée depuis sa création en 1783 jusqu'à 2012. Même si la thèse revient sur les relations de la Russie avec les pays de la Méditerranée, en termes d'approche régionale, elle met surtout l'accent sur la mer Noire, car selon son auteur cet espace marin :

> *« […] apparaît historiquement comme un « tremplin » pour les ambitions méditerranéennes de la Russie, un espace à partir duquel elle s'est projetée économiquement, militairement, politiquement et culturellement en Méditerranée depuis la fin de la période moderne jusqu'à nos jours »*[19].
>
> *« […] Dans la mesure où les intérêts de la Russie en Méditerranée auraient difficilement pu être défendus par les tsars puis par les dirigeants soviétiques, sans ce formidable interface que représente la mer Noire, l'étude de la politique russe dans cette partie du bassin méditerranéen au cours de l'époque moderne et*

[19] Delanoë I. *La flotte de la mer Noire, de Catherine II à Vladimir Poutine : un outil de puissance au service des ambitions méditerranéennes de la Russie (1783-2012).* Thèse de doctorat : histoire des mondes modernes et contemporains. Nice : Université Nice Sophia Antipolis, 2012. 3 volumes. 1005 p. Volume 1, pp.9-10.

contemporaine nous apporte les clefs nécessaires à la compréhension de la position qu'a entendu et qu'entend tenir le Kremlin en Méditerranée » [20].

Ainsi, la recherche s'articule autour de trois parties :

- La première analyse l'état de la flotte à quai, en se concentrant en particulier sur la Crimée et Sébastopol ainsi que d'autres installations portuaires russes en Ukraine qui jouent un rôle clef dans la stratégie russe ;
- La deuxième est consacrée à la flotte en mer, notamment aux programmes de construction navale, intérêts que les navires protègent avec attention sur le Caucase et en Méditerranée ;
- La partie finale envisage les aspects contemporains et les évolutions qui ont affecté la flotte depuis 1991.

La thèse d'Igor Delanoë traite donc essentiellement de l'acquisition d'une interface maritime par la Russie, son aménagement, ainsi que l'évolution de la doctrine maritime et de l'équipement de la flotte de guerre russe, avant tout dans le contexte régional de la mer Noire.

Quant à la thèse de Nicolas Kazarian *Chypre, géopolitique et minorités*, elle nous a intéressé par sa démarche d'intégration de Chypre au Proche-Orient, ainsi que par son étude de la diaspora russe de l'île et de la diplomatie religieuse de l'Eglise orthodoxe du patriarcat de Moscou. La problématique générale de cette thèse consiste à analyser le problème chypriote (la partition de l'île entre les parties grecque et turque) par l'étude des minorités, compte tenu surtout des effets de l'adhésion de Chypre à l'Union européenne en 2004.

Cette problématique implique l'étude de la diaspora russe dans le contexte du problème chypriote et non pas dans celui de la politique étrangère de Moscou. En ce qui concerne l'analyse de la diplomatie religieuse russe, Nicolas Kazarian voit dans les rapports entre l'Eglise orthodoxe russe et l'Eglise orthodoxe chypriote la volonté, de la part de Moscou, de développer *« […] une approche* huntingtonienne *des espaces culturo-religieux […]»*[21]. Selon lui :

---

[20] *Ibid*., pp.11-12.

[21] Kazarian N. *Chypre, géopolitique et minorités*. Thèse de doctorat : géographie. Paris : l'Université Panthéon-Sorbonne, 2011. 386 p. p.285.

> *« Les relations étroites qu'entretiennent les deux églises s'inscrivent dans une démarche de renforcement d'un axe « civilisationnel » orthodoxe, soutenue par le patriarcat de Moscou – et certains partis politiques à l'intérieur du pays – qui tend à établir des partenariats particuliers avec les principaux pays à majorité, voire traditionnellement, orthodoxe comme la Serbie, la Grèce, la Bulgarie, etc. Cet axe orthodoxe se caractérise non seulement par son lien avec Byzance, mais aussi par la production d'une iconographie qui dépasse la seule appartenance religieuse stricto-sensu »*[22].

Cette vision de l'axe « civilisationnel » évacue le jeu de rivalité, de prestige et d'alliances qui existe entre les différents patriarcats orthodoxes. En effet, le Chapitre 6 de notre recherche mettra en évidence les rapports étroits que le patriarcat de Moscou a établis avec celui d'Antioche, notamment dans le contexte de la guerre en Syrie, en partie afin de contrecarrer l'influence du patriarcat œcuménique de Constantinople en Ukraine.

Enfin, au moment où ces lignes sont écrites, la thèse *Le Moyen-Orient dans la politique étrangère russe depuis 2003 : entre défis internes et projection internationale* de Julien Nocetti était toujours en cours de préparation. Ses publications suggèrent que cette recherche porte sur les relations entre la Russie et les acteurs arabo-musulmans, surtout les Etats du Golfe et l'OPEP[23]. Sa recherche peut également porter sur les questions de la gouvernance de l'Internet par la Russie[24].

Plus généralement, nous voudrions remarquer que toutes les thèses que nous avons citées (mise à part celle de Julien Nocetti) adoptent une démarche historique, au sens où leurs auteurs ont suffisamment de recul temporel par rapport aux faits étudiés.

Notre recherche est en revanche construite à partir d'observations et d'analyses faites soit immédiatement, soit seulement quelques années plus tard par rapport au moment

---

[22] *Ibid*. p.286.

[23] *Cf*. Nocetti J. « La politique énergétique de la Russie et le Moyen-Orient ». *Diplomatie*. n°79. Mars-avril 2016. pp.46-49.

[24] *Cf*. Nocetti J. « Russia's 'dictatorship-of-the-law' approach to internet policy ». *Internet Policy Review* [En ligne]. Volume 4, Issue 4. 10 novembre 2015. Disponible sur : < http://policyreview.info/articles/analysis/russias-dictatorship-law-approach-internet-policy>

de la manifestation des phénomènes traités. Ceci nous a permis d'être témoin de l'élaboration des positions de la politique étrangère russe et surtout de leur évolution parfois inattendue.

Puisque nous avons choisi de traiter des phénomènes qui étaient toujours en cours lors de la rédaction de notre thèse et que peu d'ouvrages scientifiques leur étaient consacrés à ce moment, nous avons très souvent dû confronter les idées reçues et les discours, qu'ils proviennent de sources en russe, français ou anglais. Nous estimons que ce croisement de sources en plusieurs langues avec un regard critique constituent également la valeur ajoutée de notre recherche.

Qui fait la politique étrangère russe ?

Le processus de prise de décisions en Russie est un sujet difficile à traiter même pour un spécialiste de ce pays car il suppose un suivi méticuleux du fonctionnement des administrations publiques russes, des nominations et des limogeages, ainsi que des relations personnelles entre les principaux acteurs.

Dans son article « Who will make Russia's Foreign Policy in 1994 ? » Jan Adams souligne que la constitution russe de 1993 accorde un rôle primordial au Président russe dans le domaine des relations internationales au détriment du parlement[25]. En effet, le chef de l'Etat nomme le ministre des Affaires étrangères sans l'aval des deux chambres du parlement, communique au nom du pays à l'international, fixe les grandes lignes de l'action étrangère et décide des interventions militaires. Le Président et son entourage proche ont également le contrôle de toutes les autres structures, publiques ou privées, engagées dans la politique étrangère.

Le deuxième acteur important en présence est le ministère des Affaires étrangères russe, qui, dans le contexte de la politique proche-orientale, est incarné par deux personnages clés – le ministre Sergueï Lavrov et Mikhaïl Bogdanov, à la fois vice-ministre des Affaires étrangères et représentant spécial du Président russe en charge du Moyen-Orient. La double casquette de ce dernier peut être interprétée comme la volonté du Kremlin de garder la main haute sur l'appareil diplomatique, en tout cas en ce qui concerne le Moyen-Orient.

[25] Adams J. « Who will make Russia's Foreign Policy in 1994 ? ». *RFE/RL Research Report*. Volume 3, n°6. 11 février 1994. pp.36-40.

L'armée joue un rôle primordial dans la politique extérieure russe depuis l'intervention militaire en Syrie. Il est intéressant de noter que l'armée est la seule organisation à même de rivaliser avec le ministère des Affaires étrangères dans le domaine de la communication sur le Proche-Orient.

Enfin, la politique extérieure de Moscou est aussi influencée par les entreprises russes, publiques ou privées, présentes au Proche-Orient. Au cours de la première partie de notre thèse nous parlerons notamment de « Gazprom », « Rosoboronexport », « Rosatom », « Stroytransgaz », « Novatek » et d'autres.

Notons également que nous n'avons pas remarqué l'implication de l'administration régionale russe dans la politique proche-orientale, puisque la Russie n'a de frontière commune avec aucun des pays étudiés dans le cadre de ce travail.

L'autre question légitime qui peut être posée est de savoir d'où provient l'expertise russe sur le Proche-Orient. Plusieurs pôles peuvent être distingués :

- Les grands think-tanks créés par le pouvoir russe tels que le Conseil de la politique extérieure et de la défense (russe : Sovet po vnešnej i oboronnoj politike), le Conseil russe des affaires internationales (russe : Rossijskij sovet po meždunarodnym delam) et, dans une moindre mesure, le club de discussion de Valdaï. Ayant toutes les trois le statut d'ONG, ces organisations comptent dans leurs rangs des personnalités liées au pouvoir russe. Il est par ailleurs important de noter que le Conseil russe des affaires internationales a été créé en 2008 par Dmitri Medvedev et est dirigé par Igor Ivanov, une personnalité de poids au Kremlin. C'est pourquoi nous avons classé les analyses issues de ces think-tanks dans la catégorie spéciale « expertise proche du Kremlin » dans notre bibliographie. Ces publications permettent d'avoir un aperçu, au-delà de la rhétorique officielle, des discussions et des débats au sein des élites russes. En ce sens, nous nous sommes surtout appuyé sur les publications de Fiodr Loukianov ;
- L'Association des diplomates russes qui rassemble des ambassadeurs actuels et retraités et concentre l'expertise diplomatique ;
- Les instituts de recherche, tels que le Centre d'études orientales de l'Académie russe des sciences (auquel est rattaché Vitali Naoumkin, un grand spécialiste russe du Moyen-Orient) ou l'Institut du Moyen-Orient ;

- Les centres de recherche tels que le Centre de recherches militaires et politiques, créé par le MGIMO (l'institut public des relations internationales de Moscou) et Almaz-Antej, une entreprise du complexe militaro-industriel fabricant des systèmes de défense antiaérienne. Parmi les experts de ce centre on trouve notamment Anatoli Antonov, docteur en science politique qui a la triple casquette de vice-ministre de la Défense, d'ambassadeur extraordinaire plénipotentiaire et de conseiller d'Etat de première classe de la Fédération de Russie[26].

  Pour l'éclairage des sujets ayant trait à l'industrie militaire nous nous sommes souvent appuyés sur les publications du Centre d'analyse des stratégies et des technologies (russe : Centr Analiza Strategij i Tehnologij) (think-tank basé à Moscou) et sur les billets de son blog non-officiel *Bmpd*[27] ;
- Le parlement russe. Dans les années 1990 c'est la Douma, la chambre basse du parlement qui élaborait en grande partie certaines lignes de la politique étrangère, notamment les relations avec les Kurdes du Moyen-Orient. Depuis, suite au changement de la configuration du régime russe, la Douma a perdu de son importance dans ce domaine. Néanmoins, pendant la période étudiée une personnalité a émergé au sein du Conseil de Fédération (chambre haute du parlement), celle de Mikhaïl Marguelov proche de Poutine et détenant une véritable expertise sur le Moyen-Orient. A titre d'exemple, il a été très impliqué dans la gestion de la crise soudanaise à la fin des années 2000 et a réussi à imposer la Russie comme médiateur dans ce dossier. Il a également permis l'établissement de contacts entre la Russie et l'opposition libyenne durant la crise de 2011 dans ce pays. Nous verrons dans notre recherche que Marguelov a aussi été très probablement impliqué dans l'élaboration de la ligne diplomatique concernant la Syrie ;
- Les universités, qui demeurent un endroit d'expertise malgré la dégradation de leur équipement et leur manque de financement[28].

---

[26] C'est lui qui a présenté aux médias des informations prouvant selon lui la commercialisation clandestine du pétrole syrien et irakien par la Turquie en décembre 2015. Il a aussi travaillé sur les mécanismes permettant d'éviter les incidents aériens entre la Russie et les Etats-Unis en Syrie.

[27] Disponible sur : < bmpd.livejournal.com/>

[28] *Cf.* à ce sujet la monographie Smilyanskaya I., Meyer M., Kirillina S. *Bližnij vostok i islam v rossijskoj nauke i obrazovanii [Le Moyen-Orient et l'islam dans la science et éducation russes]*. Moscou : Gumanitarij, 2003. 126 p.

Sources

L'analyse de phénomènes qui font l'objet de représentations contradictoires suppose une attention particulière quant au choix des sources. Dans le cadre de cette thèse nous avons travaillé avec des sources en français, en anglais et en russe, en privilégiant ces dernières.

Nous avons avant tout constitué un corpus de déclarations émanant des instances officielles russes, permettant d'établir un panorama des positions du Kremlin sur les sujets qui nous intéressaient. Ce corpus est essentiellement composé des déclarations de politique étrangère du ministère des Affaires étrangères[29]. Nous nous sommes également appuyé sur la presse officielle des autorités russes, comme par exemple *Parlamentskaâ gazeta* pour le parlement, *Rossijskaâ gazeta* pour le gouvernement et le service de presse du Kremlin.

En ce qui concerne la presse non rattachée aux organes de pouvoir, la liste des sources jointe dans les annexes indique l'importance des dépêches des agences de presse « Ria Novosti », « TASS » et « Interfax ». Leur anonymat récurrent, ainsi que le statut d'information de première main sont très probablement un moyen d'objectivation du contenu des publications, ceci alors que nous avons souvent trouvé et cité des dépêches ouvertement engagées et relevant, malgré leur anonymat, plutôt de publications d'opinion[30].

Dans la catégorie « autre presse » nous avons intégré des publications dont la classification plus poussée nous semble difficile. Néanmoins, nous pouvons proposer ici les sous-rubriques suivantes :

- La presse dont l'engagement pro-Kremlin est très prononcé et que l'on qualifie souvent de « presse de propagande »[31]. Il s'agit notamment de *Russia Today* et de *Sputnik* ;

[29] Disponibles sur le site du ministère des Affaires étrangères russe <www.mid.ru>

[30] Cf. par exemple « "Cvetnye revolûcii": tehnologiâ, žetrvy i rezulʹtaty [Les révolutions de couleurs: la technologie, les victimes et les résultats] ». *RIA Novosti* [En ligne]. 21 novembre 2014. Disponible sur : < http://ria.ru/infografika/20141121/1034468823.html > (consulté le 29 juillet 2016)

[31] *Cf.* par exemple « Russia Today, Sputnik et réseaux sociaux : cette propagande russe en Occident qui glorifie le Kremlin, mais mise aussi sur la subversion (comme l'Occident le fait depuis 50 ans) ». *Atlantico.fr* [En ligne]. 11 mai 2016. Disponible sur : < http://www.atlantico.fr/decryptage/russia-today-sputnik-et-reseaux-sociaux-cette-propagande-russe-en-occident-qui-glorifie-kremlin-mais-mise-aussi-subversion-comme-2694025.html > (consulté le 10 novembre 2016)

- La presse affichant souvent des positions pro-Kremlin, mais d'une manière plus nuancée : *Izvestiâ, Vedomosti, Vzglâd, Gazeta.ru* ;
- La presse neutre, parfois malgré son contrôle par des personnalités proches du Kremlin : *Kommersant", RBK.* Les publications de ces deux supports nous ont souvent fourni des informations et des analyses inédites[32] ;
- La presse d'opposition : *Nezavisimaâ gazeta, Èho moskvy* et *Grani.ru.*

Nous pouvons aussi distinguer des sources spécialisées sur l'éclairage d'une région particulière comme par exemple *Kavkazskij uzel* ou *Bol'šoj Kavkaz* pour le Caucase ou encore des supports religieux comme *Russkaâ Pravoslavnaâ Cerkov', Sedmitza* et le site de la Société impériale orthodoxe de la Palestine.

Si l'on devait distinguer un trait plus ou moins répandu dans les sources russes, ce serait leur tendance à établir des conceptions déterministes des évènements du « printemps arabe ». Ces derniers seraient tantôt le résultat d'une stratégie américaine visant à créer un « chaos » pour mieux dominer la région (*Cf.* Partie III, Chapitre 5), tantôt un coup orchestré par les monarchies du Golfe pour sanctionner le refus de la Syrie de laisser passer un gazoduc sur son territoire (*Cf.* Partie I, Chapitre 1). Dans la même veine, le blogueur russe Anatoli Nesmean, mieux connu sur l'Internet russophone comme « El-murid », affirme que la sécheresse qui frappa la Russie en 2010 et arrêta la fourniture de blé aux pays arabes, surtout à l'Egypte, fut l'un des faits déclencheurs du « printemps arabe »[33].

Côté français, nous tenons à saluer la qualité du blog d'Ignace Leverrier consacré à la Syrie[34], ainsi que du site « Les clés du Moyen-Orient »[35]. Les articles du *Monde* nous ont fourni quant à eux un bon éclairage des événements au Proche-Orient. Concernant les sources françaises, l'élément le plus récurrent dans les analyses de la présence russe au Proche-Orient est le site militaire naval de Tartous, communément dénommé la « base ». En effet, l'explication selon laquelle la Russie veut sauver le

---

[32] Le meilleur exemple en est cette interview avec Oleg Chwartsman, un gestionnaire de capitaux proche du Kremlin : « "Partiû dlâ nas olicetvorâet silovoj blok, kotoryj vozglavlâet Igor′ Ivanovič Sečin" ["Pour nous le parti est incarné par la fraction des gens issus des services de l'ordre, dirigée par Igor Ivanovitch Setchin"] ». *Kommersant"* [En ligne]. 30 novembre 2007. n°221, p. 20.

[33] Poznavatelnoe TV. *Počemu SŠA ubivaût Siriû 4 (Poznavatel'noe TV, Anatolij Èl'-Mûrid) [Pourquoi les Etats-Unis détruisent la Syrie 4 (Poznavatel'noe TV, Anatolij Èl'-Mûrid)]* [En ligne]. 16 octobre 2015. Disponible sur : < https://www.youtube.com/watch?v=zodUJlN-XxA> (consulté le 30 août 2016)

[34] Disponible sur : < http://syrie.blog.lemonde.fr/>

[35] Disponible sur : < http://www.lesclesdumoyenorient.com/>

régime de Bachar al-Assad parce qu'elle veut garder sa « base » navale de Tartous est très courante. Dans le Chapitre 10 nous nous arrêterons plus en détail sur cette conception, que nous considérons comme une idée reçue.

En ce qui concerne les sources anglo-saxonnes, nous avons beaucoup travaillé sur les publications du *Jamestown Foundation*, surtout pour traiter la problématique circassienne, mais tout en ayant à l'esprit le contexte de création de ce centre de recherche américain et le possible biais de ses travaux[36]. La *BBC*, surtout son antenne russe, a été une source incontournable d'information sur le Proche-Orient.

L'originalité de cette recherche consiste également en l'analyse de sources djihadistes russophones, auxquelles il n'était possible d'accéder le plus souvent que grâce aux archives de l'Internet[37]. Le blog de Joanna Paraszczuk *From Chechnya to Syria* suivant et répertoriant les déclarations des djihadistes issus de l'espace post-soviétique présents en Syrie est en ce sens une excellente source tertiaire.

L'enquête de terrain

Outre le travail bibliographique, cette thèse est fondée sur trois enquêtes de terrain, menées en Israël (décembre 2012 et mars 2014) et à Chypre (avril 2014), durant lesquelles nous avons rencontré des fonctionnaires russes locaux, des hommes et femmes politiques, des chercheurs et des représentants de la société civile.

Nous tenons par ailleurs à remercier le laboratoire CRAG EA 353, l'Ecole doctorale des sciences sociales de l'Université Paris 8, ainsi que l'Institut des hautes études de défense nationale pour leur aide à la mobilité, sans laquelle ces enquêtes de terrain n'auraient pas été possibles.

Le strict anonymat demandé par certains de nos interlocuteurs a constitué une autre spécificité de notre enquête de terrain. Cette demande s'expliquait par le caractère jugé sensible de certaines informations ou, dans le cas des fonctionnaires, par la volonté de ne pas se compromettre en laissant des traces documentées d'entretien avec une personne tierce. Force est de constater également que la démarche même d'enquête de terrain et de demande d'entretien a tendance à être vue comme inhabituelle par les personnes issues de l'ex-URSS.

---

[36] Il fut créé en 1984 avec l'objectif de contribuer à la chute des régimes communistes en Europe, grâce notamment à la diffusion d'informations sur leur caractère totalitaire.

[37] Disponible sur : <https://www.archive.org/>

La méthode géopolitique

La méthode employée dans cette thèse est celle de l'analyse géopolitique, étudiant les *« rivalités et rapports de pouvoirs sur des territoires afin d'en prendre le contrôle et celui de la population qui s'y trouve »* et s'intéressant *« à la façon dont s'exprime chacune des forces qui y sont en présence »*[38].

Nous avons donc accordé une attention particulière à la dimension géographique des phénomènes qui nous intéressaient, en respectant le principe de l'école française de géopolitique – *« pas de géopolitique sans géographie »*[39]. En adoptant cette posture méthodologique nous avons étudié tout un ensemble de données qui caractérisent le Proche-Orient, qu'elles soient d'ordre économique, militaire, ethnolinguistique, démographique, politique ou administratif, voire même géomorphologique.

A titre d'exemple, afin de savoir si les bombardements de l'aviation russe en Syrie en septembre-novembre 2015 ciblaient les groupes djihadistes issus de l'espace postsoviétique, nous avons fait une carte sur laquelle plusieurs données géographiques sont représentées :

- Les endroits présumés des frappes ;
- Les localités montagneuses en Syrie, où ces djihadistes opéraient ;
- Les enclaves ethnolinguistiques (turkmènes dans notre cas), car, d'après l'information disponible, les djihadistes en question s'alliaient régulièrement à des tribus turkmènes.

Cette carte nous a permis d'observer un croisement entre ces trois données, ce qui laisse à penser que l'aviation russe a effectivement ciblé les djihadistes en question.

La méthode géopolitique permet aussi de visualiser les effets spatiaux d'une économie mondialisée et leur lien avec les rivalités territoriales[40]. Ceci est d'autant plus important que dans le monde d'aujourd'hui la puissance d'un Etat s'incarne de plus en plus dans son économie, comme l'atteste la stratégie de la « superpuissance énergétique » russe (*Cf.* Supra).

---

[38] Giblin B. « Éditorial ». *Hérodote*. n° 130. 2008/3. p. 3-16.

[39] *Ibid*.

[40] Giblin B. « La géopolitique : un raisonnement géographique d'avant-garde ». *Hérodote*. n° 146-147. 2012/3. p. 3-13.

Ainsi, dans la première partie nous parlerons souvent de géoéconomie. Pourtant, comment la définir ? Pascal Lorot, le fondateur de la revue « Géoéconomie » propose de le faire comme suit :

> *« […] La géoéconomie est l'analyse des stratégies d'ordre économique – notamment commercial – décidées par les Etats (et les grandes firmes internationales) dans le cadre de politiques visant à protéger leur économie nationale ou certains pans bien identifiés de celle-ci, à aider leurs « entreprises nationales » à acquérir la maîtrise de technologies clés et/ou à conquérir certains segments du marché mondial relatifs à la production ou la commercialisation d'un produit ou d'une gamme de produits sensibles, en ce que leur possession ou leur contrôle confère à son détenteur – Etat ou entreprise dite « nationale » - un élément de puissance et de rayonnement international et concourt au renforcement de son potentiel économique et social.*
>
> *[…] en géoéconomie on s'interroge sur les relations entre puissance et espace, mais un espace « virtuel » ou fluidifié au sens où ses limites bougent sans cesse, c'est-à-dire donc un espace affranchi des frontières territoriales et physiques caractéristiques de la géopolitique »*[41].

Or, dans notre première partie nous nous intéresserons justement à un espace très précis (Proche-Orient), et aux contraintes politiques et physiques qu'il impose aux stratégies de la puissance économique russe. Par géoéconomie nous entendons donc une stratégie de réalisation des objectifs économiques dans un contexte de contraintes géopolitiques et géographiques.

La méthode géopolitique a également attiré notre attention sur le fait que certains phénomènes ne sont observables que selon l'ordre de grandeur qui leur correspond. Nous avons donc construit notre réflexion à plusieurs niveaux, comme distingués par Yves Lacoste[42] :

---

[41] Lacoste Y. *La géopolitique et le géographe*. Paris : Choiseul, 2010. 268 p. pp.186-187.

[42] Lacoste Y. *La géopolitique ça sert d'abord à faire la guerre*. Paris : La découverte, 2012. 248 p. pp.128-129.

- Premier niveau (dizaines de milliers de kilomètres), dont nous nous sommes servi pour représenter le rôle du Proche-Orient dans la structure de la vente des armes et de la technologie nucléaire russes dans le monde (*Cf.* Partie I, Chapitre 2) ;
- Deuxième (plusieurs milliers de kilomètres) qu'on a utilisé pour analyser les circuits logistiques russes alimentant l'intervention militaire en Syrie (*Cf.* Partie IV, Chapitre 10) ;
- Troisième (centaines de kilomètres) qui était particulièrement pertinent afin de visualiser les rivalités autour des projets d'instauration des zones d'exclusion en Syrie (*Cf.* Partie IV, Chapitre 10) ;
- Quatrième ordre (plusieurs dizaines kilomètres) ;
- Cinquième ordre (plusieurs kilomètres), très adapté pour cartographier la présence russe à Limassol (Chypre) (*Cf.* Partie III, Chapitre 5);
- Enfin, le sixième ordre (plusieurs centaines de mètres) a rendu possible la comparaison de l'infrastructure navale du site de Tartous en Syrie avec celle du port de Limassol, à Chypre (*Cf.* Partie IV, Chapitre 9).

La démarche diatopique[43] nous a permis quant à elle de faire des cartes représentant le même phénomène selon différents ordres de grandeur. C'est à cette logique qu'obéit, entre autres, la toute première carte de cette thèse, visualisant la concurrence entre différents projets de gazoducs au Moyen-Orient en 2009-2010 à la fois à l'échelle du Moyen-Orient et à celle de la frontière maritime entre le Qatar et l'Iran (*Cf.* Partie I, Chapitre 1).

La diachronie, c'est-à-dire la représentation du même phénomène dans des laps de temps différents, nous a à son tour aidé à mieux saisir les relations que maintient le Kremlin avec les Kurdes au Proche et Moyen-Orient. Nous avons notamment comparé les relations de Moscou avec le « Parti de l'Union Démocratique » (qui débutent en 2012), d'un côté, à celles avec le Gouvernement Régional du Kurdistan

[43] Selon Yves Lacoste, *« On peut appeler diatope la superposition de différents plans, chacun étant représenté en perspective cavalière, de façon que chacun des plans puisse être commodément observable : le plan inférieur permet de montrer avec précision une situation locale de relativement petite dimension ; le plan supérieur – vision continentale ou même planétaire – montre des intersections d'ensembles de très grandes dimensions qui ont cependant rapport avec la situation locale envisagée au plan inférieur ». Cf.* Lacoste Y. « La géographie, la géopolitique et le raisonnement géographique ». *Hérodote.* n° 146-147. 2012/3. pp.14-44.

(à partir de 2007) et le PKK dans les années 1990, de l'autre (*Cf.* Partie IV, Chapitre 10).

La prise en compte des représentations contradictoires d'un territoire en jeu par différents protagonistes d'un conflit est un autre point fort de la méthode géopolitique. Comme nous l'avons déjà précisé dans la partie relative à la problématique, dans le cadre de cette thèse nous avons étudié, entre autres, un cas assez singulier de conflit de représentations – celui opposant les Circassiens (peuple autochtone originaire du Caucase Nord occidental) résidant au Proche-Orient et les autorités russes au sujet de l'historiographie et du retour de ces populations sur leurs terres d'origine (*Cf.* Partie II, Chapitre 4).Plus généralement, nous nous sommes intéressés aux représentations des responsables russes du Proche-Orient et aux processus qui étaient susceptibles de les façonner (*Cf.* Partie III, Chapitre 5).

Enfin, puisque nous avons mentionné le terme de stratégie dans l'intitulé de notre recherche, il nous appartient de le définir. Selon le *Dictionnaire de géopolitique* :

> *« […] la stratégie, l'art de conduire une armée (du grec* stratos, *« armée » et* agein, *« conduire »), implique fondamentalement l'existence d'ennemis, au minimum un rival, qu'il faut battre ou supplanter. La stratégie c'est un plan ou un ensemble de plans et de raisonnements établis non seulement en fonction d'un projet et des moyens dont on dispose, mais aussi en supputant ce que pourrait faire l'adversaire tout en lui cachant, dans la mesure du possible, ce que l'on va faire, de façon à le surprendre »*[44].

Cette définition permet de ne pas cantonner la stratégie au seul domaine de l'action militaire. Nous pourrons ainsi parler d'une stratégie dès qu'il s'agira pour un des acteurs étudiés de supplanter un rival, qu'il s'agisse d'intérêts militaires, politiques, sécuritaires ou économiques. Selon le même article du *Dictionnaire*, la stratégie est distincte des phénomènes géopolitiques, qui sont des rivalités de pouvoirs sur des territoires *« dont les représentations plus ou moins antagonistes sont largement diffusées […] par les médias, ce qui suscite des débats politiques entre citoyens. Or, on ne débat pas de stratégie entre citoyens : c'est l'affaire des chefs et il importe que*

[44] Lacoste Y. (dir.). *Dictionnaire de la géopolitique*. Paris : Flammarion, 1993. 1682 p. p.691.

celle qui a été choisie ne soit pas connue de l'adversaire »[45]. Si on applique cette grille de lecture à l'objet de notre étude, on peut dire que la position du Kremlin dans le dossier syrien relève en général de la géopolitique parce qu'elle est largement diffusée par les médias pour susciter les débats dans l'opinion publique (russe ou étrangère) (*Cf*. Partie III, Chapitre 5), alors que l'intervention militaire russe en Syrie correspond davantage à la stratégie, car elle était tenue secrète jusqu'au jour de son déclenchement (*Cf*. Partie IV, Chapitre 10). Ce n'est qu'après les premières sorties des avions russes qu'elle est devenue un phénomène géopolitique. De la même manière, on peut qualifier de stratégie les relations qu'entretient Moscou avec le Hezbollah (*Cf*. Partie IV, Chapitre 8) en raison de leur opacité, alors que la promotion par l'Eglise orthodoxe russe de l'image de la Russie comme protectrice des chrétiens au Proche-Orient est un phénomène géopolitique par excellence (*Cf*. Partie III, Chapitre 6). Suivant la même logique, nous avons qualifié de stratégie l'action étrangère russe visant les nouveaux gisements gaziers en Méditerranée orientale (*Cf*. Partie I, Chapitre 1).

Une distinction entre la stratégie et la géostratégie doit également être faite. En effet, pour une stratégie *« le terrain d'un champ de bataille ou le lieu d'une bataille décisive n'est pas, en tant que tel, l'enjeu territorial du conflit mais l'endroit où l'un des stratèges décide, à un certain moment, de lancer son offensive compte tenu de la disposition de ses troupes et des mouvements de son adversaire. Après la victoire, ce lieu, cet espace, sauf localisation particulière, n'a plus d'intérêt en tant que tel »*[46]. Le terme de géostratégie souligne en revanche *« l'importance, dans certains rapports de force, de configurations géographiques qui sont alors considérées en tant que telles comme des enjeux tout à fait majeurs, et ce même en cas de victoire, pour des périodes de temps particulièrement longues »*[47]. Suivant cette logique, nous allons donc considérer comme relevant de la géostratégie :

- La volonté russe de protéger pour le régime syrien les axes reliant la plaine de Damas au littoral de Lattaquié (*Cf*. Partie IV, Chapitre 10) ;
- Le contrôle de l'espace aérien syrien (*Ibid*.) ;

[45] *Ibid*. pp.691-692.

[46] *Ibid*. p.692.

[47] *Ibid*. p.692.

- La maîtrise d'itinéraires logistiques assurant l'intervention militaire russe en Syrie (*Ibid.*) ;
- La volonté russe d'obtenir le droit d'accès aux ports maritimes et aériens chypriotes (*Cf.* Partie IV, Chapitre 9).

Liste des abréviations

AIEA Agence internationale de l'énergie atomique

ASL Armée syrienne libre

BOO Build, Own, Operate

CCNCD Comité de coordination national pour le changement démocratique (en Syrie)

CEI Communauté des Etats indépendants

CNS Conseil national syrien

EOR Eglise orthodoxe russe

EORE Eglise orthodoxe russe à l'étranger

EPC Engineering, Procurement, Construction

GRK Gouvernement Régional du Kurdistan irakien

ONU Organisation des Nations Unies

OTAN Organisation du Traité de l'Atlantique Nord

PKK Parti des travailleurs du Kurdistan

PYD Parti de l'Union Démocratique (parti kurde syrien)

SIOP Société impériale orthodoxe de Palestine

TICEN Traité d'interdiction complète des essais nucléaires

TNP Traité sur la non-prolifération nucléaire

YPG Unités de Protection du Peuple (milice armée kurde affiliée au PYD)

ZEE Zone économique exclusive

Translittération et mise en forme

Dans le cadre de notre travail nous avons adopté la norme ISO 9 pour la translittération de l'alphabet cyrillique et la norme arabica pour l'alphabet arabe.

Nous avons mis en encadré les parties de texte qui servent à apporter plus de détails sur un sujet traité ou à rapporter les éléments issus des enquêtes de terrain.

Partie I : Accès aux marchés. Des perspectives géoéconomiques essentielles ?

Introduction

« Avant de commencer à analyser les relations entre la Russie et un autre Etat il faut d'abord se poser la question : qu'est-ce que la Russie peut vendre à cet Etat ? Or, qu'est-ce qu'on peut vendre aux pays du Proche-Orient ? Ils sont trop petits», - nous a rappelé à plusieurs reprises notre interlocuteur haut placé au sein de l'appareil diplomatique russe[48]. Cette phrase peut être interprétée comme la constatation du caractère contradictoire de la politique extérieure russe : d'un côté les intérêts économiques sont effectivement un facteur important et parfois même crucial. De l'autre côté, le Proche-Orient, tout en étant une région où le Kremlin est très présent est aussi un espace où les Russes n'auraient des intérêts économiques que limités et ponctuels.

Ainsi, l'exportation des hydrocarbures et des produits à très forte capitalisation, comme les armes et les centrales nucléaires, dont la Russie est championne, ne trouverait guère de débouchés à cause de la faiblesse démographique, économique et industrielle des pays de la région.

Cette hypothèse est à la fois originale et, dans une certaine mesure provocatrice, car elle s'inscrit en faux par rapport à tout un ensemble d'analyses qui expliquent que la Russie s'emploie à user de tous ses leviers de pouvoir au Proche-Orient tantôt pour défendre ses intérêts économiques, tantôt pour protéger le marché syrien de la vente d'armes (chasse gardée du Kremlin[49]), ou bien encore pour saboter (voire même bombarder) les potentiels sites de construction de gazoducs concurrents[50].

---

[48] Entretien avec une source souhaitant rester anonyme, issue de l'appareil diplomatique russe, Tel-Aviv, le 10 mars 2014.

[49] *Cf.* à ce sujet Loukianov F. « Pourquoi la Russie ne lâche pas Bachar El-Assad ». *Courrier international* [En ligne]. 1 août 2012. Disponible sur : < http://www.courrierinternational.com/article/2012/08/01/pourquoi-la-russie-ne-lache-pas-bachar-el-assad > (consulté le 13 juin 2016)

[50] Orenstein M., Romer G. « Putin's Gas Attack ». *Foreign Affairs* [En ligne]. 18 octobre 2015. Disponible sur : < https://www.foreignaffairs.com/articles/syria/2015-10-14/putins-gas-attack > (consulté le 12 avril 2016)

La première partie de notre recherche sera donc consacrée à la vérification, par la réflexion géopolitique, de cette hypothèse qui mérite d'autant plus d'attention qu'elle provient d'une source diplomatique russe. Plus généralement, il y sera question de savoir quel profit économique la Russie pourrait tirer du Proche-Orient, et si ce profit peut éventuellement expliquer l'attachement du Kremlin à la région.

Le Chapitre 1 sera ainsi consacré à l'analyse des débouchés des secteurs gazier et pétrolier russes au Proche-Orient, ainsi qu'aux perspectives des compagnies énergétiques russes dans les projets d'extraction des hydrocarbures dans la région. Le chapitre suivant s'intéressera quant à lui aux débouchés de l'exportation des armes et de la technologie nucléaire.

Chapitre 1 : L'exportation et l'extraction des hydrocarbures au Proche-Orient, quels intérêts pour la Russie ?

La Russie : son « addiction pétrolière et gazière » et la politique de la « superpuissance énergétique »

La Russie dispose de réserves d'hydrocarbures parmi les plus importantes dans le monde[51]. Entre 2009 et 2015 l'économie russe demeurait essentiellement une économie rentière[52] : pendant cette période à peu près la moitié des recettes du budget fédéral provenait du secteur des hydrocarbures[53]. « L'addiction pétrolière et gazière » de l'économie russe est un sujet traditionnel des débats politiques et économiques à l'intérieur du pays, le régime prétendant faire tout son possible afin d'y remédier et accusant la conjoncture économique internationale[54].

Cependant, le modèle rentier de l'économie paraît être un choix délibéré des autorités, compte tenu surtout de la contribution des cours des hydrocarbures à la

---

[51] Selon les estimations de la CIA au 01/01/2015 la Russie se situait au septième rang mondial en termes des réserves prouvées de pétrole et au deuxième rang pour le gaz naturel. *Cf.* The world factbook. Disponible sur : <https://www.cia.gov/library/publications/the-world-factbook/>

[52] Toujours selon la CIA (estimations de 2014), la Russie était le premier producteur mondial du pétrole brut, deuxième du gaz naturel et quatrième du pétrole raffiné. *Cf.* The world factbook. Disponible sur : <https://www.cia.gov/library/publications/the-world-factbook/>

[53] Le Service fédéral russe des statistiques publiques. Disponible sur : <http://www.gks.ru/>

[54] *Cf.* par exemple les déclarations de Vladimir Poutine lors d'une conférence de presse en décembre 2014 : « Bolʹšaâ press-konferenciâ Vladimira Putina [La grande conférence de presse de Vladimir Poutine] ». *Kremlin.ru* [En ligne]. 18 décembre 2014. Disponible sur : < http://kremlin.ru/events/president/news/47250 > (consulté le 12 avril 2016)

croissance russe des années 2000 et son influence sur la politique extérieure du Kremlin, visant souvent le contrôle de pipelines, notamment dans l'espace post-soviétique. En ce sens, il nous paraît pertinent d'évoquer ici la stratégie de la « superpuissance énergétique » russe, qui nous servira de clé de compréhension de la politique étrangère russe au Proche-Orient.

Cette stratégie fut conceptualisée quand Vladimir Poutine déclara en 2005 que l'objectif de son pays était le *« leadership énergétique mondial »* pour lequel *« il ne suffi[sai]t pas d'accroître tout simplement les niveaux de production et d'exportation des vecteurs énergétiques »*, mais qui demandait d'être *« un acteur clé des innovations énergétiques »*[55]. La même année, Vladislav Sourkov, alors le principal idéologue du Kremlin, qualifia la Russie de « superpuissance énergétique ». D'après lui :

> *« Il faut utiliser ses avantages concurrentiels et les développer. Si vous avez des jambes fortes, vous devez alors sauter en longueur au lieu de jouer au jeu d'échec <…>. La conception de la Russie comme superpuissance énergétique correspond à cette approche »*[56].

Pourtant, c'est Dmitri Orlov, politologue et homme de confiance de Vladimir Poutine qui mit en évidence les implications concrètes de cette notion en termes de politique étrangère. Selon lui, pour que la Russie soit une « superpuissance énergétique » les enjeux de sa politique doivent être les suivants :

> *« Toute l'infrastructure d'exportation des matières primaires doit être sous strict contrôle d'Etat. […] L'établissement du contrôle sur les réseaux d'infrastructure des voisins faisant partie de la CEI permettrait également de se rapprocher de [la position de] la « superpuissance économique ». Il faut arrêter sans hésitation les discours sur « la fraternité slave » et « la communauté historique »*

---

[55] Ivanov V. « Âderno-ènergetičeskaâ deržava [La puissance énergétique et nucléaire] ». *Izvestiâ* [En ligne]. 20 mars 2006. Disponible sur : < http://izvestia.ru/news/312142 > (consulté le 13 juin 2016)

[56] Zlobin A., Romanova L. « Proishoždenie mifa [L'origine du mythe] ». *Vedomosti* [En ligne]. 26 juin 2006. Disponible sur : < http://info.vedomosti.ru/smartmoney/article/2006/06/26/834 > (consulté le 13 juin 2016)

et distribuer des privilèges uniquement en échange d'actifs considérables, avant tout les gazoducs et oléoducs. La Russie possède le statut unique de partenaire énergétique de l'Union européenne ne faisant pas partie de l'OPEP. Garder l'équilibre dans ce « triangle doré » [l'UE, la Russie, l'OPEP - nda*] et y accumuler la puissance permet de devenir le principal centre de puissance, en tout cas dans le domaine de la consommation d'énergie »*[57].

Selon ces déclarations, on discerne la volonté d'utiliser le secteur des hydrocarbures comme moyen d'accéder au rang de grande puissance mondiale. Pour ce faire, la politique de la « superpuissance » énergétique doit reposer sur deux composantes clés interdépendantes : l'objectif du maintien de la Russie au rang des plus gros producteurs d'hydrocarbures et celui de contrôle de l'infrastructure énergétique mondiale, notamment dans l'espace post-soviétique. Les paragraphes suivants essayeront de démontrer la place du Proche-Orient dans cette ambition.

L'exportation du gaz naturel au Proche-Orient : une « guerre des gazoducs » à relativiser

Entre 2009 et le début des événements du « printemps arabe », la Russie poursuivait deux objectifs dans sa politique énergétique au Proche-Orient :

- L'acquisition de nouveaux marchés ;
- La neutralisation des projets de construction de gazoducs contournant le réseau de distribution russe, afin de garder la position d'acteur clé en ce qui concerne l'approvisionnement de l'Union européenne en gaz.

La volonté de Moscou de trouver de nouveaux débouchés pour le gaz russe, notamment au Proche-Orient, débuta à partir de la fin des années 1990[58] et se concrétisa dans les années 2000. Après le lancement en 2003 de la fourniture de la

[57] Orlov D. « Byt′ li Rossii "ènergetičeskoj deržavoj"? [La Russie doit-elle être une "superpuissance énergétique" ?] ». *Izvestiâ* [En ligne]. 17 janvier 2006. Disponible sur : < https://archive.is/20120803081509/www.izvestia.ru/comment/article3054583/ > (consulté le 11 avril 2016)

[58] Oultchenko N. « Rossiâ i Turciâ: osnovnye ètapy social′no-političeskogo razvitiâ i dvuhstoronnego èkonomičeskogo sotrudničestva [La Russie et la Turquie: les principales étapes du développement socio-politique et de la coopération économique bilatérale] ». In : *Rossiya i Islamskiï mir [La Russie et le monde musulman]*. Moscou : Institut Vosrokovedeniya RAN, Kraft+, 2010. 480 p. pp.17-28.

Turquie en gaz russe par le gazoduc « Blue Stream » reliant les deux pays par la mer Noire, le projet de rallongement de ce pipeline jusqu'aux pays du Proche-Orient fut régulièrement discuté entre Moscou et Ankara. Une série de rencontres bilatérales en 2009 déboucha sur un accord de construction de « Blue Stream 2 », un gazoduc censé relier la Russie et la Turquie par la mer Noire, regagner ensuite le littoral sud de la Turquie pour arriver enfin en Israël par la mer Méditerranée[59]. Outre Israël, le nouveau gazoduc aurait permis d'exporter le gaz russe vers Chypre, le Liban et la Syrie[60]. Comme la Turquie fut l'une des deux parties de l'accord, il était probablement prévu de fournir à la fois les parties grecque et turque de Chypre. Vladimir Poutine y aurait même fait allusion[61].

Quant aux concurrents du gaz russe, en août 2009, l'émir du Qatar Cheikh Hamad bin Khalifa al-Thani et Recep Tayyip Erdogan, alors premier-ministre turc, décidèrent d'envisager la construction d'un gazoduc reliant leurs deux pays[62]. Deux tracés furent envisagés :

- Qatar – Arabie saoudite – Koweït – Irak – Turquie ;
- Qatar – Arabie saoudite – Jordanie – Syrie – Turquie.

Dans tous les cas, un branchement au réseau gazier turc fut prévu, afin d'acheminer le gaz qatari en Europe[63].

En 2009, la Syrie refusa le projet de ce gazoduc essentiellement parce que *North Dome/South Pars*[64], le plus grand champ gazier du monde qui devait l'alimenter, se trouvait à cheval entre le Qatar et l'Iran, allié de Damas. L'exploitation de ce

---

[59] Ourazova E. « Perspektivy gazoprovoda "Goluboj potok-2" [Les perspectives du projet de gazoduc "Blue Stream 2"] ». *Institut Bližnego Vostoka* [En ligne]. 18 juin 2009. Disponible sur : < http://www.iimes.ru/rus/stat/2009/18-06-096.htm > (consulté le 12 avril 2016)

[60] « RF i Turciâ dogovorilis′ o stroitel′stve "Golubogo potoka-2" [La Fédération de Russie et la Turquie se sont mises d'accord pour construire le "Blue Stream-2"] ». *RIA Novosti* [En ligne]. 6 août 2009. Disponible sur : < http://ria.ru/economy/20090806/179981598.html > (consulté le 12 avril 2016)

[61] Socor V. « Gazprom, Turkey Revive and Reconfigure Blue Stream Two ». *The Jamestown Foundation Eurasia Daily Monitor*. Vol. 6, n°154 [En ligne]. 11 août 2009. Disponible sur : < http://www.jamestown.org/single/?no_cache=1&tx_ttnews%5Btt_news%5D=35394&tx_ttnews%5BbackPid%5D=7&cHash=da2f573c7c > (consulté le 12 avril 2016)

[62] Carlisle T. « Qatar seeks gas pipeline to Turkey ». *The National business* [En ligne]. 26 août 2009. Disponible sur : < http://www.thenational.ae/business/energy/qatar-seeks-gas-pipeline-to-turkey > (consulté le 13 avril 2016)

[63] *Ibid*.

[64] *North Dome* étant l'appellation qatarie et *South Pars* – iranienne du même champ gazier.

gisement par le Qatar se serait donc fait au détriment de l'Iran[65]. D'après une source, la décision syrienne aurait également été motivée par la volonté de *« protéger les intérêts de son allié russe, le plus grand fournisseur de gaz en Europe »*[66]. Pourtant, cela n'empêcha pas Damas de s'engager dans un autre projet de gazoduc qui menaçait également les intérêts russes. En effet, en juillet 2011 les ministres du pétrole de l'Irak, de l'Iran et de la Syrie signèrent un accord préliminaire pour la construction du gazoduc « Islamic gaz pipeline » reliant le champ gazier iranien *South Pars* (partagé avec le Qatar) à la Syrie, en passant par l'Irak[67]. Ce projet, évalué à 10 milliards de dollars, prévoyait également une extension vers le Liban pour exporter le gaz iranien vers l'Europe par la Méditerranée ou en rejoignant le réseau des gazoducs turcs[68].

---

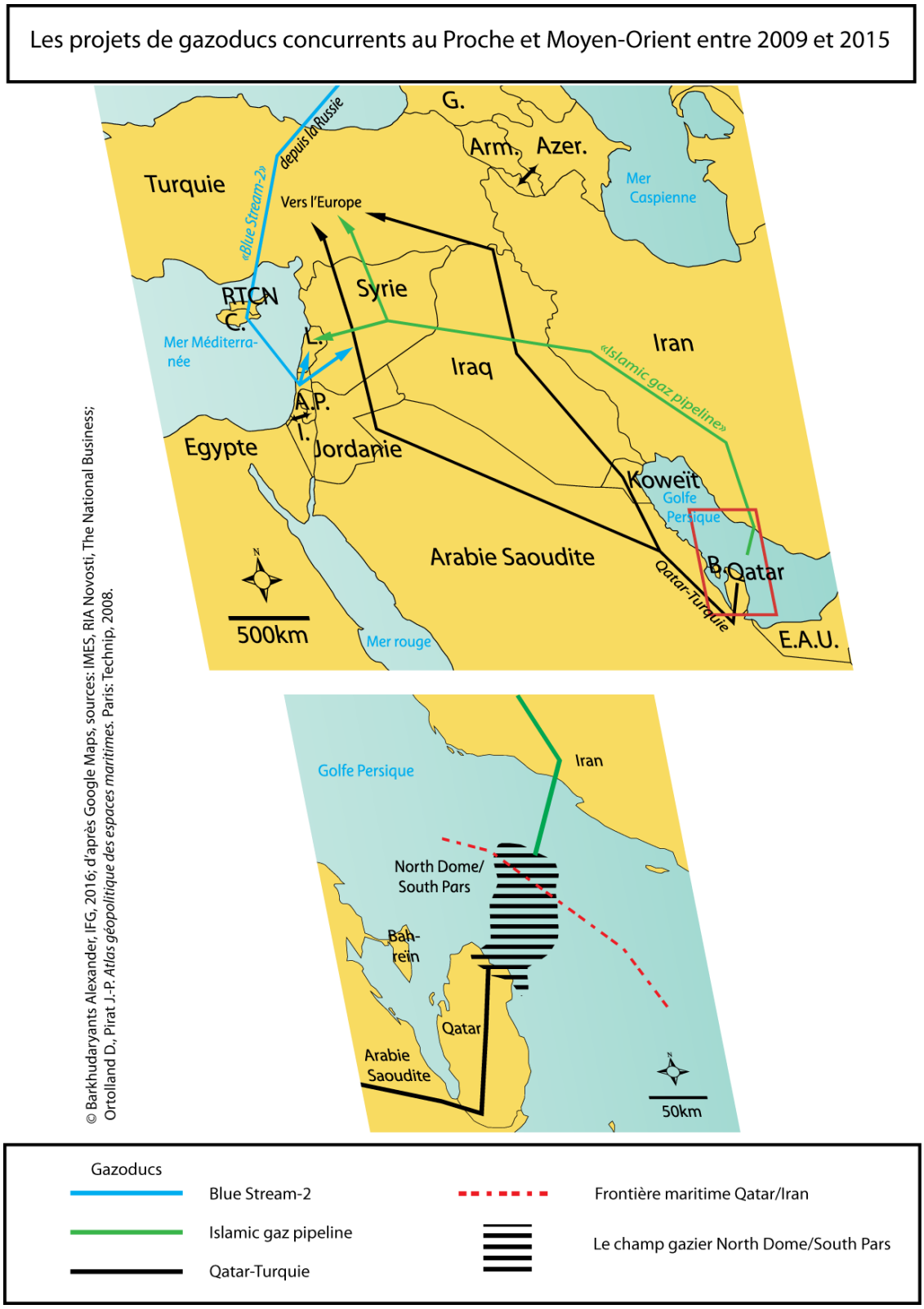
[65] « Entretien avec David Amsellem – Le facteur gazier dans le conflit syrien ». *Les clés du Moyen-Orient* [En ligne]. 10 mars 2014. Disponible sur : < http://www.lesclesdumoyenorient.com/Le-facteur-gazier-dans-le-conflit.html > (consulté le 13 avril 2016)

[66] Ahmed N. « Syria intervention plan fueled by oil interests, not chemical weapon concern ». *The Guardian* [En ligne]. 30 août 2013. Disponible sur : < http://www.theguardian.com/environment/earth-insight/2013/aug/30/syria-chemical-attack-war-intervention-oil-gas-energy-pipelines > (consulté le 14 janvier 2016)

[67] Hafidh H., Faucon B. « Iraq, Iran, Syria Sign $10 Billion Gas-Pipeline Deal ». *Wall Street Journal* [En ligne]. 25 juillet 2011. Disponible sur : < http://www.wsj.com/articles/SB10001424053111903591104576467631289250392 > (consulté le 14 janvier 2016)

[68] Naresh A. « Syria's transit future: all pipelines lead to Damascus? ». *OpenOil* [En ligne]. 28 mars 2012. Disponible sur : < http://openoil.net/2012/03/28/syrias-transit-future-all-pipelines-lead-to-damascus/ > (consulté le 14 janvier 2016)

Carte 1. Les projets de gazoducs concurrents au Proche et Moyen-Orient entre 2009 et 2015



© Barkhudaryants Alexander, IFG, 2016; d'après Google Maps, sources: IMES, RIA Novosti, The National Business; Ortolland D., Pirat J.-P. *Atlas géopolitique des espaces maritimes*. Paris: Technip, 2008.

La concurrence entre le projet de gazoduc qatari et « l'Islamic gaz pipeline » a été un sujet récurrent des analyses géopolitiques russes ou occidentales qui, pour la plupart,

exagèrent son importance jusqu'à l'ériger au rang des causes profondes de la crise syrienne. Ainsi, selon certaines sources le refus de Damas de participer au projet du gazoduc qatari expliquerait la volonté occidentale et qatarie de faire chuter le régime d'al-Assad[69]. Dans la même veine, un article de *Foreign Affairs* suppose qu'un des objectifs de l'engagement militaire russe en Syrie était le ciblage, par des frappes aériennes, des sites susceptibles d'accueillir l'infrastructure pour la construction du gazoduc qatari[70]. Schématiquement, les analyses de ce genre peuvent être résumées comme suit :

- Elles présentent le conflit syrien comme le résultat d'une confrontation entre l'Iran et les monarchies du Golfe, notamment le Qatar ;
- Les projets des gazoducs qatari et iranien sont considérés comme incompatibles et extrêmement concurrentiels, au point de déclencher une confrontation militaire dans le cadre du conflit syrien.

Pourtant, cette vision est à notre avis très réductrice et ne prend pas en considération toute une série de facteurs, à savoir:

- Le projet de gazoduc russe « Blue Stream 2 » est systématiquement évacué de ces analyses. Ainsi, la « guerre des gazoducs » n'engagerait que l'Iran et le Qatar, alors que la Russie et le Qatar sont justement deux très grands concurrents sur le marché gazier européen ;
- La découverte de gisements gaziers en Méditerranée orientale, modifiant radicalement le marché énergétique proche-oriental, n'est également pas prise en compte ;

---

[69] *Cf.* par exemple : Ahmed N. « Syria intervention plan fueled by oil interests, not chemical weapon concern ». *The Guardian* [En ligne]. 30 août 2013. Disponible sur : < http://www.theguardian.com/environment/earth-insight/2013/aug/30/syria-chemical-attack-war-intervention-oil-gas-energy-pipelines > (consulté le 14 janvier 2016) ; « Syria: new markets for Qatari gas without Al Assad, analyst ». In : *ANSAmed* [En ligne]. Disponible sur : < http://www.ansamed.info/ansamed/en/news/nations/turkey/2012/10/01/Syria-new-markets-Qatari-gas-Al-Assad-analyst_7560833.html > (consulté le 15 avril 2016) ; Du côté russe *Cf.* les analyses d'Anatoliï Nesmeïan, mieux connu sur Internet russe comme El-Murid ou encore Soultanov E. « Eŝe odin gaz [Encore du gaz] ». *Kommersant" vlast'*. 28 janvier 2013. n°3, p. 11.

[70] Orenstein M., Romer G. « Putin's Gas Attack ». *Foreign Affairs* [En ligne]. 18 octobre 2015. Disponible sur : < https://www.foreignaffairs.com/articles/syria/2015-10-14/putins-gas-attack > (consulté le 12 avril 2016)

- La faisabilité des projets de gazoducs évoqués est souvent remise en cause par la nature même des contrats respectifs, ainsi que par l'environnement géopolitique immédiat (*Cf*. Infra).

En ce qui concerne le dernier point, nous pouvons citer les difficultés suivantes pour la réalisation du projet « Blue Stream 2 » :

- Alors que le « Blue Stream » fut construit en partenariat avec la compagnie italienne ENI ayant fourni un appui décisif en matière de technologie et de financement, rien de tel ne fut prévu pour « Blue Stream 2 ». Censé être un projet purement russo-turc, il fut par conséquent privé de toute participation et assistance étrangères ;
- Les moyens de financement, ainsi que les sources gazières alimentant le futur gazoduc ne furent jamais précisés[71] ;
- Enfin, le projet de fournir en gaz par le même gazoduc à la fois la Turquie, Israël, la Syrie, le Liban et les deux entités chypriotes paraît difficilement réalisable.

Quant au projet de gazoduc qatari, le tout premier obstacle à sa réalisation semble provenir non pas de l'Iran, mais de l'Arabie saoudite, avec laquelle le Qatar a des relations tendues, également compliquées par des contentieux territoriaux. Riyad verrait donc d'un mauvais œil tout projet de pipeline émanant de Doha[72]. Ensuite, tout comme pour le « Blue Stream-2 », c'est la question d'allocation des ressources gazières qui se pose pour ce gazoduc. En effet, en 2005 le Qatar mit en place un moratoire sur l'exploitation du gisement *North Dome* afin de préserver ses ressources gazières menacées de s'épuiser rapidement[73]. Ce moratoire fut reconduit et maintenu jusqu'en 2015[74].

---

[71] Socor V. « Gazprom, Turkey Revive and Reconfigure Blue Stream Two ». *Eurasia Daily Monitor* (The Jamestown Foundation) [En ligne]. Volume 6, n°154. 11 août 2009. Disponible sur : < http://www.jamestown.org/single/?no_cache=1&tx_ttnews%5Btt_news%5D=35394&tx_ttnews%5BbackPid%5D=7&cHash=da2f573c7c > (consulté le 12 avril 2016)

[72] Cafiero G. « Qatar's precarious position between Saudi Arabia, Iran ». *Al-Monitor* [En ligne]. 4 février 2016. Disponible sur : < http://www.al-monitor.com/pulse/originals/2016/02/qatar-balancing-act-saudi-arabia-iran-risk.html > (consulté le 16 avril 2016)

[73] *Ibid*.

[74] Abhishek K. « Qatar to maintain North Dome moratorium ». *Interfax Global Energy* [En ligne]. 21 mai 2014. Disponible sur : < http://interfaxenergy.com/analytics/article/147/qatar-to-maintain-north-dome-moratorium > (consulté le 15 avril 2016)

La faisabilité de l'« Islamic gaz pipeline » suscite également des interrogations. Tout d'abord, les sanctions internationales et occidentales contre l'Iran excluaient ou rendaient très difficile la participation de capitaux et de contractants étrangers par rapport aux trois pays signataires (l'Iran, l'Irak et la Syrie). L'instabilité des relations entre la Syrie et l'Irak fut une autre source de difficultés. En effet, les deux pays rappelèrent leurs ambassadeurs respectifs après les attaques à la bombe ciblant des bâtiments gouvernementaux à Bagdad à l'été 2009. Cette crise diplomatique eut lieu sur fond d'accusations lancées par le gouvernement irakien contré celui de Syrie, soupçonné de donner refuge aux auteurs supposés des attaques[75].

Enfin, l'une des principales entraves à la réalisation de ces trois gazoducs vient de la découverte de ressources gazières considérables dans les espaces maritimes de la Méditerranée orientale à partir de 2009. Cette découverte a rendu caducs les projets d'exportation de gaz vers Israël et Chypre qui sont sur le point de devenir eux-mêmes exportateurs de l'or bleu. Ainsi, le 8 juin 2010 Vladimir Poutine déclara que le « Blue Stream 2 » ne serait pas prolongé jusqu'en Israël, *« ne serait-ce que pour des raisons économiques »*[76] pour ensuite l'abandonner au cours des années suivantes.

En résumé, il faut noter qu'à l'échelle régionale les trois projets de gazoducs s'inscrivent effectivement dans des agendas géoéonomiques différents voire concurrentiels. Cependant, nous avons démontré que la construction de ces gazoducs suppose la résolution de toute une série de défis économiques, financiers, technologiques, géologiques et géopolitiques. Ces contraintes sont très perceptibles au Proche-Orient, en faisant un marché difficile pour n'importe quel exportateur.

Toujours est-il que pour l'ensemble des raisons que nous venons d'évoquer, le scénario d'une guerre (que ce soit par le biais d'une intervention militaire directe ou le financement et le soutien de groupes rebelles) motivée par la promotion d'un projet de gazoduc au détriment d'un autre nous paraît exagéré. Pour Mikhaïl Kroutikhin, expert russe des questions énergétiques, il faut être très prudent avec

---

[75] « Iraq and Syria recall ambassadors ». *BBC* [En ligne]. 25 août 2009. Disponible sur : < http://news.bbc.co.uk/2/hi/middle_east/8220329.stm > (consulté le 14 janvier 2016)

[76] « Putin otkazalsâ tânut′ "Goluboj potok-2" do Izrailâ [Poutine a renoncé à l'extension du "Blue Stream-2" jusqu'en Israël] ». *Lenta.ru* [En ligne]. 8 juin 2010. Disponible sur : < https://lenta.ru/news/2010/06/08/stream1/ > (consulté le 12 avril 2016)

l'analyse des projets de gazoducs au Proche-Orient qui peuvent, très probablement, n'avoir qu'une valeur déclarative[77].

Le Proche-Orient : un débouché très secondaire pour le secteur pétrolier russe

Nous voudrions commencer ce paragraphe par un paradoxe : l'exportation du pétrole joue, quantitativement parlant, un rôle beaucoup plus important pour l'économie russe que celle du gaz. Par exemple, en 2014 le gaz naturel ne représentait qu'environ 8% de la totalité des exportations russes, contre 35% pour le pétrole brut et 20% pour le pétrole raffiné[78]. Or, les sources que nous avons eu l'occasion de consulter durant nos recherches bibliographiques nous semblent mettre excessivement l'accent sur l'action extérieure de la Russie dans le domaine du gaz. Rares sont donc les analyses essayant de mettre au jour la politique pétrolière de la Russie, notamment au Proche ou Moyen-Orient[79].

Les problématiques liées au pétrole doivent être étudiées avec beaucoup de précautions pour les raisons suivantes :

- Le terme générique de « pétrole » cache toute une nomenclature de produits. Même si par commodité nous parlerons ici du pétrole brut et du pétrole raffiné, nous nous rendons compte que cette distinction est elle aussi très généraliste. Ainsi, le pétrole brut peut être d'une catégorie spécifique, ce qui peut avoir un impact sur la politique d'exportation pour un pays producteur[80]. Aussi, l'infrastructure de raffinage d'un pays-importateur peut être calibrée pour une marque particulière de brut, par exemple plutôt « BRENT » (européenne) que « URAL » (russe) ;

- A la différence du commerce de gaz naturel (à l'état gazeux) qui s'accompagne d'une négociation des contrats et des prix entre gouvernements intéressés (celui du

[77] Kroutikhin M. « Komu nužen gazoprovod iz Katara čerez Siriû [Qui a besoin d'un gazoduc partant du Qatar par la Syrie] ». *Forbes* [En ligne]. 5 octobre 2015. Disponible sur : < http://www.forbes.ru/mneniya-column/mir/301965-komu-nuzhen-gazoprovod-iz-katara-cherez-siriyu > (consulté le 16 janvier 2016)

[78] Source : The Observatory of Economic Complexity. Disponible sur: < http://atlas.media.mit.edu/en/ >

[79] En guise d'exemple d'une telle analyse, voir les travaux de Julien Nocetti, chercheur au Centre Russie/NEI de l'IFRI. *Cf.* par exemple Nocetti J. « La politique énergétique de la Russie et le Moyen-Orient ». *Diplomatie*. n°79. Mars-avril 2016. pp.46-49.

[80] « Exports and Production ». In : *U.S. Crude Oil Exports* [En ligne]. Disponible sur : < http://www.oilandexports.com/#/?section=exports-imports-and-production > (consulté le 9 mai 2016)

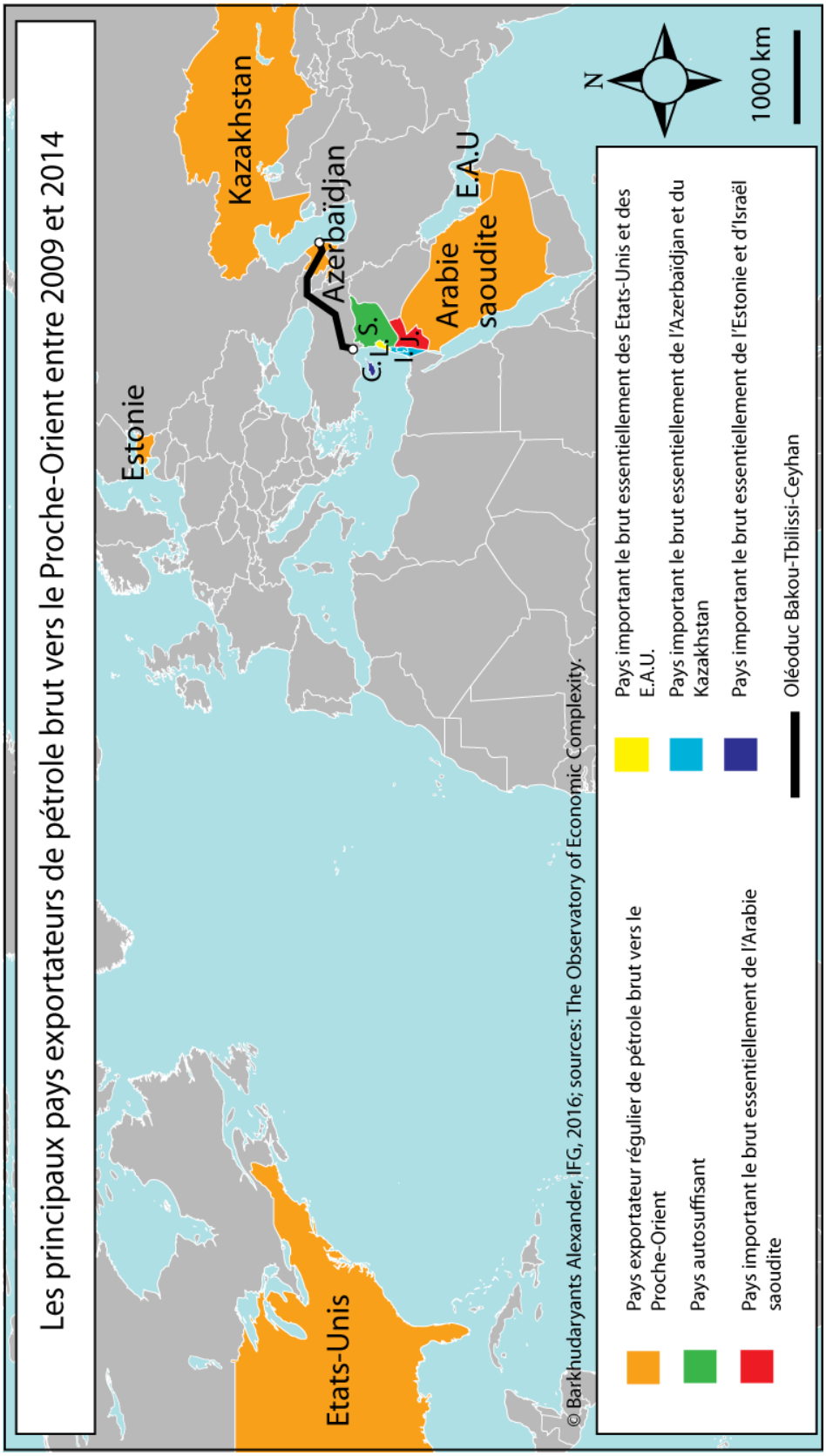
pays exportateur, de transit et de l'importateur), le commerce du pétrole a un autre mécanisme de fixation des prix, dépendant davantage des côtes de la bourse[81] ;

- Le pétrole est une substance plus facilement transportable que le gaz. Ce dernier a absolument besoin de gazoducs ou de terminaux de liquéfaction pour son acheminement vers les consommateurs, alors que pour le pétrole brut le transit par oléoduc est principalement une question d'augmentation de la rentabilité économique. Le commerce de pétrole est donc moins dépendant des facteurs géographique et géopolitique.

Dans le cadre de ce paragraphe nous avons choisi d'observer d'où provient le pétrole brut importé par les les pays du Proche-Orient au cours de la période 2009-2014 (2014 étant la dernière année des données statistiques disponible au moment de la rédaction de notre thèse). Nous avons décidé de cartographier les pays exportateurs réguliers (en orange ci-dessous), c'est-à-dire ceux qui ont été, au moins pendant deux ans, de 2009 à 2014, la principale source de pétrole brut pour l'un des pays de la région.

[81] Favennec J.-P., Mathieu Y., (dir.), Rojey A. *et alii*. *Atlas mondial des énergies*. Paris : Arman Colin Atlas, 2014. 144 p. p.71.

Carte 2. Les principaux pays-exportateurs de pétrole brut au Proche-Orient en 2009-2014



Cette carte nécéssite davantage de commentaires afin de mieux apprécier les perspectives de commercialisation du pétrole brut russe au Proche-Orient.

Ainsi, le choix des pays-exportateurs est sans doute déterminé par les grandes orientations géopolitiques et géoéconomiques du pays importateur. Inauguré en 2006, l'oléoduc Bakou-Tbilissi-Ceyhan achemine le pétrole azéri, kazakh et turkmène aux portes du Proche-Orient tout en contournant les oléoducs russes. Ce brut permet à Israël de s'affirmer énergétiquement face à ses voisins arabes. De même, le Liban importe du pétrole en provenance des Etats-Unis, ce qui peut être interprété comme une tentative de faire contre-poids aux exportations de l'Arabie saoudite, dont dépend la Jordanie. Enfin, Chypre privilégie l'Estonie sans doute en raison de son appartenance à l'Union européenne et donc à l'union douanière. Il résulte de cette situation que la Russie n'est pas un fournisseur majeur ou régulier de pétrole brut pour aucun des pays du Proche-Orient.

***

Comme nous l'avons remarqué au début de ce paragraphe, l'exportation de pétrole raffiné rerésente près 20% des exportations russes. C'est pourquoi il nous paraît inévitable de faire un point sur les perspectives de ce secteur au Proche-Orient. A la différence du pétrole brut, la situation semble légèrement meilleure, puisqu'on retrouve occasionnellement la Russie parmi les grands exportateurs.

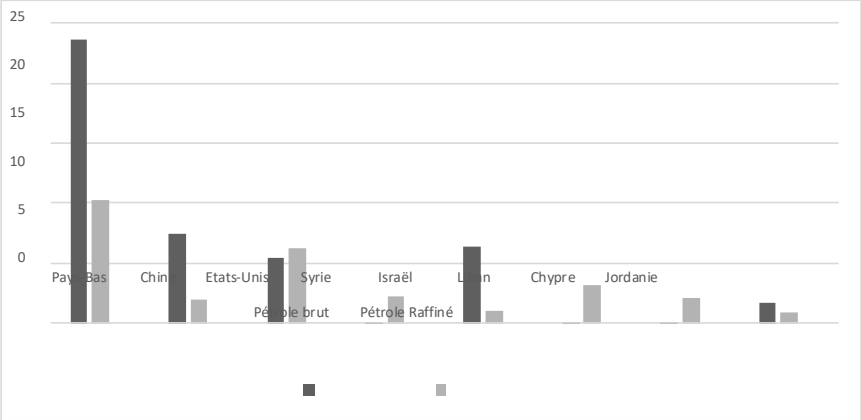
Tableau 1. Les principales sources d'importation de pétrole raffiné dans les pays du Proche-Orient dans les années 2009-2014[82]

	2009	2010	2011	2012	2013	2014
Syrie	Turquie (19%), Russie (18%), Italie (18%)	Italie (31%), Turquie (24%)	Russie (52%), Italie (52%)	Liban (71%)	Liban (96%)	Turquie (60%), Russie (15%)
Liban	Etats-Unis (25%), France (16%)	Etats-Unis (24%), Italie (15%)	Etats-Unis (24%), Italie (23%)	Etats-Unis (25%), France (16%)	France (18%), Italie (18%)	Grèce (16%), Russie (15%)
Jordanie	Emirats arabes unis (26%), France (24%)	Arabie saoudite (33%), Emirats arabes unis (12%)	Arabie saoudite (26%), Emirats arabes unis (19%), Italie (19%)	Arabie saoudite (28%), Turquie (13%)	Inde (28%), Etats-Unis (11%)	Inde (22%), Arabie saoudite (17%)
Israël	Etats-Unis (49%), Russie (30%)	Russie (37%), Etats-Unis (30%)	Etats-Unis (28%)	Chypre (27%), Etats-Unis (18%)	Russie (25%), Etats-Unis (25%)	Suisse (43%), Etats-Unis (21%)
Chypre	Israël (26%), Russie (18%)	Israël (29%), Grèce (13%)	Israël (23%), Russie (20%)	Israël (27%), Grèce (15%)	Israël (32%), Turquie (15%), Grèce (15%)	Israël (24%), Grèce (20%), Russie (20%)

[82] Source : The Observatory of Economic Complexity. Disponible sur: < http://atlas.media.mit.edu/en/ >

Toujours est-il qu'il faut tenir compte de la taille du marché énergétique proche-oriental et de l'orientation fondamentale des exportations énergétiques russes sur le marché européen. Autrement dit, même si la Russie s'imposait comme le seul exportateur énergétique du Proche-Orient, (moyennant, par exemple, un rapprochement inédit avec ces pays ou des mesures de pression économique ou militaire) l'accès à la totalité de ce marché n'égalerait pas la somme des contrats actuellement en vigueur avec des pays d'autres régions, surtout de l'Europe. Le graphique ci-dessous illustre ce propos.

Graphique 1. Volume des exportations russes de pétrole vers trois débouchés régionaux majeurs (Pays-Bas, Chine, Etats-Unis) comparé au volume total des importations de l'ensemble des pays du Proche-Orient tous pays



exportateurs confondus (en 2010, en milliards de dollars américains)[83]

Sur ce graphique nous avons choisi de représenter d'abord (les trois premières colonnes à gauche) le volume des contrats conclus par les compagnies russes avec trois destinations régionales importantes du pétrole russe : les Pays-Bas pour l'Europe, la Chine pour l'Asie et les Etats-Unis pour l'Amérique. Ces données sont suivies du total des importations de pétrole brut et raffiné pour chaque pays du Proche-Orient, tous pays exportateurs confondus.

Nous pouvons donc constater que, du point de vue de l'industrie pétrolière, le Proche-Orient ne peut représenter qu'un intérêt assez limité aux yeux des responsables russes.

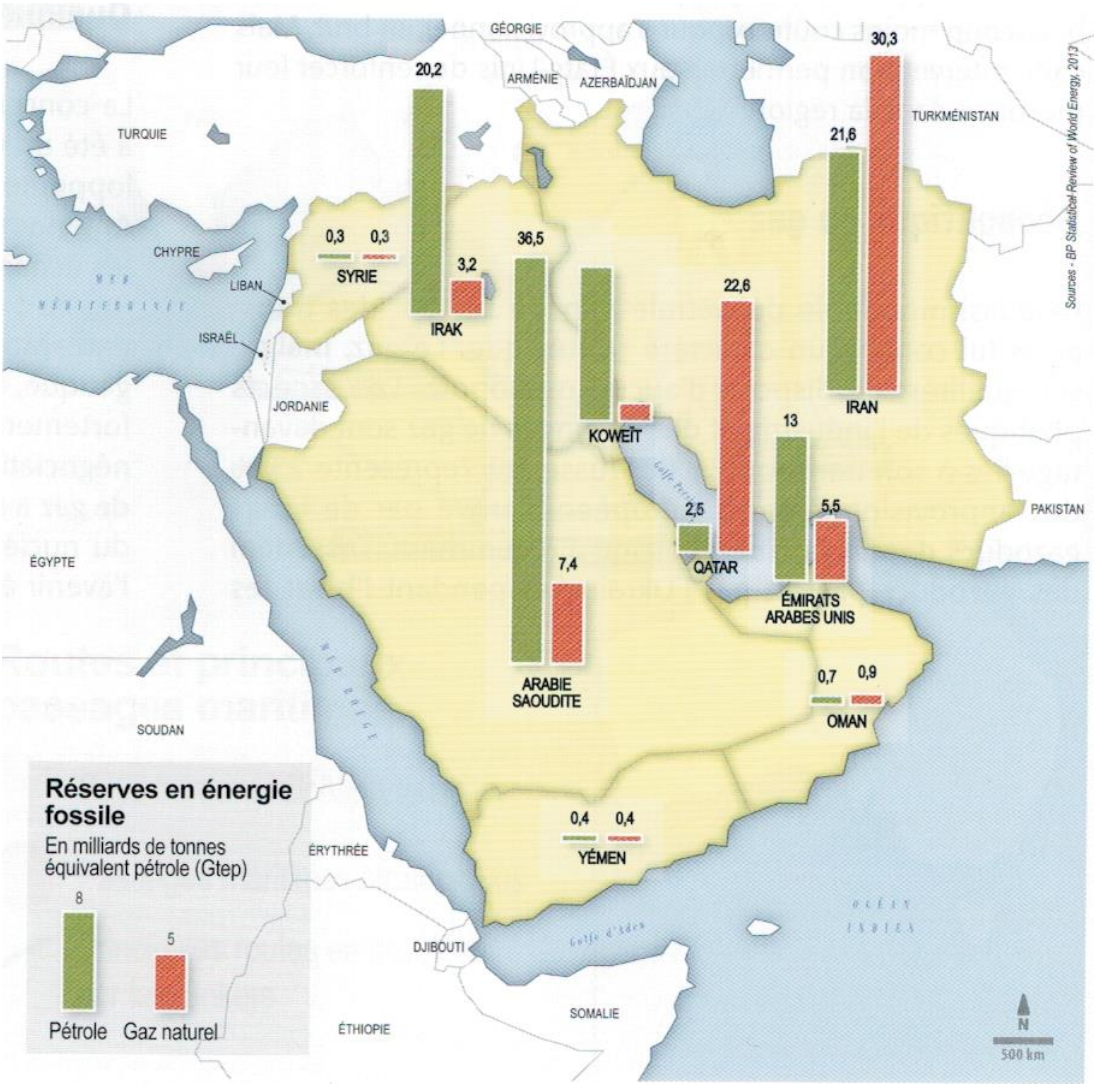
[83] Source : The Observatory of Economic Complexity. Disponible sur: < http://atlas.media.mit.edu/en/ >

Les ressources syriennes en hydrocarbures : opportunité ou casse-tête ?

De tous les pays du Proche-Orient seule la Syrie possède suffisamment de gisements continentaux d'énergies fossiles pour permettre une exploitation rentable. Ce paragraphe s'intéressera aux perspectives de participation des compagnies russes à l'exploitation des gisements gaziers et pétroliers syriens.

En 2014, les gisements gaziers prouvés de la Syrie ont été estimés à 240 milliards de mètres cubes (45ème place mondiale)[84].

Carte 3. Réserves en énergie fossile au Moyen-Orient (en dehors des gisements gaziers sous-marins de la Méditerranée orientale)[85]



[84] *Cf*. The world factbook. Disponible sur : <https://www.cia.gov/library/publications/the-world-factbook/>

[85] Favennec J.-P., Mathieu Y., (dir.), Rojey A. *et alii*. *Atlas mondial des énergies*. Paris : Arman Colin Atlas, 2014. 144 p., p.100

Or, si l'on s'intéresse à l'industrie gazière de ce pays, on remarque que la présence des compagnies russes y est très limitée. Elles sont représentées essentiellement par l'entreprise « Stroytransgaz », engagée dans des projets de construction des infrastructures gazières. Ainsi, la période 2009-2015 fut marquée par la réalisation de contrats de construction de pipelines, dont le tronçon du « Gazoduc arabe » (The Arab Gaz Pipeline) acheminant le gaz égyptien de la frontière syro-jordanienne jusqu'aux alentours de Homs et les usines de gaz syriennes[86], parmi lesquelles on peut citer celle de Tuweinan, devenue assez médiatique dans la presse occidentale après être tombée sous le contrôle de l'Etat Islamique en 2014[87].

La situation des intérêts russes dans le secteur gazier syrien peut être résumée comme suit :

- Malgré le volume des réserves prouvées de gaz en Syrie, aucun contrat d'exploitation de gisements gaziers (c'est-à-dire un octroi du droit d'extraire du gaz en échange du partage des bénéfices) ne fut accordé à une compagnie russe;
- En ce qui concerne les projets de construction d'infrastructure que nous avons mentionnés ci-dessus, il est très important de préciser qu'ils furent systématiquement régis par un type de contrat particulier – EPC (Engineering, Procurement, Construction)[88]. En effet, ce contrat prévoit la construction et la transmission d'un objet d'infrastructure clés en main au client à la date indiquée. En pratique cela signifia qu'après avoir construit un

---

[86] « Strojtransgaz v usloviâh vojny prodolžaet stroitel′stvo GPZ 2 v Sirii [Stroytransgaz continue la construction du GPZ 2 en Syrie dans des conditions de guerre] ». *Neftegaz.ru* [En ligne]. 20 juin 2013. Disponible sur : < http://neftegaz.ru/news/view/113531-Stroytransgaz-v-usloviyah-voyny-prodolzhaet-stroitel'stvo-GPZ-2-v-Sirii > (consulté le 29 avril 2016)

[87] Ainsi, *Le Monde* du côté français et *Foreign Policy* du côté américain publièrent des articles prétendant que Moscou et Damas auraient conclu un accord avec l'EI pour achever les travaux et lancer cette usine, afin de partager ensuite sa production énergétique.

Cf. Zerrouky M. « En Syrie, le régime, la Russie et l'Etat islamique unis pour exploiter un champ de gaz ». *Le Monde.fr* [En ligne]. 26 février 2016. Disponible sur : < http://www.lemonde.fr/djihad-online/article/2016/02/26/en-syrie-un-champ-de-gaz-a-reuni-russes-regime-et-etat-islamique_4872418_4864102.html > (consulté le 29 avril 2016)

Kenar C., Saoylu R. « Why Are Russian Engineers Working at an Islamic State-Controlled Gas Plant in Syria? ». *Foreign Policy* [En ligne]. 9 février 2016. Disponible sur : < https://foreignpolicy.com/2016/02/09/why-are-russian-engineers-working-at-an-islamic-state-controlled-gas-plant-in-syria/ > (consulté le 29 avril 2016)

[88] « Stroytransgaz Ranked as One of the Top International Contractors ». In: *Stroytransgaz* [En ligne]. 5 septembre 2012. Disponible sur: http://www.stroytransgaz.ru/en/pressroom/news/2012/09/1647/ (consulté le 8 septembre 2016)

site d'infrastructure, « Stroytransgaz » le remettait au maître d'ouvrage syrien, sans avoir le droit d'y opérer ni de prétendre à des parts dans sa production énergétique.

Cette présence réduite paraît étonnante étant donné les relations entre la Syrie et la Russie. Parmi les facteurs qui pourraient l'expliquer nous pouvons avancer les points suivants :

- La structure même de l'économie syrienne, instable, réticente aux réformes, dominée et très fortement contrôlée par l'Etat ne crée pas un climat favorable aux investissements étrangers, même russes ;
- L'extraction du gaz pourrait être considérée par le gouvernement syrien comme une sorte de « chasse gardée », secteur d'importance stratégique où ne peuvent opérer que les compagnies nationales ;
- Les Russes évitent très probablement une implication directe dans l'extraction, le transport ou le commerce du gaz ou du pétrole syrien par peur des sanctions occidentales et internationales contre la Syrie susceptibles de mettre en péril tout investissement dans le secteur.

En ce sens, *The Syria Accountability Act*[89] adopté par le Congrès américain en 2003 en représailles à l'assistance syrienne aux rebelles antiaméricains en Irak est un exemple d'instrument légal perturbant la coopération économique approfondie avec Damas. Outre l'instauration d'une série de sanctions économiques contre la Syrie, cet acte peut être invoqué à tout moment par le gouvernement américain pour justifier des mesures encore plus contraignantes, par exemple une intervention militaire, comme ce fut le cas après l'attaque chimique de la Ghouta en 2013[90]. Au niveau de l'ONU, un coup dur fut porté à l'économie syrienne par les sanctions approuvées par le Conseil de Sécurité suite à l'assassinat du Premier ministre libanais Rafiq Hariri en 2005 et pour lequel le gouvernement syrien est soupçonné[91].

---

[89] De son appellation complète « The Syria Accountability and Lebanese Sovereignty Restoration Act ».

[90] Lesniewski N. « Text of Senate Draft Syria War Authorization ». *RollCall* [En ligne]. 3 septembre 2013. Disponible sur : < http://www.rollcall.com/wgdb/text-of-senate-draft-syria-war-authorization/ > (consulté le 29 avril 2016)

[91] *Cf.* à ce sujet cette interview d'un Syrien ancien économiste de la Banque mondiale : « Syria must shape up economy in face of crisis ». *Asharq Al-Awsat* [En ligne]. 25 janvier 2006. Disponible sur : <

La crise syrienne déclencha quant à elle toute une série de sanctions unilatérales introduites par plusieurs gouvernements et l'UE, visant, entre autres, le secteur des hydrocarbures[92].

S'agissant du pétrole syrien, en 2015, ses réserves prouvées furent estimées à 2,5 milliards de barils, ce qui placeait la Syrie au 32ème rang mondial[93]. Dans ce contexte, il est extrêmement intéressant de noter la participation de la compagnie pétrolière russe « Tatneft » à l'exploitation des gisements pétroliers syriens. Cette participation est notable à double titre : il s'agit de la toute première et seule compagnie énergétique russe à avoir gagné un appel d'offre syrien (l'accord fut signé en 2003), comportant un contrat de partage de production – chose rare dans la coopération énergétique russo-syrienne. Ainsi, la compagnie russe débuta la production du pétrole brut à partir du gisement *South Kishma* en avril 2010[94]. Pourtant, en décembre 2011 « Tatneft » déclara le gel de ces activités en Syrie, en raison de l'instabilité du pays. Cette décision fut surtout prise dans le contexte des sanctions de l'Union européenne contre le régime de Bachar al-Assad et notamment « General Petroleum Corporation », la compagnie énergétique publique syrienne avec laquelle « Tatneft » avait signé un contrat de partage de production[95].

On constate donc que la présence russe dans le secteur pétrolier syrien est limitée pour les mêmes raisons que dans celui du gaz naturel, notamment à cause de l'instabilité du pays et des sanctions internationales contre son gouvernement et industrie. En ce qui concerne les réserves syriennes du pétrole il est également très important de noter leur épuisement en cours, le pic de production ayant eu lieu à la moitié des années 1990[96].

---

http://english.aawsat.com/2006/01/article55268084/syria-must-shape-up-economy-in-face-of-crisis > (consulté le 29 avril 2016)

[92] « Syrie : les principales sanctions internationales ». *Le Point* [En ligne]. 25 juin 2012. Disponible sur : < http://www.lepoint.fr/monde/syrie-les-principales-sanctions-internationales-25-06-2012-1477457_24.php > (consulté le 29 avril 2016)

[93] *Cf.* The world factbook. Disponible sur : <https://www.cia.gov/library/publications/the-world-factbook/>

[94] « Tatneft begins Oil Production in Syria ». *Tatneft* [En ligne]. 14 avril 2010. Disponible sur : < http://www.tatneft.ru/press-center/press-releases/more/1864/?lang=en > (consulté le 9 mai 2016)

[95] « Russian oil firm Tatneft halts work in Syria ». *Reuters* [En ligne]. 23 décembre 2011. Disponible sur : < http://ru.reuters.com/article/idUKL6E7NN1R520111223 > (consulté le 9 mai 2016)

[96] Choumilin A. *Ènergetičeskaâ strategiâ Rossii i SŠA [La stratégie énergétique de la Russie et des Etats-Unis]*. Moscou : Meždunarodnye otnošeniâ, 2008. 168 p. p.80.

Les compagnies énergétiques russes, n'ont donc pas de perspectives substantielles dans la production du pétrole et du gaz en Syrie.

La stratégie russe face à l'émergence d'une nouvelle concurrence énergétique en Méditerranée orientale

La découverte des gisements gaziers sous-marins de la Méditerranée orientale à partir de 2009 et le positionnement russe à leur égard sont une problématique qui mérite d'être étudiée parce qu'elle permet de mieux comprendre la valeur économique du Proche-Orient pour Moscou.

Le total du volume de gaz naturel prouvé dans l'ensemble des gisements israéliens et chypriotes est de l'ordre de centaines de milliards de mètres cubes[97]. En ce qui concerne les espaces marins libanais et syrien, même si la présence d'hydrocarbures y est théoriquement admise, aucun forage n'y fut effectué pour déterminer la capacité d'un éventuel gisement[98].

La découverte de ces gisements a changé le marché énergétique du Proche-Orient. Ainsi, Israël est passé à une production autosuffisante en gaz, et envisage même une exportation, ce qui a contribué à l'échec du projet russe « Blue Stream 2 » prévoyant la construction d'un gazoduc transportant « l'or bleu » russe en Israël (et vers le Proche-Orient en général) à travers la Turquie. Ce projet a perdu tout son sens le 30 mars 2013 quand l'Etat hébreu a procédé à la première fourniture de gaz en provenance de son gisement sous-marin « Tamar », quatre ans seulement après sa découverte[99]. Sur l'autre rive de la Méditerranée orientale, Nicosie est prête à répéter l'expérience israélienne, d'autant que les gisements chypriotes ont été préparés pour l'exploitation par les mêmes compagnies et en même temps que ceux d'Israël.

---

[97] Il s'agit notamment, du côté israélien, des gisements « Tamar » dont les ressources prouvées sont de 280 milliards de mètres cubes, « Dalit » - 14,2 milliards de mètres cubes et « Léviathan » avec ses 530 milliards de mètres cubes. Source : Delek Energy. Du côté chypriote c'est le gisement « Aphrodite » dont la capacité de 127,4 milliards de mètres cubes fut prouvée par Noble Energy.

[98] *Cf.* par exemple Armstrong M. « Billion-dollar gas deals hang on Lebanon power balance - Al Jazeera English ». *Al Jazeera* [En ligne]. 16 juin 2015. Disponible sur : < http://www.aljazeera.com/news/2015/06/billion-dollar-gas-deals-hang-lebanon-power-balance-150603101604881.html > (consulté le 1 mai 2016)

[99] « Izrail poluchil energuétitcheskuyu neravisimost: gaz iz "Tamar" pochel v Achdod [Israël a obtenu l'indépendance énergétique: le gaz de "Tamar" est acheminé à Ashdod] ». *Newsru.co.il* [En ligne]. 30 mars 2013. Disponible sur : <http://newsru.co.il/finance/30mar2013/tamar316.html> (consulté le 29 août 2013)

La question de l'exportation du gaz de ces gisements vers les marchés extérieurs, notamment vers l'Union européenne, s'est posée dès leur découverte. En effet, leur situation géographique présente un atout décisif, car elle permet d'accéder à l'Europe sans passer par les voies maritimes contournant la péninsule Arabique, comme c'est le cas pour les hydrocarbures provenant des pays du Golfe arabo-persique. Ce facteur est d'autant plus important, qu'en 2012 l'Iran menaça de fermer le détroit d'Ormuz[100], alors que sa marine de guerre transita, pour la première fois depuis la révolution islamique de 1979, par le canal de Suez suite au changement de la politique de gestion de cette voie de navigation par l'Egypte post-Moubarak[101].

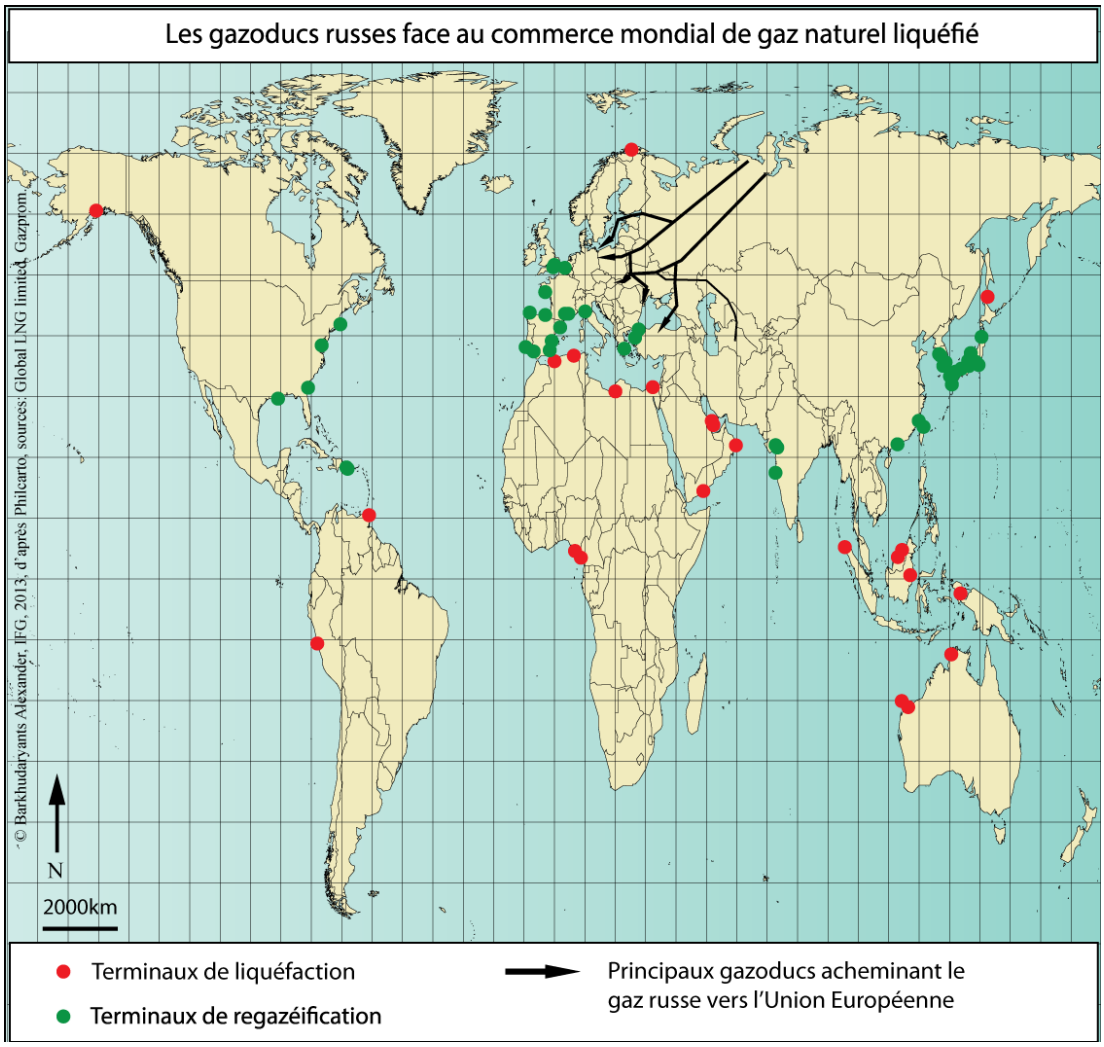
La situation géographique des gisements de la Méditerranée orientale permet également d'acheminer du gaz en Europe en contournant le système de gazoducs russes, que ce soit en construisant un nouveau gazoduc traversant le fond de la Méditerranée ou en recourant au gaz naturel liquéfié acheminé par bateaux. L'Union européenne pourrait ainsi réduire sa dépendance vis-à-vis du gaz russe.

L'industrie du GNL (gaz naturel liquéfié) nécessite deux procès technologiques : 1) la liquéfaction du gaz naturel afin de réduire son volume pour le transporter ; 2) la regazéification - le procès par lequel le GNL et reconditionné à l'état gazeux une fois livré sur le lieu de consommation ou de distribution.

[100] « L'Iran procède à de nouvelles manœuvres dans le détroit d'Ormuz ». *Le Monde.fr* [En ligne]. 25 décembre 2012. Disponible sur : <http://www.lemonde.fr/proche-orient/article/2012/12/25/l-iran-va-proceder-a-de-nouvelles-man-uvres-dans-le-detroit-d-ormuz_1810266_3218.html> (consulté le 18 septembre 2013)

[101] « Les deux navires de guerre iraniens en mission de « formation » quittent la Syrie ». *Le Monde.fr* [En ligne]. 19 février 2012. Disponible sur : <http://www.lemonde.fr/proche-orient/article/2012/02/19/l-iran-envoie-des-navires-en-mediterranee-pour-montrer-sa-puissance_1645459_3218.html> (consulté le 18 septembre)

Carte 4. Les gazoducs russes face au commerce mondial de gaz naturel liquéfié



De ce fait, les dirigeants russes ont regardé les projets d'exploitation des gisements gaziers de la Méditerranée orientale d'un mauvais œil[102]. Quelle fut dès lors la réaction russe à ce défi ? Dans un premier temps, Moscou décida de participer aux projets d'exploitation des gisements, en s'appuyant sur ses relations économiques privilégiées avec Nicosie, surtout dans le contexte du prêt de 2,5 milliards de dollars accordé fin 2011 par la Russie à Chypre[103]. En 2012, la candidature d'un consortium

[102] C'est en ce sens que les commentateurs de l'émission télévisée pro-Kremlin « Odnako » et certaines éditions russes, comme *Kommersant"* interpétaient la découverte des.*gisements. Cf.* Sobko A. « Gaz dlâ bližnevostočnogo kostra [Du gaz pour le feu Proche-Oriental] ». *Odnako* [En ligne]. Juin 2012. Disponible sur : < http://www.odnako.org/magazine/material/gaz-dlya-blizhnevostochnogo-kostra/ > (consulté le 1 mai 2016) ; Kogtev Y. « Novaâ Afrodita roždaetsâ iz gaza [Une nouvelle Aphrodite naît du gaz] ». *Kommersant" neft' i gaz*. 6 octobre 2014. n°99, p. 15.

[103] « Rossiâ i Kipr podpisali soglašenie o smâgčenii uslovij kredita [La Russie et Chypre ont signé un accord sur l'allégement des conditions de l'emprunt] ». *Lenta.ru* [En ligne]. 12 septembre 2013. Disponible sur : < https://lenta.ru/news/2013/09/12/credit/ > (consulté le 1 mai 2016)

incluant une compagnie russe « Novatek » et française « Total » fut retenue pour l'exploration des gisements chypriotes[104]. Cependant, suite à des désaccords avec la partie chypriote, ce contrat fut transmis à « Eni-Kogas », une joint-venture italo-coréenne. Depuis, les compagnies russes semblent manifester peu d'intérêt pour le gaz chypriote. Ainsi, aucune proposition concrète de rachat de parts n'a été faite aux compagnies détentrices de droits dans les blocs de la zone économique exclusive (ZEE) de Chypre contenant potentiellement du gaz[105]. Ceci semble d'autant plus logique qu'à la différence des gisements israéliens, dont certains produisaient du gaz depuis 2013, ceux appartenant à la ZEE de Chypre sont toujours au stade d'exploration. A titre d'exemple, en 2015, Nicosie n'envisageait d'entamer ses exportations de gaz qu'à partir de 2022[106].

L'exploitation des gisements israéliens représente en revanche une menace immédiate pour les positions russes sur le marché gazier européen, puisque dans ce cas concret la production de gaz est déjà lancée et que les compagnies qui en ont la charge cherchent des débouchés sur les marchés étrangers. L'objectif du Kremlin face à ce défi était donc de limiter la commercialisation du gaz israélien vers l'Union européenne. En pratique « Gazprom » négocia en 2012 avec « Delek Group » et « Noble Energy » (les compagnies détentrices de contrats d'exploitation des gisements israéliens) le rachat de gros volumes de gaz pour les revendre aux pays du Moyen et d'Extrême-Orient[107]. Lorsqu'en 2013 une sorte de protocole d'entente allant dans ce sens fut enfin signé, un représentant de « Gazprom » le commenta ainsi :

> *« Ceci est un pas important envers la solidification des positions de la société anonyme ouverte « Gazprom » sur le marché mondial du GNL [Gaz naturel liquéfié* - nda*]. (...) Nous sommes sûrs qu'outre*

---

[104] Hazou E. « Russian interest in Cyprus gas deals a bit far-fetched ». *Cyprus Mail* [En ligne]. 27 février 2015. Disponible sur : < http://cyprus-mail.com/2015/02/27/russian-interest-in-cyprus-gas-deals-a-bit-far-fetched/ > (consulté le 1 mai 2016)

[105] *Ibid*.

[106] « L'exploitation des réserves gazières de Chypre jugée viable ». *L'Orient le jour* [En ligne]. 7 juin 2015. Disponible sur : < http://www.lorientlejour.com/article/928562/lexploitation-des-reserves-gazieres-de-chypre-jugee-viable.html > (consulté le 2 mai 2016)

[107] « Peregovory Gazproma v Izraile: tri varianta dal′nejših dejstvij [Les négociations du Gazprom à Israël : trois scénarios des futurs développements] ». *Izrrus.co.il* [En ligne]. 29 février 2012. Disponible sur : < http://izrus.co.il/dvuhstoronka/article/2012-02-29/17157.html > (consulté le 2 mai 2016)

> *le renforcement et la diversification du porte-feuille de « Gazprom » en matière de GNL, cet accord aidera GM&T [Gazprom Marketing & Trading Limited, filiale britannique du* Gazprom - nda*] à obtenir des succès dans la région Asie-Pacifique, où nous venons de conclure des contrats de moyen et de long terme avec de nombreux partenaires venant de l'Inde et de l'Asie du Nord-Est »*[108].

Pourtant, cet accord ne fut pas approuvé par les autorités israéliennes. Les commentateurs et les médias israéliens expliquèrent cette décision par le fait que les responsables de l'Etat hébreu avaient peur qu'une fois entré dans les projets gaziers israéliens, « Gazprom » empêcherait l'exportation de leur production vers l'Europe. L'édition israélienne *Globes* évoqua même les craintes d'un éventuel déploiement de la marine de guerre russe autour des sites de forage maritime israéliens[109]. Depuis le refus de cet accord la partie russe tenta à plusieurs reprises, de le renégocier avec l'Etat hébreu, en vain.

Enfin, il paraît nécessaire d'évoquer ici les perspectives de la présence russe dans l'exploration et l'exploitation des gisements gaziers marins libanais et syriens. Au Liban, trois compagnies russes – « Novatek », « Rosneft » et « Lukoïl » - furent préqualifiées en avril 2013 pour un appel d'offre visant l'obtention d'une licence d'exploitation[110]. Cependant, la crise du pouvoir au Liban fit que la sélection des participants à cet appel était à chaque fois reportée par les autorités compétentes[111].

En septembre 2013, le gouvernement syrien signa quant à lui un accord d'exploration géologique de ses espaces maritimes avec la compagnie énergétique russe

---

[108] « Gazprom Marketing & Trading podpisalo osnovnye usloviâ otbora SPG v ramkah proekta Tamar FLNG v Izraile [Gazprom Marketing & Trading a signé les conditions de base de transfert du GNL dans le cadre du projet Tamar FLNG en Israël] ». *Gazpromexport* [En ligne]. 26 février 2013. Disponible sur : < http://www.gazpromexport.ru/presscenter/press/838/ > (consulté le 1 mai 2016)

[109] Cohen H. « Russia wants share in Israeli gas ». *Globes* [En ligne]. 24 avril 2016. Disponible sur : < http://www.globes.co.il/en/article-russia-wants-share-in-israeli-gas-1001119921 > (consulté le 2 mai 2016)

[110] « Rossijsko-livanskie otnošeniâ [Les relations russo-libanaises] ». *Ministerstvo inostrannyh del Rossijskoj Federacii* [En ligne]. 28 mai 2014. Disponible sur : < http://archive.mid.ru//bdomp/ns-rasia.nsf/1083b7937ae580ae432569e7004199c2/4e1275dd8893c31e43256dcd0030fc71!OpenDocument > (consulté le 17 août 2016)

[111] Nash M. « Can Lebanon make progress on oil, gas exploration efforts? ». *Al-Monitor* [En ligne]. 16 mai 2016. Disponible sur : < http://www.al-monitor.com/pulse/originals/2016/05/lebanon-oil-gas-offshore-progress-drilling.html > (consulté le 17 août 2016)

« Soyuzneftegaz »[112]. Pourtant, nous estimons que cet accord eut plutôt un caractère déclaratif et politique. En effet, nous avons déjà mentionné dans le paragraphe précédent l'ensemble de raisons pour lesquelles les compagnies russes évitaient, selon nous, de s'impliquer dans l'extraction des hydrocarbures en Syrie. Il paraît donc tout à fait irrationnel pour le côté russe de vouloir s'investir dans un projet très couteux, technologiquement exigeant (les forages maritimes étant plus compliqués à réaliser que sur terre) *a fortiori* dans un contexte de guerre. A notre avis, la meilleure démonstration de toutes ces contraintes est l'annonce faite par le directeur du « Soyuzneftegaz » le 29 septembre 2015, soit la veille de l'intervention militaire russe en Syrie, qu'il abandonnait les projets d'exploration des gisements maritimes et terrestres en Syrie, officiellement à cause des risques liés au conflit[113].

En revanche, ledit accord joua sans doute le rôle de justification de l'action étrangère russe en Syrie avant l'intervention militaire, qu'il s'agisse du discours de la politique extérieure russe visant la scène internationale ou intérieure. Il contribua notamment à forger l'image, fausse à notre avis, consistant à présenter la Syrie comme un pays que Moscou ne pouvait pas abandonner en raison des intérêts économiques et des investissements russes considérables [114].

En guise de résumé, il s'agit de s'interroger sur l'existence de motivations réelles du Kremlin quant à une implication dans les projets gaziers sous-marins en Méditerranée orientale, compte tenu de leur complexité. En effet, ironie du sort, les différents scénarios de commercialisation de ce gaz se heurtent aux mêmes obstacles que le projet de gazoduc russe « Blue Stream 2 » :

- Une coopération régionale afin d'augmenter les rendements de ces projets ne peut engager que Chypre et Israël,du fait des relations tendues entre l'Etat

[112] Haidar Z. « Syria signs offshore oil and gas exploration deal with Russia ». *Al-Monitor* [En ligne]. 27 décembre 2013. Disponible sur : < http://www.al-monitor.com/pulse/business/2013/12/syria-russia-sign-offshore-oil-deal.html > (consulté le 5 mai 2016)

[113] « REUTERS SUMMIT-Russia's Soyuzneftegaz drops plans for offshore oil and gas exploration in Syria ». *Reuters UK* [En ligne]. 29 septembre 2015. Disponible sur : < http://uk.reuters.com/article/russia-syria-oil-idUKL5N11Z2HO20150929 > (consulté le 5 mai 2016)

[114] A titre d'exemple, l'édition pro-Kremlin *Russia Today* ne manqua pas de parler de cet accord. *Cf.* « Syria signs offshore oil and gas exploration deal with Russia ». *RT International* [En ligne]. 25 décembre 2013. Disponible sur : < https://www.rt.com/business/syria-oil-gas-russia-795/ > (consulté le 5 mai 2016)

hébreu d'un côté et le Liban et la Syrie de l'autre. Les litiges portant sur les frontières maritimes font également partie des différends israélo-libanais[115] ;

- Un gazoduc marin transportant le gaz de ces gisements vers la Turquie nécessitera sans doute des concessions de la part de Chypre à l'égad de la République turque de Chypre du Nord, ce qui est peu probable ;
- La rapidité avec laquelle de nouveaux gisements gaziers sont découverts et explorés en Méditerranée orientale (notamment en Egypte) change sans cesse la rationalité économique des projets.

On peut donc dire que le temps joue en quelque sorte pour Moscou, puisqu'au moment où Chypre procédera à la production de son gaz et où Israël et Chypre trouveront un moyen de livrer leur gaz en Europe, la Russie aura déjà sans doute achevé la construction du gazoduc « South/Turkish Stream » visant lui aussi le marché européen[116].

[115] *Cf.* à ce sujet Kottari M. « Léviathan, opportunité ou facteur de tourmente en Méditerranée orientale ? ». *La nouvelle revue géopolitique*. n°123. Octobre-novembre-décembre 2013. pp.77-80.

[116] Le projet « South Stream » fut abandonné par la Russie en décembre 2014 et transformé en « Turkish Stream »… pour être ensuite abandonné suite à la destruction en vol d'un bombardier russe en mission en Syrie par l'aviation Turque en novembre 2015.

Chapitre 2 : L'exportation des armes et des technologies

Les perspectives commerciales

L'importance du complexe militaro-industriel dans l'économie russe, ainsi que le deuxième rang mondial parmi les exportateurs d'armes attribué régulièrement à Moscou par le SIPRI[117], rendent inévitable l'éclairage de la problématique de la vente des armes russes au Proche-Orient.

La question que nous nous sommes posée avant tout est de savoir quelle est la place du Proche-Orient dans la géographie mondiale de ces ventes. Selon le SIPRI, au cours de la période 2010-2014 les trois principaux clients du complexe militaro-industriel russe ont été l'Inde, la Chine et l'Algérie qui ont représenté 60% de l'ensemble des exportations. Durant cette même période, la région de l'Asie-Océanie a été la première destination des exportations (66% du total), suivie par l'Afrique (12%) et par l'ensemble du Moyen-Orient (10%)[118]. Une autre source indique également un désengagement progressif de la Russie du marché moyen-oriental, du moins entre 2010-2012 : si en 2010 l'ensemble des importations de la production militaire russe par les pays du Moyen-Orient était de 1,379 milliards de dollars, en 2011 celles-ci ont baissé jusqu'à 450 millions pour atteindre 130 millions en 2012[119]. Le Proche-Orient ne peut donc jouer qu'un rôle très marginal dans l'exportation mondiale du matériel de guerre russe. Cette réalité peut être représentée à grâce à une carte anamorphose, qui peut parfois être trompeuse (*Cf.* Infra).

[117] Stockholm International Peace Research Institute.

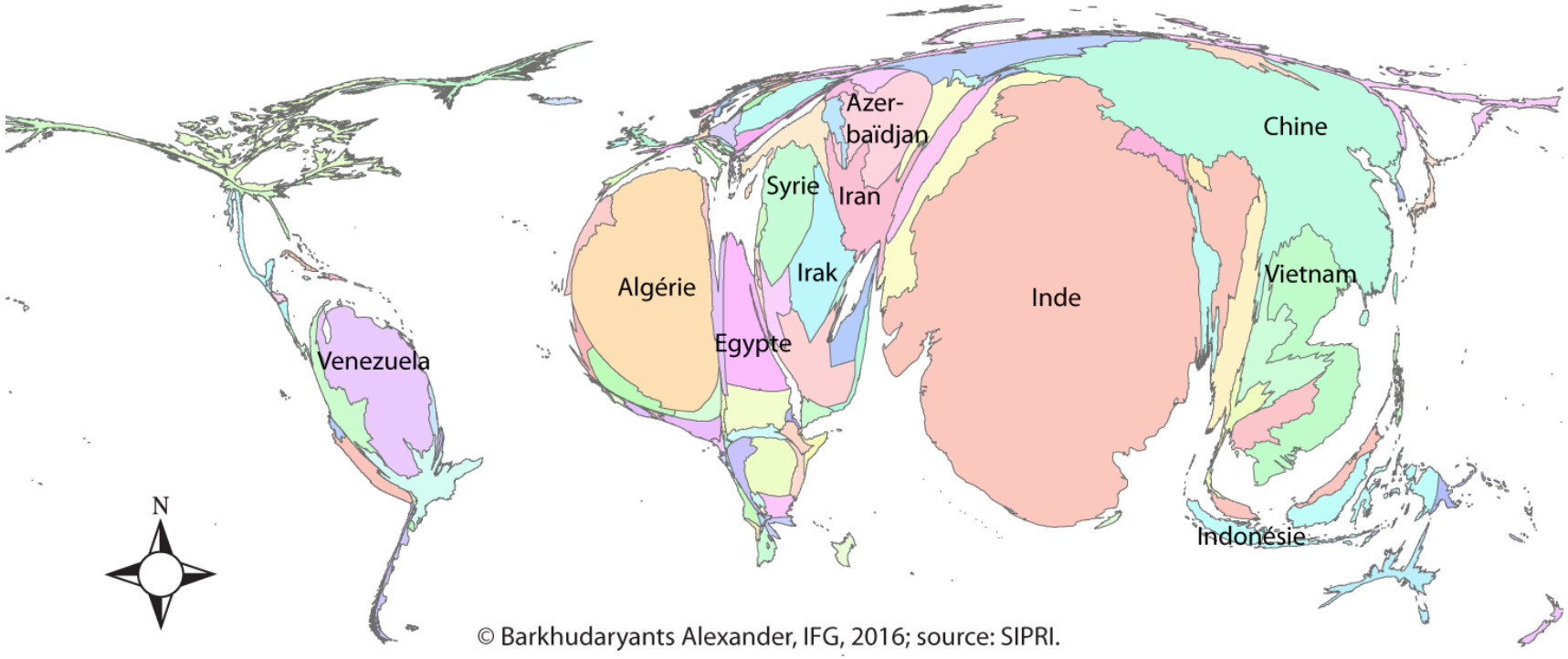
[118] Wezeman S. T., Wezeman P. D. *Trends in international arms transfers, 2014. SIPRI Fact sheet*. Avril 2015. Disponible sur : < http://books.sipri.org/product_info?c_product_id=495> (consulté le 26 mai 2015)

[119] Samarkina N. *Geopolitičeskie aspekty sovremennogo rossijskogo rynka vooruženij [Les aspects géopolitiques du marché russe des armes aujourd'hui]* [En ligne]. Thèse de doctorat : science politique. Moscou : RGGU, 2015. Disponible sur : < http://dissovet.rggu.ru/section.html?id=11979 >, p. 220.

Carte 5. Les tranferts du matériel militaire russe dans le monde entre 2009 et 2015[120]

[120] Source: SIPRI.

Les transferts du matériel militaire russe dans le monde entre 2009 et 2015



© Barkhudaryants Alexander, IFG, 2016; source: SIPRI.

Trois pays du Proche-Orient peuvent être considérés comme acheteurs du matériel de guerre russe : la Syrie, la Jordanie et Chypre. Chacun présente des particularités, que nous développerons au cas par cas.

En ce qui concerne la Syrie, sa grande taille sur la carte ci-dessus est trompeuse. En effet, les ventes d'armes et d'équipements militaires à la destination de ce pays se font souvent grâce au financement iranien. Ainsi, selon Staffan de Mistura, l'envoyé de l'ONU pour la Syrie, l'Iran aurait dépensé 6 milliards de dollars par an depuis le début de la crise syrienne pour soutenir le régime de Bachar al-Assad. Un autre expert annonce le chiffre de 14-15 milliards de dollars[121]. Toujours est-il qu'une grande partie de ces aides est destinée aux dépenses militaires, notamment à l'achat du matériel de guerre russe. C'est aussi pour cette raison qu'il est difficile de donner une estimation précise du volume des ventes d'armes à la Syrie. De plus, il arrive également qu'une partie des armes initialement destinées à la Syrie se retrouve finalement en Iran[122].

En 2010, la Russie exécuta un contrat de fourniture de 36 (selon certaines sources de 50)[123] systèmes antiaériens « Pantsir S1 » à la Syrie. Durant la période 2009-2015, Moscou réalisa des contrats de vente de 24 avions « MiG 29M2/M2 », de 36 avions « Yak 130 UBS », de 20 hélicoptères « Mi-25 » et de six systèmes antiaériens « S 300 »[124]. Pourtant, certains de ces contrats furent suspendus pour deux raisons :

- La non-solvabilité du régime syrien ;
- Le caractère particulièrement sensible de certaines armes, tels les complexes antiaériens « S 300 ».

La non-solvabilité de Damas fut à l'origine de deux suspensions de contrats de livraison d'avions de chasse pendant la période étudiée. La première fut annoncée en 2009 par la Russie et concernait huit avions « MiG 31 »[125]. La deuxième eut lieu en

---

[121] Lake E. « Iran Spends Billions to Prop Up Assad ». *Bloomberg View* [En ligne]. 9 juin 2015. Disponible sur : < https://www.bloomberg.com/view/articles/2015-06-09/iran-spends-billions-to-prop-up-assad > (consulté le 21 mai 2016)

[122] Trofino S., Nemets A. « Russia: Tipping the Balance in the Middle East ». *Journal of Slavic Military Studies*. n°22. 2009. pp. 367-382.

[123] « Pantsyr S1 Close Range Air Defense System ». In : *Army-technology.com* [En ligne]. Disponible sur : < http://www.army-technology.com/projects/pantsyr/ > (consulté le 21 juillet 2015)

[124] Samarkina N. *op. cit*. p. 212.

[125] Kiseleva E. « Kontrakt na istrebiteli samoistrebilsâ [Le contrat pour les avions de chasse a été annulé] ». *Kommersant"*. 20 mai 2009. n°88, p. 1.

août 2013 et gelait la fourniture des avions « MiG 29M2/M2 ». Dans une interview au journal *Kommersant"* une source proche du « Rosoboronexport » (la corporation publique russe en charge des exportations du matériel de guerre) déclara alors :

> *« Ces avions auraient pu être livrés à Damas depuis très longtemps et malgré tous les problèmes financiers s'il y avait eu une décision politique [respective* - nda*]. Cependant, aucun ordre venant d'au-dessus n'a été reçu à ce sujet »*[126].

Le côté russe décida donc de ne faire aucune concession à Damas. Cette intransigeance semble parfaitement logique au vue de la façon dont a été traitée la dette publique dont la Syrie est redevable à Moscou depuis l'époque soviétique. En effet, en 2005 les responsable russes décidèrent d'effacer 9,782 milliards de dollars de dette syrienne (pour un montant total de 13,4 milliards), en échange de quoi Damas s'engageait à acheter des armes russes et à conclure des contrats de modernisation de ses équipements militaires[127]. Avant cet accord, entre 2000 et 2005, la coopération militaire et technique entre la Russie et la Syrie consistait simplement à fournir des munitions à l'armée syrienne et à accueillir des étudiants syriens au sein des écoles militaires russes. L'annulation partielle de la dette syrienne permit dans un premier temps de relancer les ventes. Ainsi, début 2006 un contrat de modernisation de 1000 chars d'assaut « T-72 » syriens fut signé[128]. Pourtant, les impayés du côté syrien qui s'en suivirent et les modes de financement compliqués impliquant l'Iran ont démontré que l'accord financier russo-syrien n'a pas fait de la Syrie un acheteur majeur des armes russes.

Le deuxième aspect, lié au caractère sensible du matériel livré à la Syrie, concerne surtout les complexes antiaériens « S 300 » et sera développé en détails dans la Partie IV (Chapitre 10, paragraphe « Le tournant du 30 septembre 2015 : le renouveau de l'interventionisme militaire russe au Proche-Orient »).

---

[126] Safronov I. « Nikakoj politiki - čistye avansy [Les acomptes n'ont rien à voir avec la politique] ». *Kommersant"* [En ligne]. n°157. 31 août 2013. Disponible sur : < http://kommersant.ru/doc/2268656> (consulté le 21 octobre 2014)

[127] « Komu Rossiâ proŝala dolgi [Les pays dont la Russie a effacé la dette] ». *Kommersant"* [En ligne]. 12 octobre 2013. Disponible sur : < http://www.kommersant.ru/doc/2364889 > (consulté le 24 mai 2016)

[128] Tsiganok A. « Rossijsko-sirijskoe voenno-tehničeskoe sotrudničestvo [La coopération militaire et technique russo-syrienne] ». *Institut Blijnego Vostoka* [En ligne]. 2006. Disponible sur : < http://www.iimes.ru/rus/stat/2006/08-06-06.htm > (consulté le 2 août 2015)

Notons pour le moment qu'en juin 2012 le Kremlin suspendit la fourniture de systèmes antiaériens « S 300 PMU2 » en Syrie[129]. Une source au sein du CMI russe indiqua alors que cette suspension résultait d'*« un ordre venu d'en-haut »*[130], tout comme dans le cas du gel de la fourniture des chasseurs « MiG 29M2/M2 » (*Cf.* Supra). Une autre source affirma également que le gel du contrat des « S 300 » eut lieu tout d'abord afin de ne pas dégrader les relations de Moscou avec les Etats-Unis et Israël et fut ensuite maintenu à cause de l'absence des acomptes du côté syrien[131]. Dans ce contexte il paraît également utile de rappeler que le gel de la livraison des systèmes analogiques à l'Iran en 2010 eut lieu dans les mêmes circonstances.

Pourquoi dès lors la Russie veut-elle garder ce marché, compte tenu de tous les problèmes qu'il pose ? En effet, mis à part les cas que nous avons évoqués ci-dessus, en 2009-2015 le Kremlin tenait à exécuter les contrats déjà conclus malgré l'embargo de l'Union européenne sur les transferts d'armes à la Syrie. Plus encore, Moscou en signait encore des nouveaux, tout en étant parfaitement consciente des risques d'impayés.

Pour rendre compte de cette politique russe nous émettons une hypothèse selon laquelle la fourniture du matériel de guerre russe à la Syrie, malgré tous les obstacles qui y sont liés, contribue à renforcer l'image commerciale positive de la Russie auprès d'autres partenaires, beaucoup plus importants. En effet, les contrats russo-syriens permettent à Moscou de se positionner en tant que fournisseur fiable et capable de défier la politique occidentale pour satisfaire ses clients. Voici ce qu'estime à ce sujet Konstantine Makienko, vice-directeur du Centre d'analyses des stratégies et des technologies (think-tank basé à Moscou) :

> *« L'image du vendeur sur l'arène internationale et la perception par l'acheteur de sa puissance s'avèrent être presque plus importantes que les caractéristiques techniques de la marchandise [vendue] ou son prix. Il se trouve qu'aux yeux des importateurs*

---

[129] Le contrat de vente fut conclu en 2010 et prévoyait la livraison de six complexes antiaériens au deuxième semestre de 2014.

[130] « SMI uznali o prekraŝenii Rossiej postavok S-300 v Siriû [Les médias ont été informés de l'arrêt des fournitures russes de S-300 à la Syrie] ». *Lenta.ru* [En ligne]. 26 juin 2012. Disponible sur : < http://lenta.ru/news/2012/06/26/s300/ > (consulté le 21 octobre 2014)

[131] Safronov I. « Nikakoj politiki - čistye avansy [Les acomptes n'ont rien à voir avec la politique] ». *Kommersant"* [En ligne]. n°157. 31 août 2013. Disponible sur : < http://kommersant.ru/doc/2268656> (consulté le 21 octobre 2014)

d'armes l'octroi de l'asile à Edward Snowden, le soutien à Bashar al-Assad et la réunification avec la Crimée compensent l'arriération de la Russie par rapport à l'Europe technologiquement avancée, et par rapport à la Chine, extrêmement puissante dans le domaine industriel et financier »[132].

Cette hypothèse peut être corroborée par le fait que parmi les gros clients du complexe militaro-industriel russe on trouve souvent des pays faisant l'objet de sanctions rendant impossible ou compliqué l'achat de matériel de guerre auprès des pays occidentaux. Les responsables russes profitent donc de ces mesures restrictives pour promouvoir leur marchandise.

Tableau 2. Quelques sanctions touchant les gros clients de l'industrie militaire russe

Chine	Embargo des Etats-Unis et de l'Union européenne[133] sur les armes et l'équipement de double usage suite aux événements de la place Tiananmen de 1989
Azerbaïdjan	Embargo de l'OSCE, 1992
Egypte	Mesures restrictives de l'UE, 2013
Indonésie	Embargo des Etats-Unis, 1999-2005
Birmanie	Embargo de l'UE de 1990, ensuite reconduit et modifié

N'étant pas un marché d'armes important en soi-même, le Proche-Orient permet en revanche à Moscou de se positionner politiquement et d'afficher sa puissance, ce qui

[132] Makienko K. « Fenomen oružejnogo rynka [Le phénomène du marché des armes] ». *Vestnik VPK* [En ligne]. n°26 (544). 23 juillet 2014. Disponible sur : < http://vpk-news.ru/articles/21130 > (consulté le 4 mai 2015)

[133] Cet embargo européen fut instauré avant la signature du traité de Maastricht en 1992. Cela veut dire qu'il est substantiellement différent des autres embargos européens, décidés dans le cadre de la politique étrangère et de défense communes de l'UE. De ce fait, cet embargo est en réalité une recommandation et non pas un acte juridiquement contraignant. Outre cela, la déclaration de l'embargo européen de 1989 ne précise pas les catégories d'équipements militaires dont l'exportation est interdite. De ce fait, plusieurs pays de l'UE, dont la France, ont continué l'exportation des équipements militaires à la Chine.

Cf. Hellström J. « The EU Arms Embargo on China: a Swedish Perspective ». *Academia* [En ligne]. 2010. Disponible sur : < https://www.academia.edu/5475879/The_EU_Arms_Embargo_on_China_a_Swedish_Perspective_2010_ > (consulté le 23 août 2015)

contribue à pérenniser d'autres marchés plus essentiels et de fidéliser les principaux clients de l'industrie militaire russe.

***

La coopération entre la Russie et la Jordanie dans le domaine militaro-industriel s'articule quant à elle autour de deux projets communs : la production conjointe des lance-grenades « RPG-32 « Nachab » » sur le sol jordanien et l'achat de deux avions militaires de transport « Il-76 » par Amman[134]. L'accord prévoyant la construction d'une usine pour accomplir le premier projet fut signé en novembre 2010. En 2013, la construction de l'usine fut achevée et la production lancée. Le volume de production prévu est de 60 milles tires de lance-grenade par an[135].

Image 1. Le roi Abdallah II de Jordanie essaie le RPG « Nachab »[136]

Selon Konstantin Makienko :

> *« Sur le volet commercial, la Jordanie n'est pas un client prometteur. Tout d'abord c'est un petit marché. Deuxièmement, les Jordaniens achèteront tout grâce aux crédits russes ou moyennant*

[134] « Ioradniâ zakupaet v Rossii Il-76 i sovmestno proizvodit granatomety [La Jordanie achète à la Russie des Il-76 et produit conjointement des lance-grenades] ». *Ria Novosti* [En ligne]. 19 janvier 2011. Disponible sur : < http://ria.ru/defense_safety/20110119/323487895.html > (consulté le 16 août 2015)

[135] Rostekh. *Rossiâ gotovit granatomety dlâ Iordanii [La Russie prépare des lance-grenades pour la Jordanie]* [En ligne]. 6 juin 2013. Disponible sur : < https://www.youtube.com/watch?v=8hZWUkyFqnM > (consulté le 1 novembre 2015)

[136] *Ibid.*

d'autres sources de financements extérieures. Mais c'est un pays important politiquement parlant, car il maintient des liens à la fois avec Israël, l'Egypte et l'Arabie saoudite. Le roi Abdallah jouit d'une autorité considérable dans le monde arabe et les bonnes relations avec lui comptent beaucoup »[137].

Nous retrouvons donc toujours ce problème de la « petitesse » du marché en question dont parlait notre source diplomatique russe citée dans l'introduction à cette partie. Le marché jordanien est trop petit pour intéresser sérieusement les Russes, mais Moscou s'engage néanmoins dans des projets de coopération dans le domaine militaire en espérant les rentabiliser grâce à la diplomatie jordanienne et notamment à l'autorité du Roi dans le monde arabe. A ce titre, le projet de production des lance-grenades intéresse le côté russe dans la mesure où il peut déboucher sur l'exportation de la production dans d'autres pays arabes ou musulmans. Ainsi, un contrat allant dans ce sens fut conclu avec les Emirats arabes unis et des pourparlers à ce sujet étaient également en cours avec le Pakistan durant la période étudiée[138].

***

Le troisième pays-acheteur que nous avons mentionné est Chypre. En effet, la Russie est devenue l'un des principaux exportateurs d'armes vers ce pays[139]. La période 2009-2015 fut marquée par deux grands accords commerciaux. En juin 2009, les deux pays signèrent un contrat de vente de 41 chars « T-80U » et d'autres équipements annexes pour la somme de 156 millions de dollars. Ce contrat inclut également la formation de spécialistes chypriotes en Russie et constitue l'un des plus importants accords dans toute l'histoire des relations bilatérales des deux pays[140]. Le 2 décembre 2013, le ministère de la Défense chypriote conclut également un contrat

---

[137] Sourkov N. « Korol′ Iordanii obsudit v Moksve oružejnye kontrakty [Le roi de Jordanie discutera des contrats d'armes à Moscou] ». *Nezavisimaâ gazeta* [En ligne]. 11 mars 2010. Disponible sur : < http://www.ng.ru/world/2010-03-11/7_iordania.html > (consulté le 16 août 2015)

[138] « Predsedatel′ soveta dikrektorov kompanii "Džadara" Mark Vološin: "Iordaniâ hotela by zakupat′ rossijskoe vooruženie, pričem ne prosto rossijskoe, a lučšee" [Le directeur du conseil d'administration de la compagnie "Jadara" Mark Volochin: "la Jordanie voudrait acheter des armes russes, pas simplement des armes russes, mais les meilleures"] ». *Interfax AVN* [En ligne]. Disponible sur : < http://www.militarynews.ru/story.asp?rid=2&nid=357713 > (consulté le 1 novembre 2015)

[139] Samarkina N. *op. cit.* p.172

[140] Tchoukova T. « Voenno-tehničeskoe sotrudničestvo Rossii i Kipra. Doss′e [La coopération militaire et technique de la Russie avec Chypre. Dossier] ». *TASS* [En ligne]. 24 février 2015. Disponible sur : < http://tass.ru/info/1787557 > (consulté le 29 mai 2015)

de 28 millions d'euros avec le « Rosoboronexport » pour la réparation des hélicoptères « Mi-35P » de production russe[141].

***

Le cas d'Israël est quant à lui singulier, ce pays étant souvent le concurrent de l'industrie militaire russe. Cette concurrence se passe sur deux volets : la fuite des cerveaux, notamment des spécialistes du complexe militaro-industriel russe vers Israël[142] et la forte présence de l'Etat hébreu sur les marchés d'armement des ex-républiques soviétiques.

L'une des manifestations concrètes et particulièrement dérangeantes pour Moscou de cette présence israélienne eut lieu en 2014 lorsque certaines entreprises israéliennes voulurent conclure un contrat de vente de drones pour 50 millions de dollars avec l'Ukraine, en pleine confrontation avec la Russie. Le 16 septembre 2014, ce contrat fut annulé par Benyamin Netanyahou qui aurait cédé à la fois à la position de son ministre russophone des affaires étrangères, Avigdor Liberman (plaidant pour l'annulation du contrat) et à la pression de Moscou qui déclara son intention d'augmenter les livraisons d'armes à l'Iran si la vente des drones avait effectivement lieu[143]. La Russie et Israël confirmèrent donc la maîtrise de leurs faiblesses respectives : Israël joue la carte de son influence dans l'espace post-soviétique, tandis que le Kremlin joue sur les considérations sécuritaires de Jérusalem grâce à ses rapports privilégiés avec la Syrie et l'Iran. En effet, ce n'est pas la première fois que ce mécanisme de pressions mutuelles fut utilisé. Rappelons que pendant la guerre en Géorgie de 2008, les deux pays s'étaient accordés pour qu'Israël annule la fourniture de drones et d'autres armes offensives à Tbilissi[144].

***

---

[141] *Ibid.*

[142] Dans les sources consultées on retrouve par exemple souvent le cas d'un certain V. Tchernomordik, ancien vice-constructeur en chef d'« Almaz » (entreprise du complexe militaro-industriel russe spécialisée en défense antiaérienne) ayant émigré en Israël et réussi à retrouver un poste haut-placé au sein de l'industrie militaire de ce pays. *Cf.* Samarkina N. *op.cit*, p.217.

[143] Bmpd. *Izrail'skie BPLA ne doleteli do Kieva [Les drones israéliens n'ont pas rejoint Kiev]*. *bmpd* [En ligne]. 17 octobre 2014. Disponible sur : < http://bmpd.livejournal.com/1027242.html > (consulté le 14 août 2015)

[144] « Izrail′ zamorozil postavku oružiâ v Gruziû po pros′be Rossii [Israël a gelé les fournitures d'armes à la Géorgie à la demande de la Russie] ». *Newsru.co.il* [En ligne]. 5 août 2008. Disponible sur : < http://www.newsru.co.il/israel/05aug2008/gruzia301.html > (consulté le 25 mai 2016)

Viennent ensuite le Liban et l'Autorité palestinienne, deux acteurs auxquels la Russie transmet des armes à titre gratuit, à notre avis pour des considérations de prestige.

Entre 2009 et 2015, Moscou et Beyrouth firent régulièrement des déclarations sur une possible « coopération militaire et technique »[145] [146]. Ces projets ne se sont pourtant jamais concrétisés. A partir de 2008 un projet de transfert gratuit[147] de 10 chasseurs « MiG 29 » au Liban accompagné d'une formation de pilotes libanais en Russie a été évoqué à plusieurs reprises. Ce contrat a ensuite été suspendu pour une durée indéterminée[148], très probablement à cause des difficultés techniques que le Liban aurait eues quant à l'usage de ce type de machines (on pense notamment aux insuffisantes capacités d'entretien de ces avions à cause du manque de spécialistes et de l'infrastructure). Ainsi, Beyrouth essaya vainement de modifier ce contrat pour obtenir des hélicoptères « Mi 24 » au lieu de chasseurs « MiG 29 »[149].

Cette initiative russe de transfert gratuit est remarquable avant tout par son caractère politique. Voici ce qu'en a dit Alexeï Potsderob, membre de l'Institut d'études orientales de l'Académie des sciences de Russie et ancien ambassadeur de Russie en Lybie et en Tunisie :

> *« Bien que la logique commerciale prévale dans la coopération de la Russie avec les pays arabes, la décision prise par Moscou de*

---

[145] Latoukhina K. « Razgovor po-arabski. Rossiâ i Livan sobiraûtsâ rasširât′ voenno-tehničeskoe sotrudničestvo [Un entretien en arabe. La Russie et le Liban veulent élargir la coopération militaire et technique] ». *Rossijskaâ gazeta* [En ligne]. 2010. Disponible sur : < http://www.rg.ru/2010/02/26/sulejman.html > (consulté le 28 juin 2015)

[146] « Vstreča s Prezidentom Livana Mišelem Slejmanom [La rencontre avec Michel Sleiman, président du Liban] ». *Kremlin.ru* [En ligne]. 23 janvier 2013. Disponible sur : < http://kremlin.ru/events/president/news/17361 > (consulté le 28 juin 2015)

[147] Même sur ce point l'ensemble des sources consultées fournit une information floue : en effet, présenté comme gratuit, ce transfert aurait dû être payé par l'Arabie saoudite.

[148] « Voenno-tehničeskoe sotrudničestvo s Livanom prineset Rossii bol′še vreda, čem pol′zy, sčitaet direktor KAST [D'après le directeur du CAST, la coopération militaire et technique de la Russie avec le Liban aura des conséquences plutôt négatives] ». *Voennoe obozrenie* [En ligne]. 19 novembre 2010. Disponible sur : < http://topwar.ru/2338-voenno-texnicheskoe-sotrudnichestvo-s-livanom-prineset-rossii-bolshe-vreda-chem-polzy-schitaet-direktor-cast.html > (consulté le 1 juin 2015)

[149] Kalinina N. « Militarizaciâ bližnego vostoka: rol′ Rossii [La militarisation du Moyen-Orient : le rôle de la Russie] ». *Russia confidential* [En ligne]. Vol. 12, n°11 (203). 11 novembre 2013. Disponible sur : < http://www.pircenter.org/media/content/files/12/13841567450.pdf >

transmettre gratuitement au Liban 10 MiG-29 est devenue une exception à la règle »[150].

Cette décision peut être expliquée par un certain mimétisme à l'égard des chancelleries occidentales en matière d'aide militaire au Liban. En effet, la France, les Etats-Unis, l'Italie et certains pays arabes fournissent régulièrement à titre gracieux du matériel de guerre à l'armée libanaise. Ainsi, pour la période 2006-2015 l'aide militaire des Etats-Unis au Liban est estimée à 1 milliard de dollars[151]. Le volume de cette aide rend à lui seul toute coopération dans le domaine militaire et technique entre Moscou et Liban symbolique. Toujours selon Alexeï Potsderob :

> *« […] l'équipement du Liban avec 10 « MiG » ne changera pas l'équilibre de pouvoirs sur le théâtre [de guerre* - nda*] moyen-oriental, sachant que les forces armées israéliennes disposent de 700 avions de guerre et celles de la Syrie – de 470. Aussi, la question est de savoir si Beyrouth décidera un jour d'utiliser ces chasseurs pour empêcher les survols de son territoire par l'aviation israélienne. Il faut se rappeler que pendant les invasions de l'Armée de Défense d'Israël au Liban en 1978, 1982 et 2006 l'armée libanaise évitait les actions militaires alors que la résistance aux Israéliens provenait des groupes palestiniens et du « Hezbollah » »*[152].

En outre, plusieurs considérations d'ordre géopolitique empêcheraient une hypothétique vente ou transfert d'envergure des armes russes au Liban. Ainsi, Rouslan Poukhov, le directeur du Centre d'analyses des stratégies et des technologies estime que :

> *« Les conséquences négatives qui peuvent résulter de la fourniture d'armes à Beyrouth dépassent de loin leur potentielle utilité.*

---

[150] Potsderob A. « Voenno-tehničeskoe sotrudničesstvo Rossii s arabskimi stranami [La coopération militaire et tecnique de la Russie avec les pays arabes] ». *Institut Blijnego Vostoka* [En ligne]. 11 janvier 2009. Disponible sur : < http://www.iimes.ru/rus/stat/2009/11-01-09.htm >

[151] Bmpd. *Livan polučaet amerikanskoe vooružnie [Le Liban obtient des armes américaines]*. *bmpd* [En ligne]. 10 février 2015. Disponible sur : < http://bmpd.livejournal.com/1173743.html > (consulté le 10 juin 2015)

[152] Potsderob A. *op. cit.*

[…][Les armes russes peuvent être utilisées] contre notre allié historique dans la région – la Syrie, mais aussi contre Israël, avec qui la Russie développe ses relations à l'heure actuelle »[153].

Nous en concluons donc que la forniture d'armes russes à l'armée libanaise est négligeable et constitue pour l'essentiel une affaire de prestige et de positionnement pour le Kremlin.

Les transferts gratuits d'armes à l'Autorité palestinienne (AP) s'inscrivent dans la même logique et ont pour objectif de souligner le rôle de la Russie comme membre du Quartet pour le Proche-Orient. En 2008, après obtention de l'accord d'Israël, le Kremlin annonça officiellement un projet allant dans ce sens. Ce transfert, composé de 50 voitures blindées « BTR 70 » sans armement s'effectua en 2010. Pourtant, conscients du caractère sensible de ce geste eu égard à ses relations avec Israël, les responsables russes acceptèrent nombre de conditions restrictives. Ainsi, bien que remises officiellement à l'AP, les voitures blindées furent stockées en Jordanie en attente du feu vert définitif de Jérusalem[154].

Schématiquement, nous dénombrons donc au Proche-Orient seulement trois pays acheteurs d'armes russes (la Syrie, la Jordanie et Chypre). Israël est davantage un pays concurrent, tandis que les armes sont transmises gratuitement au Liban et à l'Autorité Palestinienne pour des considérations politiques.

Le Proche-Orient comme terrain d'essai des armes russes

Le raisonnement de ce paragraphe part du constat qu'un matériel de guerre doit être testé lors d'un véritable conflit militaire pour trouver de véritables débouchés sur le marché international des armes. En ce sens, le Proche-Orient a joué un rôle tout à fait singulier pour le complexe militaro-industriel russe. Ce rôle est d'autant plus important, qu'avant le 30 septembre 2015, la Russie ne s'est jamais engagée dans des

[153] « Voenno-tehničeskoe sotrudničestvo s Livanom prineset Rossii bolʹše vreda, čem polʹzy, sčitaet direktor KAST [D'après le directeur du CAST, la coopération militaire et technique de la Russie avec le Liban aura des conséquences plutôt négatives] ». In : *Voennoe obozrenie* [En ligne]. 2010. Disponible sur : < http://topwar.ru/2338-voenno-texnicheskoe-sotrudnichestvo-s-livanom-prineset-rossii-bolshe-vreda-chem-polzy-schitaet-direktor-cast.html > (consulté le 1 juin 2015)

[154] « Rossiâ peredala Palestine pâtdesât BTR [La Russie a transféré à la Palestine cinquante "BTR"] ». *RIA Novosti* [En ligne]. 20 juillet 2010. Disponible sur : < http://ria.ru/defense_safety/20100720/256632942.html > (consulté le 25 mai 2016)

conflits militaires en dehors de l'espace post-soviétique et ne pouvait donc pas tester son arsenal dans des conditions réelles de guerre.

La fourniture de matériel de guerre russe au Proche-Orient permettait justement de résoudre ce problème avant l'intervention militaire russe en Syrie. A titre d'exemple, Nina Samarkina, spécialiste russe du marché des armes, souligne le rôle du conflit israélo-libanais de 2006 dans la promotion des complexes anti-char de fabrication russe :

> *« La guerre au Liban du Sud devint leur « heure de gloire ». Là-bas, dans la période du 12 juillet au 14 août 2006 eurent lieu des combats entre Israël et le groupement islamiste « Hezbollah ». Dans le cadre de l'opération « Juste Rétribution » l'armée israélienne entreprit une offensive sur les positions des combattants. L'usage massif [par ces derniers] des complexes de missiles anti-char de fabrication russe y compris des tout nouveaux « Kornet-E » permit, selon différentes appréciations, de mettre hors de combat 60 à 150 unités blindées de Tsahal. Entre autres voitures ayant essuyé des tirs – les tout nouveaux « Merkava » Mk4, considérés parmi les chars d'assaut les plus protégés dans le monde »*[155].

Même s'il est très probable que ces armes aient été livrées au Hezbollah par l'Iran ou la Syrie, il est très difficile de trouver des sources fiables sur une possible implication directe de la Russie (*Cf.* Partie IV, Chapitre 8, paragraphe « Le Hezbollah et le Hamas »).

La contribution de la Russie à la défense antiaérienne syrienne et iranienne peut aussi être analysée en ce sens. En effet, la fourniture de puissants systèmes antiaériens à ces deux pays installe le Kremlin dans une position gagnante à double titre :

- Dans une certaine mesure, la présence de ces systèmes sur les sols syrien et iranien dissuade les chancelleries occidentales d'y intervenir militairement[156], ce qui permet de préserver un *statu quo* favorable à la Russie dans la région;

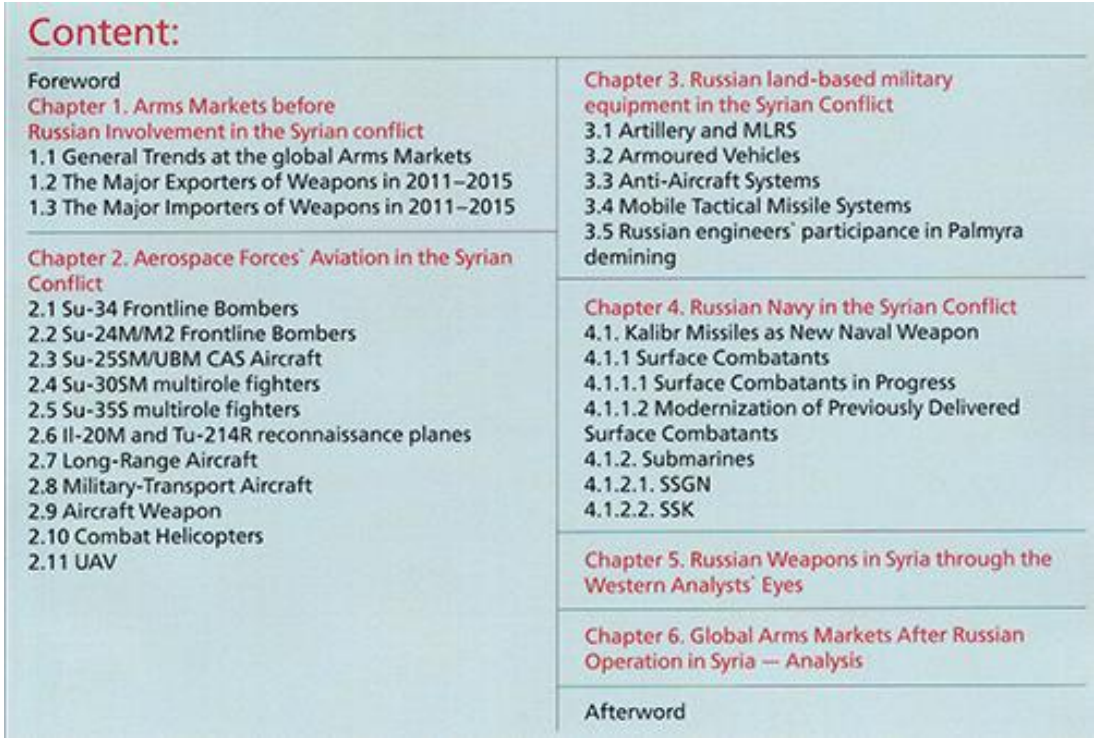
[155] Samarkina N. *op.cit.* p.250.

[156] *Cf.* par example Atwood C., White J. « Syrian Air-Defense Capabilities and the Threat to Potential U.S. Air Operations ». *Policywatch 2257* (*The Washington Institute)* [En ligne]. 23 mai 2014.

- D'un autre côté, même dans l'éventualité d'une telle intervention, l'équipement antiaérien d'origine russe sera probablement testé et donc promu sur d'autres marchés.

Pourtant, c'est surtout l'intervention militaire de Moscou en septembre 2015 qui a fait de la Syrie un véritable terrain d'essai pour les armes russes. Parmi le matériel testé pour la première fois dans des conditions de combat on trouve, entre autres : les bombardiers lourds de longue distance, le bombardier-chasseur « Su 34 » et les drones.

Image 2. Sommaire d'un rapport analytique énumérant les différentes armes utilisées par l'armée russe pendant l'intervention militaire en Syrie[157]



Content:

Foreword
Chapter 1. Arms Markets before Russian Involvement in the Syrian conflict
1.1 General Trends at the global Arms Markets
1.2 The Major Exporters of Weapons in 2011–2015
1.3 The Major Importers of Weapons in 2011–2015
Chapter 2. Aerospace Forces` Aviation in the Syrian Conflict
2.1 Su-34 Frontline Bombers
2.2 Su-24M/M2 Frontline Bombers
2.3 Su-25SM/UBM CAS Aircraft
2.4 Su-30SM multirole fighters
2.5 Su-35S multirole fighters
2.6 Il-20M and Tu-214R reconnaissance planes
2.7 Long-Range Aircraft
2.8 Military-Transport Aircraft
2.9 Aircraft Weapon
2.10 Combat Helicopters
2.11 UAV
Chapter 3. Russian land-based military equipment in the Syrian Conflict
3.1 Artillery and MLRS
3.2 Armoured Vehicles
3.3 Anti-Aircraft Systems
3.4 Mobile Tactical Missile Systems
3.5 Russian engineers` participance in Palmyra demining
Chapter 4. Russian Navy in the Syrian Conflict
4.1. Kalibr Missiles as New Naval Weapon
4.1.1 Surface Combatants
4.1.1.1 Surface Combatants in Progress
4.1.1.2 Modernization of Previously Delivered Surface Combatants
4.1.2. Submarines
4.1.2.1. SSGN
4.1.2.2. SSK
Chapter 5. Russian Weapons in Syria through the Western Analysts` Eyes
Chapter 6. Global Arms Markets After Russian Operation in Syria — Analysis
Afterword

C'est surtout l'usage des missiles de croisière qui fut le plus spectaculaire. En effet, afin de les tester ils furent tirés d'une manière à profiter au maximum de la géographie du conflit syrien. Trois circuits de tirs peuvent être dégagés :

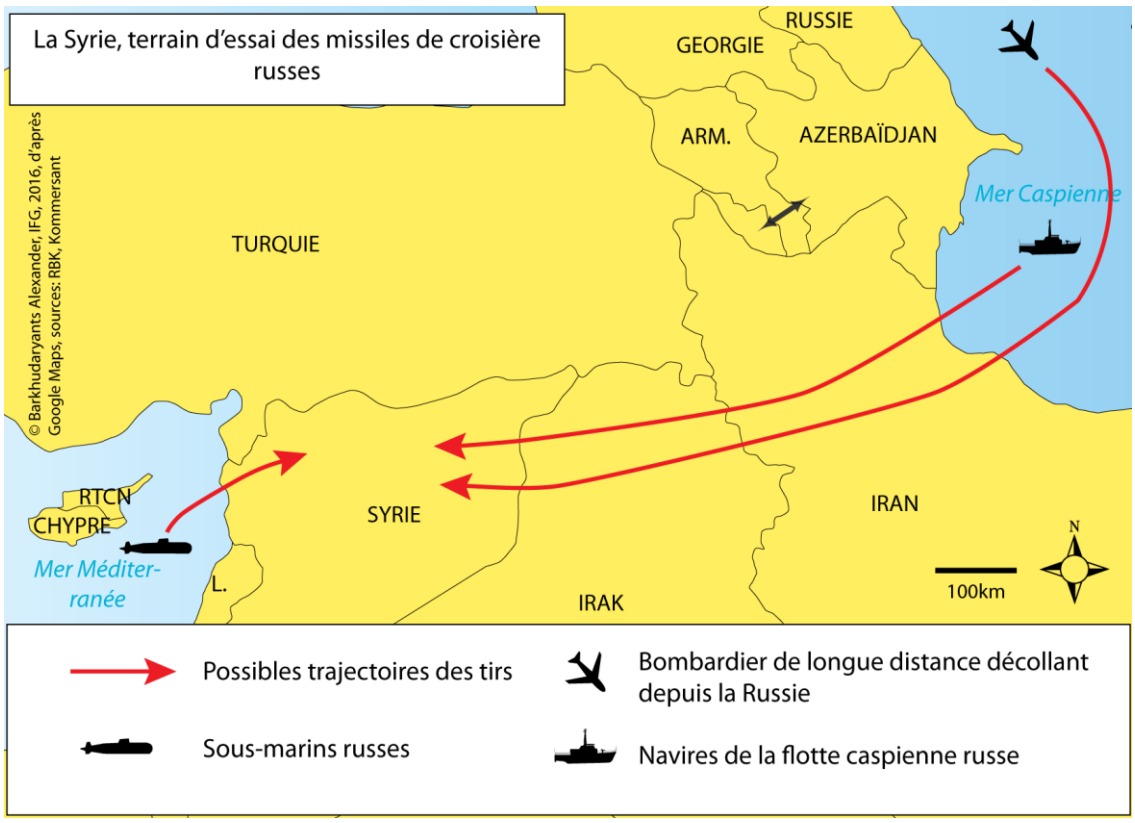
- Le 7 octobre 2015, ce sont les navires de la marine de guerre russe basée en mer Caspienne qui effectuèrent des tirs. Les missiles survolèrent le territoire de l'Iran et de l'Irak avant d'atteindre leurs cibles ;

Disponible sur : < http://www.washingtoninstitute.org/policy-analysis/view/syrian-air-defense-capabilities-and-the-threat-to-potential-u.s.-air-operat > (consulté le 3 juin 2016)

[157] *Russian Weapons in Syrian Conflict*. Moscou: STATUS company, 2016.

- Le 17 novembre, un sous-marin russe tira des missiles depuis la Méditerranée orientale ;
- Le 18 novembre, un bombardier lourd ayant décollé du territoire russe effectua également des tirs[158].

Carte 6. La Syrie : terrain d'essai des missiles de croisière russes



Grâce à la campagne syrienne, deux modèles de missiles de croisières furent donc testés : « X-101 » et « Kalibr », selon différents modes de tirs (depuis l'air, des navires et des sous-marins)[159].

Selon l'édition russe *Kommersant"*, même si la Russie a dépensé 33 milliards de roubles (427 millions d'euros[160]) pour son intervention en Syrie, la publicité qui en a résulté pour les armes russes peut potentiellement déboucher sur des contrats de vente d'une valeur de 6 à 7 milliards de dollars. L'article en question cite aussi des

[158] Solopov M. « Sirijskij poligon: kakoe oružie Rossiâ vpervye primenila v Sirii [Le champ de tir syrien : quelles armes la Russie a-t-elle employées pour la première fois en Syrie] ». *RBK* [En ligne]. 19 novembre 2015. Disponible sur : < http://www.rbc.ru/politics/19/11/2015/564dde149a7947255482bfd8 > (consulté le 25 février 2016)

[159] *Ibid.*

[160] Pour 1 euro = 77,20 roubles (cours de mars 2016)

exemples concrets de contrats qui auraient été conclus grâce à l'intervention russe en Syrie[161].

Nous pouvons résumer ces considérations en citant les propos d'un responsable russe engagé dans le commerce des armes :

> *«En Syrie nous avons fait d'une pierre deux coups : nous avons à la fois fait la démonstration des qualités de notre matériel de guerre, en attirant ainsi l'attention des clients et nous avons fait travailler la moitié de nos équipages aériens en conditions de guerre»*[162].

L'exportation de la technologie nucléaire : la « renaissance nucléaire »

Souvent évacuée des analyses géopolitiques, l'expansion du secteur nucléaire russe sur les marchés internationaux est pourtant devenue un véritable pilier de l'action commerciale étrangère de Moscou, au même titre que la vente d'armes et d'hydrocarbures. En 2014, 30 centrales nucléaires russes étaient en cours de construction ou en projet dans le monde, faisant de la Russie le premier exportateur de nucléaire civil[163]. *« L'industrie atomique est en essor, c'est la résurrection du secteur atomique qui se déroule maintenant, sa renaissance*[164] *»*, - déclara Vladimir Poutine en 2011. Cet essor est dû à trois facteurs essentiels :

- L'accent mis par le gouvernement russe sur les réformes institutionnelles du secteur énergétique et notamment sur le développement du secteur nucléaire;
- L'innovation technologique ;
- L'accompagnement des projets de construction des centrales nucléaires par des offres de financement très attractives.

---

[161] Safronov I. « Vozdušno-kommerčeskie sily [Les forces aériennes commerciales] ». *Kommersant" den'gi*. 28 mars 2016. n°12, p. 11.

[162] *Ibid*.

[163] Schneider M., Froggatt A. *The World Nuclear Industry Status Report 2014* [En ligne]. *A Mycle Schneider Consulting Project*. Juillet 2014. Disponible sur : < http://www.worldnuclearreport.org/IMG/pdf/201408msc-worldnuclearreport2014-hr-v4.pdf >, p 138.

[164] « Putin: Atomnaâ otrasl′ nahoditsâ na pod″eme [Poutine: l'industrie atomique est en essor] ». *Edinaâ Rossiâ* [En ligne]. 12 décembre 2011. Disponible sur : < http://er.ru/news/69333/ > (consulté le 10 janvier 2015)

Parmi les vastes réformes lancées par le gouvernement russe dans les années 2006-2008, la dernière concerna le secteur énergétique traditionnellement en difficulté et particulièrement fragilisé par la crise économique mondiale de 2008 et la chute des prix de l'énergie électrique. C'est précisément dans le contexte de cette réforme énergétique que fut créée, en 2007, « Rosatom », une corporation étatique regroupant toutes les entreprises du nucléaire civil, militaire et la flotte des brise-glaces atomiques. Cette concentration industrielle a permis de regagner en influence sur les marchés étrangers.

Par ailleurs, le développement de l'industrie nucléaire est devenu une priorité pour l'Etat, qui fait preuve d'une véritable volonté politique dans le domaine. Ainsi, le budget fédéral s'est engagé à financer la corporation « Rosatom » à hauteur de 2 trillions de roubles jusqu'en 2020, y compris pour réaliser le plan d'augmentation de la part de l'énergie atomique dans la production de l'électricité de la Russie pour atteindre 25 à 30% à l'horizon de 2030 (alors qu'elle était de 16% durant la période étudiée)[165].

En ce qui concerne l'aspect technologique, après la catastrophe de Tchernobyl et la chute de l'URSS, l'industrie russe n'avait presque pas de nouvelles commandes de centrales. C'est l'apparition d'un nouveau type de réacteur « VVER 1200 » en 2006 qui a permis de relancer les commandes sur le marché intérieur et de prospecter de nouveaux marchés. En outre, « Rosatom » promeut le projet « Proryv » (russe : percée) visant à développer les réacteurs à neutrons rapides, plus efficaces. Depuis 2001, la Russie est en effet devenue le leader du *Projet de réacteurs nucléaires et cycles de fuel innovants* de l'AIEA[166].

L'expansion du nucléaire russe s'appuie également sur un financement très compétitif, couvrant parfois 85-90% du coût de la construction des unités. Ainsi, un rapport d'experts de l'industrie nucléaire mondiale constate :

---

[165] « V. Putin utverdil dolgosročnuû programmu deâtel′nosti "Rosatoma" [V. Poutine a confirmé la mise en œuvre du programme de long-terme des activités de "Rosatom"] ». *RBK* [En ligne]. 29 juillet 2008. Disponible sur : < http://top.rbc.ru/society/29/07/2008/210393.shtml > (consulté le 10 janvier 2015)

[166] « Nuclear Power in Russia ». In : *World Nuclear Association* [En ligne]. 2014. Disponible sur : < http://www.world-nuclear.org/info/Country-Profiles/Countries-O-S/Russia--Nuclear-Power/ > (consulté le 10 janvier 2015)

> *« En ce qui concerne les pays qui acquièrent pour la première fois la technologie nucléaire, dans tous les cas, même au Moyen-Orient, relativement riche, le financement demeure sinon un facteur décisif, du moins déterminant dans le choix de la technologie. Cependant, il est surprenant de voir à quel point l'industrie russe a élargi sa politique d'export ces dernières années moyennant un appui financier pour les projets dans des pays qui construisent des réacteurs pour la première fois (le Belarus, la Turquie et, probablement, le Bangladesh), et pour de nouvelles propositions de financement dans des pays tels que la Finlande et la Hongrie qui ont déjà des centrales nucléaires »* [167].

A titre d'exemple, « Rosatom » propose des contrats sur le modèle BOO (Build, Own, Operate) c'est-à-dire la construction et la gestion d'une centrale nucléaire, demeurant propriété russe bien qu'installée sur sol étranger. De fait, cela signifie une sorte de location d'une centrale nucléaire, sachant que le constructeur est également propriétaire de l'énergie produite par la centrale. Ce modèle a été vendu pour la première fois dans le monde à la Turquie (Centrale d'Akkuyu, 2010)[168].

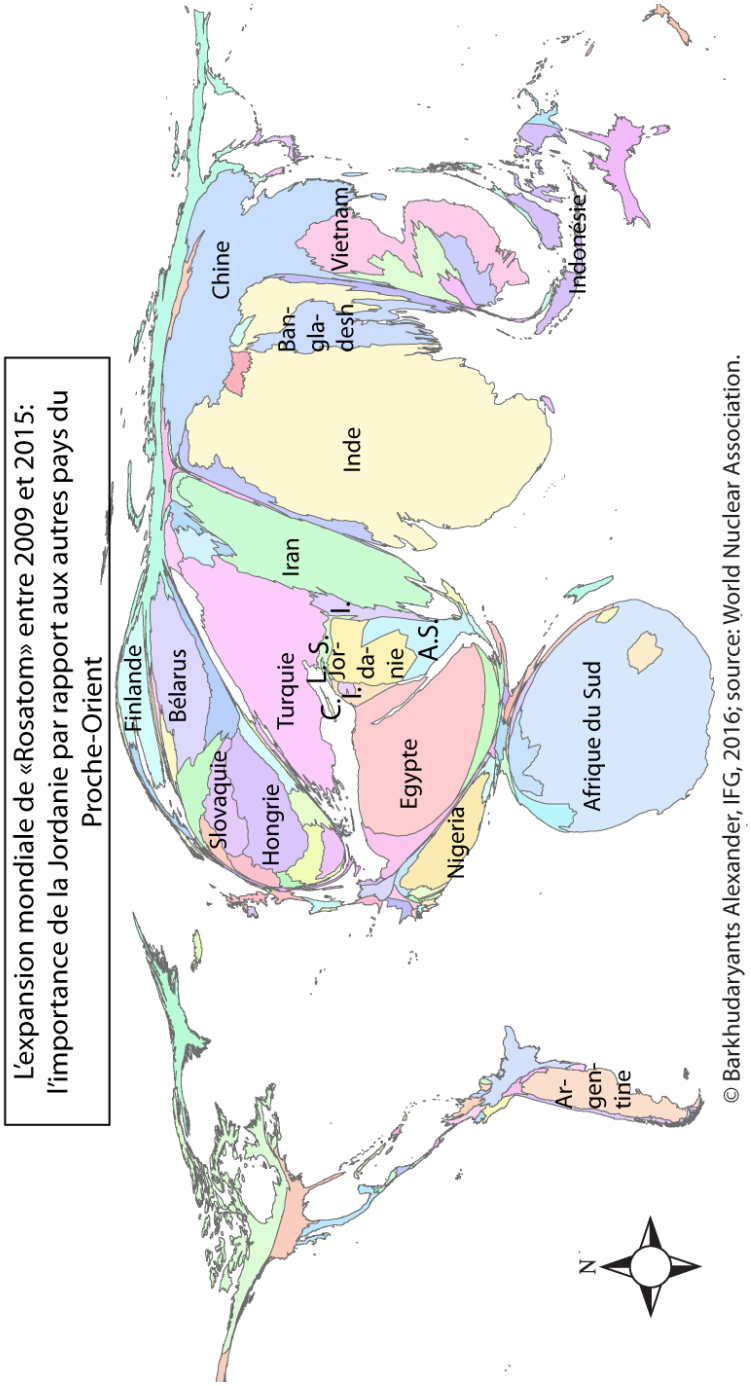
Reste à présent à savoir quelle place occupe le Proche-Orient dans cette expansion mondiale de « Rosatom ».

---

[167] Schneider M., Froggatt A. *op. cit.* p. 25.

[168] « Nuclear Power in Turkey ». In : *World Nuclear Association* [En ligne]. Mai 2016. Disponible sur : < http://www.world-nuclear.org/information-library/country-profiles/countries-t-z/turkey.aspx > (consulté le 10 janvier 2015)

Carte 7. L'expansion mondiale de « Rosatom » entre 2009 et 2015[169]



Cette carte en anamorphose, représentant les centrales en cours ou en projet de construction par la Russie à l'étranger, démontre que les marchés asiatique, européen et celui de l'Afrique du Sud occupent une place plus importante dans la structure des exportations du nucléaire russe que le marché proche-oriental. Ceci correspond avant

[169] Cette carte représente les unités des stations nucléaires dont la construction était en cours, négociée ou contractée pendant la période étudiée.

tout à la conjoncture du marché mondial : en effet, pendant la période étudiée, deux tiers de tous les réacteurs nucléaires en cours de construction se situaient dans trois pays : la Chine, l'Inde et la Russie[170].

Cherchant des débouchés partout dans le monde, « Rosatom » essaya pourtant, tant bien que mal, de s'engager sur le marché du Proche-Orient. Ainsi, en 2010 les responsables syriens et russes discutèrent la possibilité de construire une centrale nucléaire en Syrie incluant une participation russe[171] [172]. Ces discussions ne débouchèrent pourtant pas sur un projet quelconque, selon nous pour plusieurs raisons :

- Elles eurent lieu juste à la veille de la crise syrienne ;
- La construction d'une centrale nucléaire en Syrie aurait été un projet très risqué du point de vue sécuritaire, compte tenu de l'attitude traditionnellement méfiante d'Israël qui détruisit en Syrie une installation ressemblant à un site nucléaire en 2007 ;
- Enfin, les risques d'insolvabilité du régime syrien ont sans doute été un frein important à la réalisation du projet.

En Israël, la volonté de construire une centrale nucléaire est présente depuis les années 1980 et fut réaffirmée en 2007. Pourtant, en 2009-2015 aucun projet ne fut concrétisé[173]. Toujours est-il que la participation russe à la construction d'une centrale nucléaire en Israël semble peu probable parce qu'elle compromettrait Moscou aux yeux de ses partenaires arabes (notamment la Syrie et l'Algérie) ou iranien.

En 2013, « Rosatom » remporta un appel d'offres pour la construction d'un site nucléaire en Jordanie. Les termes du contrat pour cette centrale sont les mêmes que pour celle d'Akkuyu en Turquie, soit le modèle du « *Build Own Operate* ». Sa

---

[170] Schneider M., Froggatt A. *op. cit.* p. 8.

[171] « Lidery RF i Sirii proveli principial′nyj razgovor na temu stroitel′stva AÈS [Les leaders de la Russie et de la Syrie ont eu un entretien crucial concernant la construction d'une centrale nucléaire] ». *Interfax* [En ligne]. 12 mai 2010. Disponible sur : < http://www.interfax.ru/business/136406 > (consulté le 9 juin 2016)

[172] Dyomkin D. « Russia says may build nuclear power plant in Syria ». *Reuters* [En ligne]. 11 mai 2010. Disponible sur : < http://www.reuters.com/article/us-russia-syria-medvedev-idUSTRE64A3JB20100511 > (consulté le 9 juin 2016)

[173] « Emerging Nuclear Energy Countries ». In: *World Nuclear Association* [En ligne]. Juin 2016. Disponible sur : < http://www.world-nuclear.org/information-library/country-profiles/others/emerging-nuclear-energy-countries.aspx > (consulté le 8 juin 2016)

signature ne déboucha pourtant pas immédiatement sur la mise en œuvre du chantier. En effet, la question de financement restait encore à régler en 2015. En 2016, Russes et Jordaniens se mirent d'accord afin d'inclure une participation financière chinoise au projet. Toujours est-il qu'un accord définitif sur le financement n'était toujours pas arrêté pendant la période étudiée[174]. Le lancement des deux futures centrales fut prévu, quant à lui, respectivement pour 2024 et 2026[175].

La Jordanie est donc le seul pays du Proche-Orient où « Rosatom » possède un projet concret de construction. Cette conjoncture régionale du marché du nucléaire civil nous renvoie encore une fois à l'idée que les pays du Proche-Orient sont trop « petits » et ne présentent pas d'intérêt stratégique réel pour Moscou. Dans le domaine du nucléaire civil, aucun de ces Etats n'est assez important, du point de vue démographique, industriel ou économique, pour développer des programmes susceptibles de créer une véritable rivalité géoéconomique entre les pays exportateurs de réacteurs nucléaires. Quand des projets existent, des difficultés financières apparaissent rapidement pour les mener à terme, ainsi que le montre l'exemple jordanien pour la construction de sa première centrale nucléaire. Même si l'on met de côté les marchés asiatique et européen, le marché du Proche-Orient paraît négligeable en comparaison de ses voisins immédiats. Ainsi, le programme nucléaire civil turc prévoit la construction de trois centrales nucléaires (à Akkuyu, Sinop et Igneada). Celui de l'Egypte peut déboucher sur la mise en place de plusieurs centrales également[176]. Une fois de plus, le Proche-Orient n'occupe pour le Kremlin qu'une position très secondaire en termes de retombées économiques et commerciales..

---

[174] « Investicionnoe rešenie po proektu stroitel′stva AÈS v Iordanii budet prinâto v 2017 g [L'accord sur l'investissement pour la construction de la centrale nucléaire en Jordanie sera adopté en 2017] ». *TASS* [En ligne]. 28 mars 2016. Disponible sur : < http://tass.ru/ekonomika/3155943 > (consulté le 5 juin 2016)

[175] « RF i Iordaniâ podpisali soglašenie o prostrojke pervoj iordanskoj AÈS [La Russie et la Jordanie ont signé un accord de construction de la toute première centrale atomique jordanienne] ». *RIA Novosti* [En ligne]. 24 mars 2015. Disponible sur : < http://ria.ru/atomtec/20150324/1054258546.html > (consulté le 5 juin 2016)

[176] « Emerging Nuclear Energy Countries ». In: *World Nuclear Association* [En ligne]. Juin 2016. Disponible sur : < http://www.world-nuclear.org/information-library/country-profiles/others/emerging-nuclear-energy-countries.aspx > (consulté le 8 juin 2016)

Le Proche-Orient : un marché modeste et compliqué

Nous avons pu constater que la région du Proche-Orient est un marché modeste et souvent problématique pour les principales filières exportatrices russes. Ces difficultés sont à rapporter à la faiblesse économique, démographique et industrielle des pays de la région, comme l'avait souligné notre interlocuteur au sein de l'appareil diplomatique russe. Par ailleurs, les échanges économiques entre la Russie et les pays de la région sont également déterminés par tout un ensemble de considérations telles que la rivalité qui peut exister entre certains d'entre eux. Quant à la Syrie, le plus grand pays du Proche-Orient, les intérêts économiques russes y sont restreints à cause de la non-solvabilité de Damas et de la nature du régime objet de multiples sanctions internationales.

Nous avons choisi de nous concentrer sur les filières d'exportation des hydrocarbures, des armes et du nucléaire civil car elles sont, à notre avis, les plus importantes et les plus représentatives de l'économie russe. En effet, une série de réformes économiques intervenues entre 2006 et 2009 en Russie, renforça encore l'accent mis par les dirigeants russes sur ces filières pour le développement économique de la Russie. La politique de la « superpuissance énergétique » est une incarnation de cette ligne. Ainsi, en 2015 la part des petites et des moyennes entreprises dans les exportations russes n'était que de 0,4% (contre 40% pour la Corée et 50% pour la Chine)[177]. Cela signifie que le caractère dirigiste de l'économie russe, donnant la priorité à la production de biens à forte capitalisation et valeur ajoutée (comme par exemple les centrales nucléaires ou le complexe militaro-industriel), limite le cercle des clients aux Etats ayant besoin de ces biens et surtout capables de les acquérir.

Le commerce des hydrocarbures, des armes et des technologies nucléaires russes est ainsi faible au Proche-Orient. Selon nous, cette région représente un intérêt économique tout autre en jouant le rôle de tremplin en vue d'accéder à d'autres marchés, en particulier en ce qui a trait au commerce des armes. En outre, notre hypothèse est que la forte présence russe en Syrie, défiant les positions des Etats occidentaux, permet aussi de gagner la confiance de clients asiatiques, tels que la

---

[177] Platonova E. « Bolʹšaâ nadežda rossijskogo èksporta [Le grand espoir de l'export russe] ». *Gazeta.ru* [En ligne]. 21 mai 2015. Disponible sur : < http://www.gazeta.ru/eksport/2015/05/21_a_6696805.shtml > (consulté le 10 juin 2016)

Chine. Enfin, la multiplicité des conflits armés qui ont lieu au Proche-Orient (et, en premier lieu, la guerre en Syrie) offre à la Russie la possibilité de tester ses armes en conditions de combat, contribue à leur promotion à l'international notamment auprès d'Etats cherchant une alternative aux fournisseurs occidentaux.

Cette conflictualité régionale, sans doute l'une des principales caractéristiques économiques de la région, peut jouer à la fois en faveur des intérêts russes mais aussi les contrarier fortement :

- D'un côté, les rivalités régionales peuvent faire échouer des projets géoéconomiques qui menacent les intérêts russes, comme ce fut le cas pour les projets de gazoducs Qatar-Turquie ou « Islamic gaz pipeline » (étudiés dans le premier chapitre) ;
- D'un autre côté, cette même conjoncture peut entraver les projets russes, comme le gazoduc « Blue Stream 2 ». De manière générale, toute coopération commerciale avec un pays de la région doit inévitablement prendre en compte ses éventuelles répercussions sur les relations avec un autre.

Toujours est-il que le propos de cette partie ne veut aucunement prétendre que la Russie n'a pas du tout d'intérêts économiques au Proche-Orient. En effet, les échanges avec les pays de la région jouent un rôle important non seulement dans les relations bilatérales, mais parfois même pour certaines entreprises russes. Ainsi, les contrats d'achat et de maintenance des hélicoptères « Mi 35P » signés par Chypre en 2001-2013 ont permis de relancer la production de ces appareils au sein de l'usine « Rostvertol » (en Russie) après une très longue période de suspension[178].

La première partie de notre travail voudrait plutôt démontrer le poids modeste du marché proche-oriental, surtout comparé à celui de l'Asie. Selon nous, Moscou peut tirer ou chercher à tirer des bénéfices économiques de son engagement au Proche-Orient, mais ils ne suffisent pas à eux seuls à expliquer l'ampleur et l'intensité de l'action étrangère russe dans la région.

[178] Bmpd. *Vertolety Mi-35P Kipra posle remonta v Rossii [Les hélicoptères Mi-35P chypriotes après leur réparation en Russie]*. *bmpd* [En ligne]. 12 mai 2014. Disponible sur : < http://bmpd.livejournal.com/846772.html > (consulté le 29 mai 2015)

Partie II : Sécurité intérieure et stabilité régionale au Proche-Orient, deux faces d'une même médaille

Introduction

Le propos de cette partie se concentrera sur les problèmes de sécurité intérieure de la Russie qui sont susceptibles de déterminer, ou du moins d'avoir un impact sur la politique étrangère de Moscou au Proche-Orient.

Ainsi, le Chapitre 3 sera consacrée à la problématique des djihadistes issus de l'espace post-soviétique présents en Syrie depuis 2011-2012. Dans un premier temps, il s'agira d'étudier les raisons de leurs départs. A ce sujet, notre interlocuteur au sein de l'appareil diplomatique russe nous a dit : *« On leur a mis une pression telle qu'ils n'avaient d'autre choix que de partir »*[179]. C'est pourquoi nous porterons notre attention sur la situation sécuritaire au Caucase Nord, qu'il s'agisse de la Russie, de la Géorgie ou de l'Azerbaïdjan, afin de voir dans quelle mesure elle a pu être la cause de ces départs. Le deuxième temps du Chapitre 3 essaiera de répondre à la question suivante : l'intervention militaire russe en Syrie fut-elle motivée par la volonté d'éliminer les groupes djihadistes russophones ?

Le Chapitre 4 portera quant à lui sur la situation des Circassiens au Proche-Orient, un peuple autochtone du Caucase Nord occidental éloigné de ses terres d'origine au XIXème siècle, notamment à cause de la guerre qui l'opposa à l'Empire russe. Réclamant leur droit au retour dans leur « patrie », les Circassiens se heurtent au refus de Moscou, qui ne les considère pas comme un peuple ayant un lien historique avec la Russie. La guerre en Syrie a cristallisé ces contradictions, car certains membres de la diaspora circassienne syrienne ont souhaité fuir le conflit et s'installer au Caucase Nord, bien que la Russie ait refusé d'organiser des missions spéciales d'évacuation pour eux. En ce sens le dernier paragraphe de cette partie proposera une explication de ce refus au regard de la situation géopolitique au Caucase russe.

[179] Entretien avec une source souhaitant rester anonyme, issue de l'appareil diplomatique russe, Tel-Aviv, le 10 mars 2014.

Chapitre 3 : La participation des citoyens russes ou des ressortissants de l'espace post-soviétique au djihad en Syrie

a) Les raisons du départ et l'intégration dans la djihadosphère syrienne

Le terrorisme islamiste – un défi persistant de sécurité intérieure

Alors que le départ de citoyens français vers la Syrie pour y faire le djihad pose la question de la radicalisation, celle-ci se pose avec beaucoup moins d'acuité pour les ressortissants de l'espace post-soviétique qui suivent le même itinéraire syrien. En effet, à en juger des profils du noyau dur des djihadistes ayant créé les premières brigades russophones en Syrie, il s'agit de combattants radicalisés depuis des décennies, issus des foyers de guérillas islamistes séculaires du Caucase Nord et de l'Asie centrale. Dans une moindre mesure, le bassin de la Volga (notamment le Tatarstan) et la Crimée, où existent des courants de résistance islamiste au pouvoir russe, contribuent aussi à ce flux.

Depuis la chute de l'URSS, la Russie est confrontée au problème du terrorisme islamiste, notamment au Caucase Nord. En 2007, Dokou Oumarov, alors Président en exil de la Tchétchénie[180] déclara la création de l'Emirat Caucase – un Etat islamique dont les frontières revendiquées dépassaient largement celles de la Tchétchénie pour inclure le Daghestan, l'Ingouchie, le kraï de Stavropol, l'Ossétie du Nord, la Kabardino-Balkarie et la Karatchaïévo-Tcherkessie. Les combattants de l'Emirat Caucase utilisent également le territoire de deux Etats contigus – la Géorgie et l'Azerbaïdjan en tant que bases-arrière, permettant d'échapper aux forces de l'ordre russes (*Cf.* la carte 8).

La participation des ressortissants de l'espace post-soviétique au djihad en Syrie et en Irak est quant à elle un phénomène de plus en plus médiatisé, surtout grâce à la figure d'Abou Oumar al-Chichani, un Géorgien d'origine tchétchène devenu « l'émir du Nord » de l'Etat islamique (EI). En effet, à en croire les chiffres donnés par les représentants des services de sécurité russes, leur nombre s'élèverait, en novembre 2015, à sept mille individus[181]. Encore faut-il y ajouter des membres des diasporas

[180] Durant la deuxième campagne de Tchétchénie qui dura officiellement de 1999 à 2009 Moscou réussit à mettre en place un régime pro-Kremlin en Tchétchénie. Les leadeurs séparatistes furent donc contraints à l'exil.

[181] « NAK: plany IG o sozdanii "èmirata" v Afganistane ugrožaût Central′noj Azii, Iranu i Kitaû [NAK: les plans de l'EI pour créer un « émirat » en Afghanistan menacent l'Asie Centrale, l'Iran et la

russophones d'Europe, essentiellement nord-caucasiennes, dont on ignore le nombre dans les rangs des djihadistes en Syrie. Du point de vue quantitatif, l'ensemble des combattants russophones pourrait donc théoriquement composer le premier contingent étranger au sein de l'Etat islamique. Cependant, il faut aussi tenir compte du fait que l'EI ne les attire pas tous. En effet, on démontrera dans ce chapitre que d'autres groupes djihadistes, non affiliés à l'EI, étaient les premiers à les accueillir et continuent toujours à le faire, quand bien même le rapport de force sur le terrain a changé (en leur défaveur) à partir de la fin de l'année 2013.

En premier lieu, nous nous sommes posé la question de savoir pourquoi le noyau dur des combattants djihadistes russophones est parti en Syrie à un moment très précis (à savoir en 2011-2012) abandonnant de ce fait, ne serait-ce que temporairement, des projets de création d'Etats islamiques locaux, notamment au Caucase Nord. Pour y répondre nous avons privilégié une hypothèse évoquée par une source diplomatique russe lors d'une enquête de terrain en Israël en mars 2014. Parlant des combattants nord-caucasiens, notre interlocuteur nous avait en effet dit : *« On leur a mis une pression telle qu'ils n'avaient d'autre choix que de partir »*. Cette hypothèse fait ainsi de la pression des forces de sécurité russes exercée sur les combattants nord-caucasiens le facteur essentiel de leur départ vers la Syrie en 2011-2012.

Pourtant, il nous paraît important de mettre en garde contre une interprétation très courante de cette même hypothèse dans la presse et les publications de recherche russes ou occidentales. En effet, certaines éditions, jusqu'à la très prestigieuse Jamestown foundation[182] ou même *NATO review*[183], soutiennent que les autorités russes ont profité du départ des combattants nord-caucasiens du sol russe, celui-ci ayant permis une diminution des actes terroristes et du nombre d'agents des forces de l'ordre russes morts au Caucase Nord dans les années 2013-2014. Des chiffres allant dans ce sens sont effectivement mis en avant par certains officiels russes. Par exemple, Alexeï Sedov, chef du Service de protection de l'ordre constitutionnel et de

---

Chine] ». *TASS* [En ligne]. 10 novembre 2015. Disponible sur : < http://tass.ru/politika/2421757 > (consulté le 1 février 2016)

[182] « Moscow Trying Every Middle Eastern Door ». *Eurasia Daily Monitor* (Jamestown foundation) [En ligne]. Volume 12, Issue 159. 4 septembre 2015. Disponible sur : < http://www.refworld.org/cgi-bin/texis/vtx/rwmain?page=search&docid=55ee94604&skip=0&query=hamas&coi=RUS > (consulté le 22 décembre 2015)

[183] Shlapentokh D. « Russia's approach to ISIL: the hidden benefit of evil ». *NATO Review* [En ligne]. 2015. Disponible sur : < http://www.nato.int/docu/review/2015/ISIL/Russia-Syria-Putin-ISIL-Chechnya-Middle-East/EN/index.htm > (consulté le 21 février 2016)

lutte contre le terrorisme du FSB a affirmé qu'en 2014 le nombre d'actes terroristes en Russie avait été divisé par trois par rapport à 2013[184]. En septembre 2015, un représentant du ministère de l'Intérieur russe affirma: *« La situation au Caucase Nord s'est apaisée ces derniers temps, car le nombre de policiers tués en poste avait diminué, alors que le nombre de combattants éliminés croît »*[185]. En s'appuyant sur ce constat, Stephen Blank, un expert de la Jamestown foundation va même plus loin en affirmant que Moscou laisse délibérément de nombreux combattants djihadistes quitter son propre territoire et rejoindre le Moyen-Orient, espérant ainsi se débarrasser d'eux et améliorer la situation sécuritaire au Caucase Nord[186]. Telle est aussi la conclusion d'un article paru dans le journal russe *Novaâ gazeta* en juillet 2015[187].

Cependant, cette interprétation a ses limites factuelles. En effet, selon les statistiques du Parquet général russe la situation au Caucase Nord ne s'est pas du tout apaisée au début des années 2010. Pire encore, ces chiffres contredisant ceux donnés par les services russes, montrent clairement une explosion du nombre d'actes terroristes en Russie à partir de 2014.

Tableau 3. Les « crimes à caractère terroriste » en Russie[188]

2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015
654	581	622	637	661	1127	1531

En outre, l'affirmation selon laquelle les services du FSB auraient favorisé les départs des djihadistes vers la Syrie comme solution efficace au problème nord-

[184] Sedov A. « Nacional′nyj opyt protivodejstviâ terrorizmu [L'expérience nationale de lutte contre le terrorisme] ». *Vestnik nacional'nogo antiterrorističeskogo komiteta*. n°1 (12). 2015. pp. 14-17.

[185] « Kolokol′cev nasčital 1,8 tysâči voûûsih na storone IGIL rossiân [Kolokoltsev a estimé que le nombre des citoyens russes combattant dans les rangs de l'EI s'est levé à 1800] ». *Interfax* [En ligne]. 17 septembre 2015. Disponible sur : < http://www.interfax.ru/russia/467519 > (consulté le 1 février 2016)

[186] « Moscow Trying Every Middle Eastern Door ». *Eurasia Daily Monitor* (Jamestown foundation) [En ligne]. Volume 12, Issue 159. 4 septembre 2015. Disponible sur : < http://www.refworld.org/cgi-bin/texis/vtx/rwmain?page=search&docid=55ee94604&skip=0&query=hamas&coi=RUS > (consulté le 22 décembre 2015)

[187] Milachina E. « Halifat? Primanka dlâ durakov [Califat? Un hameçon pour les idiots] ». *Novaâ gazeta* [En ligne]. 29 juillet 2015. Disponible sur : < http://www.novayagazeta.ru/inquests/69364.html > (consulté le 21 février 2016)

[188] Selon le ministère de l'Intérieur russe, portail des statistiques légales du Parquet général russe. Disponible sur : <crimestat.ru>

caucasien peut être contestée par le fait que certains combattants de retour de Syrie ont connu une promotion au sein de l'Emirat Caucase. A titre d'exemple, Abou Doudjan Guimrinski, un djihadiste nord-caucasien passé par la Syrie, fut nommé émir du *Vilaât du Daghestan* (gouvernorat du Daghestan) de l'Emirat Caucase en juillet 2015[189].

Une autre incohérence provient du fait que l'EI a causé la défection de certaines personnalités haut placées au sein des régimes mis en place par Moscou afin de garantir la sécurité nationale et régionale russe. En 2013 Seda Doudourkaeva, la fille d'Asou Doudourkaev, chef du service migratoire fédéral de Tchétchénie, est partie en Syrie pour épouser un djihadiste. Après la mort de son premier mari, Seda Doudourkaeva est devenue l'épouse d'Abou Oumar al-Chichani. Cette affaire a causé le limogeage d'Asou Doudourkaev par le Président tchétchène Ramzan Kadirov en novembre 2013[190]. En mai 2015, les médias de l'EI ont diffusé une vidéo montrant Goulmourod Khalimov, ancien chef de l'OMON (forces spéciales de maintien de l'ordre, l'équivalent des CRS en France) du Tadjikistan, dans laquelle celui-ci prêtait allégeance à l'EI[191]. Il aurait par la suite également appelé les Tadjiks, y compris ceux ayant émigré en Russie, à suivre son exemple et à agir contre la Russie.

Enfin, l'intérêt supposé du Kremlin à faciliter les flux des djihadistes vers l'EI trouverait son explication dans le fait que ces départs ont sinon démantelé, du moins éclipsé l'Emirat Caucase. Il est vrai que depuis la mort de son fondateur Doukou Oumarov, en septembre 2013, l'Emirat Caucase connaît une profonde crise. Cependant, la chute libre de son influence ne sous-entend en aucun cas la fin de la

---

[189] Paraszczuk J. *Caucasus Emirate Appoints Syria Returnee As Emir Of Mountainous Sector Of Dagestan* [En ligne]. *From Chechnya To Syria*. 27 juillet 2015. Disponible sur : < http://www.chechensinsyria.com/?p=23972 > (consulté le 1 février 2016)

[190] Tourovskiï D. « Byl by zal dlâ regbi - ne nužen byl džihad [S'il y avait eu une salle de rugby, on n'aurait pas eu besoin du djihad] ». *Meduza* [En ligne]. 24 novembre 2014. Disponible sur : < https://meduza.io/feature/2014/11/24/byl-by-zal-dlya-regbi-ne-nuzhen-byl-dzhihad > (consulté le 22 février 2016)

[191] « Komandira tadžikskogo OMON obnaružili v râdah IGIL [Le chef de l'OMON du Tadjikistan a été découvert dans les rangs de l'EI] ». *Lenta.ru* [En ligne]. 28 mai 2015. Disponible sur : < http://lenta.ru/news/2015/05/28/ig/ > (consulté le 29 janvier 2016)

guérilla islamiste au Caucase Nord. En effet, à l'été 2015 de nombreux combattants restés sur place ont prêté allégeance à Abou Bakr al-Bagdadi qui l'accepta [192].

Selon nous, quand bien même les autorités russes auraient délibérément facilité les flux de djihadistes, l'opération se révèle contreproductive en termes de sécurité pour la Russie et l'espace post-soviétique. En revanche, à notre avis, l'arrivée de combattants issus de l'espace post-soviétique en Syrie est essentiellement le résultat des mesures répressives conjointes de la Russie, la Géorgie et l'Azerbaïdjan en 2010-2012 contre la guérilla nord-caucasienne. A cet égard, il faut tenir compte de quatre événements clés :

- L'élection, en 2007, de Sotchi en tant que ville hôte des Jeux Olympiques d'hiver 2014 ;
- La proclamation par Dokou Oumarov, alors Président tchétchène en exil, de l'Emirat Caucase en 2007 ;
- La victoire d'« Ell » et « Niki », un duo de chanteur azéris, à l'Eurovision 2011 en Allemagne, suite à laquelle Bakou devint la ville hôte de l'Eurovision pour 2012 ;
- Les élections parlementaires de 2012 et présidentielles de 2013 en Géorgie.

Selon nous, le lien entre ces événements et le départ de djihadistes nord-caucasiens en Syrie est avéré. Nous disposons en effet de sources sur les opérations menées contre les combattants de l'Emirat Caucase à l'échelle régionale (incluant la Russie, la Géorgie et l'Azerbaïdjan), mais aussi sur le parcours de quelques figures clés des djihadistes russophones en Syrie. Ainsi, notre hypothèse est que leurs départs ne résultent pas d'un changement idéologique impliquant de prêter allégeance à des groupes non liés à l'Emirat Caucase tels que l'Etat islamique. C'est bien plutôt un concours de circonstances géopolitiques et surtout un conflit interne au sein de l'Emirat qui les a poussés à émigrer.

Remarquons également que si les djihadistes russophones et ceux du Caucase Nord représentent deux catégories qui ne se recoupent pas l'une l'autre complètement, ce sont ces derniers qui ont été le fer de lance de l'émigration vers la Syrie et ont pu susciter un mouvement d'entrainement.

---

[192] « Vyhodcy s Kavkaza v râdah IG [Les originaires du Caucase dans les rangs de l'EI] ». *Kavkazskij uzel* [En ligne]. 20 février 2016. Disponible sur : < http://www.kavkaz-uzel.ru/articles/251513/ > (consulté le 22 février 2016)

L'enjeu des Jeux Olympiques de Sotchi

En juillet 2007, Sotchi (située dans le Kraï de Krasnodar au bord de la mer Noire) fut élue ville hôte des Jeux Olympiques d'hiver 2014. Quelques mois plus tard, Dokou Oumarov, Président en exil de la Tchétchénie, annonça la création de l'Emirat Caucase (*Cf*. Supra).

L'année 2007 inaugura donc une course contre la montre avec, d'un côté, les autorités russes déterminées à garantir à tout prix la sécurité des Jeux Olympiques de Sotchi et, de l'autre, les combattants de l'Emirat Caucase basés non loin de Sotchi et désireux de les saboter. Leurs menaces ne tardèrent pas à se concrétiser. En février 2011, la cellule de l'Emirat Caucase de Kabardino-Balkarie organisa un attentat contre les stations de ski de la montagne Elbrous, en tirant sur un minibus empli de touristes et en faisant exploser un des piliers du téléphérique reliant les pistes[193].

La sécurité des Jeux Olympiques de Sotchi fut un sujet très discuté dans l'opinion publique russe, notamment sur Internet. Ci-dessous un montage trouvé sur un réseau social russe à la veille des JO illustrant ce point. On y voit Dokou Oumarov, l'émir de l'Emirat Caucase en combinaison de ski avec au-dessous l'inscription « Un sportif professionnel de biathlon participera aux JO ».

Image 3. « Un sportif professionnel de biathlon participera aux JO »

[193] Gamov A., Gorelova M. « Posle rasstrela lyžnikov turisty boâtsâ ehat′ v prièl′brus′e [Après la fusillade des skieurs, les touristes ont peur d'aller aux stations d'Elbrus] ». *Komsomol'skaâ pravda* [En ligne]. 19 février 2011. Disponible sur : < http://www.kp.ru/daily/25641/805187/ > (consulté le 3 février 2016)

Outre les opérations militaires, la réponse sécuritaire des autorités russes s'exprima sur le plan du droit international. En effet en 2010-2011 Dmitri Medvedev, alors Président russe, mit l'accent sur la nécessité d'inscrire l'Emirat Caucase et ses principaux leadeurs sur la liste des organisations terroristes internationales y compris celle des Etats-Unis. En 2010, la Cour Suprême russe interdit les activités de l'Emirat Caucase, en les qualifiant de terroristes[194]. Par la suite, à l'issue de la visite de Dmitri Medvedev aux Etats-Unis en juin 2010, le secrétaire d'Etat américain qualifia Dokou Oumarov de « terroriste »[195]. En 2011, la décision du Conseil de Sécurité de l'ONU d'inscrire Dokou Oumarov sur la liste du Comité 1267 des individus liés à Al-Qaïda et aux Talibanx a été une grande victoire pour Moscou[196]. Enfin, toujours en 2011, le Département d'Etat américain mit en place une prime de cinq millions de dollars pour toute information permettant d'arrêter Dokou Oumarov[197].

En ce qui concerne le terrain, il est assez difficile de juger de l'évolution de la situation. A titre d'exemple, les attaques des combattants de l'Emirat Caucase contre les forces de l'ordre et les opérations spéciales ont lieu sur une base au minimum hebdomadaire dans une république comme celle du Daghestan. Pourtant, aucun service sécuritaire russe ne publie des statistiques ou des rapports synthétisant toutes les opérations au Caucase Nord. Impossible donc de faire la démonstration détaillée, chiffres à l'appui, d'une intensification de la lutte armée contre les différents groupes islamistes, notamment ceux affiliés à l'Emirat Caucase.

Pourtant, nous pouvons affirmer que cette intensification eut effectivement lieu en 2012, après le retour de Vladimir Poutine au poste de Président de la fédération de Russie. En effet, le nombre de chefs des combattants nord-caucasiens éliminés, ainsi

---

[194] « V Rossii zapretili deâtel′nost′ "Kavkazskogo èmirata" [L'activité de « l'Emirat Caucase » a été interdite en Russie] ». *Lenta.ru* [En ligne]. 8 février 2010. Disponible sur : < http://lenta.ru/news/2010/02/08/imarat/ > (consulté le 7 février 2016)

[195] « Designation of Caucasus Emirates Leader Doku Umarov ». *U.S. Department of State* [En ligne]. 23 juin 2010. Disponible sur : < http://www.state.gov/j/ct/rls/other/des/143564.htm > (consulté le 7 février 2016)

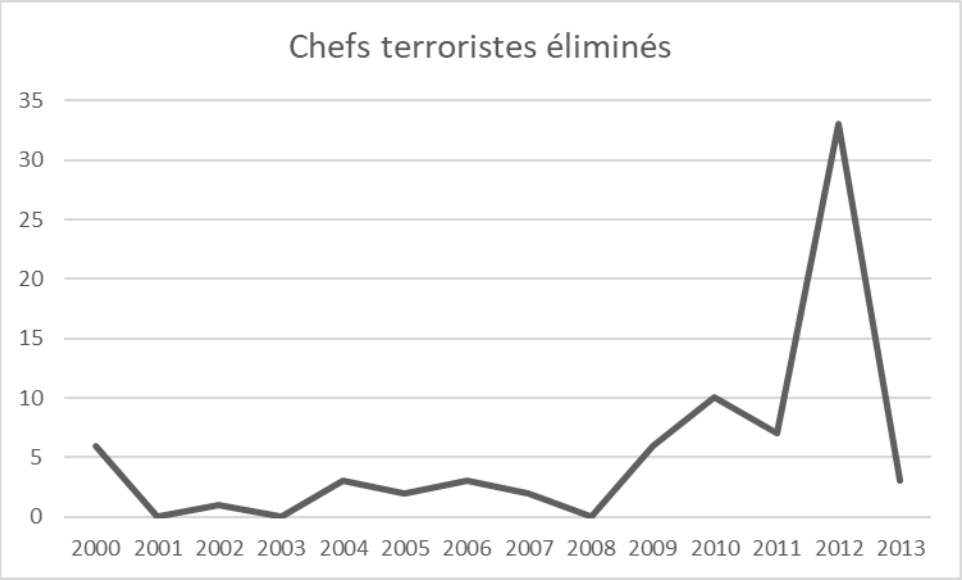
[196] « Security Council Al-Qaida Sanctions Committee Amends One Entry on Its Sanctions List». *Nations Unies* [En ligne]. 30 décembre 2014. Disponible sur : < http://www.un.org/press/en/2014/sc11723.doc.htm> (consulté le 7 février 2016)

[197] Bogdanov V. « Za terrorista položena premiâ [Il faut accorder une prime pour toute information concernant le terroriste] ». *Rossijskaâ gazeta* [En ligne]. 18 novembre 2011. Disponible sur : < http://www.rg.ru/2011/11/17/umarov-site.html > (consulté le 7 février 2016)

que les vastes manœuvres militaires « Kavkaz-2012 » de l'armée russe en vue d'assurer la sécurité des JO de Sotchi[198] mettent au jour cette intensification.

[198] Moukhin V. « "Kavkaz-2012" pod pricelom Putina ["Kavkaz-2012" est contrôlé par Poutine] ». *Nezavisimaâ gazeta* [En ligne]. 18 septembre 2012. Disponible sur : < http://www.ng.ru/regions/2012-09-18/5_muscles.html > (consulté le 7 février 2016)

Graphique 2. Chefs terroristes nord-caucasiens éliminés entre 2000 et 2013[199].



Ainsi, une opération militaire d'envergure, regroupant différents niveaux des forces de l'ordre russes fut lancée au Caucase Nord entre septembre et octobre 2012. Le bilan revendiqué de cette opération est éloquent : 49 combattants éliminés, dont neuf chefs de brigades, 30 détenus et 20 forcés à se présenter aux autorités. En outre, 219 personnes contre lesquelles un mandat d'arrêt avait été émis furent arrêtées. Sur le plan matériel et logistique, 90 bases de combattants furent détectées et détruites, ainsi que 26 caches d'armes et de provisions, 30 engins explosifs, 100 kilogrammes de matières explosives, 109 armes, plus de 530 mines, obus et grenades et plus de 19 000 munitions[200]. Quoiqu'il en soit, par son ampleur, ce bilan se démarque nettement d'autres opérations spéciales qui avaient eu lieu avant 2012.

La pression sur la guérilla djihadiste s'est également intensifiée au niveau législatif. Le 3 novembre 2013, Vladimir Poutine a signé une loi alourdissant les sanctions pénales en cas de participation à des « entraînements au terrorisme », de création ou de participation à une organisation terroriste ou aux groupes armés illégaux y compris à l'étranger. En outre, la nouveauté de la loi consistait en un dispositif légal

[199] Source : « Glavari boevikov, uničtožennye na Severnom Kavkaze v 2000-2013 godah [Les caïds des boéviks éliminés au Caucase Nord en 2000-2013] ». *RIA Novosti* [En ligne]. 21 mars 2013. Disponible sur : < http://ria.ru/spravka/20130521/938542739.html > (consulté le 3 février 2016)

[200] « Na Severnom Kavkaze prošla specoperaciâ [Une opération spéciale a eu lieu au Caucase Nord] ». *Interfax* [En ligne]. 21 octobre 2012. Disponible sur : < http://www.interfax.ru/russia/271908 > (consulté le 30 janvier 2016)

prévoyant un dédommagement pour les dégâts, y compris moraux, causés par les terroristes, à leurs propres frais ou aux frais de leur proches[201].

Aussi, il nous semble juste d'en conclure qu'en 2011-2012 une pression militaire et légale sans précèdent s'exerça sur la guérilla islamiste présente sur le territoire russe (dans le but de garantir la sécurité des Jeux Olympiques de Sotchi de 2014) et que celle-ci, par son ampleur inédite, constitue l'un des facteurs explicatifs du départ des djihadistes russophones vers la Syrie.

Les enjeux sécuritaires en Azerbaïdjan et en Géorgie

L'année 2012 fut aussi celle où l'Emirat Caucase se retrouva coupé de ses bases-arrière en Azerbaïdjan et en Géorgie. Suivant l'ordre chronologique, évoquons d'abord les événements qui eurent lieu en Azerbaïdjan, ainsi que leur contexte.

En 2010, le *Vilaât* (arabe : gouvernorat) *du Daghestan* (qui fait partie de l'Emirat Caucase) prit la décision d'étendre ses activités en Azerbaïdjan. Ainsi, Ibrahimhalil Daoudov, l'émir du Daghestan, connu sous le sobriquet « Saleh », commanda l'aménagement de bases pour accueillir ses combattants sur le sol azéri, près de la frontière avec la Russie (Daghestan). En février 2011, il octroya le titre d'émir à un certain Vougar Padarov, alias « Bousra », un Azéri censé mener les opérations. En juin 2011, le groupe mené par Vougar Padarov franchit la frontière russo-azérie et se déplaça à l'intérieur d'un nombre important de localités en Azerbaïdjan pour mener à bien les préparatifs aux attaques.

Cependant, le 14 mai 2011, Eldar Gasimov et Nigar Jamal, deux Azéris mieux connus sous leurs pseudonymes artistiques « Ell » et « Niki » remportèrent le concours de chanson Eurovision à Düsseldorf. Or selon les règles de ce concours, c'est le pays vainqueur qui doit l'organiser l'année suivante. Bakou devint donc la ville hôte de l'Eurovision 2012 et les autorités azéries accordèrent de ce fait une attention particulière aux problèmes de sécurité notamment ceux liés à la présence de combattants islamistes à la frontière avec la Russie.

Le 14 février 2012 un coup dur fut infligé au *Vilaât du Daghestan* par les forces de l'ordre russes qui éliminèrent Ibrahimhalil Daoudov, l'émir du Daghestan censé sinon diriger, du moins appuyer et coordonner les attaques en Azerbaïdjan[202].

---

[201] « Putin podpisal zakon o vozmeŝenii uŝerba, pričinennogo terroristami [Poutine a signé la loi sur le dédommagement des dégâts causés par les terroristes] ». *RIA Novosti* [En ligne]. 3 novembre 2013. Disponible sur : < http://ria.ru/politics/20131103/974500843.html > (consulté le 30 janvier 2016)

Enfin, en avril 2012, à la veille de l'Eurovision, le ministère de la Sécurité nationale azéri lança une opération d'envergure contre le groupe envoyé par l'émir du Daghestan. Les autorités passèrent en effet au peigne fin les villes de Bakou, Guianja et Soumgaït de même que les régions du Nord du pays frontalières avec la Russie et servant de bases-arrière pour l'Emirat Caucase. Vougar Padarov et son groupe furent ainsi éliminés[203].

Quelques mois après, les forces de l'ordre géorgiennes affrontèrent un groupe de plusieurs dizaines de combattants de l'Emirat Caucase ayant pénétré en Géorgie depuis la Russie puis pris de court par les forces géorgiennes dans la vallée de Lopota, une localité proche de la frontière avec le Daghestan. Ce groupe était probablement dirigé par Mourad Margochvili[204], par la suite connu en Syrie en tant qu'Abou Walid al-Chichani, alias Muslim al-Chichani ou le « Viking ». Au moment de ces faits, la Géorgie était à la veille de l'élection parlementaire de 2012 tandis que se rapprochait la tenue de l'élection présidentielle l'année suivante en 2013.

Le parti *Mouvement national uni* du Président géorgien Mikhaïl Saakachvili, alors au pouvoir, perdit finalement les deux élections. Mais au moment des affrontements avec les combattants de l'Emirat Caucase dans la vallée de Lopota le *Mouvement national uni* était encore pris dans une compétition intense avec les forces de l'opposition, ce qui l'a sans doute conduit à privilégier une ligne dure dans le domaine sécuritaire. Une fois le groupe de combattants détecté, une opération spéciale fut en effet décrétée par les autorités géorgiennes. Les affrontements entre les forces de l'ordre et le groupe des combattants éclatèrent le 29 août 2012 et perdurèrent plusieurs jours, causant la mort de 11 djihadistes et l'arrestation ou la fuite des autres. Signe de l'importance que le pouvoir géorgien de l'époque accorda à cet incident, le Président Saakachvili se rendit en personne sur le lieu des événements

---

[202] « Glavari boevikov, uničtožennye na Severnom Kavkaze v 2000-2013 godah [Les caïds des boéviks éliminés au Caucase Nord en 2000-2013] ». *RIA Novosti* [En ligne]. 21 mars 2013. Disponible sur : < http://ria.ru/spravka/20130521/938542739.html > (consulté le 3 février 2016)

[203] « Ustanovlena svâz′ obezvrežennoj v Azerbadžane vooružennoj grupirovki s "Al′-Kaidoj" [Le lien est établi entre le groupe armé neutralisé en Azerbaïdjan et "Al-Qaïda"] ». *Trend* [En ligne]. 18 avril 2012. Disponible sur : < http://www.trend.az/azerbaijan/politics/2016040.html > (consulté le 31 janvier 2016)

[204] *Cf. Šiškin pes [Les pins et le chien]* [En ligne]. *KAVKAZPRESS* [En ligne]. 29 novembre 2013. Disponible sur : < http://kavkazpress.ru/archives/34512 > (consulté le 9 février 2016) et Wehner M. « Krieg in Syrien: Der Stoßtrupp des Dschihad [Guerre en Syrie : les troupes d'élite du Jihad] ». *Frankfurter Allgemeine Zeitung* [En ligne]. 8 décembre 2014. Disponible sur : < http://www.faz.net/aktuell/politik/ausland/naher-osten/krieg-in-syrien-der-stosstrupp-des-dschihad-13306794.html?printPagedArticle=true#aufmacherBildJumpTarget > (consulté le 12 février 2016)

et s'adressa aux habitants en associant le combat de Lopota aux invasions des peuples nord-caucasiens dont la Géorgie fut la cible au cours de son histoire[205]. Il assista également aux obsèques d'un représentant des forces de l'ordre géorgiennes tué au cours des affrontements[206].

La prolongation de l'opération jusqu'en septembre donna lieu à l'arrestation d'un certain Akhmed Tchataev, un Russe d'origine tchétchène, ayant obtenu le statut de réfugié en Autriche et recherché par les autorités russes qui le considéraient comme le représentant de Dokou Oumarov (l'ancien chef de l'Emirat de Caucase décédé en 2013) en Europe occidentale. Le procès d'Akhmed Tchataev, connu surtout sous son pseudonyme « Akhmed amputé d'un bras »[207] eut lieu le 18 janvier 2013 au Tribunal municipal de Tbilissi qui finit par l'acquitter.

---

[205]« Saakašvili o popytke provokacii posle stolknovenij u granicy [Saakachvili s'exprime sur la tentative de provocation à la frontière] ». *Inosmi* [En ligne]. 4 septembre 2012. Disponible sur : < http://inosmi.ru/sngbaltia/20120904/198544344.html > (consulté le 7 février 2016)

[206] « Saakašvili prisutstvoval na pohoronah specnazovca, pogibšego v uŝel′e Lopota [Saakachvili a assisté aux obsèques d'un membre des forces spéciales tué dans la vallée de Lopota]». *Èho Kavkaza* [En ligne]. 2 septembre 2012. Disponible sur : < http://www.ekhokavkaza.com/content/news/24695715.html > (consulté le 7 février 2016)

[207] Qu'il aurait perdu lors d'une des guerres de Tchétchénie ou, d'après ses déclarations, suite à des tortures par les autorités russes en 2003.

Carte 8. 2012 : année pivot pour « l'Emirat Caucase »

2012 : année pivot pour "l'Emirat Caucase"

Les débuts du djihad des combattants russophones en Syrie

Depuis son acquittement, Akhmed Tchataev est parti en Syrie où il a rejoint l'Etat islamique pour y devenir le principal recruteur des prétendants au djihad russes, responsable de tout un réseau d'agents menant des opérations de communication sur les réseaux sociaux et délivrant des faux papiers en Turquie pour les primo-arrivants souhaitant rejoindre la Syrie. C'est notamment à son instigation qu'eut lieu le

recrutement, très médiatisé en Russie, de deux étudiantes russes : Varvara Karaoulova et Mariam Ismaïlova[208].

L'affrontement de 2012 à Lopota a quant à lui eu une importance fondamentale dans le départ des principaux protagonistes du djihad nord-caucasien vers la Syrie. Ainsi, un certain Feïzulla Margochvili, qui aurait été impliqué dans l'affrontement aux côtés des djihadistes, a également réapparu en Syrie sous le nom de guerre Salahouddin al-Chichani et a été un des dirigeants du groupe *Jeïch al-Mouhajirin wa al-Ansar* (*Cf.* Infra)[209]. Même Abou Omar al-Chichani a mentionné cet événement comme fondateur dans un message vidéo. En parlant de l'affrontement, il a en outre évoqué un autre point fondamental corroboré par d'autres sources[210], à savoir que les événements de 2012 ont provoqué un conflit au sein même de l'Emirat Caucase poussant les survivants à quitter le Caucase Nord. En effet, d'après Abou Oumar al-Chichani, les combattants ayant survécu aux événements de Lopota ont été « jetés hors de leurs maisons » par leurs supérieurs après leur retour sur les territoires de l'Emirat Caucase[211]. Aux sources de ce conflit, deux hypothèses peuvent être formulées :

- Les combattants en question avaient une mission en Géorgie qu'ils ont échoué à réaliser ;
- La colère de la hiérarchie proviendrait du fait que les combattants, surpris par les forces de l'ordre géorgiennes, furent obligés de rentrer en négociation avec elles, négociation par principe rejetée au sein de l'Emirat Caucase (élément également présent dans les milieux mafieux post-soviétiques).

Aussi, les rescapés de Lopota ont ensuite rejoint la Syrie, très probablement en tant qu'exilés, pour y devenir les principaux acteurs du djihad russophone. Parmi eux :

---

[208] Muradov M. « Odnorukij Ahmed poterâl verbovŝikov [Akhmed "amputé d'un bras" a perdu ses agents de recrutement] ». *Kommersant"*. 8 mai 2015. n°139, p. 4.

[209] Paraszczuk J. *Who is Salakhuddin Shishani aka Feyzullah Margoshvili (aka Giorgi Kushtanashvili?). From Chechnya To Syria* [En ligne]. 15 avril 2015. Disponible sur : < http://www.chechensinsyria.com/?p=23682 > (consulté le 1 février 2016)

[210] Perevozkina M. « Doroga na džihad [Le chemin vers le djihad] ». *Moskovskij komsomolec* [En ligne]. 15 mai 2013. Disponible sur : < http://www.mk.ru/politics/2013/05/14/853693-doroga-na-dzhihad.html > (consulté le 9 février 2016)

[211] Paraszczuk J. *Umar Shishani To Kebekov: "I Didn't Have Bay'ah To Umarov When I Came To Syria". From Chechnya To Syria* [En ligne]. 7 juin 2015. Disponible sur : < http://www.chechensinsyria.com/?p=23819 > (consulté le 1 février 2016)

- Mourad Margochvili (Abou Walid al-Chichani, Muslim al-Chichani ou le « Viking ») ;
- Feïzulla Margochvili (Salahouddin al-Chichani) ;
- Akhmed Tchataev ;
- Dans une moindre mesure, Tarkhan Batirachvili (Abou Oumar al-Chichani)

Le cas de ce dernier est légèrement différent. Pour comprendre son implication dans l'incident de Lopota il paraît pertinent de revenir brièvement sur sa biographie.

Tarkhan Batirachvili est un Géorgien né dans la vallée de Pankissi d'une mère Tchétchène Kiste (sous-ethnie des Tchétchènes habitant en Géorgie) et d'un père d'origine géorgienne et chrétien. Frontalière avec la Russie (par la Tchétchénie et le Daghestan) et peuplée de Kistes, la vallée de Pankissi est très liée au séparatisme nord-caucasien en tant que terre d'accueil des combattants et des réfugiés tchétchènes. De ce fait, elle aurait été la cible d'incursions de l'aviation russe dans les années 2000[212]. Dès son adolescence, Tarkhan Batirachvili aidait des combattants tchétchènes en lutte contre l'armée russe et a probablement intégré l'unité de Rouslan Guilaev[213]. Il assista surtout son frère, très engagé dans les combats[214].

En 2006, Batirachvili rejoignit l'armée géorgienne est se distingua lors de la guerre contre l'armée russe en 2008. Son unité aurait notamment infligé de lourdes pertes à la 58ème armée russe, en blessant même son commandant. Une source au sein de l'armée géorgienne indique également que Tarkhan Batirachvili fut l'objet d'intenses entraînements au sein de l'armée géorgienne y compris grâce à l'assistance d'instructeurs américains[215].

En 2010, après avoir quitté l'armée, Tarkhan Batirachvili fut emprisonné suite à la découverte d'armes à son domicile par les autorités géorgiennes. En 2012 il fut libéré

---

[212] « Bombardirovka Pankisskogo uŝel'â [Le bombardement de la vallée de Pankissi] ». *Gazeta.ru* [En ligne]. 23 août 2002. Disponible sur : < http://www.gazeta.ru/2002/08/23/box_2221.shtml >

[213] Hage Ali M. « Meet ISIS' new breed of Chechen militants ». *Al Arabiya English* [En ligne]. 31 août 2014. Disponible sur : < http://english.alarabiya.net/en/perspective/analysis/2014/08/31/Meet-ISIS-new-breed-of-Chechen-Militants-.html > (consulté le 16 octobre 2014)

[214] « Kak gruzinskij seržant stal liderom džihada v Irake [Comment un sergent géorgien est devenu le leadeur du djihad en Irak] ». *BBC Russian* [En ligne]. 8 juillet 2014. Disponible sur : < http://www.bbc.com/russian/international/2014/07/140704_isis_shishani_father_interview > (consulté le 31 janvier 2016)

[215] Prothero M. « U.S. training helped mold top Islamic State military commander ». *McClatchyDC* [En ligne]. 15 septembre 2015. Disponible sur : < http://www.mcclatchydc.com/news/nation-world/world/middle-east/article35322882.html > (consulté le 31 janvier 2016)

et partit aussitôt en Turquie[216]. C'est là qu'il aurait eu connaissance des événements de Lopota. Il décida alors de partir en Syrie afin de rejoindre le groupe des exilés de l'Emirat Caucase. On peut donner plusieurs interprétations de ce départ :

- Tarkhan Batirachvili fut impliqué dans les événements de Lopota, soit personnellement (directement ou indirectement), soit par la participation d'un de ses frères ;
- Craignant les persécutions de la part des autorités géorgiennes, il a cherché à éviter tout retour au Caucase Nord et a donc saisi l'opportunité de rejoindre ses frères d'armes ;
- Il fut attiré par la possibilité d'une promotion sociale et économique promise à ceux qui rejoignent les groupes djihadistes en Syrie.

Quoi qu'il en soit, il a rejoint les combattants nord-caucasiens et notamment les rescapés des événements de Lopota au sein d'un groupe dénommé *Katibat al-Mouhajirin* (arabe : La brigade des émigrés) qu'il a dirigé[217]. Son statut de chef pourrait signifier qu'il jouait un rôle d'intermédiaire ou d'arbitre entre les combattants disgraciés par l'Emirat Caucase d'une part, et l'émir de l'autre. Ceci paraît d'autant plus logique qu'Abou Oumar al-Chichani n'avait pas prêté allégeance à l'émir du Caucase, à la différence de la majorité d'autres chefs de guerre.

Concernant les objectifs de *Katibat al-Mouhajirin*, ainsi que d'autres structures djihadistes intégrant les combattants nord-caucasiens, nous proposons les hypothèses suivantes :

- Basés en Syrie, ces groupes permettaient d'aboutir à ce que les opérations menées par les autorités russes, géorgiennes et azéries contre l'Emirat Caucase baissent en intensité, pour ensuite retourner dans leurs localités de départ, accompagnés de préférence de combattants étrangers. Notons que cette démarche s'inscrit parfaitement dans la logique de la guérilla nord-caucasienne. En effet, Yuri Sapounov, le général du FSB en charge de la lutte contre le terrorisme, indiqua en 2006 que les leadeurs des séparatistes tchétchènes menèrent des pourparlers avec des mouvements islamistes

[216] « Umar aš-Šišani (Tarkhan Batirašvili) ». *Kavkazskij Uzel* [En ligne]. 5 février 2016. Disponible sur : < http://www.kavkaz-uzel.ru/articles/249731/ > (consulté le 13 février 2016)

[217] Paraszczuk J. « Syria: A Brief Guide To Chechen & North Caucasian Factions ». In : *EA WorldView* [En ligne]. 22 février 2014. Disponible sur : < http://eaworldview.com/2014/02/syria-brief-guide-chechen-north-caucasian-factions-syria/ > (consulté le 9 février 2016)

radicaux étrangers afin de mutualiser leurs efforts de guerre. Ainsi, ces leadeurs proposaient leur assistance militaire pendant la période hivernale, quand il est difficile de mener les combats en Tchétchénie. En échange, leurs confrères étrangers devaient envoyer des combattants en Tchétchénie durant l'été [218] ;

- Quant aux exilés, il s'agissait très probablement de purger leur peine et se faire pardonner par l'émir du Caucase par leurs faits d'armes ;
- Enfin, on aurait tort d'ignorer la dimension économique de cet effort de guerre. Comme nous l'avons déjà mentionné plus haut, l'Emirat Caucase est devenu la cible des sanctions internationales depuis 2011 incluant le gel des avoirs. Les djihadistes nord-caucasiens seraient donc partis en Syrie à la recherche de butins susceptibles d'augmenter les ressources matérielles de leur organisation de rattachement.

En mars 2013, *Katibat al-Mouhajirin* a accepté dans ses rangs d'autres katibas (arabe : brigades) syriennes, après quoi le groupe est devenu *Jeïch al-Mouhajirin wa al-Ansar* (arabe : l'armée des émigrés et des compagnons). Au moment de sa création, le nouveau groupe comptait plus de 1000 combattants[219].

Pourtant, fin juillet 2013, arrive la première *fitna* (ici : schisme) au sein de *Jeïch al-Mouhajirin wa al-Ansar*, avec le départ de Seïfullah al-Chichani, un important chef de guerre dirigeant le groupe *Jeïch al-Khilafat al-Islamiya* (arabe : l'armée du califat islamique) [220]. Saïfullah al-Chichani a depuis prêté allégeance à *Jabhat al-Nosra* (affilié à Al-Qaïda) fin 2013 et s'est associé à Abou Walid al-Chichani et son groupe *Jounoud al-Cham* (arabe : les soldats du Levant) menant une ligne plus ou moins indépendante vis-à-vis de l'Emirat Caucase, d'Al-Qaïda et de l'Etat islamique[221].

---

[218] « Publikuem spisok organizacij, priznannyh Verhovnym sudom Rossii terrorističeskimi [Nous publions la liste des organisations reconnues terroristes par la Cour suprême russe] ». *Rossijskaâ gazeta* [En ligne]. 28 juillet 2006. Disponible sur : < http://www.rg.ru/2006/07/28/terror-organizacii.html > (consulté le 8 janvier 2016)

[219] « Prisâga modžahedov Amiru Umaru aš-Šišani [Le serment des moudjahidines syriens à l'Emir Oumar al-Chichani] ». *FIsyria.com* [Site djihadiste] [En ligne]. 23 mars 2013. Disponible sur : < https://web.archive.org/web/20130405004605/http://fisyria.com/?p=168 > (consulté le 12 février 2016)

[220] « Raz"âsneniâ po povodu fitny [Explications par rapport à la fitna] ». *FIsyria.com* [Site djihadiste] [En ligne]. 3 août 2013. Disponible sur : < https://web.archive.org/web/20130806140310/http://fisyria.com/?p=775> (consulté le 12 février 2016)

[221] Razafimbahiny I. « An In-Depth Look At Chechen Fighters In Syria – Part II: Junoud Al-Sham Commander Muslim Abu Al-Walid Al-Shishani ». *MEMRI - The Middle East Media Research*

Ensemble, ils ont participé à plusieurs combats, dont le siège de la prison d'Alep en février 2014, au cours duquel Saïfullah al-Chichani est mort[222].

Quant au *Jeïch al-Mouhajirin wa al-Ansar*, le groupe s'est démarqué en août 2013 par la prise, coordonnée avec l'Armée Syrienne Libre, de l'aéroport Menagh, à côté d'Alep, que les rebelles essayaient vainement de reprendre aux forces loyalistes depuis août 2012[223]. Grâce à ce fait d'armes, Abou Oumar al-Chichani est devenu connu à l'échelle de la Syrie.

Le mois de novembre 2013 a été marqué par le deuxième schisme au sein du *Jeïch al-Mouhajirin wa al-Ansar*. Cette fois-ci c'est Abou Oumar al-Chichani en personne qui décida de partir en rejoignant l'Etat islamique. Cependant, il n'a pas été suivi par l'ensemble de son groupe ni par tous ses lieutenants. Nous ne pouvons que supposer que cette décision de la part d'Abou Oumar al-Chichani a été motivée par l'espérance d'une plus grande ascension. Elle a surtout été facilitée par l'absence d'allégeance personnelle à l'émir du Caucase. Toujours est-il qu'après son départ c'est Salahouddin al-Chichani, un des rescapés de l'affrontement de Lopota de 2012, qui prit la relève en devenant le chef de *Jeïch al-Mouhajirin wa al-Ansar*. Sous sa direction, le groupe demeurait loyal à l'Emirat Caucase. En effet, après la mort de Dokou Oumarov (l'émir du Caucase) en 2013, Salahouddin al-Chichani prêta allégeance aux futurs émirs[224].

Enfin, quant à Abou Oumar al-Chichani, son heure de gloire arriva en juin 2014 durant le siège de Mossoul par l'EI. Au cours des premiers affrontements avec les forces irakiennes, Abou Abdoul Rahman al-Bilawi, commandant des troupes de l'EI menant l'offensive, décéda. C'est à ce moment qu'Abou Oumar al-Chichani prit sa place et devint « l'émir du Nord » de l'Etat islamique et membre du *Mejlis al-choura*

Institute [En ligne]. 18 décembre 2013. Disponible sur : < http://www.memri.org/report/en/0/0/0/0/0/0/7676.htm > (consulté le 31 janvier 2016)

[222] Halabi A. « Syrian opposition groups fail to capture Aleppo prison ». In : *Al-Monitor* [En ligne]. 7 février 2014. Disponible sur : < http://www.al-monitor.com/pulse/security/2014/02/syria-aleppo-prison-attack-armed-opposition.html > (consulté le 14 février 2016)

[223] Barnard A., Saad H. « Rebels Gain Control of Government Air Base in Syria ». *The New York Times* [En ligne]. 5 août 2013. Disponible sur : < http://www.nytimes.com/2013/08/06/world/middleeast/rebels-gain-control-of-government-air-base-in-syria.html > (consulté le 13 février 2016)

[224] « Vyhodcy s Kavkaza v râdah IG [Les originaires du Caucase dans les rangs de l'EI] ». *Kavkazskij Uzel* [En ligne]. 11 février 2016. Disponible sur : < http://www.kavkaz-uzel.ru/articles/251513/ > (consulté le 28 janvier 2016)

(arabe : l'assemblée consultative), la plus haute institution décisionnelle de l'Etat islamique[225] [226].

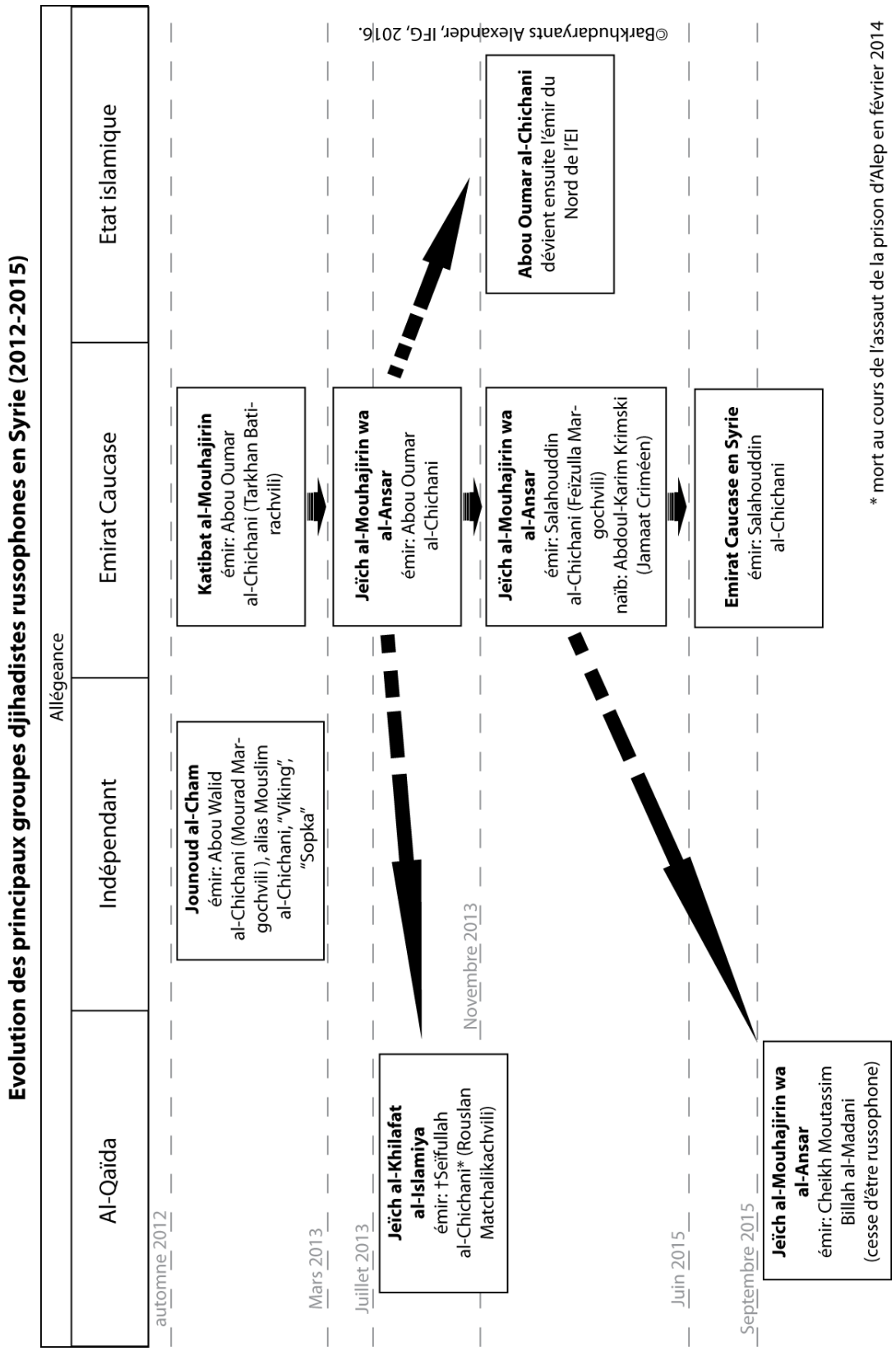
Reprenons donc, schématiquement, la configuration du milieu djihadiste russophone en Syrie en 2013-2014 :

- Abou Oumar al-Chichani représente la faction des djihadistes ayant rejoint l'Etat islamique ;
- Abou Walid al-Chichani (*Jounoud al-Cham*) agit d'une manière plus ou moins indépendante à la fois vis-à-vis de l'Etat islamique, de l'Emirat Caucase et d'Al-Qaïda ;
- Saïfullah al-Chichani (*Jeïch al-Khilafat al-Islamiya*) représente le groupe proche d'Al-Qaïda;
- Enfin, Salahouddin al-Chichani (*Jeïch al-Mouhajirin wa al-Ansar*, après le départ d'Abou Oumar al-Chichani et de Saïfullah al-Chichani) se voulait le plus loyal à l'Emirat Caucase.

[225] Mouradov M. « Komissovannyj iz gruzinskoj armii čečenec stal licom sirijskih boevikov [Un Tchétchène démobilisé de l'armée géorgienne est devenu le leadeur des boéviks syriens] ». *Kommersant"* [En ligne]. 7 février 2014. Disponible sur : < http://www.kommersant.ru/doc/2504033 > (consulté le 31 janvier 2016)

[226] « ISIS's Financial and Military Capabilities ». *Crethiplethi* [En ligne]. Hiver 2014. Disponible sur : < http://www.crethiplethi.com/isis-s-financial-and-military-capabilities/islamic-countries/syria-islamic-countries/2015/ > (consulté le 14 février 2016)

Image 4. Evolution des principaux groupes djihadistes russophones en Syrie (2012-2015)



Malgré ce positionnement différent sur le terrain syrien, l'Emirat Caucase semble être la référence commune de tous les groupes énumérés. A en juger par les différentes sources auxquelles nous avons eu accès, les djihadistes nord-caucasiens parlent de l'Emirat Caucase en des termes très respectueux, même après tous les schismes qui l'ont traversé depuis la Syrie. A titre d'exemple, dans l'un des messages vidéo de Saïfullah al-Chichani on peut apercevoir un combattant portant le T-shirt typique de l'Emirat Caucase, alors que la vidéo date d'une période postérieure au schisme d'avec *Jeïch al-Mouhajirin wa al-Ansar* et au rapprochement avec Al-Qaïda.

Image 5. Un des combattants du groupe de Seïfullah al-Chichani porte un T-shirt avec les symboles de l'Emirat Caucase, alors qu'au moment du tournage de la vidéo le groupe avait déjà combattu plus d'un an sur le sol syrien[227].

Une autre observation importante concerne la volonté de retour de ces différents groupes au Caucase Nord. Celle-ci est exprimée dans de nombreux communiqués et vidéos diffusés par les sites ou les chefs de ces groupes. Les djihadistes rattachés à Abou Oumar al-Chichani sont même allés plus loin, en instrumentalisant cette volonté dans la propagande de l'Etat islamique. En effet, un des numéros de la revue russophone de l'Etat islamique *Istok* (russe : origine) affirma que l'une des principales raisons de l'allégeance d'Abou Oumar al-Chichani et de son ralliement à l'EI fut le fait que ce dernier, contrairement aux groupes auxquels il avait appartenu

[227] Eletskiï A. *Amir Sajfullah Šišani razoblačaet boltuna Abu Umara Šišani [L'émir Saïfullah Chichani démasque le bavard Abou Oumar Chichani]* [Vidéo djihadiste] [En ligne]. *YouTube*. 14 novembre 2014. Disponible sur : < https://www.youtube.com/watch?v=75t5kEWcaCg > (consulté le 9 février 2016)

auparavant (allusion probable à *Jeïch al-Mouhajirin wa al-Ansar*), ne s'opposait pas au retour des combattants nord-caucasiens sur leurs terres d'origine pour y continuer le combat[228]. Selon l'EI, *Jeïch al-Mouhajirin wa al-Ansar* ainsi que d'autres groupes nord-caucasiens auraient mené une sorte de politique discriminatoire interdisant le retour au Caucase Nord. Cette position nous paraît être le produit d'une surenchère idéologique de propagande, puisque, comme l'a démontré le propos de ce chapitre, à partir de 2011 le retour des djihadistes paraît particulièrement difficile du fait de la pression des autorités russes, géorgiennes et azéries, ainsi que d'un conflit au sein même de l'Emirat Caucase.

L'activité des groupes et des figures parfois charismatiques qui y sont impliquées a engendré une dynamique de départ vers la Syrie des djihadistes russophones depuis le Caucase Nord ou d'autres régions. En ce qui concerne le contexte sécuritaire au Caucase Nord, la répression à l'encontre des groupes armés n'a fait que s'intensifier jusqu'en 2015 en Russie, Géorgie et Azerbaïdjan, tant au niveau juridique qu'opérationnel. Nous avons déjà évoqué l'adoption, en 2013, d'une loi russe prévoyant une responsabilité pénale en cas de participation aux activités de groupes terroristes à l'étranger. En 2015, des dispositifs légaux similaires ont été adoptés en Géorgie et en Azerbaïdjan[229] [230].

Enfin, la situation dans la vallée de Pankissi en Géorgie semble être particulièrement tendue depuis les événements de Lopota de 2012. Un conflit entre Géorgiens d'origine tchétchène et ceux d'origine géorgienne a dégénéré en pugilat de masse dans une localité de la vallée en août 2013. Ces désordres ont entraîné le déploiement des forces de l'ordre autour des villages tchétchènes de la région[231]. En juin 2015 enfin, les autorités géorgiennes ont mené une autre opération dans la vallée de

---

[228] *Istok [L'origine]*. n°1. Radjab 1436.

[229] « Gruziâ vvodit ugolovnuû otvetstvennost′ za učastie v vooružennyh formirovaniâh drugih stran [La Géorgie instaure une responsabilité pénale pour la participation aux groupes armés étrangers] ». *IA REGNUM* [En ligne]. 14 janvier 2015. Disponible sur : < http://regnum.ru/news/polit/1884415.html > (consulté le 18 février 2016)

[230] « Prezident Azerbajdžana utverdil izmeneniâ v zakony s cel′û usileniâ bor′by s religioznym èkstremizmom [Le président de l'Azerbaïdjan a parafé les modifications des lois afin d'intensifier la lutte contre l'extrémisme religieux] ». *1news.az* [En ligne]. 6 décembre 2015. Disponible sur : < http://www.1news.az/politics/20151206035900743.html > (consulté le 18 février 2016)

[231] Dvali G. « Gruziny i čečency vzâlis′ za topory [Les Géorgiens et les Tchétchènes ont pris les haches] ». *Kommersant"*. 20 août 2013. n°148, p. 6.

Pankissi à l'issue de laquelle nombre de représentants importants de l'EI furent arrêtés, dont le cousin de Tarkhan Batirachvili[232].

Ainsi, la dynamique à l'oeuvre d'installation en Syrie d'une communauté de combattants russophones résulte selon nous de la pression sécuritaire croissante exercée sur les djihadistes au Caucase Nord les poussant à émigrer, mouvement amplifié dans un second temps par la mise en place de campagnes de recrutement.

b) Les djihadistes russophones comme facteur d'intervention militaire russe en Syrie

Un enjeu de communication pour Moscou

En ce qui concerne le nombre de citoyens russes partis faire le djihad en Syrie et en Irak, nous constatons que la communication autour de ce sujet est progressivement devenue un enjeu de politique intérieure et extérieure en Russie.

Interrogé à ce sujet, Mikhaïl Bogdanov, vice-ministre des Affaires étrangères russe, affirma en 2014 qu'il s'agissait de quelques « dizaines » de cas[233]. En revanche, en février 2015 Alexandr Bortnikov, directeur du FSB, avança le chiffre de 2000 citoyens russes engagés dans les rangs de l'EI, tout en précisant que leur nombre avait doublé en 2014[234], contredisant donc Mikhaïl Bogdanov. Nous pouvons en déduire que, dès le début de 2015, la communication relative à ce sujet est vraisemblablement devenue une priorité pour les autorités russes. Ainsi, en mars 2015 un poste de vice-ministre des Affaires étrangères en charge de la lutte contre le terrorisme a été créé. A en juger par les déclarations d'Oleg Siromolotov, nommé à ce poste, il a été instauré justement pour lutter contre le phénomène de départ des citoyens russes au Moyen-Orient pour y faire le djihad[235].

---

[232] « V Gruzii zaderžan rodstvennik odnogo iz liderov "Islamskogo gosudarstva" [Un proche d'un des leadeurs de "l'Etat Islamique" a été arrêté en Géorgie] ». *Lenta.ru* [En ligne]. 15 juin 2015. Disponible sur : < http://lenta.ru/news/2015/06/15/georgia_isis/ > (consulté le 29 janvier 2016)

[233] Tchernenko E. « "My imeem delo s terrorističeskim internacionalom" [Nous avons affaire à l'internationale terroriste] ». *Kommersant"*. 29 septembre 2014. n°175, p. 8.

[234] Jarkova-Djordjevitch A. « "Ne vse zaverbovannye "Islamskim gosudarstvom" voûût s oružiem v rukah" ["Ce ne sont pas toutes les recrues de "l'Etat islamique" qui font la guerre avec les armes entre les mains] ». *Kommersant"* [En ligne]. 20 février 2015. Disponible sur : < http://www.kommersant.ru/doc/2672976 > (consulté le 21 février 2016)

[235] « Oleg Syromolotov naznačen zamestitelem glavy MIDa po bor'be s terrorizmom [Oleg Siromolotov est nommé au poste de vice-ministre des Affaires étrangères en charge de la lutte contre le terrorisme] ». *Kommersant"* [En ligne]. 19 mars 2015. Disponible sur : < http://www.kommersant.ru/doc/2689581 > (consulté le 21 février 2016)

Vint ensuite l'affaire très médiatisée du départ vers la Turquie (dans le but d'y rejoindre l'EI en Syrie) de Varvara Karaoulova, une étudiante de l'Université publique de Moscou (MGU)[236]. Après son départ le 27 mai 2015, le père de la jeune fille qui possédait un réseau au sein des services sécuritaires russes lança l'alerte et initia un mandat d'arrêt Interpol. L'étudiante fut arrêtée par les gardes-frontières turcs et extradée en Russie[237].

C'est dans le contexte de cette affaire qu'un représentant du ministère des Affaires étrangères russe s'adressa, le 18 juin 2015, aux participants du Forum économique international de Saint-Pétersbourg, en appelant la communauté internationale à réagir face au recrutement des civils par l'EI[238]. Dans la foulée, la Chambre civile russe décida de créer un numéro vert pour signaler des cas de recrutement par l'Etat islamique[239]. Enfin, en juillet 2015, Sergueï Lavrov déclara que la Russie traquait ses citoyens qui combattaient pour l'EI ou pour les « autres groupes terroristes »[240].

A l'approche de l'intervention militaire russe en Syrie, les chiffres avancés concernant le nombre de citoyens russes partis en Syrie semblaient relever de plus en plus de la surenchère politique. Ainsi, le 17 septembre 2015, le chef du ministère de l'Intérieur estima le nombre de citoyens russes combattant dans les rangs de l'EI à 1800, ajoutant que 477 affaires pénales avaient été ouvertes[241]. Le lendemain, le FSB

---

[236] Trifonov V. « Studentku MGU ne pustili v IG [Une étudiante du MGU n'a pas pu rejoindre l'EI] ». *Kommersant"*. 6 juin 2015. n°99, p. 4.

[237] « Ne puskajte detej na vojnu! Udvoilos′ čislo rossiân, zaverbovannyh IGIL [Ne laissez pas les enfants partir à la guerre! Le nombre de Russes recrutés par l'EI a doublé] ». *AIF* [En ligne]. 10 juin 2015. Disponible sur : < http://www.aif.ru/society/safety/ne_puskayte_detey_na_voynu_udvoilos_chislo_rossiyan_zaverbovannyh_igil > (consulté le 21 février 2016)

[238] « Rossiâ prizvala meždunarodnoe soobŝestvo reagirovat′ na verbovku graždan "Islamskim gosudarstvom" [La Russie a appelé la communauté internationale à réagir face au recrutement des civils par "L'Etat islamique"] ». *Kommersant"* [En ligne]. 18 juin 2015. Disponible sur : < http://www.kommersant.ru/doc/2749403 > (consulté le 21 février 2016)

[239] « V Rossii otkroût gorâčuû liniû po problemam verbovki v "Islamskoe gosudarstvo" [Une ligne verte consacrée au problème du recrutement par "l'Etat islamique" sera ouverte en Russie] ». *Kommersant"* [En ligne]. 6 juillet 2015. Disponible sur : < http://www.kommersant.ru/doc/2762710 > (consulté le 21 février 2016)

[240] « Sergej Lavrov: Rossiâ otsleživaet svoih graždan, voûûŝih za IG [Sergueï Lavrov: La Russie traque ses citoyens combattant pour l'EI] ». *Kommersant"* [En ligne]. 9 juillet 2015. Disponible sur : < http://www.kommersant.ru/doc/2764264 > (consulté le 21 février 2016)

[241] « Kolokol′cev nasčital 1,8 tysâči voûûŝih na storone IGIL rossiân [Kolokoltsev a estimé que le nombre des citoyens russes combattant dans les rangs de l'EI s'est élevé à 1800] ». *Interfax* [En ligne]. 17 septembre 2015. Disponible sur : < http://www.interfax.ru/russia/467519 > (consulté le 1 février 2016)

donna le chiffre de 2400 combattants, contredisant de son côté le ministère de l'Intérieur[242].

Par la suite, on note un nouveau changement d'approche quant à la communication sur ce sujet sensible. Un mois après les déclarations susmentionnées, à la fois Vladimir Poutine et Evgueni Sisoev (vice-chef du FSB et chef du Comité antiterroriste national) annoncèrent que 7000 personnes originaires de Russie ou des pays membres de la Communauté des Etats indépendant avaient rejoint l'EI[243].

Remarquons deux points importants en ce qui concerne cette nouvelle communication officielle :

- Les autorités russes insistaient sur l'EI, comme s'il s'agissait de la seule organisation de recrutement ;
- A partir d'un certain moment, les officiels russes ont remplacé dans leurs déclarations les statistiques concernant les citoyens russes partis faire le djihad par celles des citoyens issus de l'ensemble de l'espace post-soviétique, ce qui permettait de mettre un avant un chiffre bien plus important.

Nous en déduisons que la problématique du départ vers les territoires du djihad a clairement été instrumentalisée par le Kremlin, notamment pour justifier son intervention militaire en Syrie à partir du 30 septembre 2015. En effet, depuis le début de la campagne les dirigeants russes ont à de nombreuses reprises mis en avant la nécessité de lutter contre les djihadistes russes présents en Syrie et susceptibles de retourner en Russie pour y commettre des attentats[244]. A titre d'exemple, à l'issue de la destruction en vol d'un bombardier russe en mission en Syrie par l'aviation turque

---

[242] « FSB obnarodovala statistiku po rossiânam, voûûŝim za IG, kotoraâ rashoditsâ s dannymi MVD [Les FSB a publié des statistiques sur les citoyens russes combattant pour l'EI qui divergent des données du MVD] ». *Newsru.com* [En ligne]. 18 septembre 2015. Disponible sur : < http://www.newsru.com/russia/18sep2015/fsb.html > (consulté le 1 février 2016)

[243] *Cf.* « Putin: okolo 7 tysâč vyhodcev iz Rossii i stran SNG voûût na storone IG [Poutine: environ 7000 originaires de Russie et des pays de la CEI combattent aux côtés de l'EI] ». *Gazeta.ru* [En ligne]. 16 octobre 2015. Disponible sur : < http://www.gazeta.ru/politics/news/2015/10/16/n_7779119.shtml > (consulté le 1 février 2016) et « NAK: plany IG o sozdanii "èmirata" v Afganistane ugrožaût Central′noj Azii, Iranu i Kitaû [NAK: l'objectif de l'EI de créer un « émirat » en Afghanistan menacent l'Asie centrale, l'Iran et la Chine] ». *TASS* [En ligne]. 10 novembre 2015. Disponible sur : < http://tass.ru/politika/2421757 > (consulté le 1 février 2016)

[244] « Medvedev ob″âsnil dejstviâ Rossii v Sirii nacional′nym interesom [Medvedev a expliqué les actions de la Russie en Syrie au nom de l'intérêt national] ». *Lenta.ru* [En ligne]. 17 octobre 2015. Disponible sur : < http://lenta.ru/news/2015/10/17/medvedev/ > (consulté le 1 février 2016)

en novembre 2015, Vladimir Poutine déclara que cet avion menait une opération contre *« des boéviks* [russe, péjoratif : combattants - nda] *originaires de Russie »*[245].

Enfin, pour comprendre la rhétorique sur les djihadistes russes, il faut tenir compte du contexte des événements ukrainiens, notamment des accords de Minsk, selon lesquels la Russie a renoncé, du moins officiellement, au projet d'indépendance ou de rattachement du Donbass à la Russie. Suite à ces accords, les chefs de guerre pro-russes du Donbass et notamment Igor Strelkov sont (re)devenus très critiques vis-à-vis du régime russe. Ainsi, pour Igor Strelkov, l'engagement militaire russe en Syrie est une « opération idiote », détournant l'attention et les forces des « véritables » urgences de la politique extérieure russe, à savoir la protection de son étranger proche et surtout de la population russe en Ukraine [246]. Compte tenu de la popularité de ces chefs de guerre dans l'opinion publique russe, nous pouvons donc supposer que l'instrumentalisation de la problématique des djihadistes russes (notamment la mise en exergue de l'ampleur – réelle ou exagérée – du phénomène des départs) a permis au Kremlin de porter davantage l'attention de l'opinion publique sur la Syrie et moins sur l'Ukraine et de parer aux critiques des chefs de guerre du Donbass.

Les djihadistes sont-ils la cible de l'intervention militaire russe en Syrie ?

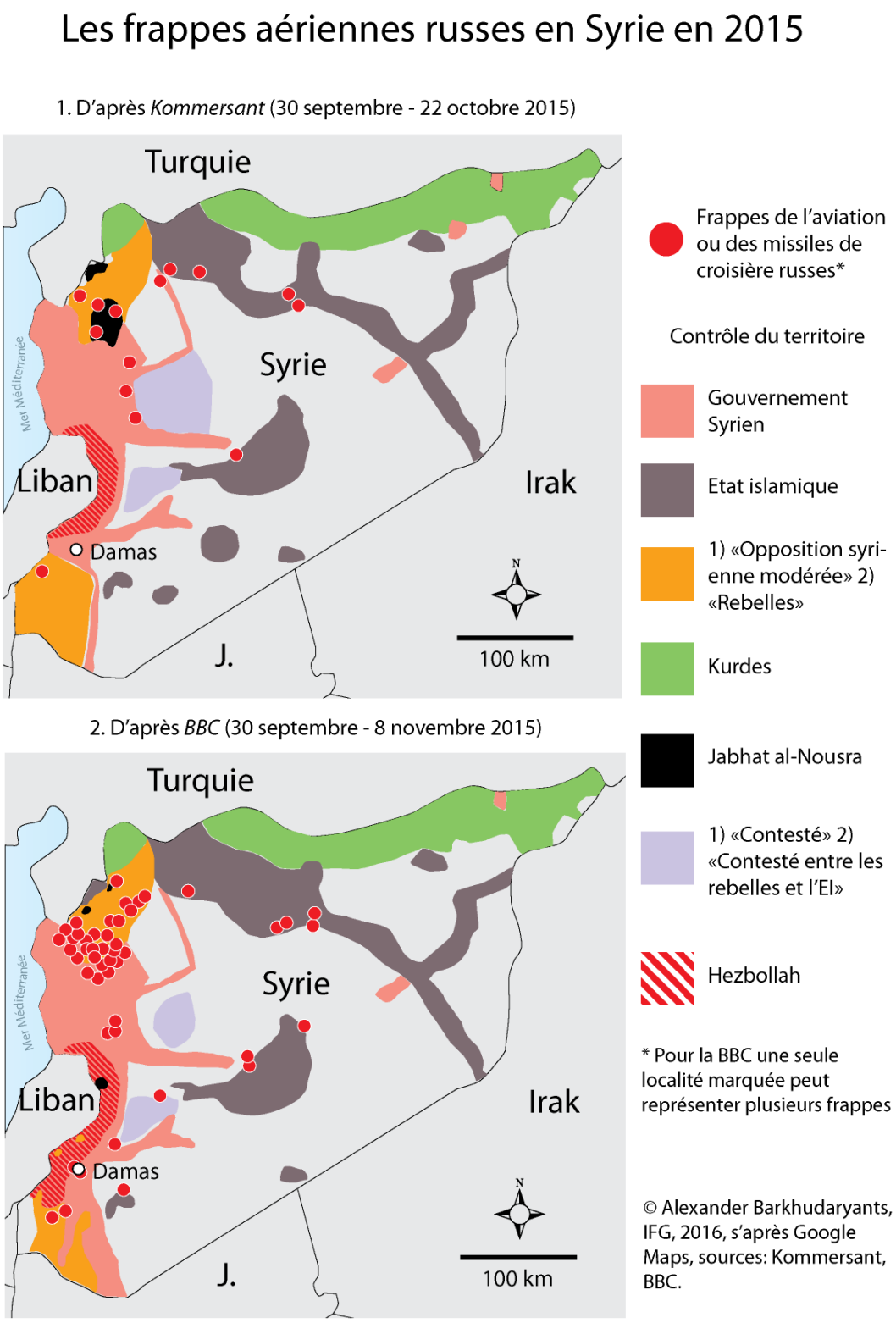
Dans quelle mesure l'effort de guerre russe en Syrie est effectivement dirigé contre les djihadistes russes ou issus de l'espace post-soviétique ? Pour répondre à cette question, il paraît pertinent d'observer dans un premier temps les cibles des frappes aériennes russes.

---

[245] « Putin nazval cel′û Su-24 boevikov rossijskogo proishoždeniâ [Poutine a déclaré que les combattants originaires de Russie étaient la cible du Su-24] ». *Lenta.ru* [En ligne]. 24 novembre 2015. Disponible sur : < http://lenta.ru/news/2015/11/24/russian/ > (consulté le 1 février 2016)

[246] Roy TV. *I. Strelkov. Siriâ: uže za krasnoj čertoj [I. Strelkov. Syrie: déjà au-delà de la ligne rouge]* [En ligne]. 1 octobre 2015. Disponible sur : < https://www.youtube.com/watch?time_continue=780&v=P8KD_2q-myg > (consulté le 15 octobre 2015)

Carte 9. Les frappes aériennes russes en Syrie en 2015



Les données de la *BBC* semblent mieux refléter la réalité du terrain pour plusieurs raisons :

- A en juger par la communication du ministère de la Défense russe[247], le nombre de cibles détruites dans la période du 30 septembre à novembre 2015 serait de plusieurs centaines, alors que le quotidien russe *Kommersant* n'en représente qu'une dizaine ;
- Le service de cartographie interactive Syrialiveuamap[248] recensant tous les événements majeurs de la crise syrienne décrit une intensité et une localisation géographique identiques des bombardements russes ;
- Selon Alexandr Aksenionok, un ambassadeur plénipotentiaire russe, l'armée de l'air n'avait pas pour objectif de détruire l'EI en Syrie[249].

Les frappes russes se concentreraient donc ailleurs que sur l'Etat islamique. La volonté affichée des Russes dans leur communication officielle de lutter contre les djihadistes originaires de Russie (ou les djihadistes tout court) notamment ceux affiliés à l'EI ne semble donc pas refléter la réalité du terrain.

En revanche, si nous focalisons notre analyse sur des groupes djihadistes russophones non-affiliés à l'EI, nous pouvons tirer des conclusions différentes. Faute d'avoir des données précises sur les zones d'activité de ces groupes, nous avons tenté de déterminer leur localisation la plus probable en croisant trois données géographiques :

- Les localités où leur activité a été attestée ;
- Les zones à peuplement turkmène ;
- Les zones montagneuses.

Reste bien sûr à expliquer et commenter le choix de chacun de ces trois facteurs. En premier lieu, les localités dites d'activité attestée sont celles auxquelles se réfèrent les sources djihadistes elles-mêmes. Nous avons donc noté les localités évoquées par des

---

[247] Disponible sur : < http://syria.mil.ru/>

[248] Disponible sur : < http://syria.liveuamap.com/>

[249] Aksenionok A. « PERED ROSSIJSKOJ VOENNOJ GRUPPIROVKOJ NE STAVILOS″ ZADAČI ODERŽAT″ POBEDU NAD DAIŠ V SIRII [L'armée de l'air russe n'avait pas pour objectif de vaincre Daech en Syrie] ». *Valdaj* [En ligne]. 16 mars 2016. Disponible sur : < http://ru.valdaiclub.com/a/highlights/pobeda-nad-daish-v-sirii/ > (consulté le 10 novembre 2016)

groupes tels que *Jounoud al-Cham, Ajnad al-Kavkaz, Jeïch al-Ousra, Emirat Caucase en Syrie* et *Ansar al-Charia*[250]. A cet égard, la province de Lattaquié est omniprésente, mais on trouve également les traces de leur présence près d'Alep et de Hama.

Nous avons également choisi de cartographier les foyers turkmènes, parce que les Turkmènes sont très souvent présents au sein des groupes djihadistes russophones[251]. On ne peut que supposer que cette alliance s'est conclue afin de faciliter l'accès aux trafics transfrontaliers entre la Syrie et la Turquie, les Turkmènes (peuple turcique) étant installé souvent à cheval entre les deux pays.

Enfin, la montagne est un facteur tout à fait particulier. En effet, comme nous l'avons déjà constaté, les groupes étudiés sont très souvent sinon composés du moins dirigés par des Tchétchènes, ayant une très forte expérience de guérilla en zone montagneuse au Caucase Nord. Le choix de celle-ci comme terrain de combats paraît donc tout à fait naturel pour eux. A titre d'exemple remarquons que le groupe *Jounoud al-Cham* est justement connu pour ses succès militaires dans les montagnes de Lattaquié, à tel point que parmi les nombreux sobriquets de son chef, Abou Walid al-Chichani, on retrouve « sopka » (russe : mont, hauteur)[252].

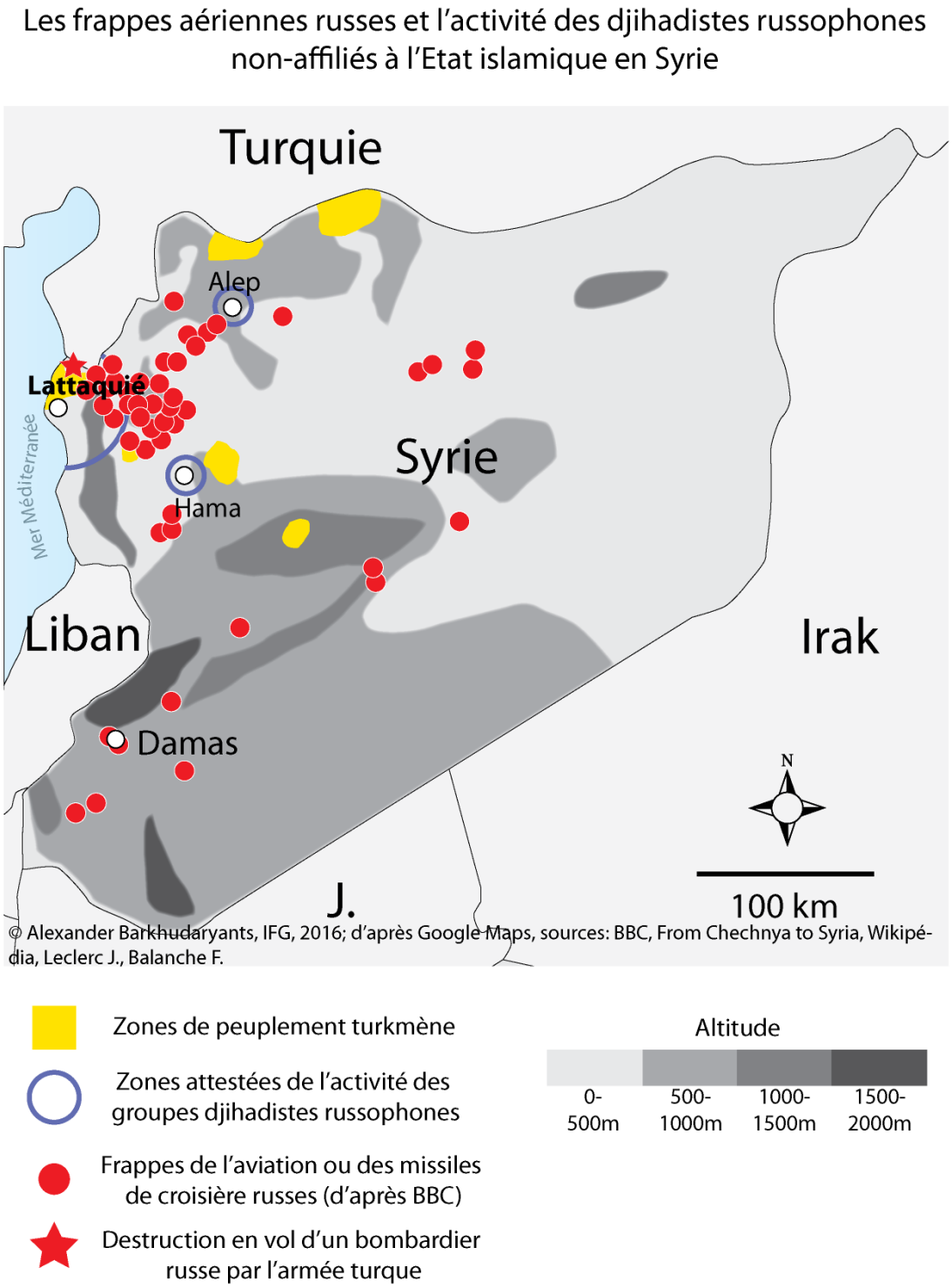
---

[250] *Cf.* le blog de Joanna Paraszczuk *From Chechnya to Syria*, disponible sur : < http://www.chechensinsyria.com/>

[251] *Ibid.*

[252] Paraszczuk J. « Syria: A Brief Guide To Chechen & North Caucasian Factions ». *EA WorldView* [En ligne]. 22 février 2014. Disponible sur : < http://eaworldview.com/2014/02/syria-brief-guide-chechen-north-caucasian-factions-syria/ > (consulté le 9 février 2016)

Carte 10. Les frappes aériennes russes et l'activité des djihadistes russophones non-affiliés à l'Etat islamique en Syrie



D'un point de vue cartographique, on remarque que c'est la province de Lattaquié qui réunit ces trois facteurs. C'est également à cet endroit que nous observons une concentration importante des frappes russes.

De manière moins probante, les trois facteurs sont également réunis aux alentours de Hama et d'Alep. En revanche, la carte montre qu'à la différence d'Alep, Hama n'a pas attiré l'attention des militaires russes, du moins jusqu'au 8 novembre 2015 (date limite de prise en compte des frappes sur cette carte).

Concentrons-nous maintenant sur quelques détails importants concernant la configuration du milieu djihadiste russophone sur le terrain au moment de l'intervention russe qui permettent de compléter et de relativiser cette carte. Force est de constater tout d'abord qu'au moment de l'intervention russe certaines factions djihadistes russophones étaient déjà en grande difficulté. A ce sujet, nous avons mentionné la mort de Saïfullah al-Chichani, un des leadeurs djihadistes les plus éminents, en février 2014 (*Cf.* le paragraphe précédent).

D'autres groupes étaient confrontés à des divisions internes, et à des évolutions prêtant à controverse comme l'accession de personnes non-russophones au statut d'émir. Ainsi, *Jeïch al-Mouhajirin wa al-Ansar,* faisant pendant longtemps figure de référence pour les djihadistes russophones surtout nord-caucasiens, a cessé de l'être, en changeant radicalement de composition, de direction et d'orientation.

En juin 2015, c'est-à-dire bien avant les premières sorties d'avions russes en Syrie, Salahouddin al-Chichani fut remplacé par Abou Ibrahim Khorassani, un Tadjik russophone, au poste d'émir du *Jeïch al-Mouhajirin wa al-Ansar* à la suite d'un schisme à l'intérieur du groupe. A ce moment-là, Salahouddin al-Chichani et ses partisans quittèrent le groupe et fondèrent l'*Emirat Caucase en Syrie,* ce qui démontre encore une fois la loyauté de Salahouddin à l'Emirat Caucase (*Cf.* le paragraphe précédent). Le règne d'Abou Ibrahim Khorassani ne dura pourtant pas longtemps et, en septembre 2015, il fut remplacé à son tour par Cheikh Mouʿtassim Billah al-Madani, un Saoudien qui avait auparavant été le *qadi* (arabe : juge) suprême de *Jeïch al-Mouhajirin wa al-Ansar*. Sous sa direction, le groupe aurait perdu des combattants russophones en plus grand nombre encore et prêta allégeance à *Jabhat al-Nousra*[253].

L'autre précaution à prendre est liée à l'efficacité des frappes russes contre les djihadistes russophones. En effet, en 2015, aucun des grands chefs djihadistes russes

[253] Paraszczuk J. *JMA Has (Another) New Emir, & He's Saudi*. *From Chechnya To Syria* [En ligne]. 4 septembre 2015. Disponible sur : < http://www.chechensinsyria.com/?p=24113 > (consulté le 1 février 2016)

ou russophones ne fut éliminé par l'armée russe. Dans une interview donnée en octobre 2015 à la chaîne Aljazeera, Abou Walid al-Chichani a même estimé que cette intervention ne visait pas l'élimination des combattants russophones[254].

En guise de résumé de cette section, nous pouvons dire que la volonté de lutter contre les groupes djihadistes russophones non-affiliés à l'EI semble être un facteur relativement valable pour expliquer l'intervention militaire russe en Syrie. A ce titre, notre raisonnement cartographique donne de la crédibilité aux propos du Kremlin affirmant que le bombardier russe abattu par l'armée turque à la frontière entre la Syrie et la Turquie était en mission de guerre contre *« des boéviks originaires de Russie »* (*Cf.* Supra). Pourtant, nous devons aussi tenir compte des maigres résulats de la lutte engagée par les Russes contre les djihadistes issus de l'espace post-soviétique en partie car les frappes ne se concentrent pas sur le territoire contrôlé par l'Etat islamique. L'élimination de ces djihadistes ne semble donc pas être l'objectif prioritaire des militaires russes.

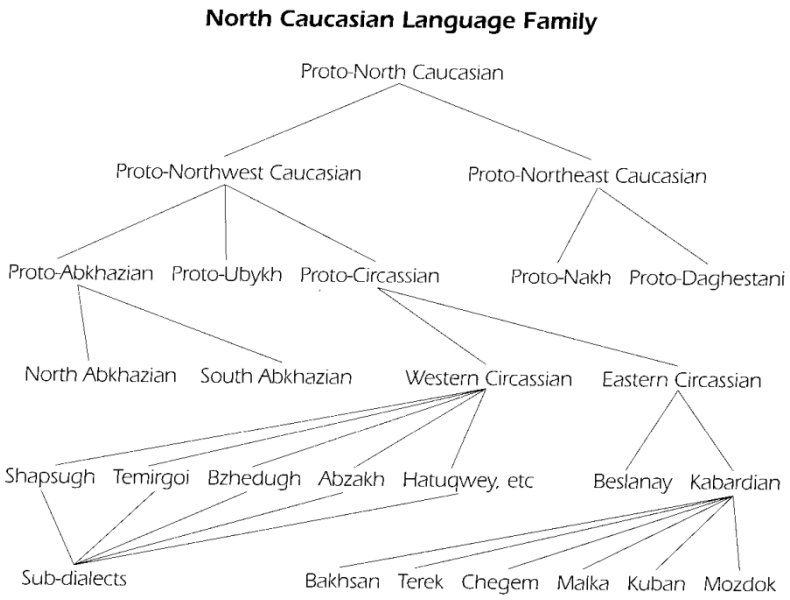
[254] « Ruslar gücünü ve sahayı sınıyor [La puissance russe et son terrain d'essai]». *Al Jazeera Turk* [En ligne]. 22 octobre 2015. Disponible sur : < http://www.aljazeera.com.tr/al-jazeera-ozel/ruslar-gucunu-ve-sahayi-siniyor > (consulté le 31 janvier 2016)

Chapitre 4 : Le Proche-Orient et la cause circassienne. L'impossible retour

Les diasporas circassiennes du Proche Orient[255]

Le terme « Circassiens » regroupe les ethnies locutrices de la langue adygue[256], autochtones du Caucase du Nord occidental. Malgré leurs pluralité et subdivisions, la dénomination « Circassiens » s'est répandue dans la tradition historiographique occidentale et russe en raison d'une langue, d'une histoire et d'une aire de peuplement communs. Toujours est-il qu'il existe une véritable identité circassienne communément partagée par ces populations en Russie et dans les diasporas.

Image 6. La famille linguistique du Caucase du Nord[257]



L'instauration de l'union militaire avec les Kabardas (un peuple adygue) au XVIème siècle contre les khans de Crimée et l'Empire ottoman marque le début des contacts entre la Russie et les Circassiens. A l'époque, Ivan IV le Terrible se maria même avec la fille du chef des Kabardas. Cette alliance permettait surtout aux Russes de

[255] Ce chapitre traite de sujets ne faisant pas l'objet d'un consensus historiographique. Par souci de neutralité et de confort de lecture, nous avons décidé de ne pas mettre entre guillemets certains termes comme : génocide, guerre russo-circassienne, guerre caucasienne etc.

[256] « Adygue » ou « Adiga » est le nom par lequel les Circassiens s'appellent eux-mêmes. Pour la commodité stylistique nous utiliserons le terme « adygue » comme synonyme de circassien dans le cadre du présent article.

[257] Jaimoukha A. *The Circassians. A handbook*. New York : Palgrave, 2001. 384p. p. 246.

sécuriser la route vers Astrakhan nouvellement acquise et située aux franges du royaume russe. Les rapports changent progressivement vers le début du XVIIIème siècle, quand le Caucase devint l'arène de guerres récurrentes entre la Russie et l'Empire ottoman et entre la Russie et l'Iran. Les Russes commencent alors à s'emparer du Caucase au fur et à mesure de leurs victoires sur les Turcs et les Iraniens. Cette conquête s'étale sur plusieurs décennies du fait de la résistance farouche au Daguestan et en Tchétchénie à l'est, et de la part des Circassiens à l'ouest.

Avant la fin de la guerre russo-circassienne (1763-1864), les Circassiens peuplaient une région s'étendant du littoral russe actuel de la mer Noire jusqu'à la Tchétchénie et le Kraï de Stavropol contemporains.

Les considérations géopolitiques ont mené Saint-Pétersbourg à vouloir éradiquer toute résistance autochtone au Caucase du Nord, région devenue stratégique car assurant la liaison terrestre de l'Empire avec ses possessions en Transcaucasie. La fin de la guerre russo-circassienne a ainsi vu la majorité des Circassiens ayant survécu quitter leurs terres d'origine en direction de l'Empire ottoman, suite aux déportations forcées des autorités russes. Entre 1856 et 1865 les Circassiens ont fait partie d'une vague migratoire constituée de 3 millions de montagnards venus du Caucase du Nord. C'est ce phénomène qui a créé la diaspora circassienne, comptant aujourd'hui plus de personnes que la population circassienne de la Russie actuelle (800 000 personnes environ[258]), concentrée dans la République d'Adyguée, la Kabardino-Balkarie, la Karatchaïévo-Tcherkessie et leurs environs.

Produit de la guerre russo-circassienne (1763-1864), la diaspora circassienne du Moyen-Orient est quant à elle essentiellement composée de la communauté de Syrie (80 000 – 100 000 personnes), de Jordanie (100 000 personnes), et de Turquie[259].

[258] Jaimoukha A. *op. cit*. p. 21.

[259] Selon les estimations, le nombre de personnes d'origine circassienne en Turquie varie entre 150 000 et 2 000 000. *Cf.* Souleimanov E. *Syrian Circassians unlikely to repatriate to the Norrth Caucasus*. *CACI Analyst.* 12 décembre 2012. Disponible sur : <old.cacianalyst.org/?q=node/5894> (consulté le 24 décembre 2015). Les Circassiens eux-mêmes évoquent le chiffre de plusieurs millions de personnes, ce qui paraît relativement vraisemblable. En effet, différentes sources estimaient à 1 million de personnes la population circassienne de l'Empire ottoman en 1860 (*Cf.* Tsaroïeva M. *Peuples et religions du Caucase du Nord*. Paris: Karthala, 2011. 389 p.). Toujours est-il que la communauté adygue de la Turquie est sans aucun doute la plus importante au Moyen-Orient.

Image 7. La mosquée Abou-Derwiche, dite « La circassienne » à Amman, construite grâce aux donations de riches Circassiens dans les années 1960[260].

Cette répartition est fortement liée à l'histoire de l'Empire ottoman et, surtout, de ses frontières. Les autorités turques eurent systématiquement recours aux Circassiens pour sécuriser leurs frontières les plus sensibles. Suivant cette logique, ils dirigèrent la grande vague migratoire tout d'abord vers les Balkans, grand théâtre de guerre au XIXème siècle. Lorsque la Porte perdit ses possessions en 1878, elle voulut réimplanter les Circassiens au Proche-Orient, pour protéger le futur chemin de fer du Hedjaz[261].

La guerre civile actuelle en Syrie a amené la communauté circassienne locale à migrer une nouvelle fois, après y avoir déjà été contrainte de nombreuses fois au cours des deux derniers siècles. Dans ce contexte, des demandes ont été faites auprès des autorités russes pour organiser des missions spéciales d'évacuation. Cette volonté de retour sur les terres de leurs ancêtres est un sujet qui oppose traditionnellement la communauté et la diaspora circassiennes au pouvoir russe. Dans ce chapitre, nous étudierons donc les raisons de cette rivalité et les points de discorde des relations russo-circassiennes au cours de la période 2009-2015.

---

[260] Artemov S. « Gorcy v putstyne» [Les montagnards dans le désert]. *Vokrug Sveta*. n°3 (2870). Mars 2013.

[261] Chatty D. *Displacement and Dispossession in the Modern Middle East*. Cambridge: Cambridge university press, 2010. 337 p. p. 105-106.

La géopolitique des batailles historiographiques

Les conséquences de la guerre russo-circassienne ont déterminé la vie et les aspirations du peuple adygue. Deux grands enjeux constituent l'essence même de la cause circassienne : le retour des Adygues à leurs terres d'origine et la reconnaissance des événements de 1763-1864 en tant que génocide contre le peuple circassien.

Malgré l'ancienneté de leur installation dans les pays d'accueil (depuis plusieurs générations), les Circassiens en diaspora envisagent le retour vers leurs terres d'origines comme un objectif permanent. Celui-ci constitue même la raison d'être des organisations communautaires et de leur résistance à l'assimilation.

Cette volonté de retour est loin d'être un projet théorique. Les diasporas circassiennes du monde entier essaient de faire pression en ce sens sur les autorités russes. Ils proposent également leur aide en vue d'obtenir de papiers à chaque Circassien ayant décidé d'y retourner[262].

Quant à la guerre russo-circassienne, elle demeure aujourd'hui encore un sujet hautement polémique et sensible en Russie. Les Circassiens revendiquent en effet la reconnaissance des événements de cette guerre en tant que génocide de leur peuple. Pour établir le bien-fondé cette position, ils adoptent une lecture critique de l'historiographie officielle russe jusque dans ses moindres détails.

Si le parlement géorgien reconnut le génocide des Circassiens en 2011 grâce à l'activisme des organisations circassiennes et à la faveur du contexte de la guerre russo-géorgienne de 2008[263], la Russie rejette cette terminologie, ainsi que le caractère forcé de l'exode circassien vers l'Empire ottoman. Les Russes soutiennent ainsi que d'autres terres dans les plaines ont été proposées aux Circassiens en échange de leurs villages montagnards, dont l'armée du Tsar avait besoin pour mieux contrôler la frontière et les routes vers la Transcaucasie[264]. Les Circassiens répondent

[262] Dzutsati V. « Circassians Establish Fund to Help Repatriation to the North Caucasus ». *Eurasia Daily Monitor* (The Jamestown Foundation) [En ligne]. Vol. 11, n°137. 28 juillet 2014. Disponible sur : < http://www.jamestown.org/single/?tx_ttnews%5Btt_news%5D=42678&no_cache=1 > (consulté le 25 juillet 2016)

[263] Barry E. « Georgia Says Russian Slaughter of Circassians Was Genocide ». *The New York Times* [En ligne]. 20 mai 2011. Disponible sur : < http://www.nytimes.com/2011/05/21/world/europe/21georgia.html > (consulté le 25 juillet 2016)

[264] Rezounkov V. « Dolžna li Rossiâ priznat′ genocid čerkessov Rossijskoj imperiej vo vremâ vojny na Kavkaze? [La Russie doit-elle reconnaître le génocide des Circassiens par l'Empire russe durant la

à cet argument en évoquant un accord secret que les empires ottoman et russe auraient signé pour vider le Caucase Nord de sa population autochtone. Selon les Adygues, ceci a permis à la Russie de se débarrasser des populations indésirables déstabilisant les terres nouvellement acquises. Quant aux Turcs, ils ont pu en revanche renforcer leur armée grâce à un immense afflux de guerriers expérimentés[265].

Le désaccord sur le caractère forcé de l'exode des Circassiens a également déterminé l'application ou pas du programme fédéral russe « les Compatriotes ». Ce programme est en effet destiné à favoriser le rapatriement en Russie des locuteurs russophones et des personnes ayant un lien historique ou culturel avec la Russie. Persuadées de répondre aux critères d'éligibilité, les organisations circassiennes sollicitèrent les autorités russes en octobre 2012 pour rapatrier en Russie les membres de la diaspora syrienne cherchant à fuir la guerre civile (*Cf.* le paragraphe « Les Circassiens et la guerre en Syrie »). Cependant, leur demande reçut une fin de non-recevoir de la part de la Douma et du gouvernement russe, tous deux arguant que la notion de « compatriotes à l'étranger » n'était pas applicable aux Circassiens syriens puisque ceux-ci avaient fait le « choix libre » de quitter la Russie après la Guerre caucasienne. Selon la Douma, les Circassiens ne furent donc jamais sujets de l'Empire russe[266].

Pour les Circassiens une telle position relève d'un manque de cohérence : s'ils ne furent jamais sujets de l'Empire russe, quel était alors le statut des Kabardas qui, selon l'historiographie russe, rejoignirent volontairement la Russie en 1557 ?[267]

---

guerre du Caucase?] » [En ligne]. *Radio Svoboda*. 25 mai 2011. Disponible sur : < http://www.svoboda.org/content/transcript/24183714.html > (consulté le 25 juillet 2016)

[265] Entretien avec David Shawgen, archiviste du Centre de l'héritage circassien, Kfar Kama, Israël, avril 2014.

[266] Chmulevitch A., Melik-Chakhnazaryan L. « Čerkessy i Putin [Les Circassiens et Poutine] ». *Agenstvo političeskih novostej* [En ligne]. 5 février 2013. Disponible sur : < http://www.apn.ru/column/article28389.htm > (consulté le 28 septembre 2014)

[267] Entretien avec David Shawgen, archiviste du Centre de l'héritage circassien à Kfar Kama, Kfar Kama (Israël), le 8 mars 2014.

Image 8. Monument « Avec la Russie pour toujours » à Naltchik (Kabardino-Balkarie), érigé au 400ème anniversaire (1957) de l'établissement de l'alliance entre les Kabardas et la Russie[268].

Cette contestation historiographique s'exprime également à travers un usage controversé des termes et des dates. Les Circassiens rejettent par exemple le terme de « mouhajir » (arabe : émigrant) utilisé par les Russes et les Turcs pour désigner les populations caucasiennes ayant quitté leurs terres pour l'Empire ottoman. L'usage de ce mot suggère en effet le caractère volontaire de la migration, ce qui n'était pas du tout le cas du point de vue circassien.

De même, si les Russes utilisent officiellement le terme de Guerre caucasienne (1817-1864), les Circassiens ne la considèrent que comme une phase de la plus vaste guerre russo-circassienne (1763-1864)[269].

La nouvelle génération du militantisme circassien

Le suivi de l'actualité des diasporas circassiennes ainsi que l'enquête de terrain menée à Kfar Kama nous poussent à la conclusion, qu'à partir des années 2000, une nouvelle génération de militantisme circassien est apparue. Nous qualifions ce militantisme de « nouveau » pour deux raisons essentielles :

- Il est marqué par l'usage des nouvelles technologies informatiques ;
- Il prétend rompre avec le militantisme des organisations circassiennes traditionnelles

[268] Photo de Yulia Vernikovskaya. Disponible sur: <smartnews.ru>

[269] Entretien avec David Shawgen, archiviste du Centre de l'héritage circassien à Kfar Kama, Kfar Kama (Israël), le 8 mars 2014.

A l'échelle proche-orientale, l'émergence de ce nouveau militantisme peut s'expliquer par l'accès aux études supérieures dont les Circassiens bénéficient depuis les années 2000 en Israël et en Jordanie. Ces deux pays sont, de ce point de vue, différents de la Turquie et la Syrie où l'accès à l'éducation pour les Circassiens passe essentiellement par l'installation dans de grandes villes et donc par l'assimilation et l'exode loin des villages d'implantation traditionnelle.

A cet égard, Israël offre un exemple tout à fait singulier. Jusqu'à récemment, les Circassiens avaient dans ce pays deux options socio-professionnelles typiques pour leurs communautés : l'engagement dans l'agriculture ou l'armée. Mais à partir des années 1990, la situation a changé grâce à une grande réforme du système éducatif[270].

L'une des mesures phares de la réforme fut l'allègement de l'examen de *bagrut* (équivalent israélien du baccalauréat), censé permettre aux classes les plus défavorisées d'accéder à ce diplôme[271]. Par conséquent, la croissance du nombre d'élèves éligibles à l'enseignement supérieur créa naturellement une forte demande sur le marché de l'éducation, qui ne tarda pas à rencontrer de plus en plus d'offres. Si avant la réforme il y avait en Israël sept universités et plusieurs collèges, celle-ci engendra la création de plus de soixante institutions de ce type. Enfin, la reconsidération à la baisse des droits d'inscription dans les universités fut un autre élément majeur, faisant grimper le nombre d'étudiants de 70 000 à 300 000[272].

Ce processus eut un fort impact sur la périphérie israélienne, dont Kfar Kama et Rehanya (deux villages d'Israël peuplés exclusivement de Circassiens). Depuis la réforme, le village de Kfar Kama à lui seul compte 160-170 étudiants en moyenne parmi ses habitants, un chiffre considérable pour une population de 3000 personnes[273].

---

[270] Entretien avec David Shawgen, archiviste du Centre de l'héritage circassien à Kfar Kama, Kfar Kama (Israël), le 8 mars 2014.

[271] Ayalon H., Shavit Y. « Educational Reforms and Inequalities in Israel: the MMI Hypothesis Revisited ». *Sociology of Education*. Vol. 77, n°2. Avril 2004. pp. 103-120.

[272] « The Higher Education Reform Plan ». In: *The I-CORE Program* [En ligne]. Disponible sur: http://www.i-core.org.il/The-Higher-Education-Reform-Plan (consulté le 25 septembre 2014)

[273] Entretien avec David Shawgen, archiviste du Centre de l'héritage circassien à Kfar Kama, Kfar Kama (Israël), le 8 mars 2014.

Un parallèle peut être fait entre le contexte éducatif des Circassiens en Israël et en Jordanie. La communauté circassienne du Royaume hachémite est historiquement concentrée à Amman et dans ses banlieues (la fondation même d'Amman au début du XXème siècle est attribuée aux Circassiens). Les Circassiens de Jordanie ont de plus en plus tendance à faire de hautes études et à ne plus se limiter à l'armée ou à la police. Ceci s'explique en grande partie par la concurrence croissante sur le marché de travail jordanien, surtout dans le secteur public, liée à l'afflux des réfugiés de l'Irak et de la Syrie[274].

L'usage des nouvelles technologies informatiques et notamment d'Internet, est une autre composante de ce nouveau militantisme. L'accès immédiat au réseau global d'information permet aux Circassiens de chercher par eux-mêmes toute information sur le peuple adygue, y compris en ayant accès à des points de vue qui ne reflètent pas leur cause.

Dans le contexte d'une implantation de la diaspora dans deux pays ennemis, Israël et la Syrie, les nouveaux moyens de communication (réseau sociaux, messageries instantanées, appels vidéo) se sont imposés comme seule possibilité de maintenir des liens forts entre les Adygues à travers la frontière fermée. La possibilité de discuter sans difficulté de vive voix avec un membre de n'importe quelle diaspora circassienne dans le monde est d'une portée considérable, car elle permet de pratiquer la langue des ancêtres – l'un des sujets les plus sensibles pour un peuple qui craint en permanence l'assimilation et donc la dilution de son identité[275].

Les Circassiens apprécient également le livre électronique et tout particulièrement les services de traduction instantanée en ligne permettant de comprendre des textes en russe, turc ou éventuellement une autre langue. Les vieux enjeux de la cause circassienne se sont également traduits par un fort activisme sur l'encyclopédie participative Wikipédia. La rédaction et la correction des articles concernant les événements des guerres au Caucase sont devenues une véritable tribune pour les Circassiens[276].

Concrètement, le nouveau militantisme démontra sa capacité à mobiliser les Circassiens du monde entier le 4 juillet 2007, grâce à un événement déclencheur par

[274] *Ibid.*

[275] *Ibid.*

[276] *Ibid.*

excellence. Ce jour-là en effet le président du Comité international olympique (CIO) annonça que Sotchi serait la ville hôte des XXIIèmes Jeux Olympiques d'hiver de 2014. Cette annonce ne pouvait pas laisser les Circassiens indifférents : en effet avant l'arrivée des Russes en Circassie, Sotchi avait été le chef-lieu des Oubikh – un peuple apparenté aux Circassiens. Le souvenir est d'autant plus douloureux qu'à la suite de la guerre russo-circassienne les Oubikh ont complètement disparu. Par ailleurs, l'exemple de la langue oubikh est systématiquement évoqué en diaspora dès lors qu'il s'agit des efforts pour préserver et transmettre la langue circassienne aux futures générations[277]. Enfin, la date des JO était elle-même très symbolique : le printemps 2014 marquait le 150ème anniversaire de la proclamation de la victoire de la Russie sur les Circassiens, à Krasnaâ polâna, c'est-à-dire exactement sur le lieu des futurs Jeux.

Image 9. Image trouvée sur un site circassien

A partir de 2007 les Circassiens menèrent une campagne militante afin que la Russie les présente comme population autochtone de Sotchi lors de la cérémonie d'ouverture des Jeux Olympiques. Les organisations circassiennes appelaient également la communauté internationale au boycott de ces Jeux[278].

Durant l'année 2008 le militantisme des Circassiens, très concernés par la guerre en Géorgie, fut également intense. La proclamation par la Russie de l'indépendance de

[277] *Ibid.*

[278] Martin F. « Opinion: The Olympics' forgotten people - CNN.com ». *CNN* [En ligne]. 23 janvier 2014. Disponible sur : < http://www.cnn.com/2014/01/23/opinion/martin-olympics-circassians/index.html > (consulté le 26 juillet 2016)

l'Abkhazie mobilisa fortement leur solidarité, les Abkhazes étant un peuple proche des Circassiens. La diaspora adygue en Turquie mena une véritable campagne de lobbying vis-à-vis du gouvernement turc pour que ce dernier instaure des lignes de transport directes avec l'Abkhazie[279]. Cette mobilisation est très remarquable du point de vue historique : malgré plus de deux siècles de confrontation adygo-russe, les Circassiens ont donc soutenu la politique extérieure de Moscou.

La publication au printemps 2013 de *The Circassian Genocide* par Walter Richmond constitua un autre évènement marquant. La nouveauté de l'ouvrage consistait en ce que ce chercheur, spécialiste des études russes à l'Occidental College (Etats-Unis), se basait sur les archives de Tbilissi, auparavant méconnues. Le livre reconnaît le génocide circassien et se focalise sur la critique du discours historiographique officiel russe. Le contexte de la parution du livre, en pleine contestation des JO de Sotchi par les Circassiens, a sans doute contribué à son succès[280].

D'une manière très intéressante ce nouveau militantisme a eu des conséquences sur la vieille hiérarchie communautaire. Le peuple circassien est en effet très organisé – on trouve dans ses communautés, quel que soit le pays de résidence, un organe de gouvernement appelé « Adyghe Khase » (« le Parlement du peuple Adyghe »). Kfar Kama, petit village d'Israël peuplé exclusivement de Circassiens, offre un remarquable exemple de superposition de l'organisation institutionnelle étatique locale et du principe de « Khase ». Pour les habitants de Kfar Kama, les élections du maire et des organes locaux israéliens ont une valeur équivalente au vote au sein de « Khase », puisque dans les deux cas il s'agit d'une affaire interne à la communauté, le village étant peuplé exclusivement de Circassiens. Ceci explique pourquoi le taux de participation lors les élections locales à Kfar Kama est de 90 %, tandis que celui des élections nationales atteint 10% seulement[281].

Pour atteindre Kfar Kama, un village circassien de Galilée, il faut d'abord aller à Afula, un grand nœud logistique du Nord d'Israël, afin de faire une correspondance.

---

[279] Gafarli O. « The role of North Caucasus diaspora groups in Turkey-Russia relations ». *Turkish Policy Quarterly*. Printemps 2014. pp. 171-182. Disponible sur : < http://turkishpolicy.com/Files/ArticlePDF/the-north-caucasus-diaspora-in-turkey%E2%80%93russia-relations-spring-2014-en.pdf>

[280] Entretien avec David Shawgen, archiviste du Centre de l'héritage circassien à Kfar Kama, Kfar Kama (Israël), le 8 mars 2014.

[281] *Ibid*.

Sur le tronçon Afula-Kfar Kama la présence circassienne est déjà bien observable. En effet, en regardant dans la vitre du bus on a l'impression de croiser la même personne chaque 20 minutes du trajet, tant les Circassiens peuvent paraître se ressembler l'un l'autre pour un voyageur étranger. On remarque aussi que la police israélienne présente sur place est très investie par la communauté, traditionnellement attachée au service militaire.

Arrivé au point de destination, on a l'impression de se trouver dans un autre pays : les inscriptions en cyrillique sont omniprésentes et le physique des habitants contraste nettement par rapport au reste de la population israélienne.

Le modèle de « Khase », avec ses sages incarnant l'autorité traditionnelle de la communauté, devient pourtant de plus en plus un facteur de crispations pour de nombreux Circassiens. Cette perte de légitimité s'est récemment aggravée dans le contexte du militantisme anti Jeux Olympiques de Sotchi. Les chefs traditionnels sont en effet perçus au sein de la communauté et, surtout de la part des jeunes générations, comme trop complices de la politique du Kremlin. En effet, Internet assure une visibilité sans précédent des démarches des acteurs adygues qu'il s'agisse de sources générales (sites d'actualité, Wikipédia, Youtube etc) ou des sites circassiens. Les moindres déplacements et les activités des chefs des « Khase » deviennent immédiatement l'objet de discussions. C'est ainsi qu'en 2013 une grogne s'éleva au sein de la diaspora, quand une délégation de 50 personnes représentant des « Khase » de Syrie, Turquie, Allemagne, Etats-Unis et Emirats arabes unis visitèrent les sites des futurs Jeux Olympiques de Sotchi et les approuvèrent. Cet événement fut en effet présenté par la Russie comme une légitimation des JO de la part des Circassiens de la diaspora[282].

Toujours au sujet de la perte de légitimité des autorités traditionnelles, les intérêts financiers que beaucoup de chefs d'organisations circassiennes de diaspora auraient avec la Russie n'en sont pas moins compromettants. A titre d'exemple, Jihan Jandemir, l'ancien président de la « Fédération des Khase caucasiens de la Turquie »

[282] Orazaeva L. « Delegaciâ adygov zarubež'â odobrila podgotovku Olimpiady v Soči [Une délégataion d'Adygues de l'étranger a approuvé les préparatifs des Jeux Olympiques à Sotchi] ». *Kavkazskij uzel* [En ligne]. 17 octobre 2013. Disponible sur : < http://www.kavkaz-uzel.eu/articles/231844/ > (consulté le 26 juillet 2016)

(KAFFED) fut l'objet de vives critiques à cause des liens d'affaires de son entreprise de BTP avec Moscou[283].

Enfin, la plus grande des organisations circassiennes - l'Association circassienne internationale (ACI) est aussi devenue la cible de critiques récurrentes. Créée en 1991 pour représenter toutes les républiques russes peuplées de Circassiens et toutes les diasporas, elle s'est donné pour ambition de promouvoir l'agenda circassien au plus haut niveau international. Cependant, à partir du début des années 2000 l'organisation adopte des positions de plus en plus modérées et accommodantes pour Moscou. Cette posture a déterminé l'hostilité de nombreux Circassiens qui voient l'ACI comme une organisation instrumentalisée par le Kremlin en vue de mieux gérer ses rapports avec les diasporas circassiennes et maintenir leurs revendications communautaires dans des limites jugées acceptables par la Russie[284].

Nous voudrions terminer ce paragraphe par une citation de David Shawgen, archiviste du Centre de l'héritage circassien à Kfar Kama. Parlant des « Khase » et des chefs circassiens traditionnels, il nous déclara :

> *« Ils sont bons pour organiser les danses folkloriques, les mariages, pour faire les chaussons au fromage. Que leur domaine d'action s'arrête donc là ».*

Les Circassiens et la guerre en Syrie

Dès le début de la crise en Syrie en 2011, la communauté circassienne de ce pays déclara sa neutralité[285]. Elle n'a pourtant pas été épargnée par les violences, tant du côté des rebelles (en raison de son engagement traditionnel dans l'appareil militaire et sécuritaire), que de celui du régime.

L'épisode le plus dramatique eut lieu en novembre 2012 quand deux villages circassiens du plateau du Golan furent bombardés lors d'affrontements entre l'armée

---

[283] Entretien avec David Shawgen, archiviste du Centre de l'héritage circassien à Kfar Kama, Kfar Kama (Israël), le 8 mars 2014.

[284] Tougaev M. « Čerkesskie aktivisty zaâvili ob utrate pozicij MČA v mire [Les militants circassiens se sont exprimés sur la perte de soutien de l'ACI dans le monde] ». *Kavkazskij Uzel* [En ligne]. 26 mai 2016. Disponible sur : < http://www.kavkaz-uzel.eu/articles/283154/ > (consulté le 25 juillet 2016)

[285] Nefliacheva N. « Sirijskie čerkessy i problema repatriacii [Les Circassiens syriens et le problème de rapatriement] ». *Carnegie Moscow Center* [En ligne]. 13 septembre 2012. Disponible sur : < http://carnegie.ru/publications/?fa=49368 > (consulté le 26 juillet 2016)

loyaliste et les rebelles. Comptant respectivement 400 et 500 habitants et considérés comme des lieux parmi les plus sûrs de Syrie, les villages d'Ajam et Bariqa avaient avant cet événement connu l'afflux de Circassiens provenant du pays tout entier. Ces villages furent ensuite pris en tenailles par les forces pro-régime, d'un côté, et les rebelles, de l'autre. Maintes tentatives d'évacuation des civils échouèrent, essentiellement à cause de changements d'avis de dernière minute de la part des troupes pro-régime. La population des deux villages réussit finalement à fuir la zone de combat la nuit du 10 novembre[286].

Les affrontements en Syrie ont causé des flux considérables de Circassiens fuyant la guerre et s'installant, avec l'aide d'autres membres de la diaspora, en Jordanie et en Turquie. Vers la fin du mois de juin 2013, la Jordanie à elle seule accueillait quelque 5 000 réfugiés circassiens. Les ressources de la diaspora ne sont pourtant pas suffisantes pour évacuer et ensuite prendre en charge tous ceux qui en avaient besoin. Le 29 juin 2013, lors d'une conférence de presse, le dirigeant de la communauté circassienne de Syrie annonça qu'environ 2 000 de ses membres souhaitaient quitter le pays mais n'en avaient pas les moyens[287].

Dans ce contexte, la traditionnelle question du retour au Caucase du Nord se posa à nouveau avec beaucoup d'acuité. Les nombreuses pétitions, adressées par les organisations de diaspora aux différentes autorités russes, n'eurent pas d'effet. En mars 2012, une délégation du Conseil de fédération russe visita la Syrie afin d'étudier la situation des Circassiens. Ladite délégation constata que 200 familles étaient alors prêtes à s'installer en en Russie[288].

Pourtant, les Circassiens, fuyant la guerre civile en Syrie, ne bénéficièrent d'aucun statut particulier et furent considérés comme de simples migrants, et aucune mission

---

[286] Dzutsev V. « Circassians Become Targets in Syria ; Activists Seek International Help ». *Eurasia Daily Monitor* (The Jamestown foundation) [En ligne]. Volume 9, Issue 207. 12 novembre 2012. Disponible sur: < http://www.refworld.org/docid/50a4d5402.html> (consulté le 28 juillet 2016)

[287] Dzutsati V. « Circassian Activist Says Protests Are Instrumental in Resolving Circassian Issues ». *North Caucasus Analysis* (The Jamestown foundation) [En ligne]. Volume 10, Issue 126. 10 juillet 2013. Disponible sur : < http://www.jamestown.org/programs/nc/single/?tx_ttnews%5Btt_news%5D=41106&tx_ttnews%5BbackPid%5D=687&no_cache=1> (consulté le 28 juillet 2016)

[288] Nefliacheva N. *op. cit.*

spéciale d'évacuation ne fut mise en place. De ce fait, leur arrivée sur le territoire russe demeura assujettie aux quotas généraux d'immigration[289].

A titre d'exemple, en décembre 2012, une dizaine d'organisations circassiennes rédigèrent une lettre commune au président russe, demandant d'organiser une évacuation des Circassiennes de Syrie. La réponse à cette lettre fut la suivante :

> *« […] Actuellement [les Circassiens] ne font pas l'objet de persécutions ou de répressions organisées ni de la part du gouvernement de la République arabe syrienne, ni de la part de l'opposition armée ».*

Selon le même document, la Russie octroyait bel et bien de l'aide aux Circassiens syriens, mais dans le cadre de la législation en vigueur, en respectant les quotas d'immigration[290]. C'est aussi dans ce contexte que la Douma russe statua, qu'à l'issue de la Guerre caucasienne, les Circassiens firent le « choix libre » de quitter la Russie et ne furent donc jamais sujets de l'Empire russe[291]. Les Circassiens ne purent donc pas invoquer l'argument de leur lien historique ou culturel avec la Russie afin de prétendre à un traitement spécial de la part de Moscou.

Il est intéressant de noter que la position des responsables russes face à la situation des Circassiens n'évolua pas durant la crise en Syrie. Ainsi, en 2015 le centre de lutte contre l'extrémisme du ministère de l'Intérieur considéra l'accueil des Circassiens syriens comme une menace. La position de Konstantine Romodanovski, chef du Service fédéral d'immigration, consista quant à elle à dire que les Syriens, et parmi eux les Circassiens de Syrie, ne voulaient pas venir en Russie, préférant l'Europe. Il déclara notamment :

---

[289] *Ibid.*

[290] « Predstaviteli čerkesskih organizacij nazvali "nekorrektnym" i "neožidannym" otvet MID RF na pros′bu uskorit′ èvakuaciû sootečestvennikov iz Sirii [Les représentants des organisations circassiennes ont qualifié « d'impertinente » et de « surprenante » la réponse du MAE de Russie à la demande d'accélérer l'évacuation des compatriotes de la Syrie] ». *Kavkazskij Uzel* [En ligne]. 2 février 2013. Disponible sur : < http://www.kavkaz-uzel.eu/articles/219562/ > (consulté le 26 juillet 2016)

[291] Chmulevitch A., Melik-Chakhnazaryan L. « Čerkessy i Putin [Les Circassiens et Poutine] ». *Agenstvo političeskih novostej* [En ligne]. 5 février 2013. Disponible sur : < http://www.apn.ru/column/article28389.htm > (consulté le 28 septembre 2014)

> *« <…> pour les ressortissants syriens les pays d'Europe sont plus avantageux que la Russie pour des raisons historiques, du fait de la grande capacité d'intégration et l'importance des diasporas qui y sont installées »*[292].

En août 2015, le Conseil du Président de Russie en charge des droits de l'homme prépara une lettre adressée au président russe dans laquelle il demandait l'autorisation d'accueillir les réfugiés syriens d'origine circassienne en Russie[293]. Dans le contexte de cette demande, Vladimir Poutine réunit le Conseil de sécurité (l'un des principaux organes décisionnels en Russie) qui discuta des *« mesures en vue de minimiser pour la Russie les conséquences négatives de la situation migratoire vers les pays européens»*[294].

Le contenu de de cette discussion s'éclaircit lorsque, quelques jours plus tard, le 10 septembre 2015, le porte-parole du Président russe déclara que les réfugiés venant de Syrie pouvaient emprunter les routes russes en guise de voie transit, mais que la question de leur accueil par la Russie n'était pas d'actualité. Il précisa notamment :

> *« <..> En ce qui concerne les dépenses et autres frais liés à ces phénomènes [migratoires], il serait raisonnable d'attendre qu'ils soient pris en charge par les pays qui contribuèrent à un moment donné à ce qui déboucha sur une telle situation dans certains pays de la région [du Moyen-Orient] »*[295].

Tels furent donc les arguments des responsables russes motivant leur refus d'organiser une mission d'évacuation des Circassiens durant le conflit syrien.

---

[292] Ivouchkina A. « SPČ prosit dat′ zelenyj svet na priem sirijsih bežencev [Le Conseil du Président de Russie en charge du développement de la société civile et des droits de l'homme demande le feu vert pour l'accueil des réfugiés syriens] ». *Izvestiâ* [En ligne]. 10 septembre 2015. Disponible sur : < http://izvestia.ru/news/591174 > (consulté le 26 juillet 2016)

[293] « Peskov nazval neaktual′nym vopros o razmeŝenii bežencev iz Sirii v Rossii [Peskov a considéré la question de l'installation des réfugiés de Syrie en Russie comme n'étant pas d'actualité] ». *RBK* [En ligne]. 10 septembre 2015. Disponible sur : < http://www.rbc.ru/rbcfreenews/55f159239a7947c5706c6e46 > (consulté le 26 juillet 2016)

[294] « Putin obsudil s členami Sovbeza migracionnyj krizis [Poutine a discuté de la crise migratoire avec les membres du Conseil de sécurité] ». *RBK* [En ligne]. 7 septembre 2015. Disponible sur : < http://www.rbc.ru/rbcfreenews/55edaa239a794733f82996f6 > (consulté le 26 juillet 2016)

[295] « Peskov nazval neaktual′nym vopros o razmeŝenii bežencev iz Sirii v Rossii [Peskov a considéré la question de l'installation des réfugiés de Syrie en Russie comme non actuelle] ». *RBK* [En ligne]. 10 septembre 2015. Disponible sur : < http://www.rbc.ru/rbcfreenews/55f159239a7947c5706c6e46 > (consulté le 26 juillet 2016)

Le facteur circassien et la géopolitique du Caucase Nord

Pour expliquer le refus des responsables russes d'accueillir les Circassiens du Proche-Orient et notamment de Syrie, nous avons jusqu'alors mis en avant le militantisme des communautés circassiennes, notamment celui visant à boycotter les Jeux Olympiques de Sotchi et à reconnaître le génocide circassien.

Il existe pourtant un autre facteur explicatif que l'on ne peut pas ignorer dans l'analyse de la question circassienne, à savoir celui de la géopolitique du Caucase du Nord. En effet, on observe actuellement au Caucase Nord une situation qui ressemble fort à la logique de gestion des ethnies qui prévalait à l'époque soviétique.

L'un des volets de la politique ethnique soviétique consistait à unir, au sein d'une même unité territoriale (district, république, région autonome) des communautés différentes du point de vue ethnique ou culturel afin qu'aucune d'entre elles ne jouisse d'un pouvoir trop grand et pour que lors d'un éventuel conflit, un appel soit inévitablement adressé à Moscou pour qu'il joue le rôle d'arbitre. De plus, le pouvoir et les postes clés au sein de l'unité territoriale étaient attribués exclusivement à ce qui était appelé la « nation titulaire » - l'une des ethnies en présence, souvent malgré sa faible représentation démographique[296].

Les territoires que les Circassiens considèrent être leurs terres d'origine firent l'objet de nombreux découpages administratifs depuis la conquête russe. Actuellement, les différentes composantes de l'ethnie circassienne sont concentrées dans trois républiques fédérées russes : l'Adyguée, la Karatchaïévo-Tcherkessie et la Kabardino-Balkarie. Pourtant, du point de vue démographique les Circassiens ne sont majoritaires qu'en Kabardino-Balkarie.

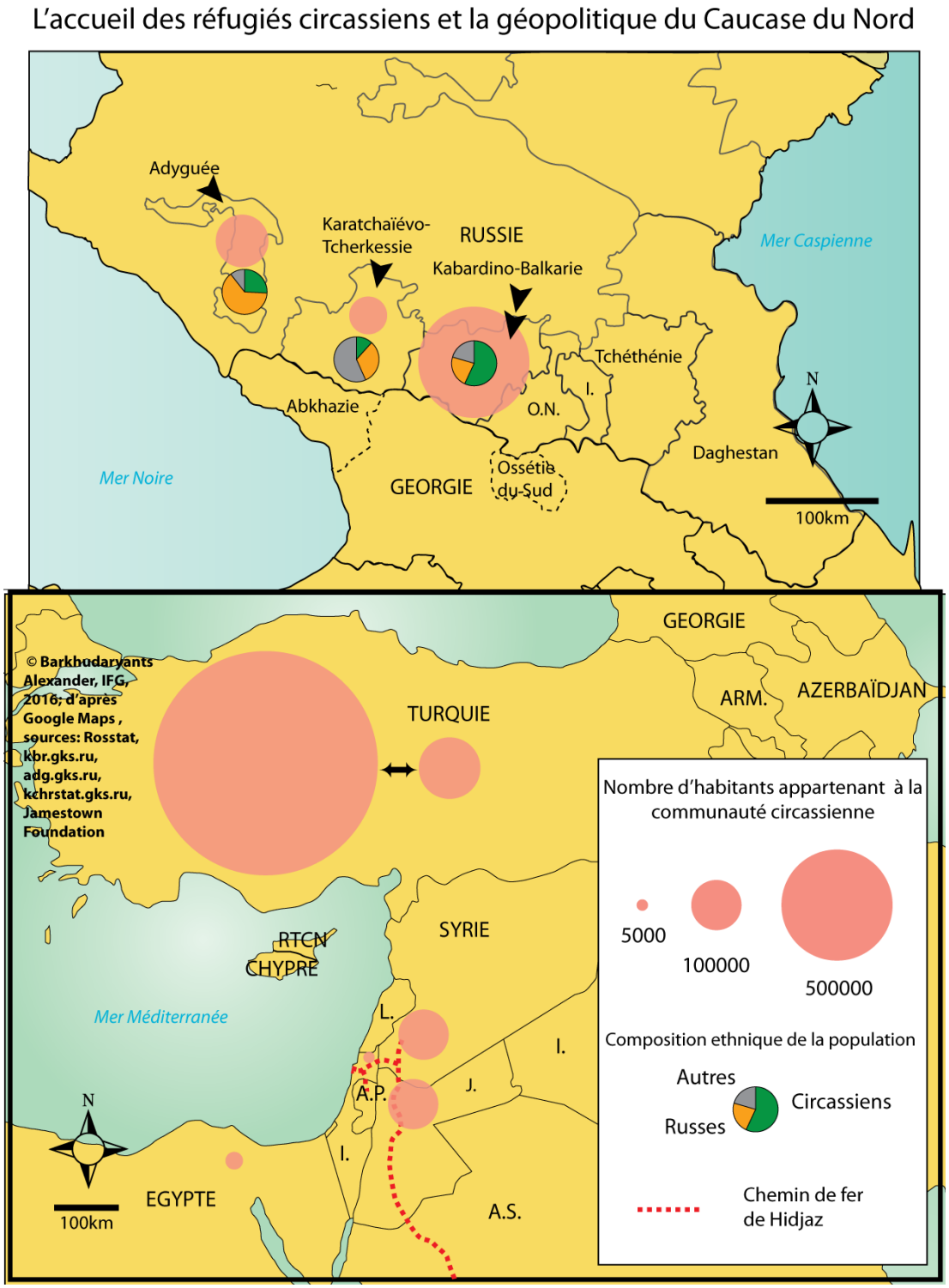
Or, c'est justement contre cette pratique administrative et géographique, mettant la population adygue en situation de minorité, que s'inscrit le militantisme circassien. En témoigne la demande faite par les Circassiens de restaurer le District National Chapsougue – une entité autonome de peuplement adygue qui existait de 1924 à 1945 et qui fait aujourd'hui partie du Kraï de Krasnodar. Le militantisme circassien empêcha également la réforme fédérale russe des années 2000 qui visait à fusionner plusieurs régions de peuplement non-russe avec celles peuplées majoritairement de

[296] *Cf.* à ce sujet : Follebouckt X. *Les conflits gelés de l'espace postsoviétique : genèse et enjeux*. Louvain : Presses universitaires de Louvain, 2013. 276 p.

Russes. La mobilisation des Circassiens empêcha alors l'intégration de l'Adyguée dans le Kraï de Krasnodar[297].

[297] Fatullaev M. « Na Kavkaze reformy ne žaluût. Ideâ sozdaniâ ob″edinennogo sub″ekta Federacii na ûge Rossii poka ne našla posledovatelej» [Les réformes ne sont pas les bienvenues au Caucase. Pour l'instant, l'idée de création d'un district fédéral uni au sud de la Russie n'a pas trouvé de partisans]. *Novaâ gazeta* [En ligne]. 15 mars 2005. URL : http://www.ingushetia.ru/m-news/archives/002976.shtml (consulté le 5 juillet 2015)

Carte 11. L'accueil des réfugiés circassiens et la géopolitique du Caucase du Nord



A n'en pas douter, l'arrivée de réfugiés syriens circassiens en Russie constituerait un facteur de déstabilisation au Caucase nord pour le gouvernement russe. En effet celle-ci, dont les flux pourraient s'avérer importants, serait suceptible de remettre en cause, dans chacune des trois républiques mentionnées, à la fois l'équilibre

démographique (savamment entretenu par Moscou) et le rapport de force local entre communautés. Selon nous, le gouvernement central russe recourt habilement à l'Association circassienne internationale (ACI, la plus grande association circassienne au niveau mondial) afin qu'il joue le rôle de contre-pouvoir à l'égard des élites présentes dans les républiques peuplées de Circassiens (notamment quand ceux-ci y sont minoritaires). Moscou s'efforce ainsi de maintenir faibles les gouvernements de ces républiques pour augmenter la dépendance de la périphérie à l'égard du centre. Nous pouvons donner une illustration de cette hypothèse par la situation en Karatchaïévo-Tcherkessie où les ONG défendant la cause circassienne sont souvent soutenues par de puissantes familles locales et jouissent d'un fort soutien au sein de l'opinion publique, ce qui permet de les envisager comme une véritable force d'opposition face à l'élite karatchaï (un peuple turcique) au pouvoir[298].

Des ONG similaires existent également en Kabardino-Balkarie (où les Circassiens sont majoritaires). Le poids des organisations circassiennes est si important que, contrairement à la ligne prescrite depuis Moscou, le précédent Président de la Kabardino-Balkarie (Arsen Kanokov, 2005-2013) se serait impliqué dans le financement indirect du rapatriement des Circassiens syriens victimes de la guerre civile pour renforcer la légitimité de son pouvoir[299]. Lors de notre enquête de terrain à Kfar Kama nous avons pu observer les signes de cet investissement de Kanokov dans la cause circassienne.

---

[298] Barkhudaryants A. « JO et Circassiens de Syrie: quels rapports? ». *Diploweb* [En ligne]. 11 février 2014. Disponible sur : < http://www.diploweb.com/JO-et-Circassiens-de-Syrie-quels.html > (consulté le 28 juillet 2016)

[299] Dzutsati V. « Opponents Pressure Head of Kabardino-Balkaria ». *Eurasia Daily Monitor* (The Jamestown foundation) [En ligne]. Volume 10, Issue 121. 26 juin 2013. Disponible sur: < http://www.jamestown.org/programs/nc/single/?tx_ttnews%5Btt_news%5D=41072&tx_ttnews%5BbackPid%5D=687&no_cache=1> (consulté le 29 juillet 2016)

Image 10. Plaquette mentionnant la contribution d'Arsen Kanokov au Centre de l'héritage circassien à Kfar Kama, Israël (Photo de l'enquête de terrain).

La réponse du centre fédéral fut immédiate : pour certains, le Kremlin serait en effet responsable du meurtre du bras droit du Président Arsen Kanokov[300].

Ainsi, la possible instrumentalisation de l'ACI ou d'autres ONG circassiennes répondrait à l'objectif d'un meilleur contrôle de la périphérie russe par le centre.

La situation au Caucase Nord comme facteur de la politique proche-orientale russe

Incontestablement, la situation au Caucase Nord demeure un des facteurs de premier ordre dans la politique extérieure de la Russie.

En ce qui concerne les djihadistes issus de l'espace postsoviétique et présents en Syrie, nous avons souligné dans un premier temps que c'est la conjoncture sécuritaire défavorable au Caucase (la répression conjointe des services russes, géorgiens et azéris) qui les amena à quitter leurs bases habituelles. Cette conjoncture est en effet en grande partie le résultat des préparatifs des Jeux Olympiques de Sotchi, de l'Eurovision 2012 à Bakou et d'une période pré-électorale en Géorgie.

[300] *Ibid*.

Par ailleurs, nous avons mis en doute les explications selon lesquelles les autorités russes profitèrent des départs des combattants nord-caucasiens voire même les favorisèrent. Quand bien même cette pratique aurait eu lieu, ses résultats sont complètement contreproductifs.

Il ne fait pas de doute que la présence d'un important foyer de djihadistes russophones en Syrie a constitué l'un des facteurs de l'intervention militaire russe. A cet égard, une distinction doit être opérée entre l'Etat islamique et d'autres groupes qui ne lui sont pas affiliés. Néanmoins, pour être tout à fait précis, il faut insister sur le fait que ce sont plutôt ces derniers davantage que l'EI qui ont constitué la cible militaire des frappes russes.

On peut également affirmer que les Jeux Olympiques de Sotchi et la crise syrienne ont remis la cause circassienne, oubliée depuis l'époque de la guerre de Crimée, sur le devant de la scène internationale ou à tout le moins régionale. La fin de non-recevoir que le Kremlin oppose aux revendications des Circassiens demande de plus en plus d'investissement et d'efforts du côté russe, le militantisme circassien ayant muté et remis en cause les traditionnelles élites adygues avec lesquelles Moscou trouvait, semble-t-il, une langue commune. La nouvelle génération impose peu à peu de nouvelles pratiques à tous les niveaux. Ainsi, l'incontournable tir en l'air à l'arme à feu, auquel un jeune Adygue devait s'adonner après avoir réussi à « voler » sa fiancée et à l'arracher à la maison paternelle (étape traditionnelle de la cérémonie du mariage), est désormais remplacé par la publication d'un message dans les réseaux sociaux[301].

Au-delà des joutes historiographiques, ce nouveau militantisme, plus intransigeant, pourrait brouiller la donne géopolitique au Caucase Nord dans l'hypothèse d'une arrivée massive des Circassiens du Proche et Moyen-Orient. Nous pensons en effet que cette crainte a probablement déterminé le refus plus général de la Russie d'accueillir les réfugiés de la région, qu'ils soient circassiens ou non.

[301] Entretien avec David Shawgen, archiviste du Centre de l'héritage circassien à Kfar Kama, Kfar Kama (Israël), le 8 mars 2014.

Partie III : La guerre des narratifs et la recherche du soft power

Introduction

Joseph Nye, créateur de la notion de soft power, la définit comme *« la capacité d'obtenir ce que l'on veut par l'attractivité plutôt que par la coercition ou le paiement »*. Selon lui, le soft power provient *« de l'attractivité de la culture, des idéaux politiques et de la politique d'un pays. Quand notre politique est vue comme légitime par les autres, notre soft power en est renforcé »*[302].

Cette partie s'interroge sur les leviers de l'influence russe au Proche-Orient correspondant à ce registre. En ce sens il est très intéressant de constater que la *Conception de la politique extérieure de la Fédération de Russie* (une sorte de Livre blanc de la politique étrangère russe) utilise le terme de soft power (dans sa traduction littéraire – « pouvoir doux » (russe : mâgkaâ sila)) et le définit comme suit :

> *« Le « pouvoir doux » est constitué d'une panoplie d'instruments destinée à l'accomplissement des objectifs de la politique extérieure, fondée sur le potentiel de la société civile et les méthodes et technologies […] alternatives par rapport à la diplomatie classique »*[303].

Le premier paragraphe du Chapitre 5 étudiera d'abord les représentations les plus importantes de la politique étrangère véhiculées par la Russie à l'égard du Proche-Orient, ainsi que les moyens de leur diffusion.

---

[302] Nye J. S. *Soft Power. The Means to Success in World Politics*. New York: PublicAffairs, 2004. 191 p. p.X.

[303] « Koncepciâ vnešnej politiki Rossijskoj Federacii (utveržden Prezidentom Rossijskoj Federacii V.V. Putinym 12 fevralâ 2013) [La conception de la politique extérieure de la Fédération de Russie (approuvée par V.V. Poutine, président de la Fédération de Russie le 12 février 2013] ». *Ministerstvo inostrannyh del Rossijskoj Federacii* [En ligne]. 18 février 2013. Disponible sur : < http://archive.mid.ru//brp_4.nsf/0/6D84DDEDEDBF7DA644257B160051BF7F > (consulté le 8 août 2016)

Par la suite, nous chercherons à savoir dans quelle mesure les communautés russophones d'Israël et de Chypre peuvent être considérées comme des leviers de l'influence russe au Proche-Orient. Nous nous intéresserons également au phénomène de « récupération » de la situation des Arméniens de Syrie par les médias russes et essaierons de voir s'il s'agit plus globalement d'une instrumentalisation de cette communauté par Moscou.

Enfin, dans le Chapitre 6 nous analyserons l'activité de deux institutions orthodoxes russes présentes au Proche-Orient : l'Eglise orthodoxe russe du patriarcat de Moscou et la Société impériale orthodoxe de Palestine. Nous insisterons sur leurs liens avec les cercles décisionnels russes et leur implication directe dans l'action étrangère de Moscou. Nous conclurons ce chapitre en observant la position des représentants de l'islam et du judaïsme russes à l'égard de l'intervention militaire du Kremlin en Syrie.

Chapitre 5 : Les outils du soft power russe au Proche-Orient

a) Les représentations et les médias

Le discours de la politique étrangère russe et ses fondements

Au cours de cette section nous avons cherché à savoir s'il existe au sein de la classe politique russe des représentations structurantes déterminant la politique proche-orientale de Moscou. Nous avons notamment répéré quelques éléments remarquables :

- La méfiance des dirigeants russes vis-à-vis des événements du « printemps arabe » qui se déclencha en 2011 ;
- La condamnation de l'islam radical en même temps que de bons rapports entretenus par la Russie avec le Hamas et le Hezbollah ;
- La volonté de défier l'Occident dans la région.

Concernant le premier point, il est très important de souligner le conservatisme politique qui caractérise la Russie post-soviétique depuis l'époque d'Eltsine. En effet, on observe depuis les années 1990 un net effort d'oubli, voire même de condamnation du phénomène révolutionnaire, qu'il s'agisse de la révolution bolchévique de 1917 ou de celle anticommuniste de 1991, et plus généralement de toute révolution. On peut proposer une explication très simple de ce phénomène :

issu lui-même de la révolution anticommuniste de 1991, le régime eltsinien faillit sombrer au cours d'une autre en 1993. Remarquons aussi qu'une des raisons de la nomination de Poutine, en tant que successeur d'Eltsine en 1999, fut fort probablement le fait qu'il n'était pas connu du grand public, ce qui lui permettait justement de se distinguer de la révolution anticommuniste de 1991. La formule *« la Russie a épuisé sa limite de révolutions et de guerres civiles »*[304] prononcée pour la première fois par le Parti communiste de Russie en 1992 et reprise ensuite dans d'autres contextes, peut s'appliquer à l'état d'esprit des dirigeants postsoviétiques du Kremlin. Certes, il ne s'agit pas du seul facteur explicatif, mais il semble que cette tradition conservatrice liée à l'histoire même de la Russie peut rendre compte de la méfiance de Moscou à l'égard tant des « révolutions de couleurs » dans l'espace post-soviétique que des événements du « printemps arabe ».

Afin de comprendre le deuxième point (hostilité à l'islam radical mais bons rapports avec le Hamas et le Hezbollah), il convient de mettre en exergue la rhétorique officielle du Kremlin à l'égard des populations musulmanes en Europe[305]. Elle se fonde sur les formulations suivantes :

- Contrairement à l'Europe, la Russie a été, dès son fondement, un Etat polyethnique pluriconfessionnel ;
- Les musulmans russes ne sont pas des immigrés, comme les musulmans européens, mais une population autochtone de la Russie ;
- La Russie a par conséquent beaucoup plus d'expérience en matière de vivre-ensemble des différentes confessions et ethnies ;
- Le « vrai » islam, l'islam « traditionnel » n'a rien à voir avec les courants et les interprétations « fondamentalistes » et « extrémistes » venant de l'étranger.

Ce discours nous permet de mieux saisir non seulement l'intransigeance de la Russie en ce qui concerne la crise syrienne, où selon le Kremlin l'islam radical et les mouvements d'opposition sont importés de l'extérieur, mais aussi le refus russe

---

[304] Naguinin A. « Osnovnye obvineniâ Zûganovu i KPRF, kotorye prd″âvlâût političeskie opponenty, v svete real′nyh faktov [Les principales accusations adressées à Zuganov et au PCFR par des rivaux politiques, analysées à la lumière des faits réels] ». In : *Kommunističekaâ partiâ Rossijskoj Federacii* [En ligne]. 10 février 2012. Disponible sur : < http://kprf.ru/crisis/agitator/102479.html > (consulté le 5 juillet 2015)

[305] Ce discours est tenu régulièrement au cours d'interventions publiques. Pour ne donner qu'un seul exemple, *Cf.* Le discours de Poutine aux députés de la Douma à Yalta, le 14 août 2014.

d’accueillir les réfugiés du Moyen-Orient, ainsi que la rhétorique de Moscou sur le « caractère local » du Hamas et du Hezbollah.

Image 11. Le « tweet » de l'ambassade russe aux Emirats arabes unis, daté du 5 octobre 2015. Inscription : « Le puzzle du jour. Armez le bon groupe de rebelles syriens »[306].

Enfin, le vide idéologique laissé par l'effondrement de l'URSS, permet d'appréhender la méfiance russe vis-à-vis de l'Occident. En effet, la Russie post-communiste a essayé d'appliquer plusieurs concepts idéologiques (sans qu'aucun d'entre eux ne représente une véritable idéologie à proprement parler) à la gestion de l'Etat et des relations internationales. Tous ces différents concepts essayaient de répondre à la question essentielle de savoir quelle est la place politique, culturelle et civilisationnelle de la Russie dans le monde. En ce sens, les relations avec l'Occident sont l'objet d'une réflexion permanente de la part des intellectuels et dirigeants russes.

---

[306] « "Russian Tweet Disparages US-led Coalition Efforts to Arm Syrian Rebels" ». *Sputnik* [En ligne]. 6 octobre 2015. Disponible sur : < http://sputniknews.com/world/20151006/1028106962/russia-embassy-uae-tweet-rebels.html > (consulté le 29 juillet 2016)

Les difficultés qui accompagnent cette quête idéologique est bien perceptible à tous les niveaux de la société russe actuelle : politique, artistique et même dans l'opinion publique, aussi traditionnellement conformiste soit-elle. *« Avant, nous avions la Russie des tsars, puis celle des secrétaires généraux. Mais la Russie d'aujourd'hui… Elle est incompréhensible »* - nous a confié un fonctionnaire d'une administration locale à Rostov-sur-le Don[307].

Citons également un passage emblématique du livre culte sur la Russie post-communiste - *Generation « P »* de de Viktor Pelevin. Il s'agit d'un homme d'affaires mafieux qui demande au protagoniste du roman, un professionnel de la publicité et du marketing, de rédiger « une idée nationale russe » :

« Notre business national entre sur l'arène internationale. Là-bas il y a toute sorte de fric : celui des tchétchènes, des américains, des colombiens. […] En réalité, derrière tout fric il y a une idée nationale. Avant, nous en avions une : « orthodoxie, autocratie et nationalité ». Puis c'était le communisme. Mais maintenant, alors que c'est fini, nous n'avons aucune idée sauf le fric. […] Rédige-moi l'idée russe, cinq pages environ. Et un résumé d'une page. Que ce soit bien écrit et pas compliqué. Que je puisse apprendre la vie à n'importe quel connard étranger : un homme d'affaires, une chanteuse, peu importe. Tout ça pour qu'ils ne pensent pas qu'ici, en Russie, nous nous occupons tout simplement de voler l'argent. Pour que ces chiens sentent une véritable spiritualité de notre part, comme en 1945 sous Stalingrad. As-tu compris ? »

Cette requête se solda par un échec cuisant pour le protagoniste, qui, malgré son talent, ne sut venir au bout de cette tâche.

Comme l'a très justement remarqué Samuel Huntington dans son *Choc des civilisations. Le remaniement de l'ordre global*, les différences entre les principaux courants idéologiques de la Russie post-communiste portent essentiellement sur la question des choix de politique extérieure, plutôt que sur les réformes économiques et la structure du pouvoir public[308]. Selon Lorraine de Meaux :

[307] Sejour privé à Rostov-sur-le Don, novembre 2014.

[308] Huntington S. *The Clash of Civilizations. The Remaking of World Order*. New York : First Touchstone Edition, 1997. 368 p. p. 143.

> *« <…> peu de constructions nationales furent aussi constrastées que celle de la Russie. Les références à l'héritage impérial restent nombreuses. La nostalgie de la puissance pèse sur la politique intérieure et constitue un élément fondamental de la relation qu'entretien la Russie avec le monde extérieur »*[309].

Ainsi, pendant l'époque eltsinienne, le pouvoir exécutif fut animé par la volonté de « normaliser » la Russie dans le sens d'une occidentalisation et d'une transition vers l'économie de marché.

En revanche, sous Poutine on voit clairement apparaître une opposition à l'Occident au niveau théorique. En effet, pendant plusieurs années à partir de 2005, les responsables russes recoururent au terme de « démocratie souveraine » pour désigner le régime russe. Elaborée par Vladislav Sourkov, alors principal idéologue du Kremlin, cette expression mettait l'accent sur la souveraineté du peuple russe et l'indépendance de la Russie vis-à-vis de l'Occident. Elle servait notamment à justifier le renforcement du contrôle du Kremlin dans les domaines politique et économique[310].

L'intégration eurasienne pilotée par la Russie pose quant à elle la question de savoir dans quelle mesure elle est liée à l'Eurasianisme – ensemble de doctrines soulignant la proximité de la Russie et des peuples nomades de l'Asie centrale par opposition au monde occidental.

Le nationalisme russe, instrumentalisé pendant le rattachement de la Crimée et la guerre du Donbass, s'est également construit contre l'Occident, accusé de fomenter les protestations de Maïdan aux dépens des intérêts des populations russophones de l'Ukraine. Dans la section suivante nous verrons que cette vision complotiste de l'Occident a même été théorisée par certains intellectuels russes.

Les « printemps arabes » : un cas d'école de la « théorie du chaos contrôlé »

La tendance à faire le lien entre les « révolutions de couleurs » qui secouent l'espace post-soviétique depuis les années 2000 et les révoltes et révolutions du « printemps

---

[309] De Meaux L. *La Russie et la tentation de l'Orient*. Fayard. Paris : 2010. 436 p. p.13.

[310] Semenov A. *Surkov i ego propaganda. Fenomen glavnogo ideologa Kremlâ [Sourkov et sa propagande. Le phénomène du principal idéologue du Kremlin]*. Moscou : Knižnij mir, 2014. 256 p. p.79-81.

arabe » est une représentation bien ancrée dans l'opinion publique et la classe dirigeante russe.

En effet, les Russes présentent ces évènements comme une « technologie » des Etats-Unis destinée à déstabiliser délibérément certains pays ou régions, afin d'y affirmer leur hégémonie[311].

Les différentes théories de complot anti-américaines sont la suite logique de cette représentation. Tout particulièrement, l'idée selon laquelle un « scénario libyen » est préparé par Washington pour la Russie est très répandue[312] et fait écho à la crainte, reflétée dans les deux livres blancs russes (celui de la politique extérieure et celui de la défense) que l'OTAN ne se rapproche trop fortement des frontières russes[313].

Loin d'être marginale, cette représentation se retrouve souvent dans les déclarations des hommes politiques et intellectuels russes, dans la presse et les communiqués des agences de presse (*Cf.* Infra). Il est raisonnable de supposer que le régime russe instrumentalise cette représentation, afin d'éviter un « Maïdan » en Russie qui renverserait le régime en place. Cette rhétorique est d'autant mieux accueillie par l'opinion publique que les différentes « révolutions de couleurs » de l'espace post-soviétique ont effectivement remis en cause la puissance russe, déjà bien écornée après la chute de l'URSS.

---

[311] Ces termes sont utilisés dans une publication de l'agence de presse russe RIA, Cf. « "Cvetnye revolûcii": tehnologiâ, žetrvy i rezul′taty [Les révolutions de couleurs: la technologie, les victimes et les résultats] ». *RIA Novosti* [En ligne]. 21 novembre 2014. Disponible sur : < http://ria.ru/infografika/20141121/1034468823.html > (consulté le 29 juillet 2016)

[312] *Cf.* par exemple Grichin G. « Livijskij scenarij dlâ Rossii [Le scénario libyen pour la Russie] ». In : *Dviženie za vozroždenie otečestvennoj nauki* [En ligne]. 1 septembre 2011. Disponible sur : < http://www.za-nauku.ru/index.php?option=com_content&task=view&id=4609&Itemid=39 > (consulté le 30 juillet 2016)

[313] *Cf.* « Koncepciâ vnešnej politiki Rossijskoj Federacii (utverždena Prezidentom Rossijskoj Federacii V.V. Putinym 12 fevralâ 2013) [La conception de la politique extérieure de la Fédération de Russie (approuvée par V.V. Poutine, président de la Fédération de Russie le 12 février 2013)] ». *Ministerstvo inostrannyh del Rossijskoj Federacii* [En ligne]. 18 février 2013. Disponible sur : < http://archive.mid.ru//brp_4.nsf/0/6D84DDEDEDBF7DA644257B160051BF7F > (consulté le 8 août 2016) ;

« Voennaâ doktrina Rossijskoj Federacii [La doctrine militaire de la Fédération de Russie] ». *Rossijskaâ gazeta* [En ligne]. 30 décembre 2014. Disponible sur : < https://rg.ru/2014/12/30/doktrina-dok.html > (consulté le 8 août 2016)

Image 12. Une partie du rayon « Politique » dans une librairie en Russie. Parmi les titres : « Comment ils ont tué l'URSS », « Qui et comment a détruit l'URSS », « La percée de la puissance » et « la Syrie, la Libye, ensuite la Russie ! »[314]

Au niveau théorique, ces représentations sont plus ou moins bien articulées dans un ensemble de travaux assez hétéroclite consacré à ce qu'on appelle en Russie « la théorie du chaos contrôlé ». Le dénominateur commun de ces travaux est justement la dénonciation de « la théorie du chaos contrôlé » en tant que stratégie des Etats-Unis visant à déstabiliser des pays par le biais de protestations et de révoltes populaires. L'ouvrage *Le tsunami politique* de Sergueï Kourguinian (personnalité publique et politique russe) paru en 2011 est une référence en la matière.

La thèse principale du livre est que les Etats-Unis participent activement aux « changements inévitables » du Moyen-Orient (« Le réveil politique global » - le terme que Kourguinian emprunte à Brzezinski) pour maintenir une domination américaine[315].

[314] Photo prise durant un sejour privé à Rostov-sur-le Don en novembre 2014.

[315] Kourguinian S. *Političeskoe cunami. Analitika sobytij v Severnoj Afrike i na Bližnem Vostoke* [Le tsunami politique. L'analyse des événements en Afrique du Nord et au Moyen-Orient]. Moscou : Èksperimental′nyj tvorčeskij centr, 2011. 288 p. p.76.

Se voulant distinct des théories du complot, l'ouvrage affirme que la volonté américaine de « chauffer » le « grand arc musulman » (s'étendant du « Maroc au Pakistan » et « de la Turquie au Soudan ») est héritée de l'époque de la guerre froide[316]. En effet, l'initiative du « Grand Moyen-Orient » de l'administration de George W. Bush est copiée des réformes des pays de l'Europe centrale et orientale après la chute du mur, dirigées elles aussi par les Américains[317].

L'assistance apportée au développement aux forces d'opposition au Moyen-Orient par Washington s'opère, selon l'auteur, dans la perspective de l'arrivée des islamistes au pouvoir : « un grand cercle d'experts et de politiciens savaient pertinemment que la mainmise sur les forces d'opposition au Moyen-Orient équivaut, en grade partie, à la mainmise sur les islamistes »[318].

Concernant le « printemps arabe », il est évident pour l'auteur que les Etats-Unis soutenaient les opposants à Moubarak. Même si les manifestations de protestation contre les régimes en place au Moyen-Orient étaient effectivement dues à l'accumulation de « très sérieux problèmes », le soutien que les Etats-Unis ont octroyé aux opposants, notamment par l'accès aux technologies numériques, leur donna un « retentissement explosif »[319].

Dans quelle mesure ces représentations sont-elles relayées par la classe dirigeante russe ? En premier lieu, il convient de remarquer que l'idée selon laquelle, sans un pouvoir fort, la Russie ne peut qu'éclater en plusieurs Etats indépendants (scénario que les puissances étrangères essaieraient de favoriser de façon constante) est présente à un très haut niveau décisionnel y compris depuis le début de l'ère Poutine[320].

Il est également vrai que les différentes « révolutions de couleurs » furent aussi vues par le Kremlin comme le résultat d'une ingérence occidentale. En revanche, les événements du « printemps arabe » furent à leur début considérés par la diplomatie

[316] *Ibid*. p.35.

[317] *Ibid*. p.36.

[318] *Ibid*. p.45.

[319] *Ibid*. p.65

[320] Gevorkyan N., Timakova N., Kolesnikov A. *Ot pervogo lica. Razgovory s Vladimirom Putinym [A la première personne. Entretiens avec Vladimir Poutine]*. Moscou : Vagrius, 2000. 190 p. pp.135-136.

russe comme le résultat de problèmes intérieurs, ce qui permettait à l'époque de les opposer justement aux « révolutions de couleurs » jugées artificielles. A ce sujet, Serguei Lavrov disait en 2011 :

> *« Je vois plus de différences que de points communs entre les soi-disant « révolutions de couleurs » dans l'espace post-soviétique et ce qui se passe actuellement au Moyen-Orient. A mon avis, la situation au Moyen-Orient est beaucoup plus le résultat des événements, processus et problèmes intérieurs, du mécontentement intérieur et du chômage, de la pauvreté et, si vous voulez, de l'absence de pluralisme politique. […] Le facteur intérieur [y] a joué un rôle plus important que dans l'espace post-soviétique »*[321].

En ce qui concerne la « théorie du chaos contrôlé » nous pouvons émettre une hypothèse selon laquelle c'est le conflit ukrainien qui poussa le pouvoir russe à l'utiliser dans sa rhétorique, mais avec une certaine prudence au début. En effet, en 2013, Serguei Lavrov déclarait :

> *« […] peu de gens comprennent comment va se terminer le processus baptisé « le printemps arabe ». Même si quelqu'un l'a conçu comme un chaos contrôlé c'est seulement [le chaos qui demeure d'actualité].*
>
> *Je ne suis pas partisan des théories du complot, je ne pense pas que quelqu'un ait modelé tout ça »*[322].

---

[321] « Interv'û Ministra inostrannyh del Rossii S.V.Lavrova rukovoditelû avtorskoj programmy «Aktual'nyj razgovor» telekompanii «3 kanal» V.Solov'evu, 13 marta 2011 goda [L'interview de S.V. Lavrov, ministre des Affaires étrangères de Russie à V.Soloviev, présentateur de l'émission "Aktoualniï razgovor" de la chaîne télévisée "3 kanal"] ». *Ministerstvo inostrannyh del Rossijskoj Federacii* [En ligne]. 13 mars 2011. Disponible sur : < http://www.mid.ru/web/guest/foreign_policy/news/-/asset_publisher/cKNonkJE02Bw/content/id/215526 > (consulté le 29 juillet 2016)

[322] « Vystuplenie i otvety Ministra inostrannyh del Rossii S.V.Lavrova na voprosy SMI v hode press-konferencii po tematike himičeskogo oružiâ v Sirii i situacii vokrug SAR, Moskva, 26 avgusta 2013 goda [L'intervention et les réponses de S.V. Lavrov, ministre des Affaires étrangères de Russie, aux questions des médias lors de la conférence de presse consacrée aux armes chimiques en Syrie et à la situation autour de la République arabe syrienne, Moscou, 26 août 2013] ». *Ministerstvo inostrannyh del Rossijskoj Federacii* [En ligne]. 26 août 2013. Disponible sur : < http://www.mid.ru/web/guest/foreign_policy/international_safety/conflicts/-/asset_publisher/xIEMTQ3OvzcA/content/id/98738 > (consulté le 29 juillet 2016)

La même année la nouvelle version du Livre blanc de la politique extérieure russe affirmait :

> *« […] La croissance de la concurrence globale et l'accumulation du potentiel de crise amènent parfois à l'usage destructif et illégal du « pouvoir doux » et des conceptions de la défense des droits dans le but d'exercer une pression politique sur les Etats souverains, une ingérence dans leurs affaires intérieures, de déstabiliser la situation sur place, de manipuler l'opinion et la conscience publiques, y compris dans le cadre du financement de projets humanitaires et de projets liés à la défense des droits de l'homme à l'étranger »*[323].

Au fur et à mesure des événements en Ukraine de 2013-2014, les déclarations en faveur de la « théorie du chaos contrôlé » se sont multipliées. Ainsi, en octobre 2014, Vladimir Poutine déclarait à propos de la politique des pays occidentaux :

> *« A l'époque, nos collègues essayaient de trouver un moyen de diriger ces processus, d'instrumentaliser les conflits régionaux, de construire les « révolutions de couleur » dans leur intérêt. Mais la boîte de pandore s'est ouverte. Il semble que même les auteurs de la « théorie du chaos contrôlé » ne savent pas qu'en faire »*[324].

En janvier 2015, lors d'une table ronde consacrée à la lutte contre le terrorisme international, Yuri Sapounov, général du FSB en charge de la lutte contre le terrorisme, soutint les propos d'un membre du Conseil de Fédération (chambre haute du parlement russe) selon lesquels les Américains avaient participé à *« l'entraînement de citoyens de l'Asie centrale »* afin de *« déstabiliser la situation*

---

[323] « Koncepciâ vnešnej politiki Rossijskoj Federacii (utveržden Prezidentom Rossijskoj Federacii V.V. Putinym 12 fevralâ 2013) [La conception de la politique extérieure de la Fédération de Russie (approuvée par V.V. Poutine, président de la Fédération de Russie le 12 février 2013)] ». *Ministerstvo inostrannyh del Rossijskoj Federacii* [En ligne]. 18 février 2013. Disponible sur : < http://archive.mid.ru//brp_4.nsf/0/6D84DDEDEDBF7DA644257B160051BF7F > (consulté le 8 août 2016)

[324] « Putin: "cvetnye revolûcii" priveli k tomu, čto džin vyrvalsâ iz butylki [Poutine: "les révolutions de couleurs" ont ouvert la boîte de pandore] ». *TASS* [En ligne]. 24 octobre 2014. Disponible sur : < http://tass.ru/politika/1530626 > (consulté le 29 juillet 2016)

dans la région » par le biais de *« révolutions de couleurs »*. De plus, Yuri Sapounov ajouta :

> *« Il y a une version qui mérite d'exister selon laquelle c'est « Charlie Hebdo » lui-même qui a organisé cet acte terroriste [du 11 janvier 2015 à Paris* - nda*] pour en arriver à un tel retentissement [médiatique* - nda*] »*[325].

De son côté, lors d'une interview en avril 2015, Serguei Lavrov déclara que les événements de 2008 en Géorgie et la situation au Moyen-Orient pouvaient être considérés comme le résultat de la stratégie du « chaos contrôlé » des Etats-Unis[326].

A partir de 2014, la « théorie du chaos contrôlé » devint donc la grille de lecture privilégiée du Kremlin, répandue à l'international par les médias tels que « Sputnik » ou « Russia Today ».

L'intervention militaire russe en Syrie et l'évolution de la communication de Moscou

L'intervention militaire russe en Syrie fit l'objet d'une préparation sans précédent de la part du Kremlin dans le domaine de la communication. Il s'agissait visiblement de tirer toutes les leçons des confrontations aux médias occidentaux durant les deux crises ukrainiennes (de 2004 et de 2013-2014) et la guerre de Géorgie de 2008.

C'est en 2005, dans le contexte de la « révolution orange » en Ukraine, qu'a été créée la chaîne de télévision russe controversée Russia Today (RT), souvent considérée comme un outil de propagande pro-Kremlin[327]. A titre d'exemple, Anna Oukolova,

---

[325] Kotchetova M. « Ûrij Sapunov: Parlamentarii sozdaût horošuû osnovu dlâ raboty naših specslužb [Yuri Sapounov: Les parlementaires créent une bonne base pour le fonctionnement de nos services spéciaux] ». *Parlamentskaâ gazeta* [En ligne]. 20 janvier 2015. Disponible sur : < http://www.pnp.ru/news/detail/75053 > (consulté le 8 janvier 2016)

[326] « Interv'û Ministra inostrannyh del Rossijskoj Federacii S.V.Lavrova v prâmom èfire radiostancij «Sputnik», «Èho Moskvy», «Govorit Moskva», Moskva, 22 aprelâ 2015 goda [L'interview de S.V. Lavrov, ministre des Affaires étrangère de la Fédération de Russie, en direct des stations radio "Sputnik", " Èho moskvy ", "Govorit Moskva", Moscou, 22 avril 2015] ». *Ministerstvo inostrannyh del Rossijskoj Federacii* [En ligne]. 22 avril 2015. Disponible sur : < http://www.mid.ru/web/guest/foreign_policy/news/-/asset_publisher/cKNonkJE02Bw/content/id/1199312 > (consulté le 29 juillet 2016)

[327] *Cf.* par exemple « Russia Today, Sputnik et réseaux sociaux : cette propagande russe en Occident qui glorifie le Kremlin, mais mise aussi sur la subversion (comme l'Occident le fait depuis 50 ans) ». *Atlantico.fr* [En ligne]. 11 mai 2016. Disponible sur : < http://www.atlantico.fr/decryptage/russia-

capitaine de l'armée israélienne en charge des relations avec les médias russophones nous confia lors d'un entretien téléphonique : *« Notre service a l'habitude de travailler avec les chaînes russes, mais aucune d'entre elles ne nous a posé autant de problèmes que Russia Today »*[328].

« Sputnik » est une autre agence de presse semblable et associée à RT, créée dans le contexte des évènements ukrainiens de 2013-2014.

Dans le contexte de la campagne syrienne, une confrontation de ce genre-là eut de nouveau lieu à propos des cibles des frappes de l'aviation russe, avec, d'un côté, les médias occidentaux insistant sur le ciblage de rebelles non-affiliés à l'EI, alors que les officiels et les médias russes essayaient de leur côté de prouver le contraire[329]. L'action des « Casques blancs » (une ONG syrienne) est un autre exemple concret de rivalité entre les médias occidentaux qui les représentent comme des secouristes en zones de combat[330] et leurs homologues russes qui les accusent d'entretenir des liens avec al-Qaïda et de diffuser une propagande anti-régime et anti-Kremlin[331].

Par ailleurs, la communication de plusieurs institutions publiques russes changea radicalement afin de mieux refléter le point de vue de Moscou. Ainsi, Maria Zakharova, une personnalité connue du grand public russe grâce à ses interventions fréquentes à la télévision et sur les réseaux sociaux, fut affectée au poste de porte-

---

today-sputnik-et-reseaux-sociaux-cette-propagande-russe-en-occident-qui-glorifie-kremlin-mais-mise-aussi-subversion-comme-2694025.html > (consulté le 10 novembre 2016)

[328] Entretien avec Anna Oukolova (capitaine de l'armée israélienne en charge des relations avec les médias russophones, « la voix russe de tsahal »), Tel-Aviv, le 26 décembre 2012.

[329] *Cf.* par exemple le site d'actualités du ministère de la Défense russe : http://stat.mil.ru/ ou encore les dépêches des agences de presse russes, telles que TASS.

[330] *Cf.* par exemple : « Le film sur les casques blancs syriens récompensé aux Oscars ». *Le Monde.fr* [En ligne]. 27 février 2017. Disponible sur : < http://www.lemonde.fr/syrie/article/2017/02/27/le-film-sur-les-casques-blancs-syriens-recompenses-aux-oscars_5086153_1618247.html > (consulté le 4 juin 2017)

Gupta S. « "White Helmets" bring civilian aid to Syria's conflict ». *CNN* [En ligne]. 27 mai 2015. Disponible sur : < http://www.cnn.com/2015/05/21/health/white-helmets-profile/index.html > (consulté le 4 juin 2017)

[331] *Cf.* par exemple : « Frappes russes en Syrie: les Casques blancs inondent le Web d'intox ». *Sputnik* [En ligne]. 1 octobre 2015. Disponible sur : < https://fr.sputniknews.com/international/201510011018516930-Syrie-casques-blancs-falsification-faux/ > (consulté le 4 juin 2017)

« Un hôpital syrien touché par des bombes russes ? Les médias occidentaux créent leur propre réalité ». *Russia Today* [En ligne]. 23 octobre 2015. Disponible sur : < https://francais.rt.com/international/8957-medias-creent-propre-realite > (consulté le 4 juin 2017)

parole officiel du ministère des Affaires étrangères russe[332] le 10 août 2015, à la veille de l'intervention[333].

Cette affectation révèle la volonté de moderniser de façon décisive la communication publique de l'Etat russe. Nous avons ici essayé de donner une illustration très simple de ce point, en comparant les images des traditionnels « briefings » (conférences de presse hebdomadaires du ministère des Affaires étrangères russe) entre 2009 et 2015.

Image 13. L'évolution des « briefings » du MAE russe de 2009 à 2015[334]

On remarque ainsi que, durant six ans, la présentation de cet exercice de communication ne change pas jusqu'au moment de l'affectation de Maria Zakharova en tant que porte-parole, ce qui constitue une véritable rupture. Outre un changement notable dans la manière d'intervenir (position debout, davantage de contacts avec le public plutôt que d'être rivé à la lecture du communiqué, mobilier plus moderne) il est à souligner avant tout qu'il s'agit de la toute première femme à occuper ce genre de poste.

Par ailleurs, l'intervention militaire russe en Syrie mit au jour une autre grande nouveauté – une communication publique très moderne de la part de l'armée russe, effectuée par le général de brigade Igor Konachenkov, porte-parole du ministère de la Défense russe, dans un local aux allures futuristes.

---

[332] L'intitulé officiel de ce poste est « chef du département de l'information et de la presse du ministère des Affaires étrangères de Russie ».

[333] « Oficial′nym predstavitelem MID RF stala Mariâ Zaharova [Maria Zakharova est devenue la représentante officiele du MAE de la Fédération de Russie] ». *TASS* [En ligne]. 10 août 2015. Disponible sur : < http://tass.ru/politika/2176823 > (consulté le 30 juillet 2016)

[334] Captures d'écran des « briefings » datant du 19 mars 2009, 21 juin 2012 et 27 août 2015 respectivement. Source : site du ministère des Affaires étrangères russe, disponible sur <www.mid.ru>

Image 14. Interview typique d'Igor Konachenkov pendant l'intervention militaire russe en Syrie[335]

Le Kremlin recourt également à sa capacité d'influence sur l'opinion publique arabe afin de justifier son opération. Outre son antenne arabophone de *Russia Today* (*rūsiyā al-yūm* dans sa version arabe), Moscou fait aussi connaître ses arguments grâce à Ziyad Sabsabi, une personnalité au parcours atypique intervenant sur les plateaux de RT et d'Al-jazeera.

Ziyad Sabsabi est né en 1964 en Syrie. En 1989, il s'installa en Tchétchénie et fut naturalisé russe en 1991. Il gravit très rapidement les échelons au sein des groupes indépendantistes tchétchènes dans les années 1990, en dirigeant notamment le département des relations internationales du ministère des Affaires étrangères de la république nord-caucasienne. Proche de la famille Kadyrov (tenant les rênes du pouvoir en Tchétchénie), Sabsabi fut nommé en 2003 dirigeant de l'appareil présidentiel et gouvernemental de la Tchétchénie. En 2008, il est devenu sénateur de la Tchétchénie au Conseil de Fédération de Russie[336].

Même s'il ne fait pas partie du clan de Kadyrov, Sabsabi joue un rôle très important dans les relations qu'entretient la Tchétchénie avec les pays du Moyen-Orient. Sa réputation de descendant des Quraychites (la tribu dont est issu le prophète

[335] Photo de Vadim Grichankin, service de presse du ministère de la Défense russe.

[336] « Senatorom ot Čečni stal vyhodec iz Sirii [Un originaire de Syrie est devenu sénateur de la Tchétchénie] ». *Rossijskaâ gazeta* [En ligne]. 26 novembre 2008. Disponible sur : < https://rg.ru/2008/11/26/reg-kuban/sabsabi-anons.html > (consulté le 30 juillet 2016)

Mohamed) lui permet d'avoir un réseau influent dans les pays arabes et d'attirer les investisseurs du Moyen-Orient en Tchétchénie[337].

Image 15. Ziyad Sabsabi intervient sur la chaîne Al-jazeera pour présenter les arguments russes justifiant le rattachement de la Crimée en mars 2014[338]

Sur le plan symbolique, le 20 novembre 2015, une semaine après les attentats de Paris au Bataclan, le ministère de la Défense russe publia une vidéo montrant les inscriptions « Pour les nôtres » et « Pour Paris » sur deux bombes qu'un bombardier russe allait ensuite larguer sur des cibles en Syrie[339]. Le message était clair : la Russie et la France étaient unies pour faire face à la même menace et se battaient du même côté contre l'Etat Islamique. La Russie se vengeait donc à la fois de la destruction de l'avion transportant des touristes russes d'Egypte en Russie le 31 octobre 2015 et des attentats de Paris. Il s'agit encore une fois d'un tournant : l'inscription « Pour Paris » sur une bombe russe était difficile à imaginer avant les deux attentats (ceux de Paris et de l'avion civil russe), compte tenu surtout du symbolisme attaché à la pratique des inscriptions sur les obus, les missiles et les bombes dans l'imaginaire russe. Elle renvoie en effet à la « Grande guerre patriotique » (1941-1945) contre l'envahisseur allemand, quand les soldats

[337] Gorodetskaïa N., Jdanova N., Pertsev A. « Senatoram gotovât zamenu [La relève est prête pour les sénateurs] ». *Kommersant"*. 26 juillet 2016. n°133, p. 4.

[338] Source : Al-jazeera.

[339] Minoborony Rossii. *Za naših i Pariž!! [Pour les nôtres et Paris]* [En ligne]. 20 novembre 2015. Disponible sur : < https://www.youtube.com/watch?time_continue=3&v=KeA_QZOBRSg > (consulté le 21 novembre 2015)

soviétiques marquaient « Sur Berlin » sur les obus d'artillerie destinés à être tirés sur les cibles ennemies.

Image 16. Deux bombes portant les inscriptions : « pour les nôtres » au-dessus et « pour Paris » au-dessous[340].

En ce qui concerne la conceptualisation de cette nouvelle approche russe en matière de communication publique, il est également pertinent d'évoquer ici le projet de renouvellement de la « Doctrine de la sécurité informatique de la Russie », entamé début 2015 pour réformer sa version obsolète de 2000 alors en vigueur.

En février 2015, des sources au sein du gouvernement russe donnèrent les détails suivants relatifs à la rédaction du nouveau document :

> *« Afin d'évaluer les menaces à la sécurité informatique, seront pris en compte les avantages des pays étrangers dans l'espace informatique, dans le domaine des renseignements, de l'utilisation des capacités informatico-psychologiques et techniques pour accomplir leurs objectifs militaires et politiques […] pour avoir*

[340] Source : *Ibid.*

une influence négative sur le développement du segment russe du réseau Internet[341] *».*

Le 9 octobre 2015, le journal russe *Kommersant"* publia des informations supplémentaires concernant le texte final de la future « Doctrine », en se basant sur des sources au sein du gouvernement[342]. Selon cet « off », le texte du document devrait mettre un fort accent sur la dénonciation de l'utilisation « agressive » contre la Russie des moyens informatiques et de communication par « des Etats étrangers ». Toujours selon *Kommersant"*, le document ne se focalise que très peu sur les menaces de cyber-attaques et la protection de l'infrastructure informatique de la Russie. En revanche, le problème de la protection de la population russe contre ce qui est considéré comme une influence négative venant de l'extérieur, occupe une place importante.

Enfin, parmi toutes ces mesures concernant la modernisation et la modification de la communication officielle, il est important de noter que le 28 mai 2015 le Président russe signa un ordre officiel selon lequel les données concernant les pertes du ministère de la Défense deviendraient classées en temps de guerre, ainsi qu'en temps de paix pendant la conduite des opérations spéciales[343].

La campagne syrienne a donc catalysé l'évolution des instruments de communication de l'Etat russe et a permis de les tester immédiatement. Dans la guerre des narratifs, la Russie a misé sur la capacité de ses médias et des représentants institutionnels à produire rapidement des contre-discours efficaces à chaque fois que les actions de Moscou étaient critiquées dans les médias occidentaux. Reste à savoir à quel point et jusqu'à quand cette stratégie peut fonctionner. A ce sujet Vladimir Roubanov, l'un

---

[341] Borodina T. « Doktrinu informacionnoj bezopasnosti Rossii aktualiziruût [La Doctrine de la sécurité informatique russe sera actualisée] ». *Izvestiâ* [En ligne]. 25 février 2015. Disponible sur : < http://izvestia.ru/news/583204 > (consulté le 10 octobre 2015)

[342] Novi V., Safronov I., Tchernenko E. « Zadači gosudarstvennoj kiber-važnosti [Les problèmes d'importance cyber-étatique] ». *Kommersant"*. 9 octobre 2015. Disponible sur : < http://www.kommersant.ru/doc/2829842 > (consulté le 10 octobre 2015)

[343] « Ukaz Prezidenta Rossijskoj Federacii ot 28.05.2015 № 273 "O vnesenii izmenenij v perečen′ svedenij, otnesennyh k gosudarstvennoj tajne, utverždennyj Ukazom Prezidenta Rossijskoj Federacii ot 30 noâbrâ 1995 g. № 1203"» [L'ordre du Président de la Fédération de Russie du 28.05.2015 n°273 « relatif aux modifications de la liste des informations, considérées en tant que secret d'Etat, établie par l'Ordre du Président de la Fédération de Russie du 30 novembre 1995 n°1203 »] ». *Oficial'nyj internet-portal pravovoj informacii* [En ligne]. 28 mai 2015. Disponible sur : < http://publication.pravo.gov.ru/Document/View/0001201505280001?index=0&rangeSize=1 > (consulté le 25 octobre 2015)

des experts et co-fondateurs du Conseil de la politique extérieure et de défense (think-tank russe, *Cf.* Introduction) a fourni une analyse qui surprend par sa sobriété et sa lucidité :

> *« <…> Les médias russes et les commanditaires de la propagande ont acquis beaucoup d'expérience et dépassent la moyenne mondiale en ce qui concerne non seulement les volumes de production, mais aussi le niveau des dépenses. Pourtant, le but de l'action sur la masse des auditeurs ne consiste pas à pousser les centres de pouvoir à prendre de mauvaises décisions, mais à créer une image favorable du pays et de la réputation des médias eux-mêmes. Nous avons justement de grands problèmes avec la réputation de nos médias et l'image du pays <…>. Il s'avère que l'accent mis sur le dénigrement de l'ennemi (le rival, le concurrent) et le brandissement de menaces (du type « on va vous couper le gaz ») est contre-productif. <…> Le monde aspire à une société de l'information où l'information devient la ressource essentielle de la production et de la consommation, tandis que sa valeur la plus importante est la crédibilité. Le manque de confiance en l'information en tant que valeur sociale peut être « une bombe à retardement » pour le processus de formation de la culture informatique. Aux Etats-Unis et dans les pays de l'OTAN, la culture et l'éthique des médias sont séparées des technologies de la guerre de l'information <…>*[344].

[344] « Vladimir Roubanov: «Propagandoj vyigrat′ nel′zâ. Dominirovaniem v tehnologiâh — možno» [Vladimir Roubanov: "On ne peut pas gagner grâce à la propagande, mais grâce à la domination dans les technologies] ». *Sovet po vnešnej i oboronnoj politike* [En ligne]. 10 octobre 2016. Disponible sur : < http://svop.ru/main/21529/ > (consulté le 9 novembre 2016)

b) Quid du rôle des diasporas russes et russophones du Proche-Orient ?

Le « travail avec les compatriotes » et la « diplomatie civile » comme principes affichés de l'action étrangère russe

Les diasporas russes et russophones sont théoriquement au cœur de la politique de soft power de Moscou. En ce sens, la diplomatie russe s'appuie sur deux concepts interdépendants : le « travail avec les compatriotes » et la « diplomatie civile »[345].

La définition du terme « compatriote » par les autorités russes demeure vague. Selon la nouvelle version de la loi russe sur les « compatriotes » (datant de 2010), ce terme inclut les citoyens russes qui résident en permanence à l'étranger mais aussi les individus vivant en dehors de la Russie qui ont *« fait un choix libre en faveur d'un lien spirituel et culturel avec la Russie »* et qui *« appartiennent, en règle générale, aux peuples habitant historiquement »* le territoire russe[346]. Or, nous avons vu dans la Partie II, Chapitre 4 que le Kremlin ne considère pas les Circassiens, peuple pourtant autochtone du Caucase Nord, comme des « compatriotes ». Le flou qui entoure le terme permet donc de l'interpréter selon les circonstances.

Selon le programme adopté par le gouvernement russe[347], le « travail avec les compatriotes » inclut quant à lui les éléments suivants :

- L'organisation de réunions et d'événements culturels ;
- La diffusion de supports d'information en russe, notamment *« l'information objective sur la Russie et sa politique vis-à-vis des compatriotes »* ;
- L'enseignement de la langue russe et l'attraction des compatriotes dans les établissements scolaires russes ;
- La mise à disposition des compatriotes d'une aide humanitaire et d'une assistance juridique si leurs droits sont lésés dans leurs pays de résidence.

[345] Russe : obŝestvennaâ diplomatiâ. On peut aussi traduire ce terme comme « diplomatie populaire » ou « diplomatie de la société civile ».

[346] « Novyj zakonoproekt utočnit ponâtie "sootečestvenniki za rubežom" [Le nouveau projet de loi précisera la notion de "compatriotes à l'étranger"] ». *RIA Novosti* [En ligne]. 21 mars 2010. Disponible sur : < http://ria.ru/politics/20100321/215547703.html > (consulté le 8 août 2016)

[347] *Programma raboty s sootečestvennikami za rubežom na 2009 - 2011 gg. [Le programme de travail avec les compatriotes résidant à l'étranger pour les années 2009-2011]*. Disponible sur : <http://www.mid.ru/pereselenie/-/asset_publisher/evI8J0czYac3/content/id/304602>

La mise en place d'incitations à l'égard des « compatriotes » afin qu'ils retournent en Russie, en vue de pallier le problème démographique du vieillissement de la population, est également une composante importante des plans gouvernementaux.

Ce « travail avec les compatriotes » semble être pris très au sérieux par Moscou. Il existe notamment une « Commission chargée des affaires des compatriotes résidant à l'étranger » rattachée au gouvernement russe, ainsi qu'un « Département du travail avec les compatriotes à l'étranger » au sein du ministère des Affaires étrangères[348].

De même, la « diplomatie civile » est un concept assez vague, et s'articule également autour de la notion de « compatriotes ». Selon le site de « Rossotrudničestvo »[349], l'agence fédérale russe en charge de promouvoir la « diplomatie civile » :

> *« La diplomatie civile est l'activité conjointe des organisations gouvernementales et non gouvernementales, visant à l'approfondissement des liens sociaux internationaux d'un Etat. […].*
>
> *Aujourd'hui, la Russie dispose d'un énorme potentiel de développement en matière de diplomatie civile. Son fondement principal est le « monde russe » - des millions de personnes à l'étranger ayant besoin de maintenir des liens avec la Russie, la langue et la culture russes.*
>
> *Les capacités du « pouvoir doux » sont les plus adaptés aux objectifs extérieurs de la Fédération de Russie : la création d'un environnement favorable, d'alliances modernisées, le renforcement de l'intégration eurasienne.*
>
> *La diplomatie civile attise les sympathies à l'égard de notre pays et favorise, au niveau social et personnel, les intérêts concrets de la politique étrangère du pays »*[350].

---

[348] « Sootečestvenniki za rubežom ». In : *Rossotrudničestvo* [En ligne]. Disponible sur: >http://old.rs.gov.ru/taxonomy/term/30>

[349] De son appellation complète « Agence fédérale en charge de la Communauté des Etats Indépendants, des compatriotes résidant à l'étranger et de la coopération sociale internationale ».

En ce qui concerne les institutions censées promouvoir à la fois le « travail avec les compatriotes » et la « diplomatie civile », on peut citer les Maisons culturelles russes (l'équivalent de l'Alliance Française) et les « associations d'amitié avec les pays étrangers » - associations non-gouvernementales (russes ou étrangères) ayant pour objectif le développement des liens entre les « compatriotes » et la Russie.

Il est intéressant de mentionner ici que nous avons constaté un certain décalage entre ces objectifs affichés et la réalité du terrain, en tout cas en Israël. Ainsi, la directrice de la maison culturelle russe de Tel-Aviv nous a dit, lors d'un entretien, qu'elle-même et la structure qu'elle dirige gardaient une distance vis-à-vis des questions politiques et que toutes les décisions importantes étaient prises à un niveau hiérarchique bien supérieur[351].

Nous avons également pu rencontrer le dirigeant d'une association israélienne russophone promouvant l'amitié russo-israélienne, très déçu par la « diplomatie civile » :

> *« J'étais très enthousiaste, surtout au moment de la création de mon association. Un jour, lors d'une conférence, j'ai croisé un diplomate russe et j'ai voulu lui parler de mes projets. Cela ne l'a pas du tout intéressé et il a dit sur un ton assez désagréable « vous êtes devenus un peu trop nombreux, les diplomates civils » »*[352].

Dans les deux prochaines sections, nous voudrions donc étudier plus en détail les possibles leviers d'influence du soft power russe à l'égard de deux grandes communautés russophones au Proche-Orient : celle d'Israël et de Chypre.

Israël, le faux- semblant de « la seizième république post-soviétique »

D'après plusieurs acteurs sociaux et politiques d'Israël, la vague d'immigration sans précédent en provenance des pays de l'ex-URSS au début des années 1990 a profondément changé Israël à jamais. C'est par ailleurs le sujet de l'ouvrage intitulé

---

[350] « Obŝestvennaâ diplomatiâ [La diplomatie civile] ». In : *Rossotrudničestvo* [En ligne]. Disponible sur : < http://rs.gov.ru/activities/4 > (consulté le 19 août 2016)

[351] Entretien avec Natalia Iakimtchouk (directrice de la Maison culturelle russe de Tel-Aviv), Tel-Aviv, le 10 mars 2014.

[352] Entretien avec Pavel Aronson, dirigeant de « l'association de l'amitié russo-israélienne ADIR », Jérusalem, le 14 mars 2014.

Le million qui a changé le Moyen-Orient : l'alyah soviétique en Israël de l'ex-député de la Knesset et fondateur du parti russophone « Le Choix démocratique » Roman Bronfman[353]. D'après lui :

> *« Certes, Israël accueille un nombre considérable de personnes depuis plus de 60 ans, mais nous n'avons jamais éprouvé une vague d'immigration et une influence culturelle aussi importantes que celles des juifs soviétiques. C'est pourquoi l'analyse de la période de cette immigration est au cœur des études migratoires d'Israël »*[354].

La communauté russophone d'Israël forte d'à peu près un million de membres[355] et représentant, depuis 1990, 85% de l'immigration en Israël[356] est un objet d'études tout à fait singulier. Aujourd'hui, cette population représente 16% de la population totale d'Israël et 20% de la population juive. Autrement dit, un juif israélien sur cinq est issu la « Grande alyah soviétique » et partage, par conséquent, la langue et la culture russes[357].

A ce sujet Arye Levin, ancien ambassadeur d'Israël en Russie, a dit :

> *« Dans les années 1960, il était très à la mode de dire qu'Israël allait bientôt devenir le 51ème Etat des Etats-Unis. Cinquante ans plus tard, Israël est devenu plutôt la 16ème république post-soviétique: il n'y a qu'ici que je peux parler russe à une caissière de supermarché et à un ministre »*[358].

---

[353] Entretien avec Roman Bronfman, Tel-Aviv, le 30 décembre 2012.

[354] *Ibid*.

[355] Les dernières données statistiques disponibles du Bureau National des Statistiques d'Israël, celles de 2001, estiment leur nombre à 806,200. Ces données d'il y a plus de 10 ans ne prennent pas en compte ni les enfants nés au sein la population recensée, ni les personnes n'ayant pas la nationalité israélienne. Aujourd'hui de nombreux politiciens israéliens donnent le chiffre allant d'un million jusqu'à un million trois cent mille d'immigrés de l'ex-URSS. Source : Entretien avec Roman Bronfman, Tel-Aviv, le 26 décembre 2012.

[356] De Tinguy A. « Les Russes d'Israël, une minorité très influente ». *Les Etudes du CERI* [En ligne]. n°48. Décembre 1998. Disponible sur : < http://www.sciencespo.fr/ceri/sites/sciencespo.fr.ceri/files/etude48.pdf > (consulté le 30 juillet 2016) p.4.

[357] Entretien avec Roman Bronfman, Tel-Aviv, le 26 décembre 2012.

[358] *Ibid.*

Graphique 3. Immigration des (ex) citoyens soviétiques en Israël[359]

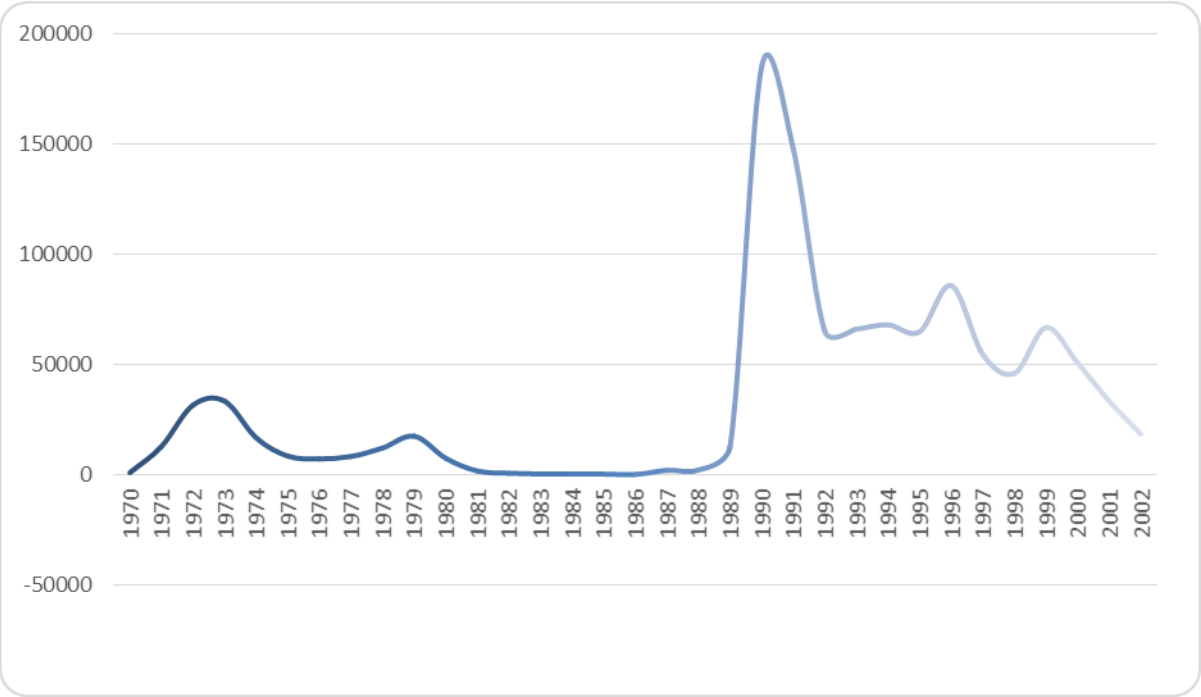


Image 17. Troisième langue officielle ? N'ayant pas ce statut, le russe demeure pourtant omniprésent en Israël, y compris dans les institutions publiques. Sur la photo : le poste-frontière de l'aéroport David-Ben-Gourion (enquête de terrain).

Dès lors, cette communauté de russophones israéliens peut-elle constituer un levier d'influence pour la Russie ?

[359] De Tinguy A. *La Grande Migration. La Russie et les Russes depuis l'ouverture du rideau de fer*, Paris : Plon, 2004. 662 p. p.158.

C'est avant tout la personnalité d'Avigdor Liberman, homme d'Etat israélien originaire de Moldavie et artisan du rapprochement russo-israélien depuis 2009, qui nous a intrigué. D'aucuns considèrent en effet ce leadeur du parti russophone « Israel Beitenou » (hébreu : Israël est notre maison) comme un politicien pro-russe[360]. Ce pourrait-il que lui ou son parti constituent ce levier de l'influence russe ? Cette question semble d'autant plus pertinente que la communauté russophone d'Israël est la seule diaspora russophone (en dehors de l'espace postsoviétique) à avoir ses propres partis politiques.

Force est de constater en premier lieu que l'essor du parti d'Avigdor Liberman, ainsi que de sa carrière d'homme d'Etat, coïncide avec le déclin des partis représentant les minorités, notamment russophones, dans la vie politique israélienne. Ce déclin peut être considéré comme la conséquence du rehaussement progressif du seuil nécessaire pour siéger à la Knesset de 1% des voix (au début des années 1990) jusqu'à 3,25% (à partir de 2014)[361].

L'intégration des immigrés issus de la grande aliyah (retour en Israël) soviétique coïncide avec la période où le seuil d'entrée à la Knesset était bas. Cela fut un facteur déterminant en ce qui concerne l'organisation et l'expression politique de la communauté russophone. Si dans les résultats électoraux le « vote russe » est identifiable dès le début des années 1990, c'est en 1996 qu'apparaît « Israel Ba'aliyah » de Natan Charansky - premier grand parti communautaire des immigrés de l'ex-URSS. Ce parti profita de l'opportunité historique octroyée par le système proportionnel à la Knesset : alors que les sondages lui prédisaient quatre ou cinq sièges pour les élections de 1996, il en obtint sept[362].

« Israel Ba'alyah » fut néanmoins un parti très hétéroclite du point de vue idéologique, rassemblant des personnalités aux orientations politiques diverses. Deux grands sujets furent source de divisions internes : la position sur le conflit israélo-

[360] Sova E. « Avigdor Liberman: "pravilʹnaâ vojna" glazami ministra-efrejtora [Avigdor Liberman: "la guerre juste" vue par le ministre-caporal] ». *BBC Russian* [En ligne]. 1 juin 2016. Disponible sur : < http://www.bbc.com/russian/international/2016/06/160531_liberman_israel_defense_minister > (consulté le 30 juillet 2016)

[361] « Le système électoral israélien : comment ça marche ? ». *Europe Israël news* [En ligne]. 13 mars 2015. Diponible sur : http://www.europe-israel.org/2015/03/le-systeme-electoral-israelien-comment-ca-marche/ (consulté le 4 juin 2017)

[362] Entretien avec Roman Bronfman, Tel-Aviv, le 26 décembre 2012.

palestinien et les rapports entre le religieux et la politique à l'intérieur de l'Etat d'Israël[363].

Lors des élections de 1999 « Israel Ba'aliyah » réussit à conserver des sièges à la Knesset grâce à la campagne électorale menée contre le parti ultra-orthodoxe « Shas ». A l'issu de cette élection, il y avait à la Knesset trois partis russophones : Avigdor Liberman créa son parti représentant l'électorat de droite et obtint quatre sièges ; Natan Charansky avec « Israel Ba'alyah » avec quatre sièges représentait le centre avec quelques éléments religieux modérés ; enfin, Roman Bronfman créa le parti « Le Choix Démocratique » qui représentait l'opinion libérale de gauche avec deux sièges[364].

Pour les élections de 2003, Roman Bronfman fusionna la liste de son parti « Le Choix Démocratique » avec celle du parti « Merez » et Natan Charansky fusionna « Israel Ba'alyah » avec le « Likoud ». Sur l'arène politique il ne restait donc que Liberman comme représentant indépendant de la communité russophone. En même temps, le seuil d'entrée à la Knesset a été rehaussé à 2% en 2006. Dans les années 2010, son parti est devenu la troisième force politique d'Israël. Cependant il affichait des ambitions non plus purement communautaires mais nationales. Le succès d'« Israel Beitenou » est donc dû justement à la volonté de ne plus se limiter à l'électorat russophone. Ainsi, selon Samuel Barnaï, spécialiste des Juifs post-soviétiques de l'Université Hébraïque de Jérusalem, *« on ne peut pas dire que la communauté russophone d'Israël est un bloc monolithe dirigé ou représenté par Avigdor Liberman »*[365].

Par ailleurs « Israel Beitenou », étant un parti de droite mettant l'accent sur la sécurité du pays, Liberman dut critiquer à de nombreuses reprises la politique étrangère de Moscou, qu'il s'agisse des contacts du Kremlin avec le Hamas[366], les livraisons d'armes à la Syrie[367] ou le démantèlement de l'arsenal chimique syrien[368].

---

[363] *Ibid*.

[364] *Ibid*.

[365] Entretien avec Samuel Barnaï, Jérusalem, le 12 mars 2014.

[366] « Glava MID Izrailâ kritikuet Rossiû za kontakty s Hamas [Le chef du MAE d'Israël critique la Russie pour ses contacts avec le Hamas] ». *Bol'šoj Kavkaz* [En ligne]. 16 mai 2010. Disponible sur : < http://www.bigcaucasus.com/events/news/16-05-2010/35446-0/ > (consulté le 30 juillet 2016)

[367] « Izrail′ osudil Rossiû za postvku v Siriû MiG-29 i sistem "Pancir′" - oružie možet popast′ k terroristam [Israël a condamné la Russie pour avoir livré des MiG-29 et des systèmes « Pantsir » à la Syrie - les armes peuvent se retrouver entre les mains des terroristes] ». *Newsru.com* [En ligne]. 17

Les années 2000 sont aussi une période singulière du point de vue de l'activité de Natan Charansky, personnalité emblématique qui fut pendant longtemps le symbole même de la communauté des raptriés de l'ex-URSS en Israël grâce à son image de « refuznik » et « prisonnier de Sion ».

Les termes de « refuznik » et de « prisonnier de Sion » désignent dans le contexte soviétique les juifs à qui les autorités de l'URSS refusaient le droit de partir en Israël et qui furent emprisonnés en raison de leur militantisme en faveur du droit d'émigrer.

Ce fut justement le cas de Natan Sharansky, à qui un visa de sortie fut refusé en 1973 et qui fut emprisonné en 1977 au motif de collaboration avec la CIA. Sous l'effet d'une pression internationale et de l'implication militante de sa femme, Sharansky fut libéré le 11 février 1986 et partit en Israël le même jour[369].

En effet, au cours du mandat de la quatorzième Knesset (1996-1999) Benyamin Netanyahou eut recours à Sharansky afin de promouvoir les relations russo-israéliennes[370]. Pourtant, au début des années 2000, Sharansky se désengagea brusquement de toutes ses responsabilités concernant les relations avec Moscou à la suite de l'affaire Léonide Nevzlin. Cet ancien recteur de la RGGU (université en Russie) et associé de Khodorkovski, figura dans le procès de la compagnie pétrolière « YUKOS ». Tombé en disgrâce, il décida de se réfugier en Israël en 2003. Les autorités russes le condamnèrent alors par contumace à la prison à vie et demandèrent son extradition aux gouvernements israéliens successifs[371]. Ami et soutien de Nevzlin, Charansky a rompu tout lien avec Poutine en signe de désaccord[372].

---

mai 2010. Disponible sur : < http://live.newsru.com/world/17may2010/izrailarms.html > (consulté le 30 juillet 2016)

[368] « Lieberman Criticizes Russia Proposal For Syria's Chemical Weapons ». *Hamodia* [En ligne]. 10 septembre 2013. Disponible sur : < http://hamodia.com/2013/09/10/lieberman-criticizes-russia-proposal-for-syrias-chemical-weapons/ > (consulté le 30 juillet 2016)

[369] « Natan Sharansky ». In : *The Jewish Agency* [En ligne]. Disponible sur : < http://www.jewishagency.org/executive-members/natan-sharansky-0 > (consulté le 30 juillet 2016)

[370] De Tinguy Anne, *op.cit.*

[371] « Biografiâ Leonida Nevzlina [La biographie de Leonid Nevzlin] ». *RIA Novosti* [En ligne]. 24 juin 2013. Disponible sur : < http://ria.ru/spravka/20130624/945483042.html > (consulté le 30 juillet 2016)

[372] Entretien avec une source souhaitant rester anonyme, issue de la classe politique israélienne, Tel-Aviv, le 30 décembre 2012.

Les hommes politiques israéliens d'origine soviétique ne peuvent donc pas être les relais de l'influence russe en Etat hébreu ou au Moyen-Orient et ce pour plusieurs raisons :

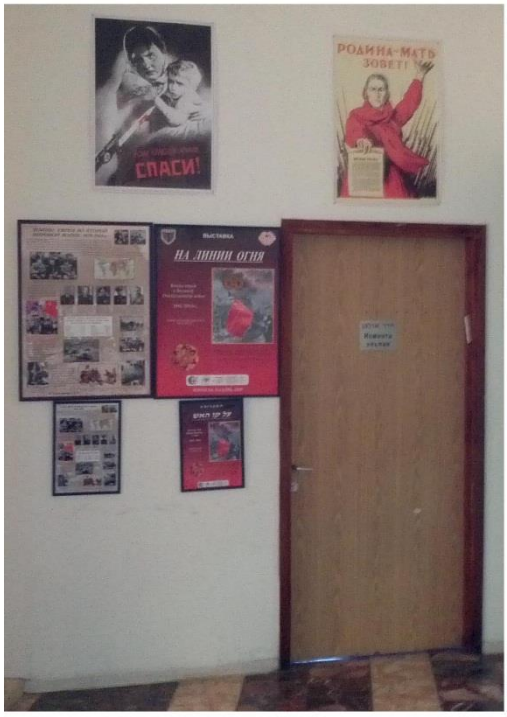
- Faisant de la sécurité d'Israël une priorité, Avigdor Liberman est souvent en désaccord avec la politique proche-orientale de Moscou (alliance avec la Syrie, contacts avec le Hezbollah et le Hamas) ;
- Natan Sharansky a rompu toute relation avec Moscou pour des raisons personnelles ;
- Représentant l'aile gauche, Roman Bronfman considère le régime de Poutine comme dictatorial et s'abstient de contacts étroits avec lui[373].

Qu'en est-il de la société civile russophone israélienne en général? Elle est en effet organisée en plusieurs structures, dont les plus visibles sont les associations des compatriotes qui tiennent leurs réunions à la Maison des communautés de Jérusalem prévue à cet effet.

Censée accueillir les organisations de rapatriés russophones venant de tous les pays afin de faciliter leurs démarches administratives et leur intégration dans la société israélienne, la Maison des communautés de Jérusalem ressemble plutôt à un musée russe consacré à la Seconde Guerre mondiale. Les affiches soviétiques de l'époque et les inscriptions en russe y sont en effet omniprésentes.

[373] Entretien avec Roman Bronfman, Tel-Aviv, le 30 décembre 2012.

Image 18. La décoration intérieure de la Maison des communautés de Jérusalem, photo de l'enquête de terrain (mars 2014).



En ce qui concerne les associations elles-mêmes, selon notre observation sur le terrain, leur impact sur la vie politique est minime car elles se composent avant tout

de personnes d'un certain âge qui se réunissent pour discuter entre elles sur un mode privé, sans chercher forcément à se faire le relais d'une cause auprès du gouvernement israélien.

Image 19. Réunion de l'association des rapatriés de Saint-Pétersbourg à la Maison des communautés de Jérusalem. Photo de l'enquête de terrain (mars 2014).

Cette observation nous a été confirmée par Pavel Aronson, dirigeant de « l'association de l'amitié russo-israélienne ADIR »[374] et par une source au sein de la direction de la Maison des communautés, souhaitant rester anonyme.

Commentant cette situation, Samuel Barnaï, spécialiste des juifs post-soviétiques de l'Université Hébraïque de Jérusalem, nous a indiqué qu'elle est caractéristique du milieu russophone d'Israël. Suite à la forte chute du nombre de rapatriés des pays post-soviétiques depuis les années 2000, il n'est plus assez alimenté pour former une véritable communauté ayant des revendications spécifiques. De plus, les jeunes juifs russophones immigrant actuellement en Israël ont un bagage éducatif plus important que celui des générations précédentes, ce qui leur permet de s'intégrer plus facilement à la société israélienne sans avoir nécessairment besoin de recourir à leur communauté[375].

Selon nous, trois facteurs empêchent donc d'envisager la communauté russophone d'Israël comme un instrument de la politique extérieure russe :

---

[374] Entretien avec Pavel Aronson, Jérusalem, le 14 mars 2014.

[375] Entretien avec Samuel Barnaï, Jérusalem, le 12 mars 2014.

- La désorganisation politique de cette communauté ;
- Les préoccupations sécuritaires spécifiques d'Israël auxquelles cette communauté est attachée et qui s'inscrivent souvent en faux par rapport à la diplomatie russe ;
- L'assimilation de plus en plus importante des immigrés russophones dans la société israélienne qui limite la persistance d'une identité spécifique et de réflexes communautaires.

La diaspora russe de Chypre : un groupe disparate

Selon des estimations non officielles, la diaspora russe à Chypre serait forte de 50000 personnes[376] [377].

Dès l'atterrissage à l'aéroport de Larnaca, la présence russe se sent partout : on voit notamment des panneaux publicitaires exclusivement en russe vantant les services de certaines banques, de grands écrans projetant la publicité vidéo de « World of Tanks » - jeu vidéo très populaire dans l'espace post-soviétique. Même les consignes aux douanes sont rédigées en trois langues : grecque, anglaise et russe[378].

La présence russe dans l'île inclut notamment :

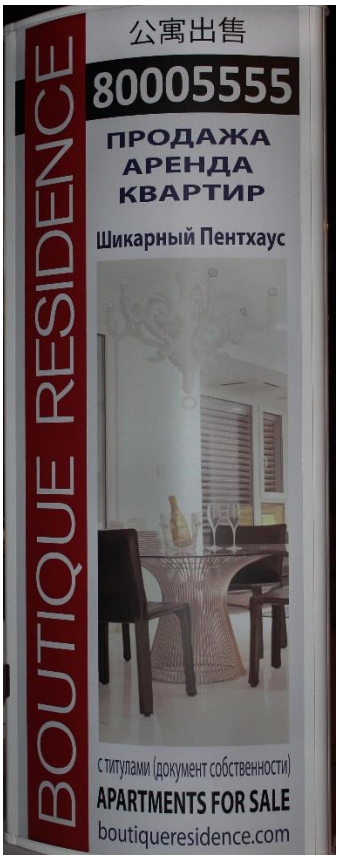
- La marine de guerre russe qui séjourne fréquemment à Limassol, juste à côté de la base aérienne britannique Akrotiri ;
- De grandes fortunes russes liées aux opportunités du banking off-shore, c'est-à-dire l'optimisation fiscale et le blanchiment d'argent, ou mues par la volonté de protéger leurs fonds de l'instabilité de l'économie russe ;
- Des touristes russes, d'autant plus nombreux que Chypre ne fait pas partie de l'espace Schengen et leur délivre facilement des visas ;
- La classe moyenne russe, attirée par un secteur immobilier abordable donnant de surcroît la possibilité d'avoir des documents de circulation européens. Le nombre de propriétaires russes à Limassol est si important que la ville est même appelée « Little Moscow » par les Chypriotes.

[376] Goncharova A. « Russkie Kipra [Les Russes de Chypre] ». In : *EU Russian-speakers Alliance* [En ligne]. 18 mai 2009. Disponible sur : < http://eursa.eu/node/83 > (consulté le 31 juillet 2016)

[377] Le service officiel des statistiques chypriote ne fournit pas de données démographiques de la population de Chypre par nationalité ou par pays d'origine.

[378] Enquête de terrain à Chypre, avril 2014.

Image 20. Une affiche à Limassol, rédigée en chinois, russe et en anglais et proposant la vente ou la location d'appartements de luxe.



Evoquant le cas des hommes d'affaires russes, Andreas Christou, maire de Limassol et ancien ministre de l'Intérieur a estimé que leur installation à Chypre est le résultat de plusieurs vagues migratoires. Voici comment il les a classées[379] :

- Les « aventuriers », venus juste après la chute de l'URSS pour y chercher de nouvelles opportunités économiques ;
- Le « vrai business », c'est-à-dire des entrepreneurs immigrant avant l'arrivée de Poutine au pouvoir et qui voyaient en Chypre un havre de paix les plaçant à l'abri de l'instabilité en Russie ;
- La vague des années 2000 liée au business off-shore.

Une définition *stricto sensu* d'une compagnie off-shore peut être la suivante :

« Une « compagnie offshore » désigne le régime juridico-organisationnel particulier d'une entreprise qui lui permet de minimiser le plus possible ses contributions

[379] Entretien avec Andreas Christou, maire de Limassol et ancien ministre de l'Intérieur de Chypre, Limassol, le 17 avril 2014.

fiscales (dans la plupart des cas jusqu'à zéro). Un tel régime suppose, en règle générale, que toutes les transactions s'effectuent en dehors de la juridiction où la société en question est officiellement enregistrée »[380].

Or, après consultation de plusieurs sites d'entreprises de conseil proposant des services d'optimisation fiscale pour les citoyens russes, il apparaît que Chypre ne répond pas tout à fait à cette définition. En effet, la création d'une entreprise sur l'île permet d'être assujetti à une imposition sur les sociétés avantageuse (sans la condition d'opérer à l'étranger), mais permet aussi de conduire ses affaires dans le cadre de la législation européenne, prévisible et transparente, tout en évitant des formalités administratives trop lourdes[381].

Il ne s'agit là, bien évidemment, que de la partie légale de l'activité des entrepreneurs russes. En effet, Chypre est souvent accusé au niveau européen et par les médias de faciliter le blanchiment d'argent pour les Russes[382]. Le blanchiment d'argent et les activités légales d'optimisation fiscale peuvent également expliquer que Chypre se positionne comme premier investisseur étranger en Russie entre 2009 et 2015[383]. Ainsi, les capitaux ne seraient domiciliés à Chypre pour y être exonérés d'impôts et blanchis, après quoi ils retournent en Russie.

Concernant le dernier point, l'attitude du gouvernement russe face aux circuits d'évasion fiscale est assez ambigüe. Pendant la crise financière de 2012-2013 à Chypre, décision fut prise de convertir 47,5% des dépôts de plus de 100 000 euros à la « Bank of Cyprus » en parts de capital de cet établissement[384], événement qualifié de « haircut » (anglais : coupe de cheveux). Or, cette décision affecta un très grand nombre de Russes. Vladimir Poutine fustigea dès lors le « haircut » comme une

---

[380] Apel A., Gunko V., Sokolov I. *Obnaličivanie i offšornyj biznes v shemah [Le transfert en espèces par le biais des sociétés-écran et le business offshore en schémas]*. Saint-Pétersbourg : Piter, 2002. 192 p. p. 47.

[381] « Offšor Kipr [Chypre, l'offshore] ». In : *LTSS International* [En ligne]. Disponible sur : < http://ltssinternational.com/offshor-kipr > (consulté le 4 août 2016)

[382] Dettmer M., Reiermann C. « Bailing Out Oligarchs: EU Aid for Cyprus. A Political Minefield for Merkel ». *Spiegel Online* [En ligne]. 5 novembre 2012. Disponible sur : < http://www.spiegel.de/international/europe/german-intelligence-report-warns-cyprus-not-combating-money-laundering-a-865451.html > (consulté le 5 août 2016)

[383] Source : Banque centrale russe. Disponible sur : <http://www.cbr.ru/>

[384] « Cyprus central bank announces 47.5 percent haircut on large Bank of Cyprus deposits ». *Reuters* [En ligne]. 30 juillet 2013. Disponible sur : < http://www.reuters.com/article/cyprus-bankofcyprus-idUSL6N0G033120130730 > (consulté le 6 août 2016)

mesure « injuste, non-professionnelle et dangereuse »[385], alors que Dmitri Medvedev le compara à une « confiscation de l'argent d'autrui »[386].

Cette situation peut paraître paradoxale, puisque le gouvernement russe défendait ainsi des citoyens pratiquant l'optimisation ou l'évasion fiscale entamant d'autant les recettes fiscales du pays. Cependant, la présence à Chypre de grosses fortunes souvent liées à des personnes très haut placées du régime russe pourrait expliquer cette contradiction[387].

Cela explique également, pourquoi une loi sur les « entreprises étrangères contrôlées » appelée communément « loi de dé-offshorisation » ne fut instaurée en Russie qu'à partir du 1er janvier 2015. Celle-ci durcit considérablement les règles fiscales, sans interdire pour autant aux citoyens russes de posséder des compagnies off-shore[388]. La question est aussi de savoir si cette loi sera accompagnée de mécanismes efficaces permmetant son application réelle. Ceux-ci sont étudiés par le ministère des Finances russe depuis 2013[389].

***

Comment rendre compte de la diaspora russe installée à Limassol ? S'il nous paraît impossible de cartographier la présence de touristes ou de propriétaires immobiliers russes, il est en revanche possible de trouver les indices de la présence des militaires et des grandes fortunes.

---

[385] « Putin sčitaet nalog na vklady v bankah Kipra "opasnym" [Poutine estime que l'impôt sur les dépôts dans les banques chypriotes est "dangereux"] ». *BBC Russian* [En ligne]. 18 mars 2013. Disponible sur : < http://www.bbc.com/russian/international/2013/03/130318_cyprus_tax_putin > (consulté le 6 août 2016)

[386] « Medvedev: nalog na vklady na Kipre vyglâdit kak konfiskaciâ čužih deneg; povliâet na otnošeniâ s Rossiej [Medvedev: l'impôt sur les dépôts à Chypre ressemble à une confiscation d'argent ; cela affectera les relations avec la Russie] ». *Gazeta.ru* [En ligne]. 18 mars 2013. Disponible sur : < https://www.gazeta.ru/politics/news/2013/03/18/n_2804433.shtml > (consulté le 6 août 2016)

[387] *Cf.* à ce sujet cette interview avec Oleg Chwartsman, gestionnaire de capitaux proche du Kremlin : « "Partiû dlâ nas olicetvorâet silovoj blok, kotoryj vozglavlâet Igor′ Ivanovič Sečin" ["Pour nous le parti est incarné par la fraction des gens issus des services de l'ordre, dirigée par Igor Ivanovitch Setchin"] ». *Kommersant"*. 30 novembre 2007. n°221, p. 20.

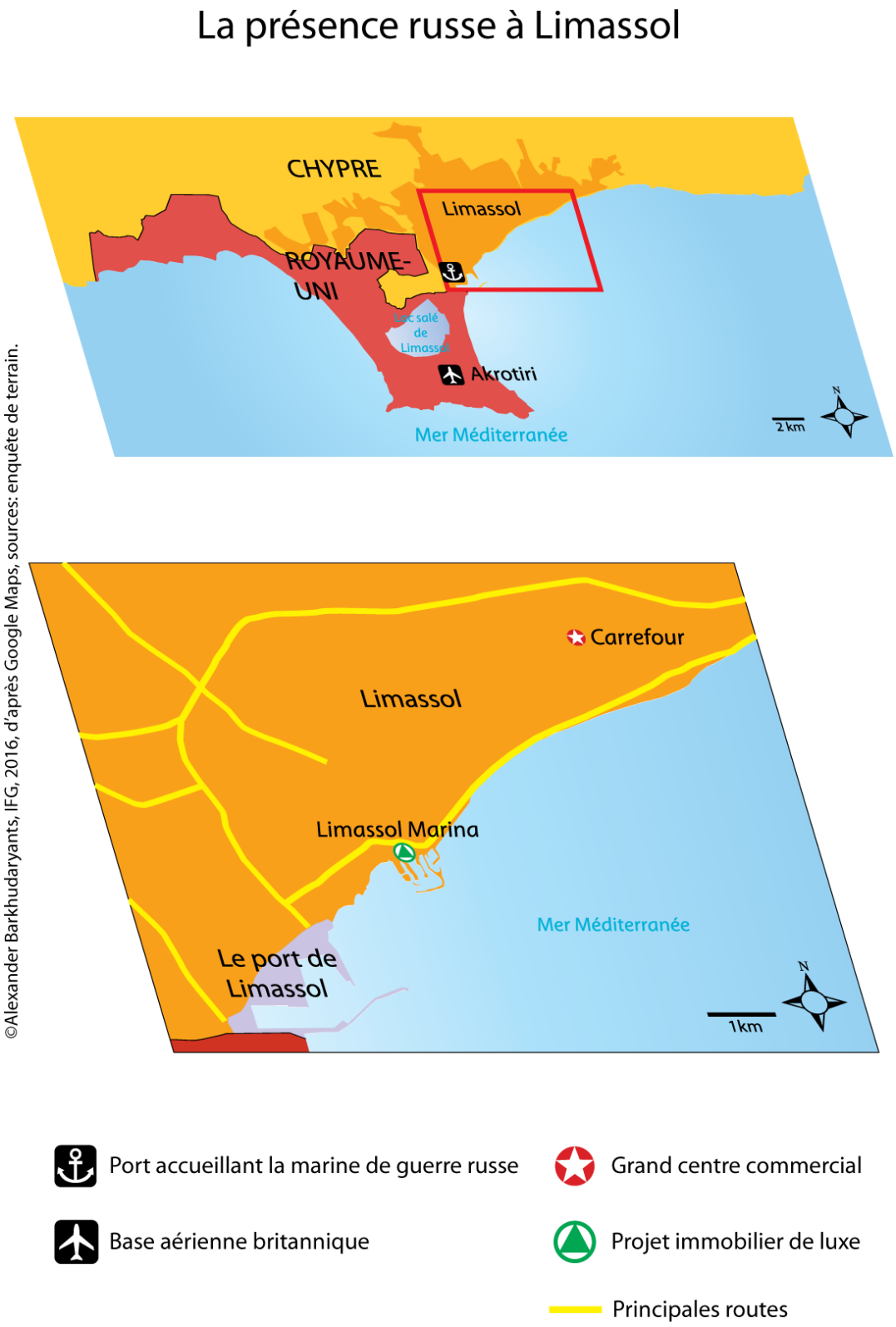
[388] Gaïdov A. « Zakon o kontroliruemyh inostrannyh kompaniâh: obzor i kommentarij. Deofšorizaciâ [La loi sur les compagnies étrangères contrôlées : présentation et commentaires. Dé-offshorisation] ». In : *Gestion* [En ligne]. 1 mars 2016. Disponible sur : < http://www.gestion-law.com/kik/ > (consulté le 6 août 2016)

[389] « Kipr i Lûksemburg mogut okazat′sâ s černom spiske offšorov [Chypre et le Luxembourg peuvent être inscrits sur la liste noir du ministère des Finances] ». *Forbes* [En ligne]. 28 novembre 2013. Disponible sur : < http://www.forbes.ru/news/247967-kipr-i-lyuksemburg-mogut-okazatsya-v-chernom-spiske-ofshorov-minfina > (consulté le 6 août 2016)

Celle-ci est manifeste en trois lieux distincts :

- Il s'agit, bien évidemment, du port de Limassol où stationne régulièrement la marine de guerre russe ;
- La zone commerciale située à l'est de la ville et notamment son plus grand centre commercial, en l'occurrence un « Carrefour », matérialise également la présence des militaires russes. En effet, durant notre enquête de terrain nous avons remarqué que les marins russes y sont régulièrement acheminés pour passer le temps durant l'entretien de leurs navires. Ces aller-retours entre le port de Limassol et le « Carrefour » en question se déroulent d'une manière très organisée, en groupe et en bus spécialement affrétés à cet effet ;
- Le projet immobilier de luxe « Limassol Marina », situé sur le vieux port de Limassol, concentre quant à lui les grandes fortunes russes, surreprésentées parmi les futurs propriétaires.

Carte 12. La présence russe à Limassol



©Alexander Barkhudaryants, IFG, 2016, d'après Google Maps, sources: enquête de terrain.

Pour en revenir à l'interrogation générale de ce paragraphe, on remarque que la diaspora russe de Chypre, du fait de sa composition sociale et intérêts extrêmement variés, ne peut pas à proprement parler constituer un levier de l'influence russe par son organisation ou ses actions concertées. Ainsi, durant notre séjour nous n'avons pas pu identifier des institutions diasporales dévéloppées comme c'est le cas en Israël.

En revanche, la capacité de régulation de flux humains et de capitaux à destination ou en provenance de Chypre dont dispose l'Etat russe constitue certainement une ressource d'influence potentielle. Théoriquement, les autorités russes peuvent donc mettre en place des restrictions de voyage pour leurs citoyens (comme c'était le cas avec la Turquie dans le contexte de l'incident aérien du 24 novembre 2015, *Cf.* Partie IV, Chapitre 7, paragraphe « L'ambiguïté de relations avec la Turquie ») ou encore inclure Chypre dans la liste noire des juridictions off-shore, interdisant ainsi aux Russes d'investir des fonds dans les banques locales. Pourtant, ce scénario demeure peu probable au vu du contexte actuel des relations russo-chypriotes.

c) Diasporas arméniennes, une instrumentalisation ?

Dans le contexte du conflit syrien, et surtout de l'intervention militaire de Moscou dans ce pays, certains médias russes se sont parfois référé à la situation des Arméniens du Proche-Orient et notamment de la Syrie pour justifier la politique de la Russie. Il s'agissait souvent de reprendre certaines déclarations des membres de la diaspora arménienne de Syrie, flatteuses pour le Kremlin (*Cf.* Infra). Le point commun de ces publications consistait à présenter les Arméniens comme une minorité persécutée par les combattants islamistes soutenus par les Occidentaux et donc loyale à Bachar al-Assad.

Nous avons cherché à savoir si, derrière ce phénomène, se cachait un véritable processus d'instrumentalisation des diasporas arméniennes, à l'instar de ce que Taline Ter Minassian a analysé dans sa thèse *La politique soviétique au Moyen-Orient et les minorités du début des années 20 jusqu'à la veille de la Guerre froide*. Pour tenter d'y voir plus clair, nous avons etudié quelques-unes des publications susmentionnées.

Dans un premier temps, nous avons remarqué, qu'en 2014, certains médias russes dont *Izvestiâ*[390], *Vesti*[391] et même le bloggueur proche du Kremlin Anatoliï Nesmian (« el-murid »)[392] se sont saisis de la prise de Kessab, sous-médiatisée dans la presse occidentale, pour dénoncer la politique occidentale et turque en Syrie. En effet, ce village syrien proche de la Turquie était majoritairement peuplé d'Arméniens avant une incursion de combattants islamistes le 21 mars 2014. Lancée depuis le territoire turc, cette attaque contraignit la population civile, probablement prise en otage, à fuir et s'accompagna de la destruction des lieux de culte[393] [394]. Aux yeux des médias russes, une telle attaque n'aurait pas pu se produire sans le soutien ou du moins l'aval de la Turquie et de ses alliés occidentaux. Selon un article d'*Izvestiâ* daté du 1 avril 2014:

> *« En Arménie et en Syrie on pense que le massacre de Kessab a été provoqué par les autorités turques avec le soutien des Etats-Unis »*[395].

Toujours dans le contexte des événements de Kessab, la rédaction française de *Sputnik* a publié un article qui soutenait que :

> *« Depuis le début du conflit syrien, la communauté des Arméniens syriens reste fidèle au gouvernement du pays, en participant à toutes les grandes batailles contre les rebelles radicaux »*[396].

---

390 *Cf.* Infra

391 « Reznâ v Kesabe: boeviki "Al′-Kaidy" žestoko raspravilis′ s armânami-hristianami [Le massacre à Kessab: les combattants d'Al-Qaïda ont brutalement réglé leurs comptes avec les chrétiens arméniens] ». *Vesti* [En ligne]. 1 avril 2014. Disponible sur : < http://www.vesti.ru/doc.html?id=1431909 > (consulté le 5 novembre 2016)

392 *Kessab, Siriâ [Kessab, Syrie]* [En ligne]. *el-murid*. 27 mars 2014. Disponible sur : < http://el-murid.livejournal.com/1680178.html > (consulté le 5 novembre 2016)

393 « Photos of ruined Armenian churches of Kessab appear in internet ». *Armenpress.am* [En ligne]. 16 juin 2014. Disponible sur : < http://armenpress.am/eng/news/765892/photos-of-ruined-armenian-churches-of-kessab-appear-in-internet.html > (consulté le 5 novembre 2016)

394 « Syrie : le village arménien de Kessab, victime "d'une épuration ethnique" ». *France 24* [En ligne]. 24 mars 2014. Disponible sur : < http://www.france24.com/fr/20140324-syrie-village-armenien-kassab-epuration-ethnique-assad > (consulté le 5 novembre 2016)

395 Baïkova T., Oganessian T. « V Erevane podderžat sirijskih armân [Les Arméniens de Syrie seront soutenus à Erevan] ». *Izvestiâ* [En ligne]. 1 avril 2014. Disponible sur : < http://izvestia.ru/news/568513 > (consulté le 5 novembre 2016)

Il convient de remarquer, qu'en 2014, les médias russes se contentaient de publier des informations qui se bornaient peu ou prou à décrire et déplorer la situation des Arméniens de Syrie. En revanche, leur approche a changé au moment de l'intervention militaire russe en 2015. Il s'agissait désormais de donner la parole directement aux représentants des diasporas arméniennes. En ce sens, notre attention a d'abord été attirée par les déclarations, faites en octobre 2015, par Ara Abrahamyan, président de « l'Union des Arméniens de la Russie » et du « Congrès mondial arménien », deux grandes organisation de la diaspora :

> *« <…> Damas est devenue l'objet de l'action extérieure destructrice de la part d'un groupe de pays occidentaux (avant tout les Etats-Unis et la Grande Bretagne) et du Moyen-Orient (notamment le royaume de l'Arabie saoudite, la Turquie et le Qatar) <…>.*
> *<…> L'expansion anti-syrienne des islamistes radicaux dans le cadre du projet de « chaos contrôlé »*[397] *amène de fait à l'élimination de la population chrétienne du territoire des pays du Moyen-Orient. Les représentants de la communauté chrétienne, les établissements de leur culte et les monuments historiques sont détruits sous couvert de lutte contre le régime de Bachar al-Assad. En est une illustration parfaite la situation de la communauté arménienne de Syrie (avec les événements tristement connus à Kessab, Alep et Lattaquié) »*[398].

Abrahamyan, en sa qualité de chef de la diaspora arménienne de Russie, voire même du monde entier, affiche donc un alignement clair sur les positions du Kremlin. Pourtant, peut-on parler d'une instrumentalisation de cette figure par le Kremlin ?

---

[396] « Les Arméniens de Syrie survivent en défiant le terrorisme ». *Sputnik* [En ligne]. 16 janvier 2016. Disponible sur : < https://fr.sputniknews.com/international/201601161020992357-armeniens-kessab-syrie/ > (consulté le 5 novembre 2016)

[397] Pour plus de détails concernant « la théorie du chaos contrôlé » *Cf.* le paragraphe « Les représentations et les médias ».

[398] « Vystuplenie Ara Abramâna na Naučno-praktičeskoj konferencii «Migracionnye vyzovy miru: Evrosoûz i Rossiâ», sostoâvšejsâ 29 oktâbrâ v Obŝestvennoj Palate RF [L'intervention de Ara Abrahamyan à la conférence scientifique "Défis migratoires dans monde: l'Union européenne et la Russie" ayant eu lieu à la Chambre Civile de la Fédération de Russie le 29 octobre] ». In : *SAR* [En ligne]. 29 octobre 2015. Disponible sur : < http://www.sarinfo.org/sarnews/30-10-15.shtml > (consulté le 31 octobre 2016)

Pour répondre à cette question, il nous semble pertinent de prêter attention à la biographie d'Ara Abrahamyan.

Ce puissant homme d'affaires est en effet très proche du Kremlin. Il avait investi en Libye avant la crise de 2011, connaissait personnellement Kadhafi et l'invita même à visiter la Russie[399]. En 2001-2002 « Rosoboronexport », la compagnie publique russe en charge de l'exportation du matériel de guerre, eut recours à la compagnie « Midwest » d'Abrahamyan pour conclure des contrats au Nigéria[400]. Il intervint également auprès des autorités nigérianes en 2005 en tant qu'intermédiaire du gouvernement russe afin de libérer douze marins russes détenus dans le pays dans le cadre de l'affaire du pétrolier grec « African Pride », dont l'équipage fut accusé de contrebande de pétrole[401].

A notre avis, les rapports étroits qui existent entre le Kremlin et Abrahamyan sont donc plutôt dus à une relation de confiance de longue date, qu'à l'appartenance de ce dernier à la communauté arménienne. Le fait d'être arménien parait accessoire par rapport à son réseau d'influence, ses investissements et services de médiation. C'est pourquoi dans ce cas précis il nous semble difficile de parler d'une véritable politique russe d'instrumentalisation de sa propre communauté arménienne.

Qu'en est-il des figures proche-orientales de la diaspora ? En étudiant les publications des médias russes au sujet des Arméniens de Syrie, nous avons identifié deux personnes qui ont parlé au nom de cette communauté. Le 10 avril 2014 le journal russe *Izvestiâ* a publié une interview avec le chef de l'Eglise apostolique arménienne en Syrie, l'évêque Armach Nalbandian. Dans cette interview, l'évêque parlait de la souffrance des Arméniens et des autres populations de la Syrie et a notamment souligné :

> *« Ceux qui sont derrière la soi-disant opposition armée – la Turquie, l'Europe, les pays pétroliers arabes, les Etats-Unis –*

---

399 « Ara Abramân: Â byl blizok s byvšim glavoj Livii Kaddafi [Ara Abrahamyan: j'ai été proche de l'ancien chef de la Lybie Kadhafi] ». *Lurer* [En ligne]. 10 décembre 2012. Disponible sur : < http://lurer.com/?p=47781&l=ru > (consulté le 6 novembre 2016)

400 « Nigeriâ. Aviaprom, avtoprom [Nigéria. L'industrie aérienne et automobile] ». In : *af-ro* [En ligne]. 30 juin 2006. Disponible sur : < http://polpred.com/?ns=1&ns_id=340355 > (consulté le 6 novembre 2016)

401 Meyer H. « Sailors Tell of Ordeal in Nigerian Jail». *The Moscow Times* [En ligne]. 29 décembre 2005. Disponible sur : < http://old.themoscowtimes.com/news/article/tmt/207654.html/ > (consulté le 6 novembre 2016)

oublient, qu'en distribuant les armes, ils ne sèment que la mort et la destruction. [Il faut dialoguer] avec ceux qui sont mécontents du gouvernement, ne partagent pas ses idées et ne le soutiennent pas du tout, mais qui ne prennent pas les armes. C'est sur eux que doivent miser ceux qui aident actuellement les gens que je ne peux appeler que bandits et terroristes. <…> Je voudrais m'adresser personnellement à l'auguste primat de l'Eglise orthodoxe russe patriarche Cyrille pour lui demander qu'il devienne l'envoyé de la paix pour le peuple syrien. <…>. J'aimerais beaucoup qu'il visite la Syrie. Peut-être que cela mettra fin à la guerre »[402].

Nous constatons donc que le message est toujours le même – les pays occidentaux et leurs alliés mènent une politique destructrice en Syrie, alors que la Russie, ou du moins son église jouent un rôle positif. Pourtant, il est difficile de considérer l'évêque Nalbandian comme un pro-russe engagé. En effet, quelques mois avant l'interview que nous avons citée, il fit une visite aux Etats-Unis durant laquelle il s'est gardé de critiques contre les chancelleries occidentales. Plus encore, Nalbandian fut reçu par des membres de la Chambre des représentants et des assemblées des Etats américains. Officiellement, le but de cette visite consistait à demander une aide humanitaire pour la population civile syrienne[403] [404]. On peut également supposer que l'évêque sert de canal officieux d'échange entre les gouvernement syrien et américain. Il nous semble donc plus probable que, si instrumentalisation il y a de cette figure, celle-ci serait davantage le fait du régime syrien que du Kremlin.

Par ailleurs, le 12 décembre 2015, le site *Sputnik* publiait un article citant les déclarations d'un certain Andranik Pogosyan, directeur d'une école arménienne d'Alep et membre de l'organisation diasporique de la ville. Commentant la lutte contre l'Etat islamique il déclarait notamment :

---

[402] Matsarskiï Y. « «SŠA, davaâ oružie boevikam, zabyvaût — oni plodât ètim tol′ko smert′» [« En donnant les armes aux boéviks les Etats-Unis oublient qu'ils ne font que semer la mort »] ». *Izvestiâ* [En ligne]. 10 avril 2014. Disponible sur : < http://izvestia.ru/news/568764 > (consulté le 31 octobre 2016)

[403] « Bishop Armash Nalbandian meets with Adam Schiff ». *Armenpress.am* [En ligne]. 30 janvier 2014. Disponible sur : < https://armenpress.am/eng/news/748083/ > (consulté le 5 novembre 2016)

[404] « Glava armânskoj cerkvi Damaska vstretilsâ s liderami armânskih organizacij SŠA [Le chef de l'Eglise arménienne de Damas a rencontré les leaders des organisations arméniennes des Etats-Unis] ». *PanARMENIAN.Net* [En ligne]. 25 février 2014. Disponible sur : < http://www.panarmenian.net/rus/news/176225/ > (consulté le 31 octobre 2016)

> *« <…> Dieu merci, les forces gouvernementales ont pu chasser les combattants de l'EI des banlieues. Maintenant le centre n'est plus bombardé – les combats ont lieu loin, en dehors des quartiers de la ville. La vie a progressivement repris dans les quartiers arméniens. <…>. Nous, les Arméniens locaux, suivons pratiquement chaque jour le travail de l'aviation russe, grâce à laquelle les combattants-terroristes ont pu être chassés de la ville. On les voit bombarder loin les positions de l'ennemi et on prie pour les pilotes russes. Et pas seulement nous, toute la population de la ville, les Syriens qui vivent côte à côte avec nous sont persuadés que c'est le Seigneur qui a envoyé la Russie pour nous aider. Les avions russes nous ont redonné espoir pour le futur »*[405].

En cherchant plus d'informations sur Andranik Pogossian, nous avons trouvé une longue interview donnée par lui au ministère arménien de la Diaspora en août 2014. Dans celle-ci, Pogossian ne disait rien ni de la reconnaissance des Arméniens à l'égard du régime syrien, ni de l'Etat islamique ni de la politique extérieure russe[406]. Ceci alors, qu'en 2014, Alep fut le théâtre d'importantes batailles à l'issue desquelles l'Etat islamique fut chassé de la ville par les rebelles. Il semblerait donc que rien n'indique qu'Andranik Pogossian soit une voix pro-russe de la communauté arménienne d'Alep.

Nous n'avons pas non plus trouvé trace d'un engagement ou de positions constamment favorables au Kremlin de la part de deux grands partis politiques de la diaspora arménienne – Hentchakian et Dachnaktsoutioun ou des chefs de l'Eglise arménienne (qu'il s'agisse de l'Eglise apostolique avec ses deux catholicossats ou de l'Eglise catholique arménienne).

---

[405] « Sirijskij Aleppo posle načala operacii VKS RF. Vzglâd iznutri [Alep après le début de l'opération des Forces Aériennes et Cosmiques de la Fédération de Russie. Un regard depuis l'intérieur] ». *Sputnik* [En ligne]. 12 décembre 2015. Disponible sur : < http://ru.sputnik.kg/opinion/20151212/1020836919.html > (consulté le 5 novembre 2016)

[406] « Andranik POGOSÂN: «Vmesto troih synovej u menâ segodnâ v Aleppo 500 detej i â ne mogu ih brosit′…» [Andranik POGOSSIAN: "Au lieu de trois fils j'ai mentenant 500 enfants à Alep et je ne peux pas les laisser"] ». *Hayern Aysor* [En ligne]. 28 août 2014. Disponible sur : < http://ru.hayernaysor.am> (consulté le 5 novembre 2016)

Enfin, aucune information n'est disponible sur la collaboration tactique de l'aviation russe avec des milices arméniennes de Syrie, ceci alors que les médias et certains membres de la société civile russes évoquent l'existence de tels groupes armés[407].

En résumé, nous pouvons donc conclure, qu'au vue de l'information disponible sur le sujet, la problématique des Arméniens de Syrie fait davatange l'objet d'une récupération médiatique plutôt que d'une véritable instrumentalisation par le biais des diasporas. Cette récupération passe souvent par un travail de tri et de sélection des déclarations des représentants des communautés arméniennes tandis que les voix dissidentes sont passées sous silence. A titre d'exemple, on peut mentionner le cas du politologue arménien Stepan Grigorian, critique des actions de Moscou et mettant en garde le gouvernement arménien contre un éventuel « bourbier » dans le cas où Erevan suivrait la politique du Kremlin en Syrie[408]. Personnalité dérangeante et porteur d'un discours alternatif au sein de la communauté arménienne, Stepan Grigorian fut arrêté le 30 août 2016 à l'aéroport de Cheremetievo de Moscou, reconduit à la frontière et interdit de séjour en Russie jusqu'en 2030[409].

Chapitre 6 : Le vecteur religieux d'un soft power à la russe

a) Le couple Etat russe – Eglise orthodoxe russe et son rôle au Proche-Orient

La genèse du couple

Grâce à ses rapports privilégiés avec le régime russe actuel, l'Eglise orthodoxe russe du Patriarcat de Moscou (EOR) joue un rôle singulier dans la vie politique et sociale de la Russie post-soviétique. Ses privilèges et sa popularité au sein de la classe politique et de l'élite sont démesurés par rapport à son poids social réel. En effet, les pratiquants réguliers orthodoxes ne constitueraient que 1 à 4% de la population

[407] « ROSSIÂ V SIRII I «ARMÂNSKIJ FAKTOR» [La Russie en Syrie et "le facteur arménien"] ». *Kavkazoved* [En ligne]. 23 novembre 2015. Disponible sur : < http://www.kavkazoved.info/news/2015/11/23/rossia-v-sirii-i-armjanskij-faktor.html > (consulté le 5 novembre 2016)

[408] « Stepan Grigorân: U Rossii v Sirii sovsem inye celi [Stepan Grigorian: la Russie a des intérêts complètement différents en Syrie] ». *Armenia Today* [En ligne]. 6 octobre 2015. Disponible sur : < http://armtoday.info/default.asp?Lang=_Ru&NewsID=136527 > (consulté le 5 novembre 2016)

[409] « Stepana Grigorâna ne vpustili v Rossiû: do 2030 goda emu zapreŝen v″ezd [Stepan Grogorian n'a pas pu entrer en Russie: l'entrée lui est interdite jusqu'en 2030] ». *Tert.am* [En ligne]. 1 septembre 2016. Disponible sur : < http://www.tert.am/ru/news/2016/09/01/stepan-grigoryan/2120556 > (consulté le 7 novembre 2016)

russe[410]. De plus, parmi eux, les *babouchkas* (russe : les mamies) – femmes âgées qui ont vu dans l'Eglise une communauté leur permettant d'éviter la solitude et l'inactivité durant leur retraite - sont surreprésentées. Les *babouchkas* composeraient ainsi 40% des pratiquants réguliers, proportion inquiétante aux yeux des dirigeants de l'Eglise qui voudraient voir parmi leurs paroissiens davantage de jeunes actifs, capables de promouvoir l'orthodoxie dans la société. Désespérés, certains archevêques ont même appelé l'Eglise orthodoxe russe « L'Eglise des babouchkas »[411].

L'EOR et la religion orthodoxe en général jouissent d'une large sympathie parmi la classe politique russe, et, au plus haut niveau, au sein des services de sécurité et du ministère des Affaires étrangères[412]. La série d'accords de coopération que l'EOR conclut avec différents services sécuritaires à partir du début des années 1990 et jusqu'à nos jours, ainsi que la sixième place dans le protocole étatique qui fut accordée au patriarche sous Eltsine, sont une expression concrète de cette entente mutuelle[413]. Par la suite, la période du tandem Poutine-Medvedev a vu les liens entre le Kremlin et le patriarcat de Moscou s'intensifier considérablement. On peut donner à ce phénomène plusieurs explications.

La raison principale de ce rapprochement renvoie aux origines mêmes de l'EOR moderne. Après la révolution bolchévique et, surtout, suite aux répressions contre l'Eglise orthodoxe, celle-ci se décomposa en plusieurs segments au début du XXème siècle. Les paroisses se trouvant à l'extérieur des frontières de l'URSS se sont progressivement désolidarisées du Patriarcat de Moscou, qui, sous tutelle soviétique, prêchait en faveur du soutien de l'Eglise au régime. A la fin des années 1920, ces paroisses ont définitivement rompu avec Moscou. Ainsi naquit l'Eglise orthodoxe russe à l'étranger – EORE[414].

---

[410] Mitrokhin N. *Russkaâ pravoslavnaâ cerkov': sovremennoe sostoânie i aktual'nye problemy [L'église orthodoxe russe: l'état et les problèmes actuels]*. Moscou : Novoe literaturnoe obozrenie, 2004. 648 p. p.56.

[411] « Osvâšenie Nikol'skogo hrama v Sidorovskom [La consécration de l'Eglise Nikolski à Sidorovskoye] ». In : *Moskovskaâ eparhiâ Russkoj Pravoslavnoj Cerkvi* [En ligne]. 2012. Disponible sur : < http://www.mepar.ru/library/vedomosti/61/1170/ > (consulté le 3 mars 2015)

[412] Fourman D. *Dviženie po spirali. Političeskaâ sistema Rossii v rîdu drugih sistem [Le mouvement en spirale. Le système politique russe comparé aux autres]*. Moscou : Ves' mir, 2010. 168 p. p.114.

[413] Mitrokhin N. *op.cit.* p.235.

[414] Chukin S. « Kratkaâ istoriâ Russkoj Pravoslavnoj Cerkvi zagranicej 1922-1972 [L'histoire succincte de l'Eglise Orthodoxe Russe à l'étranger 1922-1972] ». In : *Russkaâ Pravoslavnaâ Cerkov'*

Il est important de noter que l'EOR, dans son état actuel, fut créée en 1943 par Staline qui s'inquiétait de la réouverture, favorisée par les nazis, des paroisses orthodoxes dans les territoires occupés par les Allemands. Non seulement cette mesure était à même de susciter les sympathies de la population occupée, mais elle pouvait, à terme, créer un levier de pouvoir sur les factions alors disparates de l'Eglise orthodoxe russienne (le nom de l'Eglise orthodoxe russe sous l'Empire) dans les territoires contrôlés par les Soviétiques.

En 1943, plusieurs hauts hiérarques orthodoxes, dont le Métropolite Serge, loyal au pouvoir soviétique, furent invités à rencontrer Staline, suite à quoi l'Eglise obtint le droit d'ouvrir de nouveaux monastères et des séminaires ainsi que d'éditer une revue. Serge devint alors le nouveau patriarche[415]. La nouvelle Eglise orthodoxe du patriarcat de Moscou fut ainsi créée. Staline promit également de libérer des goulags des membres du clergé jugés loyaux pour lui fournir des cadres. Du point de vue administratif, un modèle organisationnel autoritaire et centralisé, ressemblant à celui du Parti communiste de l'URSS, fut adopté pour l'EOR[416].

Une fois patriarche, Serge lança une campagne de consolidation des débris de l'ancienne Eglise autour de l'EOR du patriarcat de Moscou, profitant dorénavant de l'extrême bienveillance du pouvoir. Ce modèle spécifique de relations, où l'Eglise offre sa loyauté absolue en échange de privilèges d'ordre économique et idéologique (protection de l'Etat contre les concurrents dans le champ religieux) reste toujours d'actualité depuis.

L'infiltration de l'EOR par des agents du KGB, fait officiellement avéré et reconnu[417], est un autre épisode structurant la genèse du couple. Bien qu'il soit impossible d'établir l'étendue exacte de cette infiltration, on peut affirmer qu'elle

---

Zagranicej [En ligne]. Disponible sur : < http://www.synod.com/synod/history/his_rocorshukin.html > (consulté le 6 août 2016)

[415] Ter Minassian T. *La politique soviétique au Moyen-Orient et les minorités du début des années 20 jusqu'à la veille de la Guerre froide*. Thèse de doctorat : histoire. Paris : l'Institut d'études politiques, 1995. 2 volumes. 780 p. p.698.

[416] Mazirin A. « Stalin i ierarhi: vstreča v Kremle [Staline et les hiérarques: la rencontre au Kremlin] ». In : *Pravmir* [En ligne]. 4 septembre 2013. Disponible sur : < http://www.pravmir.ru/stalin-i-ierarxi-vstrecha-v-kremle/ > (consulté le 6 août 2016)

[417] « Častnoe opredelenie Komissii prezidiuma Verhovnogo Soveta RF po rassledovaniû pričin i obstoâtelʹstv GKČP [La définition spéciale de la Commission du présidium du Conseil Suprême de la Fédération de Russie à propos de l'enquête sur les raisons et les circonstances de l'activité du Comité d'Etat de la Situation d'Urgence] ». In : *Kompromat* [En ligne]. 2002. Disponible sur : < http://www.compromat.ru/page_25827.htm > (consulté le 6 mars 2015)

était massive et concernait tous les niveaux du clergé orthodoxe, ainsi que la structure organisationnelle de l'EOR. L'actuel Patriarche Cyrille, ainsi que son prédécesseur, Alexis II, furent eux aussi agents du KGB. Selon Gleb Yakounine, prêtre orthodoxe dissident, l'activité et l'infiltration de l'EOR par le KGB s'effectuait par le biais de deux institutions : la Conférence chrétienne pour la paix et le Département des relations extérieures d'église[418].

A l'époque l'URSS utilisait le clergé orthodoxe de l'EOR pour chercher de nouveaux agents. Ainsi, à la fin des années 1960 le Métropolite de Vienne réussit à recruter George Trofimoff, un colonel de l'armée des Etats-Unis, pour transférer des renseignements aux soviétiques[419].

Aujourd'hui tout laisse à penser que l'EOR est toujours instrumentalisée voire noyautée par les services sécuritaires russes. La récente révélation de l'activité d'un certain Evgueni Petrine, capitaine du FSB, au sein du Département des affaires extérieures de l'Eglise (notons que cet organe était le pilier de l'infiltration de l'EOR par le KGB), confirme cette hypothèse[420].

Le concept de « territoire canonique »

Dans le contexte de vide idéologique de la Russie post-soviétique, l'orthodoxie offre un véritable système d'idées et de valeurs tout en étant auréolée d'une image de victime en proie aux persécutions de l'ancien pouvoir. De plus, le courant conservateur modéré actuellement au pouvoir dans l'Eglise, offre une interprétation extrêmement étatiste et patriote des valeurs de l'orthodoxie, permettant de les intégrer parfaitement au champ idéologique russe et, surtout, de susciter l'adhésion des agents des services sécuritaires, classe dominante du système politique :

> *« Durant les années 1990, l'appartenance sociale des personnes venues à la religion à l'âge adulte (mais avant la retraite) a commencé à changer d'une manière substantielle. L'entrepreneur*

---

[418] Yakounine G. « Istoričeskij put′ pravoslavnogo talibanstva [Le trajectoire historique du taliban orthodoxe] ». In : *Vehi* [En ligne]. 2002. Disponible sur : < http://www.vehi.net/politika/yakunin.html > (consulté le 3 juin 2015)

[419] « Trofimoff ». In : *Espionage cases - United States* [En ligne]. Disponible sur : < http://intellit.muskingum.edu/spycases_folder/trofimoff.html > (consulté le 6 mars 2015)

[420] Tchornikh A. « Agent pravoslavnoj bezopasnosti [Agent de sécurité orthodoxe] ». *Kommersant"* [En ligne]. 2 septembre 2015. Disponible sur : < http://www.kommersant.ru/doc/2663949 > (consulté le 6 mars 2015)

énergique, mais intellectuellement limité, ou sa femme sont devenus des figures typiques dans les paroisses. Il s'agit souvent de gens issus du milieu militaire, d'agents des services sécuritaires ou de fonctionnaires, pas nécessairement (mais avec un certain degré de probabilité) liés à la criminalité et pour qui l'orthodoxie, surtout dans son interprétation extrêmement étatiste, est devenue le substitut (ou la continuation) de l'idéologie étatique soviétique »[421].

Plus concrètement, on remarque que l'EOR véhicule actuellement une représentation géopolitique dite du « territoire canonique », concept assez flou et désignant le territoire historique de l'EOR sur lequel, de ce fait, cette dernière devrait jouir d'une exclusivité cultuelle par rapport aux autres confessions et Eglises orthodoxes. La charte de l'EOR comprend dans son « territoire canonique » quinze Etats : les treize qui faisaient partie de l'ex-Empire russe et de l'ex-URSS (sans l'Arménie et la Géorgie) plus la Chine et le Japon où l'orthodoxie fut (selon l'EOR) importée exclusivement par des missionnaires russes[422]. Cette définition n'est pourtant pas la seule, puisque d'autres représentants de l'Eglise limitent ce territoire aux régions peuplées d'orthodoxes dans lesdits pays[423]. De plus, le contenu des droits dont l'EOR disposerait d'après elle sur le « territoire canonique » varie d'un endroit à l'autre de ce même territoire et au gré du temps, de même qu'en fonction de l'appartenance à tel ou tel courant idéologique.

Historiquement, le principe du « territoire canonique » fut pour la première fois invoqué en 1989 dans un contexte très précis : il s'agissait pour l'EOR de justifier son refus de satisfaire à la demande du Patriarche roumain qui désirait transférer les paroisses de l'EOR en Moldavie sous la juridiction de l'Eglise orthodoxe roumaine. Le « territoire canonique » désignait alors les droits exclusifs conférés à l'EOR (en vertu de l'ancienneté de sa présence) sur un territoire peuplé d'orthodoxes par rapport à toute autre église orthodoxe,. Il en découlait, par conséquent, que ce même principe ne s'appliquait pas dans les relations de l'EOR avec les églises non-

[421] Mitrokhin N. *op. cit.*, p. 52.

[422] *Cf.* la Charte de l'EOR sur http://www.patriarchia.ru/

[423] « Kanoničeskaâ territoriâ [Le territoire canonique] ». In : *Azbuka.ru* [En ligne]. 2007. Disponible sur : < http://azbyka.ru/dictionary/10/kanonicheskaya_territoriya-all.shtml > (consulté le 3 mars 2015)

orthodoxes[424], puisque, d'après Innokenti Pavlov (le créateur du terme), ces églises ne sont pas dans l'état de « communication canonique » avec l'EOR[425]. Par conséquent, les catholiques et les protestants pouvaient (théoriquement) créer sans problème de nouvelles paroisses. Or, cette interprétation a évolué depuis.

L'EOR ou, du moins, certains de ses représentants les plus radicaux revendiquent actuellement qu'il soit interdit aux autres Eglises, qu'elles soient orthodoxes, catholiques ou protestantes, de créer des paroisses sur son « territoire canonique »[426] [427]. Or, cette volonté est inapplicable dans les pays baltes, traditionnellement catholiques ou protestants et, dans une certaine mesure, à l'ouest de l'Ukraine et de la Belarus catholiques. Tous ces territoires ne furent rattachés à l'URSS que dans les années 1939-1940 et, définitivement, à la fin de la deuxième guerre mondiale, ce qui explique le niveau relativement élevé de religiosité de leur population, souvent catholique.

L'URSS maintenait ces territoires à l'abri de toute influence étrangère et menait une politique de discrimination à l'encontre des Eglises catholiques, les forçant à passer sous la juridiction de l'EOR. Par conséquent après la chute de l'URSS, le territoire canonique au-delà des frontières soviétiques de 1939 devint le lieu d'une forte concurrence entre l'EOR et l'Eglise catholique. L'un des conflits les plus tendus, loin d'être isolé, se produisit dans les années 1990, quand l'Eglise grecque-catholique ukrainienne, une fois réhabilitée dans ses droits et sortie de la clandestinité, commença à reprendre sous sa juridiction les paroisses passées sous le contrôle de l'EOR à l'époque soviétique[428].

---

[424] « Kandidat bogosloviâ igumen INNOKENTIJ PAVLOV: "Katoličeskie missionery ni za kem ne gonâûtsâ, no esli lûdi ponimaût, čto istinnaâ Cerkov′ – èto Cerkov′ Katoličeskaâ, oni dolžny byt′ prinâty tuda" [Innokentiï Pavlov, docteur en théologie, higoumène : "Les missionnaires catholiques ne courent derrière personne. Mais si les gens comprennent que l'Eglise catholique est la vraie église, ils doivent y être acceptés] ». In : *credo.ru* [En ligne]. Disponible sur : < http://www.portal-credo.ru/site/?act=authority&id=856 > (consulté le 5 mars 2015)

[425] Ce principe, auquel adhèrent les églises orthodoxes entre elles, autorise à leurs croyants respectifs de participer aux rites dans les lieux de culte d'une autre église orthodoxe.

[426] « You are the representatives of the Western Church. Why do you preach in Ukraine, the canonical territory of the Pravoslav (Eastern Orthodox) church? ». In : *Reformed Perspective* [En ligne]. Disponible sur : < http://www.reformed.org.ua/1/75/ > (consulté le 7 août 2016)

[427] « Russkaâ kanoničeskaâ territoriâ [Le territoire canonique russe] ». In : *Catholic-church.org* [En ligne]. Disponible sur : < http://catholic-church.org/church-unity/r_c_t_r.htm > (consulté le 7 août 2016)

[428] Mitrokhin N. « Russkaâ pravoslavnaâ cerkov′ i greko-katoliki na Zapadnoj Ukraine [L'Eglise orthodoxe russe et les gréco-catholiques en Ukraine occidentale] ». *Otečestvennye zapiski* [En ligne].

Au fur et à mesure de l'essor du catholicisme, souvent soutenu par les pays catholiques voisins, surtout la Pologne, la notion de « territoire canonique » commence à être clairement instrumentalisée contre des Eglises catholiques. Les frontières de 1939 sont progressivement devenues dans l'imaginaire des responsables de l'EOR une sorte de ligne rouge. La tolérance vis-à-vis du prosélytisme catholique diminue à mesure que l'on regarde vers l'est au-delà de cette ligne historique. Son franchissement par les prêcheurs catholiques est perçu comme une agression ouverte à l'encontre du noyau dur de la population orthodoxe, composé de Russes, d'Ukrainiens et de Biélorusses. En effet, selon certains représentants de l'EOR ces trois peuples ne font en réalité qu'un seul, les identités ukrainienne et biélorusse ayant été artificiellement créées et cultivées par les ennemis de la Russie[429].

Or, cette représentation d'une menace se diffusant depuis l'Occident ressemble très fortement à la crainte qu'éprouve le Kremlin face à l'avancée de l'OTAN vers les frontières russes ou celles de la Communauté des Etats Indépendants. Ce mouvement est en effet considéré comme une menace essentielle, parmi les plus sérieuses, dans les textes stratégiques tels que la « Conception de la politique étrangère de la Fédération de Russie » et la doctrine militaire russe. Cet élément est également repris dans la « théorie du chaos contrôlé » (*Cf*. Chapitre 5).

Vu à travers ce prisme on dénombre plusieurs intérêts stratégiques convergents pour le pouvoir et l'Eglise russes. Ainsi, le contrôle de l'Ukraine est un enjeu de premier ordre à la fois pour l'EOR, (puisqu'il s'agit du plus grand pays orthodoxe du monde, si on prend en considération le nombre total de paroisses - 15 000) [430], et pour le Kremlin, opposé à la « révolution orange » de 2004 et à « l'Euromaïdan » de 2013.

---

n°7. 2002. Disponible sur : < http://magazines.russ.ru/oz/2002/7/2002_07_46.html > (consulté le 8 août 2016)

[429] Mitrokhin N. *Russkaâ pravoslavnaâ cerkov': sovremennoe sostoânie i aktual'nye problemy [L'église orthodoxe russe: l'état et les problèmes actuels]*. Moscou : Novoe literaturnoe obozrenie, 2004. 648 p. pp.258-259.

[430] *Ibid*. p.482.

Carte 13. Le « territoire canonique » et « l'avancée de l'OTAN »: deux représentations proches.

© Alexander Barkhudaryants, IFG, 2015, d'après PhilCarto, sources: Patriarchia.ru, Mitrokhin N., Wikipédia.

Contrairement au catholicisme, il n'y a pas, dans la religion orthodoxe, l'équivalent d'un pape. A défaut d'une organisation centralisée, il existe de nombreuses *Eglises autocéphales locales* (terminologie de l'Eglise orthodoxe russe): le Patriarcat œcuménique de Constantinople, le Patriarcat d'Alexandrie et de toute l'Afrique, le Patriarcat grec-orthodoxe d'Antioche, le Patriarcat de Jérusalem, le Patriarcat de Moscou et de toute la Russie, le Catholicossat-Patriarcat de Géorgie, le Patriarcat de Serbie, ceux de Roumanie et de Bulgarie, l'Eglise orthodoxe de Chypre, celle de Grèce, d'Albanie, de Pologne, l'Eglise orthodoxe de Tchéquie et de Slovaquie, l'Eglise orthodoxe en Amérique. Toutes ces Eglises sont théoriquement sur un pied d'égalité, cependant elles ont été énumérées ici en accord avec le *dyptikh* – un document officiel instaurant leur rang en fonction de l'ancienneté de l'autocéphalie et qui alimente les rivalités de leadership dans le monde orthodoxe (ce qui n'empêche pas une interprétation divergente du *dyptikh* par certaines églises orthodoxes pour contester la place qui leur y est accordée[431]). La tradition accorde donc la première place au Patriarcat œcuménique de Constantinople[432], ce qui le place souvent en position de conflit avec le très ambitieux Patriarcat de Moscou.

Or, à partir des années 1990 l'Ukraine est devenue l'objet d'une confrontation très aigüe entre le Patriarcat œcuménique de Constantinople et le Patriarcat de Moscou. En effet, après l'implosion de l'URSS, certaines communautés orthodoxes placées auparavant sous l'autorité du Patriarcat de Moscou voulurent passer sous la tutelle du Patriarcat œcuménique. Ainsi, au début des années 1990 un schisme eut lieu au sein de l'Eglise orthodoxe ukrainienne (rattachée au patriarcat de Moscou) qui donna naissance à l'Eglise orthodoxe ukrainienne du Patriarcat de Kiev (indépendante dès le début), arrachant à l'EOR ses paroisses. Une autre Eglise ukrainienne alternative, l'Eglise autocéphale orthodoxe ukrainienne, sortie d'une clandestinité contrainte lors de l'époque soviétique, a aussi reconquis le champ religieux en Ukraine. Ces deux Eglises sont « non canoniques », c'est-à-dire non reconnues par les autres Eglises

[431] « «V KAKOM PORÂDKE NAS PEREČISLÂT″, I V KAKOM PORÂDKE MY DOLŽNY STOÂT″ – ÈTO ŽE NE SUT″ PRAVOSLAVNOJ VERY!» ["Notre classement n'est pas l'essence de la foi orthodoxe". » In : *pravoslavie.ru* [En ligne]. 2011. Disponible sur : < http://www.pravoslavie.ru/smi/50217.htm > (consulté le 4 mars 2015)

[432] Hussein M. N. *La politique russe au Bilad al-Sham (Syrie-Liban-Palestine) de 1882 à 1914*. Thèse de doctorat : histoire. Paris : l'Université Panthéon-Sorbonne, 1985. 388 p. pp.34-35.

orthodoxes[433]. Le contrôle de ces Eglises dissidentes est au cœur du conflit, aggravé par la crise ukrainienne de 2013-2014, entre l'EOR et le Patriarcat œcuménique, ce dernier pouvant théoriquement les unir dans une seule église locale ukrainienne sous sa tutelle[434].

Ainsi, le président ukrainien Petro Porochenko déclara en 2016 :

> *« En Ukraine, l'église orthodoxe a un besoin impérieux d'attention immédiate de la part du Trône du Patriarcat Œcuménique de Constantinople. Il est le seul qui peut aider les orthodoxes ukrainiens à s'unir et à régler le statut canonique de l'Eglise ukrainienne au sein de l'orthodoxie mondiale. […]. Pour nous, l'église de Constantinople est et a toujours été l'église-mère, à qui on s'adressait et à qui on s'adressera pour demander de l'aide »*[435].

Ce conflit nous permet également de mieux comprendre les enjeux de l'acitivité de l'EOR en Syrie (*Cf.* Infra).

L'Eglise orthodoxe russe et la crise syrienne

Cantonnée traditionnellement à la Terre Sainte et à l'Iran, l'activité de l'EOR au Moyen-Orient est en pleine expansion du fait de la guerre civile en Syrie. En effet, celle-ci permet à l'EOR de jouer le rôle de défenseur des chrétiens dans la région et de prétendre mettre sous tutelle le Patriarcat grec-orthodoxe d'Antioche.

Cependant, cette ligne est en grande partie une reprise docile des positions du Kremlin concernant la Syrie et l'Etat islamique. Ainsi, les hauts responsables de l'EOR (dont le Métropolite Hilarion, le puissant chef ultra-conservateur du

---

[433] « Spravka o naibolee značimyh Cerkvâh Ukrainy [Le guide des plus importantes Eglises ukrainiennes] ». *Religiâ v Ukraine* [En ligne]. 28 juillet 2009. Disponible sur : < http://www.religion.in.ua/news/ukrainian_news/1203-spravka-o-naibolee-znachimyx-cerkvyax-ukrainy.html > (consulté le 8 août 2016)

[434] « Vozmožen li v Ukraine Konstantinopolʹskij patriarhat v obhod Rossii? [L'instauration du Patriarcat œcuménique en Ukraine au détriment de la Russie est-elle possible?] ». In : *Unian* [En ligne]. 2009. Disponible sur : < http://www.unian.net/politics/268300-vozmojen-li-v-ukraine-konstantinopolskiy-patriarhat-v-obhod-rossii.html > (consulté le 5 mars 2015)

[435] Vinogradov Z. « Kanon - ne zakon: začem Porošenko obeŝaet avtonomiû raskolʹnikam [Le canon n'est pas la loi: pourquoi Porochenko promet aux schismatiques une autonomie] ». *RIA Novosti* [En ligne]. 29 juillet 2016. Disponible sur : < http://ria.ru/analytics/20160729/1473195268.html > (consulté le 8 août 2016)

Département des affaires extérieures de l'Eglise), mais aussi les archimandrites des paroisses moyen-orientales propagent activement la « théorie du chaos contrôlé ». Ils expriment notamment leur soutien inconditionnel aux régimes d'al-Assad et d'al-Sissi, dépeints comme les vrais défenseurs des communautés chrétiennes et garants de leur coexistence paisible avec les musulmans[436].

Plus généralement, l'EOR suit très attentivement l'actualité proche-orientale et se saisit des attaques contre les chrétiens pour mener des campagnes de communication au niveau international. Ainsi, le patriarche Cyrille est allé jusqu'à envoyer des lettres aux chefs d'Etat étrangers, dont Barack Obama, afin de plaider pour la non-ingérence en Syrie[437]. De même, l'EOR a soutenu l'intervention militaire russe dans ce pays, en parlant de « guerre sainte » contre le terrorisme[438].

Dans ce contexte, il paraît pertinent de mentionner ici la lettre adressée en octobre 2013 par la communauté des chrétiens de la région de Qalamoun (Syrie) aux autorités russes et à l'Eglise orthodoxe russe. Les auteurs de cette lettre demandaient d'acquérir la nationalité russe et justifiaient cette requête comme suit :

> *« […] Les chrétiens de Qalamoun estiment que l'objectif des terroristes, soutenus par l'Occident, est l'extermination de notre présence historique par les méthodes les plus abominables, dont le meurtre sauvage des simples gens.*
> *Nous voyons en la Russie un garant puissant de la paix et de la stabilité dans le monde entier. La Russie a une ligne dure en ce qui concerne la protection de la Syrie, de son peuple et de son intégrité*

---

[436] « Mitropolit Ilarion: Bližnij Vostok i Ukraina - časti odnoj strategii [Métropolite Hilarion: le Moyen-Orient et l'Ukraine sont l'objet de la même stratégie] ». *RIA Novosti* [En ligne]. 5 août 2014. Disponible sur : < http://ria.ru/religion/20140805/1018849101.html > (consulté le 9 mars 2015)

[437] « Obraŝenie Svâtejšego Patriarha Kirilla k Prezidentu SŠA Baraku Obame v svâzi s situaciej v Sirii [La demande adressée de la part de l'Auguste Patriarche Cyrille au président des Etats-Unis Barak Obama relative à la situation en Syrie] ». *Russkaâ Pravoslavnaâ Cerkov'* [En ligne]. 10 septembre 2013. Disponible sur : < http://www.patriarchia.ru/db/text/3223949.html > (consulté le 8 août 2016)

[438] « RPC podderžala rešenie Sovfeda po ispol′zovaniû vojsk v Sirii [l'EOR a soutenu la décision du Conseil de Fédération relative au recours à l'armée en Syrie] ». *RBK* [En ligne]. 30 septembre 2015. Disponible sur : < http://www.rbc.ru/rbcfreenews/560bc29f9a794717b291ce38 > (consulté le 8 août 2016)

territoriale. Nous ressentons également le soutien indéfectible de l'Eglise orthodoxe russe »[439].

Cette lettre, bien en phase avec la position russe et celle de l'Eglise orthodoxe russe, a également été mentionnée par *Russia Today*[440] [441].

L'Eglise orthodoxe d'Antioche promeut également l'image de l'EOR en tant que défenseur des chrétiens orthodoxes de Syrie, en acceptant notamment son aide humanitaire. En effet, la distribution de l'aide humanitaire que l'EOR envoie en Syrie s'effectue via deux intermédiaires : le Patriarche d'Antioche et le Grand Mufti de Syrie Ahmad Badreddin Hassoun[442]. En contrepartie de l'aide russe, Jean X d'Antioche soutient la position de l'EOR dans le dossier ukrainien. Ainsi, il appelle à l'arrêt du schisme en Ukraine et a même déclaré à ce sujet *« Malheureusement, le diable ne dort pas, même au sein de l'Eglise il y a des Judas »*[443].

On peut donc supposer que l'EOR souhaite mettre en place une alliance avec le patriarcat d'Antioche afin de freiner l'ingérence du patriarcat œcuménique en Ukraine. Ce rapprochement étroit a également une très forte portée symbolique, puisqu'il signifie que l'EOR a mis, dans une certaine mesure, la troisième Eglise orthodoxe (selon le classement du *dyptikh*, *Cf.* la section précédente) sous sa tutelle[444].

---

[439] « Ob obraŝenii sirijskih hristian [La demande des chrétiens syriens] ». *Ministerstvo inostrannyh del Rossijskoj Federacii* [En ligne]. 16 octobre 2013. Disponible sur : < http://archive.mid.ru//brp_4.nsf/newsline/36DD54A2B4E9ABF144257C06003634C9 > (consulté le 18 août 2016)

[440] « Over 1,000 Syrian refugees granted Russian asylum – official ». *Russia Today* [En ligne]. 5 février 2014. Disponible sur : < https://www.rt.com/politics/russia-syrian-refugees-asylum-631/ > (consulté le 17 août 2016)

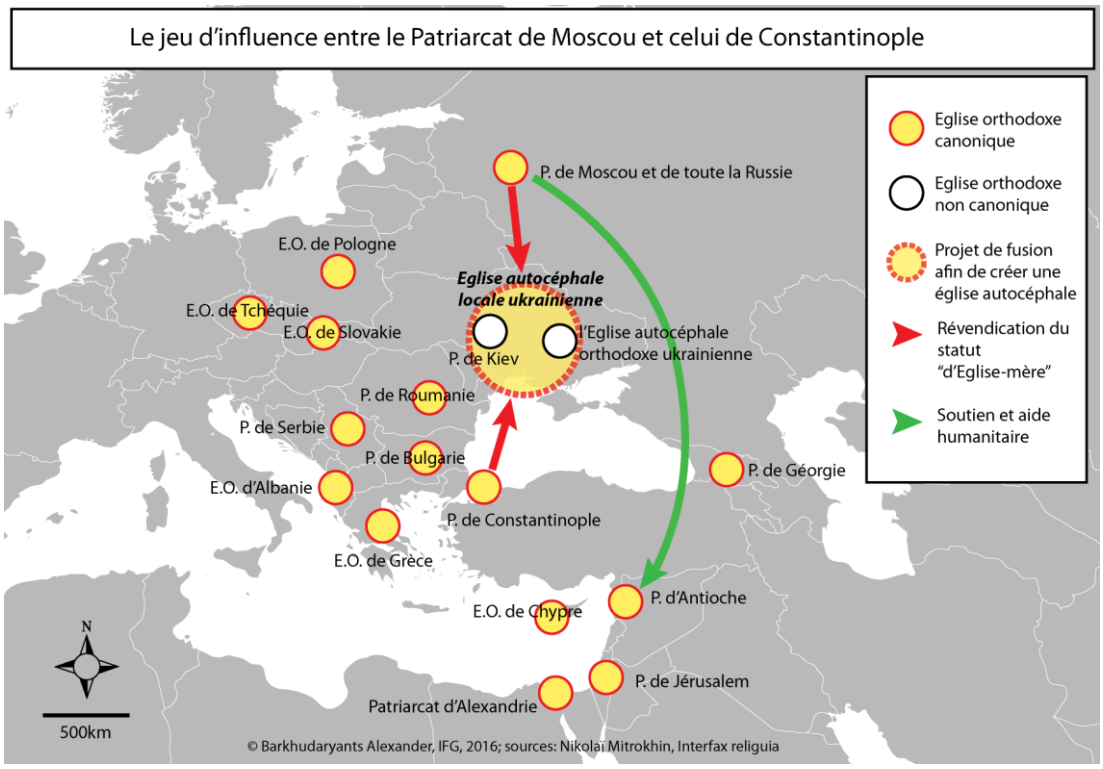
[441] Selon la même source, le Service fédéral de migration russe invita les représentants de la communauté chrétienne de Qalamoun à déposer des demandes d'asile individuelles.

[442] « Gumanitarnaâ missiâ IPPO v Sirii [La mission humanitaire de la SIOP en Syrie] ». In : *Imperatorskoe Pravoslavnoe Palestinskoe Obŝestvo* [En ligne]. Disponible sur : < http://ippo.info/syria/ > (consulté le 8 avril 2015)

[443] « Antiohijskaâ Cerkov′ molitsâ o mire na Ukraine » [L'Eglise d'Antioche prie pour la paix en Ukraine]. *Pravmir* [En ligne]. 5 août 2015. Disponible sur : <http://www.pravmir.ru/antiohiyskaya-tserkov-molitsya-o-mire-na-ukraine/>

[444] « Slovo Blažennejšego Patriarha Antiohijskogo Ioanna X v Proŝenoe voskresen′e posle Liturgii v Hrame Hrista Spasitelâ [L'allocution de l'Auguste Patriarche Jean X d'Antioche le dimanche de quinquagesima après la liturgie dans la Cathédrale du Christ-Sauveur de Moscou] ». *Russkaâ Pravoslavnaâ Cerkov′* [En ligne]. 22 février 2015. Disponible sur : < http://www.patriarchia.ru/db/text/3999765.html > (consulté le 9 mars 2015)

Carte 14. Le jeu d'influence entre le Patriarcat de Moscou et celui de Constantinople



b) La Société impériale orthodoxe de Palestine (SIOP)

Les activités de la SIOP au Proche-Orient

Fondée en 1882, la Société impériale orthodoxe de Palestine fut, avant 1914, une organisation de recherche, de charité, d'éducation (avec son réseau d'une centaine d'écoles en Palestine) et de gestion de l'infrastructure de pèlerinage pour les Russes se rendant en Terre Sainte[445]. Elle réunissait dans ses rangs des représentants de la famille impériale, des scientifiques et le clergé. Après la révolution bolchévique, elle connut le même sort que l'Eglise orthodoxe russienne : sa division en plusieurs factions. Celles qui restèrent à l'intérieur de l'URSS interrompirent quasiment leur activité avant de la reprendre en 1951 sous le nom de Société russe de Palestine[446].

La reprise des activités de la SIOP en 1951 (sous le nom de Société russe de Palestine - SRP) fut organisée par le régime stalinien en réaction à la création d'Israël, et visait au renforcement de la présence soviétique au Moyen-Orient. Grâce

[445] Hussein M. N. *La politique russe au Bilad al-Sham (Syrie-Liban-Palestine) de 1882 à 1914.* Thèse de doctorat : histoire. Paris : l'Université Panthéon-Sorbonne, 1985. 388 p. p.118.

[446] Source : site de la Société impériale orthodoxe : <http://www.ippo.ru/>

aux bonnes relations entre l'URSS et Israël à l'époque, l'Etat hébreu octroya à l'Etat soviétique certaines parts du patrimoine de la SIOP originale[447]. On peut donc en déduire, que tout comme l'EOR, créée par Staline en 1943, la Société russe de Palestine fut instrumentalisée par le pouvoir soviétique.

Dans sa forme actuelle, la Société impériale orthodoxe de Palestine existe depuis 1992. Elle est surtout très impliquée dans la politique extérieure russe. Ses activités méritent d'être étudiées pour plusieurs raisons.

Se voulant une ONG internationale, la SIOP est dirigée depuis 2007 par Sergueï Stepachine, un homme politique et militaire, ancien directeur du FSB et ministre de l'Intérieur. Cette affectation fut approuvée par Poutine[448].

Même si la SIOP poursuit les activités initiales de l'organisation (la recherche et la charité), ses actions à l'étranger sont ambiguës. Des délégations de la SIOP se sont rendues en Syrie à plusieurs reprises durant le conflit dans ce pays et ont été accueillies par Bachar al-Asad en personne. Pendant ces rencontres, Stepachine aurait communiqué avec al-Assad au nom de Poutine. De plus, une source affirme que Bachar al-Assad est « le plus actif promoteur » de la SIOP sur la scène internationale[449]. Toujours est-il que Stepachine est de fait une voix du Kremlin, accusant les Occidentaux et la Turquie de payer et armer des « mercenaires » et des « terroristes » pour détruire le régime d'al-Assad[450].

En 2013 et 2014, avec le concours du ministère des Affaires étrangères russe, le ministère des Situations d'urgence, ainsi qu'avec l'aide de l'EOR (et du patriarche Cyrille en personne), la SIOP a distribué de l'aide humanitaire en Syrie d'une valeur

---

[447] Lisovoï N. « Imperatorskoe Parvoslavnoe Palestinskoe Obŝestvo: XIX-XX-XXI vv [La société impériale orthodoxe aux XIX - XX - XXIe siècles] ». In : *Imperatorskoe Pravoslavnoe Palestinskoe Obŝestvo* [En ligne]. Disponible sur : < http://www.ippo.ru/historyippo/article/imperatorskoe-pravoslavnoe-palestinskoe-obschestvo-200428 > (consulté le 8 août 2016)

[448] « Pravoslavnomu palestinskomu obŝestvu pomogli predstaviteli drugoj religii [La société palestinienne orthodoxe a été aidée par des représentants d'une autre religion] ». *Newsru.com* [En ligne]. 6 décembre 2007. Disponible sur : < http://palm.newsru.com/religy/06dec2007/ippo.html > (consulté le 31 mars 2015)

[449] Lillis J. « Central Asia: Syria-linked Threats on Security Agenda ». *EurasiaNet* [En ligne]. 21 février 2014. Disponible sur : < http://www.refworld.org/cgi-bin/texis/vtx/rwmain?page=search&docid=548ea9d36&skip=0&query=russian%20orthodox&coi=SYR > (consulté le 7 mars 2015)

[450] « Imperial Orthodox Palestine Society Chairman: Syria is fighting international terrorism ». *Syria Truths* [En ligne]. Disponible sur : < http://www.syriatruths.com/imperial-orthodox-palestine-society-chairman-syria-is-fighting-international-terrorism/ > (consulté le 7 mars 2015)

de deux millions de dollars[451]. Il semble également que toute campagne de collecte et d'envoi de l'aide humanitaire en Syrie de la part de l'EOR soit chapeautée par la SIOP. Par ailleurs, en pleine guerre civile, la SIOP a décidé d'ouvrir en 2014 son antenne à Damas, officiellement pour aider les écoles accueillant des orphelins[452].

Au niveau international, la SIOP s'est saisie de l'affaire de l'enlèvement en avril 2013 du Métropolite de l'Eglise orthodoxe d'Antioche, Boulos Yazigi, et du Métropolite de l'Eglise syro-orthodoxe Mar Gregorios Youhanna Ibrahim. En 2013, la SIOP organisa ainsi dans le cadre du Conseil des droits de l'Homme de l'ONU une conférence internationale intitulée « Syrie : chemin vers la paix » pour attirer l'attention de la communauté internationale sur la situation des chrétiens d'Orient, en mettant surtout en exergue le destin des deux évêques[453].

La SIOP et les réseaux d'affaires liés au tourisme religieux

Cet accent mis par la Russie sur l'orthodoxie dans la diffusion de son soft-power a débouché sur la création de nouveaux réseaux locaux au Proche-Orient, souvent liés à l'accueil de pèlerins. Selon Viktor Posouvaliuk, l'ancien ambassadeur soviétique et russe en Irak :

> *« Après la dissolution de l'URSS, nous avons sans doute perdu certains leviers d'influence dans l'Orient arabe (la fourniture d'armes, les crédits de plusieurs millions). Mais, en même temps, les liens traditionnellement amicaux avec les pays arabes ont été préservés et même consolidés dans certains domaines. Avant, quand je travaillais à notre ambassade à Damas, nous accueillions et accompagnions des groupes de pèlerins qui ne dépassaient pas les 25 personnes par an. Aujourd'hui [le texte du livre fut rédigé dans les années 1990* - nda*] on compte plusieurs dizaines de*

---

[451] « Gumanitarnaâ missiâ IPPO v Sirii [La mission humanitaire de la SIOP en Syrie] ». In : *Imperatorskoe Pravoslavnoe Palestinskoe Obŝestvo* [En ligne]. Disponible sur : < http://ippo.info/syria/ > (consulté le 8 avril 2015)

[452] « V Damaske budet otkryto otdelenie IPPO [Une antenne de la SIOP sera ouverte à Damas] ». *Sedmitza* [En ligne]. 8 avril 2014. Disponible sur : < http://www.sedmitza.ru/text/4634676.html > (consulté le 8 mars 2015)

[453] « V Ženeve zaveršilas′ konferenciâ "Siriâ: put′ k miru", iniciirovannaâ IPPO [La conférence "Syrie: chemin vers la paix" initiée par la SIOP s'est terminée à Genève] ». *Imperatorskoe Pravoslavnoe Palestinskoe Obŝestvo* [En ligne]. 8 juin 2013. Disponible sur : < http://www.ippo.ru/world/article/v-zheneve-zavershilas-konferenciya-siriya-put-k-mi-100189 > (consulté le 8 août 2016)

milliers de pèlerins venant de Russie sur les lieux saints du Proche-Orient»[454].

L'effort mené par la SIOP en matière de création de réseaux de pélérinage orthodoxe est manifeste après examen de la liste, dominée par des Palestiniens, de ses membres au Moyen-Orient. Parmi eux, on trouve Davoud Matar, directeur de l'antenne de la SIOP de Bethléem et membre du Conseil de la SIOP (l'organe qui décide notamment de l'ouverture de nouvelles antennes), personnalité très proche du Kremlin. A titre d'exemple, sur le site de sa compagnie touristique « Abeer Tours » on peut voir une photo de lui posant avec Poutine[455].

Image 21. Davoud Matar et Vladimir Poutine

Russophone de confession chrétienne, Davoud Matar participa activement à la transmission forcée des paroisses et des monastères palestiniens de l'EORE (Eglise orthodoxe russe à l'étranger) à l'EOR à la fin des années 1990[456]. Ces actions révèlent, qu'outre le rôle d'intermédiaire entre Moscou et Ramallah, Matar a aussi des intérêts privés dans la coopération avec la Russie. En effet, il possède une

[454] Posuvaliuk V. *Bagrovoe nebo Bagdada [Le ciel pourpre de Bagdad]*. Saint-Pétersbourg : Aleteya, 2012. 400 p. p.154.

[455] « Who we are ». In : *Abeer Tours and Travel* [En ligne]. Disponible sur : < http://www.abeer-tours.com/about >

[456] Obuhov S. « Predsedatel′ CK KPRF, rukovoditel′ frakcii Kompartii v Gosudarstvennoj Dume G.A.Zûganov prinâl Predsedatelâ Vifliemskogo otdeleniâ Imperatorskogo Pravoslavnogo Palestinskogo obŝestva (IPPO) Dauda Matara [Zuganov G.A., dirigeant du PC de la Russie, dirigeant de la fraction du PC à la Douma, a accueilli Davoud Matar, dirigeant de l'antenne de Bethléem de la SIOP] ». *Kommunističekaâ partiâ Rossijskoj Federacii* [En ligne]. 27 octobre 2008. Disponible sur : < http://kprf.ru/international/60724.html > (consulté le 24 mars 2015)

compagnie de BTP qui a construit des bâtiments culturels russes dans les Territoires palestiniens, notamment la Cathédrale de tous les Saints sur le territoire du monastère orthodoxe russe à Ein-Kerem et le complexe culturel russe à Bethléem[457]. Tout se passe donc comme si Davoud Matar était récompensé par l'octroi d'appels d'offres de BTP pour avoir permis la transmission des paroisses de l'EORE à l'EOR.

Ces relations clientélistes ne se limitent pas à la seule Autorité Palestinienne. En effet, le tourisme religieux est la composante essentielle de l'activité de la SIOP au Proche-Orient, menée par ses antennes dans tous les pays de cette région (Chypre, Israël, la Syrie, le Liban, la Jordanie et l'Autorité Palestinienne).

Ainsi, l'antenne de la SIOP à Jérusalem est actuellement dirigée par Pavel Platonov, également représentant officiel de la SIOP en Israël. Platonov dirige plusieurs ONG, telles que « Rossiâ v kraskah» (Russie en couleur) ou « Pravoslavnyj poklonnik » (Adorateur orthodoxe). L'activité principale de ses ONG consiste à organiser le tourisme religieux en Israël, notamment l'accueil des pèlerins orthodoxes[458].

L'antenne de la SIOP de Nazareth et de la Galilée, la deuxième en Israël, est dirigée par Amin Safiya, consul honoraire de Russie à Ashdod habitant à Acre. Ancien communiste, il fit ses études de médecine à Moscou, où il vécut longtemps durant l'époque soviétique. A la différence de Davoud Matar (*Cf.* Supra), il est de confession musulmane. Les sources rapportent également qu'il est marié avec une femme russe[459].

Amin Safiya est à la tête de multiples compagnies privées. Mettant en valeur ses études de médecine et sa spécialisation en réhabilitation psychologique, il a fondé un réseau de centres de réhabilitation « Sarab », où il lui arrive d'accueillir des patients de Russie. Outre sa pratique médicale, il collabore avec le ministère de la Défense

---

[457] Šamir I. « V russkoj Palestine [Dans la Palestine russe] ». *Komsomol'skaâ pravda* [En ligne]. 27 novembre 2014. Disponible sur : < http://www.kp.ru/daily/26313.4/3191831/ > (consulté le 24 mars 2015)

[458] Sources : le site de « Rossiâ v kraskah» : http://ricolor.org/; le site de « Pravoslavnyj poklonnik» : http://palomnic.org/.

[459] « "Raskryt" novyj rossijskij konsul - arab-musulʹmanin iz Akko [L'identité du nouveau Consul de Russie - un Arabe musulman d'Acre - a été "dévoilée"] ». *Izrus* [En ligne]. 19 décembre 2011. Disponible sur : < http://izrus.co.il/dvuhstoronka/article/2011-12-19/16489.html > (consulté le 26 mars 2015)

russe et possède des entreprises d'événementiel, de tourisme (orthodoxe), de restauration et d'électronique[460].

En ce qui concerne la Jordanie, les sources disponibles mentionnent deux contacts que la SIOP y maintient, sans préciser s'il s'agit de représentants officiels : Rauf Saad Abu Jaber, un homme d'affaires orthodoxe (Patriarcat de Jérusalem) et dirigeant du Conseil orthodoxe central de Jordanie et de Palestine et Bassem Fouad Farradj, chef de la « Société orthodoxe de Jordanie »[461].

A Chypre nous pouvons mentionner Andreas Philokyprou, vice-président de l'antenne chypriote de la SIOP et membre du Conseil des directeurs du « Cyprus Tourism Organisation » – une organisation gouvernementale chypriote visant à attirer les flux de touristes[462] [463].

c) L'islam et le judaïsme russes face à la politique proche-orientale de Moscou

Dans ses frontières actuelles, la Russie possède deux grands foyers historiques de populations musulmanes et de l'Islam : la région de Volga-Oural et le Caucase. Depuis l'époque de Catherine II, la Russie a hérité de l'organisation institutionnelle du culte musulman représenté actuellement par des dizaines de structures. Le Kremlin a réussi à obtenir un engagement favorable à l'égard de sa politique en Syrie de la part des trois plus grandes d'entre elles : la Direction spirituelle centrale des musulmans de Russie (russe : CDUM), le Conseil des muftis de la Russie (russe : SMR) et le Centre de coordination des musulmans du Caucase du Nord (russe : KCMSK). C'est notamment le mufti Talgat Tadjouddin, dirigeant la Direction spirituelle centrale des musulmans de Russie, qui s'est démarqué par ces propos anti-occidentaux :

---

[460] *Ibid.*

[461] « Hristianstvo v Iordanii [Le christianisme en Jordanie] ». In : *Pokrov* [En ligne]. Disponible sur : < http://www.ps-pokrov.ru/poezdki/palomnichestvo_v_iordaniyu/svyatiny/st_iordania/iordania_ortodox.html > (consulté le 26 mars 2015)

[462] Le site de l'antenne chypriote de la SIOP : http://ippocyprus.ru/

[463] « Ambassadors in Tourism » [En ligne]. In : *Cyprus Tourism Ambassadors*. Disponible sur : < http://www.cyprustourismambassadors.com/english/anakoinoseis/participants_16_11.pdf > (consulté le 8 août 2016)

« <…> Les Etats-Unis et leurs sbires de l'OTAN ont fait de l'islam un épouvantail qu'ils brandissent. En réalité les extrémistes et les terroristes sont des mercenaires de la CIA, ce sont les dollars qui les font agir »[464].

« Il parait que de l'autre côté de l'océan les gens ne comprennent pas que [nous soutenons la participation de la Russie au conflit syrien - nda*]. <…> Cela fait déjà un an que les Etats-Unis bombardent, leurs avions sont sortis des milliers de fois. Mais ils n'arrivent à rien. C'est pourquoi nous soutenons entièrement la décision du Conseil de Fédération et celle du président Vladimir Vladimirovitch Poutine [d'intervenir militairement en Syrie* - nda*], ainsi que l'action des Forces Aériennes et Spatiales de notre pays. <…>. On dit qu'il y a une guerre civile là-bas [en Syrie* - nda*]. Mais en réalité elle n'est pas du tout civile. C'est une guerre menée par les forces obscures de l'extrémisme et du terrorisme. On comprend très bien par qui et pourquoi étaient et sont soutenus « Al-Qaïda » et les autres <…>. [Ils sont soutenus] depuis l'Amérique du Nord et l'Europe. <…>. Les musulmans ne peuvent pas être contre (l'opération des Forces Aériennes et Spatiales), puisqu'il n'y a pas d'opposition modérée [en Syrie* - nda*] »*[465].

Selon Alexandr Malachenko, spécialiste de l'islam russe, l'opposition à l'Occident et notamment au monde unipolaire américain sert traditionnellement de terrain de rapprochement entre le Kremlin et les leaders musulmans russes[466]. Néanmoins, les réactions à la politique étrangère russe au Proche-Orient sont loin d'être unanimes. En effet, même parmi les représentants de l'islam institutionnalisé russe il y a des

---

[464] Imchoukhametov B. « Talgat Tadžuddin: «SŠA i ih prihvostni v NATO vzâli islam za župel i im mašut» [Talgat Tadjouddin: "Les Etats-Unis et leurs sbires de l'OTAN ont fait de l'islam un épouvantail qu'ils brandissent] ». *Biznes online* [En ligne]. 24 décembre 2015. Disponible sur : < https://www.business-gazeta.ru/article/297404 > (consulté le 8 novembre 2016)

[465] « "Net v Sirii nikakoj umerennoj oppozicii" - Tadžuddin ["Il n'y a aucune opposition modérée en Syrie" - Tadjouddine] ». *Pravda* [En ligne]. 30 octobre 2015. Disponible sur : < http://www.pravda.ru/news/expert/30-10-2015/1280327-0/ > (consulté le 7 novembre 2016)

[466] Malachenko A. « Islamskij faktor v rossijskoj politike [Le facteur musulman dans la politique russe]». *Meždunarodnaâ politika* [En ligne]. n°3. mars 2002. Disponible sur : < http://www.archipelag.ru/authors/malashenko/?library=1749 >

voix qui, tout en condamnant l'Etat islamique, sont critiques par rapport à l'opération militaire russe. Parmi elles, nous pouvons citer le mufti Nafigullah Achirov dirigeant la Direction spirituelle des musulmans de la partie asiatique de la Russie, le prédicateur Aïrat Vakhitov, ainsi que Geïdar Djemal, une personnalité représentant l'islam politique russe[467]. Selon Ahmet Iarlikapov, spécialiste russe du Caucase, il existe parmi les musulmans russes une véritable tendance à voir les actions de Moscou en Syrie comme le résultat d'une coalition chiito-orthodoxe contre les sunnites[468]. Cette tendance s'inscrit dans la continuité d'une prise de distance avec la position officielle russe de la part des chefs spirituels musulmans. A titre d'exemple, au cours des conflits des années 1990 dans les Balkans, ils ont soutenu leurs coreligionnaires Albanais ou Bosniaques, alors que Moscou était favorable aux Serbes[469].

Enfin, on aurait tort d'ignorer le poids des prédicateurs et des musulmans russes favorables à l'Etat islamique, de ce fait en rupture complète avec la position officielle des autorités. Leur influence est devenue d'autant plus perceptible que le 23 juin 2015, l'Etat islamique a proclamé la création d'un vilaât (gouvernorat) au Caucase Nord et a accepté la déclaration d'allégeance de plusieurs grands chefs de guerre de l'Emirat Caucase[470].

En ce qui concerne le judaïsme russe, il est représenté au niveau institutionnel par deux grands rabbins : Berl Lazar et Adolf Chaevitch. Lors d'un entretien avec Vladimir Poutine, ce premier a fait preuve de flatterie en comparant l'opération de l'aviation russe en Syrie à la révolte de Judas Maccabé contre Antiochos IV

---

[467] Ivchina O. « Bombardirovki Sirii ne splotât musul′man Rossii [Les bombardements de la Syrie ne vont pas fédérer les musulmans de Russie] ». *BBC Russian* [En ligne]. Disponible sur : < http://www.bbc.com/russian/international/2015/10/151002_russian_muslims_reaction_syria > (consulté le 8 novembre 2016)

[468] Iarlikapov A. « Rossijskij islam v kontekste situacii na Bližnem Vostoke [L'islam russe dans le contexte de la situation au Moyen-Orient] ». *Rossiâ v global'noj politike* [En ligne]. 14 juin 2016. Disponible sur : < http://www.globalaffairs.ru/valday/Rossiiskii-islam-v-kontekste-situatcii-na-Blizhnem-Vostoke-18210 > (consulté le 29 octobre 2016)

[469] Malachenko A., *op. cit.*

[470] Gambhir H. « ISIS Declares Governorate in Russia's North Caucasus Region ». *Institute for the Study of War* [En ligne]. 23 juin 2015. Disponible sur : < http://understandingwar.org/backgrounder/isis-declares-governorate-russia%E2%80%99s-north-caucasus-region > (consulté le 9 novembre 2016)

Epiphane (IIème siècle avant J.C.)[471]. En revanche, nous n'avons pu trouver aucune déclaration d'Adolf Chaevitch sur le dossier syrien.

En résumé, Moscou a donc su susciter l'engagement favorable à sa politique au Proche-Orient (notamment en Syrie) de la part des grandes institutions cultuelles représentant l'islam et le judaïsme russes. Cependant, dans le cas de l'islam, il convient de souligner qu'il existe avant tout des organisations disparates et qu'une multitude de voix se font entendre dont certaines sont critiques voire hostiles à la diplomatie et aux actions militaires russes dans la région.

Le Proche-Orient cristallise les représentations du pouvoir russe et participe à l'affirmation de son soft power

L'évolution du régime russe depuis la chute de l'URSS jusqu'à nos jours ainsi que les représentations qu'il a forgées, sont des facteurs déterminants lorsqu'il s'agit de comprendre et d'expliquer les positions de la diplomatie russe au Proche-Orient en 2009-2015. En effet, cette évolution a tout d'abord rendu le régime hostile à toute idée de révolution ou de mobilisation citoyenne massive. Avant les événements du « printemps arabe », cette attitude s'est manifestée notamment dans les années 2000 lorsque certains pays de l'ex-URSS ont connu un changement de pouvoir par le biais d'une contestation populaire. Pour Moscou, le « printemps arabe » est d'ailleurs devenu indissociable de ces « révolutions de couleurs », les deux phénomènes étant analysés à travers le prisme de la « théorie du chaos contrôlé ». Le vide idéologique laissé par la disparition de l'URSS a souvent débouché quant à lui sur l'idée d'une nécessité de défier l'Occident.

La rhétorique de Moscou en faveur d'un islam « local » ou « autochtone » nous fait à son tour mieux comprendre la contradiction entre l'intransigeance russe par rapport à l'islamisme, en général, et l'attitude bienveillante du Kremlin vis-à-vis du Hamas et du Hezbollah.

Nous avons aussi vu que la crise syrienne inaugura une nouvelle étape dans la communication officielle russe, utilisant désormais les méthodes les plus modernes et tirant les leçons des confrontations avec les médias occidentaux dans le passé. Dans

[471] Melnikov A. « Putin – naš Iuda Makkavej [Poutine est notre Judas Maccabée] ». *Nezavisimaâ gazeta* [En ligne]. 11 décembre 2015. Disponible sur : < http://www.ng.ru/columnist/2015-12-11/2_putin.html > (consulté le 9 novembre 2016)

la guerre des narratifs, la Russie a misé sur sa capacité à produire des contre-arguments à chaque fois que les actions de Moscou étaient critiquées. Jusqu'ici, cette communication habile semble efficace tant en Russie qu'à l'étranger dans certains milieux (*Cf.* le succès de Russia Today ou de Sputnik). Reste à savoir à quel point et jusqu'à quand cette stratégie peut être efficace.

Le Chapitre 5 a également démontré que les communautés russophones de Chypre et d'Israël ne peuvent pas être envisagées en elles-mêmes comme de véritables leviers de l'influence russe pour des multiples raisons (par exemple à cause de leur assimilation croissante dans le cas israélien ou en raison de leur caractère très disparate dans le cas chypriote). Ceci alors que « le travail avec les compatriotes » et la « diplomatie civile », deux concepts importants du soft power russe, devraient théoriquement cibler ces communautés. Néanmoins, si les relations russo-chypriotes se dégradaient, la Russie pourrait envisager des sanctions visant à réduire la présence russe à Chypre, qui est, comme on l'a vu, bénéfique pour l'économie de l'île. De même, il s'agit pour le côté russe de récupérer médiatiquement la problématique des Arméniens de Syrie, plutôt que que de s'adonner à une véritable instrumentalisation des diasporas arméniennes du Proche-Orient.

Par ailleurs, nous avons mis en évidence que l'orthodoxie joue un rôle important dans le soft power russe. En effet, l'Eglise orthodoxe russe du patriarcat de Moscou et la Société impériale orthodoxe de Palestine sont deux véritables organisations para-étatiques : non seulement elles soutiennent la politique étrangère russe au niveau rhétorique et véhiculent les mêmes représentations territoriales, mais elles agissent aussi sur le terrain au Proche-Orient ou à l'international avec le même objectif. Si l'Eglise orthodoxe russe joue plutôt le rôle d'autorité morale, la SIOP est, elle, plus engagée dans des actions concrètes telles que la distribution de l'aide humanitaire au Proche-Orient ou l'établissement d'un réseau de contacts avec les hommes d'affaires locaux.

Enfin, nous avons constaté l'engagement pro-Kremlin des grandes institutions cultuelles représentant l'islam et le judaïsme russes. Celui-ci permet à la Russie de projeter à l'extérieur l'image d'un pays dont la société soutient unanimement l'action étrangère de son gouvernement.

Ainsi, en paraphrasant Jospeh Nye, nous voudrions conclure en remarquant, qu'en ce qui concerne le Proche-Orient, Moscou s'est véritablement efforcée à rendre sa

politique étrangère légitime aux yeux de multiples acteurs et a donc, de ce fait, renforcé son « soft power ».

Partie IV : La Russie au Proche-Orient. Redevenir un acteur incontournable

Introduction

Le propos de cette partie voudrait s'attacher à comprendre quelle valeur géopolitique Moscou accorde au Proche-Orient et quelle est la stratégie russe à l'égard des autres acteurs de la région afin de redevenir une puissance. Nous essaierons également de voir comment la rhétorique russe sur l'émergence d'un « monde multipolaire » et le rejet des « actions unilatérales » des pays occidentaux se traduit au Proche-Orient.

Pour ce faire, nous nous concentrerons dans un premier temps sur les rivaux de la puissance russe au Proche-Orient, à savoir les Etats-Unis, les monarchies du Golfe et la Turquie. Puisque la Russie a une approche singulière dans le choix de ces partenaires, tranchant avec celle des pays occidentaux, nous étudierons dans le Chapitre 8 la logique d'interaction du Kremlin avec l'Iran, le Hezbollah et le Hamas.

Le Chapitre 9 sera consacré quant à lui à Chypre et Israël, deux pays qui ont progressivement émergé entre 2009 et 2015 comme de véritables nouveaux partenaires de la Russie, ainsi qu'à l'axe diplomatique Moscou-Pékin, qui se manifesta clairement lors de la crise syrienne.

Le soutien russe au régime syrien (ou plutôt, comme nous le verrons dans cette partie, à l'Etat syrien) est sans doute le plus visible et discuté dans les médias et la littérature de recherche. Selon Sergueï Lavrov la Syrie est *« la clef de voûte de l'architecture moyen-orientale, [le pays] dont dépend en grande partie la paix et la sécurité au Moyen-Orient »*[472]. C'est pourquoi le Chapitre 10 essaiera d'éclairer les facteurs géopolitiques de ce soutien en montrant notamment comment la Syrie s'inscrit dans la vision russe du Proche et du Moyen-Orient. Par ailleurs, la déconstruction de certaines idées reçues sur les relations russo-syriennes

[472] « Interv'û Ministra inostrannyh del Rossii S.V. Lavrova "Rossijskoj gazete", 21 sentâbrâ 2011 goda [Interview de S.V. Lavrov, ministre des Affaires étrangères de Russie à "Rossiïskaïa gazeta", le 21 septembre 2011] ». *Ministerstvo inostrannyh del Rossijskoj Federacii* [En ligne]. 21 septembre 2011. Disponible sur : < http://www.mid.ru/web/guest/general_assembly/-/asset_publisher/lrzZMhfoyRUj/content/id/194822 > (consulté le 13 juillet 2016)

accompagnera notre raisonnement. Ainsi, un paragraphe sera consacré à la « base » navale de Tartous.

Chapitre 7 : Les rivaux traditionnels de la puissance russe au Proche-Orient

La rivalité avec les Etats-Unis

Force est de constater que malgré la fin de la guerre froide et l'effondrement de l'URSS, les Etats-Unis demeurent un pays que la Russie continue à percevoir comme un rival, notamment au Proche et Moyen-Orient. Par ailleurs, interrogé sur les objectifs de la présence de Moscou dans la région, notre interlocuteur au sein de l'appareil diplomatique russe nous a spontanément répondu qu'il s'agissait de contrebalancer l'influence des Etats-Unis[473].

Depuis les années 2000 plusieurs dossiers sont traditionnellement source des tensions entre les deux pays :

- L'élargissement de l'OTAN vers l'est ;

- Le déploiement du système de bouclier anti-missile en Europe, couplé au retrait américain du traité ABM (Anti-Balistic Missile) en 2002 . Ainsi, selon « La conception de la politique extérieure » russe : *« […] Compte tenu de la création d'un système global de défense anti-missile par les Etats-Unis, la Russie cherchera à obtenir des garanties légales qu'il ne visera pas ses forces de dissuasion nucléaire »*[474] ;

- Le désarmement nucléaire. En effet, la diplomatie russe reproche aux Etats-Unis la non-ratification du Traité d'interdiction complète des essais nucléaires (TICEN) ainsi que le non-respect du Traité sur la non-prolifération nucléaire (TNP) par le

[473] Source diplomatique russe souhaitant rester anonyme, enquête de terrain en Israël, mars 2014.

[474] « Koncepciâ vnešnej politiki Rossijskoj Federacii (utveržděna Prezidentom Rossijskoj Federacii V.V. Putinym 12 fevralâ 2013) [La conception de la politique extérieure de la Fédération de Russie (approuvée par V.V. Poutine, président de la Fédération de Russie le 12 février 2013)] ». *Ministerstvo inostrannyh del Rossijskoj Federacii* [En ligne]. 18 février 2013. Disponible sur : < http://archive.mid.ru//brp_4.nsf/0/6D84DDEDEDBF7DA644257B160051BF7F > (consulté le 8 août 2016)

déploiement d'armes nucléaires en Europe sur le territoire de pays membres de l'OTAN non dotés[475] ;

- Les « révolutions de couleurs » dans l'espace post-soviétique au sujet desquelles Moscou a tendance à voir la main de Washington.

Ainsi, la tentation est grande de qualifier les tensions entre la Russie et les Etats-Unis au sujet de la Syrie de « nouvelle guerre froide », comme l'a fait par exemple la couverture du magazine *Courrier international* n°1192 (5-11 septembre 2013) avant même qu'éclate la crise criméenne et les combats au Donbass.

Image 22. La couverture de Courriel international n°1192

Le dossier syrien a sans aucun doute refroidi les relations entre Moscou et Washington, alors que la crise ukrainienne a amené la Russie à faire allusion à sa

[475] « O rossijskih podhodah k probleme âdernogo razoruženiâ [L'approche russe à l'égard du problème du désarmement nucléaire] ». *Ministerstvo inostrannyh del Rossijskoj Federacii* [En ligne]. 5 juillet 2016. Disponible sur : < http://www.mid.ru/web/guest/obsie-voprosy-mezdunarodnoj-bezopasnosti-i-kontrola-nad-vooruzeniami/-/asset_publisher/6sN03cZTYZOC/content/id/80362 > (consulté le 11 août 2016)

capacité de frappe nucléaire[476]. De leur côté, les Etats-Unis ont qualifié en 2016 les actions du Kremlin en Syrie de « barbarie »[477]. La Russie, quant à elle, accuse régulièrement Washington et les Occidentaux de soutenir les « terroristes » et de déstabiliser le Moyen-Orient et l'espace post-soviétique (*Cf.* Partie III, Chapitre 5). Dans cette perspective, le système de partenariats que la Russie maintient au Proche et Moyen-Orient, ainsi que sa ligne diplomatique notamment au Conseil de Sécurité de l'ONU, lui permettent de s'imposer comme un véritable acteur capable de défier les Etats-Unis et les Occidentaux en général.

Cependant, peut-on vraiment parler d'une « nouvelle guerre froide » ? Nous partirons du principe que la Guerre froide était un conflit entre deux superpuissances mondiales caractérisé par :

- Une perception de la superpuissance rivale comme l'ennemi principal
- Un conflit entre deux idéologies concurrentes et leurs moyens de diffusion
- Des interactions qui sont (dans la majorité des cas) un jeu à somme nulle (les gains de l'un constituent une perte pour l'autre) et donc une absence de coopération tactique
- La construction de blocs politico-militaires autour de ces superpuissances et la livraison d'armements lourds par chaque superpuissance à ses clients
- Une confrontation militaire non directe qui s'effectue par le biais de guerres par procuration, opérées par les clients issus des blocs concurrents

Certes, Moscou et Washington se considèrent comme des rivaux. Evoquant la crise des relations entre la Russie et les Etats-Unis, Sergueï Kisliak, ambassadeur russe à Washington, déclara dans une interview à la presse *« à ma mémoire, rien de pareil ne s'est produit depuis la chute de l'URSS »*. Il estime malgré tout qu'il ne peut pas s'agir d'une guerre froide, puisqu'il n'y a pas de différends idéologiques entre les

---

[476] Arbatov A. « Aleksej Arbatov: Začem Rossiâ ugrožaet Zapadu âdernym oružiem? [Alexeï Arbatov: Pourquoi la Russie menace-t-elle l'Occident d'employer l'arme nucléaire ?] ». *Sovet po vnešnej i oboronnoj politike* [En ligne]. 1 juillet 2015. Disponible sur : < http://svop.ru/main/15913/ > (consulté le 11 août 2016)

[477] Borger J., Shaheen K. « Russia accused of war crimes in Syria at UN security council session ». *The Guardian* [En ligne]. 26 septembre 2016. Disponible sur : < https://www.theguardian.com/world/2016/sep/25/russia-accused-war-crimes-syria-un-security-council-aleppo > (consulté le 29 octobre 2016)

deux pays[478]. Cette absence d'arrière-fond idéologique est effectivement typique de la rivalité russo-américaine actuelle.

En outre, malgré l'hostilité apparente des deux parties et des positions opposées à l'égard de la crise syrienne, Moscou et Washington ont su collaborer très efficacement et trouver des points de convergence. Ainsi, le 14 septembre 2013, les Etats-Unis et la Russie trouvèrent un accord en vue du démantèlement de l'arsenal chimique syrien. Cet accord fut ensuite confirmé par une résolution du Conseil de sécurité de l'ONU[479].

L'offensive de l'Etat Islamique en Irak et en Syrie créa quant à elle un ennemi commun. C'est dans ce contexte que, le 28 septembre 2015, à la veille de l'intervention militaire russe en Syrie, Vladimir Poutine proposa depuis la tribune de l'Assemblée générale de l'ONU de créer une coalition internationale contre le terrorisme, « à l'instar de la coalition anti-hitlérienne »[480]. Même si cette proposition ne fut pas acceptée par les Occidentaux, la Russie et les Etats-Unis signèrent néanmoins en octobre 2015 un mémorandum instaurant un mécanisme de prévention des conflits entre les aéronefs russes et ceux de la coalition dans le ciel syrien[481].

La menace commune que constituait l'Etat Islamique a également permis la mise en place des conditions pour un rapprochement entre Washington et les Kurdes syriens. Résolus de ne pas engager de troupes sur le terrain pour combattre l'EI, les Etats-Unis cherchaient une force armée qui pourrait combattre. Face au refus turc, les Américains optèrent alors pour le soutien aux Kurdes syriens et, notamment, aux « Unités de Protection du Peuple » (YPG), milice armée kurde affiliée au PYD

---

[478] « "Ničego pohožego ne primonû s momenta raspada SSSR" ["A ma mémoire, rien de tel ne s'est produit depuis la chute de l'URSS"] ». *Kommersant"* [En ligne]. 11 février 2016. Disponible sur : < http://www.kommersant.ru/doc/2913156 > (consulté le 23 février 2016)

[479] « Q&A: Syria chemical weapons disarmament deal ». *BBC News* [En ligne]. 30 janvier 2014. Disponible sur : < http://www.bbc.com/news/world-middle-east-23876085 > (consulté le 11 août 2016)

[480] « 70-â sessiâ General'noj Assamblei OON [La 70ème session de l'Assemblée générale de l'ONU] ». *Kremlin.ru* [En ligne]. 28 septembre 2015. Disponible sur : < http://kremlin.ru/events/president/news/50385 > (consulté le 11 août 2016)

[481] « V Minoborony prokommentirovali podpisanie memoranduma po Sirii s SŠA [Les représentants du ministère de la Défense ont commenté la signature du mémorandum sur la Syrie avec les Etats-Unis] ». *Lenta.ru* [En ligne]. 20 octobre 2015. Disponible sur : < https://lenta.ru/news/2015/10/20/memorandum/ > (consulté le 11 août 2016)

(« Parti de l'Union Démocratique » – un parti kurde syrien)[482]. Cette évolution peut être considérée comme une rupture avec la ligne politique précédente puisque, dès le début du conflit syrien, les Etats-Unis s'étaient engagés du côté de « l'Armée syrienne libre » (ASL) qui combattait justement la milice YPG. De plus, celle-ci constitue la branche armée du PYD qui, à son tour, est l'antenne syrienne du PKK (« Parti des travailleurs du Kurdistan »), considéré depuis 1997 comme une organisation terroriste par le Département d'Etat américain[483].

Le siège de Kobané, débuté à l'automne 2014, poussa les Etats-Unis à prendre des mesures décisives et inhabituelles dans leur engagement contre l'Etat Islamique. Non seulement l'aviation américaine bombarda les positions de l'EI autour de la ville, en soutien aux combattants des YPG assiégés, mais elle leur largua aussi des armes et des munitions[484]. En outre, contrairement à la Turquie, les Etats-Unis estimèrent que les milices YPG n'étaient pas une organisation terroriste[485].

Dans le contexte de guerre contre l'EI, la collaboration des Etats-Unis avec les Kurdes syriens est sans doute perçue sous un jour positif au Kremlin. Ainsi, les Russes n'ont pas critiqué pas la livraison d'armes aux YPG, voyant en cela un moindre mal par rapport à une éventuelle ingérence militaire directe de l'armée de terre américaine ou turque. En outre, comme nous le démontrerons dans le Chapitre 10, le Kremlin s'est lui-même engagé dans des rapports étroits avec le PYD.

Notons également que cette rivalité russo-américaine ne s'accompagne pas de l'instauration d'un véritable système de blocs politico-militaires qui mèneraient une guerre par procuration pour le compte de Moscou ou de Washington.

Malgré ces points de convergence, il faut aussi noter la présence d'indices d'une opposition stratégique et militaire plus franche en Syrie. Ainsi, on peut penser que l'intervention militaire russe en Syrie fut une réaction au changement des rapports de

---

[482] « Qui sont les nouveaux alliés des États-Unis en Syrie ? ». *Le Point* [En ligne]. 14 octobre 2015. Disponible sur : < http://www.lepoint.fr/monde/qui-sont-les-nouveaux-allies-des-etats-unis-en-syrie-14-10-2015-1973329_24.php > (consulté le 19 juillet 2016)

[483] Caves J. *op. cit.*

[484] Letsch C. « US drops weapons and ammunition to help Kurdish fighters in Kobani ». *The Guardian* [En ligne]. 20 octobre 2014. Disponible sur : < https://www.theguardian.com/world/2014/oct/20/turkey-iraqi-kurds-kobani-isis-fighters-us-air-drops-arms > (consulté le 19 juillet 2016)

[485] « Daily Press Briefing - September 21, 2015 ». *U.S. Department of State* [En ligne]. 21 septembre 2015. Disponible sur : < http://www.state.gov/r/pa/prs/dpb/2015/09/247117.htm > (consulté le 19 juillet 2016)

force régionaux au Proche-Orient, lié notamment aux projets d'instauration de zones d'exclusion aérienne et terrestre en Syrie par la Turquie et la Jordanie avec l'aval américain à l'été 2015 (*Cf.* Chapitre 10, paragraphe « Le tournant du 30 septembre 2015 : le renouveau de l'interventionisme militaire russe au Proche-Orient »).

Une autre question d'ordre stratégique mérite d'être posée : les Etats-Unis et la Russie se livrent-t-ils à une guerre par procuration en Syrie ? On ne peut donner de réponse claire à ce stade. Sans doute faut-il attendre pour avoir suffisamment de recul. Au-delà du soutien pour l'un ou de la condamnation pour l'autre du régime de Bachar al-Assad, on constate que les deux côtés soutenaient des groupes rivaux au sein de l'opposition: le Conseil national syrien (dont fait partie l'Armée Syrienne Libre) pour les Etats-Unis et le Comité de coordination national pour le changement démocratique (dont fait partie le PYD) pour la Russie. Néanmoins, ce soutien fut principalement diplomatique et ne déboucha pas sur la fourniture d'armes lourdes. Les Américains n'ont pas fourni de lance-missiles antiaériens aux rebelles ni pour combattre le régime syrien ni pour abattre l'aviation russe plus tard. En revanche, comme nous l'avons déjà vu, ils ont armé les Kurdes syriens qui sont en très bons termes avec Moscou. Plus encore, la Russie et les Etats-Unis apportent leur soutien logistique et militaire aux Forces démocratiques syriennes, une coalition militaire kurdo-arabe fondée en octobre 2015[486].

Enfin, il paraît utile de mentionner ici un point de vue intéressant selon lequel Moscou exacerbe sciemment les tensions avec l'Occident au Moyen-Orient afin de négocier en position de force le règlement de la crise ukrainienne. C'est notamment la vision de Yossi Alpher, spécialiste israélien du Moyen-Orient[487] et de Zvi Magen, ancien ambassadeur d'Israël en Russie et grand spécialiste de l'espace post-soviétique[488]. Cette vision suggère donc qu'il y aurait en effet moins de raisons objectives à une confrontation russo-américaine au Proche et Moyen-Orient que ce que ne proclame le Kremlin.

---

[486] Solopov M. « Nevidimyj drug: kakim povstancam pomogaet Rossiâ v Sirii [Un ami invisible : à quels rebelles la Russie fournit-elle de l'aide en Syrie]». *RBK* [En ligne]. 12 janvier 2016. Disponible sur : http://www.rbc.ru/politics/12/01/2016/56952bb29a794756992bc807 (consulté le 8 avril 2017)

[487] Alpher Y. « The Ukraine/Crimea crisis : ramification for the Middle East ». *Open Democracy* [En ligne]. 08 mai 2014. Disponible sur : <https://www.opendemocracy.net/arab-awakening/yossi-alpher/ukrainecrimea-crisis-ramifications-for-middle-east> (consulté le 28 janvier 2015)

[488] Magen Z. « Between Crises: If and When Russia Fights ISIS ». *INSS Insight* [En ligne]. n°628. 11 novembre 2014. Disponible sur : http://www.inss.org.il/index.aspx?id=4538&articleid=8045 (consulté le 15 janvier 2015)

En résumé, il convient de noter que les différends à propos de la Syrie et de l'Ukraine ont effectivement débouché sur une montée sans précédent des tensions entre la Russie et les Etats-Unis depuis la chute de l'URSS. En même temps, les deux côtés coopèrent souvent à un niveau, également sans précèdent, afin de régler au mieux les problèmes de leurs relations bilatérales. En outre, la rivalité russo-américaine actuelle est dépourvue de tout un ensemble d'éléments caractéristiques de la Guerre froide dans sa définition classique.

Il s'agit donc d'une situation inédite qui peut effectivement déboucher dans certains cas, mais pas inévitablement, sur un jeu stratégique et diplomatique à somme nulle, accompagné de joutes rhétoriques et d'un conflit de représentations, mais non pas d'idéologies. Ainsi, sans être inadéquate, l'expression « nouvelle guerre froide » n'a, selon nous, de véritable intérêt que si l'on met l'accent sur sa dimension « nouvelle » afin d'expliciter en quoi elle est différente de la Guerre froide dans sa définition classique[489].

L'opposition aux monarchies du Golfe

L'une des rivalités les plus saillantes et constitutives de la politique extérieure de la Russie au Moyen-Orient et celle qui oppose Moscou aux monarchies de la péninsule Arabique et notamment à l'Arabie saoudite. Héritée de l'époque soviétique, cette confrontation a fait l'objet de tentatives d'apaisement de la part des deux parties dès le début des années 1990. Cette volonté de rapprochement coïncidait alors avec l'un des leitmotivs de la diplomatie du Kremlin, à savoir la nécessité d'attirer des investissements étrangers pour faciliter le passage de la Russie à une économie de marché. En ce sens, Moscou fondait des espoirs à l'égard des monarchies du Golfe et Israël[490]. Ces espoirs étaient d'autant plus grands que, durant la guerre du Golfe de 1990-1991, l'URSS avait obtenu un crédit de 2 milliards de dollars de la part de l'Arabie saoudite, des Emirats arabes unis et du Koweït et encore un autre de 759

[489] Il est intéressant de constater que Fiodr Loukianov, un expert de relations internationales proche du Kremlin, s'appuie sur les mêmes arguments pour parler de « l'esprit de la guerre froide » par oppostion à la « guerre froide ». *Cf.* Loukianov F. « Final′naâ bitva za status. O tom, čem opasen duh novoj "holodnoj vojny" [La bataille finale pour s'imposer. Pourquoi l'esprit de la "nouvelle guerre froide est dangereux "] ». *Rossiâ v global'noj politike* [En ligne]. 19 octobre 2016. Disponible sur : < http://www.globalaffairs.ru/redcol/Finalnaya-bitva-za-status-18431 > (consulté le 30 octobre 2016)

[490] Kirillova-ougrumova T. « Dorogu na vostok dolžny prokladyvat′ delovye lûdi [La route vers l'est doit être guidée par les hommes d'affaires] (Interview avec Viktor Posuvalyuk) ». *Delovie Ludi*. Janvier 1996. n°63. Cité dans Posuvaliuk V. *Bagrovoe nebo Bagdada [Le ciel pourpre de Bagdad]*. Saint-Pétersbourg : Aleteya, 2012. 400 p., p.155.

millions de dollars de la part de l'Arabie saoudite en reconnaissance de la position soviétique qui avait soutenu le Koweït, envahi par l'Irak[491]. Le lancement en orbite par la Russie de satellites saoudiens constituait aussi un projet de coopération prometteur en matière de rapprochement.

Pourtant, très rapidement deux problèmes empoisonnèrent les relations entre Moscou et Riyad :

- Quoique n'ayant pas officiellement reconnu l'indépendance de la Tchétchénie au début des années 1990, l'Arabie Saoudite envoyait néanmoins de l'aide humanitaire à cette république rebelle et aux réfugiés tchétchènes. Le volume de l'aide augmenta en 1995, après l'éclatement de la première guerre de Tchétchénie, sous l'impulsion du roi Fahd ben Abdelaziz, qui y contribua sur ses propres fonds[492]. C'est à cette époque que commence alors à se former en Russie l'image négative des monarchies du Golfe, au premier rang desquelles l'Arabie saoudite, en tant que qu'elles seraient la cause principale de la déstabilisation au Caucase du Nord, notamment par le biais du financement des mouvements rebelles et la diffusion du wahhabisme[493]. Symétriquement, la perception de la Russie comme Etat menant une guerre contre les musulmans et où prolifèrent des mafias liées à la drogue et à la prostitution se répandit à la même époque dans certains pays de la péninsule Arabique. Cette représentation découlait notamment de la présence, très importante dans les années 1990, de groupes criminels russes aux Emirats arabes unis[494] ;
- L'Arabie saoudite et la Russie comptent parmi les principaux producteurs mondiaux de pétrole. Tout en n'étant pas membre de l'OPEP, la Russie profite des prix du pétrole instaurés par le cartel et son système de quotas de production, sans être obligée de les respecter. C'est pour cette raison que les Saoudiens considèrent la Russie comme un « free-rider ».

Au-delà du dossier tchétchène, la question de l'ingérence des monarchies du Golfe dans les affaires intérieures de la Russie s'est posé dans le contexte de l'essor de la

---

[491] Melkumian E. « Rossiâ i arabskie gosudarstva zaliva: vozmožnosti vzaimodejstviâ [La Russie et les Etats arabes du Golfe: les possibilités d'interaction] ». In : *Rossiâ i islamskij mir [La Russie et le monde musulman]*. Moscou : Institut Vosrokovedeniya RAN, Kraft+, 2010. 480 p. pp.144-160.

[492] *Ibid.*

[493] *Ibid.*

[494] *Ibid.*

pratique de l'islam et notamment de la création de partis politiques musulmans dans l'espace post-soviétique. Ces deux phénomènes s'affirmaient visiblement avec le concours actif de pays ou d'organisations étrangères. Il s'agissait notamment d'ONG saoudiennes telles que « Al-Harameïn » (considérée comme terroriste et interdite en Russie en 2003) et « Saar foundation », ainsi que celles liées à la confrérie des « Frères musulmans » (considérée également comme terroriste et interdite en Russie en 2003), ou encore le mouvement de Fettulah Gülen entre autres[495].

Malgré une idée reçue, l'usage du qualificatif « wahhabite », pour désigner les adeptes d'un islam non loyal au pouvoir, n'est pas apparu en Russie dans les années 1990 dans le contexte de la lutte contre le séparatisme tchétchène soutenu par l'Arabie saoudite. En effet, ce terme avait auparavant été diffusé pendant la guerre d'Afghanistan par un certain Mouhammadjan Roustamov (1892-1989), plus connu comme Hindoustani. Celui-ci fut le principal théologien hanafite de la vallée de Fergana et du Tadjikistan. A la fin des années 1950, Hindoustani réunit clandestinement un cercle d'apprentis pour leur dispenser un enseignement religieux. Vers la fin de sa vie, dans le contexte de l'entrée des troupes soviétiques en Afghanistan, il fut le témoin d'un schisme au sein des musulmans d'Asie centrale, y compris parmi ses disciples, dont une partie croissante adopta une lecture radicale du Coran. Hindoustani entra en conflit avec eux, défendant surtout les traditions hanafites contre les lectures qu'il baptisa de « wahhabites » et qui appelaient à rejeter toutes les pratiques traditionnelles ne correspondant pas à une vision rigoriste de l'islam.

Selon Hindoustani, les épreuves de l'époque stalinienne correspondaient à la volonté de Dieu qui récompensa les fidèles musulmans pour leur patience et leur endurance non-violentes par la libéralisation de la vie religieuse en URSS à l'époque de la perestroïka. Le recours à la lutte armée pour la foi ne devait être envisagée que lorsque les fidèles sont sûrs de la victoire. Or, justement, l'adversaire soviétique était par définition infiniment plus fort et la prise des armes aurait inévitablement abouti à la mort inutile de nombreux croyants. Selon Hindoustani, il fallait donc adopter une attitude conciliante à l'égard d'un état laïc, de surcroît quand celui-ci faisait preuve

[495] Malachenko A. « Islam v Rossii: nedavnââ istoriâ i sovremennost′ [l'Islam en Russie: l'histoire récente et l'époque contemporaine] ». In : *Poslednie 30* [En ligne]. 18 juin 2015. Disponible sur : < http://last30.ru/issue/islam/research/ > (consulté le 6 décembre 2015)

de tolérance en matière de pratique religieuse. Tous ceux qui n'étaient pas d'accord avec lui furent traités de « wahhabites »[496].

En outre, la proximité des monarchies du Golfe avec les pays occidentaux et notamment les Etats-Unis a certainement constitué une source de défiance et de crispations pour les Russes.

Le dossier syrien a quant à lui contribué à la dégradation des relations avec plusieurs monarchies de la péninsule Arabique. Ainsi, le 29 novembre 2011, l'ambassadeur russe au Qatar Vladimir Titorenko et deux autres agents diplomatiques qui l'accompagnaient furent molestés à l'aéroport de Doha par des policiers et douaniers qataris après avoir refusé de faire examiner le contenu de documents diplomatiques par scanner[497]. Les relations entre la Russie et le Qatar se sont bien sûr refroidies à la suite de cet incident. Selon une source diplomatique russe, cet événement est également survenu alors que l'ambassadeur Titorenko avait signé une série de tribunes dans la presse arabophone où il défendait la position de Moscou dans le dossier Syrien[498].

Peu de temps après, une crise diplomatique éclata entre la Russie et l'Arabie saoudite. En effet, la diplomatie russe critiqua ouvertement la répression violente des manifestations chiites en juillet 2012 à Qatif (Arabie saoudite) ainsi que l'arrestation du dignitaire chiite Nimr al-Nimr par les autorités du royaume wahhabite[499]. Cette condamnation russe, qui provoqua l'indignation de l'Arabie saoudite, répondait sans doute au soutien qu'apportait Riyad aux opposants du régime d'al-Assad en Syrie. Les joutes verbales et diplomatiques qui suivirent les événements de Qatif furent

---

[496] Rezvan E. « Koran i vlast′ v Rossii» [Le Coran et le pouvoir et Russie]. In : Spivak D., Tabbar N. (dir.) *et alii*. *Hristianstvo i islam v kontekste sovremennoj kul'tury: Mežreligioznyj dialog v Rossii i na Bližnem Vostoke* [Le christianisme et l'islam dans le contexte de la culture contemporaine : le dialogue interconfessionnel en Russie et au Moyen-Orient]. Saint-Petersbourg, Beyrouth : Eïdos, 2009, 287 p. pp.172-188.

[497] « Izbityj v aèroportu Dohi rossijskih posol uehal iz Katara [L'ambassadeur russe battu à l'aéroport de Doha a quitté le Qatar] ». *Gazeta.ru* [En ligne]. 10 décembre 2011. Disponible sur : < http://www.gazeta.ru/news/lenta/2011/12/10/n_2130154.shtml > (consulté le 1 juillet 2016)

[498] « Istočnik: izbienie posla Rossii v Katare svâzano s poziciej Moskvy po Sirii [Source: le passage à tabac de l'ambassadeur de Russie à Qatar est lié à la position de Moscou sur la Syrie] ». *Gazeta.ru* [En ligne]. 3 décembre 2011. Disponible sur : < http://www.gazeta.ru/news/lastnews/2011/12/03/n_2120334.shtml > (consulté le 1 juillet 2016)

[499] « Saudovskaâ Araviâ osudila MID Rossii za "vraždebnuû" reakciû na arest šiitskogo šejha [L'Arabie saoudite a condamné la réaction "hostile" du MAE de la Russie suite à l'arrestation d'un cheikh chiite] ». *Gazeta.ru* [En ligne]. 15 juillet 2012. Disponible sur : < http://www.gazeta.ru/politics/news/2012/07/15/n_2437189.shtml > (consulté le 2 juillet 2016)

prises d'autant plus au sérieux des deux côtés qu'elles s'ajoutaient à l'annulation de contrats commerciaux bilatéraux et au refus des chambres de commerce saoudiennes de recevoir les délégations russes[500].

En 2013, une rencontre entre le prince Bandar bin Soultan (alors chef des renseignements saoudiens) et Vladimir Poutine à Moscou aurait renforcé la méfiance réciproque. Selon un « rapport diplomatique » anonyme publié par le journal libanais *al-Safir*, le prince aurait alors proposé aux Russes une coopération dans le secteur énergétique, notamment avec l'OPEP, en échange de concessions de la part du Kremlin dans le dossier syrien. Plus intéressant encore, Bandar bin Soultan aurait proposé des garanties de sécurité pour les Jeux Olympiques de Sotchi de 2014, en affirmant que Riyad avait un contrôle sur *«les groupes tchétchènes qui menacent la sécurité des jeux »*[501]. Vladimir Poutine aurait refusé cette offre, en accusant l'Arabie saoudite de soutien à ces groupes[502].

Cet échange est néanmoins à prendre avec beaucoup de précaution : si la visite de Bandar bin Soultan à Moscou eut effectivement lieu en juillet 2013, on peut en revanche émettre des doutes sur le contenu exact des échanges avec Vladimir Poutine.

Toujours est-il que les relations russo-saoudiennes sont trop complexes pour les réduire à la seule rivalité. En effet, les deux pays peuvent tout à fait avoir des positions très semblables sur certaines questions. Ainsi, tous deux apportent leur appui au régime d'al-Sissi en Egypte. De plus, un rapprochement relatif entre Riyad et Moscou semble se profiler depuis 2003 grâce aux relations personnelles entre les dirigeants des deux pays, comme en atteste la présence de Dmitri Medvedev aux funérailles du roi Abdallah en janvier 2015[503].

---

[500] « Saudovskaâ Araviâ načinaet torgovuû vojnu s Rossiej [L'Arabie saoudite commence une guerre commerciale avec la Russie] ». *Infox.ru* [En ligne]. 30 juillet 2012. Disponible sur : < http://www.infox.ru/authority/state/2012/07/30/Saudovskaya_Araviya_.phtml > (consulté le 2 juillet 2016)

[501] « Russian President, Saudi Spy Chief Discussed Syria, Egypt ». *Al-Monitor* [En ligne]. 22 août 2013. Disponible sur : < http://www.al-monitor.com/pulse/politics/2013/08/saudi-russia-putin-bandar-meeting-syria-egypt.html > (consulté le 2 juillet 2016)

[502] *Ibid*.

[503] « Journée de deuil en Arabie saoudite après le décès du roi Abdallah ». *Lesechos.fr* [En ligne]. 25 javier 2015. Disponible sur : < http://www.lesechos.fr/25/01/2015/lesechos.fr/0204106870093_journee-de-deuil-en-arabie-saoudite-apres-le-deces-du-roi-abdallah.htm > (consulté le 30 juin 2015)

L'ambiguïté des relations avec la Turquie

La rivalité historique entre la Russie et la Turquie, marquée notamment par une dizaine de guerres à l'époque impériale et la confrontation de la guerre froide (la Turquie étant membre de l'OTAN), accompagne aujourd'hui encore leurs relations bilatérales.

Ainsi, les années 1990 furent marquées par le soutien qu'accordaient d'un côté Moscou au séparatisme kurde en Turquie et, de l'autre, Ankara au séparatisme tchétchène. Le Kremlin se montra également peu tolérant à l'égard de la présence turque dans les républiques post-soviétiques, notamment en Asie centrale[504]. Dans ce contexte, le climat de méfiance s'approfondit également en Russie vis-à-vis de la ligne diplomatique d'Ahmet Davutoglu (le ministre des Affaires étrangères de la Turquie entre 2009 et 2014), qualifiée dans la presse et littérature de recherche russes de « néo-ottomanisme » en raison de l'accent mis sur le développement des relations avec les pays du Moyen-Orient et les pays turciques[505].

Néanmoins, il est très important de constater qu'en parallèle de cette rivalité politique persistante, les deux pays ont développé de remarquables relations économiques. Ainsi, après la chute de l'URSS, la Turquie a été vue par Moscou comme un investisseur important et un facilitateur des échanges commerciaux et financiers. A titre d'exemple, la Russie fut le premier pays bénéficiaire des projets de « l'Eximbank » turc. En 1995, un protocole turco-russe allouant à la Russie 350 millions dollars de crédit fut signé. Au total, « L'Eximbank » assura quatre lignes de crédit à la Fédération de Russie pour un montant total de 800 millions de dollars[506]. La Turquie est également devenue la première destination étrangère pour les touristes russes et notamment pour les « marchands de valises ».

---

[504] Gigerli S., Le Saout S. *Öcalan et le PKK. Les Mutations de la Question Kurde*. Paris : Maisonneuve & Larose, 2005. 422 p., pp.280-281.

[505] *Cf.* par exemple Mehdiev. « E. «Neoosmanizm» v regional′noj politike Turcii [Le « néo-ottomanisme » dans la politique régionale de la Turquie]». *Vestnik MGU*. n°2 (47) 2016. Disponible sur : <http://www.vestnik.mgimo.ru/sites/default/files/pdf/004_mehdievet.pdf>

Evstafiev D. « Èrdoganovskij «neoosmanizm» smenil vektor » [Le « néo-ottomanisme » d'Erdogan a changé de ligne]. *Vzglâd* [En ligne]. 22 décembre 2015. Disponible sur : < http://www.vz.ru/opinions/2015/12/22/785318.html > (consulté le 28 novembre 2016)

[506] Sieca-Kozlowski E., Toumarkine A. *Géopolitique de la mer Noire. Turquie et les pays de l'ex-URSS*. Paris : Karthala, 2000. 222 p. p.74.

Dans les années 1990, le tourisme russe était difficilement séparable du petit commerce privé, dont les « čelnoki » (russe : les navettes), mieux connu dans la littérature française comme « marchands de valises », furent la figure emblématique. Il s'agit de particuliers effectuant des allers-retours réguliers entre la Russie est un pays étranger pour rapporter dans leurs valises des biens de consommation courante, moins chers et de meilleure qualité qu'en Russie, afin de les revendre.

En 1997, sur les 12 milliards de dollars d'échanges commerciaux entre Ankara et Moscou, les deux tiers seraient imputables aux « čelnoki », ce qui témoigne de l'envergure du phénomène du « commerce des valises »[507].

Mais le ralentissement des échanges à la suite de la crise asiatique de 1997 (entrainant une chute des prix des marchandises en provenance du Sud-est asiatique), la concurrence de la Chine et des Emirats arabes unis provoquèrent la désertion des bazars de Laleli et d'Aksaray (à Istanbul) par les « navettes » russes. Pour surmonter la crise, les autorités turques accordèrent à certains quartiers d'Istanbul le statut de zones franches, et envisagèrent même de réduire de moitié le prix des billets d'avion en provenance de l'ex-URSS, ainsi que d'offrir 20% de remises sur les prix dans les foires[508].

Le secteur énergétique a été et demeure en première ligne dans la coopération bilatérale, avec notamment la construction de centrales nucléaires et de gazoducs acheminant le gaz russe en Europe par la Turquie (*Cf*. Partie I).

Aujourd'hui, la crise syrienne confirme la nature ambivalente des relations entre la Russie et la Turquie. On peut considérer que le profond désaccord des deux pays sur la Syrie, la présence d'installations antiaériennes de l'OTAN en Turquie (*Cf*. Chapitre 10) ainsi que divers incidents diplomatiques ne furent qu'une sorte de parenthèse n'affectant que peu la coopération économique. La Turquie demeura un des plus grands partenaires commerciaux de Moscou et le projet de gazoduc « South Stream » n'était pas remis en cause. C'est du moins la situation qui prévalait avant le 24 novembre 2015, lorsqu'un avion de combat russe fut abattu par la Turquie (*Cf*. Infra). Sur la durée, les deux pays surent donc la plupart du temps gérer leurs différends et incidents diplomatiques.

---

[507] *Ibid.*

[508] *Ibid*. p.54.

Selon Fiodr Loukianenko :

> *« Malgré toutes les différences et même l'antagonisme apparents, la Russie et la Turquie sont unies par une circonstance. Ce sont deux grandes puissances qui sont liées historiquement, culturellement et géographiquement au Vieux Monde, mais qui n'y étaient pas reconnues en tant que partie intégrante. De plus, après la « guerre froide » elles ont été retirées du projet de la « Grande Europe », dont l'intégration européenne était le pivot. Il est paradoxal que ce soit deux leadeurs autoritaires de ces pays – Vladimir Poutine et Recep Erdogan, qui aient fait le plus d'efforts, au début de leurs mandats, pour faire partie de ce projet. Leur déception connait un trajectoire similaire »*[509].

Cependant, depuis 2012, le ton est progressivement monté. Ainsi, le 10 octobre 2012 les avions de chasse turcs forcèrent l'atterrissage d'un avion civil des lignes aériennes syriennes qui effectuait un vol Moscou-Damas. L'interception eut lieu au motif que l'avion en question transportait des armes russes à destination de la Syrie. Malgré les déclarations des ministres des Affaires étrangères russe et turc, affirmant que rien ne menaçait leurs rapports bilatéraux, la cargaison de l'avion fut quand même confisquée par les autorités turques. Le lendemain de l'incident, Vladimir Poutine annulait sa visite en Turquie au cours de laquelle devait se tenir une réunion de haut niveau entre les deux dirigeants en vue de discuter des grandes questions de coopération économique et stratégique[510].

Le même scénario se reproduisit le 15 octobre 2012 avec un avion arménien (l'Arménie est un allié de la Russie et l'un des Etats les plus fidèles à Moscou au sein de la CEI - Communauté des Etats indépendants - ainsi que membre de l'Union douanière russe) transportant de l'aide humanitaire d'Erevan à Alep. Il a été contraint d'atterrir en Turquie pour le contrôle de sa cargaison[511].

---

[509] Loukianov F. « Politika zdes′ i sejčas [La politique, ici et maintenant] ». *Rossiâ v global'noj politike* [En ligne]. 29 juillet 2016. Disponible sur : < http://www.globalaffairs.ru/redcol/Politika-zdes-i-seichas-18301 > (consulté le 30 octobre 2016)

[510] « Turciâ posadila vtoroj samolet» [La Turquie a forcé l'atterrissage d'un deuxième avion]. *Interfax* [En ligne]. 15 octobre 2012. Disponible sur: <http://www.interfax.ru/russia/270866> (consulté le 25 novembre 2015)

[511] *Ibid*.

La crise criméenne de 2014 rappela, quant à elle, l'ancienne rivalité dans le bassin de la mer Noire. En s'adressant aux participants du Congrès mondial des Tatars criméens en août 2015 en Turquie, Recep Tayyip Erdogan déclara que la sécurité de la population tatare de Crimée était une préoccupation majeure pour la Turquie et qu'elle ne reconnaitrait pas le rattachement de la peninsule à la Russie[512].

Enfin, la destruction en vol d'un bombardier russe en mission en Syrie par l'aviation turque le 24 novembre 2015 représente une rupture dans la logique des relations entre Moscou et Ankara. L'incident donna lieu à une montée de tensions sans précédent, les deux pays donnant une version différente des faits. Vladimir Poutine a même parlé de *« coup de poignard dans le dos de la part des complices des terroristes »*, en ajoutant que la Fédération russe *« détectait depuis longtemps la fourniture de pétrole à destination de la Turquie depuis des régions syriennes sous le contrôle des terroristes »*[513]. Aussitôt après, le gouvernement russe interdit aux agences de tourisme russes de proposer des voyages à destination de la Turquie[514]. Le lendemain, l'ambassade turque à Moscou fut vandalisée par plusieurs centaines de manifestants, alors que la police, stationnée à proximité, ne serait pas intervenue et n'aurait interpellé personne[515]. Le jour même, un projet de loi pénalisant le négationnisme du génocide arménien fut soumis à la Douma[516]. La décision de restreindre les importations de denrées alimentaires (une des méthodes préférées des autorités russes pour exercer des pressions sur un pays) en provenance de la Turquie, prise le 26 novembre 2015, s'inscrit dans la même logique.

---

[512] « Èrdogan: Turciâ nikogda ne priznaet rezul′taty referenduma po Krymu» [Erdogan : la Turquie ne reconnaîtra jamais les résultats du référendum sur la Crimée]. *Gazeta.ru* [En ligne]. 2 août 2015. Disponible sur : <http://www.gazeta.ru/politics/news/2015/08/02/n_7428569.shtml> (consulté le 25 novembre 2015)

[513] « Na sirijsko-tureckoj granice istrebiteli Turcii sbili rossijskij bombardirovŝik Su-24. Translâciâ» [Les chasseurs turcs ont abattu un bombardier russe Su-24 à la frontière turco-syrienne. En direct]. *Novaâ gazeta* [En ligne]. 24 novembre 2015. Disponible sur : < http://www.novayagazeta.ru/news/1698181.html> (consulté le 25 novembre 2015)

[514] « Rosturizm zapretil prodažu putevok v Turciû» [Rostourizm a interdit la vente de tours à destination de la Turquie]. *Lenta.ru* [En ligne]. 24 novembre 2015. Disponible sur : <http://lenta.ru/news/2015/11/24/tourism/> (consulté le 25 novembre 2015)

[515] « Tureckoe posol′stvo v Moskve zakidali kamnâmi i butylkami» [Des pierres et des bouteilles ont été projetées sur l'ambassade de Turquie à Moscou]. *Èho moskvy* [En ligne]. 25 novembre 2015. Disponible sur : <http://echo.msk.ru/news/1665398-echo.html> (consulté le 25 novembre 2015)

[516] « V gosdumu vnesen zakonoproekt ob otvetstvennosti za nepriznanie genocidda armân Turciej» [Un projet de loi sur la responsabilité du négationnisme du génocide des Arméniens par la Turquie a été soumis à la Douma]. *Vzglâd* [En ligne]. 25 novembre 2015. Disponible sur : <http://vz.ru/news/2015/11/25/780254.html> (consulté le 25 novembre 2015)

En outre, le projet « Turkish Stream » paya le prix fort de cette crise diplomatique. En effet, les négociations concernant la construction de ce gazoduc ont été suspendues[517].

Enfin, le 5 décembre 2015, le vice-ministre de la Défense russe Anatoli Antonov présenta aux médias des documents qui, selon lui, prouvaient la commercialisation illégale du pétrole syrien et irakien par la Turquie et la famille de Recep Tayyip Erdogan[518]. Il s'agissait donc de la plus grave crise des relations russo-turques depuis la dissolution de l'URSS.

Chapitre 8 : Les partenaires « infréquentables » de Moscou

Les relations avec l'Iran et l'axe diplomatique Téhéran-Damas

L'histoire des relations entre l'Empire russe et la Perse fut également jalonnée par une rivalité et une confrontation militaire intenses. A l'humiliation de la dynastie des Qadjars par les traités de Gulistan (1813) et de Turkmantchaï (1828) transférant la Transcaucasie à la Russie, succédèrent les interventions militaires en Iran de la Russie socialiste en 1920 puis de l'URSS dans une opération conjointe avec les Britanniques en 1941.

Sous le régime des ayatollahs, les relations irano-soviétiques entrèrent de nouveau dans une phase de confrontation aigüe, Téhéran soutenant les moudjahidin combattant les troupes soviétiques en Afghanistan et Moscou adoptant une position plutôt favorable à Bagdad durant la guerre irano-irakienne.

La Russie post-soviétique développa quant à elle des relations remarquables avec l'Iran, dans une logique de rapports gagnant-gagnant. Ainsi, les deux pays signèrent en 1995 un accord pour poursuivre la construction de la centrale atomique à Bouchehr. De son côté, Téhéran s'est gardée de vouloir répandre l'idéologie de la révolution islamique en Russie. Ainsi, la République islamique considéra les guerres

---

[517] « Moscou suspend le projet Turkish Stream en réponse à la destruction de son avion par Ankara ». *RT en Français* [En ligne]. 3 décembre 2015. Disponible sur : < https://francais.rt.com/economie/11485-moscou-suspend-turkish-stream-avion > (consulté le 10 septembre 2016)

[518] « Minoborony RF: rukovodstvo Turcii vovlečeno v nezakonnoe polučenie sirijskoj nefti ot IG [Le ministère de la Défense de la Fédération de Russie: les autorités turques recoivent clandestinement du pétrole syrien de la part de l'EI] ». *TASS* [En ligne]. 2 décembre 2015. Disponible sur : < http://tass.ru/politika/2491873 > (consulté le 9 novembre 2016)

de Tchétchénie comme une affaire intérieure concernant la Russie et dénonça même l'engagement et les ingérences de pays étrangers aux côtés des Tchétchènes. Plus encore, Téhéran profita de sa présidence de l'Organisation de la Conférence islamique en 1999 pour minimiser les critiques contre la Russie durant la seconde guerre de Tchétchénie[519]. En ce sens il paraît pertinent de citer une déclaration du site séparatiste tchétchène Kavkazcenter :

> *« Il est de notoriété publique depuis très longtemps que Téhéran a toujours eu une position claire et univoque concernant la Tchétchénie. L'Iran recourt à tous les moyens pour justifier l'occupation de la Tchétchénie par Moscou et ne mettra jamais en péril ses liens militaires et économiques avec la Russie à cause des Tchétchènes »*[520].

Après la dissolution de l'URSS, l'Iran s'avéra être un partenaire précieux pour Moscou qui lui a fourni son assistance en vue de :

- Contenir l'influence de l'Arabie saoudite à l'égard des groupes islamistes en Russie ;
- Régler le problème des voies de communication de l'Arménie avec le monde extérieur suite au conflit du Haut-Karabagh ;
- Favoriser la régulation de la crise tadjik et lutter contre le régime des Talibans en Afghanistan.

Ce rapprochement a débouché sur la formation de l'axe Téhéran-Damas dans la politique extérieure russe, notamment après l'accord trouvé concernant la dette syrienne (due à la Russie) en 2005. La Syrie est alors devenue, selon Sergueï Lavrov, *« la clef de voûte de l'architecture moyen-orientale dont dépend en grande partie la paix et la sécurité au Moyen-Orient »*[521].

---

[519] Malek M. « Russia, Iran, and the Conflict in Chechnya ». *Caucasian Review of International Affairs*. Vol. 2 (1). 2008. pp. 25-34.

[520] « Report of iranian training of chechens greeted skeptically ». *The Jamestown Foundation* [En ligne]. 31 décembre 2005. Disponible sur : < http://www.jamestown.org/programs/nc/single/?tx_ttnews%5Btt_news%5D=3099&tx_ttnews%5BbackPid%5D=187&no_cache=1 > (consulté le 8 novembre 2015)

[521] « Interv'û Ministra inostrannyh del Rossii S.V. Lavrova "Rossijskoj gazete", 21 sentâbrâ 2011 goda [Interview de S.V. Lavrov, ministre des Affaires étrangères de Russie à "Rossijskaâ gazeta", le 21 septembre 2011] ». *Ministerstvo inostrannyh del Rossijskoj Federacii* [En ligne]. 21 septembre 2011.

Outre la guerre en Syrie, cet axe se manifesta clairement en matière d'achat d'armes, l'Iran payant les commandes passées à la Russie et destinées à la Syrie (*Cf*. Partie I, Chapitre 2). De même, Téhéran et Damas apportèrent leur soutien à Moscou en ne votant pas en faveur de toute une série de résolutions initiées à l'Assemblée générale de l'ONU par la Géorgie en 2008 qui voulait affirmer son intégrité territoriale après le conflit armé qui l'opposa à la Russie. Ce fut aussi le cas avec la résolution de l'Assemblée générale 68/262 réitérant l'intégrité territoriale de l'Ukraine suite au rattachement de la Crimée à la Russie[522].

L'accord sur le nucléaire iranien confirma quant à lui le rôle clé de Moscou dans la politique étrangère de l'Iran, ce dernier s'étant engagé à transférer son stock d'uranium enrichi à la Russie[523]. Dans le même temps, cet accord a permis à l'Iran de revenir sur la scène internationale, rendant le pays moins dépendant de son voisin du Nord.

Pourtant, malgré ce rapprochement sur tout un ensemble de questions, on aurait tort de considérer les relations russo-iraniennes comme une véritable alliance. En atteste la position russe sur le dossier nucléaire iranien et plusieurs incidents diplomatiques. En effet, depuis 2006 Moscou a soutenu quatre résolutions du Conseil de sécurité enjoignant à l'Iran de se conformer aux exigences de l'ONU et de l'AIEA concernant son programme nucléaire. Ces résolutions débouchèrent d'ailleurs sur une série de sanctions que la Russie a appliquées[524].

Sur le plan idéologique, les autorités russes interdirent en 2008 le *Testament politique* de l'ayatollah Khomeïni, qualifié de texte extrémiste[525]. Mais c'est surtout l'annulation en 2010 par Moscou d'un contrat de livraison d'un complexe antiaérien

---

Disponible sur : < http://www.mid.ru/web/guest/general_assembly/-/asset_publisher/lrzZMhfoyRUj/content/id/194822 > (consulté le 13 juillet 2016)

[522] Source : ONU.

[523] « L'Iran transfère de l'uranium en Russie, élément clé de l'accord sur le nucléaire ». *Le Monde.fr* [En ligne]. 28 décembre 2015. Disponible sur : < http://www.lemonde.fr/proche-orient/article/2015/12/28/l-iran-transfere-de-l-uranium-en-russie-element-cle-de-l-accord-sur-le-nucleaire_4838846_3218.html > (consulté le 7 juillet 2016)

[524] Iurtaev V. (dir.), Belobrov Y., Volodin A *et alii*. *Sovremennye rossijsko-iranskie otnošeniâ: vyzovy i vozmožnosti* [Les relations russo-iraniennes contemporaines : défis et opportunités]. *Rabočaâ tetrad' RSMD* [En ligne]. n°XIV. 14 mars 2014. Disponible sur : http://russiancouncil.ru/inner/?id_4=3294#top-content (consulté le 8 juillet 2016), p. 7.

[525] Malicheva Y., Fedoseev R. « Homejni pod zapretom [Khomeïni est interdit] ». *Vzglâd* [En ligne]. 10 juin 2008. Disponible sur : < http://vz.ru/politics/2008/6/10/176440.html > (consulté le 7 juillet 2016)

« S 300 » qui provoqua une crise diplomatique. En effet, cette décision avait été prise en application d'une résolution du Conseil de sécurité interdisant le transfert d'armes lourdes à l'Iran. Téhéran saisit alors à la Chambre de commerce de Genève afin de réclamer 4 milliards de dollars de compensation au « Rosoboronexport », la corporation étatique russe en charge de l'exportation du matériel de guerre[526]. La livraison des complexes antiaériens a malgré tout repris fin 2015, dans le contexte de l'intervention militaire russe en Syrie et en réponse à la destruction en vol d'un bombardier russe par l'armée de l'air turque (*Cf.* Chapitre 10).

Privée, dans une certaine mesure, de fondements solides, la logique des relations russo-iraniennes s'inscrit donc davantage dans une cadre pragmatique fait de calculs et lié à la conjoncture internationale ainsi qu'aux intérêts à court et moyen termes.

Le Hezbollah et le Hamas

L'une des particularités de la présence russe au Proche-Orient réside dans la proximité de Moscou avec les mouvements islamistes chiite Hezbollah et sunnite Hamas. La reconnaissance par ces deux mouvements de l'indépendance de l'Abkhazie et de l'Ossétie du Sud lors du conflit russo-géorgien en 2008, ainsi que du rattachement de la Crimée par la Russie en 2014 (*Cf.* Infra) sont des indices forts de cette proximité.

L'attitude russe à l'égard du Hezbollah et du Hamas peut être résumée synthétiquement par cette déclaration de Mikhaïl Bogdanov (envoyé spécial du Président russe pour le Moyen-Orient et l'Afrique du Nord et vice-chef de la diplomatie russe) :

> *« Nous maintenons des contacts et des relations avec [le « Hezbollah »] parce qu'on ne le considère pas comme une organisation terroriste. Ils n'ont jamais commis d'actes terroristes sur le sol russe. Le « Hezbollah » est élu par le peuple au parlement libanais, au Liban il y a des membres du gouvernement issus du « Hezbollah ». […]. Il en va de même pour le Hamas. [On*

[526] Safronov I., Tchernenko E. « Raketno-bez″âdernaâ programma [Le programme balistique non-nucléaire] ». *Kommersant"*. 11 octobre 2015. n°206, p. 1.

ne le considère pas comme terroriste] parce qu'il fait partie intégrante de la société palestinienne »[527].

On constate donc que l'une des clés de l'acceptabilité de ces deux mouvements par Moscou réside dans le fait que leur agenda est perçu comme principalement local. A ce sujet, il est intéressant de se reporter aux propos de Sergueï Lavrov :

> *« […] Je voudrais souligner que le Hamas est un phénomène palestinien et non un phénomène importé. Par ailleurs, le Hezbollah n'a pas non plus été importé au Liban, il est un phénomène libanais »*[528].

Les déclarations de Yuri Sapounov, général de brigade du FSB chargé de la lutte contre le terrorisme, sont également très explicites :

> *« On sait pertinemment qu'à l'époque [des guerres de Tchétchénie] Basaev et Hattab, les leadeurs du mouvement terroriste au Caucase Nord, essayaient activement de convaincre les leadeurs du Hamas et du « Hezbollah » à participer aux combats en Tchétchénie, en mutualisant leurs efforts. Les émissaires des boéviks tchétchènes leur proposaient leur assistance militaire et leur participation à la lutte contre Israël pendant la période d'hiver, lorsqu'il est difficile de mener les combats en Tchétchénie. En échange, le Hamas et le « Hezbollah » auraient donc dû envoyer leurs combattants en Tchétchénie en été. Mais ni le « Hezbollah », ni le Hamas n'ont accepté. Ces organisations*

---

[527] « RF ne pričislâet "Hezbollu" i HAMAS k terrorističeskim organizaciâm [La Fédération de Russie ne considère pas le "Hezbollah" et le Hamas comme des organisations terroristes] ». *Interfax* [En ligne]. 15 novembre 2015. Disponible sur : < http://www.interfax.ru/world/479405 > (consulté le 15 juillet 2016)

[528] « STENOGRAMMA OTVETOV MINISTRA INOSTRANNYH DEL ROSSII S.V.LAVROVA NA VOPROSY SMI PO ITOGAM POEZDKI V ŠARM-AŠ-ŠEJH DLÂ UČASTIÂ V MEŽDUNARODNOJ KONFERENCII V PODDERŽKU PALESTINSKOJ ÈKONOMIKI DLÂ REKONSTRUKCII GAZY, 2 MARTA 2009 GODA [Le procès-verbal des réponses de S. V. Lavrov, ministre des Affaires étrangères de Russie, aux questions des médias concernant les résultats du voyage à Charm-el-cheikh afin de participer à la conférence internationale de soutien à l'économie palestinienne pour la reconstruction de Gaza, le 2 mars 2009] ». *Ministerstvo inostrannyh del Rossijskoj Federacii* [En ligne]. 2 mars 2009. Disponible sur : < http://www.mid.ru/web/guest/foreign_policy/international_safety/conflicts/-/asset_publisher/xIEMTQ3OvzcA/content/id/303606 > (consulté le 24 décembre 2015)

n'ont aucun boévik ayant agi sur le sol russe. Elles n'ont pas non plus commis d'attentat en Russie »[529].

Il convient de remarquer que les bonnes relations de Moscou avec ces deux mouvements sont justifiées par un argument pragmatique, celui du bon sens, le discours officiel de la diplomatie russe à ce sujet étant tout à fait exempt d'éléments idéologiques quelconques. A titre d'exemple, les responsables russes ne reprennent jamais dans leur rhétorique les grandes causes revendiquées par le Hamas et le Hezbollah, telles que la lutte contre l'impérialisme mondial ou la résistance à l'occupant sioniste. Très pragmatique, la position de Moscou consiste à disposer d'un spectre de contacts et d'interlocuteurs aussi large que possible au Proche-Orient, afin de mieux s'imposer comme puissance médiatrice, notamment dans le conflit israélo-palestinien.

En ce qui concerne les relations avec le Hezbollah, elles ont débuté en 1996 sur fond de critiques adressées par Moscou à l'opération israélienne « Raisins de la colère » contre des combattants chiites au Liban[530]. La spécificité de ces contacts consiste avant tout en leur grande opacité, le Kremlin ne communiquant que très peu sur le sujet. En témoigne, entre autres, le caractère confidentiel de la toute première visite officielle des représentants du Hezbollah en Russie en octobre 2011, au cours de laquelle la question du soutien au régime syrien dut très probablement être discutée[531].

Par ailleurs, la question de la fourniture en armes de ce mouvement reste posée. Comme nous l'avons déjà remarqué (*Cf.* Partie I, Chapitre 2, paragraphe « Le Proche-Orient comme terrain d'essai des armes russes ») le Hezbollah utilisa des armes de production russe au cours du conflit qui l'opposa à l'armée israélienne en 2006. Même s'il est très probable que ces armes aient été livrées par l'Iran ou la Syrie, il est très difficile de trouver des sources fiables sur une possible implication

---

[529] « Publikuem spisok organizacij, priznannyh Verhovnym sudom Rossii terrorističeskimi [Nous publions la liste des organisations reconnues comme terroristes par la Cour suprême russe] ». *Rossijskaâ gazeta* [En ligne]. 28 juillet 2006. Disponible sur : < http://www.rg.ru/2006/07/28/terror-organizacii.html > (consulté le 8 janvier 2016)

[530] Nizameddin T. *Putin's new order in the Middle East*. Londres: Hurst, 2013. 358 p. pp.158-159.

[531] « Vizit členov "Hezbolly" v Rossiû okružen zavesoj tajny [La visite des membres du "Hezbollah" en Russie se déroule dans une atmosphère de secret] ». *BBC Russian* [En ligne]. 20 octobre 2011. Disponible sur : < http://www.bbc.com/russian/international/2011/10/111020_hezbollah_moscow_talks.shtml > (consulté le 15 juillet 2016)

directe de la Russie. En outre, selon certaines sources, le Hezbollah menait la guerre contre l'armée israélienne en ayant recours à la fois aux renseignements militaires syriens et russes[532]. Le conflit syrien pose le même problème, la direction du Hezbollah affirmant recevoir des armes russes[533] alors que Moscou évite toute communication sur le sujet. Toujours est-il que les relations de la Russie avec le Hezbollah découlent logiquement de celles avec l'Iran et la Syrie et ne peuvent pas en être dissociées.

***

A première vue les rapports entre le Kremlin et le Hamas peuvent paraître paradoxaux, étant donnée l'attitude de la Russie vis-à-vis du mouvement des « Frères musulmans », interdit par la Cour suprême russe.

La méfiance des autorités russes vis-à-vis des « Frères musulmans » date de l'intervention de l'URSS en Afghanistan, lorsque les citoyens soviétiques furent la cible d'attentats commis par ce mouvement[534].

Dans la période post-soviétique, les « Frères musulmans » sont également perçus comme une menace grave pour l'ordre public. Ainsi, selon le général de brigade du FSB Yuri Sapounov : *« L'ensemble des dix-sept organisations [reconnues comme terroristes par la Cour suprême russe en date de 2006* - nda*] sont liées, d'une manière ou d'une autre, aux « Frères musulmans », et pour être plus précis, à leur aile extrémiste »*[535].

Or, malgré sa scission avec les « Frères musulmans » en 1987, le Hamas se considère lui-même comme une branche de ce mouvement, ses repères idéologiques essentiels étant la révolte dirigée par Iziddin al-Qassam en 1936, ainsi que *« le djihad des*

[532] Nizameddin T. *Op.cit*. p.166.

[533] Aslamova D. « Člen rukovodstva "Hezbolla" šejh Naim Kassem: Amerika pogrâzla v haose, kotoryj sama sozdala na Bližnem Vostoke [Cheïkh Naïm Kassem, le membre de la direction du "Hezbollah": l'Amérique s'est enlisée dans le chaos qu'elle a créé elle-même au Moyen-Orient] ». *Komsomol'skaâ pravda* [En ligne]. 1 juillet 2015. Disponible sur : < http://www.kp.ru/daily/26400/3276670/ > (consulté le 15 juillet 2016)

[534] Posouvaliuk V. *Bagrovoe nebo Bagdada [Le ciel pourpre de Bagdad]*. Saint-Pétersbourg : Aleteya, 2012. 400 p. p.29.

[535] « Publikuem spisok organizacij, priznannyh Verhovnym sudom Rossii terrorističeskimi [Nous publions la liste des organisations reconnues comme terroristes par la Cour suprême russe] ». In : *Rossïskaïa gazeta* [En ligne]. 28 juillet 2006. Disponible sur : < http://www.rg.ru/2006/07/28/terror-organizacii.html > (consulté le 8 janvier 2016)

Frères musulmans pendant la guerre de 1948 et les opérations du djihad des Frères musulmans en 1968 et après »[536].

Notons également que les positions du Hamas et de la Russie sur le djihad contre les troupes soviétiques en Afghanistan, le conflit tchétchène et les guerres dans les Balkans des années 1990 sont diamétralement opposées.

En outre, ces rapports vont à l'encontre du développement des relations entre la Russie et Israël en essor depuis 2009, sachant que le Hamas réitère régulièrement sa vision dite « stratégique » ou « historique » de la résolution du conflit israélo-palestinien, à savoir la libération complète de la Palestine de « l'occupant sioniste » « de la Méditerranée au Jourdain ». Cette position explique l'obstination du mouvement à ne pas reconnaître Israël.

Le chercheur Talal Nizameddin explique cette incohérence par la volonté de Moscou de riposter à l'invasion américaine de l'Irak de 2003[537]. De notre côté, nous défendrons ici l'hypothèse selon laquelle le rapprochement entre la Russie et le Hamas pourrait justement être une conséquence de l'interdiction des « Frères musulmans » en Russie. En effet, la décision de la Cour suprême russe date de 2003. C'est aussi cette année que l'on voit apparaître une communication officielle de la diplomatie russe au sujet du Hamas[538]. On peut donc soutenir que, tout en prohibant l'activité des « Frères musulmans » sur son sol, les dirigeants russes n'ont pas voulu interrompre complètement tous les contacts avec les différentes émanations de cette organisation. Cette décision pourrait être expliquée par la volonté d'entretenir des rapports avec une organisation jouissant d'une grande influence dans le monde arabe et sunnite en général, notamment afin de gérer les possibles critiques adressées à la politique étrangère russe, qu'il s'agisse de ses opérations sécuritaires au Caucase Nord ou de son action diplomatique et militaire sur d'autres théâtres. La logique des relations entre la Russie et le Hamas s'inscrit tout à fait dans ce cadre.

En effet, le Hamas est une organisation qui « arrange » beaucoup le Kremlin. Selon Khaled Hroub, universitaire palestinien et spécialiste du Hamas, le mouvement, bien

---

[536] *Cf.* La Charte du Hamas. Traduction française disponible sur : <http://iremam.cnrs.fr/legrain/voix15.htm>

[537] Nizameddin T. *Putin's new order in the Middle East*. Londres: Hurst, 2013. 358 p. p.119.

[538] La toute première déclaration du MAE russe mentionnant le Hamas date du 26 janvier 2003, alors que la décision de la Cour suprême fut lue le 14 février 2003. *Cf.* les archives des déclarations du MAE russe disponible sur <www.mid.ru>

qu'issu des « Frères musulmans », a fait le choix de ne pas exporter sa lutte contre Israël en dehors de la Palestine, refusant ainsi d'ouvrir des branches locales à l'étranger, que ce soit dans les pays arabes ou ailleurs dans le monde[539]. Cette approche coïncide parfaitement à la rhétorique souverainiste russe.

Les relations entre la Russie et le Hamas s'intensifièrent à partir de 2006, après la victoire du mouvement aux élections législatives palestiniennes que Moscou qualifia de « libres et justes » et « honnêtement » remportées[540]. De 2006 à 2010, des délégations du Hamas visitèrent Moscou à maintes reprises : pas moins de cinq visites (en 2006, 2007 et en 2010)[541], auxquelles il faut ajouter des rencontres secrètes avec des représentants de la diplomatie russe. Les contacts se maintenaient également à l'occasion de déplacements de responsables russes à Damas[542].

La Russie et le Hamas instaurèrent alors des relations réciproquement avantageuses :

- Le Kremlin légitimait et désenclavait le mouvement islamiste sur la scène internationale ;
- Le Hamas usait d'une rhétorique favorable à la Russie et affirmait son rôle de médiateur au Proche-Orient.

Ainsi, l'alignement des positions russes et celles du Hamas se fit jour de manière remarquable en 2008, lorsque le Hamas (tout comme le Hezbollah) reconnut l'indépendance de l'Abkhazie et de l'Ossétie du Sud (régions séparatistes

---

[539] Hroub K. *Hamas. Political Thought and Practice*. Washington: Institute for Palestine Studies, 2000. 329 p. p.64.

[540] « Interv'û Ministra inostrannyh del S.V.Lavrova programme «Mnenie» s È.Zakamskoj na telekanale «Rossiâ 24», Moskva, 27 aprelâ 2012 goda [L'interview du ministre des Affaires étrangères S. V. Lavrov à l'émission "Mnenie" animée par E. Zakamskaïa, Moscou, le 27 avril 2012] ». *Ministerstvo inostrannyh del Rossijskoj Federacii* [En ligne]. 27 avril 2012. Disponible sur : < http://www.mid.ru/web/guest/foreign_policy/news/-/asset_publisher/cKNonkJE02Bw/content/id/158870 > (consulté le 24 décembre 2015)

[541] « Lavrov invites Hamas leader to Moscow ». *Radio Free Europe/Radio Liberty* [En ligne]. 3 août 2015. Disponible sur : < http://www.refworld.org/cgi-bin/texis/vtx/rwmain?page=search&docid=55ee965615&skip=0&query=hamas&coi=RUS > (consulté le 22 décembre 2015)

[542] Abu Amer A. « Is Russia Hamas' bridge to global diplomacy? ». *Al-Monitor* [En ligne]. 24 août 2015. Disponible sur : < http://www.al-monitor.com/pulse/originals/2015/08/palestine-hamas-israel-russia-saudi-arabia-turkey-relations.html > (consulté le 10 janvier 2016)

revendiquées par la Géorgie comme parties intégrantes de son territoire) suite à l'intervention militaire russe en Géorgie[543].

Les relations entre Moscou et le Hamas atteignirent un niveau sans précédent le 11 mai 2010 à Damas lorsque Dmitri Medvedev, alors président de la Fédération de Russie, s'entretint à Damas avec Khaled Machaal, dirigeant du Hamas, en présence de Bachar al-Assad. Les discussions portèrent sur trois sujets principaux : la nécessité d'une entente intra-palestinienne entre le Hamas et le Fatah ; la situation humanitaire à Gaza ; et la libération de Gilad Shalit, un soldat israélien capturé par un commando palestinien en 2006[544].

Le souci des deux parties de préserver cette relation gagnant-gagnant se manifesta également en 2014, quand le Hamas se montra plutôt favorable à l'annexion de la Crimée par la Russie[545]. Ce soutien fut d'autant plus précieux que le rattachement de la Crimée posa la question de l'avenir de la minorité tatare musulmane, historiquement présente dans la péninsule, alors que la Turquie était tentée de se faire la championne de leur cause (*Cf.* Chapitre 7, paragraphe « L'ambiguïté des relations avec la Turquie »).

Néanmoins, la crise syrienne a amené le Hamas à prendre ses distances à l'égard tant de la Russie que de l'Iran. En effet dès le déclenchement du conflit, le mouvement islamiste apporta son soutien aux rebelles sunnites combattant le régime de Bachar al-Assad et appela le Hezbollah à se retirer de Syrie. On peut se référer à cet égard aux propos de Ghazi Hamad, vice-ministre des Affaires étrangères du gouvernement de Gaza, au sujet des conséquences de la guerre en Syrie : *« Nos relations avec l'Iran ont été affectées à la fois sur les plans politique et financier »*[546].

---

[543] « Hamas i "Hizballa" priznali nezavisimost′ Abhazii i Ûžnoj Osetii [Le Hamas et le "Hezbollah" ont reconnu l'indépendance de l'Abkhazie et de l'Ossétie du Sud] ». *Grani* [En ligne]. 27 août 2008. Disponible sur : < http://grani.ru/Politics/Russia/m.140642.html > (consulté le 8 janvier 2016)

[544] « Vstreča Medvedeva i Mašalâ. Bez fotografij i kommentariev [La rencontre de Medvedev et Mashaal. Sans photos ni commentaires] ». *Newsru.co.il* [En ligne]. 12 mai 2010. Disponible sur : < http://newsru.co.il/mideast/12may2010/mashal_medved_101.html > (consulté le 23 décembre 2015)

[545] *Cf.* cette interview de Ousama Hamdan, membre du bureau politique du Hamas : « al-wāqiʿ al-ǧīusīāsī al-ǧadīd - mā yahummu al-ʿarab huwa natīǧat aḥdaṯ al-qrim [La nouvelle donne géopolitique - le résultat des événements criméens préoccupe les Arabes] ». *Arabic Sputniknews* [En ligne]. 6 juin 2014. Disponible sur : < http://arabic.sputniknews.com/arabic.ruvr.ru/2014_06_06/273236713/ > (consulté le 17 février 2016)

[546] Al-mughrabi N. « Hamas says its Iran ties worsen over Syrian civil war ». *Reuters* [En ligne]. 19 juin 2013. Disponible sur : < http://www.reuters.com/article/us-syria-crisis-hamas-idUSBRE95I0W220130619 > (consulté le 18 juillet 2016)

Dans ce contexte, le Hamas se rapprocha de l'Arabie saoudite, mécontentant fortement son ancien partenaire iranien. A titre d'exemple, Téhéran annula la visite de la délégation du Hamas en Iran prévue en août 2015 suite à la rencontre de Khaled Machaal avec le Roi Salman[547].

Enfin, l'intervention militaire russe en Syrie de septembre 2015, qualifiée « d'inacceptable » par le Hamas, a entériné le profond désaccord entre les dirigeants du mouvement et la politique extérieure russe[548].

Néanmoins, la question est donc savoir si la crise syrienne a définitivement et complètement mis un terme à l'entente entre le Hamas et Moscou qui prévalait auparavant. En effet, même si le mouvement palestinien ne cautionnait plus la politique étrangère de Russie, le Kremlin a continué, malgré tout, à accueillir ses représentants à un haut niveau, comme en atteste la rencontre entre Sergueï Lavrov et Khaled Machaal à Doha le 3 août 2015[549]. Les rencontres qui s'ensuivirent laissent à croire que la critique de l'intervention militaire russe en Syrie par le Hamas ne remet pas en cause la logique des relations bilatérales. D'autant qu'à l'issue du sommet arabo-américain à Ryad en mai 2017 le Hamas a été davantage isolé sur la scène internationale et a donc eu de nouveau besoin du soutien russe[550].

---

[547] « ṭahrān tulġī zīyārat wafd ḥamās lahā bisabab liqā' al-malik salmān wa khālid maśʿal [Téhéran annule la visite de la délégation du Hamas en raison de la rencontre entre le roi Salman et Khaled Machaal] ». *The Huffington Post* [version arabe] [En ligne]. 8 août 2015. Disponible sur : < http://www.huffpostarabi.com/2015/08/08/story_n_7960180.html > (consulté le 10 janvier 2016)

[548] « qiyādī fī " ḥamās": al-tadaḫul al-rūsī fī sūriya ġayr maqbūl [Dirigeant du « Hamas » : l'intervention russe en Syrie n'est pas acceptable]». *Qudspress* [En ligne]. 2 octobre 2015. Disponible sur : < http://www.qudspress.com/index.php?page=show&id=10438 > (consulté le 17 février 2016)

[549] Abu Amer A. *op. cit*.

[550] Abu Amer A. « Boosting ties with Moscow will come at a cost for Hamas ». *Al monitor* [En ligne]. 29 mai 2017. Disponible sur : < http://www.al-monitor.com/pulse/originals/2017/05/hamas-russia-rapprochement-gaza-siege-israel.html> (consulté le 25 juin 2017)

Chapitre 9 : Chypre, Israël et la Chine. La Russie comme alternative à l'Ouest ?

Chypre, pièce maitresse de la présence militaire russe en Méditerranée orientale

Lors de notre enquête de terrain menée à Chypre, nos interlocuteurs présentaient souvent cet Etat insulaire comme « le pays de l'Union européenne le plus ami de la Russie »[551]. Effectivement, Nicosie et Moscou sont très proches sur tout un ensemble de dossiers, sans parler du rôle que peut jouer la forte présence de la communauté russe à Chypre. Fait intéressant, nos interlocuteurs citaient souvent Samuel Huntington qui avait souligné la proximité civilisationnelle entre les deux Etats. C'est également la démarche de Nicolas Kazarian, chercheur associé à l'IRIS (Institut des relations internationales et stratégiques) en charge de l'Observatoire géopolitique du religieux[552].

Dans son *Choc des civilisations* Huntington écrit notamment :

« Avec la fin de l'Union soviétique et de la menace communiste, la Grèce commença à avoir des intérêts communs avec la Russie les opposant à leur ennemi commun, la Turquie. Cela a permis à la Russie d'établir une présence importante dans la partie grecque de Chypre et, du fait de «leur religion orthodoxe orientale commune », les Chypriotes grecs ont accueilli à la fois les Russes et les Serbes. En 1995, quelque deux milles entreprises appartenant aux Russes opéraient à Chypre ; des journaux russes et serbo-croates y étaient publiés; le gouvernement chypriote grec achetait en grandes quantités le matériel de guerre russe»[553].

Certes, cet aspect civilisationnel et religieux est important. Les dignitaires religieux russes et chypriotes ressentent cette proximité, comme en atteste la proposition faite par l'archevêque chypriote Chrysostome au président Nikos Anastasiades *« de servir*

[551] Entretien avec Craig Webster (professeur à l'Univesité de Nicosie) et Constantinos Adamides (enseignant-chercheur à l'Université de Nicosie), Nicosie, le 16 avril 2014.

[552] Kazarian N. « Chypre, les enjeux géopolitiques de l'axe orthodoxe ». *La nouvelle revue géopolitique*. Juillet - Septembre 2013. n°122, p. 51-57.

[553] Huntington S. *The Clash of Civilizations. The Remaking of World Order*. New York : First Touchstone Edition, 1997. 368 p. p.163.

d'intermédiaire afin d'appuyer les demandes d'aides financières, en les relayant au patriarcat de Moscou »[554]. Cependant, on aurait tort d'ignorer les autres composantes des relations entre Nicosie et Moscou :

- Tout comme pour la Syrie, ces relations s'inscrivent dans la continuité de l'héritage diplomatique soviétique. Membre du mouvement des non-alignés, Chypre fut un élément important des projets soviétiques visant à être davantage présents en Méditerranée orientale. L'URSS a notamment essayé (en vain) de devenir un acteur clé dans le processus de résolution du problème chypriote. Malgré de nombreuses propositions de règlement politique, l'URSS ne put finalement pas participer aux forces de maintien de la paix de l'ONU installées à Chypre en 1964. Néanmoins, le capital diplomatique de Moscou dans le pays semble toujours vigoureux, notamment en raison du nombre important de responsables chypriotes très haut-placés ayant fait leurs études en URSS et parfaitement russophones. C'est le cas de Demetris Christophias, président de Chypre entre 2008 et 2013 ;
- La Russie et Chypre partagent aussi une défiance à l'égard de l'OTAN voire sa perception comme une organisation agressive. D'après Andreas Christou, maire de Limassol et ancien ministre de l'Intérieur de Chypre, *« pour les Chypriotes l'OTAN est une organisation qui nous a agressés deux fois : pendant l'occupation turque et lors de la tentative de rattachement de l'île par la Grèce »*[555]. C'est pour cette raison que malgré son adhésion à l'Union européenne Chypre n'est pas devenu membre de l'OTAN, décision très appréciée par Moscou ;
- La Russie a participé au sauvetage financier de Chypre et a su en tirer un bénéfice stratégique. En décembre 2011, le Kremlin accorda à l'île un prêt de 2,5 milliards de dollars pour refinancer la dette publique de ce pays. En outre, à la fin de l'année 2012, les Russes répondirent favorablement à la demande chypriote de baisser le taux d'intérêt et de rallonger les maturités de

[554] Kazarian N. *op.cit.*

[555] Entretien avec Andreas Christou, maire de Limassol et ancien ministre de l'Intérieur de Chypre, Limassol, le 17 avril 2014.

remboursement[556]. Selon le rapport du sénateur français Jean-François Humbert, cette aide financière permit aux Russes de négocier le droit d'entrée pour leur marine de guerre dans les ports chypriotes. Le texte du rapport indique notamment : *« Pour Moscou, l'aide […] ne serait pas non plus dénuée de visée géostratégique : l'implantation d'une base militaire sur l'île, en lieu et place de celle de Tartous, en Syrie, menacée par l'évolution politique à Damas »* [557] ;

- La Russie est fortement implantée à Chypre aux niveaux économique et social (*Cf.* Partie III, Chapitre 5).

Récemment, la Russie a tout particulièrement cherché à augmenter sa présence militaire dans l'île. Ainsi, en mars 2013, des responsables de la marine de guerre russe décidèrent de créer une force navale d'action en Méditerranée, censée être déployée en dans la région, notamment au large des côtes syriennes[558]. Compte tenu des capacités en effet limitées du site de Tartous (*Cf.* Chapitre 10, paragraphe « La « base » navale de Tartous : une idée reçue sur les relations russo-syriennes ») Moscou entrepris des négociations avec Nicosie pour déterminer le droit d'entrée de ses navires de guerre dans le port de Limassol, ainsi que le droit d'utiliser la base aérienne « Andreas Papandreou » à côté de Paphos. Ce droit fut accordé à la Russie à partir du printemps 2014[559]. Durant notre enquête de terrain (qui eut lieu précisément en avril 2014), nous avons effectivement pu constater que les bâtiments de guerre russes entraient régulièrement dans le port de Limassol.

Les modalités du droit d'entrée négocié étaient pourtant assez encadrées à ce stade : les navires russes ne pouvaient faire que de courts arrêts dans le port et ne pouvaient l'utiliser que pour le ravitaillement en carburant. L'accès à la base « Andreas

---

[556] « Putin podpisal zakon o restrukturizacii kredita Kipru [Poutine a signé la loi de restructuration de la dette chypriote] ». *Interfax* [En ligne]. 10 mars 2015. Disponible sur : < http://www.interfax.ru/business/428814 > (consulté le 12 août 2016)

[557] Humbert J.-F. *Chypre et la crise de la zone euro. Rapport d'information n° 173 (2012-2013). Sénat* [En ligne]. 29 novembre 2012. Disponible sur : < http://www.senat.fr/rap/r12-173/r12-173.html>

[558] « Glavkom ob″âvil o načale formirovaniâ sredizemnomorskoj èskadry VMF [Le chef des armées a déclaré la mise en place d'une force navale d'action en Méditerranée de la marine de guerre russe]». *Flot XXI vek* [En ligne]. 11 mars 2013. Disponible sur : < http://blackseafleet-21.com/news/11-03-2013_glavkom-objavil-o-nachale-formirovanija-sredizemnomorskoj-eskadry-vmf > (consulté le 8 mars 2016)

[559] Volkov K. « Kipr otdast Rossii voennye bazy v obmen na finansovuû pomoŝ′ [Chypre a transféré à la Russie des bases militaires en échange de l'aide] ». *Rossijskaâ gazeta* [En ligne]. 9 février 2015. Disponible sur : < https://rg.ru/2015/02/09/kipr-site.html > (consulté le 14 juillet 2016)

Papandreou » était quant à lui possible uniquement en cas d'urgence et pour des « missions humanitaires »[560]. C'est pour cette raison que le 25 février 2015 la Russie et Chypre signèrent des accords complémentaires élargissant le droit d'entrée[561].

Aux yeux de Moscou, l'accès aux bases aérienne et maritime chypriotes ne lui permet pas seulement de ravitailler et d'entretenir sa marine de guerre. En effet, un des objectifs de la force d'action navale russe en Méditerranée, et ce dès sa création, est de prendre en charge l'évacuation éventuelle des citoyens russes, notamment du personnel diplomatique, depuis la Syrie. Des manœuvres de la marine russe pour s'entraîner à un tel scénario ont ainsi eu lieu en 2013[562]. Les accords russo-chypriotes du 25 février 2015 mentionnent explicitement cette dimension[563].

---

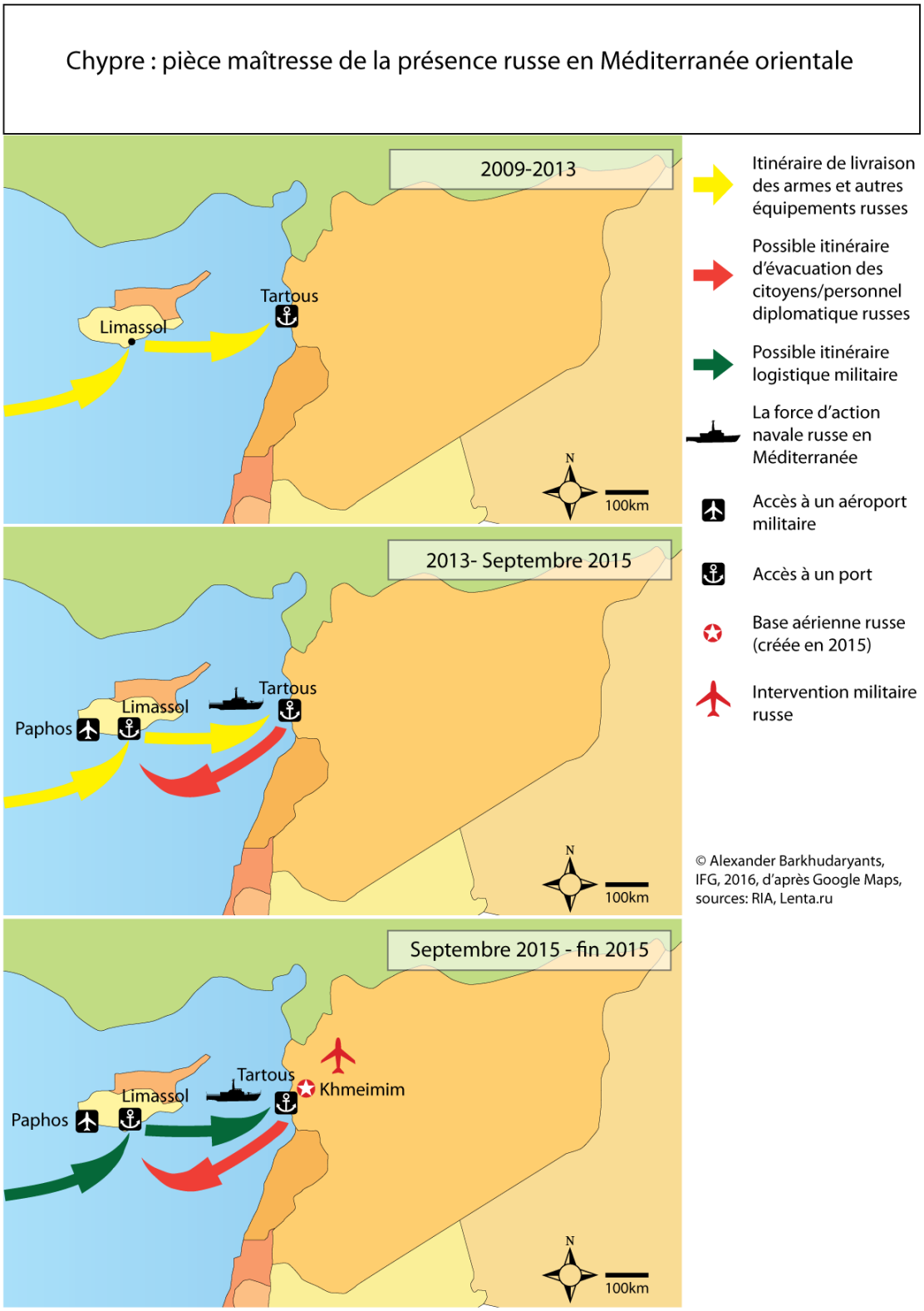
[560] *Ibid.*

[561] Sisoev G. « Nado iskat′ inye puti vmesto užestočeniâ sankcij [Il faut chercher des solutions alternatives au durcissement des sanctions] ». *Kommersant"*. 24 février 2015. n°31, p. 6.

[562] Smirnov S. « Ot èvakuacii rossijskih graždan do zaŝity posol′stva strany [L'évacuation des citoyens russes et la protection de l'ambassade du pays] ». In : *Gazeta.ru* [En ligne]. 11 janvier 2013. Disponible sur : < http://www.gazeta.ru/politics/2013/01/11_a_4920265.shtml > (consulté le 8 mars 2016)

[563] Sisoev G., *op. cit.*

Carte 15. Chypre : pièce maîtresse de la présence russe en Méditerranée orientale



Compte tenu des capacités réduites du site naval de Tartous avant l'automne 2015, Chypre est donc devenu la pièce maîtresse de la présence navale russe en Méditerranée orientale.

Au vu de leurs représentations communes de l'OTAN, de l'implication de Moscou dans le dossier de la dette publique de Nicosie ou bien encore de la présence navale russe dans les ports de l'île, on peut se demander si les responsables chypriotes ne voient pas finalement en la Russie un pôle d'influence alternatif à l'Occident. A ce sujet, un de nos interlocuteurs souhaitant garder l'anonymat, nous raconta que lors d'une soirée informelle en 2014, dans le contexte de la crise criméenne, un proche du gouvernement chypriote avait lancé sous la forme d'une boutade : *« Et si nous aussi on faisait un référendum pour se rattacher à la Russie ? »*[564].

Néanmoins, cette influence, bien que considérable, semble être complémentaire plutôt qu'alternative à celle de l'Union européenne, dont Chypre est membre depuis 2004. De même, la Grande Bretagne, ancienne puissance coloniale, maintient toujours une présence militaire sur l'île. Ainsi que nous y avons insisté dans la Partie I, Chapitre 1, Chypre est fondamentalement dépendant de l'Union européenne en ce qui concerne son approvisionnement en hydrocarbures (l'Estonie étant l'un des principaux exportateurs vers le pays). Dans le Chapitre 10 nous verrons également que Nicosie arraisonna un navire qui acheminait du matériel de guerre russe en Syrie en application de l'embargo de l'Union européenne sur le transfert des armes vers ce pays, signe que l'île n'est pas excessivement conciliante à l'égard de Moscou.

Ainsi, selon Andreas Theophanous, directeur du « Cyprus Center for European and International Affairs »[565], la Russie *« ne peut pas jouer le rôle de premier violon à Chypre »*[566].

Israël, nouveau partenaire stratégique

Les relations russo-israéliennes connurent un essor jamais atteint auparavant avec l'arrivée d'Avigdor Liberman au poste de ministre des Affaires étrangères d'Israël en 2009. Originaire de Moldavie, cet ancien citoyen soviétique est perçu par certains en

[564] Entretien avec une source souhaitant rester anonyme, proche du gouvernement chypriote, Nicosie, le 18 avril 2014.

[565] Think tank chypriote.

[566] Entretien avec Andreas Theophanous, directeur du « Cyprus Center for European and International Affairs », Nicosie, le 16 avril 2014.

Israël sinon comme l'artisan, du moins le promoteur actif du rapprochement avec Moscou[567]. Toujours est-il que c'est sous son mandat de chef de la diplomatie israélienne que les deux pays signèrent une série d'accords régissant leur coopération dans plusieurs domaines[568].

Il est également important de souligner que ce rapprochement se fit au lendemain de la guerre en Géorgie de 2008 qui mit au jour de très sérieuses failles dans le fonctionnement et l'équipement de l'armée russe. Pour y remédier, le Kremlin décida de lancer une réforme radicale de l'armée et de moderniser son complexe militaro-industriel. L'une des mesures phares de ce programme fut le projet d'acquérir du matériel de guerre moderne à l'étranger et notamment en Israël. Depuis lors, les échanges technologiques sont devenus une composante essentielle des relations bilatérales de la Russie et d'Israël. Par ailleurs, à la différence de l'Allemagne, de la France ou de l'Italie, Israël a choisi de maintenir ses grands projets de coopération dans ce domaine avec la Russie même après la crise ukrainienne[569].

La coopération entre les deux pays s'étendit à d'autres domaines que le militaire. On peut ainsi évoquer l'ouverture d'une usine pharmaceutique du groupe israélien « Teva Pharmaceutical Industries » à Iaroslavl (Russie) en 2014. Le transfert du savoir-faire israélien dans le secteur agricole était aussi très recherché par les Russes. Ainsi, en 2013, un centre russo-israélien de technologies agroalimentaires a été ouvert à Moscou[570].

Néanmoins, ce qui nous intéresse particulièrement dans ce paragraphe c'est la démonstration de la proximité des positions russe et israélienne sur quelques dossiers clés. Proximité remarquable, car capable de surmonter les divergences qui opposent

---

[567] Entretien avec Roman Bronfman (ancien député de la Knesset, fondateur des partis israéliens russophones « Israel Ba'alyah » et « le Choix Démocratique » (russe : Demokratičeskij vybor)), Tel-Aviv, le 26 décembre 2012.

[568] Comme par exemple l'accord sur la recherche et le développement industriels, conclu en 2010. Un conseil d'affaires russo-israélien a également débuté ses activités en 2010. *Cf.* « Istoričeskij očerk [Les repères historiques] ». In : *Rossijsko-izrail'skij delovoj sovet* [En ligne]. Disponible sur : < http://rus-israel.ru/about/history.php > (consulté le 14 juillet 2016)

[569] Notamment en ce qui concerne la production de drones. *Cf.* « Minoborony RF planiruet zakupku 90 bespilotnikov izrail′skoj razrabotki [Le ministère de la Défense russe projette d'acheter 90 drones de conception israélienne] ». *Newsru.co.il* [En ligne]. 7 avril 2016. Disponible sur : < http://www.newsru.co.il/finance/07apr2016/forpost_110.html > (consulté le 14 juillet 2016)

[570] Goulieva E. « Rossijsko-izrail′skie otnošeniâ. Doss′e [Les relations russo-israéliennes. Dossier] ». *TASS* [En ligne]. 16 mars 2016. Disponible sur : < http://tass.ru/info/2741507 > (consulté le 14 juillet 2016)

les deux pays, comme la question des relations privilégiées de Moscou avec l'Iran, la Syrie, le Hamas et le Hezbollah qui inquiètent Israël.

A cet égard, le conflit syrien a contribué à cette proximité. En effet, le soutien russe au régime syrien semble avoir concordé dans une certaine mesure avec la position neutre de l'Etat hébreu, que les Israéliens résument souvent en reprenant la célèbre formule de Menahem Begin : *« Nous souhaitons bonne chance aux deux parties [du conflit* - nda*]»*[571]. C'est dans ce contexte de relative compatibilité des positions ou, à tout le moins, en l'absence d'opposition frontale, que la Russie s'abstint de critiques virulentes au sujet des frappes menées par l'aviation israélienne sur le territoire syrien en mai 2013[572].

En outre, la position israélienne autour de la crise criméenne de 2014 a vraisemblablament joué un rôle crucial dans le réchauffement des relations avec Moscou. En effet, le représentant de l'Etat d'Israël s'absenta lors du vote de la résolution 68/262 à l'Assemblée générale de l'ONU qui appelait à respecter l'intégrité territoriale de l'Ukraine. Certains analystes considèrent d'ailleurs que la prudence de Moscou et son absence de condamnation directe d'Israël lors de l'opération « Bordure protectrice » dans la bande de Gaza en juillet-août 2014 doivent être envisagées comme une forme de reconnaissance pour la prise de distance du gouvernement israléien par rapport au dossier ukrainien[573].

Yossi Alpher, spécialiste israélien du Moyen-Orient, propose une interprétation extrêmement intéressante de la position d'Israël au sujet de la crise en Crimée. Selon lui, le conflit ukrainien révéla la faiblesse des États-Unis, de l'OTAN et de l'Union européenne. C'est pourquoi la droite israélienne se sentit plus confiante pour refuser

---

[571] A l'origine, cette phrase fut prononcée au sujet de la guerre entre l'Irak et l'Iran de 1980-1988. En ce qui concerne son utilisation dans le contexte syrien *Cf.* par exemple cette interview de la neuvième chaîne de la télévision israélienne : Sova E. « Èkspert po Sirii Èal′ Ziser: "My želaem pobedy obeim storonam" [Eal Ziser, spécialiste de la Syrie : "Nous souhaitons la victoire aux deux parties"] ». *9tv.co.il* [En ligne]. 28 janvier 2014. Disponible sur : < http://9tv.co.il/news/2014/01/28/167970.html > (consulté le 15 juillet 2016)

[572] « Zaâvlenie oficial′nogo predstavitelâ MID Rossii A.K.Lukaševiča v svâzi s razvitiem sobytij v Sirii i vokrug nee [La déclaration de A.K. Loukachevitch, représentant officiel du MAE de Russie, au sujet du développement de la situation en Syrie et dans son voisinage] ». *Ministerstvo inostrannyh del Rossijskoj Federacii* [En ligne]. 6 mai 2013. Disponible sur : < http://www.mid.ru/web/guest/maps/sy/-/asset_publisher/9fcjSOwMERcf/content/id/111702 > (consulté le 15 juillet 2016)

[573] Magen Z., Bagno-Moldavsky O. « Ukraine and Operation Protective Edge: Two Sides to Russia's Foreign Policy Coin ». *INSS Insight* [En ligne]. n°589. 14 août 2014. Disponible sur : < http://www.inss.org.il/index.aspx?id=4538&articleid=7504 > (consulté le 14 juillet 2016)

les nouvelles tentatives d'ingérence occidentale dans le processus de paix israélo-palestinien.

Qui plus est, toujours selon Alpher, l'idée même de l'annexion d'un territoire, arrange l'Etat hébreu :

> *« […] Depuis 1967, les gouvernements israéliens eux-mêmes ne sont pas opposés au concept de l'annexion unilatérale du territoire voisin »* [574].

Enfin, l'intervention militaire russe en Syrie déboucha sur une situation inédite dans les relations russo-israéliennes. Le 21 septembre 2015, soit à la veille des premières frappes russes en Syrie, Beniamin Netaniahou se rendit, semble-t-il en toute connaissance de cause, à Moscou pour négocier les mécanismes de coordination militaire permettant d'éviter tout incident entre les forces armées russes et israéliennes[575]. Cette négociation préalable peut aussi être considérée comme une sorte de caution de l'intervention russe par l'Etat hébreu. Toujours est-il que celui-ci s'abstint de la critiquer[576]. Plus encore, selon Interfax, Israël se serait engagée à donner à la Russie des renseignements sur des groupes d'opposition en Syrie, en échange de quoi Moscou aurait promis d'empêcher les transferts d'armes au Hezbollah depuis la Syrie et aurait accepté les opérations de l'aviation israélienne dans le ciel syrien[577].

Ce rapprochement d'Israël avec la Russie doit être mis en perspective avec les négociations internationales visant à régler le problème nucléaire iranien, surtout depuis l'élection à la présidence de Hassan Rohani en 2013. En effet, le processus de négociation eut pour conséquence de refroidir les relations entre Israël (qui le

---

[574] Alpher Y. « The Ukraine/Crimea crisis: ramifications for the Middle East ». *OpenDemocracy* [En ligne]. 8 mai 2014. Disponible sur : < https://www.opendemocracy.net/arab-awakening/yossi-alpher/ukrainecrimea-crisis-ramifications-for-middle-east > (consulté le 23 janvier 2015)

[575] « Russia-Israel Military Coordination Talks to Open Tuesday ». *The Moscow Times* [En ligne]. 6 octobre 2015. Disponible sur : < http://www.themoscowtimes.com/news/article/russia-israel-military-coordination-talks-to-open-tuesday/537244.html > (consulté le 14 juillet 2016)

[576] « Netanyahu says ties with Russia good, doesn't join criticism of Syria attacks ». *I24news* [En ligne]. 4 octobre 2015. Disponible sur : < http://www.i24news.tv/en/news/israel/diplomacy-defense/87862-151004-netanyahu-says-ties-with-russia-good-doesn-t-join-criticism-of-syria-attacks > (consulté le 14 juillet 2016)

[577] « Izrail′ načnet snabžat′ Rossiû razveddannymi po Sirii [Israël fournira la Russie en renseignements sur la Syrie] ». *Interfax* [En ligne]. 9 octobre 2015. Disponible sur : < http://www.interfax.ru/world/472363 > (consulté le 15 juillet 2016)

rejetait) et son allié américain, au point que Moshe Yaalon (ministre israélien de la Défense entre 2013 et 2016) déclara que les Etats-Unis firent preuve de « faiblesse » dans les dossiers ukrainien et iranien. Il ajouta également : *« […] Nous devons agir comme si personne d'autre que nous-même ne pouvait nous protéger »*[578].

Pour Yossi Alpher, Avigdor Liberman essaie de bâtir des relations étroites avec la Russie pour faire de celle-ci une alternative à l'alliance traditionnelle entre l'Etat hébreu et Washington[579]. L'idée que la Russie puisse devenir un jour un pays allié d'Israël au même titre que les Etats-Unis a également été évoquée par un de nos interlocuteurs au sein de la communauté russophone israélienne durant notre enquête de terrain en mars 2014[580]. Nous estimons néanmoins qu'un tel scénario a peu de chance de se réaliser à court-terme. D'un côté, la période 2009-2015 est celle où Israël devint effectivement un point d'appui majeur de la présence russe au Proche-Orient. D'un autre, remplacer les Etats-Unis dans le rôle d'allié stratégique privilégié nécessiterait un investissement considérable en termes de ressources (on pense notamment aux 30 milliards de dollars d'aide militaire que les Etats-Unis ont prévu d'octroyer à Israël entre 2007 et 2017[581]) ce dont la Russie n'est probablement pas capable. Cette décision impliquerait également pour Moscou de tourner le dos à ses partenaires traditionnels comme la Syrie et l'Iran, ce qui semble tout aussi inenvisageable.

La Chine comme partenaire de la Russie dans la revendication d'un monde multipolaire

Le conflit syrien vit aussi se développer l'axe diplomatique Moscou-Pékin à l'ONU à un niveau jamais atteint auparavant. En effet, la Chine et la Russie opposèrent à quatre reprises leur véto conjoint aux projets de résolutions du Conseil de sécurité proposés par les pays occidentaux qui condamnaient le régime de Bachar al-Assad.

---

578 « Israel's defense chief says U.S. projecting weakness ». *Reuters* [En ligne]. 18 mars 2014. Disponible sur : < http://www.reuters.com/article/us-israel-usa-idUSBREA2H0SV20140318 > (consulté le 12 août 2016)

579 Alpher Y. *op. cit.*

580 Entretien avec Pavel Aronson, dirigeant de « l'association de l'amitié russo-israélienne ADIR », Jérusalem, le 14 mars 2014.

581 Spetalnick M. « U.S., Israel sign $38 billion military aid package ». *Reuters* [En ligne]. 15 septembre 2016. Disponible sur: < http://www.reuters.com/article/us-usa-israel-statement-idUSKCN11K2CI> (consulté le 25 juin 2017)

Tableau 4. Projets de résolutions du Conseil de sécurité rejetés conjointement par la Chine et la Russie.

Numéro du projet de résolution[582]	**Date du vote**
S/2011/612	4 octobre 2011
S/2012/77	4 février 2012
S/2012/538	19 juillet 2012
S/2015/508	22 mai 2014

La parfaite synchronie et homologie des arguments avancés par les deux pays est aussi tout à fait remarquable. Tout comme Moscou, Pékin plaide pour la non-ingérence dans les affaires intérieures de la Syrie, le respect de la souveraineté et le dialogue inter-syrien, appelle à la résolution politique de la crise et a soutenu le plan de Kofi Annan[583]. Les deux pays sont également très sensibles à la question du terrorisme.

Il est par ailleurs intéressant de noter que l'ambassadeur russe en Chine déclara lors d'une interview que Pékin et Moscou n'avaient aucun désaccord concernant la résolution de la crise syrienne et que leurs positions en la matière coïncidaient « pratiquement complétement »[584].

Cette action conjointe permet à la Russie de poursuivre simultanément trois objectifs interdépendants :

- Ne pas être isolée au Conseil de sécurité de l'ONU ;
- Renforcer la légitimité de l'ONU comme seule instance susceptible de décider de la mise en oeuvre d'interventions militaires dans un pays tiers sans l'accord de son gouvernement ;

---

[582] Source: Sciboz J. « Research Guides: Security Council - Quick Links: Vetoes ». *Dag Hammarskjöld Library* [En ligne]. Disponible sur : < http://research.un.org/en/docs/sc/quick/veto > (consulté le 8 septembre 2016)

[583] *Cf*. les procès-verbaux des résolutions mentionnées.

[584] « Interv'û Posla Rossii v KNR A.I.Denisova informacionnomu agentstvu «Interfaks», 15 iûnâ 2016 goda [L'interview de A.I. Denisov, ambassadeur de Russie en RPC, à l'agence de presse "Interfax", le 15 juin 2016] ». *Ministerstvo inostrannyh del* [En ligne]. 17 juin 2016. Disponible sur : < http://www.mid.ru/web/guest/foreign_policy/news/-/asset_publisher/cKNonkJE02Bw/content/id/2322781 > (consulté le 9 septembre 2016)

- Développer la rhétorique d'un « monde multipolaire », par opposition à un monde « unipolaire » dominé par les Etats-Unis[585].

Il est intéressant de comparer certaines idées développées par la presse ou des experts occidentaux, chinois, ou russes à la position officielle russe au sujet de la coïncidence « pratiquement complète » de sa position avec celle de la Chine . Ainsi, Michael D. Swaine[586] souligne que les sources occidentales et chinoises rendent compte des vétos de Pékin par l'absence pour le pays d'intérêts économiques en Syrie. En effet, puisque la Chine n'aurait pas eu grand-chose à perdre en Syrie, elle se serait sentie libre de défendre le principe de non-ingérence. Au contraire, Pékin se serait abstenue lors du vote de la résolution 1973 ouvrant la voie à l'intervention de l'OTAN en Lybie par peur de compromettre ses relations avec l'opposition libyenne et, par conséquent, ses investissements conséquents dans ce pays[587].

Cette vision tranche avec celle de la presse russe. Selon le journal *Vzglâd*, la Chine s'est longtemps tenue à l'écart du conflit syrien pour ne pas compromettre ses relations avec l'Arabie saoudite, son principal fournisseur de pétrole, mais a fini par vouloir participer à la résolution de la crise. Cette décision serait motivée par la volonté de protéger les investissements chinois en Syrie, notamment dans le secteur pétrolier[588].

Qui plus est, on peut lire dans la presse russe, en filigrane ou de manière explicite, le mécontentement à l'égard du manque de soutien de la Chine à l'effort de guerre russe en Syrie[589]. Ainsi, pour le sinologue et le directeur du Centre des études orientales de l'Ecole Supérieure de l'Economie russe Alekseï Maslov :

---

[585] Cette rhétorique est notamment diffusée par le « Conseil russe des affaires étrangère » - une organisation se donnant pour objectif de promouvoir un dialogue entre les responsables de la politique extérieure, diplomates, experts et membres de la société civile russes. Le site de cette organisation contient une rubrique à part entière consacrée au « monde multipolaire », où les publications concernant la Chine sont très fréquentes.

[586] Sinologue à Carnegie Endowment for International Peace.

[587] Swaine M. D. *Chinese Views of the Syrian Conflict. China Leadership Monitor* (Carnegie Endowment for International Peace) [En ligne]. n°39. 13 septembre 2012. Disponible sur: < http://carnegieendowment.org/files/Swaine_CLM_39_091312_2.pdf>

[588] Bogdanov Y. « Kitaj rešil vmešat′sâ v sirijskij konflikt iz-za nefti [La Chine a décidé d'intervenir dans le conflit syrien à cause du pétrole] ». *Vzglâd* [En ligne]. 24 décembre 2015. Disponible sur : < http://vz.ru/world/2015/12/24/785811.html > (consulté le 8 septembre 2016)

[589] *Cf.* par exemple Bogdanov Y., Baltachyova M., Neroznikova Y. « China will not fight in Syria ». *Russia Beyond The Headlines* [En ligne]. 15 janvier 2016. Disponible sur : < http://rbth.com/international/2016/01/15/china-will-not-fight-in-syria_559607 > (consulté le 9 septembre 2016)

> *« La Chine applique sa vision stratégique consistant à profiter des résultats issus des efforts fournis par les autres. Dans ce cas [l'intervention militaire russe en Syrie* - nda*] c'est la Russie qui tire les marrons du feu pour la Chine »*[590].

Toujours selon lui :

> *« La Russie fait en Syrie le sale boulot, elle a pris une très grande responsabilité. Mais un jour les combats finiront. C'est alors que la Chine sortira sur le devant de la scène en tant que pacificatrice et commencera à « nourrir » la Syrie avec de l'argent, en gagnant immédiatement le marché syrien, très juteux économiquement et géopolitiquement »*[591].

Cependant, à la différence de la Russie qui est devenue un acteur clé de la crise syrienne dès son début, la diplomatie chinoise s'est pendant longtemps tenue en retrait. En effet, ce n'est que fin 2015 - début 2016 que Pékin changea d'approche, en invitant en Chine le ministre des Affaires étrangères de Syrie Walid al-Moallem et Khaled Khoja, le président de la Coalition nationale des forces de l'opposition et de la révolution, pour engager des pourparlers de paix[592]. En ce qui concerne l'intervention militaire russe en Syrie, Pékin attendit jusqu'au début décembre 2015 pour exprimer son soutien[593].

Nous pouvons donc conclure en constatant que la Russie et la Chine ont un potentiel considérable de synergie dans l'agenda proche-oriental et que leurs positions diplomatiques officielles coïncident effectivement. Cependant, on doit également ne pas perdre de vue des différence d'approches, notamment en ce qui concerne le degré

---

[590] Charogradski A., Gostev A. « "Rossiâ taskaet kaštany dlâ Kitaâ" ["La Russie tire les marrons du feu pour la Chine"] ». *Radio Svoboda* [En ligne]. 21 août 2016. Disponible sur : < http://www.svoboda.org/a/27934011.html > (consulté le 9 septembre 2016)

[591] « Rossiâ v Sirii: Kitaj molčit iz principa, Izrail′ – po neobhodimosti - mnenie [La Russie en Syrie: la Chine se tait par conviction, Israël par nécessité - opinion] ». *Pravda* [En ligne]. 29 février 2016. Disponible sur : < http://www.pravda.ru/news/world/asia/middleeast/29-02-2016/1293611-siria-0/ > (consulté le 9 septembre 2016)

[592] Rudolf M. « China's New Era of Diplomacy: Engaging in Syria ». *The Diplomat* [En ligne]. 25 janvier 2016. Disponible sur : < http://thediplomat.com/2016/01/chinas-new-era-of-diplomacy-engaging-in-syria/ > (consulté le 9 septembre 2016)

[593] « La Chine déclare son soutien à l'opération russe en Syrie ». *Sputnik* [En ligne]. 4 décembre 2015. Disponible sur : < https://fr.sputniknews.com/international/201512041020048576-chine-soutient-operation-russe-en-syrie/ > (consulté le 9 septembre 2016)

d'implication de l'un et l'autre dans la gestion du conflit syrien, la Chine n'ayant jamais dépassé le stade d'un alignement général sur la rhétorique de Moscou. Quant à l'opinion publique russe, on peut y déceler une certaine méfiance vis-à-vis de Pékin.

Chapitre 10 : Le conflit syrien. L'ultime étape du retour de la Russie sur la scène internationale

La « base » navale de Tartous : une idée reçue sur les relations russo-syriennes

L'un des éléments les plus récurrents dans les analyses sur la présence russe au Proche-Orient est le site militaire naval de Tartous, communément dénommé la « base ». En effet, l'explication selon laquelle la Russie veut sauver le régime de Bachar al-Assad parce qu'elle veut garder sa « base » navale de Tartous est très courante. La politique extérieure russe dépendrait donc essentiellement d'intérêts géostratégiques, notamment de la volonté de Moscou d'être présent en Méditerranée orientale. Cette idée est très répandue dans la presse occidentale[594], mais aussi russe, où on aime à citer la phrase qu'aurait prononcée le Grand mufti de Syrie en 2012 : *« Si la Russie partait de la Syrie, personne ne lui servirait un seul verre d'eau douce dans toute la Méditerranée »*[595].

---

[594] *Cf.* par exemple : « Syrie : pourquoi la Chine et la Russie bloquent l'ONU ». *Leparisien.fr* [En ligne]. 10 juillet 2016. Disponible sur : < http://www.leparisien.fr/international/syrie-pourquoi-la-chine-et-la-russie-bloquent-l-onu-05-02-2012-1846773.php > (consulté le 10 juillet 2016) ;

« Envoi de renforts à Damas : pourquoi la Russie veut-elle autant sauver le régime de Bachar el-Assad ? ». *Atlantico.fr* [En ligne]. 8 septembre 2015. Disponible sur : < http://www.atlantico.fr/decryptage/envoi-renforts-damas-pourquoi-russie-veut-elle-autant-sauver-regime-bachar-el-assad-alexandre-del-valle-2318524.html > (consulté le 10 juillet 2016) ;

« Russia's priority is the survival of Assad's regime ». *Aljazeera* [En ligne]. 18 octobre 2015. Disponible sur : < http://www.aljazeera.com/indepth/opinion/2015/11/russia-priority-survival-assad-regime-151118053352343.html > (consulté le 10 juillet 2016) ;

Chance M. « Syria: 5 things Russia wants in war ». *CNN* [En ligne]. 8 février 2016. Disponible sur : < http://www.cnn.com/2016/02/08/middleeast/syria-aleppo-russia-strategy/index.html > (consulté le 10 juillet 2016)

[595] *Cf.* par exemple : Stechin D., Kotz A. « Cirijskij general - na našej voenno-morskoj baze v Tartuse: «Esli nado, razmestim hot′ tri divizii morpehov iz Rossii» [Un général syrien à notre base navale de Tartous: « S'il faut, nous pouvons déployer jusqu'à trois divisions d'infanterie marine venant de Russie]. *Komsomol'skaâ pravda* [En ligne]. 26 juin 2012. Disponible sur : < http://www.kp.ru/daily/25905/2861915/#close > (consulté le 10 novembre 2015) ;

Domogadski V. « Spasti Bašara Asada: kak i čem Rossiâ pomogaet Sirii [Sauver Bachar Assad: comment et avec quoi la Russie aide la Syrie] ». *Politrussia* [En ligne]. 18 septembre 2015.

Cette idée découle d'une autre représentation, elle aussi très fréquente dans les sources françaises, relative à la supposée obsession russe d'accéder aux « mers chaudes ». A titre d'exemple, nous pouvons citer un article de la *Revue des deux mondes* :

« Depuis le XVIIIème siècle, la Russie est obnubilée par l'accès aux mers chaudes. Or, la base russe de Tartous en Syrie est sa seule base navale en Méditerranée »[596].

Cette représentation est également présente dans le *Dictionnaire de géopolitique* rédigé sous la direction d'Yves Lacoste[597].

S'il est vrai que la politique extérieure russe à l'époque impériale peut effectivement être interprétée comme étant mue par la volonté d'accéder aux « mers chaudes »[598], nous avons en revanche constaté qu'aucune des sources russes consultées pour cette thèse, y compris les déclarations de politique étrangère, ne reprend cette idée. La question est donc de savoir dans quelle mesure cette volonté est toujours valable pour la Russie contemporaine.

Tout d'abord, à notre avis, c'est le terme même de « mer chaude » qui est équivoque. On comprend sous cette désignation tantôt une mer située au flanc Sud de la Russie, tantôt une mer libre de glace. Si ce dernier critère devait être retenu, les dirigeants russes seraient également obsédés par l'accès aux ports de l'hémisphère Nord libre de glace (situés le long du courant Gulf Stream) et par l'idée de sauvegarder le port russe de Mourmansk dont les eaux ne gèlent pas en hiver.

Cependant, dans la littérature de recherche on ne retient généralement de cette « obsession » que la volonté d'accéder aux mers situées immédiatement au Sud de la Russie, comme si elles étaient les seules à être libres de glaces toute l'année.

Cette orientation supposée de la politique étrangère russe est-elle reflétée par le discours des dirigeants russes ou dans les documents de référence ? Si l'on se réfère au livre blanc de la politique étrangère russe, il est intéressant de noter que les deux ensembles maritimes qui y sont mentionnés en tant que zones d'intérêts russes sont

---

Disponible sur : < http://politrussia.com/world/spasti-bashara-asada-351/ > (consulté le 10 novembre 2015)

[596] Bonnamy J.-L. « Renaud Girard. « La France doit sortir de son aveuglement néoconservateur au plus vite » ». *Revue des deux mondes*. Septembre 2016. pp.30-42.

[597] Lacoste Y. (dir.). *Dictionnaire de la géopolitique*. Paris : Flammarion, 1993. 1682 p. p.692.

[598] Ter Minassian T. *op. cit.* pp.18-22.

l'océan Arctique et l'Antarctique, deux interfaces que l'on ne peut pas qualifier de « mers chaudes » compte tenu de la portée de ce terme. En ce qui concerne l'océan Arctique, le même document précise également que cette priorité correspond à la volonté de contrôler les ressources minières des fonds marins, et ne mentionne pas du tout la volonté d'accéder aux mers libres de glace[599].

La *Doctrine maritime de la Fédération de Russie pour la période jusqu'à 2020* affirme quant à elle que la Russie a des intérêts dans tous les grands ensembles océaniques et ne mentionne pas non plus la volonté d'accéder aux mers libres de glace. De plus, de manière très intéressante, cette doctrine semble faire de la glace de l'océan Arctique un avantage pour la Russie. En effet, cette contrainte naturelle réduit les possibilités d'une présence militaire ou économique étrangère dans les espaces marins au Nord de la Russie, ceci alors que Moscou dispose d'une flotte de brise-glaces atomiques conséquente et donc d'un avantage technologique sur les autres puissances[600].

Enfin, le seul espace maritime désigné comme zone d'intérêts russes dans la *Doctrine militaire de la Fédération de Russie* est l'Arctique[601].

Or, cette interprétation résulte à notre avis d'erreurs factuelles, mais surtout de la mauvaise appréciation des intérêts russes. Tout d'abord, c'est le terme même de « base » qui pose problème et c'est précisément pour cette raison que nous le mettons systématiquement entre guillemets. En effet, le site en question n'est pas une « base navale » à proprement parler. Son infrastructure ne permet la prise en charge que des navires de faible tonnage et cela pour des opérations d'entretien assez limitées. La carte ci-dessous compare les capacités du port de Tartous avec celui de Limassol (à

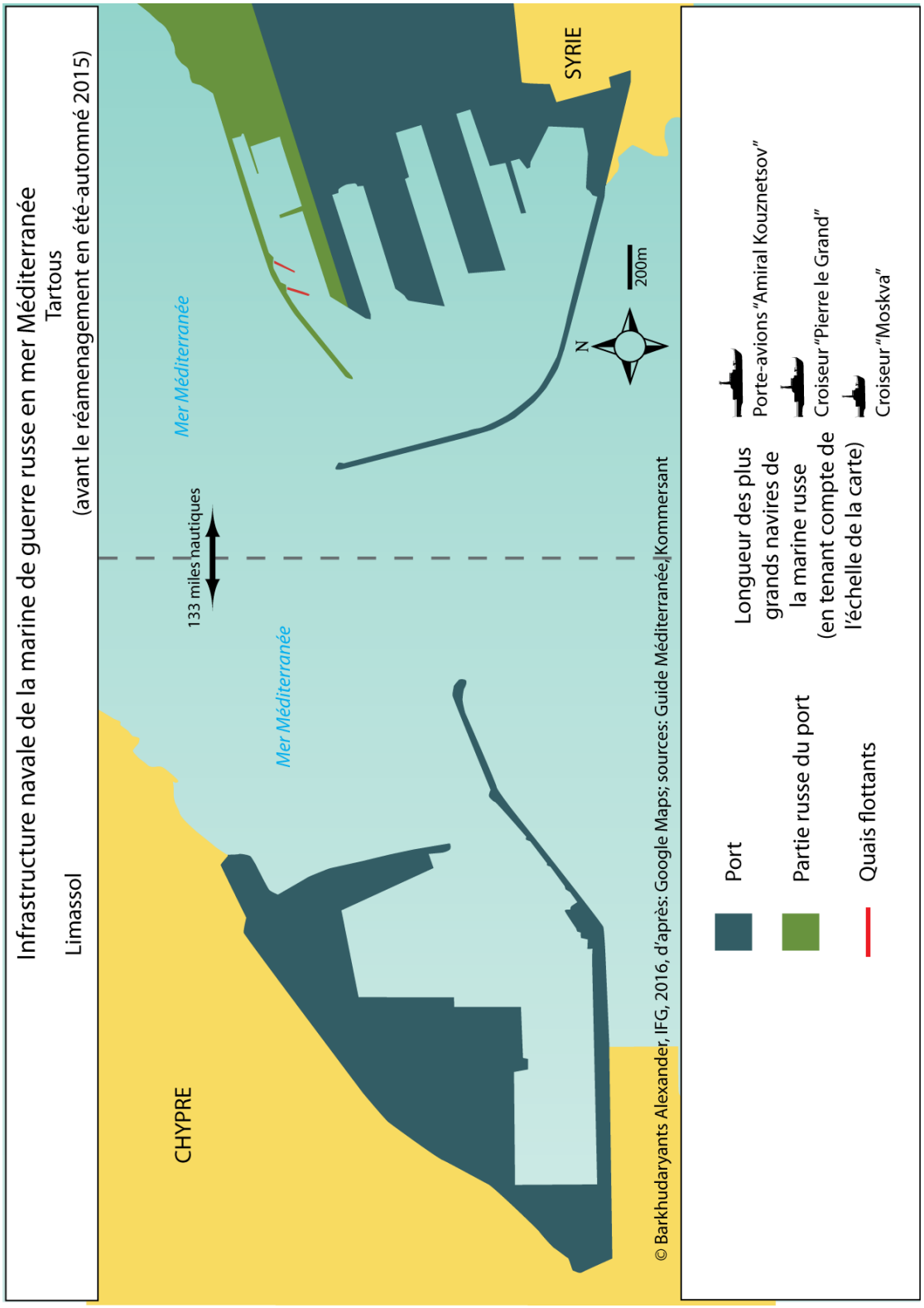
[599] « Koncepciâ vnešnej politiki Rossijskoj Federacii (utveržden Prezidentom Rossijskoj Federacii V.V. Putinym 30 noâbrâ 2016) [La conception de la politique extérieure de la Fédération de Russie (approuvée par V.V. Poutine, président de la Fédération de Russie le 30 novembre 2016)] ». *Ministerstvo inostrannyh del Rossijskoj Federacii* [En ligne]. 1 décembre 2016. Disponible sur : < http://www.mid.ru/foreign_policy/news/-/asset_publisher/cKNonkJE02Bw/content/id/2542248> (consulté le 8 août 2016)

[600] « Morskaâ doktrina Rossijskoj Federacii na period do 2020 goda [La doctrine maritime de la Fédération de Russie pour la période jusqu'à 2020] ». *Ministerstvo inostrannyh del Rossijskoj Federacii* [En ligne]. 18 août 2004. Disponible sur : < http://www.mid.ru/foreign_policy/official_documents/-/asset_publisher/CptICkB6BZ29/content/id/462098> (consulté le 16 avril 2017)

[601] « Voennaâ doktrina Rossijskoj Federacii [La doctrine militaire de la Fédération de Russie] ». *Rossijskaâ gazeta* [En ligne]. 30 décembre 2014. Disponible sur : < https://rg.ru/2014/12/30/doktrina-dok.html > (consulté le 8 août 2016)

Chypre) régulièrement utilisé par la marine de guerre russe pour des patrouilles et opérations en Méditerranée orientale.

Carte 16. Infrastructure navale de la marine de guerre russe en mer Méditerranée



Par ailleurs, les militaires russes n'hésitent pas à souligner ouvertement la capacité réduite de ce site[602], reflétée même par son nom officiel – « le point d'approvisionnement technique et matériel ». Nous constatons donc que le mot « base » n'y figure point, à la différence par exemple des appellations officielles russes des bases navales de Sébastopol et de Baltiïsk.

Créé en 1971 à l'époque de la Guerre froide, le site naval de Tartous fut un point d'appui pour les navires de la cinquième escadre de la marine de guerre soviétique qui rivalisait avec la sixième flotte américaine et les marines des autres membres de l'OTAN présentes dans la région. Mais même à cette époque, l'apogée de la puissance de l'URSS, les navires soviétiques s'arrêtaient le plus souvent dans les ports égyptiens (Alexandrie, Port-Saïd et Matrouh)[603].

Avec la dissolution de la cinquième escadre le 31 décembre 1992, le site de Tartous a perdu sa raison d'être et son importance aux yeux du Kremlin. L'abandon de plusieurs projets d'agrandissement et de modernisation de la « base » dans la période post-soviétique en est la meilleure preuve[604]. Cela fut le cas d'un projet de travaux annoncé en 2010 dans le port de Tartous qui aurait permis de transformer le site en une véritable base à même d'accueillir les navires de grand tonnage à partir de 2012[605]. Fin mars 2015, la Russie confirma une nouvelle fois qu'elle n'avait pas l'intention d'élargir le site de Tartous, cette fois-ci sous prétexte de vouloir éviter la montée des tensions entre le régime de Damas et les différentes forces d'opposition. Viktor Ozerov, le président du comité de défense et de sécurité du Conseil de la Fédération russe (la chambre haute du parlement) déclara notamment :

---

[602] « Rossiâ ne budet sozdavat′ v sirijskom portu Tartus bazu VMF [La Russie ne va pas créer de base pour la marine de guerre russe dans le port syrien de Tartous] ». *Interfax* [En ligne]. 27 mars 2015. Disponible sur : < http://www.interfax.ru/world/432584 > (consulté le 25 octobre 2015)

[603] Zaborski V. « Sovetstkaâ sredizemnomorskaâ èskadra [L'escadre soviétique méditerranéenne]». *Novaâ gazeta* [En ligne]. 13 octobre 2006. Disponible sur : < http://nvo.ng.ru/history/2006-10-13/5_eskadra.html > (consulté le 3 novembre 2015)

[604] Malgré l'existence du programme fédéral russe « Création d'un système de bases navales pour la flotte de la mer Noire sur le territoire de la Fédération de Russie pour la période 2005-2020 ». *Cf.* Delanoë I. *op.cit.*

[605] « Glavkom: VMF planiruet bazirovat′ v Tartuse tâželye korabli i avianoscy [Le chef des armées: la Marine de guerre russe projette de baser des bâtiments de grand tonnage et des porte-avions à Tartous] ». *Vzglâd* [En ligne]. 2 août 2010. Disponible sur : < http://www3.vz.ru/news/2010/8/2/422461.html?utm_campaign=vz&utm_medium=referral&utm_source=newsanons > (consulté le 25 octobre 2015)

> *« D'un côté c'est avantageux pour nous et on voudrait retourner à Tartous, parce que cela signifie tout d'abord de bonnes opportunités pour nos navires. Mais, de l'autre côté, vu la situation qui s'est établie en Syrie, cela poussera certaines forces, y compris celles de l'opposition, à faire monter les tensions. <…> Nous étudierons, bien sûr, [l'éventualité d'une] coopération militaire et technique, y compris la possibilité d'y créer une véritable base militaire [mais] en période de paix »*[606].

Ce n'est qu'en été 2015 que le site de Tartous a subi une vaste transformation pour répondre aux besoins de la future intervention militaire russe. Ainsi, une source militaire citée par *Kommersant"* témoigna de la présence sur place de quelque 1700 spécialistes russes chargés de reconfigurer et élargir les équipements[607]. Ce chiffre contraste avec les 4 membres du personnel statutaire qui s'y trouvaient en 2012, c'est-à-dire en pleine crise syrienne[608]. Ce n'est donc que dans le contexte de l'intervention militaire russe en Syrie que le site de Tartous a acquis une valeur géostratégique.

Pourtant, cet élargissement inédit eut lieu alors même que le Kremlin ne voulait manifestement pas établir une présence militaire permanente en Syrie. A titre d'exemple, le 17 décembre 2015, lors de la traditionnelle grande conférence de presse, Vladimir Poutine dit à propos de la toute nouvelle base aérienne russe de Hmeïmim (construite en Syrie pour permettre l'intervention militaire) :

> *« Je ne sais pas du tout si nous avons besoin de cette base. Aujourd'hui nous avons là-bas [en Syrie] notre aviation, les modules d'alimentation et de repos. Nous n'aurons besoin que de deux jours pour les plier, embarquer dans les avions et partir. Mais la base – c'est une autre chose. D'aucuns estiment qu'il faut y voir une base. Je ne suis pas si sûr. Pourquoi ? Pour tout tenir sous*

---

[606] « Rossiâ ne budet sozdavat′ v sirijskom portu Tartus bazu VMF [La Russie ne va pas créer de base pour la marine de guerre russe dans le port syrien de Tartous] ». *Interfax* [En ligne]. 27 mars 2015. Disponible sur : < http://www.interfax.ru/world/432584 > (consulté le 25 octobre 2015)

[607] Barabanov I., Safronov I., Tchernenko E. « Razgovor po prâmomu povodu [Un entretien allant droit au but] ». *Kommersant"*. 21 septembre 2015. n°172, p. 1.

[608] Stechin D., Kotz A. *op.cit.*

contrôle ? Mais pourquoi devons-nous y tenir tout sous contrôle ? Nous n'avions pas de missiles de moyenne portée[609]*, nous les avions tous détruits. Les Américains ont aussi détruit les missiles sur le sol, mais ils en ont laissé sur les navires et dans les avions. Si auparavant nous n'avions pas de tels missiles, maintenant c'est le cas. Pourquoi avons-nous besoin d'une base ? Si nous devons frapper quelqu'un, nous sommes tout à fait capables de le faire sans [la base]. Peut-être qu'il y a une certaine utilité [en elle]. Mais elle n'est pas évidente. Il faut y réfléchir. Si on parle d'une présence militaire temporaire – c'est possible. On y réfléchira »*[610].

Non seulement Poutine confirma le caractère non évident de l'utilité stratégique de la présence militaire russe en Syrie, mais il dressa aussi un constat très intéressant et un peu paradoxal. Selon lui, les essais des missiles de croisière russes durant la crise syrienne ont permis de confirmer leurs caractéristiques et leur capacité de frappe à plusieurs milliers de kilomètres en situation de combat. Du point de vue stratégique, ces essais rendirent la nécessité d'avoir des bases militaires à l'étranger moins évidente qu'auparavant.

Il est également important de noter que, toujours dans le contexte de la crise syrienne, la Russie a négocié le droit d'entrée de ses navires de guerre dans les ports chypriotes, plus grands et situés à proximité immédiate des côtes syriennes (*Cf.* Chapitre 9). Ce droit d'entrée relativise encore davantage l'utilité « stratégique » du site de Tartous.

Enfin, une autre question fondamentale doit être posée afin de mieux évaluer la valeur géostratégique du site de Tartous : dans quelle mesure la Russie est-elle une puissance navale capable et désireuse de projeter sa force par le biais de la marine de guerre ? Cette question dépassant largement le cadre de notre recherche, nous pouvons nous contenter de citer la thèse d'Igor Delanoë, intitulée *La flotte de la mer Noire, de Catherine II à Vladimir Poutine : un outil de puissance au service des*

---

[609] Il s'agit de missiles de croisière lancés depuis les airs et la mer.

[610] « Onlajn-translâciâ press-konferencii Vladimira Putina [Diffusion en direct sur internet de la conférence de presse de Vladimir Poutine] ». *Rossijskaâ gazeta* [En ligne]. 17 décembre 2015. Disponible sur : < http://www.rg.ru/2015/12/17/prezident-site.html > (consulté le 17 décembre 2015)

ambitions méditerranéennes de la Russie (1783-2012) où l'auteur qualifie la Russie de « nation-amphibie »[611], en précisant :

> *« Pays continental par essence, la Russie n'a donc eu guère à se projeter sur les mers du globe que pour faire face ponctuellement à un ou des ennemis (comme la Turquie par exemple), et non pour contrôler puis défendre ses intérêts économiques ultra-marins dans la mesure où elle n'en avait pas. Son expansion territoriale l'a également dispensé de se projeter outre-mer puisqu'elle s'est principalement déroulée selon une continuité territoriale, en direction de l'Europe, de l'Extrême-Orient sibérien, et de l'Asie centrale»*[612].

Cette tendance de long-terme semble être confirmée par le programme d'armement russe « GPV 2020 » couvrant la période de 2010 à 2020. Il est vrai que la flotte occupait initialement la part la plus importante des dépenses de ce programme : 26% au total. Néanmoins, ce chiffre doit être relativisé au vu des facteurs suivants :

- Le plan du programme n'a pas été exécuté ;
- Le programme met l'accent sur les vaisseaux dotés d'armes nucléaires et sur les navires destinés à la protection du littoral russe d'une éventuelle agression ou d'une opération de débarquement.
- La construction des bâtiments tels que porte-avions, croiseurs ou destroyers, nécessaires à une projection globale de la force dans les espaces marins, n'est pas prévue[613].

La Doctrine militaire de la Fédération de Russie met à son tour l'accent sur le maintien de la capacité de dissuasion nucléaire, la modernisation et l'équipement des forces armées et n'insiste pas sur la capacité de projection de la force[614].

Ainsi, le supposé attachement viscéral de la Russie au site naval de Tartous est selon nous une idée reçue perturbant la compréhension des véritables enjeux de la politique étrangère du Kremlin.

---

[611] Delanoë I. *op.cit.* p.65

[612] *Ibid*., p.67.

[613] Fedorov Y. « GOSUDARSTVENNAÂ PROGRAMMA VOORUŽENIJ–2020: VLAST″ I PROMYŠLENNOST′ [Le programme public d'armement-2020 : le pouvoir et l'industrie]». *Indeks bezopanosti*, n°4 (107), volume 19. Pp. 41-59. Disponible sur : <http://www.pircenter.org/media/content/files/12/13880454280.pdf>

[614] « Voennaâ doktrina Rossijskoj Federacii [La doctrine militaire de la Fédération de Russie] ».

Protéger l'Etat syrien

Durant le conflit syrien, les différents moyens utilisés par la Russie pour soutenir le régime d'al-Assad, qu'ils soient militaires, diplomatiques (blocages des résolutions du Conseil de sécurité mettant en cause Damas), ou autres (par exemple l'impression en Russie des billets de la monnaie syrienne[615]) contribuèrent à forger l'image du Kremlin comme allié inébranlable de la Syrie[616].

Or, cette image cache en partie la complexité et l'évolution de la position russe dans le dossier syrien. En effet, dès le début du conflit, tout en soutenant le régime syrien, les dirigeants russes prirent leurs distances avec lui. Ainsi, le 21 juin 2011 lors de sa visite en France, Vladimir Poutine commenta les répressions en Syrie comme suit :

> *« La Russie se rend parfaitement compte que dans le monde contemporain on ne peut pas recourir aux outils politiques d'il y a quarante ans. <…>. Il faut sans doute faire pression sur les dirigeants de n'importe quel pays où les désordres de masse et a fortiori l'effusion de sang sont en cours. <…>. Je ne sais pas pourquoi il est courant de considérer que nous avons des relations particulières avec la Syrie. Avant, à l'époque soviétique ce fut le cas. Mais pas maintenant. C'est plutôt avec la France que la Syrie a des relations particulières à en juger le volume du commerce bilatéral et le nombre de rencontres de haut niveau. <…>. Nous n'y avons [en Syrie* - nda*] aucun intérêt considérable : nous n'y avons ni bases militaires, ni grands projets, ni investissements de plusieurs milliards que nous aurions dû défendre. Nous n'y avons rien*[617].

[615] « Rossiâ pečataet den′gi dlâ Sirii [La Russie imprime de l'argent pour la Syrie] ». *Izvestiâ* [En ligne]. 14 juin 2012. Disponible sur : < http://izvestia.ru/news/527442 > (consulté le 12 juillet 2016)

[616] Pour les qualificatifs « inébranlable » et « allié » Cf. par exemple : Bonnefous B. Riols Y.-M. « Grandes manœuvres diplomatiques sur la Syrie ». *Le Monde.fr* [En ligne]. 26 septembre 2015. Disponible sur : < http://www.lemonde.fr/proche-orient/article/2015/09/26/grandes-man-uvres-diplomatiques-sur-la-syrie_4772888_3218.html > (consulté le 12 juillet 2016) ; Vallot D. « Chine, Russie: le double veto qui protège la Syrie ». *RFI* [En ligne]. 22 mai 2014. Disponible sur : < http://www.rfi.fr/moyen-orient/20140522-chine-russie-le-double-veto-protege-syrie-tchourkine-onu-cpi-justice-internati > (consulté le 12 juillet 2016)

[617] Le procès-verbal de la conférence de presse conjointe de Vladimir Poutine et François Fillon. 21 juin 2016. Disponible sur le site des archives du cabinet du Premier ministre russe sur : http://archive.premier.gov.ru/visits/world/15638/events/15659/ (consulté le 13 juillet 2016)

Poutine ajouta également un passage exprimant, en filigrane, l'attitude du Kremlin par rapport au régime d'al-Assad :

> *« Regardez ce qui se passe en Irak. Est-ce qu'on y observe un apaisement ? <…>. Certes, il y a eu [dans le passé], un autre régime, peut-être anormal et idiot, mais il n'y a pas eu d'extrémistes, de bandits [russe : boevik* - nda*].<…>. Notre position ne consiste pas à couvrir quelqu'un, on ne compte couvrir personne, par contre on veut trouver des outils effectifs pour résoudre le problème »*[618].

Plus tard, en octobre 2011, tout en votant contre le projet de résolution du Conseil de sécurité S/2011/612 condamnant le régime syrien, le représentant de la Russie à l'ONU justifia son veto par l'inquiétude de son pays de voir se reproduire *« l'expérience libyenne »*, tout en soulignant : *« Nous ne défendons pas le régime d'al-Assad. Nous considérons que la violence est inacceptable, et nous condamnons la répression des manifestations pacifiques »*[619].

Notre hypothèse est que, dès le début du conflit syrien, le soutien russe à Damas fut conditionné par l'engagement, obtenu de Bachar al-Assad, à mettre en place une série de réformes permettant, comme l'espérait Moscou, de régler la crise et de sauver l'Etat syrien plutôt que son régime. A ce sujet, il nous semble pertinent de citer Oleg Peresipkin, ancien ambassadeur soviétique et russe au Yémen, Liban et en Libye, également vice-président de l'association des diplomates russes :

> *« Au mois de mars de cette année [2011* - nda*] des mouvements protestataires de la population ont débuté en Syrie, en embrasant ensuite tout le pays. Cette situation est compréhensible : la Syrie a accumulé des problèmes qu'il faut résoudre en abandonnant le système du parti unique et les strictes mesures de régulation de l'économie, tout en donnant les garanties d'application des normes communément acceptées du développement de la société par la voie démocratique et par le respect des droits de l'homme.[…].*

---

[618] *Ibid.*

[619] *Cf.* le procès-verbal de la 6627ème séance du Conseil de sécurité. Disponible sur : http://www.un.org/fr/documents/view_doc.asp?symbol=S/PV.6627 (consulté le 13 juillet 2016)

C'est avec beaucoup d'attention que j'ai accueilli les propositions du président Bachar al-Assad sur la démocratisation du système politique, l'adoption de nouvelles lois sur les partis et les médias, la création d'une commission d'élaboration d'une nouvelle loi sur les élections et la reconsidération de la Constitution »[620].

Aussi, toujours en 2011, Moscou affirmait que c'est grâce à la pression conjointe de sa diplomatie et celle de la Ligue des Etats arabes que Bachar al-Assad lançait des réformes concrètes, *« bien que retardées »*, telles que l'adoption de lois sur les partis politiques, la gouvernance locale et les médias[621]. La récurrence avec laquelle la formule « réformes retardées » fut employée par la diplomatie russe au sujet de la situation en Syrie peut être interprétée comme la volonté de mettre en exergue l'obstination de Bachar al-Assad à ne pas appliquer les solutions souhaitées et mises en avant par le Kremlin.

Toujours dans la continuité de la volonté d'épargner l'Etat syrien par des réformes, Moscou contribua à une tentative avortée d'intégrer une force d'opposition dans le gouvernement syrien. Ladite force était incarnée par un certain Qadri Jamil, ancien membre du Parti communiste syrien, parfaitement russophone et dirigeant du « Front populaire pour le changement et la liberté », une organisation se revendiquant de l'opposition[622]. En 2011, Jamil se déplaça à Moscou et fut membre du comité chargé d'élaborer les amendement à la Constitution syrienne[623].

Après la modification de la Constitution syrienne en 2012 annulant le statut privilégié du parti « Baath », Qadri Jamil fit son entrée dans le gouvernement à

---

[620] « Kruglyj stol: o situacii v Sirii i vokrug neë [La table ronde sur la situation en Syrie et dans son voisinage] ». *Ministerstvo inostrannyh del Rossijskoj Federacii* [En ligne]. 11 novembre 2011. Disponible sur : < http://www.mid.ru/web/guest/about/social_organizations/association/-/asset_publisher/w6CkLeKcy2bQ/content/id/177138 > (consulté le 13 juillet 2016)

[621] « Interv′û Ministra inostrannyh del Rossii S.V.Lavrova telekanalu «Rossiâ 24», 27 sentâbrâ 2011 goda [Interview de S.V. Lavrov, ministre des Affaires étrangères de Russie à la chaîne télévisée «Rossiâ 24», le 27 septembre 2011] ». *Ministerstvo inostrannyh del Rossijskoj Federacii* [En ligne]. 28 septembre 2011. Disponible sur : < http://www.mid.ru/web/guest/foreign_policy/news/-/asset_publisher/cKNonkJE02Bw/content/id/193686 > (consulté le 13 juillet 2016)

[622] « Rol′ Rossii v urgelirovanii vooružennogo konflikta v Sirii. Doss′e [Le rôle de la Russie dans la régulation du conflit armé en Syrie. Dossier] ». *TASS* [En ligne]. le 16 janvier 2014. URL : http://itar-tass.com/info/889036 (consulté le 14 décembre 2014)

[623] « Who's who: Qadri Jamil, Syria's deputy PM ». *The Syrian Observer* [En ligne]. 10 juin 2013. Disponible sur : http://www.syrianobserver.com/Government/Gov_Who/Whos+who+Qadri+Jamil+Syrias+deputy+PM (consulté le 14 décembre 2014)

l'issue des élections législatives en tant qu'opposant, ce qui était censé démontrer « l'ouverture » du régime. Il y occupa le poste symbolique de vice-premier ministre des affaires économiques et celui de ministre du commerce intérieur et de la protection du consommateur. Il fut ensuite limogé en octobre 2013 pour avoir manifesté sa volonté de participer aux négociations de Genève II en tant que parti d'opposition et non plus comme représentant du gouvernement. Après son éviction, Jamil aurait perdu sa crédibilité à la fois aux yeux du régime syrien et de l'opposition[624].

C'est aussi dans ce contexte que la Russie suspendit certains contrats de livraison d'armes à la Syrie, comme celui des complexes antiaériens « S 300 PMU2 » en juin 2012 et celui des avions de chasse « MiG 29M2/M2 » en août 2013 (*Cf.* Partie I, Chapitre 2).

Plus encore, selon les révélations de *The Guardian*, en 2012 le Kremlin aurait proposé aux chancelleries occidentales un accord de paix pour la Syrie prévoyant le départ d'al-Assad. Les Américains, Britanniques et Français auraient alors refusé le plan, convaincus que le régime d'al-Assad allait tomber de lui-même dans peu de temps[625]. Ces révélations peuvent être considérées comme assez plausibles, compte tenu surtout du fait qu'en 2012 Mikhaïl Marguelov, alors chef du comité des affaires internationales du Conseil de Fédération russe et envoyé spécial du Président russe pour la coopération avec l'Afrique, déclara que Bachar al-Assad devait *« faire le premier pas »* dans la régulation de la crise syrienne et dans les rapports avec l'opposition. En affirmant le soutien russe au plan de paix de Kofi Annan il dit notamment :

> *« [al-Assad] doit retirer les troupes syriennes des grandes villes, il faut envoyer de l'aide humanitaire dans les régions ayant souffert pendant les combats. <…> [al-Assad] doit corriger en toute urgence « la multitude des fautes » qu'il a commises selon le point*

---

[624] Makhoul-Yatim A. « En écartant Qadri Jamil, Assad confirme qu'il ne veut pas négocier à Genève-2». *France 24* [En ligne]. 30 octobre 2013. URL : http://www.france24.com/fr/20131030-syrie-assad-qadri-jamil-russie-etats-unis-opposition-geneve-2/ (consulté le 14 décembre 2014)

[625] Borger J., Inzaurralde B. « West "ignored Russian offer in 2012 to have Syria's Assad step aside" ». *The Guardian* [En ligne]. 15 septembre 2015. Disponible sur : < http://www.theguardian.com/world/2015/sep/15/west-ignored-russian-offer-in-2012-to-have-syrias-assad-step-aside?CMP=Share_AndroidApp_Tweet > (consulté le 24 septembre 2015)

de vue officiel de la Russie. La Russie maintiendra ses contacts avec les autorités officielles, comme avec l'opposition »[626].

Soutenu par le Conseil de sécurité le 21 mars 2012 et accepté par Damas, le plan de paix de l'Envoyé spécial conjoint de l'ONU et de la Ligue arabe pour la Syrie Kofi Annan appelait toutes les parties au conflit à l'arrêt des violences armées.

Il est d'autant plus nécessaire de souligner le soutien russe à ce plan de paix que ce dernier revendiquait, entre autres, la fin des détentions arbitraires, la liberté de circulation dans toute la Syrie pour les journalistes, le respect de la liberté d'association et du droit de manifester pacifiquement[627].

Selon le *Financial Times*, Moscou aurait de nouveau demandé à Bachar al-Assad de démissionner en janvier 2016. Cette demande, effectuée selon le journal britannique par le biais du chef de la Direction Générale des Renseignements (GRU) russe, aurait été catégoriquement rejetée par le président syrien[628].

Il est aussi pertinent de remarquer qu'en pleine intervention militaire russe en Syrie (en mai 2016), alors que les relations russo-syriennes paraissaient atteindre leur apogée, la diplomatie russe prit une nouvelle fois ses distances par rapport à son partenaire syrien. En effet, Sergueï Lavrov déclara :

« Par ailleurs, Assad n'est pas notre allié. Certes, nous le soutenons dans la lutte contre le terrorisme et dans la sauvegarde de l'Etat syrien. Mais il n'est pas un allié dans le sens de l'alliance qui existe entre la Turquie et les Etats-Unis »[629].

---

[626] « Margelov: Pervyj šag v Sirii za Asadom, Moskva ždet [Marguelov: En Syrie c'est à Assad de faire le premier pas, Moscou attend] ». *Vzglâd* [En ligne]. 23 mars 2012. Disponible sur : < http://www3.vz.ru/news/2012/3/23/570457.html > (consulté le 22 décembre 2015)

[627] « Le plan syrien de Kofi Annan ». *Libération.fr* [En ligne]. 27 mars 2012. Disponible sur : < http://www.liberation.fr/planete/2012/03/27/le-plan-syrien-de-kofi-annan_806160 > (consulté le 14 juillet 2016)

[628] « SMI: Putin poprosil Asada ujti v otstavku [Médias: Poutine a demandé à Assad de démissionner] ». *Novaâ gazeta* [En ligne]. 22 janvier 2016. Disponible sur : < http://www.novayagazeta.ru/news/1699582.html > (consulté le 13 juillet 2016)

[629] « Lavrov: Asad - ne takoj že soûznik Rossii, kak Turciâ dlâ SŠA [Lavrov: il n'y a pas d'équivalent à l'alliance américano-turque entre la Russie et Assad] ». *RIA Novosti* [En ligne]. 4 mai 2016. Disponible sur : < http://ria.ru/syria/20160504/1426229888.html > (consulté le 13 juillet 2016)

Même à l'époque soviétique, les relations entre l'URSS et la Syrie furent souvent tendues[630], malgré le fait que cette dernière fut classé par le Kremlin dans la catégorie des pays « sympathisants de l'URSS »[631]. Ainsi, Moscou ne put pas dissuader la Syrie d'envahir le Liban et d'y combattre des groupes armés palestiniens de gauche dans les années 1970. Les dirigeants soviétiques ne réussirent pas non plus à convaincre Hafez al-Assad de coopérer durablement avec son rival Saddam Hussein[632].

Pour résumer notre hypothèse, on peut dire que loin de vouloir protéger à tout prix Bachar al-Assad et son entourage, le Kremlin cherche à éviter la faillite de l'Etat syrien. Le soutien de la Russie à Damas n'a été et n'est ni inconditionnel ni inébranlable puisqu'il supposait en contrepartie l'engagement de la Syrie à mettre en place une série de réformes permettant, comme l'espérait Moscou, de régler la crise. C'est davantage la crainte de voir se reproduire le scénario lybien ou irakien qui a constitué un fateur important de la position russe. En effet, le Kremlin a besoin d'un Etat syrien capable de jouer, conjointement avec l'Iran, le rôle de contrepoids aux intérêts turcs, américains et des monarchies du Golfe, ainsi que le rôle de rempart contre l'islamisme sunnite.

La carte kurde. Les relations avec le PYD

Les relations de la Russie avec le « Parti de l'Union Démocratique » – parti kurde syrien (connu surtout sous l'acronyme PYD) renvoient historiquement aux relations russo-turques autour du « Parti des Travailleurs du Kurdistan » (PKK) et de la rébellion tchétchène dans les années 1990 (*Cf.* Infra).

En l'absence d'information précise sur les liens entre la Russie et le PYD avant la guerre civile en Syrie, il paraît pertinent d'aborder cette question sous l'angle des rapports entre le Kremlin et le PKK. Outre le fait que le PYD est généralement considéré comme une antenne syrienne du PKK, il est à noter qu'Abdullah Öcalan, le chef du PKK, opérait jusqu'à 1998 depuis la Syrie, où il possédait sa base arrière. A

[630] Sur la turbulence des relations syro-soviétiques *Cf.* Kaminsky C., Kruk S. *La Stratégie soviétique au Moyen-Orient*. Paris : PUF, 1988. 260 p. pp.117-149.

[631] Carrère d'Encausse H. *La politique soviétique au Moyen-Orient :1955-1975*. Paris : Presses de la Fondation nationale des sciences politiques, 1975. 327 p. p.33.

[632] Nizameddin T. *Russia and the Middle East: Towards a New Foreign Policy*. Londres: Hurst, 1999. 296 p. p.7.

la différence du PYD, créé en 2003, le PKK a en effet une longue histoire de collaboration avec le régime syrien, qui lui fournissait d'importantes facilités logistiques. L'activité du PKK en Syrie était donc précurseur de la création du PYD[633].

La Russie moderne, quant à elle, joua la carte du soutien au PKK jusqu'à la fin des années 1990 pour deux raisons essentielles :

1) Après l'éclatement de l'URSS, la Turquie cherchait à étendre son influence dans les républiques turcophones ex-soviétiques de l'Asie centrale. Animée par l'idéologie du panturquisme – visant à rassembler tous les peuples turciques en une seule entité politique[634] – la politique turque poursuivait également une finalité très pragmatique. Il s'agissait notamment de promouvoir la construction de pipelines qui transporteraient le gaz et le pétrole d'Asie centrale jusqu'en Turquie, via l'Azerbaïdjan, en contournant ainsi la Russie. En réponse, le Kremlin déploya d'importants efforts pour que le projet ne voie jamais le jour. En la matière, le PKK s'avéra être un excellent partenaire, en s'opposant à tout acheminement d'hydrocarbures à travers l'Anatolie. La rébellion kurde mettait ainsi en danger la politique énergétique turque[635].
Durant la même période, la diffusion de l'influence turque dans l'espace post-soviétique, y compris en Russie même, s'effectuait par le biais de l'islam. Le « Diyanet » (la Direction générale des affaires religieuses en Turquie) et le mouvement de Fetullah Güllen mirent en œuvre des mécanismes pour avoir de l'emprise sur les élites musulmanes locales, en organisant des réunions régulières et en finançant la construction des mosquées et des écoles. Les autorités turques sont allées jusqu'à affecter des « conseillers aux affaires religieuses » issus du « Diyanet » aux représentations diplomatiques turques[636] ;

[633] A ce sujet *Cf*. Gigerli S., Le Saout S. *Öcalan et le PKK. Les Mutations de la Question Kurde*. Paris : Maisonneuve & Larose, 2005. 424 p.

[634] Lacoste Y. (dir.). *Dictionnaire de la géopolitique*. Paris : Flammarion, 1993. 1682 p. p.1195.

[635] Gigerli S., Le Saout S. *op.cit*. pp.280-281.

[636] Sieca-Kozlowski E., Toumarkine A. *Géopolitique de la mer Noire. Turquie et les pays de l'ex-URSS*. Paris : Karthala, 2000. 222 p. pp.90-91.

2) Une deuxième raison a trait au soutien que la Turquie apporta au séparatisme tchétchène[637]. En réponse, la Russie mena une politique en miroir en soutenant le séparatisme du PKK et critiqua les autorités turques pour le non-respect des droits de l'homme[638]. Ces deux politiques, censées se combattre l'une l'autre, furent un sujet de discorde important sur fond d'accusations mutuelles récurrentes au cours des années 1990. Il est intéressant de citer ici une des conclusions d'une audition parlementaire à la Douma de 1996[639] intitulée « Sur les voies de la résolution du problème kurde » : *« Les intervenants ont remarqué que la lutte nationale-libératrice du peuple kurde pour ses droits légitimes correspond complétement aux intérêts de la Russie, puisqu'elle devient objectivement un obstacle à la pénétration dans les pays de la CEI [Communauté des Etats indépendants* – nda*] de l'idéologie guerrière panturquiste et panislamiste »*[640].

[637] Bal I. *Turkish Foreign Policy in Post Cold War Era*. Boca Raton: Universal Publishers, 2004. 464 p. p.263.

[638] A ce sujet *Cf*. Broev R. « Gosudarstvennaâ duma i kurdskaâ problema» [La Douma et le problème kurde]. *L'assemblé fédérale – le parlement de la Fédération de Russie, la commission de la Douma en charge des questions géopolitiques*. Moscou : Axina Welat, 1998. 274 p.

[639] Où intervenaient, entre autres, des « représentants des ONGs kurdes de Russie et de l'étranger proche ».

[640] « Analitika statistika. Vesennâî sessiâ 1996 goda» [Analyses et statistiques. La session printanière de 1996]. Garant (base de données de la Douma) [En ligne]. URL : http://duma2.garant.ru/analit/1996/vs96/part2/ch04-02.htm

Image 23. Une gerbe de fleur avec l'inscription « Front de libération nationale du Kurdistan » devant la tombe du soldat inconnu (sous le mur du Kremlin). Photo de la fin des années 1990[641].

Image 24. Les députés de l'assemblée fédérale russe et Abdullah Öcalan, octobre 1997[642].

Pourtant, durant la même période, la Russie s'est progressivement désolidarisée de la cause du PKK, comprenant probablement que les relations avec Ankara seraient plus importantes et prometteuses à l'avenir que la poursuite du soutien au PKK. De plus, à la veille de la deuxième guerre en Tchétchénie, les élites russes craignaient une nouvelle défaite rendue plus probable encore en cas de maintien du soutien turc aux rebelles tchétchènes.

[641] Broev R., *op. cit.*

[642] *Ibid.*

Ainsi, la Turquie et la Russie signèrent dans les années 1996-1997 des traités de coopération dans le domaine de l'énergie et de la lutte contre le terrorisme et adoptèrent le « Plan d'action pour le développement de la coopération entre la Russie et la Turquie en Eurasie » en 2001[643]. Ces accords ont réglé les problèmes bilatéraux susmentionnés.

En 1998, les Russes mirent un terme définitif à leur soutien au PKK quand l'administration d'Eltsine refusa l'asile politique à Abdullah Öcalan (proposition pourtant votée par la Douma), ce qui aboutit à son arrestation par les autorités turques[644].

En ce qui concerne le théâtre syrien, il convient de rappeler qu'en juillet 2012, le régime d'al-Assad prit la décision stratégique de retirer la majorité de ses forces militaires des zones à peuplement kurde au nord du pays. Le vacuum militaire laissé par cette manœuvre fut très vite mis à profit par les milices du PYD. Ce parti devint ainsi une force dominante au sein des parties kurdes du nord de la Syrie, sans prendre part aux combats entre le régime et l'opposition armée[645]. Ses dirigeants ne se contentèrent pourtant pas d'un simple contrôle du terrain. Ils mirent en place un véritable gouvernement autonome doté d'un système de conseils généraux de gestion dans la région de Jazireh et celles autour des villes de Kobané et Afrin[646]. Cette nouvelle autonomie s'inscrit, d'une manière générale, dans le projet de fédéralisation de la Syrie prôné par le PYD[647].

---

643 « Interv′û oficial′nogo predstavitelâ MID Rossii A.V.Âkovenko korrespondentu Moskovskogo bûro tureckoj gazety "Hûrriet" N.Hadžioglu, 21 fevralâ 2004 goda [Interview de A.V. Yakovenko, représentant officiel du MAE de Russie à N. Hadjioglou, correspondant du bureau de Moscou du journal turc "Hurriyet", le 21 février 2004] ». *Posol'stvo Rossijskoj Federacii v Turcii* [En ligne]. 21 février 2004. Disponible sur : < http://www.turkey.mid.ru/hron/hronika22.html > (consulté le 19 juillet 2016)

644 « Vlasova ne osvobodili, a obmenâli [Vlasov n'a pas été libéré, mais échangé] ». *Kommersant" vlast'*. 24 novembre 1998. n°45, p. 18.

645 Caves J. *Syrian Kurds and the Democratic Union Party (PYD). Backgrounder. Institute for the study of war* [En ligne]. 6 décembre 2012. Disponible sur: <http://www.understandingwar.org/sites/default/files/Backgrounder_SyrianKurds.pdf>

646 Kaval A. « Entretien avec Jordi Tejel - Le facteur kurde en Syrie : retour sur une histoire conflictuelle et perspectives d'avenir dans le cadre de la crise en cours ». *Les clés du Moyen-Orient* [En ligne]. 19 septembre 2012. Disponible sur : < http://www.lesclesdumoyenorient.com/Le-facteur-kurde-en-Syrie-retour.html > (consulté le 19 juillet 2016)

647 Van Wilgenburg W. « Kurdish Rebels Look to Form Transitional Government in Syria ». *Jamestown Foundation* [En ligne]. 24 juillet 2013. Disponible sur : <http://www.refworld.org/docid/5204f3774.html> (consulté le 15 décembre)

Dans ce contexte, la Russie prit la décision de nouer des relations diplomatiques avec cette force émergente, plutôt que de s'opposer à elle ou de l'ignorer. Il résulte de cette stratégie un essor spectaculaire des relations entre le Kremlin et le PYD. Jamais avant la guerre civile en Syrie ces relations n'avaient atteint un tel niveau, surtout en termes de visibilité et de publicité. Depuis 2012, des délégations du PYD se rendirent à plusieurs reprises en Russie et furent toujours accueillies à haut niveau. Le « Conseil suprême kurde » - organe regroupant les partis kurdes de Syrie et dirigé par le PYD - fut accueilli à Moscou le 4 juin 2013 par Mikhaïl Bogdanov, vice-ministre des Affaires étrangères russe[648]. Plus tard au cours de la même année, le 18 décembre, la délégation du PYD avec son leader Saleh Muslim intervint au cours d'une audition parlementaire à la Douma[649]. Enfin, au niveau international, la Russie insista pour que le Conseil suprême kurde soit inclus dans les pourparlers de Genève II[650]. En effet, le PYD est devenu une pièce maîtresse dans l'approche russe du règlement de la crise syrienne.

De manière inattendue, ces nouveaux liens avec le PYD ont abouti à un rapprochement entre les positions de Moscou et Washington dans le contexte des offensives lancées par la coalition occidentale contre l'Etat Islamique (*Cf.* Chapitre 7, paragraphe « La rivalité avec les Etats-Unis »). Quoi qu'il en soit, le soutien dont il jouit à la fois de la part de la Russie et des Etats-Unis a fait du PYD un acteur clef de la crise syrienne.

L'appui russe au PYD répond avant tout à la volonté de trouver une force d'opposition syrienne modérée, non belligérante, acceptant de négocier avec le régime et refusant toute intervention étrangère. En effet, depuis le début du conflit syrien, la Russie s'est constamment opposée à la position consistant à faire du

---

648 « O vstreče specpredstavitelâ Prezidenta Rossijskoj Federacii po Bližnemu Vostoku, zamestitelâ Ministra inostrannyh del Rossii M.L.Bogdanova s delegaciej Vysšego soveta kurdov Sirii [La rencontre de M.L. Bogdanov, représentant spécial du président de la Fédération de Russie pour le Moyen-Orient et vice-ministre des Affaires étrangères de Russie, avec la délégation du Conseil suprême des Kurdes de Syrie] ». *Ministerstvo inostrannyh del Rossijskoj Federacii* [En ligne]. 4 juin 2013. Disponible sur : < http://www.mid.ru/ru/maps/sy/-/asset_publisher/9fcjSOwMERcf/content/id/107250 > (consulté le 19 juillet 2016)

649 « Syrian Kurdish PYD committee on visit to Russia, Salih Muslim to give address in the Duma ». *Ekurd Daily* [En ligne]. 18 décembre 2013. Disponible sur : < http://ekurd.net/mismas/articles/misc2013/12/syriakurd974.htm > (consulté le 8 mars 2016)

650 « Moskva vystupaet za učastie sirijskih kurdov v "Ženeve-2" [Moscou est pour la participation des Kurdes syriens à "Genève-2"] ». *RIA Novosti* [En ligne]. 30 juillet 2013. Disponible sur : < http://ria.ru/arab_riot/20130730/953050917.html > (consulté le 8 mars 2016)

« Conseil national syrien » (CNS) et de « l'Armée syrienne libre » (ASL) les principaux représentants de l'opposition syrienne, et ce pour plusieurs raisons :

- Les deux organisations envisagent la lutte armée contre le régime comme la voie principale de résolution de la crise, ce qui va tout à fait à l'encontre de la position russe. Le CNS a refusé d'engager des pourparlers avec le régime, faisant du départ de Bachar al-Assad une condition préalable à toute négociation. A ce titre, le CNS boycotta la Conférence de Genève II[651] ;
- Par ailleurs, le CNS et l'ASL appellèrent de plus en plus fortement à une intervention militaire étrangère en Syrie[652] ;
- Enfin, la présence d'éléments extrémistes musulmans au sein des deux organisations en fit des acteurs inacceptables pour Moscou[653].

Aussi, les efforts du Kremlin se portèrent sur la promotion d'une force d'opposition alternative. Chronologiquement, le projet de collaboration étroite avec le PYD intervient après une tentative conjointe (qui échoua) de Moscou et de Damas de créer une force d'opposition syrienne plus ou moins contrôlable dans la personne de Qadri Jamil en 2011-2013 (*Cf.* le paragraphe « Protéger l'Etat syrien »).

Vouées dès le début à l'échec, les manœuvres politiques du gouvernement syrien avec Qadri Jamil poussèrent Moscou à chercher d'autres forces d'opposition qui accepteraient de former un gouvernement transitoire avec le régime d'al-Assad. Le choix des Russes s'arrêta finalement sur le « Comité de coordination national pour le changement démocratique » (CCNCD), dont le PYD faisait partie. Les principales positions du CCNCD concernant la crise syrienne font écho à la ligne diplomatique russe :

- Le CCNCD accepte de négocier avec le régime d'Assad se disant même prêt à former un gouvernement de transition avec ses représentants ;

---

651 « Genève II : face-à-face inédit entre régime et opposition syrienne ». *Europe 1* [En ligne]. 21 janvier 2014. Disponible sur : < http://www.europe1.fr/international/geneve-ii-face-a-face-inedit-entre-regime-et-opposition-syrienne-1778409 > (consulté le 19 juillet 2016)

652 Daoudy M. « The case against military intervention in Syria ». *Aljazeera* [En ligne]. 5 janvier 2012. Disponible sur : < http://www.aljazeera.com/indepth/opinion/2012/01/20121383736646147.html > (consulté le 19 juillet 2016)

653 « Brifing oficial′nogo predstavitelâ MID Rossii A.K.Lukaševiča, 2 aprelâ 2015 goda [La conférence de presse de A.K. Loukachevitch, représentant officiel du MAE russe, le 2 avril 2015] ». *Ministerstvo inostrannyh del Rossijskoj Federacii* [En ligne]. 2 avril 2015. Disponible sur : < http://www.mid.ru/web/guest/foreign_policy/news/-/asset_publisher/cKNonkJE02Bw/content/id/1139557 > (consulté le 12 août 2016)

- Il est opposé à l'ASL et à toute action violente contre le régime. Le CCNCD estime en effet, qu'en cas de la lutte armée contre le régime, l'avantage décisif sera du côté de ce dernier, ce qui lui permettra d'en sortir en position de force. De ce fait, le CCNCD est également contre toute intervention étrangère[654]

Il convient également de souligner le caractère laïc du CCNCD, ce qui est particulièrement apprécié à Moscou. De plus, le PYD et les Kurdes syriens en général démontrèrent qu'ils ne voulaient pas prendre parti dans la guerre civile syrienne entre l'opposition armée et le régime, en dépit de quelques accrochages avec ce dernier[655]. Cependant, les discriminations de la part de Damas dont ils ont été victimes pendant des décennies les opposent à une collaboration poussée avec al-Assad, malgré plusieurs accusations allant dans ce sens, notamment de la part de la Turquie. En soutenant les Kurdes syriens et notamment le PYD, la Russie se protège en outre des accusations qui font d'elle l'allié inconditionnel d'un régime dictatorial.

Cette relation profite également au PYD, puisque, selon lui, la position russe rend encore moins probable la possibilité d'une intervention turque en Syrie, dont il serait l'une des premières cibles. De manière remarquable, la Russie et les Etats-Unis adoptèrent donc tous deux des positions favorables aux Kurdes syriens au grand dam de la Turquie.

La fin des années 2000 voit également l'essor des relations entre la Russie et le Gouvernement Régional du Kurdistan irakien (GRK). Un consulat de Russie fut ouvert à Erbil en 2007. Une chaîne de radio russe « Voix de la Russie » a commencé à diffuser des programmes en kurde à partir de 2008. La même année une série de visites réciproques débute avec la mission à Erbil d'Evgueni Primakov, ancien ministre des Affaires étrangères russe et ex-directeur du SVR (Service des renseignements extérieurs) qui connait personnellement Massoud Barzani, président

[654] Benkorich N. « Comment s'organise l'opposition intérieure en Syrie ? ». *Le monde.fr* [En ligne]. 8 août 2012. Disponible sur : <http://www.lemonde.fr/idees/article/2012/08/08/comment-s-organise-l-opposition-interieure-en-syrie_1743592_3232.html> (consulté le 11 décembre 2014)

[655] Kaval A. « Kurdes : l'autre visage du conflit syrien - Les clés du Moyen-Orient ». *Les clés du Moyen-Orient* [En ligne]. 18 octobre 2013. Disponible sur : < http://www.lesclesdumoyenorient.com/kurdes-l-autre-visage-du-conflit.html > (consulté le 19 juillet 2016)

du GRK[656]. Suite à ce séjour, une commission russo-kurde est créée au sein de la Chambre du commerce et de l'industrie de la Russie[657].

Par la suite, Abdulsalam Abdullah, un haut responsable du Parti démocratique du Kurdistan, se rendit en Russie en 2012, invité par le parti « la Russie juste »[658]. Mais la véritable apogée des relations bilatérales eut lieu en février 2013, quand la délégation du GRK présidée par Barzani en personne fut accueillie au Kremlin[659]. Un accord d'extraction pétrolière fut alors signé avec « Gazprom Neft » (compagnie énergétique russe) pour les blocs « Garmian » et « Shakal » (Sud-ouest du GRK). En février 2013, la même copagnie signa un autre accord lui accordant le bloc de « Halabja ». Ces trois accords donnent à la Russie une position de premier ordre dans le secteur pétroier du GRK, peu d'autres compagnies étrangères y exploitant autant de gisements[660].

[656] Primakov E. *Bližnij Vostok na scene i za kulisami [Le Moyen-Orient sur scène et derrière les coulisses]*. Moscou: Rossijskaâ gazeta, 2006. 384 p. p.327.

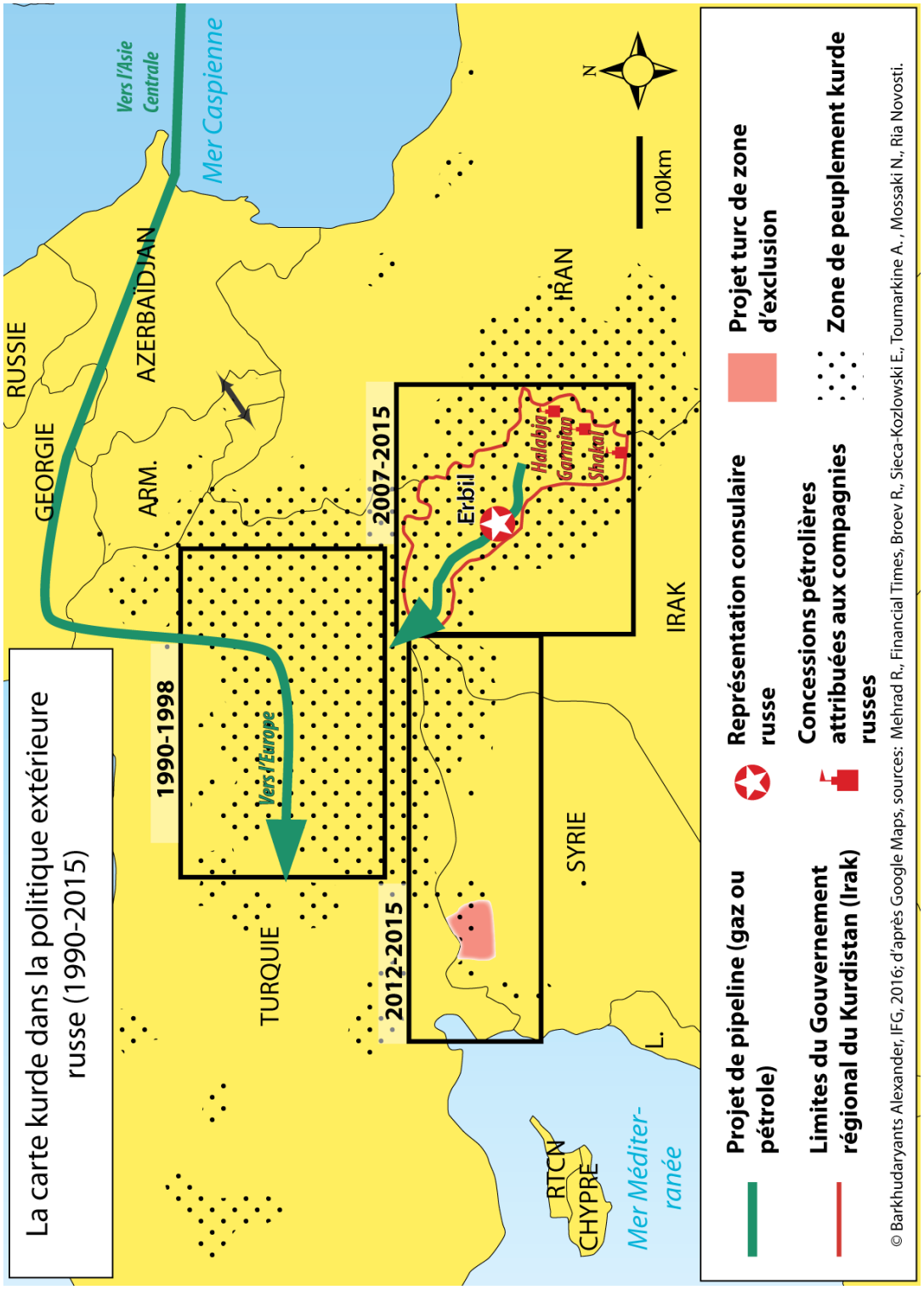
[657] Mossaki N. « Irak: o perspektivah Rossii v regione Kurdistan [Irak: les opportunités de la Russie dans la région du Kurdistan] ». *Institut Bližnego Vostoka* [En ligne]. 2 août 2010. Disponible sur : < http://www.iimes.ru/rus/stat/2010/02-08-10a.htm > (consulté le 2 octobre 2014)

[658] « Russian, Iraqi-Kurd Politicians Seek Closer Ties ». *RIA Novosti* [En ligne]. 20 avril 2012. Disponible sur : < http://en.ria.ru/russia/20120420/172944009.html > (consulté le 2 octobre 2014)

[659] « Barzani seeks new ties from Moscow visit ». *The Kurdistan Tribune* [En ligne]. 21 février 2013. Disponible sur : < http://kurdistantribune.com/2013/barzanis-visit-moscow/ > (consulté le 2 octobre 2014)

[660] « « Gazprom neft' » pereigral «ExxonMobil» v neftânoj vojne v irake». [«Gazprom Neft» a pris le dessus sur «ExxonMobil» dans la guerre du pétrole en Irak]. *Yerkramas* [En ligne]. 17 avril 2013. Disponible sur : < http://www.yerkramas.org/2013/04/18/gazprom-neft-pereigral-exxonmobil-v-neftyanoj-vojne-v-irake/ > (consulté le 4 octobre 2014)

Carte 17. La carte kurde dans la politique extérieure russe (1990-2015)



Bien qu'instaurées plus tard que celles avec le PKK et le Gouvernement régional du Kurdistan irakien, les relations de la Russie avec le PYD constituent donc un élément fondamental de l'approche du Kremlin en vue de la résolution de la crise syrienne. Compte tenu des velléités autonomistes des Kurdes syriens et dans le contexte de la

crise ukrainienne (annexion de la Crimée en 2014), on peut également se demander si la Russie n'est pas en train de considérer les projets de fédéralisation comme un moyen de régulation des conflits à la fois en Ukraine et en Syrie.

Le tournant du 30 septembre 2015 : le renouveau de l'interventionisme militaire russe au Proche-Orient

La date du 30 septembre 2015 constitue un tournant majeur dans la politique extérieure russe et dans le positionnement géopolitique de Moscou au Proche-Orient. Ce jour-là, l'aviation russe décollant de la base de Hmeïmim (à proximité de Lattaquié), frappa des cibles en Syrie présentées comme des bastions de l'Etat Islamique. Ces frappes aériennes constituèrent une nouvelle étape dans l'action extérieure russe puisqu'il s'agit de la toute première intervention militaire entreprise à titre national en dehors de l'espace post-soviétique depuis la chute de l'URSS[661]. A en croire les réactions des médias russes et la communauté des experts militaires, cette intervention éclair les prit de court[662], malgré la large couverture médiatique dont le déploiement militaire russe en Syrie en septembre 2015 fit l'objet dans les pays occidentaux[663]. Ainsi, au cours des premières heures de l'intervention, les principaux sites russes d'information se contentaient de publier la traduction des articles de la presse étrangère sur le sujet[664].

A l'époque l'une des analyses les plus courantes concernant les raisons de cette intervention soulignait la volonté du Kremlin de venir en aide au régime syrien qui perdait du terrain face aux rebelles et surtout de sanctuariser les axes reliant la région de Damas à Lattaquié[665]. Il est vrai que l'année 2015 avait été particulièrement

---

[661] L'intervention militaire russe en Yougoslavie pendant l'opération militaire de l'OTAN en 1999 se fit dans le cadre d'un contingent militaire international.

[662] Notamment les auteurs du blog BMPD consacré à l'industrie militaire, disponible sur : <http://bmpd.livejournal.com/>

[663] *Cf.* par exemple Nissenbaum D., Shishkin P. « Russian Military Buildup in Syria Concerns U.S. Officials ». *Wall Street Journal* [En ligne]. 14 septembre 2015. Disponible sur : < http://www.wsj.com/articles/russian-escalation-in-syria-concerns-u-s-officials-1442259593 > (consulté le 10 juillet 2016)

[664] *Cf.* par exemple cette chronique du *Kommersant"*, datée du 30 septembre 2015: Kozlov D., Sabitova A., Tikhonov D. *et alii*. « Rossiâ načala nanosit′ aviaudary v Sirii [La Russie a procédé à des frappes en Syrie] ». *Kommersant"* [En ligne]. 30 septembre 2015. Disponible sur : < http://www.kommersant.ru/doc/2821709 > (consulté le 10 juillet 2016)

[665] *Cf.* par exemple Gouëset C. « Quels sont les objectifs de Poutine en Syrie? ». *l'Express.fr* [En ligne]. 30 septembre 2015. Disponible sur : < http://www.lexpress.fr/actualite/monde/proche-moyen-orient/mais-que-vient-donc-faire-poutine-en-syrie_1720961.html > (consulté le 15 mars 2016)

difficile pour les forces loyalistes et que les frappes russes ont semblé se concentrer sur des points où la continuité du territoire sous contrôle du gouvernement risquait d'être remise en cause. Cette explication laisse pourtant ouverte la question de savoir pourquoi le Kremlin ne prit la décision d'intervenir qu'à la fin du mois de septembre 2015, alors que le régime syrien était en grande difficulté bien avant cette date.

Dans le cadre de ce paragraphe, nous voudrions mettre en avant l'hypothèse selon laquelle l'intervention russe se fit également en réaction au changement des rapports de force régionaux au Proche-Orient, lié notamment aux projets d'instauration de zones d'exclusion aérienne et terrestre en Syrie par la Turquie et la Jordanie à l'été 2015. Ainsi, il nous emble pertinent d'insister sur les points suivants :

- Avant l'intervention russe en Syrie, la présence de moyens avancés de défense antiaérienne au Proche et Moyen-Orient faisait l'objet d'une entente et de négociations entre la Russie, d'un côté, et les Etats-Unis avec leurs alliés de l'autre. Moscou s'était notamment abstenu de transférer les complexes antiaériens « S 300 » à Chypre, la Syrie et l'Iran (*Cf*. Infra).
- L'intervention militaire russe fut justement décidée dans un contexte de potentielle violation, cautionnée dans une certaine mesure par les Etats-Unis, de ces accords par la Turquie et la Jordanie. Cette violation se traduisait par la volonté de ces pays d'instaurer des zones d'exclusion aérienne et terrestre en Syrie à l'été 2015 soit quelques mois avant l'intervention russe ;
- La destruction en vol d'un bombardier russe par l'armée turque en novembre 2015 changea enfin radicalement les rapports de force dans la région, la Russie considérant dès lors avoir les coudées franches pour déployer son complexe antiaérien « S 400 » en Syrie et envoyer des complexes « S 300 » en Iran, rendant ainsi caduque toute entente sur ce sujet avec les Etats-Unis et Israël.

***

Nous avons déjà eu l'occasion (Partie I, Chapitre 2) de mentionner les problèmes liés à l'exportation d'équipements antiaériens de longue portée par la Russie aux pays du Proche-Orient. Il est important de comprendre pourquoi la vente de ces équipements pose problème. Sans entrer dans les détails, soulignons deux facteurs importants :

- Les systèmes considérés concernent avant tout la capacité de défense antiaérienne de longue portée, la portée des missiles allant de 90 à 150 km

pour les modèles russes « S 300 ». Leur capacité de détection des cibles est encore plus importante, permettant de scanner un espace aérien très vaste. C'est pour cette raison que la Turquie s'oppose à l'acquisition de ces complexes par Chypre, tandis qu'Israël et les Occidentaux veulent éviter leur déploiement en Syrie et en Iran. En ce qui concerne ces deux derniers pays, les « S 300 » pourraient en effet entraver de manière susbstantielle toute intervention militaire occidentale ou israélienne éventuelle qui, par définition, s'effectuerait en grande partie via l'espace aérien ;

- L'autre élément sensible concernant le transfert de ces complexes est lié au fait que ces derniers sont théoriquement utilisables en tant que système de missiles sol-sol. Autrement dit, l'armée qui dispose d'un « S 300 » pourrait l'utiliser pour frapper des cibles terrestres éloignées d'une centaine de kilomètres[666]. On comprend d'autant mieux pourquoi Israël est particulièrement préoccupée par l'éventualité d'un tel transfert à la Syrie ou l'Iran.

Les problèmes liés à la vente par la Russie des « S 300 » dans la région sont apparus pour la première fois en 1997, lorsque la livraison d'un tel système à Chypre fut annulée en raison de pressions turques et américaines. Sans annuler le contrat de vente, Nicosie décida de transmettre le « S 300 » à la Grèce qui le déploya en Crète, en échange de quoi Athènes livra aux Chypriotes des complexes antiaériens de moindre portée.

En 2010, à la demande d'Israël, Moscou refusa la livraison d'un « S 300 » à l'Iran malgré un contrat de vente signé en 2007 et le paiement d'un acompte par la République islamique[667] (*Cf.* Chapitre 8).

En juin 2012, le Kremlin suspendit la fourniture des complexes antiaériens « S 300 » à la Syrie, prévue par un contrat conclu en 2010. Une source au sein du complexe militaro-industriel (CMI) russe indiqua alors que cette suspension résultait d'*« un*

---

[666] « Zenitno-raketnaâ sistema S-300PS (S-300PMU) [Le système des missiles antiaériens S-300PS (S-300PMU)] ». In : *Raketnaïa tekhnika* [En ligne]. Disponible sur : http://rbase.new-factoria.ru/missile/wobb/c300ps/c300ps.shtml (consulté le 17 mars 2016)

[667] Safronov I., Tchernenko E. « Raketno-bez″âdernaâ programma [Le programme balistique non-nucléaire] ». *Kommersant″*. 11 octobre 2015. n°206, p. 1.

ordre venant d'au-dessus », motivé par la volonté de ne pas dégrader les relations avec les Etats-Unis et Israël[668] (*Cf.* Partie I, Chapitre 2).

Par la suite, le Kremlin déclara avoir livré en Syrie des composantes d'unités de « S 300 », sans les assembler ni les mettre en marche[669]. Il s'agissait très probablement des composantes de détection (mais dépourvues de lance-missiles[670]), permettant de scanner le ciel syrien en vue d'assister militairement les forces loyalistes.

Tels étaient donc les rapports de force dans le domaine de la défense antiaérienne au Proche-Orient avant l'été 2015 et l'intervention militaire russe en Syrie. Etudions maintenant les évolutions qui eurent lieu après cette date.

***

Durant la crise syrienne et dès avant l'intervention russe, la question de l'instauration de zones d'exclusion aérienne dans ce pays fit l'objet de débats au sein des élites américaines. Dans le camp des Démocrates ce sujet opposa notamment Hillary Clinton, partisane des zones d'exclusion aérienne, et Barack Obama, beaucoup plus prudent voire détracteur du projet[671].

Actuellement, il n'existe pas de définition uniforme du terme de « Zone d'exclusion aérienne (ZEA) » (anglais : « No Flight Zone »). Selon une des interprétations, *« on entend par ZEA un mode d'intervention de « tiers » qui réagissent à une crise humanitaire au sein d'un Etat, en interdisant les vols dans l'espace aérien de cet État afin de protéger les populations civiles contre les offensives aériennes. Il s'agit ainsi d'une intervention extérieure dans un conflit local. L'établissement d'une telle ZEA dans l'espace aérien d'un Etat apparaît comme une forme d'occupation aérienne, puisque les opérations visent dans ce cas à priver un Etat souverain, par la contrainte et sans son consentement, de l'utilisation de son propre espace aérien et*

[668] « SMI uznali o prekraŝenii Rossiej postavok S-300 v Siriû [Les médias ont été informés de l'arrêt de la fourniture de S-300 à la Syrie par la Russie] ». *Lenta.ru* [En ligne]. 26 juin 2012. Disponible sur : < http://lenta.ru/news/2012/06/26/s300/ > (consulté le 21 octobre 2014)

[669] « Putin: RF postavila Sirii komponenty S-300, postavka ne zaveršena [Poutine: La Fédération de Russie a livré à la Syrie des composantes des S-300, la livraison n'est pas terminée] ». *RIA Novosti* [En ligne]. 4 septembre 2013. Disponible sur : < http://ria.ru/defense_safety/20130904/960598111.html > (consulté le 17 mars 2016)

[670] Nikolski A. « S-300 Siriû ne spasut [Les S-300 ne sauveront pas la Syrie] ». *Vedomosti* [En ligne]. 5 septembre 2013. Disponible sur : < http://www.vedomosti.ru/newspaper/articles/2013/09/05/s-300-siriyu-ne-spasut > (consulté le 17 mars 2016)

[671] Kaplan R. « Obama up against growing support for a no-fly zone in Syria ». *CBS news* [En ligne]. 5 octobre 2015. Disponible sur : < http://www.cbsnews.com/news/obama-up-against-growing-support-for-a-no-fly-zone-in-syria/ > (consulté le 27 janvier 2016)

d'exercer son contrôle sur son territoire, sa compétence territoriale dans sa dimension aérienne. De telles ZEA […] ont été mises en œuvre à trois reprises : en Irak après la Guerre du Golfe, dès 1991 (opérations « Provide Comfort », « Northern Watch » et « Southern Watch »), en Bosnie-Herzégovine à partir de 1992, et en Libye en 2011. Ces différentes ZEA se sont révélées efficaces pour protéger les populations civiles contre les attaques aériennes, sans pour autant permettre d'éviter que des massacres soient commis par les forces terrestres »[672].

Or, les différents projets de zones d'exclusion aérienne que nous mentionnons dans le cadre de ce paragraphe prévoyaient, au-delà de la seule interdiction des vols des belligérants (en pratique il ne s'agissait que des forces loyalistes syriennes, les différents groupes rebelles ne disposant pas d'aviation), une zone contrôlée également par des troupes au sol. Autrement dit, ce sont des projets d'occupation à la fois d'une partie du territoire et de l'espace aérien de la Syrie, auxquels leurs partisans se réfèrent souvent par le terme de « zones tampons » (anglais : « Buffer zone »). Pour notre part, nous utiliserons le terme de « zone d'exclusion ».

Concrètement, le projet débattu aux Etats-Unis consistait à créer en Syrie des zones, adjacentes aux frontières turque et jordanienne, où l'armée et l'aviation loyalistes n'auraient pas pu accéder. Cette idée poursuivait sans doute deux objectifs principaux :

- Créer une zone où la population civile syrienne aurait pu se réfugier et se tenir à l'abri de l'armée loyaliste et des groupes djihadistes, limitant de ce fait les flux migratoires sans précédent vers l'Europe et les pays voisins de la Syrie ;
- Permettre à certains groupes rebelles soutenus par les Etats-Unis, la Jordanie et la Turquie de contrôler ces zones couvertes par une protection antiaérienne.

Côté jordanien, le journal *Financial Times* publia le 29 juin 2015 un article faisant part de la volonté des responsables du pays de créer sur le territoire syrien frontalier du royaume hachémite une « zone tampon », sous contrôle des groupes rebelles pro-

[672] Martin J.-C. « Les zones d'exclusion aérienne ». In : Millet Devalle A.-S. (dir.). *Guerre aérienne et droit international humanitaire*. Paris : Editions Pedone, 2015. Disponible sur : <http://www.pedone.info/752/07.pdf>

jordaniens soutenus par l'armée royale. En pratique, ce projet consistait à contrôler un espace déterminé auquel se superposerait une zone d'exclusion aérienne.

Selon les informations de personnalités proches du gouvernement jordanien, la principale crainte du royaume résidait dans la possible avancée des groupes djihadistes et surtout de l'Etat islamique vers les frontières jordaniennes[673]. On craignait notamment que la ville frontalière de Deraa ne devienne « une deuxième Idlib », en référence à la retraite de l'armée syrienne, au printemps 2015, de la ville et de la province d'Idlib qui passèrent sous contrôle de *Jeïch al-Fatah*, une coalition djihadiste non-affiliée à l'EI incluant *Jabhat al-Nousra*[674] [675]. En effet, à l'été 2015 le même scénario risquait de se reproduire aux abords de la ville. Celle-ci était alors contrôlée par l'armée gouvernementale syrienne qui y avait aménagé un couloir étroit la reliant à Damas (*Cf.* la carte ci-dessous), tout en était encerclée par les rebelles. Les affrontements dans la zone commencèrent dès février 2015[676].

Par ailleurs, l'afflux de réfugiés syriens vers la Jordanie constitua un autre sujet de préoccupation pour Amman. A ce propos, un général jordanien déclara en août 2015 qu'une « zone tampon » allégerait le fardeau des pays voisins de la Syrie en matière d'accueil des réfugiés[677].

---

[673] Jones S., Khalaf R. « Jordan to set up buffer zone in southern Syria ». *Financial Times* [En ligne]. 29 juin 2015. Disponible sur : < http://www.ft.com/cms/s/0/ead1961a-1e38-11e5-ab0f-6bb9974f25d0.html#axzz41wrzwMCi > (consulté le 4 mars 2016)

[674] Barnard A., Saad H. « Islamists Seize Control of Syrian City in Northwest ». *The New York Times* [En ligne]. 25 avril 2015. Disponible sur : < http://www.nytimes.com/2015/04/26/world/middleeast/islamist-militants-capture-syrian-town.html > (consulté le 4 mars 2016)

[675] « CIA-Backed Rebels Fight Alongside al-Qaeda Wing in Syria ». *Newsweek* [En ligne]. 30 avril 2015. Disponible sur : < http://europe.newsweek.com/cia-backed-rebels-fight-alongside-al-qaeda-wing-syria-326734 > (consulté le 6 mars 2016)

[676] Einav O. « The Battle for Daraa: Shifting the Balance in Syria? ». *INSS Insight* [En ligne]. n° 693. 3 mai 2015. Disponible sur : < http://www.inss.org.il/index.aspx?id=4538&articleid=9401 > (consulté le 6 mars 2016)

[677] « Buffer zone across Syria border answer to refugee burden, security threats, but, for now, remains wishful thinking — analysts ». *Jordan Times* [En ligne]. 19 août 2015. Disponible sur : < http://www.jordantimes.com/news/local/buffer-zone-across-syria-border-answer-refugee-burden-security-threats-now-remains > (consulté le 4 mars 2016)

Cette zone d'exclusion était donc censée comprendre les provinces de Deraa et Souwaïda, incluant la ville de Deraa[678]. Pourtant, le projet fut suspendu, à notre avis pour deux raisons :

- L'hésitation de Washington à apporter son soutien ;
- Les succès militaires de l'armée syrienne à Deraa qui finit par repousser les rebelles en juillet 2015[679].

Ainsi, en août 2015, les responsables jordaniens précisaient que l'instauration d'une « zone tampon » ne devait se faire qu'avec l'aval de l'ONU. Ce fut probablement un moyen d'abandonner le projet, puisque la Russie n'aurait certainement pas voté une résolution du Conseil de sécurité allant dans ce sens.

Le 26 juillet 2015, les officiels turcs et américains se mirent quant à eux d'accord pour créer une zone d'exclusion turque dans le nord de la Syrie. Cette zone était censée s'étendre sur le territoire contrôlé par l'Etat islamique, allant de la frontière avec la Turquie et jusqu'à la province d'Alep, en s'insérant entre les zones sous contrôle du PYD, l'allié de Moscou (*Cf.* la carte ci-dessous). Le projet prévoyait également la mise de cette zone sous le contrôle de l'opposition syrienne pro-occidentale[680].

Comme la protection de la future zone aurait dû être assurée essentiellement par l'armée turque, Ankara utilisa tous les leviers à sa disposition afin de négocier la garantie d'un soutien américain et l'intensification de l'action militaire des Etats-Unis contre l'Etat Islamique en Syrie. L'un de ces leviers fut l'accès à la base aérienne turque Incirlik, accès refusé jusqu'en été 2015 à l'aviation américaine partant en mission en Syrie[681] [682].

---

[678] Jones S., Khalaf R. « Jordan to set up buffer zone in southern Syria ». *Financial Times* [En ligne]. 29 juin 2015. Disponible sur : < http://www.ft.com/cms/s/0/ead1961a-1e38-11e5-ab0f-6bb9974f25d0.html#axzz41wrzwMCi > (consulté le 4 mars 2016)

[679] « After gains, Syria rebels face tough fight for Deraa, Aleppo ». *Reuters* [En ligne]. 9 juillet 2015. Disponible sur : < http://www.reuters.com/article/us-mideast-crisis-syria-insight-idUSKCN0PJ29120150709 > (consulté le 6 mars 2016)

[680] Deyoung K., Sly L. « U.S.-Turkey deal aims to create de facto 'safe zone' in northwest Syria ». *The Washington Post* [En ligne]. 26 juillet 2015. Disponible sur : < https://www.washingtonpost.com/world/new-us-turkey-plan-amounts-to-a-safe-zone-in-northwest-syria/2015/07/26/0a533345-ff2e-4b40-858a-c1b36541e156_story.html?tid=sm_tw > (consulté le 2 mars 2016)

[681] *Ibid*

[682] « Syrie : Washington refuse d'établir une zone d'exclusion aérienne ». *Le Monde.fr* [En ligne]. 1 décembre 2014. Disponible sur : < http://www.lemonde.fr/europe/article/2014/12/01/syrie-

Toutes ces négociations se déroulèrent dans un contexte de relative ambiguïté quant à la position américaine. En effet, tout en voulant voir Ankara s'engager militairement en Syrie, les Américains décidèrent de retirer leurs complexes antiaériens « Patriot » de la Turquie.

En 2012, les incidents à la frontière turco-syrienne devinrent fréquents. Ainsi, un avion de guerre turc fut détruit en vol par l'armée syrienne et des tirs d'artillerie lancés depuis la Syrie atteignirent la Turquie. Ankara s'adressa alors à l'OTAN pour demander un renforcement de sa protection antiaérienne, notamment contre les missiles.

En réponse, les Etats-Unis, les Pays-Bas et l'Allemagne installèrent des complexes antiaériens « Patriot » en Turquie début 2013, notamment à Gaziantep et à Kahramanmaras. Début 2015, les « Patriot » de l'Espagne remplacèrent ceux des Pays-Bas, stationnés près d'Incirlik[683]. Ces développements avivèrent les tensions entre l'OTAN et la Russie, très hostile au déploiement de moyens antiaériens près de ses frontières, notamment en Europe de l'est. Commentant le déploiement des « Partiot » en Turquie, Sergueï Lavrov évoqua ainsi « la loi du fusil de Tchékhov », selon laquelle une arme apparue, ne serait-ce que d'une manière anodine, au cours d'une pièce de théâtre finira toujours par être utilisée[684].

Pourtant, en 2015, les Etats-Unis et l'Allemagne décidèrent de ne pas prolonger le contrat de déploiement de leurs missiles avec la Turquie. Ankara fut prévenue suffisamment en avance de la décision allemande. En revanche, la décision américaine, annoncée fin août 2015, prit les Turcs de court qui firent savoir leur mécontentement. Un diplomate turc déclara notamment : *« Nous ne pensons pas que*

---

washington-refuse-d-etablir-une-zone-d-exclusion-aerienne_4532433_3214.html > (consulté le 28 janvier 2016)

683 Ege Bekdil B. « Germany Pulls Patriot Systems From Turkey ». *Defense News* [En ligne]. 11 octobre 2015. Disponible sur : < http://www.defensenews.com/story/defense/2015/12/23/germany-pulls-patriot-systems-turkey/77802630/ > (consulté le 7 mars 2016)

684 « Vystuplenie i otvety Ministra inostrannyh del Rossii S.V.Lavrova na voprosy SMI v hode sovmestnoj press-konferencii s Ministrom inostrannyh del Narodnoj Respubliki Bangladeš D.Moni, Moskva, 23 noâbrâ 2012 goda [L'intervention et les réponses du ministre des Affaires étrangère russe S. V. Lavrov aux questions des médias au cours d'une conférence de presse conjointe avec D. Moni, ministre des Affaires étrangères de la République Populaire du Bangladesh, Moscou, 23 novembre 2012] ». *Ministerstvo inostrannyh del Rossijskoj Federacii* [En ligne]. 23 novembre 2012. Disponible sur : http://www.mid.ru/en/web/guest/maps/bd/-/asset_publisher/SgtK37C9ftnT/content/id/133434?p_p_id=101_INSTANCE_SgtK37C9ftnT&_101_INSTANCE_SgtK37C9ftnT_languageId=ru_RU (consulté le 17 mars 2016)

ce soit le meilleur moment pour retirer les missiles. <…> La situation autour de notre frontière avec la Syrie est délicate »[685].

Officiellement, les Américains motivèrent leur décision en faisant valoir le changement des rapports de force en Syrie depuis 2013 et le recul de l'armée loyaliste. Aux yeux de Washington, cette nouvelle donne ne justifiait plus le maintien d'un tel système de protection en Turquie. Pour notre part, nous interprétons également cette décision comme une volonté des Américains d'éviter toute crise avec Moscou qui avait fait savoir dès 2012 son hostilité à l'instauration de la zone d'exclusion turque en Syrie et à l'installation de « Patriot » en Turquie.

***

Les débats au sein des élites américaines à propos de ces deux zones d'exclusion en Syrie (jordanienne au sud et turque au nord) ne passèrent pas inaperçus à Moscou. En effet, le Kremlin et les médias russes menèrent une campagne de communication contre ce projet, en recourant au traditionnel argument du nécessaire respect de la souveraineté de l'Etat syrien. Dans leur rhétorique, ils utilisèrent à la fois le terme de « zone d'exclusion aérienne » (russe : *bespoletnye zony*) et celui de « zone tampon » (russe : *bufernaâ zona*)[686]. Or, c'est justement dans le contexte de la possible instauration des zones d'exclusion turque et jordanienne en Syrie que les préparatifs à l'intervention militaire russe en Syrie se déroulèrent, laissant supposer un lien entre ces deux éléments.

Ainsi le 29 septembre 2015, soit la veille de l'intervention russe, Philip Breedlove, général américain et commandant des forces de l'OTAN en Europe, déclara que l'un des objectifs de la Russie dans son soutien au régime de Bachar al-Assad était l'instauration d'une zone d'exclusion aérienne. Le général ajouta que ce projet russe

---

[685] Ege Bekdil B. « US Begins Removing Patriot Missiles from Turkey ». *Defense News* [En ligne]. 11 octobre 2015. Disponible sur : < http://www.defensenews.com/story/defense/2015/10/11/us-begins-removing-patriot-missiles-from-turkey/73787688/ > (consulté le 7 mars 2016)

[686] Cf. par exemple le compte Facebook de Maria Zakharova, porte-parole officiel du ministère des Affaires étrangères russe, ou par exemple la déclaration du vice-ministre des Affaires étrangères russe à ce sujet : « Rossiâ protiv sozdaniâ bespolëtnoj zony v Sirii - zamglavy MID RF Bogdanov [La Russie est contre l'instauration d'une zone d'exclusion aérienne en Syrie – vice-ministre du MAE russe Bogdanov]». *Interfax AVN* [En ligne]. 6 octobre 2015. Disponible sur : http://www.militarynews.ru/story.asp?rid=1&nid=391426 (consulté le 17 mars 2016) ; ou encore « MID RF : tol′ko SB OON možet prinât′ rešenie o bufernoj zone v Sirii [MAE russe : c'est seulement le Conseil de sécurité de l'ONU qui peut prendre la décision sur une zone tampon en Syrie] ». 9 septembre 2014. *Ria Novosti* [En ligne]. Disponible sur: http://ria.ru/politics/20141009/1027618860.html (consulté le 17 mars 2016)

devait se comprendre en réaction au projet des zones d'exclusion turque et jordanienne[687].

En effet, sur le plan militaire, l'intervention russe se matérialisa par le déploiement au large des côtes syriennes du croiseur « Moskva » muni de la version maritime du complexe antiaérien « S 300 ». Cette manœuvre instaura donc de fait une zone d'exclusion aérienne russe en Syrie sur un périmètre de 150 km[688] (*Cf.* la carte ci-dessous).

Remarquons qu'à ce moment les frappes de l'aviation russe se concentrèrent justement à l'intérieur de cette zone-là. Autrement dit, on peut considérer que la volonté de ne pas sortir de la couverture de sa propre zone de protection aérienne constitue une des explications possibles de l'engagement relativement faible dont a fait preuve au début de son intervention l'aviation russe contre l'Etat islamique par rapport à d'autres groupes rebelles.

A ce stade, les Russes s'abstinrent de déployer des moyens de défense antiaérienne de longue portée sur le sol syrien, même dans le contexte de leur intervention militaire. Pourtant, la situation changea radicalement après la destruction en vol d'un bombardier russe par l'armée turque le 24 novembre 2015 (*Cf.* Chapitre 7, paragraphe « L'ambigüité des relations avec la Turquie »). En ce qui concerne le théâtre syrien, la riposte russe fut alors double :

- Le déploiement d'un complexe antiaérien « S 400 » en Syrie, d'une portée maximale de 400 km[689] ;
- La signature par la Russie et l'Iran d'un contrat de reprise de la fourniture des complexes « S 300 », auparavant gelée. Les premières livraisons de « S 300 », destinées à l'origine à la Syrie, eurent lieu en décembre 2015[690].

---

[687] Gibbons-neff T. « Top NATO general: Russians starting to build air defense bubble over Syria ». *The Washington Post* [En ligne]. 29 septembre 2015. Disponible sur : < https://www.washingtonpost.com/news/checkpoint/wp/2015/09/29/top-nato-general-russians-starting-to-build-air-defense-bubble-over-syria/ > (consulté le 8 mars 2016)

[688] C'est la portée des missiles de ce modèle de S-300. *Cf.* « Zenitnyj kompleks S-300FM (Fort-M) [Le complexe antiaérien S-300 (Fort-M)] ». In : *Raketnaïa tekhnika* [En ligne]. Disponible sur : http://rbase.new-factoria.ru/missile/wobb/fort_m/fort_m.shtml (consulté le 17 mars 2016)

[689] La portée maximale dépend du type de missiles utilisés. Nous avons choisi d'indiquer la portée maximale possible, en se basant sur : « Zenitno-raketnyj kompleks S-400 « Triumf » [Le système des missiles antiaériens S-400 « Triumf »] ». In : *Raketnaâ tehnika* [En ligne]. Disponible sur : http://rbase.new-factoria.ru/missile/wobb/s400/s400.shtml (consulté le 17 mars 2016)

La Russie cessa donc d'appliquer le *statu quo* négocié avec les Etats-Unis et Israël selon lequel elle évitait de déployer des complexes antiaériens en Syrie et refusait de les vendre à l'Iran.

Face à cette situation, l'OTAN prit la décision le 18 décembre 2015 de renforcer la défense antiaérienne turque, en dépêchant notamment des navires dotés d'une capacité de contrôle antiaérien vers les côtes turques et en mettant en place les patrouilles des « Boeing E-3 Sentry » (AWACS, système de détection aérienne – *nda*) dans l'espace aérien turc. La décision fut également prise de déployer des complexes antiaériens « Patriot » supplémentaires près de la base d'Incirlik, alors que, comme nous l'avons vu ci-dessus, les Américains avaient insisté sur leur retrait du sol turc quelques mois auparavant[691].

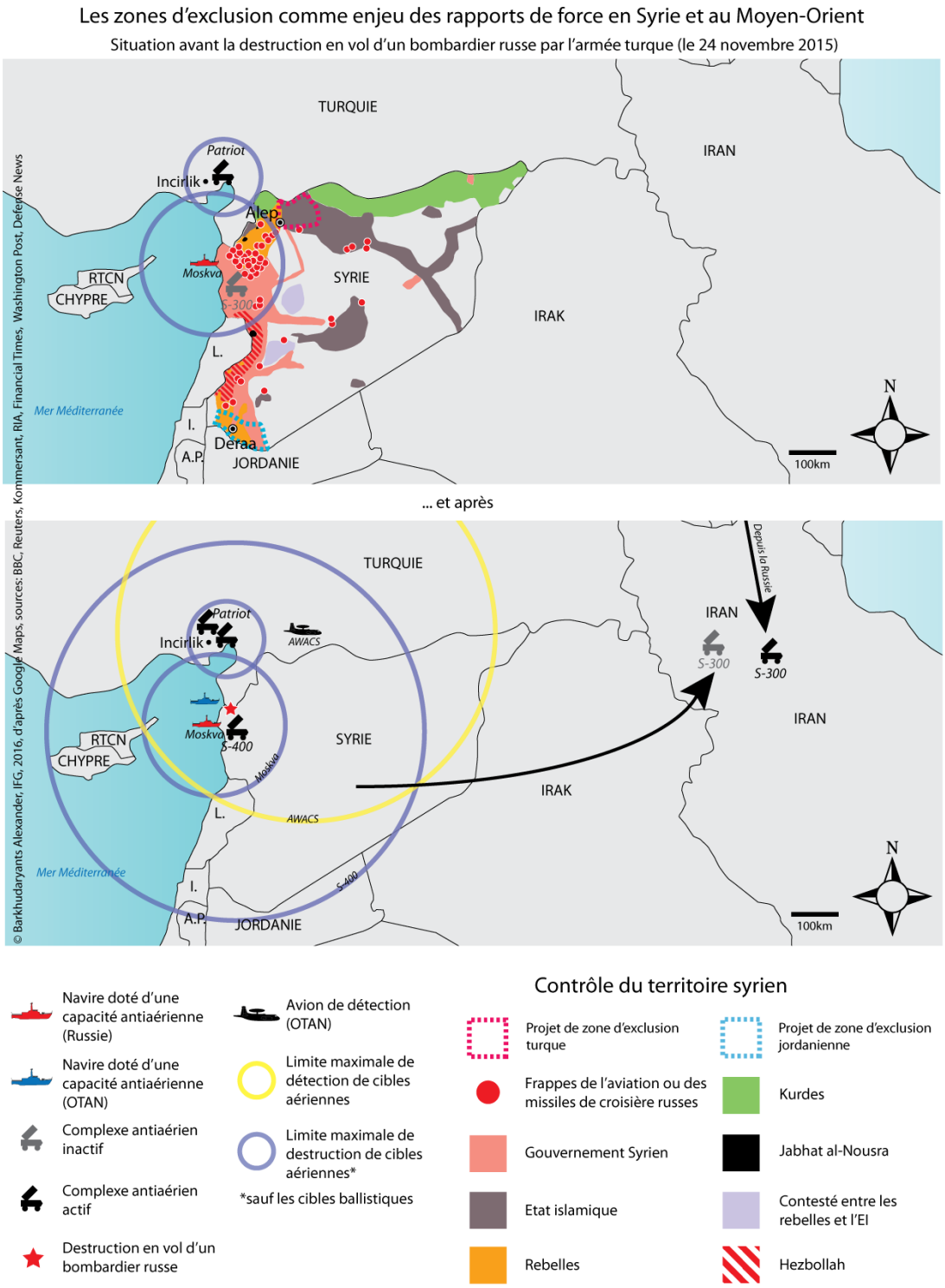
La carte ci-dessous nous permettra de résumer toutes ces évolutions.

---

[690] Safronov I., Tchernenko E. « Raketno-bez″âdernaâ programma [Le programme balistique non-nucléaire] ». *Kommersant"*. 11 octobre 2015. n°206, p. 1.

[691] « Exclusive: NATO agrees Turkey air defense package, seeks "predictability" ». *Reuters* [En ligne]. 18 décembre 2015. Disponible sur : < http://www.reuters.com/article/us-mideast-crisis-turkey-nato-exclusive-idUSKBN0U123520151218 > (consulté le 7 mars 2016)

Carte 18. Les zones d'exclusion comme enjeu des rapports de force en Syrie et au Moyen-Orient



En guise de conclusion, nous voudrions ajouter qu'il est difficile d'apprécier dans quelle mesure l'intervention militaire russe sabota effectivement le projet d'instauration des zones d'exclusion en Syrie. Comme nous l'avons démontré plus

haut, le projet jordanien fut, semble-t-il, suspendu quelques mois avant les premières frappes de l'aviation russe en Syrie. En revanche, l'intention d'Ankara et de Washington d'instaurer une zone d'exclusion dans le nord de la Syrie paraissait effectivement sérieuse à la veille de l'intervention russe. Quoi qu'il en soit, certains médias russes et même occidentaux estimèrent que l'engagement militaire russe mit un terme à ces plans[692].

Image 25. Caricature trouvée sur le site de l'agence de presse russe RIA. L'homme en costume de super-héro brandit une banderole avec l'inscription « zone d'exclusion aérienne »[693]

Notons que les débats sur la nécessité de l'instauration d'une zone d'exclusion en Syrie se poursuivèrent à Washington même après l'inervention militaire russe du 30 septembre 2015. Cette fois-ci, le projet intégrait un objectif supplémentaire à savoir celui de limiter l'ingérence russe[694].

---

692 « FT: Rossiâ narušila plany SŠA sozdat' bespoletnuû zonu nad Siriej [FT: La Russie a saboté le projet des Etats-Unis de création d'une zone d'exclusion aérienne dans le ciel syrien] ». *RIA Novosti* [En ligne]. 5 octobre 2015. Disponible sur : < http://ria.ru/arab_riot/20151005/1296919702.html > (consulté le 27 janvier 2016)

693 *Ibid*

694 Kaplan R. « Obama up against growing support for a no-fly zone in Syria ». *CBS news* [En ligne]. 5 octobre 2015. Disponible sur : < http://www.cbsnews.com/news/obama-up-against-growing-support-for-a-no-fly-zone-in-syria/ > (consulté le 27 janvier 2016)

Le défi logistique de l'intervention militaire russe

Nous nous permettons de commencer cette section par une anecdote qui a circulé sur les réseaux sociaux russes en février 2016. Il s'agit d'une personne qui prend un taxi à Moscou et se rend compte que le conducteur ne suit pas l'itinéraire le plus court ou le plus logique pour arriver au point de destination. Interrogé sur son choix de route, le conducteur explique alors que l'itinéraire habituel est impraticable depuis des mois, car il passe par le ministère de la Défense russe. Or, à cause de l'intervention militaire russe en Syrie toutes les rues adjacentes sont saturées de voitures gouvernementales qui, à grand renfort de gyrophares, font des va-et-vient incessants de façon à permettre aux responsables militaires d'asister aux réunions extraordinaires en urgence. L'idée de cette anecdote consiste donc à laisser entendre que l'intervention russe en Syrie pose des problèmes logistiques jusque dans la ville de Moscou.

Plus sérieusement, nous tâcherons d'analyser ici l'un des plus grands défis de l'intervention militaire russe en Syrie, à savoir le rallongement extrême des circuits logistiques. Cette question nous parait intéressante pour deux raisons :

- Elle permet de mieux comprendre l'ampleur et les objectifs de l'intervention russe ;
- Elle est révélatrice des relations que Moscou entretient avec les différents acteurs du Proche et Moyen-Orient.

Nous utilisons le terme de « défi », car selon nous la logistique militaire russe en Syrie ne fut pas chose aisée à assurer du fait des facteurs suivants :

- Depuis la campagne d'Afghanistan (1979-1989), la Russie n'avait procédé à aucune intervention militaire à titre national en dehors de l'espace post-soviétique ;
- Tout au long de l'intervention en Syrie, la logistique a dû être assurée dans un environnement souvent hostile aux actions du Kremlin. Ainsi, certains Etats refusèrent explicitement l'accès à leur espace aérien aux avions de transport russes à destination de la Syrie. D'autres procédèrent à des interceptions épisodiques des navires et des avions acheminant des cargaisons russes en Syrie (*Cf*. Infra) ;

- Pendant très longtemps (depuis l'époque soviétique), le réseau d'intermédiaires logistiques élaboré en Ukraine constituait la pièce maîtresse de la logistique militaire russe (*Cf.* Infra). Or, la crise ukrainienne de 2014 a sinon mis fin aux relations du Kremlin avec ce réseau, ou du moins les a fortement perturbées ;
- Même si la Russie agissait avec l'accord du gouvernement syrien, les responsables militaires ont opté pour une séparation des armées russe et syrienne sur le terrain. Ainsi, aucune structure de commandement intégré ne fut prévue et les représentants de l'Etat syrien furent même interdits d'accès aux sites militaires russes en l'absence d'accord exprès des commandants de ces derniers[695]. Du point de vue de logistique, cela signifiait l'importation depuis la Russie de l'ensemble des équipements et des fournitures, jusqu'à la farine pour les repas[696].

Commençons par nous concentrer sur les problèmes liés au transport maritime. En janvier 2012, les autorités chypriotes arraisonnèrent le navire « Chariot » qui transportait des armes et des munitions russes en Syrie. Ce navire, battant pavillon de Saint-Vincent-et-les-Grenadines, avait été affrété par une entreprise russe « Westberd Ltd ». Malgré l'interdiction de l'Union européenne de transférer des armes à la Syrie, Nicosie décida de laisser le navire continuer son chemin, à condition qu'il modifie son itinéraire et rejoigne la Turquie. Néanmoins, « Chariot » finit par atteindre Tartous[697] [698]. Comme nous l'avons déjà évoqué cet incident montre que, malgré les relations privilégiées qu'entretiennent Moscou et Nicosie, Chypre est susceptible de céder aux obligations qui lui incombent en vertu de son adhésion à l'Union européenne et *in fine* de perturber le circuit logistique russe.

---

[695] Zgirovskaïa E., Vachenko V., Kotliar P. « "Besplatno" i "navsegda" ["Gratuitement" et "à jamais"] ». *Gazeta.ru* [En ligne]. 15 janvier 2016. Disponible sur : < http://www.gazeta.ru/army/2016/01/15/8022707.shtml > (consulté le 20 mars 2016)

[696] « Russian airbase in Syria : RT checks out everyday life at Latakia airfield ». *Russia Today* [En ligne]. 3 octobre 2015. Disponible sur: https://www.rt.com/news/317528-latakia-russian-khmeimim-airbase/ (consulté le 18 mars 2016)

[697] « Kipr podtverždaet zaderžanie sudna iz Rossii s gruzom dlâ Sirii [Chypre confirme l'arrêt d'un cargo en provenance de Russie avec une cargaison pour la Syrie] ». *RIA Novosti* [En ligne]. 11 janvier 2012. Disponible sur : < http://ria.ru/arab_sy/20120111/536992302.html > (consulté le 11 mars 2016)

[698] « SŠA hotât znat′ kakoj gruz vezlo v Siriû sudno Chariot [Les Etats-Unis veulent savoir quelle cargaison le navire Chariot transportait en Syrie]». *BBC russian* [En ligne]. 13 janvier 2012. Disponible sur : http://www.bbc.com/russian/international/2012/01/120111_us_russia_cyprus_ship.shtml (consulté le 18 mars 2016)

Un autre incident similaire se produisit avec le navire de transport « Alaed » qui acheminait des hélicoptères et des missiles russes à destination de la Syrie et fut intercepté dans les eaux écossaises par la marine de guerre britannique en juillet 2012[699].

Après ces deux incidents, les responsables russes changèrent de tactique en recourant désormais à des navires militaires pour transporter leurs cargaisons sensibles vers la Syrie. Le calcul était simple et reposait sur le raisonnement suivant : en effet, à la différence des navires civils, les navires appartenant à la marine de guerre d'un Etat jouissent d'une immunité en vertu du droit international de la mer. Ce régime implique l'immunité à l'égard des actes d'arrêt et d'inspection de la cargaison par un Etat tiers[700]. Ainsi, les Russes continuèrent leurs livraisons à l'aide des navires de guerre les plus adaptés, à savoir les bâtiments de débarquement. Pour optimiser l'efficacité du transport, les militaires russes allèrent jusqu'à acquérir des navires de transport classiques pour les inscrire dans leur marine de guerre en tant que « bâtiments auxiliaires ». Cette tactique prit le nom d'« express syrien » dans la presse russe[701].

L'Ukraine est quant à elle un cas à part. En effet, avant la crise ukrainienne, il existait un réseau performant d'intermédiaires facilitant l'exportation des équipements militaires russes à l'étranger. Ce réseau, dénommé « Odessa Network » par les chercheurs du C4ADS[702] qui lui ont consacré un rapport portant le même nom, était concentré dans les régions d'Odessa et Nikolaev. Le « réseau Odessa » était essentiellement composé d'oligarques-armateurs ukrainiens liés au Kremlin. Or, le problème était de savoir ce qu'étaient devenus ces acteurs pris dans des systèmes complexes d'allégeances, après le changement de pouvoir en Ukraine et la démission de Viktor Ianoukovitch en février 2014. De même, après les événements de

---

[699] « Rossijskoe sudno s vertoletami dlâ Sirii ostanovili v Šotlandii [Un navire russe avec à son bord des hélicoptères pour la Syrie a été arrêté en Ecosse] ». *Lenta.ru* [En ligne]. 19 juin 2012. Disponible sur : < http://lenta.ru/news/2012/06/19/helicopters/ > (consulté le 11 mars 2016)

[700] *Cf.* les textes juridiques concernés, notamment la Convention des Nations Unies sur le droit de la mer dite de Montego bay (1982).

[701] « VMF Rossii zadejstvoval kuplennye v Turcii suhogruzy dlâ "Sirijskogo èkspressa" [La marine de guerre russe a employé les navires cargo achetés à la Turquie pour "l'express syrien"] ». *Lenta.ru* [En ligne]. 15 octobre 2015. Disponible sur : < http://lenta.ru/news/2015/10/15/cargo/ > (consulté le 18 mars 2016)

[702] Centre de recherche basé à Washington.

« Maïdan » qui dégradèrent considérablement les relations entre la Russie et l'Ukraine, il devint plus difficile pour le Kremlin de recourir à ce réseau.

Le port d'Oktyabrsk, situé dans la région de Nikolaev, constitue un véritable point névralgique du réseau Odessa. Construit par l'URSS pour l'exportation d'armes, il possédait des équipements et une infrastructure le reliant directement aux entreprises du complexe militaro-industriel. L'atout de ce port réside dans le fait qu'il n'est pas affecté par les problèmes du gel des eaux et qu'il est plus proche géographiquement des pays du Proche et Moyen-Orient par rapport à Saint-Pétersbourg ou Mourmansk (*Cf.* la carte ci-dessous).

Bien que situé en Ukraine, le port d'Oktyabrsk était sous l'emprise du Kremlin, du moins avant la crise ukrainienne. En effet, c'est Andreï Yegorov, un ancien marin russe aujourd'hui de nationalité ukrainienne qui est le gérant du port. Celui-ci travaille apparemment sous les ordres de Vadim Novinski, un oligarque russe naturalisé ukrainien en 2012 et propriétaire du port[703]. Malgré leurs liens avec la Russie, Yegorov et Novinski conservèrent le contrôle du port après le changement de régime en Ukraine[704] [705] [706] [707]. En l'état actuel, il est toutefois difficile de savoir si la Russie continue à utiliser ce port autrefois stratégique pour acheminer des armes notamment vers la Syrie. Toujours est-il qu'outre les ports de Saint-Pétersbourg et de Mourmansk (pour ne citer que ceux-ci), la Russie dispose des facilités portuaires à

---

[703] Wallace T., Mesko F. *The Odessa Network. Mapping Facilitators of Russian and Ukrainian Arms Transfers. c4ads* [En ligne]. 2013. Disponible sur : < http://www.globalinitiative.net/download/arms-trafficking/arms(2)/C4ads%20-%20The%20Odessa%20Network%20Mapping%20facilitators%20of%20Russian%20and%20Ukrania n%20Arms%20Transfers%20-%20Sept%202013.pdf >

[704] Golovnev S. « Oppozicionnyj blok: šlûpka Titanika doplyla do Rady [Le Bloc d'opposition: le canot de sauvetage de Titanic a atteint la Rada] ». *Insider* [En ligne]. 27 octobre 2014. Disponible sur : < http://www.theinsider.ua/rus/politics/544d9da2dc02d/ > (consulté le 5 octobre 2015)

[705] « Počemu SBU do sih por ne "prinâla" Al′perina? [Pourquoi le SBU n'a toujours pas arrêté Alperin?] ». *ORD* [En ligne]. 5 juin 2015. Disponible sur : < https://ord-ua.com/2015/05/05/pochemu-sbu-do-sih-por-ne-prinyala-alperina/?lpage=1 > (consulté le 11 octobre 2015)

[706] Viaznikova A. « Mer Izmaila Abramčenko, podderžavšij Tigipko i Partiû Regionov, nameren ballotirovat′sâ ot Porošenko [Abramtchenko, maire d'Izmail ayant soutenu Tiguipko et le Parti des Régions, compte être candidat du parti de Porochenko aux élections] ». *Prestupnosti net* [En ligne]. 30 juillet 2015. Disponible sur : < https://news.pn/ru/politics/139677 > (consulté le 5 octobre 2015)

[707]« V Odesse na rukovodâŝie dolžnosti v tamožne naznačaût lûdej Vadima Al′perina, podozrevaemogo v organizacii kontrabandy [A Odessa, les gens de Vadim Alperin soupçonné d'organisation de la contrebande, sont affectés aux postes clés dans la douane] ». *Politrada* [En ligne]. 28 juillet 2015. Disponible sur : < http://politrada.com/news/v-odesse-na-rukovodyashchie-dolzhnosti-v-tamozhne-naznachayut-lyudey-vadima-alperina-podozrevaemogo-/ > (consulté le 11 octobre 2015)

Novorossiisk en mer Noire, permettant de prendre le relais d'Oktyabrsk pour livrer des cargaisons en Syrie[708].

***

Quant au transport aérien, il demeura selon toute vraisemblance le réseau logistique le plus opérationnel et fiable pendant la campagne syrienne. Début septembre 2015, c'est-à-dire à la veille de l'intervention militaire russe en Syrie, la Bulgarie et la Grèce interdirent l'accès à leur espace aérien à des avions russes qui transportaient, selon la Russie, de l'aide humanitaire à destination de la Syrie. Cette décision signifiait de fait que le circuit logistique aérien russe devrait se passer de l'accès à ces deux pays, et fut interprétée par les responsables ruses comme la conséquence de pressions américaines[709].

Les problèmes liés au transit des équipements militaires russes par l'Ukraine ne se résument pas quant à eux au statut ambigu du « réseau Odessa » dans le contexte des protestations puis des combats dans le pays (*Cf.* Supra). En effet, en raison du conflit militaire opposant l'Ukraine à la Russie, les deux pays se sont interdits l'accès à leur espace aérien respectif en octobre 2015[710].

Par ailleurs, comme nous avons déjà fait allusion, les incidents furent nombreux entre la Russie et la Turquie dans l'espace aérien. Cette dernière força tout d'abord l'atterrissage d'un avion d'une compagnie aérienne syrienne le 10 octobre 2012 qui effectuait un vol Moscou-Damas, suspectant celui-ci de transporter des armes russes à destination de la Syrie. La destruction d'un bombardier russe par l'aviation turque en novembre 2015, invoquant la violation de son espace aérien, obligea par la suite la Russie à ne plus survoler son territoire.

---

[708] Saul J., Tsvetkova M. « Russia supplies Syria mission with old cargo ships bought from Turkey ». *Reuters* [En ligne]. 15 décembre 2015. Disponible sur : < http://www.reuters.com/article/us-russia-syria-ships-idUSKBN0TY2BG20151215> (consulté le 9 juillet 2015)

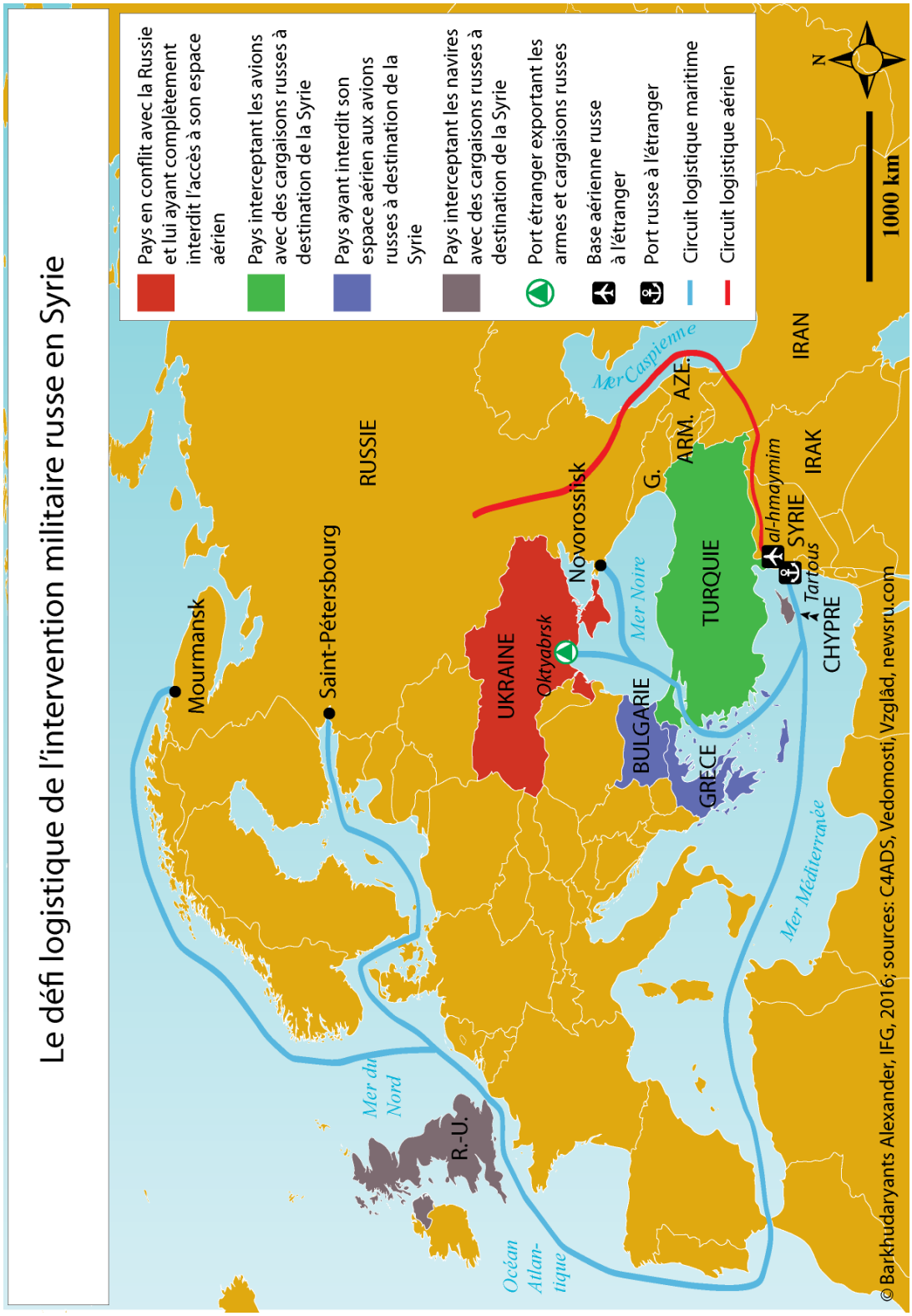
[709] Reztchikov A. « Bolgariâ snova demonstriruet slabost′ pered SŠA [La Bulgarie fait de nouveau preuve de faiblesse devant les Etats-unis] ». *Vzglâd* [En ligne]. 8 septembre 2015. Disponible sur : < http://www.vz.ru/politics/2015/9/8/436628.print.html > (consulté le 27 février 2016)

[710] « Ukraina zakryla vozdušnoe prostranstvo dlâ vseh rossijskih aviakompanij iz-za otvetnyh mer Moskvy [L'Ukraine a fermé son espace aérien à toutes les compagnies aériennes russes suite à des mesures de rétorsion de Moscou] ». *Newsru.com* [En ligne]. 12 octobre 2015. Disponible sur : < http://www.newsru.com/world/12oct2015/noflightsukr.html > (consulté le 27 février 2016)

Dans ce contexte, les responsables russes déclarèrent que la liaison aérienne avec la Syrie s'effectuerait en passant par l'Iran et l'Irak[711].

[711] « Rossiâ aktivizirovala postavki v Siriû oružiâ i boepripasov [La Russie a intensifié la livraison d'armes et de munitions à la Syrie] ». *Vedomosti* [En ligne]. 9 septembre 2015. Disponible sur : < http://www.vedomosti.ru/politics/articles/2015/09/09/608073-rossiya-aktivizirovala-postavki-siriyu-oruzhiya-boepripasov > (consulté le 27 février 2016)

Carte 19. Le défi logistique de l'intervention militaire russe en Syrie



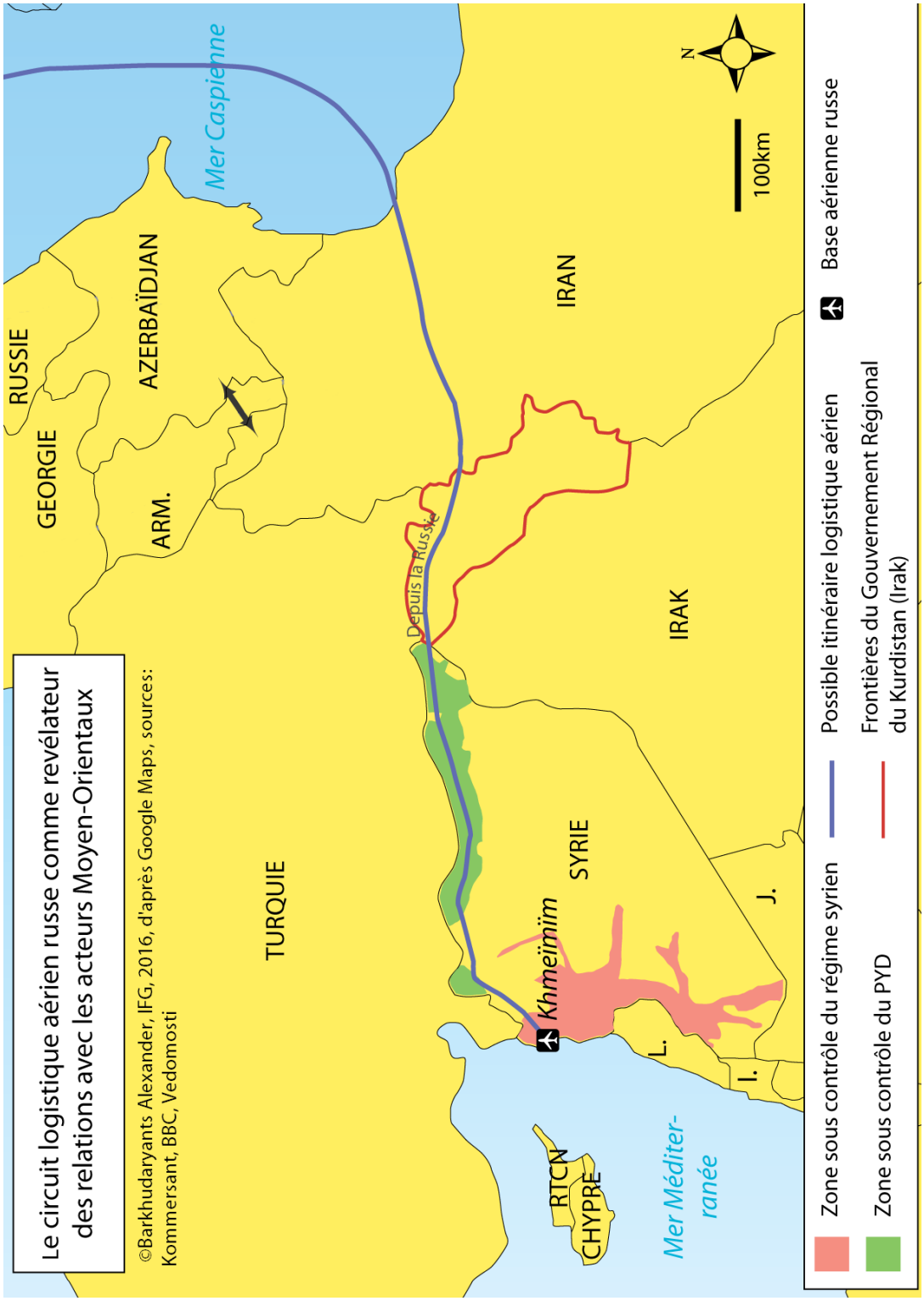
Ces déclarations n'ayant jamais donné davantage de détails sur l'itinéraire précisément emprunté, nous proposons une carte illustrant le circuit le plus probable

compte tenu des relations que la Russie entretenait à ce moment avec les différents acteurs de la région.

Selon notre hypothèse, les avions russes assurant la liaison logistique avec la Syrie durant l'intervention militaire survolaient le territoire de l'Iran, du Gouvernement régional du Kurdistan irakien et celui contrôlé par le PYD en Syrie, avant de rejoindre le littoral de Lattaquié tenu par le gouvernement syrien. Ce circuit paraît tout à fait cohérent au vu des bonnes relations que le Kremlin entretient avec les Kurdes syriens et irakiens, étudiées plus haut (*Cf.* paragraphe « La carte kurde. Les relations avec le PYD »).

En ce qui concerne la Ciscaucasie, en l'absence d'information sur le circuit exact, il est peu probable que les avions militaires russes aient survolé la Géorgie (les deux pays n'étant pas en bons termes, surtout depuis la guerre de 2008). Nous n'avons pas non plu trouvé d'indices permettant d'affirmer le survol de l'Azerbaïdjan par les forces aériennes russes.

Carte 20. Le circuit logistique aérien russe comme révélateur des relations avec les acteurs Moyen-Orientaux



Enfin, le coût de l'opération militaire russe est aussi un détail qui mérite d'être éclairé. Le 28 octobre 2015, des experts du site russe spécialisé dans l'économie *RBK* publièrent un article essayant justement de le calculer. Selon leurs estimations,

Moscou dépensa à cet effet au minimum 2,5 millions d'euros par jour[712]. Il est intéressant de noter que leurs prévisions se sont avérées correctes puisque Vladimir Poutine déclara en mars 2016 que l'engagement militaire russe en Syrie coûta 33 milliards de roubles[713] (427 millions d'euros[714]), soit 2,55 millions d'euros par jour .

Ce n'est pourtant pas la somme totale des dépenses qui nous intéresse, mais plutôt leur structure. Ainsi, toujours selon les estimations des experts évoquées ci-dessus, la liaison aérienne entre la Russie et la Syrie en vue d'assurer la logistique militaire constitua le deuxième poste de dépenses après la sortie des avions de combats.

Tableau 5. La structure des dépenses hebdomadaires militaires russes pour l'intervention en Syrie selon RBK

	Sorties des avions de combat	Liaison logistique aérienne	Primes pour le personnel engagé	Liaison logistique maritime	Repas du contingent engagé
Coût (roubles)	1022 millions	32,9 millions	13,3 millions	8,75 millions	7 millions
Coût (euros)	13,2 millions	426165 euros	172279 euros	113341 euros	90673 euros

Ce recours intense aux liaisons aériennes peut être interprété comme la conséquence des difficultés géopolitiques que les Russes ont connues en matière de liaisons maritimes telles que décrites ci-dessus.

Ainsi, cette analyse du défi logistique nous amène aux conclusions suivantes :

- Le facteur géopolitique impliquant le refus d'accès ou de transit dans certains espaces maritimes ou aériens alourdit considérablement le coût de l'intervention militaire russe ;

[712] Solopov M., Artemiev A. « Rassledovanie RBK: skol'ko tratit Rossiâ na vojnu v Sirii [L'enquête de RBK: combien la Russie dépense pour la guerre en Syrie] ». *RBK* [En ligne]. 28 octobre 2015. Disponible sur : < http://www.rbc.ru/investigation/politics/28/10/2015/562f9e119a79471d5d7c64e7 > (consulté le 18 mars 2016)

[713] « Putin rasskazal, čto operaciâ v Sirii obošlas' Rossii primerno v 33 mlrd rublej [Poutine a déclaré que l'opération en Syrie a couté quelque 33 milliards de roubles à la Russie] ». *TASS* [En ligne]. 17 mars 2015. Disponible sur : < http://tass.ru/politika/2747726 > (consulté le 20 mars 2016)

[714] Si l'on estime le cours de l'euro à 77,20 roubles (cours du mars 2016)

- A son tour, ce coût prédétermine une durée limitée dans le temps pour cette intervention, compte tenu surtout de la crise de l'économie russe qui l'a accompagnée. C'est probablement pour cette raison que Vladimir Poutine a annoncé le retrait partiel des troupes russes de Syrie le 14 mars 2016 ;
- Par conséquent, on peut supposer que cette intervention n'a pas visé l'éradication complète de l'Etat islamique ou d'autres groupes d'opposition et encore moins la reconquête de la totalité du territoire syrien par le régime de Bachar al-Assad. En revanche, c'est très probablement la poursuite d'objectifs tactiques qui fut prioritaire. On pense notamment à la prévention de l'instauration des zones d'exclusion turque ou jordanienne en Syrie ou à la reconstitution d'une continuité entre différents territoires sous contrôle du régime (notamment entre le littoral de Lattaquié et la région de Damas) voire peut-être la jonction des forces du régime et celles du PYD au nord de la Syrie.

La politisation de l'aide humanitaire russe au Proche-Orient

L'approche russe de la situation humanitaire au Proche-Orient a fait l'objet d'une évolution constante entre 2009 et 2015. Ainsi nous proposons de distinguer trois étapes :

- D'abord, la période précédant la polémique sur les « corridors humanitaires » en Syrie (novembre 2011, *Cf.* Infra) pendant laquelle l'aide humanitaire russe était distribuée prioritairement au Liban et à l'Autorité palestinienne ;
- La période d'opposition russe aux projets humanitaires occidentaux en Syrie, de novembre 2011 jusqu'à septembre 2015 ;
- Enfin, celle qui débuta en septembre 2015, lorsque la Russie eut recours à l'argument humanitaire afin de faciliter son intervention militaire en Syrie.

En ce qui concerne la première période, l'aide humanitaire russe à destination de l'Autorité palestinienne s'effectuait par le biais des agences spécialisées de l'ONU[715] ou par livraison directe de cargaisons humanitaires, la Jordanie servant de « hub »

[715] Comme le programme alimentaire mondial, le HCR ou le Fonds des Nations Unies pour l'enfance. Source : Financial Tracking Service.

pour les avions russes[716]. L'aide octroyée au Liban se composait quant à elle d'actions *ad-hoc* et d'une aide technique. Ainsi, en juin 2011 le ministère russe des Situations d'urgence mena à bien un projet d'assistance au Liban dans le domaine du déminage[717].

La présidence russe du G8 en 2006 et le conflit libano-israélien qui eut lieu cette même année permirent à la Russie de s'imposer en tant qu'acteur humanitaire au Proche-Orient. Ainsi, la Russie envoya au Liban de l'aide humanitaire et un bataillon du génie pour la reconstruction de l'infrastructure civile[718].

La deuxième période que nous avons distinguée débuta à la fin de l'année 2011. Plusieurs développements sur le terrain en Syrie, ainsi que les déclarations d'Alain Juppé (alors ministre des Affaires étrangères français) laissaient penser qu'une intervention militaire occidentale en Syrie pouvait avoir lieu, scénario que la Russie voulait éviter.

Fin novembre 2011, le Conseil national syrien se déclarait de plus en plus favorable à cette option. Le 24 novembre, le colonel Riyad al-Asaad, chef de l'Armée syrienne libre, demanda à la communauté internationale l'instauration d'une zone d'interdiction de survol, ainsi que des frappes sur des objectifs du régime syrien[719].

C'est dans ce contexte qu'Alain Juppé proposa la mise en place de « corridors humanitaires » en Syrie, proposition qui laissait cependant planer une certaine ambiguité . Citons ici un extrait d'une interview qu'il donna à *France Inter* le 24 novembre 2011 :

> *«- Le monde est en train de tanguer. Vous êtes aux avant-postes de ces révolutions. D'abord la Syrie : face à l'ampleur de la*

---

[716] « MČS dostavilo v Iordaniû 26 tonn gumanitarnogo gruza dlâ Palestiny [Le ministère des Situations d'urgence a livré 26 tonnes de cargaisons humanitaires en Jordanie pour la Palestine] ». *Rossïskaïa gazeta* [En ligne]. 26 novembre 2014. Disponible sur : < https://rg.ru/2014/11/26/gruz-anons.html > (consulté le 19 août 2016)

[717] « Rossijsko-livanskie otnošeniâ [Les relations russo-libanaises] ». *Ministerstvo inostrannyh del Rossijskoj Federacii* [En ligne]. 28 mai 2014. Disponible sur : < http://archive.mid.ru//bdomp/ns-rasia.nsf/1083b7937ae580ae432569e7004199c2/4e1275dd8893c31e43256dcd0030fc71!OpenDocument > (consulté le 17 août 2016)

[718] *Ibid.*

[719] Weiss M. « Une intervention étrangère, pourquoi pas ? ». *Courrier international* [En ligne]. 11 janvier 2012. Disponible sur : < http://www.courrierinternational.com/article/2012/01/12/une-intervention-etrangere-pourquoi-pas > (consulté le 19 août 2016)

répression, la France, vous venez d'évoquer la possibilité de corridors humanitaires. Pourquoi ? Comment ? Et avec qui, Alain Juppé ?

- Cela veut dire, comme nous l'avons fait d'ailleurs en Libye, des couloirs dans lesquels les organisations humanitaires - la Croix Rouge par exemple - peuvent faire parvenir des produits médicaux.

Cela suppose deux configurations possibles. La première, c'est que la communauté internationale, les Nations unies et la Ligue arabe puissent obtenir du régime qu'il autorise ces corridors humanitaires, comme cela s'est fait ailleurs. Si ce n'était pas le cas, il faudrait envisager d'autres solutions ».

- D'autres solutions ? De type militaire alors ?

- Il est possible de protéger des convois humanitaires mais nous n'en sommes pas là.

- Les protéger militairement ?

- Bien sûr, par des observateurs internationaux comme cela s'est fait en Libye. […]. J'ai vu tous les responsables turcs - le président de la République, le Premier ministre, le ministre des Affaires étrangères - et il n'a jamais été question d'option militaire en Syrie.

- Pas d'option militaire mais d'éventuels moyens militaires qui seraient sous pavillon international, sous pavillon de l'ONU, soit avec une action de force…

- Pour nous, naturellement, il n'y a pas d'intervention possible, fût-elle humanitaire, sans un mandat international »[720].

[720] « Alain Juppé sur la viabilité de « corridors humanitaires » en Syrie ». *France in the United Kingdom - La France au Royaume-Uni* [En ligne]. 28 novembre 2011. Disponible sur : < http://www.ambafrance-uk.org/Alain-Juppe-sur-la-viabilite-de > (consulté le 19 août 2016)

La réponse russe à ces propos ne se fit pas atteindre. Le 25 novembre, soit le lendemain, le représentant officiel du ministère des Affaires étrangères russe déclara lors d'une conférence de presse :

> *« En ce qui concerne les « corridors humanitaires », on est au courant de l'information à ce sujet. Nous savons que c'est une initiative française soutenue par les Etats-Unis […]. Je voudrais encore une fois souligner que la position russe est qu'à ce stade il ne doit pas y avoir de résolutions, sanctions et pressions, mais un dialogue intra-syrien, qui doit servir de base pour le règlement politique et la recherche de la réconciliation nationale »*[721].

La critique des « corridors humanitaires » devint à partir de cette date un leitmotiv du discours de la politique étrangère russe. Elle fut également propagée par *Russia Today*[722]. La crainte russe d'assister à une intervention étrangère en Syrie se renforça davantage lorsque, le 27 novembre 2011 soit quelques jours seulement après les déclarations d'Alain Juppé, la Ligue arabe adopta un série de sanctions contre Damas[723].

C'est sans doute ces développements qui poussèrent les Russes à proposer une alternative aux projets humanitaires occidentaux, notamment en envoyant de l'aide humanitaire en Syrie à partir de 2012. Celle-ci s'effectua au niveau étatique et associatif par l'intermédiaire d'ONG proches du Kremlin : « La Société impériale orthodoxe de Palestine », « La Fraternité guerrière »[724], « Le Comité russe de

---

[721] « Brifing oficial′nogo predstavitelâ MID Rossii A.K.Lukaševiča, 25 noâbrâ 2011 goda [La conférence de presse d'A.K. Loukachevitch, représentant officiel du MAE de Russie, le 25 novembre 2011] ». *Ministerstvo inostrannyh del Rossijskoj Federacii* [En ligne]. 25 novembre 2011. Disponible sur : < http://www.mid.ru/web/guest/foreign_policy/news/-/asset_publisher/cKNonkJE02Bw/content/id/796836 > (consulté le 18 août 2016)

[722] *Cf.* « Humanitarian corridors in Syria: Way out of crisis or way in for invaders? ». *Russia Today* [En ligne]. 19 février 2012. Disponible sur : < https://www.rt.com/news/syria-humanitarian-corridors-intervention-669/ > (consulté le 17 août 2016)

[723] Macfarquhar N., Bakri N. « Arab League Approves Syrian Sanctions ». *The New York Times* [En ligne]. 27 novembre 2011. Disponible sur : < http://www.nytimes.com/2011/11/28/world/middleeast/arab-league-prepares-to-vote-on-syrian-sanctions.html > (consulté le 19 août 2016)

[724] Une association de vétérans de guerre dirigée par Boris Gromov, ex-gouverneur de l'oblast de Moscou.

solidarité avec les peuples de la Lybie et de la Syrie »[725] et « Le Fonds d'André Protoklite »[726] [727]. Sur le terrain en Syrie, les Russes instaurèrent une coopération avec le Comité International de la Croix Rouge (CICR), auquel Moscou octroya une aide financière de 3 millions de dollars en 2013 et 2014. Ce choix peut s'expliquer par le fait que le CICR accepte de coordonner ses actions avec le gouvernement syrien et demeure neutre[728].

Outre la Syrie, l'aide humanitaire russe fut également acheminée au Liban et à la Jordanie, deux pays accueillant des réfugiés syriens[729]. Pour Moscou, le Liban joua un rôle de premier ordre dans le dispositif russe d'aide humanitaire à la Syrie. A titre d'exemple, le Kremlin envoya des centaines de tonnes d'aide humanitaire au Liban, débloqua des fonds pour le gouvernement libanais et le Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiées (HCR). La Russie rejoignit également le « Groupe de soutien international pour le maintien de la stabilité au Liban » instauré en septembre 2013 suite à l'appel du président libanais Michel Sleiman à l'ONU [730]. Ce groupe, incluant l'ONU, l'Union européenne, la Ligue arabe, et les cinq membres permanents du Conseil de sécurité[731], exprimait ainsi son soutien à la déclaration de Baabda comme principe de base.

---

[725] ONG composée d'ambassadeurs et députés russes, cherchant à empêcher l'intervention militaire en Libye et en Syrie, ainsi qu'à dénoncer « les crimes de guerre de l'OTAN ». Pour plus d'information *Cf.* le blog du Comité sur <http://komitet-libya.livejournal.com/>

[726] ONG religieuse dirigée par Vladimir Yakounine, PDG du « RJD » (Les chemins de fer russes).

[727] « Brifing oficial′nogo predstavitelâ MID Rossii M.V.Zaharovoj, Moskva, 21 ânvarâ 2016 goda [La conférence de presse de M.V. Zakharova, représentante officielle du MAE russe, Moscou, 21 janvier 2016] ». *Ministerstvo inostrannyh del Rossijskoj Federacii* [En ligne]. 21 janvier 2016. Disponible sur : < http://www.mid.ru/web/guest/foreign_policy/news/-/asset_publisher/cKNonkJE02Bw/content/id/2015910 > (consulté le 19 août 2016)

[728] « Dominik Štilhart: MKKK osuŝestvlâet v Sirii svoû samuû samuû bol′šuû gumanitarnuû operaciû [Dominique Stillhart: le CICR mène en Syrie sa plus grande opération humanitaire] ». *Interfax* [En ligne]. 2 novembre 2015. Disponible sur : < http://www.interfax.ru/interview/476972 > (consulté le 19 août 2016)

[729] *Ibid.*

[730] « Lebanese President appeals for support to assist hundreds of thousands of Syrian refugees ». *UN News Service Section* [En ligne]. 24 septembre 2013. Disponible sur : < http://www.un.org/apps/news/story.asp?NewsID=45987&Cr=general+debate&Cr1=#.V7WRe_mLSM9 > (consulté le 18 août 2016)

[731] « International Support Group To Maintain Stability in Lebanon ». *Al-Monitor* [En ligne]. 30 septembre 2013. Disponible sur : < http://www.al-monitor.com/pulse/originals/2013/09/international-group-lebanon-un-war-stability.html > (consulté le 18 août 2016)

Signée le 11 juin 2012 à l'initiative du Président de la République Michel Sleiman, la déclaration de Baabda consacrait la politique de dissociation du Liban vis-à-vis de la crise syrienne[732].

Parallèlement, la Russie plaidait au Conseil de sécurité de l'ONU pour la création d'un mécanisme de contrôle des convois humanitaires à destination de la Syrie, dénonçant le fait qu'ils servaient de couverture à la livraison d'armes aux combattants de l'Etat Islamique, Jabhat al-Nousra et autres groupes extrémistes[733].

Pendant cette deuxième période, la stratégie russe consistait donc à s'opposer aux projets humanitaires occidentaux qui, selon Moscou, étaient susceptibles de déboucher sur une intervention militaire en Syrie sur le modèle de la récente intervention occidentale en Libye. L'acheminement de l'aide humanitaire russe à la Syrie et aux pays voisins constituait donc une alternative à celle des Occidentaux. Le soutien au Liban, pays ayant proclamé sa non-ingérence dans la crise syrienne, en découlait logiquement.

La troisième période vit, quant à elle, le recours à l'argument humanitaire par la Russie dans le contexte de sa campagne syrienne. On peut considérer que cette période débuta en septembre 2015, lorsque les liaisons aériennes entre la Russie et la Syrie s'intensifièrent à la veille de l'intervention.

Ainsi, la fermeture de l'espace aérien de certains pays européens (évoquée au chapitre précédent) pour les avions de transport russes se dirigeant vers la Syrie en septembre 2015 fut décriée par Moscou comme faisant obstacle au droit de fournir une aide humanitaire à la population syrienne[734]. Il est intéressant de noter que la

---

[732] *Identical letters dated 13 June 2012 from the Chargé d'affaires a.i. of the Permanent Mission of Lebanon to the United Nations addressed to the Secretary-General and the President of the Security Council. Nations Unies* [En ligne]. 21 juin 2012. Disponible sur : < http://www.securitycouncilreport.org/atf/cf/%7B65BFCF9B-6D27-4E9C-8CD3-CF6E4FF96FF9%7D/Lebanon%20S%202012%20477.pdf >

[733] « Unanimously Adopting Resolution 2258 (2015), Security Council Renews Authorization for Passage of Humanitarian Aid into Syria ». *Nations Unies* [En ligne]. 22 décembre 2015. Disponible sur : < http://www.un.org/press/en/2015/sc12179.doc.htm > (consulté le 19 août 2016)

[734] « Bolgariâ zapretila polety samoletam s gumanitarnoj pomoŝ′û Sirii s 1 po 24 sentâbrâ [La Bulgarie a interdit les vols des avions acheminant l'aide humanitaire en Syrie du 1er au 24 septembre] ». *TASS* [En ligne]. 8 septembre 2015. Disponible sur : < http://tass.ru/mezhdunarodnaya-panorama/2245341 > (consulté le 17 août 2016)

Bulgarie justifia sa décision (d'interdire l'accès à son espace aérien) par les doutes qu'elle avait quant à la nature des cargaisons transportées[735].

En 2016, poussant la logique à son terme, les armées russe et syrienne commencèrent à organiser le siège de villes rebelles en Syrie tout en prétendant mener dans le même temps des « opérations humanitaires » visant à évacuer et préserver la population civile avant une offensive décisive visant à éradiquer toute résistance[736].

En guise de synthèse, il nous semble pertinent de souligner les points suivants :

- Remarquons avant tout qu'en matière humanitaire la Russie fit preuve (au moins durant la première phase) d'un attachement aux différentes structures de l'ONU, ce qui correspond à sa vision d'un monde multipolaire et au rejet des actions unilatérales dont elle accuse les Occidentaux ;
- La Russie a témoigné un intérêt tout particulier au Liban et la Jordanie qui jouèrent de ce fait un rôle de premier ordre dans les différentes démarches humanitaires russes avant l'intervention en Syrie. En ce qui concerne le Liban, ce pays a permis à la Russie de démontrer qu'elle était un acteur humanitaire important dans la région depuis 2006, tout en contentant le Kremlin grâce à sa politique de dissociation vis-à-vis de la crise syrienne. La Jordanie quant à elle semble être un partenaire privilégié de Moscou avant tout en tant que « hub » logistique ;
- L'intervention militaire russe de septembre 2015 représenta une rupture en intégrant la distribution de l'aide humanitaire au dispositif tactique russe. Cela aurait notamment permis au Kremlin de déployer les équipements et le personnel militaires sur le terrain avant même l'annonce officielle de la campagne syrienne. En ce sens, il est utile de remarquer que pendant toutes les périodes que nous avons distinguées, les Russes ont toujours eu recours à une aide humanitaire en nature, c'est-à-dire la livraison de la nourriture, des équipements et des vêtements par des vols spécialement affrétés. Du point de vue stratégique, ce mode opératoire offre la possibilité de transporter des volumes importants difficilement contrôlables par les pays de transit. Ainsi,

[735] *Ibid.*

[736] « Gumanitarnaâ operaciâ v Sirii: Aleppo pered šturmom [L'opération humanitaire en Syrie: Alep avant l'assaut] ». *RIA Novosti* [En ligne]. 3 août 2016. Disponible sur : < http://ria.ru/analytics/20160801/1473350659.html > (consulté le 19 août 2016)

la controverse autour de la fermeture de l'espace aérien de certains pays européens aux avions russes acheminant officiellement de l'aide humanitaire en Syrie rappelle celle autour des convois humanitaires russes, soupçonnés de transporter des combattants et du matériel de guerre aux séparatistes du Donbass lors de la crise ukrainienne de 2014[737].

2009-2015 : le retour diplomatique et militaire de la Russie au Proche-Orient

Dans cette partie, nous avons vu que le soutien russe à Bachar al-Assad a exacerbé la rivalité qui oppose Moscou aux monarchies du Golfe, à la Turquie et aux Etats-Unis. La position du Kremlin lui a notamment valu une série de crises diplomatiques avec l'Arabie saoudite et le Qatar.

La période 2009-2015 a également été cruciale en ce qui a concerne la présence russe au Proche-Orient, car Moscou s'y imposa militairement avec le concours direct de l'Iran, l'assistance d'Israël en termes d'échanges de renseignements et en partie grâce à Chypre, qui a accepté d'accueillir la marine de guerre russe. Combiné à l'axe diplomatique Moscou-Pékin à l'ONU, et aux relations spéciales avec les Kurdes syriens, le Hezbollah et le Hamas ce large spectre d'acteurs soutenant la politique russe correspond effectivement au modèle du monde multipolaire auquel les Russes aspirent tant.

Dans le Chapitre 10, nous avons avant tout mis en garde contre l'idée reçue selon laquelle la Russie veut sauver le régime de Bachar al-Assad parce qu'elle veut garder sa « base » navale de Tartous. Nous avons tenté de déconstruire cette idée en montrant que la « base » navale de Tartous n'en était pas une à proprement parler et qu'elle n'était pas considérée par les militaires russes (du moins jusqu'au début de la campagne en Syrie) comme ayant une valeur géostratégique significative.

Nous avons également formulé l'hypothèse selon laquelle le Kremlin ne considère pas la sauvegarde du régime syrien comme un objectif en soi. En effet, dès le début du conflit en Syrie, les dirigeants russes ont, malgré leur soutien, immédiatement pris

[737] « Russia sending aid convoy to Ukraine despite Western warnings of "invasion pretext" ». *Reuters* [En ligne]. 11 août 2014. Disponible sur : < http://www.reuters.com/article/us-ukraine-crisis-idUSKBN0GA0C620140811 > (consulté le 19 août 2016)

leurs distances avec lui. Ce soutien russe à Damas n'a pas non plus été inconditionnel puisqu'il impliquait en contrepartie l'engagement, de la part de Bachar al-Assad, à mettre en place une série de réformes. Selon Moscou, celles-ci auraient permis de régler la crise, de sauver l'Etat syrien plutôt que son régime et d'éviter ainsi la reproduction du scénario libyen ou irakien. Il est évident que la Russie a besoin d'un Etat syrien jouant dans la région, à l'instar de l'Iran, le rôle de partenaire et de contrepoids aux intérêts turcs, américains et ceux des monarchies du Golfe. De même il s'agit de maintenir en place au Proche-Orient une sphère politique, culturelle et militaire qui soit une alternative à l'islamisme sunnite.

Au niveau diplomatique, le dossier syrien a clairement permis à la Russie de renforcer son poids au sein du Conseil de sécurité de l'ONU pour affirmer que celle-ci demeure dans la gestion des rapports de force internationaux la seule instance capable de légitimer une intervention étrangère. Par sa pratique systématique de veto des propositions de résolution occidentales, la Russie est finalement parvenue à bloquer toute initiative hostile au régime syrien limitant d'autant la marge de manœuvre diplomatique de la France, de la Grande-Bretagne voire des Etats-Unis jusqu'à sembler les discréditer dans leur rôle traditionnel de puissances régulatrices.

Enfin, la Russie est également le seul pays au sein du Conseil de sécurité à avoir effectivement déployé des forces à la fois terrestres et aériennes en soutien au régime syrien et permettant à celui-ci d'obtenir des succès militaires significatifs et d'inverser le rapport de force sur le terrain en sa faveur comme l'illustre la sécurisation de l'axe Damas-Lattaquié. Il convient de remarquer que cette intervention s'est faite à la demande de l'Etat syrien ce que la Russie n'a pas manqué de souligner pour affirmer son attachement au droit international compris comme respect des principes de souveraineté et de non-ingérence. Sur le terrain, l'évolution des groupes rebelles opposés au régime vers des positions islamistes radicales a par ailleurs contribué à donner le sentiment d'une confirmation *a posteriori* de la cohérence et de la justesse de l'analyse russe de la crise syrienne, tout en discréditant le discours de puissances occidentales incapables d'apporter un soutien logistique ou militaire à des groupes fiables à l'exception des Kurdes syriens également soutenus par Moscou. Cette volonté de restaurer son statut de puissance internationale a sans aucun doute joué un rôle dans la gestion russe de la guerre en Syrie. Au niveau tactique, il nous semble que l'idée d'empêcher la mise en place de zones d'exclusion

turque et jordianienne a constitué un facteur important de l'intervention militaire russe insuffisamment pris en compte. Dans son effort de légitimation habile de sa gestion du dossier syrien, il est intéressant de noter que la dimension humaniatire a progressivement été utilisée tant pour se présenter comme une alternative à l'Occident que pour justifier son intervention militaire dans le pays.

Cependant, l'intervention militaire russe en Syrie déboucha sur un refroidissement important de ses relations avec le Hamas et la destruction en vol du bombardier russe par l'armée turque, a abouti à une crise sans précédent entre Moscou et Ankara. Même si un apaisement semble avoir été trouvé entre les deux pays en 2016, soit en dehors de la période considérée dans le cadre de cette recherche, il convient de noter que cette relation est fragile et n'a pas dissipé les rivalités séculaires ni les divergences de fond dans le dossier syrien. L'affirmation de la puissance russe au Proche-Orient, bien que correspondant à la vision du monde multipolaire, déstabilise donc les partenariats de Moscou dans la région.

Conclusion : Que cherche la Russie au Proche-Orient ?

Au cours de la première partie de notre travail, nous nous sommes posé la question de savoir si la présence russe dans la région pouvait être expliquée par des intérêts économiques. Partant du constat que l'industrie des hydrocarbures est d'une importance cruciale pour l'économie et la puissance russes, nous avons essayé de savoir quelles étaient les perspectives de cette industrie au Proche-Orient, et si l'apparition de projets concurrents étaient susceptibles de l'amener à développer ses activités dans la région. Nous avons conclu que, du point de vue russe, les débouchés n'y étaient pas très importants, surtout en comparaison avec ceux du marché européen. Nous avons dressé le même bilan pour la filière d'exportation des armes et celle de la technologie nucléaire (Chapitre 2). En outre, le caractère dirigiste de l'économie russe, donnant la priorité à la production des biens à forte capitalisation et valeur ajoutée, (comme par exemple les centrales nucléaires ou les armes) limite le cercle des clients aux Etats ayant besoin de ces biens et surtout capables de les acquérir, ce qui n'était pas le cas de la plupart des pays que nous avons étudiés. Le commerce des hydrocarbures, armes et technologies nucléaires russes est ainsi résiduel au Proche-Orient. Nous avons souvent expliqué cet état de choses par la faiblesse économique, démographique et industrielle des pays de la région, comme l'avait soulignée un de nos interlocuteurs au sein de l'appareil diplomatique russe.

Selon nous, le Proche-Orient représente un intérêt économique tout autre en jouant le rôle de tremplin en vue d'accéder à d'autres marchés en particulier en ce qui a trait au commerce des armes. En effet, la multiplicité des conflits armés qui y ont lieu offre à la Russie la possibilité d'afficher sa position politique (souvent comme une défi lancé à l'Occident) et de tester ses armes en conditions de combat, permettant leur promotion à l'international notamment auprès d'Etats qui cherchent une alternative aux fournisseurs occidentaux. Moscou peut donc tirer ou chercher à tirer des bénéfices économiques de son engagement au Proche-Orient, mais ils ne suffisent pas à eux seuls à expliquer l'ampleur et l'intensité de l'action étrangère russe dans la région.

En ce qui concerne les enjeux sécuritaires, la menace représentée par les combattants djihadistes russophones est d'autant plus importante que, du point de vue quantitatif,

ils pourraient théoriquement composer l'un des premiers contingents étrangers au sein de l'Etat islamique (entre 2012 et 2015). De plus, il faut aussi tenir compte du fait que l'EI ne les attire pas tous. En effet, d'autres groupes extrémistes concurrents, tels que Jabhat al-Nosra (affilié à al-Qaïda), étaient les premiers à accueillir les combattants issus de l'espace post-soviétique et continuent toujours à le faire.

Quant aux causes de ces départs pour le djihad, elles nous semblent en grande partie le résultat de mesures sécuritaires accompagnant les préparatifs pour les Jeux Olympiques de Sotchi, l'Eurovision 2012 à Bakou et la période pré-électorale en Géorgie. Notons également qu'à la différence du phénomène de départ des citoyens français au djihad, la problématique de radicalisation se pose moins pour les ressortissants de l'espace post-soviétique. En effet, à en juger les profils du noyau dur des djihadistes ayant créé les premières brigades russophones en Syrie (que ce soit en dehors ou au sein de l'EI), il s'agit de combattants radicalisés depuis des décennies et issus de foyers de guérillas islamistes séculaires.

Il ne fait pas de doute que la présence d'un important foyer de djihadistes russophones en Syrie a constitué l'un des facteurs de l'intervention militaire russe. *« Il y a 50 ans, les rues de Leningrad [l'ancien nom de Saint-Pétersbourg* – nda*] m'ont appris une règle : si la bagarre est inévitable, il faut frapper le premier »* - déclara Vladimir Poutine au sujet de la campagne syrienne. A cet égard, une distinction doit être opérée entre l'Etat islamique et d'autres groupes qui ne lui sont pas affiliés. Pour être tout à fait précis, il faut insister sur le fait que ce sont plutôt ces derniers que l'EI qui ont constitué une cible militaire des frappes russes.

Nos interlocuteurs circassiens n'approuveraient probablement pas que la question de leur militantisme figure dans la partie traitant également du problème des djihadistes russophones. Effectivement, la problématique circassienne au Proche-Orient est tout à fait singulière, mais elle n'en constitue pas moins un enjeu de sécurité intérieure pour Moscou, notamment dans ses implications démographiques. Ces populations revendiquent avec force un droit au retour au Caucase Nord occidental qu'ils considèrent comme leur foyer historique. Les Jeux Olympiques de Sotchi et la guerre syrienne ont ainsi remis la cause circassienne, oubliée depuis l'époque de la guerre de Crimée, sur le devant de la scène internationale ou à tout le moins russe.

Au-delà des joutes historiographiques, le nouveau militantisme circassien, plus intransigeant, pourrait brouiller la donne géopolitique au Caucase Nord dans

l'hypothèse d'une arrivée massive des Circassiens du Proche et Moyen-Orient. La réfutation des revendications de la diaspora demande de plus en plus d'investissement de la part du Kremlin, le militantisme circassien ayant muté et remis en cause les traditionnelles élites adygues avec lesquelles Moscou trouvait, semble-t-il une langue commune. Par ailleurs, il nous apparaît que la crainte d'une arrivée massive des immigrés circassiens au Caucase du Nord a sans doute déterminé le refus plus général de la Russie d'accueillir les réfugiés du Moyen-Orient, qu'ils soient circassiens ou pas.

En outre, nous faisons l'hypothèse que la politique proche-orientale de la Russie n'est pas sans lien avec la reconstruction idéologique du pays. Les discours et les représentations accompagnant l'action extérieure russe sont la suite logique de l'évolution du régime depuis la chute de l'URSS et des « révolutions de couleur » dans l'espace post-soviétique. Pour Moscou, il s'agissait donc en grande partie de s'affirmer sur le plan idéologique face au monde et notamment à l'Occident. Cette affirmation était d'autant plus nécessaire, que la disparition de l'URSS a laissé un vide très insatisfaisant pour les dirigeants et l'opinion publique russes.

L'affirmation idéologique et politique que nous venons d'évoquer passe par des biais très concrets. Nous avons vu par exemple que la crise syrienne inaugura une nouvelle étape dans la communication officielle russe qui utilise désormais les méthodes les plus modernes et a tiré les leçons de ses précédentes confrontations aux médias occidentaux. Dans la guerre des narratifs, la Russie a misé sur sa capacité à produire des contre-arguments à chaque fois que les actions de Moscou étaient critiquées dans les médias occidentaux et à donner sa vision propre du conflit syrien. Reste à savoir à quel point et jusqu'à quand cette stratégie de contre-arguments et d'information alternative peut être efficace.

En revanche, les communautés russophones de Chypre et d'Israël ne peuvent pas selon nous être envisagées en elles-mêmes comme de véritables leviers de l'influence russe, pour de multiples raisons (par exemple à cause de leur assimilation croissante dans le cas israélien ou en raison de leur caractère très disparate dans le cas chypriote), même si le Kremlin peut théoriquement mettre la pression sur Nicosie en entravant la présence ou l'activité des citoyens russes à Chypre. Ceci malgré l'importance du « travail avec les compatriotes » et la « diplomatie civile » pour le soft power russe. De même, il s'agit pour la Russie de s'adonner à une récupération

médiatique de la problématique des Arméniens de Syrie, plutôt que d'exercer une véritable influence sur les diasporas arméniennes du Proche-Orient en vue de leur instrumentalisation.

Enfin, dans le Chapitre 6, nous avons constaté que l'orthodoxie joue indéniablement un rôle important dans la diffusion de l'influence russe. L'Eglise orthodoxe russe (EOR) du patriarcat de Moscou et la Société impériale orthodoxe de Palestine (SIOP) sont en effet de véritables organisations para-étatiques : non seulement elles soutiennent la politique étrangère russe au niveau rhétorique et véhiculent les mêmes représentations territoriales, mais elles agissent aussi, chacune à sa manière, sur le terrain au Proche-Orient ou à l'international avec le même objectif. L'action de ces deux institutions laisse à penser que l'idée d'une mission auprès des chrétiens d'Orient, héritée depuis l'époque de la Russie impériale, est bien présente dans la politique extérieure russe actuelle. Enfin, il est remarquable de noter l'engagement pro-Kremlin de la part des grandes institutions cultuelles représentant l'islam et le judaïsme russes. Cet engagement permet à la Russie de projeter à l'extérieur l'image d'un pays dont la société soutient unanimement son action étrangère et comprend par son histoire propre le monde musulman.

La quatrième partie de notre thèse a quant à elle insisté sur le fait que la Russie cherche à affirmer sa puissance sur la scène internationale à travers sa politique au Proche-Orient. Si l'on reprend la définition de la puissance donnée par Raymond Aron à savoir *« la capacité d'une unité politique d'imposer sa volonté aux autres unités ou la capacité d'une unité de ne pas se laisser imposer la volonté des autres »*[738], on peut affirmer que la Russie a sans doute fait preuve d'un telle capacité au cours de la période 2009-2015. En effet, Moscou a su imposer son agenda, sa vision de la région et du « monde multipolaire » face aux monarchies du Golfe, la Turquie et les Occidentaux, notamment les Etats-Unis. Ceci est d'autant plus remarquable que cette affirmation du pouvoir russe s'est faite avec le concours actif de certains acteurs proche-orientaux. Outre le traditionnel axe Téhéran-Damas, nous avons également ainsi évoqué les relations privilégiées que le Kremlin entretenait avec Chypre, Israël, les Kurdes syriens, le Hezbollah et le Hamas sans parler de la Chine. Par ailleurs, c'est en référence à cet ensemble hétéroclite d'acteurs pourtant rivaux les uns des autres que Mark Katz, spécialiste américain de la Russie, qualifia

[738] Aron R. *Paix et guerre entre les nations*. Paris : Calmann-Lévy, 1966. p.58.

la politique du Kremlin au Moyen-Orient comme celle de « l'amie de tout le monde »[739]. Soutenir une partie de l'opposition syrienne comme le PYD au niveau international, tout en voulant (à l'instar de l'Iran) maintenir le régime de Bachar al-Assad en bombardant les rebelles et en bénéficiant du concours (implicite) israélien : voilà une illustration concrète de cette politique.

Les relations de la Russie avec le Hamas palestinien et la Jordanie nous font constater que Moscou cherche aussi à avoir de l'influence dans le monde musulman sunnite. Nous avons en effet vu dans la Partie IV, Chapitre 8, que la Russie et le Hamas ont instauré des relations réciproquement avantageuses : le Kremlin légitimait le mouvement islamiste sur la scène internationale en le sortant de son isolement diplomatique, en échange de quoi le Hamas menait une rhétorique favorable à Moscou et affirmait son rôle de médiateur au Proche-Orient. Dans la même veine, nous avons démontré dans la Partie I, Chapitre 2 que la Russie s'engageait dans des projets de coopération dans le domaine militaire avec Amman en espérant les rentabiliser grâce à la diplomatie jordanienne et notamment l'autorité du Roi Abdallah dans le monde arabe.

Concernant la politique russe dans le dossier syrien, nous avons avant tout mis en garde contre certaines idées reçues comme celle selon laquelle la Russie veut sauver le régime de Bachar al-Assad parce qu'elle veut garder sa « base » navale de Tartous. Nous avons tenté de déconstruire cette idée en montrant que la « base » navale de Tartous n'en était pas une à proprement parler et qu'elle n'était pas considérée par les militaires russes (du moins jusqu'au début de la campagne en Syrie) comme ayant une valeur géostratégique significative. Cette idée nous semble d'autant plus erronée que la Russie a réussi à négocier un droit d'entrée dans les ports chypriotes voisins, plus grands et performants du point de vue de leur infrastructure. Selon nous, la Russie ne s'attache donc pas au régime syrien parce qu'elle veut préserver à tout prix sa « base ».

Comme nous l'avons indiqué dans le Chapitre 10, il nous semble que le Kremlin ne considère pas la sauvegarde du régime syrien comme un objectif en soi. En effet, dès le début du conflit en Syrie, tout en le soutenant, les dirigeants russes ont tout de

[739] Katz M. N. « La politique russe au Grand Moyen-Orient ou l'art d'être l'amie de tout le monde ». *Russie.Nei.Visions* [En ligne]. n°49. Avril 2010. Disponible sur : < https://www.ifri.org/sites/default/files/atoms/files/ifrirussiemoyenorientmarkkatzfraavril2010.pdf>

suite pris leurs distances avec lui. Le soutien russe à Damas fut conditionné par l'engagement, de la part de Bachar al-Assad, à mettre en place une série de réformes permettant, comme l'espérait Moscou, de régler la crise et de sauver l'Etat syrien plutôt que le régime d'al-Assad lui-même. Le supposé attachement viscéral de la Russie à la Syrie ou à son régime – prisme par lequel la politique russe au Proche-Orient à tendance à être analysée – doit surtout être relativisé par l'essor sans précédent des relations entre Moscou d'un côté et Chypre et Israël de l'autre. Ces deux pays sont devenus de véritables points d'appui, non seulement diplomatiques, mais aussi militaires, de la présence russe dans la région.

Si l'on devait résumer l'attitude de Moscou vis-à-vis du régime syrien, on pourrait donc dire que, loin de vouloir protéger à tout prix Bachar al-Assad et son entourage, le Kremlin cherche à éviter la faillite de l'Etat syrien. Le soutien de la Russie à Damas n'a jamais été ni inconditionnel ni inébranlable si l'on en croit les révélations de *The Guardian* et du *Financial Times* sur la volonté ponctuelle de Moscou de se débarrasser de Bachar al-Assad. En revanche, les Russes ont effectivement redouté que ne se reproduise le scénario libyen ou irakien en Syrie. Moscou a besoin d'un Etat syrien capable de jouer, conjointement avec l'Iran, le rôle de contrepoids aux intérêts turcs, américains et ceux des monarchies du Golfe, ainsi que le rôle de rempart contre l'islamisme sunnite. Enfin, le dossier syrien permet à la Russie d'affirmer l'ONU dans son rôle de la seule instance internationale légitime à pouvoir sanctionner une intervention étrangère dans un pays sans l'accord de son gouvernement.

Concernant toujours la Syrie, la capacité russe d'imposer sa volonté aux autres acteurs a pu s'opérer grâce à un changement de paradigme de l'agenda proche-oriental. En effet selon Stephen Blank, spécialiste américain de la Russie, Moscou était à l'issue du démantèlement de l'URSS un acteur de second ordre au Moyen-Orient en raison de la faiblesse de son économie[740]. A titre d'exemple, la Russie ne pouvait pas proposer des aides militaires ou au développement de plusieurs millions voire milliards de dollars pour forger, à l'instar des Etats-Unis, des rapports profonds avec aucun des pays de la région. Or, depuis l'éclatement de la crise syrienne, ce sont avant tout les acteurs capables de changer le rapport de force militaire sur le terrain,

[740] Blank S. « Russia's return to Mideast Diplomacy ». *Orbis*. Philadelphie : automne 1996. pp.517-535. Cité dans Mouradian C. *La Russie et l'Orient. Problèmes politiques et sociaux*. n°796. 16 janvier 1998. 80 p. pp.11-24.

tels que la Russie et l'Iran qui s'imposent désormais comme les principales puissances dans la région. La capacité russe de projeter sa force militaire au sol et dans les airs, celle d'instaurer une zone d'exclusion aérienne au détriment d'autres pays, ainsi que la livraison de puissants complexes antiaériens à la Syrie et à l'Iran furent, dans le contexte de la crise syrienne, des mesures beaucoup plus efficaces que n'importe quelle enveloppe budgétaire.

En revanche, la Russie fut presque absente du Liban durant la période 2009-2015 et n'a entrepris aucune tentative de résolution du conflit israélo-palestinien – dossier par lequel la Russie affirmait sa puissance dans la région à l'époque soviétique. Evoquant le cas du Liban, Talal Nizameddin constate que la Russie n'a pas de politique proprement libanaise, celle-ci étant diluée dans les rapports entretenus plus globalement avec la Syrie[741]. Ainsi, la Russie s'abstint en 2004 lors du vote de la résolution 1559 du Conseil de sécurité de l'ONU appelant à respecter la souveraineté du Liban, s'opposa conjointement avec Damas et le Hezbollah à la « Révolution du Cèdre » en 2005 et soutint la Syrie dans l'affaire de meurtre de Rafiq Hariri[742]. Le manque de relations avec le Liban renvoie historiquement aux années 1960 lorsque l'URSS rompit tout lien avec le parti communiste libanais suite à la prise de pouvoir par l'aile réformiste menée par George Hawi qui détrôna la vieille garde du parti loyale à Moscou. Il fut alors accusé d'être un espion de la CIA par Mikhail Souslov, principal idéologue du Kremlin. Par la suite, dans les années 1970 Moscou préféra nouer des liens avec des groupes marxistes palestiniens présents au Liban plutôt qu'avec le gouvernement, afin d'entrer en contact avec l'opposition iranienne et des groupes radicaux chiites libanais[743].

Concernant le processus de paix israélo-palestinien, force est de constater qu'il était au point mort durant la période 2009-2015. La Russie ne voulut pas s'y engager probablement pour deux raisons : l'échec des initiatives américaines (en 2010 et en 2013) et la volonté de ne pas compromettre les bonnes relations avec Israël. On pourrait également affirmer que, profitant de sa relation avec le Hamas, la Russie était plus engagée dans la réconciliation inter-palestinienne que dans le processus de paix israélo-palestinien.

---

[741] Nizameddin T. *Putin's new order in the Middle East*. Londres: Hurst, 2013. 358 p. p.161.

[742] *Ibid*. pp.102, 172.

[743] *Ibid*. pp.156-157.

Dès lors, comment caractériser la politique extérieure russe au Proche-Orient ? Nous avons déjà évoqué l'expression d'« amie de tout le monde » introduite par Mark Katz. Néanmoins, on peut penser que cette approche n'a été possible que dans la mesure où Moscou limitait sa présence au Proche-Orient au seul niveau diplomatique. Après s'être imposée en tant que puissance capable de projeter sa force militaire, la Russie aura de plus en plus de difficultés à être un interlocuteur privilégié pour des acteurs régionaux dont plusieurs sont rivaux voire ennemis. Ainsi, la période 2009-2015 est aussi celle où les relations entre la Russie et le Hamas atteignent leur point culminant puis commencent à se refroidir à cause de la crise syrienne et de la campagne de l'armée russe dans ce pays, le Hamas condamnant le régime d'al-Assad et se montrant favorable aux forces d'opposition en Syrie.

En revanche, on distingue une constante de la politique étrangère russe depuis la chute de l'URSS, à savoir la priorité donnée au principe de *realpolitik*, comme l'a mis en évidence Claire Mouradian:

> *« Au-delà des renversements d'alliances, des avancées et des reculs successifs, force est de constater la volonté tenace de la Russie d'affirmer son influence sur le grand espace moyen-oriental adjacent à son territoire. A l'ère post-soviétique, débarrassée du fardeau – coûteux – de l'idéologie anti-impérialiste et tiers-mondiste, elle y mène une Realpolitik plus classique, défendant ouvertement ses intérêts stratégiques tout autant qu'économiques, profitant des liens anciens, de la proximité et d'une moindre dépendance énergétique (elle-même exportatrice d'hydrocarbures, elle peut se trouver en concurrence avec les pays de la région). Le contrôle des routes et des marchés est pour elle plus essentiel que les ressources mêmes, d'où la bataille autour des multiples projets de conduites d'hydrocarbures et des axes routiers, ferroviaires et maritimes. La Russie a bien retenu les « leçons » d'économie de marché et de libre-échange de l'Occident »*[744].

[744] Mouradian C. « Avan-Propos ». In : Mouradian C. *La Russie et l'Orient. Problèmes politiques et sociaux*. n°796. 16 janvier 1998. 80 p. pp.3-6.

En ce sens, nous citerons encore une fois notre source diplomatique russe qui soulignait le manque de clarté et de cohérence des pays occidentaux par rapport à la Russie :

> *« Il est tout à fait normal pour deux pays différents d'avoir des intérêts différents. Le problème est qu'on ne comprend pas quels sont les intérêts des pays occidentaux, par exemple ceux de la France, en Syrie. Il faut qu'ils les formulent clairement et on essaiera de les respecter. A défaut de cela, on a l'impression qu'ils agissent seulement pour nous nuire et se nuire à eux-mêmes »*[745].

Nous avons également trouvé que le terme de « gendarme mondial par intérim », utilisé par Fiodr Loukianenko pour caractériser les actions de la Russie au Proche-Orient en 2015, était pertinent. Selon lui :

> *« Moscou a porté atteinte au droit dont les Etats-Unis avaient le monopole depuis 25 ans (depuis l'opération « Tempête du désert »), à savoir l'emploi de la force pour instaurer un ordre international. Autrement dit, il s'agit de la fonction de « gendarme mondial »*[746].

Reste à savoir si la Russie pourra continuer à endosser ce rôle de « gendarme mondial par intérim » face à l'administration Trump. Celui-ci a en effet adopté une politique plus interventionniste au Moyen-Orient que son prédecesseur, avec notamment la pression accrue sur l'Iran (volonté de renégocier l'accord sur le nucléaire de juillet 2015 et d'isolement régional). A cela s'ajoutent les frappes américaines contre la base militaire syrienne al-Sheyrat le 6 avril 2017 qui marquent un revirement majeur dans la gestion de la crise syrienne par les Etats-Unis. Les décisions prises par cette administration battent donc en brèche l'espoir d'un rapprochement avec les Etats-Unis qu'avaient les responsables russes, mais aussi une représentation très courante au sein de l'élite du Kremlin selon laquelle Moscou

---

[745] Entretien avec une source issue de l'appareil diplomatique russe souhaitant rester anonyme, Tel-Aviv, le 10 mars 2014.

[746] Loukianov F. « I.o. mirovogo žandarma [Le gendarme mondial par intérim] ». *Rossiâ v global'noj politike* [En ligne]. 5 novembre 2015. Disponible sur : < http://www.globalaffairs.ru/redcol/Io-mirovogo-zhandarma-17788 > (consulté le 30 octobre 2016)

établit plus facilement des relations avec Washington lorsque la Maison Blanche est occupée par un républicain[747].

[747] *Cf*. à ce sujet les travaux d'Alexeï Arbatov.

Annexes

Glossaire

Alyah (hébreu : ascension) : dans le judaïsme, immigration d'un Juif en Israël[748].

Boévik : (russe, péjoratif : combattant)

Communication canonique : principe auquel adhèrent les églises orthodoxes entre elles, et qui autorise leurs croyants respectifs à participer aux cérémonies religieuses dans les lieux de culte d'une autre église orthodoxe.

Contrat de partage de production : (anglais : Production Sharing Contract ou Production Sharing agreement) contrat selon lequel la compagnie énergétique ne détient plus directement les droits miniers d'un gisement exploité, et doit partager sa production, au lieu de payer une simple redevance (anglais : royalty) sur la ressource extraite[749].

Diyanet : direction générale des affaires religieuses (en Turquie).

Dyptikh : document officiel instaurant le rang des Eglises orthodoxes en fonction de l'ancienneté de leur autocéphalie.

Gisement prouvé : *« quantités d'hydrocarbures que l'on peut estimer récupérer avec une certitude raisonnable, à partir de gisements connus et forés, dans les conditions techniques et économiques actuelles (la probabilité d'existence étant de l'ordre de 90%) »*[750].

Haircut : (anglais : coupe de cheveux) décision de convertir 47,5% des dépôts de plus de 100 000 euros à la « Bank of Cyprus » en parts de capital de cet établissement en 2013.

Katiba : (arabe : brigade, bataillon, colonne)

---

[748] Source : Sensagent

[749] Favennec J.-P., Mathieu Y., (dir.), Rojey A. *et alii*. *Atlas mondial des énergies*. Paris : Arman Colin Atlas, 2014. 144 pp. p.69.

[750] Moureau M., Brace G. *Dictionnaire des sciences de la terre*. Paris : Technip, 2000. 1096 p. p.407.

Perestroïka : (russe : reconstruction) restructuration de la vie économique et politique en URSS préconisée et mise en œuvre par M. Gorbatchev et qui reposait en outre sur le développement de la communication et de la transparence (glasnost)[751].

Prisonnier de Sion : terme désignant dans le contexte soviétique les juifs à qui les autorités de l'URSS refusaient le droit partir en Israël et qui furent condamnés à des peines de prison pour leur militantisme en faveur du droit d'émigrer.

Refuznik : terme désignant dans le contexte soviétique les juifs à qui les autorités de l'URSS refusaient le droit partir en Israël.

Vilaât : (russe, arabe : gouvernorat)

Index des cartes

Carte 1. Les projets de gazoducs concurrents au Proche et Moyen-Orient entre 2009 et 2015 45
Carte 2. Les principaux pays-exportateurs de pétrole brut au Proche-Orient en 2009-2014 51
Carte 3. Réserves en énergie fossile au Moyen-Orient (en dehors des gisements gaziers sous-marins de la Méditerranée orientale) 55
Carte 4. Les gazoducs russes face au commerce mondial de gaz naturel liquéfié 61
Carte 5. Les tranferts du matériel militaire russe dans le monde entre 2009 et 2015 67
Carte 6. La Syrie : terrain d'essai des missiles de croisière russes 81
Carte 7. L'expansion mondiale de « Rosatom » entre 2009 et 2015 85
Carte 8. 2012 : année pivot pour « l'Emirat Caucase » 103
Carte 9. Les frappes aériennes russes en Syrie en 2015 117
Carte 10. Les frappes aériennes russes et l'activité des djihadistes russophones non-affiliés à l'Etat islamique en Syrie 120
Carte 11. L'accueil des réfugiés circassiens et la géopolitique du Caucase du Nord 140
Carte 12. La présence russe à Limassol 180
Carte 13. Le « territoire canonique » et « l'avancée de l'OTAN »: deux représentations proches. 194

[751] Source : Larousse

Carte 14. Le jeu d'influence entre le Patriarcat de Moscou et celui de Constantinople 199
Carte 15. Chypre : pièce maîtresse de la présence russe en Méditerranée orientale 241
Carte 16. Infrastructure navale de la marine de guerre russe en mer Méditerranée. 254
Carte 17. La carte kurde dans la politique extérieure russe (1990-2015) 273
Carte 18. Les zones d'exclusion comme enjeu des rapports de force en Syrie et au Moyen-Orient 285
Carte 19. Le défi logistique de l'intervention militaire russe en Syrie 293
Carte 20. Le circuit logistique aérien russe comme révélateur des relations avec les acteurs Moyen-Orientaux 295

Index des tableaux

Tableau 1. Les principales sources d'importation de pétrole raffiné dans les pays du Proche-Orient dans les années 2009-2014 53
Tableau 2. Quelques sanctions touchant les gros clients de l'industrie militaire russe 72
Tableau 3. Les « crimes à caractère terroriste » en Russie 93
Tableau 4. Projets de résolutions du Conseil de sécurité rejetés conjointement par la Chine et la Russie. 247
Tableau 5. La structure des dépenses hebdomadaires militaires russes pour l'intervention en Syrie selon RBK 296

Index des images

Image 1. Le roi Abdallah II de Jordanie essaie le RPG « Nachab » 73
Image 2. Sommaire d'un rapport analytique énumérant les différentes armes utilisées par l'armée russe pendant l'intervention militaire en Syrie 80
Image 3. « Un sportif professionnel de biathlon participera aux JO » 96
Image 4. Evolution des principaux groupes djihadistes russophones en Syrie (2012-2015) 110

Image 5. Un des combattants du groupe de Seïfullah al-Chichani porte un T-shirt avec les symboles de l'Emirat Caucase, alors qu'au moment du tournage de la vidéo le groupe avait déjà combattu plus d'un an sur le sol syrien. 111
Image 6. La famille linguistique du Caucase du Nord..... 123
Image 7. La mosquée Abou-Derwiche, dite « La circassienne » à Amman, construite grâce aux donations de riches Circassiens dans les années 1960..... 125
Image 8. Monument « Avec la Russie pour toujours » à Naltchik (Kabardino-Balkarie), érigé au 400ème anniversaire (1957) de l'établissement de l'alliance entre les Kabardas et la Russie..... 128
Image 9. Image trouvée sur un site circassien..... 131
Image 10. Plaquette mentionnant la contribution d'Arsen Kanokov au Centre de l'héritage circassien à Kfar Kama, Israël (Photo de l'enquête de terrain). 142
Image 11. Le « tweet » de l'ambassade russe aux Emirats arabes unis, daté du 5 octobre 2015. Inscription : « Le puzzle du jour. Armez le bon groupe de rebelles syriens ». 148
Image 12. Une partie du rayon « Politique » dans une librairie en Russie. Parmi les titres : « Comment ils ont tué l'URSS », « Qui et comment a détruit l'URSS », « La percée de la puissance » et « la Syrie, la Libye, ensuite la Russie ! » 152
Image 13. L'évolution des « briefings » du MAE russe de 2009 à 2015..... 158
Image 14. Interview typique d'Igor Konachenkov pendant l'intervention militaire russe en Syrie 159
Image 15. Ziyad Sabsabi intervient sur la chaîne Al-jazeera pour présenter les arguments russes justifiant le rattachement de la Crimée en mars 2014..... 160
Image 16. Deux bombes portant les inscriptions : « pour les nôtres » au-dessus et « pour Paris » au-dessous..... 161
Image 17. Troisième langue officielle ? N'ayant pas ce statut, le russe demeure pourtant omniprésent en Israël, y compris dans les institutions publiques. Sur la photo : le poste-frontière de l'aéroport David-Ben-Gourion (enquête de terrain)... 168
Image 18. La décoration intérieure de la Maison des communautés de Jérusalem, photo de l'enquête de terrain (mars 2014). 173
Image 19. Réunion de l'association des rapatriés de Saint-Pétersbourg à la Maison des communautés de Jérusalem. Photo de l'enquête de terrain (mars 2014)..... 174
Image 20. Une affiche à Limassol, rédigée en chinois, russe et en anglais et proposant la vente ou la location d'appartements de luxe. 176

Image 21. Davoud Matar et Vladimir Poutine 202
Image 22. La couverture de Courriel international n°1192 212
Image 23. Une gerbe de fleur avec l'inscription « Front de libération nationale du Kurdistan » devant la tombe du soldat inconnu (sous le mur du Kremlin). Photo de la fin des années 1990. 267
Image 24. Les députés de l'assemblée fédérale russe et Abdullah Öcalan, octobre 1997. 267
Image 25. Caricature trouvée sur le site de l'agence de presse russe RIA. L'homme en costume de super-héro brandit une banderole avec l'inscription « zone d'exclusion aérienne » 286

Index des graphiques

Graphique 1. Volume des exportations russes de pétrole vers trois débouchés régionaux majeurs (Pays-Bas, Chine, Etats-Unis) comparé au volume total des importations de l'ensemble des pays du Proche-Orient tous pays exportateurs confondus (en 2010, en milliards de dollars américains)..... 54
Graphique 2. Chefs terroristes nord-caucasiens éliminés entre 2000 et 2013. 99
Graphique 3. Immigration des (ex) citoyens soviétiques en Israël 168

Bibliographie

Outils de travail : dictionnaires et atlas

Favennec J.-P., Mathieu Y., (dir.), Rojey A. *et alii*. *Atlas mondial des énergies*. Paris : Arman Colin Atlas, 2014. 144 p.

Lacoste Y. (dir.). *Dictionnaire de la géopolitique*. Paris : Flammarion, 1993. 1682 p.

Moureau M., Brace G. *Dictionnaire des sciences de la terre*. Paris : Technip, 2000. 1096 p.

Ortolland D., Pirat J.-P. *Atlas géopolitique des espaces maritimes*. Paris : Technip, 2010. 352 p.

Contributions à valeurs théorique et heuristique

La méthode géopolitique

Giblin B. « Éditorial ». *Hérodote*. n°130. 2008/3. pp.3-16.

Giblin B. « La géopolitique : un raisonnement géographique d'avant-garde ». *Hérodote* n°146-147. 2012/3. pp.3-13.

Lacoste Y. *La géopolitique ça sert d'abord à faire la guerre*. Paris : La découverte, 2012. 248 p.

Lacoste Y. *La géopolitique et le géographe*. Paris : Choiseul, 2010. 268 p.

LacosteY. « La géographie, la géopolitique et le raisonnement géographique »/ *Hérodote*, n° 146-147. 2012/3 pp.14-44.

La théorie des relations internationales

Aron R. *Paix et guerre entre les nations*. Paris : Calmann-Lévy, 1966. p.58.

Huntington S. *The Clash of Civilizations. The Remaking of World Order*. New York : First Touchstone Edition, 1997. 368 p. p.163.

Kourguinian S. *Političeskoe cunami. Analitika sobytij v Severnoj Afrike i na Bližnem Vostoke [Le tsounami politique. L'analyse des événements en Afriques du Nord et au Moyen-Orient]*. Moscou : Èksperimental′nyj tvorčeskij centr, 2011. 288 p.

Martin J.-C. « Les zones d'exclusion aérienne ». In : Millet Devalle A.-S. (dir.). *Guerre aérienne et droit international humanitaire.* Paris : Editions Pedone, 2015. Disponible sur : <http://www.pedone.info/752/07.pdf>

Nye J. S. *Soft Power. The Means to Success in World Politics*. New York: PublicAffairs, 2004. 191 p.

Ouvrages spécialisés, articles, contributions et travaux de référence

Synthèses générales

Astafieva E. « L'Empire russe en Palestine, 1847-1917 : aux origines de la politique russe au Proche-Orient » [En ligne]. *The Conversation*. 4 mars 2016. Disponible sur : < https://theconversation.com/lempire-russe-en-palestine-1847-1917-aux-origines-de-la-politique-russe-au-proche-orient-55542> (consulté le 1 décembre 2016)

Belokrenitski V. « Islamskij mir i ego značenie dlâ sovremennoj Rossii [Le monde musulman et son importance pour la Russie actuelle] ». In : *Rossiya i Islamskiï mir [La Russie et le monde musulman]*. Moscou : Institut Vosrokovedeniya RAN, Kraft+, 2010. 480 p. p. 12-16.

Blank S. « Russia's return to Mideast Diplomacy ». *Orbis*. Philadelphie : automne 1996. pp.517-535. Cité dans Mouradian C. *La Russie et l'Orient. Problèmes politiques et sociaux*. n°796. 16 janvier 1998. 80 p. pp.11-24.

Carrère d'Encausse H. *La politique soviétique au Moyen-Orient :1955-1975*. Paris : Presses de la Fondation nationale des sciences politiques, 1975. 327 p.

De Meaux L. *La Russie et la tentation de l'Orient*. Fayard. Paris : 2010. 436 p.

Hadhri M. *La politique extérieure soviétique et le monde arabe (1917-1945)*. Thèse de doctorat : histoire des relations internationales. Paris : l'Université Panthéon-Sorbonne, 1983. 2 volumes. 803 p.

Hussein M. N. *La politique russe au Bilad al-Sham (Syrie-Liban-Palestine) de 1882 à 1914*. Thèse de doctorat : histoire. Paris : l'Université Panthéon-Sorbonne, 1985. 388 p.

Kaminsky C., Kruk S. *La Stratégie soviétique au Moyen-Orient*. Paris : PUF, 1988. 260 p.

Katz M. N. « La politique russe au Grand Moyen-Orient ou l'art d'être l'amie de tout le monde ». *Russie.Nei.Visions* [En ligne]. n°49. Avril 2010. Disponible sur : < https://www.ifri.org/sites/default/files/atoms/files/ifrirussiemoyenorientmarkkatzfraavril2010.pdf>

Malachenko A. « Islamskij faktor v rossijskoj politike [Le facteur musulman dans la politique russe]». *Meždunarodnaâ politika* [En ligne]. n°3. mars 2002. Disponible sur : < http://www.archipelag.ru/authors/malashenko/?library=1749 >

Mouradian C. « Avan-Propos ». In : Mouradian C. *La Russie et l'Orient. Problèmes politiques et sociaux*. n°796. 16 janvier 1998. 80 p. pp.3-6.

Nizameddin T. *Putin's new order in the Middle East*. Londres: Hurst, 2013. 358 p.

Nizameddin T. *Russia and the Middle East: Towards a New Foreign Policy*. Londres: Hurst, 1999. 296 p.

Schneider M., Froggatt A. *The World Nuclear Industry Status Report 2014* [En ligne]. *A Mycle Schneider Consulting Project*. Juillet 2014. Disponible sur : < http://www.worldnuclearreport.org/IMG/pdf/201408msc-worldnuclearreport2014-hr-v4.pdf >

Sieca-Kozlowski E., Toumarkine A. *Géopolitique de la mer Noire. Turquie et les pays de l'ex-URSS*. Paris : Karthala, 2000. 222 p.

Smilyanskaya I., Meyer M., Kirillina S. *Bližnij vostok i islam v rossijskoj nauke i obrazovanii [Le Moyen-Orient et l'islam dans la science et éducation russes]*. Moscou : Gumanitarij, 2003. 126 p.

Swaine M. D. *Chinese Views of the Syrian Conflict. China Leadership Monitor* (Carnegie Endowment for International Peace) [En ligne]. n°39. 13 septembre 2012. Disponible sur: < http://carnegieendowment.org/files/Swaine_CLM_39_091312_2.pdf>

Wezeman S. T., Wezeman P. D. *Trends in international arms transfers, 2014. SIPRI Fact sheet* [En ligne]. Avril 2015. Disponible sur : < http://books.sipri.org/product_info?c_product_id=495> (consulté le 26 mai 2015)

Expertise proche du Kremlin

« Vladimir Rubanov: «Propagandoj vyigrat′ nel′zâ. Dominirovaniem v tehnologiâh — možno» [Vladimir Roubanov: "On ne peut pas gagner grâce à la propagande, mais grâce à la domination dans les technologies] ». *Sovet po vnešnej i oboronnoj politike* [En ligne]. 10 octobre 2016. Disponible sur : < http://svop.ru/main/21529/ > (consulté le 9 novembre 2016)

Aksenionok A. « PERED ROSSIJSKOJ VOENNOJ GRUPPIROVKOJ NE STAVILOS″ ZADAČI ODERŽAT″ POBEDU NAD DAIŠ V SIRII [L'armée de l'air russe n'avait pas l'objectif de victoire sur Daech en Syrie] ». *Valdaj* [En ligne]. 16 mars 2016. Disponible sur : < http://ru.valdaiclub.com/a/highlights/pobeda-nad-daish-v-sirii/ > (consulté le 10 novembre 2016)

Arbatov A. « Aleksej Arbatov: Začem Rossiâ ugrožaet Zapadu âdernym oružiem? [Alexeï Arbatov: Pourquoi la Russie menace l'Occident de l'emploi de l'arme nucléaire?] ». *Sovet po vnešnej i oboronnoj politike* [En ligne]. 1 juillet 2015. Disponible sur : < http://svop.ru/main/15913/ > (consulté le 11 août 2016)

Iarlikapov A. « Rossijskij islam v kontekste situacii na Bližnem Vostoke [L'islam russe dans le contexte de la situation au Moyen-Orient] ». *Rossiâ v global'noj politike* [En ligne]. 14 juin 2016. Disponible sur : < http://www.globalaffairs.ru/valday/Rossiiskii-islam-v-kontekste-situatcii-na-Blizhnem-Vostoke-18210 > (consulté le 29 octobre 2016)

Iurtaev V. (dir.), Belobrov Y., Volodin A *et alii*. *Sovremennye rossijsko-iranskie otnošeniâ: vyzovy i vozmožnosti* [Les relations russo-iraniennes contemporaines : défis et opportunités]. *Rabočaâ tetrad' RSMD* [En ligne]. n°XIV. 14 mars 2014. Disponible sur : http://russiancouncil.ru/inner/?id_4=3294#top-content (consulté le 8 juillet 2016), p. 7.

Loukianov F. « Final′naâ bitva za status. O tom, čem opasen duh novoj "holodnoj vojny" [La bataille finale pour s'imposer. Pourquoi est dangereux l'esprit de la "nouvelle guerre froide"] ». *Rossiâ v global'noj politike* [En ligne]. 19 octobre 2016. Disponible sur : < http://www.globalaffairs.ru/redcol/Finalnaya-bitva-za-status-18431 > (consulté le 30 octobre 2016)

Loukianov F. « I.o. mirovogo žandarma [Le gendarme mondial par intérim] ». *Rossiâ v global'noj politike* [En ligne]. 5 novembre 2015. Disponible sur : < http://www.globalaffairs.ru/redcol/Io-mirovogo-zhandarma-17788 > (consulté le 30 octobre 2016)

Loukianov F. « Politika zdes′ i sejčas [La politique ici et maintenant] ». *Rossiâ v global'noj politike* [En ligne]. 29 juillet 2016. Disponible sur : < http://www.globalaffairs.ru/redcol/Politika-zdes-i-seichas-18301 > (consulté le 30 octobre 2016)

Loukianov F. « Pourquoi la Russie ne lâche pas Bachar El-Assad ». *Courrier international* [En ligne]. 1 août 2012. Disponible sur : < http://www.courrierinternational.com/article/2012/08/01/pourquoi-la-russie-ne-lache-pas-bachar-el-assad > (consulté le 13 juin 2016)

Enjeux énergétiques au Proche-Orient

« Emerging Nuclear Energy Countries ». In: *World Nuclear Association* [En ligne]. Juin 2016. Disponible sur : < http://www.world-nuclear.org/information-library/country-profiles/others/emerging-nuclear-energy-countries.aspx > (consulté le 8 juin 2016)

« Entretien avec David Amsellem – Le facteur gazier dans le conflit syrien ». *Les clés du Moyen-Orient* [En ligne]. 10 mars 2014. Disponible sur : < http://www.lesclesdumoyenorient.com/Le-facteur-gazier-dans-le-conflit.html > (consulté le 13 avril 2016)

« Exports and Production ». In : *U.S. Crude Oil Exports* [En ligne]. Disponible sur : < http://www.oilandexports.com/#/?section=exports-imports-and-production > (consulté le 9 mai 2016)

« Exports and Production ». In : *U.S. Crude Oil Exports* [En ligne]. Disponible sur : < http://www.oilandexports.com/#/?section=exports-imports-and-production > (consulté le 9 mai 2016)

« Nuclear Power in Russia ». In : *World Nuclear Association* [En ligne]. 2014. Disponible sur : < http://www.world-nuclear.org/info/Country-Profiles/Countries-O-S/Russia--Nuclear-Power/ > (consulté le 10 janvier 2015)

« Nuclear Power in Turkey ». In : *World Nuclear Association* [En ligne]. Mai 2016. Disponible sur : < http://www.world-nuclear.org/information-library/country-profiles/countries-t-z/turkey.aspx > (consulté le 10 janvier 2015)

Amsellem D. « Le gaz comme élément de réorientation des alliances géopolitiques en Méditerranée orientale ». *Hérodote*. n° 148. 2013/1. pp.117-121.

Choumilin A. *Ènergetičeskaâ strategiâ Rossii i SŠA [La stratégie énergétique de la Russie et des Etats-Unis]*. Moscou : Meždunarodnye otnošeniâ, 2008. 168 p.

Kottari M. « Léviathan, opportunité ou facteur de tourmente en Méditerranée orientale ? ». *La nouvelle revue géopolitique*. n°123. Octobre-novembre-décembre 2013. pp.77-80.

Nocetti J. « La politique énergétique de la Russie et le Moyen-Orient ». *Diplomatie*. n°79. Mars-avril 2016. pp.46-49.

Ourazova E. « Perspektivy gazoprovoda "Goluboj potok-2" [Les perspectives du projet de gazoduc “Blue Stream 2”] ». *Institut Bližnego Vostoka* [En ligne]. 18 juin 2009. Disponible sur : < http://www.iimes.ru/rus/stat/2009/18-06-096.htm > (consulté le 12 avril 2016)

Géopolitique de la Russie et de l’espace post-soviétique

« Kanoničeskaâ territoriâ [Le territoire canonique] ». In : *Azbuka.ru* [En ligne]. 2007. Disponible sur : < http://azbyka.ru/dictionary/10/kanonicheskaya_territoriya-all.shtml > (consulté le 3 mars 2015)

« Russkaâ kanoničeskaâ territoriâ [Le territoire canonique russe] ». In : *Catholic-church.org* [En ligne]. Disponible sur : < http://catholic-church.org/church-unity/r_c_t_r.htm > (consulté le 7 août 2016)

« Spravka o naibolee značimyh Cerkvâh Ukrainy [Le guide des plus importantes Eglises ukrainiennes] ». *Religiâ v Ukraine* [En ligne]. 28 juillet 2009. Disponible sur : < http://www.religion.in.ua/news/ukrainian_news/1203-spravka-o-naibolee-znachimyx-cerkvyax-ukrainy.html > (consulté le 8 août 2016)

Apel A., Gunko V., Sokolov I. *Obnaličivanie i offšornyj biznes v shemah [Le transfert en espèces par le biais des sociétés-écran et le business offshore en schémas]*. Saint-Petersburg : Piter, 2002. 192 p.

Delanoë I. *La flotte de la mer Noire, de Catherine II à Vladimir Poutine : un outil de puissance au service des ambitions méditerranéennes de la Russie (1783-2012).* Thèse de doctorat : histoire des mondes modernes et contemporains. Nice : Université Nice Sophia Antipolis, 2012. 3 volumes. 1005 p.

Fedorov Y. « GOSUDARSTVENNAÂ PROGRAMMA VOORUŽENIJ–2020: VLAST″ I PROMYŠLENNOST′ [Le programme public d'armement-2020 : le pouvoir et l'industrie]». *Indeks bezopanosti*, n°4 (107), volume 19. Pp. 41-59. Disponible sur : <http://www.pircenter.org/media/content/files/12/13880454280.pdf>

Follebouckt X. *Les conflits gelés de l'espace postsoviétique : genèse et enjeux*. Louvain : Presses universitaires de Louvain, 2013. 276 p.

Jaimoukha A. *The Circassians. A handbook*. New York : Palgrave, 2001. 384p.

Tsaroïeva M. *Peuples et religions du Caucase du Nord*. Paris: Karthala, 2011. 389 p.

Géopolitique du Proche et Moyen-Orient

« Hristianstvo v Iordanii [Le christianisme en Jordanie] ». In : *Pokrov* [En ligne]. Disponible sur : < http://www.ps-pokrov.ru/poezdki/palomnichestvo_v_iordaniyu/svyatiny/st_iordania/iordania_ortodox.html > (consulté le 26 mars 2015)

« Offšor Kipr [Chypre, l'offshore] ». In : *LTSS International* [En ligne]. Disponible sur : < http://ltssinternational.com/offshor-kipr > (consulté le 4 août 2016)

Ayalon H., Shavit Y. « Educational Reforms and Inequalities in Israel: the MMI Hypothesis Revisited ». *Sociology of Education*. Volume 77, n°2. Avril 2004. pp.103-120.

Bal I. *Turkish Foreign Policy in Post Cold War Era*. Boca Raton: Universal Publishers, 2004. 464 p.

Barkhudaryants A. « JO et Circassiens de Syrie: quels rapports? ». *Diploweb* [En ligne]. 11 février 2014. Disponible sur : < http://www.diploweb.com/JO-et-Circassiens-de-Syrie-quels.html > (consulté le 28 juillet 2016)

Chatty D. *Displacement and Dispossession in the Modern Middle East*. Cambridge: Cambridge university press, 2010. 337 p.

De Tinguy A. « Les Russes d'Israël, une minorité très influente ». *Les Etudes du CERI* [En ligne]. n°48. Décembre 1998. Disponible sur : < http://www.sciencespo.fr/ceri/sites/sciencespo.fr.ceri/files/etude48.pdf > (consulté le 30 juillet 2016)

De Tinguy A. *La Grande Migration. La Russie et les Russes depuis l'ouverture du rideau de fer*, Paris : Plon, 2004. 662 p.

Evstafiev D. « Èrdoganovskij «neoosmanizm» smenil vektor » [Le « néo-ottomanisme » d'Erdogan a changé de ligne]. *Vzglâd* [En ligne]. 22 décembre 2015. Disponible sur : < http://www.vz.ru/opinions/2015/12/22/785318.html > (consulté le 28 novembre 2016)

Gafarli O. « The role of North Caucasus diaspora groups in Turkey-Russia relations ». *Turkish Policy Quarterly*. Printemps 2014. pp.171-182. Disponible sur : < http://turkishpolicy.com/Files/ArticlePDF/the-north-caucasus-diaspora-in-turkey%E2%80%93russia-relations-spring-2014-en.pdf>

Gigerli S., Le Saout S. *Öcalan et le PKK. Les Mutations de la Question Kurde*. Paris : Maisonneuve & Larose, 2005. 422 p.

Goncharova A. « Russkie Kipra [Les Russes de Chypre] ». In : *EU Russian-speakers Alliance* [En ligne]. 18 mai 2009. Disponible sur : < http://eursa.eu/node/83 > (consulté le 31 juillet 2016)

Hroub K. *Hamas. Political Thought and Practice*. Washington: Institute for Palestine Studies, 2000. 329 p.

Kaval A. « Entretien avec Jordi Tejel - Le facteur kurde en Syrie : retour sur une histoire conflictuelle et perspectives d'avenir dans le cadre de la crise en cours ». *Les clés du Moyen-Orient* [En ligne]. 19 septembre 2012. Disponible sur : < http://www.lesclesdumoyenorient.com/Le-facteur-kurde-en-Syrie-retour.html > (consulté le 19 juillet 2016)

Kaval A. « Kurdes : l'autre visage du conflit syrien - Les clés du Moyen-Orient ». *Les clés du Moyen-Orient* [En ligne]. 18 octobre 2013. Disponible sur : < http://www.lesclesdumoyenorient.com/kurdes-l-autre-visage-du-conflit.html > (consulté le 19 juillet 2016)

Kazarian N. « Chypre, les enjeux géopolitiques de l'axe orthodoxe ». *La nouvelle revue géopolitique*. n°122. Juillet-août-septembre 2013. pp.51-57.

Kazarian N. *Chypre, géopolitique et minorités*. Thèse de doctorat : géographie. Paris : l'Université Panthéon-Sorbonne, 2011. 386 p.

Lillis J. « Central Asia: Syria-linked Threats on Security Agenda ». *EurasiaNet* [En ligne]. 21 février 2014. Disponible sur : < http://www.refworld.org/cgi-bin/texis/vtx/rwmain?page=search&docid=548ea9d36&skip=0&query=russian%20orthodox&coi=SYR > (consulté le 7 mars 2015)

Mehdiev. « E. «Neoosmanizm» v regional′noj politike Turcii [Le « néo-ottomanisme » dans la politique régionale de la Turquie]». *Vestnik MGU* [En ligne]. n°2 (47) 2016. Disponible sur : <http://www.vestnik.mgimo.ru/sites/default/files/pdf/004_mehdievet.pdf>

Mouradian C. « Les chrétiens, un enjeu pour les puissances ». In : Nicault C. (dir.). *Jérusalem 1850-1948. Des Ottomans aux Anglais: entre coexistence spirituelle et déchirure politique*. Paris : Editions autrement, 1999. 232 p. pp.177-204.

Nefliacheva N. « Sirijskie čerkessy i problema repatriacii [Les Circassiens syriens et le problème de rapatriement] ». *Carnegie Moscow Center* [En ligne]. 13 septembre 2012. Disponible sur : < http://carnegie.ru/publications/?fa=49368 > (consulté le 26 juillet 2016)

Paraszczuk J. « Syria: A Brief Guide To Chechen & North Caucasian Factions ». In : *EA WorldView* [En ligne]. 22 février 2014. Disponible sur : < http://eaworldview.com/2014/02/syria-brief-guide-chechen-north-caucasian-factions-syria/ > (consulté le 9 février 2016)

Razafimbahiny I. « An In-Depth Look At Chechen Fighters In Syria – Part II: Junoud Al-Sham Commander Muslim Abu Al-Walid Al-Shishani ». *MEMRI - The Middle East Media Research Institute* [En ligne]. 18 décembre 2013. Disponible sur : < http://www.memri.org/report/en/0/0/0/0/0/0/7676.htm > (consulté le 31 janvier 2016)

Souleimanov E. *Syrian Circassians unlikely to repatriate to the North Caucasus*. *CACI Analyst* [En ligne]. 12 décembre 2012. Disponible sur : <old.cacianalyst.org/?q=node/5894> (consulté le 24 décembre 2015)

Ter Minassian T. *La politique soviétique au Moyen-Orient et les minorités du début des années 20 jusqu'à la veille de la Guerre froide*. Thèse de doctorat : histoire. Paris : l'Institut d'études politiques, 1995. 2 volumes. 780 p.

Le commerce des armes russes

Hellström J. « The EU Arms Embargo on China: a Swedish Perspective ». *Academia* [En ligne]. 2010. Disponible sur : < https://www.academia.edu/5475879/The_EU_Arms_Embargo_on_China_a_Swedish_Perspective_2010_ > (consulté le 23 août 2015)

Kalinina N. « Militarizaciâ bližnego vostoka: rolʹ Rossii [La militarisation du Moyen-Orient : le rôle de la Russie] ». *Russia confidential* [En ligne]. Volume 12, n°11 (203). 11 novembre 2013. Disponible sur : < http://www.pircenter.org/media/content/files/12/13841567450.pdf >

Makienko K. « Fenomen oružejnogo rynka [Le phénomène du marché d'armes] ». *Vestnik VPK* [En ligne]. n°26 (544). 23 juillet 2014. Disponible sur : < http://vpk-news.ru/articles/21130 > (consulté le 4 mai 2015)

Potsderob A. « Voenno-tehničeskoe sotrudničesstvo Rossii s arabskimi stranami [La coopération militaire et tecnique de la Russie avec les pays arabes] ». *Institut Blijnego Vostoka* [En ligne]. 11 janvier 2009. Disponible sur : < http://www.iimes.ru/rus/stat/2009/11-01-09.htm >

Russian Weapons in Syrian Conflict. Moscou: STATUS company, 2016.

Samarkina N. *Geopolitičeskie aspekty sovremennogo rossijskogo rynka vooruženij [Les aspects géopolitiques du marché russe des armes aujourd'hui]* [En ligne]. Thèse de doctorat : science politique. Moscou : RGGU, 2015. Disponible sur : < http://dissovet.rggu.ru/section.html?id=11979 > 314 p.

Tsiganok A. « Rossijsko-sirijskoe voenno-tehničeskoe sotrudničestvo [La coopération militaire et technique russo-syrienne] ». *Institut Blijnego Vostoka* [En ligne]. 2006. Disponible sur : < http://www.iimes.ru/rus/stat/2006/08-06-06.htm > (consulté le 2 août 2015)

Wallace T., Mesko F. *The Odessa Network. Mapping Facilitators of Russian and Ukrainian Arms Transfers. c4ads* [En ligne]. 2013. Disponible sur : < http://www.globalinitiative.net/download/arms-trafficking/arms(2)/C4ads%20-%20The%20Odessa%20Network%20Mapping%20facilitators%20of%20Russian%20and%20Ukranian%20Arms%20Transfers%20-%20Sept%202013.pdf >

La configuration du régime russe

Adams J. « Who will make Russia's Foreign Policy in 1994 ? ». *RFE/RL Research Report*. Volume 3, n°6. 11 février 1994. pp.36-40.

Fourman D. *Dviženie po spirali. Političeskaâ sistema Rossii v râdu drugih sistem [Le mouvement en spirale. Le système politique russe comparé aux autres]*. Moscou : Ves′ mir, 2010. 168 p.

Nocetti J. « Russia's 'dictatorship-of-the-law' approach to internet policy ». *Internet Policy Review* [En ligne]. Volume 4, Issue 4. 10 novembre 2015. Disponible sur : < http://policyreview.info/articles/analysis/russias-dictatorship-law-approach-internet-policy>

Semenov A. *Surkov i ego propaganda. Fenomen glavnogo ideologa Kremlâ [Sourkov et sa propagande. Le phénomène du principal idéologue du Kremlin]*. Moscou : Knižnij mir, 2014. 256 p.

Rapports entre le religieux et la politique en Russie

Chukin S. « Kratkaâ istoriâ Russkoj Pravoslavnoj Cerkvi zagranicej 1922-1972 [L'histoire succinte de l'Eglise Orthodoxe Russe à l'étranger 1922-1972] ». In : *Russkaâ Pravoslavnaâ Cerkov′ Zagranicej* [En ligne]. Disponible sur : < http://www.synod.com/synod/history/his_rocorshukin.html > (consulté le 6 août 2016)

Lisovoï N. « Imperatorskoe Parvoslavnoe Palestinskoe Obŝestvo: XIX-XX-XXI vv [La société impéraile orthodoxe en XIX - XX - XXI siècles] ». In : *Imperatorskoe Pravoslavnoe Palestinskoe Obŝestvo* [En ligne]. Disponible sur : <

http://www.ippo.ru/historyippo/article/imperatorskoe-pravoslavnoe-palestinskoe-obschestvo-200428 > (consulté le 8 août 2016)

Malachenko A. « Islam v Rossii: nedavnââ istoriâ i sovremennost′ [l'Islam en Russie: l'histoire récente et l'époque contemporaine] ». In : *Poslednie 30* [En ligne]. 18 juin 2015. Disponible sur : < http://last30.ru/issue/islam/research/ > (consulté le 6 décembre 2015)

Mazirin A. « Stalin i ierarhi: vstreča v Kremle [Staline et les hiérarques: la rencontre au Kremlin] ». In : *Pravmir* [En ligne]. 4 septembre 2013. Disponible sur : < http://www.pravmir.ru/stalin-i-ierarxi-vstrecha-v-kremle/ > (consulté le 6 août 2016)

Mitrokhin N. « Russkaâ pravoslavnaâ cerkov′ i greko-katoliki na Zapadnoj Ukraine [L'Eglise orthodoxe russe et les gréco-catholiques en Ukraine occidentale] ». *Otečestvennye zapiski* [En ligne]. n°7. 2002. Disponible sur : < http://magazines.russ.ru/oz/2002/7/2002_07_46.html > (consulté le 8 août 2016)

Mitrokhin N. *Russkaâ pravoslavnaâ cerkov': sovremennoe sostoânie i aktual'nye problemy [L'église orthodoxe russe: l'état et les problèmes actuels]*. Moscou : Novoe literaturnoe obozrenie, 2004. 648 p.

Rezvan E. « Koran i vlast′ v Rossii» [Le Coran et le pouvoir et Russie]. In : Spivak D., Tabbar N. (dir.) *et alii*. *Hristianstvo i islam v kontekste sovremennoj kul'tury: Mežreligioznyj dialog v Rossii i na Bližnem Vostoke* [Le christianisme et l'islam dans le contexte de la culture contemporaine : le dialogue interconfessionnel en Russie et au Moyen-Orient]. Saint-Petersbourg, Beyrouth : Eïdos, 2009, 287 p. pp. 172-188.

Relations bilatérales de la Russie avec les pays du Proche-Orient

« Istoričeskij očerk [Les repères historiques] ». In : *Rossijsko-izrail'skij delovoj sovet* [En ligne]. Disponible sur : < http://rus-israel.ru/about/history.php > (consulté le 14 juillet 2016)

Alpher Y. « The Ukraine/Crimea crisis : ramification for the Middle East ». *Open Democracy*. 08 mai 2014. Disponible sur : <https://www.opendemocracy.net/arab-awakening/yossi-alpher/ukrainecrimea-crisis-ramifications-for-middle-east> (consulté le 28 janvier 2015)

Bmpd. *Izrail'skie BPLA ne doleteli do Kieva [Les drones israéliens n'ont pas rejoint Kiev]*. *bmpd* [En ligne]. 17 octobre 2014. Disponible sur : < http://bmpd.livejournal.com/1027242.html > (consulté le 14 août 2015)

Bmpd. *Vertolety Mi-35P Kipra posle remonta v Rossii [Les hélicoptères Mi-35P chypriotes après la réparation en Russie]*. *bmpd* [En ligne]. 12 mai 2014. Disponible sur : < http://bmpd.livejournal.com/846772.html > (consulté le 29 mai 2015)

Magen Z., Bagno-Moldavsky O. « Ukraine and Operation Protective Edge: Two Sides to Russia's Foreign Policy Coin ». *INSS Insight* [En ligne]. n°589. 14 août 2014. Disponible sur : < http://www.inss.org.il/index.aspx?id=4538&articleid=7504 > (consulté le 14 juillet 2016)

Malek M. « Russia, Iran, and the Conflict in Chechnya ». *Caucasian Review of International Affairs*. Volume 2 (1). 2008. pp.25-34.

Melkumian E. « Rossiâ i arabskie gosudarstva zaliva: vozmožnosti vzaimodejstviâ [La Russie et les Etats arabes du Golfe: les possibilités d'interaction] ». In : *Rossiâ i islamskij mir [La Russie et le monde musulman]*. Moscou : Institut Vosrokovedeniya RAN, Kraft+, 2010. 480p. pp. 144-160.

Mossaki N. « Irak: o perspektivah Rossii v regione Kurdistan [L'Irak: les opportunités de la Russie dans la région du Kurdistan] ». *Institut Bližnego Vostoka* [En ligne]. 2 août 2010. Disponible sur : < http://www.iimes.ru/rus/stat/2010/02-08-10a.htm > (consulté le 2 octobre 2014)

Oultchenko N. « Rossiâ i Turciâ: osnovnye ètapy social′no-političeskogo razvitiâ i dvuhstoronnego èkonomičeskogo sotrudničestva [La Russie et la Turquie: les principaux étapes du développement socio-politique et de la coopération économique bilatérale] ». In : *Rossiâ i islamskij mir [La Russie et le monde musulman]*. Moscou : Institut Vosrokovedeniya RAN, Kraft+, 2010. 480 p. pp.17-28.

Rapport de force militaire au Proche-Orient

« ISIS's Financial and Military Capabilities ». *Crethiplethi* [En ligne]. Hiver 2014. Disponible sur : < http://www.crethiplethi.com/isis-s-financial-and-military-capabilities/islamic-countries/syria-islamic-countries/2015/ > (consulté le 14 février 2016)

Atwood C., White J. « Syrian Air-Defense Capabilities and the Threat to Potential U.S. Air Operations ». *Policywatch 2257* (The Washington Institute) [En ligne]. 23 mai 2014. Disponible sur : < http://www.washingtoninstitute.org/policy-analysis/view/syrian-air-defense-capabilities-and-the-threat-to-potential-u.s.-air-operat > (consulté le 3 juin 2016)

Bmpd. *Livan polučaet amerikanskoe vooružnie [Le Liban obtient les armes américaines]*. *bmpd* [En ligne]. 10 février 2015. Disponible sur : < http://bmpd.livejournal.com/1173743.html > (consulté le 10 juin 2015)

Caves J. *Syrian Kurds and the Democratic Union Party (PYD)*. *Backgrounder*. *Institute for the study of war* [En ligne]. 6 décembre 2012. Disponible sur: <http://www.understandingwar.org/sites/default/files/Backgrounder_SyrianKurds.pdf>

Einav O. « The Battle for Daraa: Shifting the Balance in Syria? ». *INSS Insight* [En ligne]. n° 693. 3 mai 2015. Disponible sur : < http://www.inss.org.il/index.aspx?id=4538&articleid=9401 > (consulté le 6 mars 2016)

Trofino S., Nemets A. « Russia: Tipping the Balance in the Middle East ». *Journal of Slavic Military Studies*. n°22. 2009. pp.367-382.

Sources

Liste des entretiens

1. Entretien avec Roman Bronfman (ancien député de la Knesset, fondateur des partis israéliens russophones « Israel Ba'alyah » et «Le Choix Démocratique » (russe : Demokratičeskij vybor)), Tel-Aviv, le 26 décembre 2012.
2. Entretien avec Anna Oukolova (capitaine de l'armée israélienne en charge des relations avec les médias russophones, « la voix russe de tsahal »), Tel-Aviv, le 26 décembre 2012.
3. Entretien avec Roman Bronfman, Tel-Aviv, le 30 décembre 2012.
4. Entretien avec une source souhaitant rester anonyme, issue de la classe politique israélienne, Tel-Aviv, le 30 décembre 2012.
5. Entretien avec David Shawgen, archiviste du Centre de l'héritage circassien à Kfar Kama, Kfar Kama (Israël), le 8 mars 2014.
6. Entretien avec une source souhaitant rester anonyme, issue de l'appareil diplomatique russe, Tel-Aviv, le 10 mars 2014.
7. Entretien avec Natalia Iakimtchouk (directrice de la Maison culturelle russe de Tel-Aviv), Tel-Aviv, le 10 mars 2014.

8. Entretien avec Samuel Barnaï (spécialiste des Juifs post-soviétiques de l'Université Hébraïque de Jérusalem), Jérusalem, le 12 mars 2014.
9. Entretien avec Pavel Aronson, dirigeant de « l'association de l'amitié russo-israélienne ADIR », Jérusalem, le 14 mars 2014.
10. Entretien avec une source souhaitant rester anonyme, issue de la Maison des communautés de Jésrusalem, Jérusalem, le 14 mars 2014.
11. Entretien avec Andreas Theophanous, directeur du « Cyprus Center for European and International Affairs », Nicosie, le 16 avril 2014.
12. Entretien avec Craig Webster, professeur à l'Univesité de Nicosie, Nicosie, le 16 avril 2014.
13. Entretien avec Constantinos Adamides, enseignant-chercheur à l'Université de Nicosie, Nicosie, le 16 avril 2014.
14. Entretien avec Andreas Christou, maire de Limassol et ancien ministre de l'Intérieur de Chypre, Limassol, le 17 avril 2014.
15. Entretien avec une source souhaitant rester anonyme, proche du gouvernement chypriote, Nicosie, le 18 avril 2014.

Outils de la recherche : bases de données, répertoires

Financial Tracking Service. Disponible sur : <fts.unocha.org>

L'archive électronique des déclarations de la politique étrangère russe du ministère des Affaires étrangère de la Fédération de Russie. Disponible sur : <www.mid.ru>

La Banque centrale russe. Disponible sur : <http://www.cbr.ru/>

Le ministère de l'Intérieur russe, le portail des statistiques légales du Parquet général russe. Disponible sur : <crimestat.ru>

Le Service fédéral russe des statistiques publiques. Disponible sur : <http://www.gks.ru/>

Refworld. Disponible sur : <http://www.refworld.org/>

The Observatory of Economic Complexity. Disponible sur : < http://atlas.media.mit.edu/en/ >

The world factbook. Disponible sur : <https://www.cia.gov/library/publications/the-world-factbook/>

Articles de la presse et des médias russes

Dépêches des agences de presse russes

« "Cvetnye revolûcii": tehnologiâ, žetrvy i rezul′taty [Les révolutions de couleurs: la technologie, les victimes et les résultats] ». *RIA Novosti* [En ligne]. 21 novembre 2014. Disponible sur : < http://ria.ru/infografika/20141121/1034468823.html > (consulté le 29 juillet 2016)

« Biografiâ Leonida Nevzlina [La biographie de Leonid Nevzlin] ». *RIA Novosti* [En ligne]. 24 juin 2013. Disponible sur : < http://ria.ru/spravka/20130624/945483042.html > (consulté le 30 juillet 2016)

« Bolgariâ zapretila polety samoletam s gumanitarnoj pomoŝ′û Sirii s 1 po 24 sentâbrâ [La Bulgarie a interdit les vols des avions acheminant l'aide humanitaire en Syrie du 1 au 24 septembre] ». *TASS* [En ligne]. 8 septembre 2015. Disponible sur : < http://tass.ru/mezhdunarodnaya-panorama/2245341 > (consulté le 17 août 2016)

« Dominik Štilhart: MKKK osuŝestvlâet v Sirii svoû samuû samuû bol′šuû gumanitarnuû operaciû [Dominique Stillhart: le CICR mène en Syrie sa plus grande opération humanitaire] ». *Interfax* [En ligne]. 2 novembre 2015. Disponible sur : < http://www.interfax.ru/interview/476972 > (consulté le 19 août 2016)

« FT: Rossiâ narušila plany SŠA sozdat′ bespoletnuû zonu nad Siriej [FT: La Russie a saboté le projet des Etats-Unis de création d'une zone d'exclusion aérienne dans le ciel syrien] ». *RIA Novosti* [En ligne]. 5 octobre 2015. Disponible sur : < http://ria.ru/arab_riot/20151005/1296919702.html > (consulté le 27 janvier 2016)

« Glavari boevikov, uničtožennye na Severnom Kavkaze v 2000-2013 godah [Les caïds des boéviks éliminés au Caucase Nord en 2000-2013] ». *RIA Novosti* [En ligne]. 21 mars 2013. Disponible sur : < http://ria.ru/spravka/20130521/938542739.html > (consulté le 3 février 2016)

« Gruziâ vvodit ugolovnuû otvetstvennost′ za učastie v vooružennyh formirovaniâh drugih stran [La Géorgie instaure la responsabilité pénale pour la participation aux groupes armés étrangers] ». *IA REGNUM* [En ligne]. 14 janvier 2015. Disponible sur : < http://regnum.ru/news/polit/1884415.html > (consulté le 18 février 2016)

« Gumanitarnaâ operaciâ v Sirii: Aleppo pered šturmom [L'opération humanitaire en Syrie: Alep avant l'assaut] ». *RIA Novosti* [En ligne]. 3 août 2016. Disponible sur : < http://ria.ru/analytics/20160801/1473350659.html > (consulté le 19 août 2016)

« Investicionnoe rešenie po proektu stroitel′stva AÈS v Iordanii budet prinâto v 2017 g [L'accord sur l'investissement pour la construction de la centrale nucléaire en Jordanie sera adopté en 2017] ». *TASS* [En ligne]. 28 mars 2016. Disponible sur : < http://tass.ru/ekonomika/3155943 > (consulté le 5 juin 2016)

« Ioradniâ zakupaet v Rossii Il-76 i sovmestno proizvodit granatomety [La Jordanie achète à la Russie des Il-76 et produit conjointement des lance-grenades] ». *Ria Novosti* [En ligne]. 19 janvier 2011. Disponible sur : < http://ria.ru/defense_safety/20110119/323487895.html > (consulté le 16 août 2015)

« Izrail′ načnet snabžat′ Rossiû razveddannymi po Sirii [Israël fournira la Russie en renseignements sur la Syrie] ». *Interfax* [En ligne]. 9 octobre 2015. Disponible sur : < http://www.interfax.ru/world/472363 > (consulté le 15 juillet 2016)

« Kipr podtverždaet zaderžanie sudna iz Rossii s gruzom dlâ Sirii [Chypre confirme l'arrêt d'un cargo en provenance de Russie avec une cargaison pour la Syrie] ». *RIA Novosti* [En ligne]. 11 janvier 2012. Disponible sur : < http://ria.ru/arab_sy/20120111/536992302.html > (consulté le 11 mars 2016)

« Kolokol′cev nasčital 1,8 tysâči voûûŝih na storone IGIL rossiân [Kolokoltsev a estimé que le nombre des citoyens russes combattant dans les rangs de l'EI s'est levé à 1800] ». *Interfax* [En ligne]. 17 septembre 2015. Disponible sur : < http://www.interfax.ru/russia/467519 > (consulté le 1 février 2016)

« Lavrov: Asad - ne takoj že soûznik Rossii, kak Turciâ dlâ SŠA [Lavrov: il n'y a pas d'équivalent d'alliance américano-turque entre la Russie et Assad] ». *RIA Novosti* [En ligne]. 4 mai 2016. Disponible sur : < http://ria.ru/syria/20160504/1426229888.html > (consulté le 13 juillet 2016)

« Lidery RF i Sirii proveli principial′nyj razgovor na temu stroitel′stva AÈS [Les leaders de la Russie et de la Syrie ont eu un entretien crucial concernant la construction d'une centrale nucléaire] ». *Interfax* [En ligne]. 12 mai 2010. Disponible sur : < http://www.interfax.ru/business/136406 > (consulté le 9 juin 2016)

« MID RF : tol′ko SB OON možet prinât′ rešenie o bufernoj zone v Sirii [MAE russe : c'est seulement le Conseil de Sécurité de l'ONU qui peut prendre la décision sur une zone tampon en Syrie] ». 9 septembre 2014. *Ria Novosti* [En ligne]. Disponible sur: http://ria.ru/politics/20141009/1027618860.html (consulté le 17 mars 2016)

« Mitropolit Ilarion: Bližnij Vostok i Ukraina - časti odnoj strategii [Métropolite Hilarion: le Moyen-Orient et l'Ukraine sont l'objet de la même stratégie] ». *RIA Novosti* [En ligne]. 5 août 2014. Disponible sur : < http://ria.ru/religion/20140805/1018849101.html > (consulté le 9 mars 2015)

« Moskva vystupaet za učastie sirijskih kurdov v "Ženeve-2" [Moscou est pour la participation des Kurdes syriens à "Genève-2"] ». *RIA Novosti* [En ligne]. 30 juillet 2013. Disponible sur : < http://ria.ru/arab_riot/20130730/953050917.html > (consulté le 8 mars 2016)

« Na Severnom Kavkaze prošla specoperaciâ [Une opération spéciale a eu lieu au Caucase Nord] ». *Interfax* [En ligne]. 21 octobre 2012. Disponible sur : < http://www.interfax.ru/russia/271908 > (consulté le 30 janvier 2016)

« NAK: plany IG o sozdanii "èmirata" v Afganistane ugrožaût Central′noj Azii, Iranu i Kitaû [NAK: les plans de l'EI de créer un « émirat » en Afghanistan menacent l'Asie Centrale, l'Iran et la Chine] ». *TASS* [En ligne]. 10 novembre 2015. Disponible sur : < http://tass.ru/politika/2421757 > (consulté le 1 février 2016)

« Novyj zakonoproekt utočnit ponâtie "sootečestvenniki za rubežom" [Le nouveau projet de loi précisera la notion de "compatriotes à l'étranger"] ». *RIA Novosti* [En ligne]. 21 mars 2010. Disponible sur : < http://ria.ru/politics/20100321/215547703.html > (consulté le 8 août 2016)

« Oficial′nym predstavitelem MID RF stala Mariâ Zaharova [Maria Zakharova est devenue la représentante officiele du MAE de Fédération de Russie] ». *TASS* [En ligne]. 10 août 2015. Disponible sur : < http://tass.ru/politika/2176823 > (consulté le 30 juillet 2016)

« Predsedatel′ soveta dikrektorov kompanii "Džadara" Mark Vološin: "Iordaniâ hotela by zakupat′ rossijskoe vooruženie, pričem ne prosto rossijskoe, a lučšee" [Le directeur du conseil d'administration de la compagnie "Jadara" Mark Volochin: "la Jordanie voudrait acheter les armes russes, pas simplement les armes russes, mais les meilleurs"] ». *Interfax AVN* [En ligne]. Disponible sur : < http://www.militarynews.ru/story.asp?rid=2&nid=357713 > (consulté le 1 novembre 2015)

« Putin podpisal zakon o restrukturizacii kredita Kipru [Poutine a signé la loi de restructuration de la dette chypriote] ». *Interfax* [En ligne]. 10 mars 2015. Disponible sur : < http://www.interfax.ru/business/428814 > (consulté le 12 août 2016)

« Putin podpisal zakon o vozmeŝenii uŝerba, pričinennogo terroristami [Poutine a signé la loi sur le dédommagement des dégâts causés par les terroristes] ». *RIA Novosti* [En ligne]. 3 novembre 2013. Disponible sur : < http://ria.ru/politics/20131103/974500843.html > (consulté le 30 janvier 2016)

« Putin rasskazal, čto operaciâ v Sirii obošlas′ Rossii primerno v 33 mlrd rublej [Poutine a déclaré que l'opération en Syrie a couté quelque 33 milliards de roubles à la Russie] ». *TASS* [En ligne]. 17 mars 2015. Disponible sur : < http://tass.ru/politika/2747726 > (consulté le 20 mars 2016)

« Putin: "cvetnye revolûcii" priveli k tomu, čto džin vyrvalsâ iz butylki [Poutine: "les révolutions de couleurs" ont ouvert la boîte de pandore] ». *TASS* [En ligne]. 24 octobre 2014. Disponible sur : < http://tass.ru/politika/1530626 > (consulté le 29 juillet 2016)

« Putin: RF postavila Sirii komponenty S-300, postavka ne zaveršena [Poutine: La Fédération de Russie a livré à la Syrie des composantes des S-300, la livraison n'est pas terminée] ». *RIA Novosti* [En ligne]. 4 septembre 2013. Disponible sur : < http://ria.ru/defense_safety/20130904/960598111.html > (consulté le 17 mars 2016)

« RF i Iordaniâ podpisali soglašenie o prostrojke pervoj iordanskoj AÈS [La Russie et la Jordanie ont signé un accord de construction de la toute première centrale atomique jordanienne] ». *RIA Novosti* [En ligne]. 24 mars 2015. Disponible sur : < http://ria.ru/atomtec/20150324/1054258546.html > (consulté le 5 juin 2016)

« RF i Turciâ dogovorilis′ o stroitel′stve "Golubogo potoka-2" [La Fédération de Russie et la Turquie se sont mises d'accord pour construire le "Blue Stream-2"] ». *RIA Novosti* [En ligne]. 6 août 2009. Disponible sur : < http://ria.ru/economy/20090806/179981598.html > (consulté le 12 avril 2016)

« RF ne pričislâet "Hezbollu" i HAMAS k terrorističeskim organizaciâm [La Fédération de Russie ne considère pas le "Hezbollah" et le HAMAS comme organisations terroristes] ». *Interfax* [En ligne]. 15 novembre 2015. Disponible sur : < http://www.interfax.ru/world/479405 > (consulté le 15 juillet 2016)

« Rol′ Rossii v urgelirovanii vooružennogo konflikta v Sirii. Doss′e [Le rôle de la Russie dans la régulation du conflit armé en Syrie. Dossier] ». *TASS*. le 16 janvier 2014. URL : http://itar-tass.com/info/889036 (consulté le 14 décembre 2014)

« Rossiâ ne budet sozdavat′ v sirijskom portu Tartus bazu VMF [La Russie ne va pas créer de base de la marine de guerre russe dans le port syrien de Tartous] ». *Interfax* [En ligne]. 27 mars 2015. Disponible sur : < http://www.interfax.ru/world/432584 > (consulté le 25 octobre 2015)

« Rossiâ peredala Palestine pâtdesât BTR [La Russie a transféré à la Palestine cinquante "BTR"] ». *RIA Novosti* [En ligne]. 20 juillet 2010. Disponible sur : < http://ria.ru/defense_safety/20100720/256632942.html > (consulté le 25 mai 2016)

« Rossiâ protiv sozdaniâ bespolëtnoj zony v Sirii - zamglavy MID RF Bogdanov [La Russie est contre l'instauration d'une zone d'exclusion aérienne en Syrie – vice-ministre du MAE russe Bogdanov]». *Interfax AVN* [En ligne]. 6 octobre 2015. Disponible sur : http://www.militarynews.ru/story.asp?rid=1&nid=391426 (consulté le 17 mars 2016)

« Russian, Iraqi-Kurd Politicians Seek Closer Ties ». *RIA Novosti*. 20 avril 2012. Disponible sur : < http://en.ria.ru/russia/20120420/172944009.html > (consulté le 2 octobre 2014)

« Turciâ posadila vtoroj samolet» [La Turquie a forcé l'atterrissage d'un deuxième avion]. *Interfax*. 15 octobre 2012. Disponible sur: <http://www.interfax.ru/russia/270866> (consulté le 25 novembre 2015)

Abhishek K. « Qatar to maintain North Dome moratorium ». *Interfax Global Energy* [En ligne]. 21 mai 2014. Disponible sur : < http://interfaxenergy.com/analytics/article/147/qatar-to-maintain-north-dome-moratorium > (consulté le 15 avril 2016)

Goulieva E. « Rossijsko-izrail′skie otnošeniâ. Doss′e [Les relations russo-israéliennes. Dossier] ». *TASS* [En ligne]. 16 mars 2016. Disponible sur : < http://tass.ru/info/2741507 > (consulté le 14 juillet 2016)

Tchoukova T. « Voenno-tehničeskoe sotrudničestvo Rossii i Kipra. Doss′e [La coopération militaire et technique de la Russie avec Chypre. Dossier] ». *TASS* [En ligne]. 24 février 2015. Disponible sur : < http://tass.ru/info/1787557 > (consulté le 29 mai 2015)

Vinogradov Z. « Kanon - ne zakon: začem Porošenko obeŝaet avtonomiû raskol′nikam [Le canon n'est pas la loi: pourquoi Porochenko promet aux schismatiques une autonomie] ». *RIA Novosti* [En ligne]. 29 juillet 2016. Disponible sur : < http://ria.ru/analytics/20160729/1473195268.html > (consulté le 8 août 2016)

Autre presse russe

« "Islamskoe Gosudarstvo" prinâlo prisâgu boevikov Severnogo Kavkaza [« l'Etat Islamique » a accepté l'allégeance des boéviks du Caucase Nord] ». *Kavkazskij uzel* [En ligne]. 24 juin 2015. Disponible sur : < http://www.kavkaz-uzel.ru/articles/264497/ > (consulté le 22 février 2016)

« "Krasnaâ" i "belaâ" cerkvi vstretilis′ na Svâtoj zemle ["L'Eglise rouge" et "l'Eglise blanche" se sont retrouvées ensemble sur la Terre sainte ». *Izvestiâ* [En ligne]. 14 avril 2008. Disponible sur : < http://izvestia.ru/news/335476 > (consulté le 4 janvier 2015)

« "Russian Tweet Disparages US-led Coalition Efforts to Arm Syrian Rebels" ». *Sputnik* [En ligne]. 6 octobre 2015. Disponible sur : < http://sputniknews.com/world/20151006/1028106962/russia-embassy-uae-tweet-rebels.html > (consulté le 29 juillet 2016)

« al-wāqiʿ al-ǧīusīāsī al-ǧadīd - mā yahummu al-ʿarab huwa natīǧat aḥdaṯ al-qrim [La nouvelle donne géopolitique - le résultat des événements criméens préoccupe les Arabes] ». *Arabic Sputniknews* [En ligne]. 6 juin 2014. Disponible sur : < http://arabic.sputniknews.com/arabic.ruvr.ru/2014_06_06/273236713/ > (consulté le 17 février 2016)

« Antiohijskaâ Cerkov′ molitsâ o mire na Ukraine » [L'Eglise d'Antioche prie pour la paix en Ukraine]. *Pravmir* [En ligne]. 5 août 2015. Disponible sur : <http://www.pravmir.ru/antiohiyskaya-tserkov-molitsya-o-mire-na-ukraine/>

« Bombardirovka Pankisskogo uŝel′â [Le bombardement de la vallée de Pankissi] ». *Gazeta.ru* [En ligne]. 23 août 2002. Disponible sur : < http://www.gazeta.ru/2002/08/23/box_2221.shtml >

« Èrdogan: Turciâ nikogda ne priznaet rezul′taty referenduma po Krymu» [Erdogan : la Turquie ne reconnaîtra jamais les résultats du référendum sur la Crimée]. *Gazeta.ru* [En ligne]. 2 août 2015. Disponible sur :

http://www.gazeta.ru/politics/news/2015/08/02/n_7428569.shtml (consulté le 25 novembre 2015)

« Frappes russes en Syrie: les Casques blancs inondent le Web d'intox ». *Sputnik* [En ligne]. 1 octobre 2015. Disponible sur : < https://fr.sputniknews.com/international/201510011018516930-Syrie-casques-blancs-falsification-faux/ > (consulté le 4 juin 2017)

« FSB obnarodovala statistiku po rossiânam, voûûŝim za IG, kotoraâ rashoditsâ s dannymi MVD [Les FSB a publié les statistiques sur les citoyens russes combattant pour l'EI qui divergent des données du MVD] ». *Newsru.com* [En ligne]. 18 septembre 2015. Disponible sur : < http://www.newsru.com/russia/18sep2015/fsb.html > (consulté le 1 février 2016)

« Gazprom Marketing & Trading podpisalo osnovnye usloviâ otbora SPG v ramkah proekta Tamar FLNG v Izraile [Gazprom Marketing & Trading a signé les conditions de base de transfert du GNL dans le cadre du projet Tamar FLNG en Israël] ». *Gazpromexport* [En ligne]. 26 février 2013. Disponible sur : < http://www.gazpromexport.ru/presscenter/press/838/ > (consulté le 1 mai 2016)

« Glava MID Izrailâ kritikuet Rossiû za kontakty s Hamas [Le chef du MAE d'Israël critique la Russie pour ses contacts avec le Hamas] ». *Bol'šoj Kavkaz* [En ligne]. 16 mai 2010. Disponible sur : < http://www.bigcaucasus.com/events/news/16-05-2010/35446-0/ > (consulté le 30 juillet 2016)

« Glavkom ob″âvil o načale formirovaniâ sredizemnomorskoj èskadry VMF [Le chef des armées a déclaré la mise en place de la force navale d'action en Méditerranée de la marine de guerre russe]». *Flot XXI vek* [En ligne]. 11 mars 2013. Disponible sur : < http://blackseafleet-21.com/news/11-03-2013_glavkom-objavil-o-nachale-formirovanija-sredizemnomorskoj-eskadry-vmf > (consulté le 8 mars 2016)

« Glavkom: VMF planiruet bazirovat′ v Tartuse tâželye korabli i avianoscy [Le chef des armées: La Marine de guerre russe projette de baser des bâtiments de grand tonnage et des porte-avions à Tartous] ». *Vzglâd* [En ligne]. 2 août 2010. Disponible sur : < http://www3.vz.ru/news/2010/8/2/422461.html?utm_campaign=vz&utm_medium=referral&utm_source=newsanons > (consulté le 25 octobre 2015)

« HAMAS - HVALA GEORÂM! [Hamas - gloire aux héros!] ». *Zavtra* [En ligne]. N°48 (784). 25 novembre 2008. Disponible sur : < http://zavtra.ru/content/view/2008-11-2621/ > (consulté le 23 décembre 2015)

« HAMAS i "Hizballa" priznali nezavisimostʹ Abhazii i Ûžnoj Osetii [Le Hamas et le “Hezbollah” ont reconnu l’indépendance de l’Abkhazie et de l’Ossétie du Sud] ». *Grani* [En ligne]. 27 août 2008. Disponible sur : < http://grani.ru/Politics/Russia/m.140642.html > (consulté le 8 janvier 2016)

« Humanitarian corridors in Syria: Way out of crisis or way in for invaders? ». *Russia Today* [En ligne]. 19 février 2012. Disponible sur : < https://www.rt.com/news/syria-humanitarian-corridors-intervention-669/ > (consulté le 17 août 2016)

« Istočnik: izbienie posla Rossii v Katare svâzano s poziciej Moskvy po Sirii [Source: le passage à tabac de l’ambassadeur de Russie à Qatar est lié à la position de Moscou sur la Syrie] ». *Gazeta.ru* [En ligne]. 3 décembre 2011. Disponible sur : < http://www.gazeta.ru/news/lastnews/2011/12/03/n_2120334.shtml > (consulté le 1 juillet 2016)

« Izbityj v aèroportu Dohi rossijskih posol uehal iz Katara [L’ambassadeur russe battu à l’aéroport de Doha est parti du Qatar] ». *Gazeta.ru* [En ligne]. 10 décembre 2011. Disponible sur : < http://www.gazeta.ru/news/lenta/2011/12/10/n_2130154.shtml > (consulté le 1 juillet 2016)

« Izrailʹ osudil Rossiû za postvku v Siriû MiG-29 i sistem "Pancirʹ" - oružie možet popastʹ k terroristam [Israël a condamné la Russie pour avoir livré des MiG-29 et des systèmes « Pantsir » à la Syrie - les armes peuvent se retrouver entre les mains des terroristes] ». *Newsru.com* [En ligne]. 17 mai 2010. Disponible sur : < http://live.newsru.com/world/17may2010/izrailarms.html > (consulté le 30 juillet 2016)

« Komandira tadžikskogo OMON obnaružili v râdah IGIL [Le chef de l’OMON du Tadjikistan a été découvert dans les rangs de l’EI] ». *Lenta.ru* [En ligne]. 28 mai 2015. Disponible sur : < http://lenta.ru/news/2015/05/28/ig/ > (consulté le 29 janvier 2016)

« Komu Rossiâ proŝala dolgi [Les pays dont la Russie a effacé la dette] ». *Kommersant"* [En ligne]. 12 octobre 2013. Disponible sur : < http://www.kommersant.ru/doc/2364889 > (consulté le 24 mai 2016)

« La Chine déclare son soutien à l'opération russe en Syrie ». *Sputnik* [En ligne]. 4 décembre 2015. Disponible sur : < https://fr.sputniknews.com/international/201512041020048576-chine-soutient-operation-russe-en-syrie/ > (consulté le 9 septembre 2016)

« Les Arméniens de Syrie survivent en défiant le terrorisme ». *Sputnik* [En ligne]. 16 janvier 2016. Disponible sur : < https://fr.sputniknews.com/international/201601161020992357-armeniens-kessab-syrie/ > (consulté le 5 novembre 2016)

« Margelov: Pervyj šag v Sirii za Asadom, Moskva ždet [Marguelov: En Syrie c'est à Assad de faire le premier pas, Moscou attend] ». *Vzglâd* [En ligne]. 23 mars 2012. Disponible sur : < http://www3.vz.ru/news/2012/3/23/570457.html > (consulté le 22 décembre 2015)

« Medvedev ob″âsnil dejstviâ Rossii v Sirii nacional′nym interesom [Medvedev a expliqué les actions de la Russie en Syrie par l'intérêt national] ». *Lenta.ru* [En ligne]. 17 octobre 2015. Disponible sur : < http://lenta.ru/news/2015/10/17/medvedev/ > (consulté le 1 février 2016)

« Medvedev: nalog na vklady na Kipre vyglâdit kak konfiskaciâ čužih deneg; povliâet na otnošeniâ s Rossiej [Medvedev: l'impôt sur les dépôts à Chypre ressemble à la confiscation d'argent ; cela affectera les relations avec la Russie] ». *Gazeta.ru* [En ligne]. 18 mars 2013. Disponible sur : < https://www.gazeta.ru/politics/news/2013/03/18/n_2804433.shtml > (consulté le 6 août 2016)

« Minoborony RF planiruet zakupku 90 bespilotnikov izrail′skoj razrabotki [Le ministère de la Défense russe projette d'acheter 90 drones de conception israélienne] ». *Newsru.co.il* [En ligne]. 7 avril 2016. Disponible sur : < http://www.newsru.co.il/finance/07apr2016/forpost_110.html > (consulté le 14 juillet 2016)

« Moscou suspend le projet Turkish Stream en réponse à la destruction de son avion par Ankara ». *RT en Français* [En ligne]. 3 décembre 2015. Disponible sur : <

https://francais.rt.com/economie/11485-moscou-suspend-turkish-stream-avion > (consulté le 10 septembre 2016)

« Na sirijsko-tureckoj granice istrebiteli Turcii sbili rossijskij bombardirovŝik Su-24. Translâciâ» [Les chasseur turcs ont abattu un bombardier russe Su-24 à la frontière turco-syrienne. En direct]. *Novaâ gazeta* [En ligne]. 24 novembre 2015. Disponible sur : < http://www.novayagazeta.ru/news/1698181.html> (consulté le 25 novembre 2015)

« Ne puskajte detej na vojnu! Udvoilos′ čislo rossiân, zaverbovannyh IGIL [Ne laissez pas les enfants partir à la guerre! Le nombre de Russes recrutés par l'EI a doublé] ». *AIF* [En ligne]. 10 juin 2015. Disponible sur : < http://www.aif.ru/society/safety/ne_puskayte_detey_na_voynu_udvoilos_chislo_rossiyan_zaverbovannyh_igil > (consulté le 21 février 2016)

« Oleg Syromolotov naznačen zamestitelem glavy MIDa po bor′be s terrorizmom [Oleg Siromolotov est nommé au poste de vice-ministre des Affaires étrangères en charge de lutte contre le terrorisme] ». *Kommersant"* [En ligne]. 19 mars 2015. Disponible sur : < http://www.kommersant.ru/doc/2689581 > (consulté le 21 février 2016)

« Over 1,000 Syrian refugees granted Russian asylum – official ». *Russia Today* [En ligne]. 5 février 2014. Disponible sur : < https://www.rt.com/politics/russia-syrian-refugees-asylum-631/ > (consulté le 17 août 2016)

« Patriarh Kirill prizval k simfonii v otnošeniâh cerkvi i gosudarstva [Le patriarche Cyrille a appelé à la symphonie dans les relations entre l'Eglise et l'Etat] ». *Izvestiâ* [En ligne]. 2 février 2009. Disponible sur : < http://izvestia.ru/news/443944 > (consulté le 22 août 2016)

« Peregovory Gazproma v Izraile: tri varianta dal′nejših dejstvij [Les négociations du Gazprom à Israël : trois scénarios des futurs développements] ». *Izrrus.co.il* [En ligne]. 29 février 2012. Disponible sur : < http://izrus.co.il/dvuhstoronka/article/2012-02-29/17157.html > (consulté le 2 mai 2016)

« Peskov nazval neaktual′nym vopros o razmeŝenii bežencev iz Sirii v Rossii [Peskov a considéré la question d'installation des réfugiés de Syrie en Russie comme n'étant pas d'actualité] ». *RBK* [En ligne]. 10 septembre 2015. Disponible sur : <

http://www.rbc.ru/rbcfreenews/55f159239a7947c5706c6e46 > (consulté le 26 juillet 2016)

« Pravoslavnomu palestinskomu obŝestvu pomogli predstaviteli drugoj religii [La société palestinienne orthodoxe a été aidée par des représentants d'une autre religion] ». *Newsru.com* [En ligne]. 6 décembre 2007. Disponible sur : < http://palm.newsru.com/religy/06dec2007/ippo.html > (consulté le 31 mars 2015)

« Predstaviteli čerkesskih organizacij nazvali "nekorrektnym" i "neožidannym" otvet MID RF na pros′bu uskorit′ èvakuaciû sootečestvennikov iz Sirii [Les représentants des organisations circassiennes ont qualifié « d'impertinente » et de « surprenante » la réponse du MAE de Russie à la demande d'accélérer l'évacuation des compatriotes de la Syrie] ». *Kavkazskij Uzel* [En ligne]. 2 février 2013. Disponible sur : < http://www.kavkaz-uzel.eu/articles/219562/ > (consulté le 26 juillet 2016)

« Putin nazval cel′û Su-24 boevikov rossijskogo proishoždeniâ [Poutine a déclaré que les combattants originaires de Russie étaient la cible du Su-24] ». *Lenta.ru* [En ligne]. 24 novembre 2015. Disponible sur : < http://lenta.ru/news/2015/11/24/russian/ > (consulté le 1 février 2016)

« Putin obsudil s členami Sovbeza migracionnyj krizis [Poutine a discuté la crise migratoire avec les membres du Conseil de sécurité] ». *RBK* [En ligne]. 7 septembre 2015. Disponible sur : < http://www.rbc.ru/rbcfreenews/55edaa239a794733f82996f6 > (consulté le 26 juillet 2016)

« Putin otkazalsâ tânut′ "Goluboj potok-2" do Izrailâ [Poutine a renoncé au rallongement du "Blue Stream-2" jusqu'en Israël] ». *Lenta.ru* [En ligne]. 8 juin 2010. Disponible sur : < https://lenta.ru/news/2010/06/08/stream1/ > (consulté le 12 avril 2016)

« Putin: okolo 7 tysâč vyhodcev iz Rossii i stran SNG voûût na storone IG [Poutine: environ 7 milles originaires de Russie et des pays de la CEI combattent du côté de l'EI] ». *Gazeta.ru* [En ligne]. 16 octobre 2015. Disponible sur : < http://www.gazeta.ru/politics/news/2015/10/16/n_7779119.shtml > (consulté le 1 février 2016)

« Reznâ v Kesabe: boeviki "Al′-Kaidy" žestoko raspravilis′ s armânami-hristianami [Le massacre à Kessab: les combattants d'Al-Qaïda ont brutalement réglé leurs

comptes avec les chrétiens arméniens] ». *Vesti* [En ligne]. 1 avril 2014. Disponible sur : < http://www.vesti.ru/doc.html?id=1431909 > (consulté le 5 novembre 2016)

« Rossiâ aktivizirovala postavki v Siriû oružiâ i boepripasov [La Russie a intensifie la livraison d'armes et de munitions à la Syrie] ». *Vedomosti* [En ligne]. 9 septembre 2015. Disponible sur : < http://www.vedomosti.ru/politics/articles/2015/09/09/608073-rossiya-aktivizirovala-postavki-siriyu-oruzhiya-boepripasov > (consulté le 27 février 2016)

« Rossiâ i Kipr podpisali soglašenie o smâgčenii uslovij kredita [La Russie et Chypre ont signé un accord sur l'allégement des conditions de l'emprunt] ». *Lenta.ru* [En ligne]. 12 septembre 2013. Disponible sur : < https://lenta.ru/news/2013/09/12/credit/ > (consulté le 1 mai 2016)

« Rossiâ pečataet den′gi dlâ Sirii [La Russie imprime de l'argent pour la Syrie] ». *Izvestiâ* [En ligne]. 14 juin 2012. Disponible sur : < http://izvestia.ru/news/527442 > (consulté le 12 juillet 2016)

« Rossiâ prizvala meždunarodnoe soobŝestvo reagirovat′ na verbovku graždan "Islamskim gosudarstvom" [La Russie a appelé la communauté internationale à réagir face au recrutement des civils par "L'Etat islamique"] ». *Kommersant"* [En ligne]. 18 juin 2015. Disponible sur : < http://www.kommersant.ru/doc/2749403 > (consulté le 21 février 2016)

« Rossiâ v Sirii: Kitaj molčit iz principa, Izrail′ – po neobhodimosti - mnenie [La Russie en Syrie: la Chine se tait par conviction, Israël par nécessité - opinion] ». *Pravda* [En ligne]. 29 février 2016. Disponible sur : < http://www.pravda.ru/news/world/asia/middleeast/29-02-2016/1293611-siria-0/ > (consulté le 9 septembre 2016)

« Rossijskoe sudno s vertoletami dlâ Sirii ostanovili v Šotlandii [Un navire russe avec des hélicoptères pour la Syrie au bord a été arrêté en Ecosse] ». *Lenta.ru* [En ligne]. 19 juin 2012. Disponible sur : < http://lenta.ru/news/2012/06/19/helicopters/ > (consulté le 11 mars 2016)

« Rosturizm zapretil prodažu putevok v Turciû» [Rostourizm a interdit la vente des tours à destination de la Turquie]. *Lenta.ru* [En ligne]. 24 novembre 2015. Disponible sur : <http://lenta.ru/news/2015/11/24/tourism/> (consulté le 25 novembre 2015)

« RPC podderžala rešenie Sovfeda po ispol′zovaniû vojsk v Sirii [l'EOR a soutenu la décision du Conseil de Fédération relative au recours à l'armée en Syrie] ». *RBK* [En ligne]. 30 septembre 2015. Disponible sur : < http://www.rbc.ru/rbcfreenews/560bc29f9a794717b291ce38 > (consulté le 8 août 2016)

« Russia-Israel Military Coordination Talks to Open Tuesday ». *The Moscow Times* [En ligne]. 6 octobre 2015. Disponible sur : < http://www.themoscowtimes.com/news/article/russia-israel-military-coordination-talks-to-open-tuesday/537244.html > (consulté le 14 juillet 2016)

« Russian airbase in Syria : RT checks out everyday life at Latakia airfield ». *Russia Today*. 3 octobre 2015. Disponible sur: https://www.rt.com/news/317528-latakia-russian-khmeimim-airbase/ (consulté le 18 mars 2016)

« Saakašvili prisutstvoval na pohoronah specnazovca, pogibšego v uŝel′e Lopota [Saakachvili a assisté aux obsèques d'un membre des forces spéciales tué dans la vallée de Lopota]». *Èho Kavkaza* [En ligne]. 2 septembre 2012. Disponible sur : < http://www.ekhokavkaza.com/content/news/24695715.html > (consulté le 7 février 2016)

« Saudovskaâ Araviâ načinaet torgovuû vojnu s Rossiej [L'Arabie saoudite commence une guerre commerciale avec la Russie] ». *Infox.ru* [En ligne]. 30 juillet 2012. Disponible sur : < http://www.infox.ru/authority/state/2012/07/30/Saudovskaya_Araviya_.phtml > (consulté le 2 juillet 2016)

« Saudovskaâ Araviâ osudila MID Rossii za "vraždebnuû" reakciû na arest šiitskogo šejha [L'Arabie saoudite a condamné la réaction "hostile" du MAE de Russie à l'arrestation d'un cheikh chiite] ». *Gazeta.ru* [En ligne]. 15 juillet 2012. Disponible sur : < http://www.gazeta.ru/politics/news/2012/07/15/n_2437189.shtml > (consulté le 2 juillet 2016)

« Sergej Lavrov: Rossiâ otsleživaet svoih graždan, voûûŝih za IG [Sergueï Lavrov: La Russie traque ses citoyens combattant pour l'EI] ». *Kommersant"* [En ligne]. 9 juillet 2015. Disponible sur : < http://www.kommersant.ru/doc/2764264 > (consulté le 21 février 2016)

« Sirijskij Aleppo posle načala operacii VKS RF. Vzglâd iznutri [Alep après le début de l'opération des Forces Aériennes et Cosmiques de la Fédération de Russie. Un regard depuis l'intérieur] ». *Sputnik* [En ligne]. 12 décembre 2015. Disponible sur : < http://ru.sputnik.kg/opinion/20151212/1020836919.html > (consulté le 5 novembre 2016)

« Slovo Blažennejšego Patriarha Antiohijskogo Ioanna X v Proŝenoe voskresen′e posle Liturgii v Hrame Hrista Spasitelâ [L'allocution de l'Auguste Patriarche Jean X d'Antioche le dimanche de quinquagesima après la liturgie dans la Cathédrale du Christ-Sauveur de Moscou] ». *Russkaâ Pravoslavnaâ Cerkov′* [En ligne]. 22 février 2015. Disponible sur : < http://www.patriarchia.ru/db/text/3999765.html > (consulté le 9 mars 2015)

« SMI uznali o prekraŝenii Rossiej postavok S-300 v Siriû [Les médias ont été informée de l'arrêt de la fourniture de S-300 à la Syrie par la Russie] ». *Lenta.ru* [En ligne]. 26 juin 2012. Disponible sur : < http://lenta.ru/news/2012/06/26/s300/ > (consulté le 21 octobre 2014)

« SMI: Putin poprosil Asada ujti v otstavku [Médias: Poutine a demandé à Assad de démissionner] ». *Novaâ gazeta* [En ligne]. 22 janvier 2016. Disponible sur : < http://www.novayagazeta.ru/news/1699582.html > (consulté le 13 juillet 2016)

« Strojtransgaz v usloviâh vojny prodolžaet stroitel′stvo GPZ 2 v Sirii [Stroytransgaz continue la construction du GPZ 2 en Syrie dans des conditions de guerre] ». *Neftegaz.ru* [En ligne]. 20 juin 2013. Disponible sur : < http://neftegaz.ru/news/view/113531-Stroytransgaz-v-usloviyah-voyny-prodolzhaet-stroitel'stvo-GPZ-2-v-Sirii > (consulté le 29 avril 2016)

« Syria signs offshore oil and gas exploration deal with Russia ». *RT International* [En ligne]. 25 décembre 2013. Disponible sur : < https://www.rt.com/business/syria-oil-gas-russia-795/ > (consulté le 5 mai 2016)

« Tatneft begins Oil Production in Syria ». *Tatneft* [En ligne]. 14 avril 2010. Disponible sur : < http://www.tatneft.ru/press-center/press-releases/more/1864/?lang=en > (consulté le 9 mai 2016)

« Tureckoe posol′stvo v Moskve zakidali kamnâmi i butylkami» [Des pierres et des bouteilles ont été projetées sur l'ambassade de Turquie à Moscou]. *Èho moskvy* [En

ligne]. 25 novembre 2015. Disponible sur : <http://echo.msk.ru/news/1665398-echo.html> (consulté le 25 novembre 2015)

« Ukraina zakryla vozdušnoe prostranstvo dlâ vseh rossijskih aviakompanij iz-za otvetnyh mer Moskvy [l'Ukraine a fermé son espace aérien à toutes les compagnies aériennes russes suite à des mesures de rétorsion de Moscou] ». *Newsru.com* [En ligne]. 12 octobre 2015. Disponible sur : < http://www.newsru.com/world/12oct2015/noflightsukr.html > (consulté le 27 février 2016)

« Umar aš-Šišani (Tarhan Batirašvili) ». *Kavkazskij Uzel* [En ligne]. 5 février 2016. Disponible sur : < http://www.kavkaz-uzel.ru/articles/249731/ > (consulté le 13 février 2016)

« Un hôpital syrien touché par des bombes russes ? Les médias occidentaux créent leur propre réalité ». *Russia Today* [En ligne]. 23 octobre 2015. Disponible sur : < https://francais.rt.com/international/8957-medias-creent-propre-realite > (consulté le 4 juin 2017)

« V Damaske budet otkryto otdelenie IPPO [Une antenne de la SIOP sera ouverte à Damas] ». *Sedmitza* [En ligne]. 8 avril 2014. Disponible sur : < http://www.sedmitza.ru/text/4634676.html > (consulté le 8 mars 2015)

« V gosdumu vnesen zakonoproekt ob otvetstvennosti za nepriznanie genocidda armân Turciej» [Un projet de loi sur la responsabilité du négationnisme du génocide des Arméniens par la Turquie a été soumis à la Douma]. *Vzglâd* [En ligne]. 25 novembre 2015. Disponible sur : <http://vz.ru/news/2015/11/25/780254.html> (consulté le 25 novembre 2015)

« V Gruzii zaderžan rodstvennik odnogo iz liderov "Islamskogo gosudarstva" [Un proche d'un des leadeurs de "l'Etat Islamique" a été arrêté en Géorgie] ». *Lenta.ru* [En ligne]. 15 juin 2015. Disponible sur : < http://lenta.ru/news/2015/06/15/georgia_isis/ > (consulté le 29 janvier 2016)

« V Minoborony prokommentirovali podpisanie memoranduma po Sirii s SŠA [Les représentants du ministère de la Défense ont commenté la signature du mémorandum sur la Syrie avec les Etats-Unis] ». *Lenta.ru* [En ligne]. 20 octobre 2015. Disponible sur : < https://lenta.ru/news/2015/10/20/memorandum/ > (consulté le 11 août 2016)

« V Rossii otkroût gorâčuû liniû po problemam verbovki v "Islamskoe gosudarstvo" [Une ligne verte consacrée au problème de recrutement par “l’Etat islamique” sera ouverte en Russie] ». *Kommersant"* [En ligne]. 6 juillet 2015. Disponible sur : < http://www.kommersant.ru/doc/2762710 > (consulté le 21 février 2016)

« V Rossii zapretili deâtelʹnostʹ "Kavkazskogo èmirata" [L’activité de « l’Emirat Caucase » a été interdite en Russie] ». *Lenta.ru* [En ligne]. 8 février 2010. Disponible sur : < http://lenta.ru/news/2010/02/08/imarat/ > (consulté le 7 février 2016)

« V. Putin utverdil dolgosročnuû programmu deâtelʹnosti "Rosatoma" [V. Poutine a confirmé la mise en œuvre du programme de long terme des activités de “Rosatom”] ». *RBK* [En ligne]. 29 juillet 2008. Disponible sur : < http://top.rbc.ru/society/29/07/2008/210393.shtml > (consulté le 10 janvier 2015)

« Vlasova ne osvobodili, a obmenâli [Vlasov n’a pas été libéré, mais échangé] ». *Kommersant" vlastʹ*. 24 novembre 1998. n°45, p. 18.

« VMF Rossii zadejstvoval kuplennye v Turcii suhogruzy dlâ "Sirijskogo èkspressa" [La marine de guerre russe a employé les navires cargo achetés à la Turquie pour “l’express syrien”] ». *Lenta.ru*. 15 octobre 2015. Disponible sur : < http://lenta.ru/news/2015/10/15/cargo/ > (consulté le 18 mars 2016)

« Vstreča Medvedeva i Mašalâ. Bez fotografij i kommentariev [La rencontre de Medvedev et Mashaal. Sans photos ni commentaires] ». *Newsru.co.il* [En ligne]. 12 mai 2010. Disponible sur : < http://newsru.co.il/mideast/12may2010/mashal_medved_101.html > (consulté le 23 décembre 2015)

« Vyhodcy s Kavkaza v râdah IG [Les originaires du Caucase dans les rangs de l’EI] ». *Kavkazskij uzel* [En ligne]. 20 février 2016. Disponible sur : < http://www.kavkaz-uzel.ru/articles/251513/ > (consulté le 22 février 2016)

Baïkova T., Oganessian T. « V Erevane podderžat sirijskih armân [Les Arméniens de Syrie seront soutenus à Erevan] ». *Izvestiâ* [En ligne]. 1 avril 2014. Disponible sur : < http://izvestia.ru/news/568513 > (consulté le 5 novembre 2016)

Bogdanov Y. « Kitaj rešil vmešatʹsâ v sirijskij konflikt iz-za nefti [La Chine a décidé d’intervenir dans le conflit syrien à cause du pétrole] ». *Vzglâd* [En ligne]. 24 décembre 2015. Disponible sur : < http://vz.ru/world/2015/12/24/785811.html > (consulté le 8 septembre 2016)

Bogdanov Y., Baltachyova M., Neroznikova Y. « China will not fight in Syria ». *Russia Beyond The Headlines* [En ligne]. 15 janvier 2016. Disponible sur : < http://rbth.com/international/2016/01/15/china-will-not-fight-in-syria_559607 > (consulté le 9 septembre 2016)

Borodina T. « Doktrinu informacionnoj bezopasnosti Rossii aktualiziruût [La Doctrine de la sécurité informatique russe sera actualisée] ». *Izvestiâ* [En ligne]. 25 février 2015. Disponible sur : < http://izvestia.ru/news/583204 > (consulté le 10 octobre 2015)

Charogradski A., Gostev A. « “Rossiâ taskaet kaštany dlâ Kitaâ” [“La Russie tire les marrons du feu pour la Chine”] ». *Radio Svoboda* [En ligne]. 21 août 2016. Disponible sur : < http://www.svoboda.org/a/27934011.html > (consulté le 9 septembre 2016)

Chmulevitch A., Melik-Chakhnazaryan L. « Čerkessy i Putin [Les Circassiens et Poutine] ». *Agenstvo političeskih novostej* [En ligne]. 5 février 2013. Disponible sur : < http://www.apn.ru/column/article28389.htm > (consulté le 28 septembre 2014)

Domogadski V. « Spasti Bašara Asada: kak i čem Rossiâ pomogaet Sirii [Sauver Bachar Assad: comment et avec quoi la Russie aide la Syrie] ». *Politrussia* [En ligne]. 18 septembre 2015. Disponible sur : < http://politrussia.com/world/spasti-bashara-asada-351/ > (consulté le 10 novembre 2015)

Dvali G. « Gruziny i čečency vzâlis′ za topory [Les Géorgiens et les Tchétchènes ont pris les haches] ». *Kommersant″*. 20 août 2013. n°148, p. 6.

Fatullaev M. « Na Kavkaze reformy ne žaluût. Ideâ sozdaniâ ob″edinennogo sub″ekta Federacii na ûge Rossii poka ne našla posledovatelej» [Les réformes ne sont pas bienvenues au Caucase. Pour l’instant, l’idée de création d’un district fédéral uni au sud de la Russie n’a pas trouvé de partisans]. *Novaâ gazeta* [En ligne]. 15 mars 2005. URL : http://www.ingushetia.ru/m-news/archives/002976.shtml (consulté le 5 juillet 2015)

Gamov A., Gorelova M. « Posle rasstrela lyžnikov turisty boâtsâ ehat′ v prièl′brus′e [Après la fusillade des skieurs les touristes ont peur d’aller aux stations d’Elbrus] ». *Komsomol'skaâ pravda* [En ligne]. 19 février 2011. Disponible sur : < http://www.kp.ru/daily/25641/805187/ > (consulté le 3 février 2016)

Gorodetskaïa N., Jdanova N., Pertsev A. « Senatoram gotovât zamenu [La relève est prête pour les sénateurs] ». *Kommersant"*. 26 juillet 2016. n°133, p. 4.

Ivanov V. « Âderno-ènergetičeskaâ deržava [La puissance énergétique et nucléaire] ». *Izvestiâ* [En ligne]. 20 mars 2006. Disponible sur : < http://izvestia.ru/news/312142 > (consulté le 13 juin 2016)

Ivouchkina A. « SPČ prosit dat′ zelenyj svet na priem sirijsih bežencev [Le Conseil du Président de Russie en charge du développement de la société civile et des droits de l'homme demande le feu vert pour l'accueil des réfugiés syriens] ». *Izvestiâ* [En ligne]. 10 septembre 2015. Disponible sur : < http://izvestia.ru/news/591174 > (consulté le 26 juillet 2016)

Jarkova-Djordjevitch A. « "Ne vse zaverbovannye "Islamskim gosudarstvom" voûût s oružiem v rukah" ["Ce ne sont pas toutes les recrues de « l'Etat islamique » qui font la guerre avec les armes entre les mains] ». *Kommersant"* [En ligne]. 20 février 2015. Disponible sur : < http://www.kommersant.ru/doc/2672976 > (consulté le 21 février 2016)

Kiseleva E. « Kontrakt na istrebiteli samoistrebilsâ [Le contrat pour les avions de chasse a été annulé] ». *Kommersant"*. 20 mai 2009. n°88, p. 1.

Kogtev Y. « Novaâ Afrodita roždaetsâ iz gaza [Une nouvelle Aphrodite naît du gaz] ». *Kommersant" neft' i gaz*. 6 octobre 2014. n°99, p. 15.

Kozlov D., Sabitova A., Tikhonov D. *et alii*. « Rossiâ načala nanosit′ aviaudary v Sirii [La Russie a procédé aux frappes en Syrie] ». *Kommersant"* [En ligne]. 30 septembre 2015. Disponible sur : < http://www.kommersant.ru/doc/2821709 > (consulté le 10 juillet 2016)

Makarov O., Loukina O. « Ne tol′ko tanki: čto svâzyvaet Rossiû i Siriû [Plus que les chars d'assaut: qu'est-ce qui lie la Russie à la Syrie] ». *RBK* [En ligne]. 24 septembre 2015. Disponible sur : < http://top.rbc.ru/business/24/09/2015/560168269a7947597c281379 > (consulté le 28 avril 2016)

Malicheva Y., Fedoseev R. « Homejni pod zapretom [Khomeïni est interdit] ». *Vzglâd* [En ligne]. 10 juin 2008. Disponible sur : < http://vz.ru/politics/2008/6/10/176440.html > (consulté le 7 juillet 2016)

Matsarskiï Y. « «SŠA, davaâ oružie boevikam, zabyvaût — oni plodât ètim tol′ko smert′» [« En donnant les armes aux boéviks les Etats-Unis oublient qu'ils ne font que semer la mort »] ». *Izvestiâ* [En ligne]. 10 avril 2014. Disponible sur : < http://izvestia.ru/news/568764 > (consulté le 31 octobre 2016)

Melnikov A. « Počemu Rossiâ ne Iran [Pourquoi la Russie n'est pas l'Iran] ». *Novaâ Gazeta* [En ligne]. 15 août 2012. Disponible sur : < http://www.ng.ru/ng_religii/2012-08-15/6_iran.html > (consulté le 8 août 2016)

Meyer H. « Sailors Tell of Ordeal in Nigerian Jail». *The Moscow Times* [En ligne]. 29 décembre 2005. Disponible sur : < http://old.themoscowtimes.com/news/article/tmt/207654.html/ > (consulté le 6 novembre 2016)

Milachina E. « Halifat? Primanka dlâ durakov [Califat? Un hameçon pour les idiots] ». *Novaâ gazeta* [En ligne]. 29 juillet 2015. Disponible sur : < http://www.novayagazeta.ru/inquests/69364.html > (consulté le 21 février 2016)

Moukhin V. « "Kavkaz-2012" pod pricelom Putina ["Kavkaz-2012" est contrôlé par Poutine] ». *Nezavisimaâ gazeta* [En ligne]. 18 septembre 2012. Disponible sur : < http://www.ng.ru/regions/2012-09-18/5_muscles.html > (consulté le 7 février 2016)

Muradov M. « Odnorukij Ahmed poterâl verbovŝikov [Akhmed "amputé d'un bras" a perdu ses agents de recrutement] ». *Kommersant"*. 8 mai 2015. n°139, p. 4.

Nikolski A. « S-300 Siriû ne spasut [Les S-300 ne sauveront pas la Syrie] ». *Vedomosti* [En ligne]. 5 septembre 2013. Disponible sur : < http://www.vedomosti.ru/newspaper/articles/2013/09/05/s-300-siriyu-ne-spasut > (consulté le 17 mars 2016)

Novi V., Safronov I., Tchernenko E. « Zadači gosudarstvennoj kiber-važnosti [Les problèmes d'importance cyber-étatique] ». *Kommersant"*. 9 octobre 2015. Disponible sur : < http://www.kommersant.ru/doc/2829842 > (consulté le 10 octobre 2015)

Orazaeva L. « Delegaciâ adygov zarubež′â odobrila podgotovku Olimpiady v Soči [Une délégation d'Adygues d'étranger a approuvé les préparatifs pour les Jeux Olympiques à Sotchi] ». *Kavkazskij uzel* [En ligne]. 17 octobre 2013. Disponible sur : < http://www.kavkaz-uzel.eu/articles/231844/ > (consulté le 26 juillet 2016)

Orazaeva L. « Delegaciâ adygov zarubež′â odobrila podgotovku Olimpiady v Soči [La délégation des Adygues de l'étranger a approuvé les préparatifs pour les Jeux

Olympiques à Sotchi] ». *Kavkazskij uzel* [En ligne]. 17 octobre 2013. Disponible sur : < http://www.kavkaz-uzel.eu/articles/231844/ > (consulté le 26 juillet 2016)

Orlov D. « Byt′ li Rossii "ènergetičeskoj deržavoj"? [La Russie doit-elle être une “superpuissance énergétique”] ». *Izvestia* [En ligne]. 17 janvier 2006. Disponible sur : < https://archive.is/20120803081509/www.izvestia.ru/comment/article3054583/ > (consulté le 11 avril 2016)

Perevozkina M. « Doroga na džihad [Le chemin vers le djihad] ». *Moskovskij komsomolec* [En ligne]. 15 mai 2013. Disponible sur : < http://www.mk.ru/politics/2013/05/14/853693-doroga-na-dzhihad.html > (consulté le 9 février 2016)

Platonova E. « Bol′šaâ nadežda rossijskogo èksporta [Le grand espoir de l’export russe] ». *Gazeta.ru* [En ligne]. 21 mai 2015. Disponible sur : < http://www.gazeta.ru/eksport/2015/05/21_a_6696805.shtml > (consulté le 10 juin 2016)

Rezounkov V. « Dolžna li Rossiâ priznat′ genocid čerkessov Rossijskoj imperiej vo vremâ vojny na Kavkaze? [La Russie doit-elle reconnaître le génocide des Circassiens par l’Empire russe durant la guerre de Caucase?] » [En ligne]. *Radio Svoboda*. 25 mai 2011. Disponible sur : < http://www.svoboda.org/content/transcript/24183714.html > (consulté le 25 juillet 2016)

Reztchikov A. « Bolgariâ snova demonstriruet slabost′ pered SŠA [La Bulgarie fait de nouveau preuve de faiblesse devant les Etats-unis] ». *Vzglâd* [En ligne]. 8 septembre 2015. Disponible sur : < http://www.vz.ru/politics/2015/9/8/436628.print.html > (consulté le 27 février 2016)

Safronov I. « Nikakoj politiki - čistye avansy [Les acomptes n’ont rien à voir avec la politique] ». *Kommersant"* [En ligne]. 31 août 2013. n°157. Disponible sur : < http://kommersant.ru/doc/2268656> (consulté le 21 octobre 2014)

Safronov I. « Vozdušno-kommerčeskie sily [Les forces aériennes commerciales] ». *Kommersant" den'gi*. 28 mars 2016. n°12, p. 11.

Šamir I. « V russkoj Palestine [Dans la Palestine russe] ». *Komsomol'skaâ pravda* [En ligne]. 27 novembre 2014. Disponible sur : < http://www.kp.ru/daily/26313.4/3191831/ > (consulté le 24 mars 2015)

Šiškin pes [Les pins et le chien] [En ligne]. *KAVKAZPRESS* [En ligne]. 29 novembre 2013. Disponible sur : < http://kavkazpress.ru/archives/34512 > (consulté le 9 février 2016)

Sisoev G. « Nado iskat′ inye puti vmesto užestočeniâ sankcij [Il faut chercher des solutions alternatives au durcissement des sanctions] ». *Kommersant"*. 24 février 2015. n°31, p. 6.

Sobko A. « Gaz dlâ bližnevostočnogo kostra [Du gaz pour le feu proche-oriental] ». *Odnako* [En ligne]. Juin 2012. Disponible sur : < http://www.odnako.org/magazine/material/gaz-dlya-blizhnevostochnogo-kostra/ > (consulté le 1 mai 2016)

Solopov M. « Nevidimyj drug: kakim povstancam pomogaet Rossiâ v Sirii [Un ami invisible : à quels rebelles la Russie fournit-elle de l'aide en Syrie]». *RBK* [En ligne]. 12 janvier 2016. Disponible sur : http://www.rbc.ru/politics/12/01/2016/56952bb29a794756992bc807 (consulté le 8 avril 2017)

Solopov M. « Sirijskij poligon: kakoe oružie Rossiâ vpervye primenila v Sirii [Le champ de tir syrien : quelles armes la Russie a-t-elle employées pour la première fois en Syrie] ». *RBK* [En ligne]. 19 novembre 2015. Disponible sur : < http://www.rbc.ru/politics/19/11/2015/564dde149a7947255482bfd8 > (consulté le 25 février 2016)

Solopov M., Artemiev A. « Rassledovanie RBK: skol′ko tratit Rossiâ na vojnu v Sirii [L'enquête de RBK: combien la Russie dépense pout la guerre en Syrie] ». *RBK* [En ligne]. 28 octobre 2015. Disponible sur : < http://www.rbc.ru/investigation/politics/28/10/2015/562f9e119a79471d5d7c64e7 > (consulté le 18 mars 2016)

Soultanov E. « Eshe odin gaz [Encore du gaz] ». *Kommersant" vlast′*. 28 janvier 2013. n°3, p. 11.

Sourkov N. « Korol′ Iordanii obsudit v Moksve oružejnye kontrakty [Le roi de la Jordanie discutera des contrats d'armes à Moscou] ». *Nezavisimaâ gazeta* [En ligne]. 11 mars 2010. Disponible sur : < http://www.ng.ru/world/2010-03-11/7_iordania.html > (consulté le 16 août 2015)

Stechin D., Kotz A. « Cirijskij general - na našej voenno-morskoj baze v Tartuse: «Esli nado, razmestim hot′ tri divizii morpehov iz Rossii» [Un général syrien à notre base navale de Tartous: « S'il faut, nous pouvons délpoyer jusqu'à trois divisions d'infanterie marine venant de Russie]. *Komsomol'skaâ pravda* [En ligne]. 26 juin 2012. Disponible sur : < http://www.kp.ru/daily/25905/2861915/#close > (consulté le 10 novembre 2015)

Tchernenko E. « "My imeem delo s terrorističeskim internacionalom" [Nous avons affaire à l'internationale terroriste] ». *Kommersant"*. 29 septembre 2014. n°175, p. 8.

Tchornikh A. « Agent pravoslavnoj bezopasnosti [Agent de sécurité orthodoxe] ». *Kommersant"* [En ligne]. 2 septembre 2015. Disponible sur : < http://www.kommersant.ru/doc/2663949 > (consulté le 6 mars 2015)

Tougaev M. « Čerkesskie aktivisty zaâvili ob utrate pozicij MČA v mire [Les militants circassiens se sont exprimés sur la perte de soutien de l'ACI dans le monde] ». *Kavkazskij Uzel* [En ligne]. 26 mai 2016. Disponible sur : < http://www.kavkaz-uzel.eu/articles/283154/ > (consulté le 25 juillet 2016)

Trifonov V. « Studentku MGU ne pustili v IG [Une étudiante du MGU n'a pas été laissée rejoindre l'EI] ». *Kommersant"*. 6 juin 2015. n°99, p. 4.

Viaznikova A. « Mer Izmaila Abramčenko, podderžavšij Tigipko i Partiû Regionov, nameren ballotirovat′sâ ot Porošenko [Abramtchenko, maire d'Izmail ayant soutenu Tiguipko et le Parti des Régions, compte être candidat du parti de Porochenko aux élections] ». *Prestupnosti net* [En ligne]. 30 juillet 2015. Disponible sur : < https://news.pn/ru/politics/139677 > (consulté le 5 octobre 2015)

Zaborski V. « Sovetstkaâ sredizemnomorskaâ èskadra [L'escadre soviétique méditerranéenne]». *Novaâ gazeta* [En ligne]. 13 octobre 2006. Disponible sur : < http://nvo.ng.ru/history/2006-10-13/5_eskadra.html > (consulté le 3 novembre 2015)

Zgirovskaïa E., Vachenko V., Kotliar P. « "Besplatno" i "navsegda" ["Gratuitement" et "à jamais"] ». *Gazeta.ru* [En ligne]. 15 janvier 2016. Disponible sur : < http://www.gazeta.ru/army/2016/01/15/8022707.shtml > (consulté le 20 mars 2016)

Zlobin A., Romanova L. « Proishoždenie mifa [L'origine du mythe] ». *Vedomosti* [En ligne]. 26 juin 2006. Disponible sur : < http://info.vedomosti.ru/smartmoney/article/2006/06/26/834 > (consulté le 13 juin 2016)

Articles de la presse mondiale

« "Raskryt" novyj rossijskij konsul - arab-musul′manin iz Akko [L'identité du nouveau Consul de Russie - un Arabe musulman d'Acre - a été "dévoilée"] ». *Izrus* [En ligne]. 19 décembre 2011. Disponible sur : < http://izrus.co.il/dvuhstoronka/article/2011-12-19/16489.html > (consulté le 26 mars 2015)

« « Gazprom neft′ » pereigral «ExxonMobil» v neftânoj vojne v irake». [«Gazprom Neft» a pris le dessus sur «ExxonMobil» dans la guerre du pétrole en Irak]. *Yerkramas* [En ligne]. 17 avril 2013. Disponible sur : < http://www.yerkramas.org/2013/04/18/gazprom-neft-pereigral-exxonmobil-v-neftyanoj-vojne-v-irake/ > (consulté le 4 octobre 2014)

« After gains, Syria rebels face tough fight for Deraa, Aleppo ». *Reuters* [En ligne]. 9 juillet 2015. Disponible sur : < http://www.reuters.com/article/us-mideast-crisis-syria-insight-idUSKCN0PJ29120150709 > (consulté le 6 mars 2016)

« Andranik POGOSÂN: «Vmesto troih synovej u menâ segodnâ v Aleppo 500 detej i â ne mogu ih brosit′…» [Andranik POGOSSIAN: "Au lieu de trois fils j'ai mentenant 500 enfants à Alep et je ne peux pas les laisser"] ». *Hayern Aysor* [En ligne]. 28 août 2014. Disponible sur : < http://ru.hayernaysor.am> (consulté le 5 novembre 2016)

« Barzani seeks new ties from Moscow visit ». *The Kurdistan Tribune* [En ligne]. 21 février 2013. Disponible sur : < http://kurdistantribune.com/2013/barzanis-visit-moscow/ > (consulté le 2 octobre 2014)

« Billion-dollar gas deals hang on Lebanon power balance ». *Al Jazeera* [En ligne]. 16 juin 2015. Disponible sur : < http://www.aljazeera.com/news/2015/06/billion-dollar-gas-deals-hang-lebanon-power-balance-150603101604881.html > (consulté le 1 mai 2016)

« Bishop Armash Nalbandian meets with Adam Schiff ». *Armenpress.am* [En ligne]. 30 janvier 2014. Disponible sur : < https://armenpress.am/eng/news/748083/ > (consulté le 5 novembre 2016)

« Buffer zone across Syria border answer to refugee burden, security threats, but, for now, remains wishful thinking — analysts ». *Jordan Times* [En ligne]. 19 août 2015. Disponible sur : < http://www.jordantimes.com/news/local/buffer-zone-across-syria-

border-answer-refugee-burden-security-threats-now-remains > (consulté le 4 mars 2016)

« CIA-Backed Rebels Fight Alongside al-Qaeda Wing in Syria ». *Newsweek* [En ligne]. 30 avril 2015. Disponible sur : < http://europe.newsweek.com/cia-backed-rebels-fight-alongside-al-qaeda-wing-syria-326734 > (consulté le 6 mars 2016)

« Cyprus central bank announces 47.5 percent haircut on large Bank of Cyprus deposits ». *Reuters* [En ligne]. 30 juillet 2013. Disponible sur : < http://www.reuters.com/article/cyprus-bankofcyprus-idUSL6N0G033120130730 > (consulté le 6 août 2016)

« Envoi de renforts à Damas : pourquoi la Russie veut-elle autant sauver le régime de Bachar el-Assad ? ». *Atlantico.fr* [En ligne]. 8 septembre 2015. Disponible sur : < http://www.atlantico.fr/decryptage/envoi-renforts-damas-pourquoi-russie-veut-elle-autant-sauver-regime-bachar-el-assad-alexandre-del-valle-2318524.html > (consulté le 10 juillet 2016)

« Exclusive: NATO agrees Turkey air defense package, seeks “predictability” ». *Reuters* [En ligne]. 18 décembre 2015. Disponible sur : < http://www.reuters.com/article/us-mideast-crisis-turkey-nato-exclusive-idUSKBN0U123520151218 > (consulté le 7 mars 2016)

« Genève II : face-à-face inédit entre régime et opposition syrienne ». *Europe 1* [En ligne]. 21 janvier 2014. Disponible sur : < http://www.europe1.fr/international/geneve-ii-face-a-face-inedit-entre-regime-et-opposition-syrienne-1778409 > (consulté le 19 juillet 2016)

« Glava armânskoj cerkvi Damaska vstretilsâ s liderami armânskih organizacij SŠA [Le chef de l’Eglise arménienne de Damas a rencontré les leaders des organisations arméniennes des Etats-Unis] ». *PanARMENIAN.Net* [En ligne]. 25 février 2014. Disponible sur : < http://www.panarmenian.net/rus/news/176225/ > (consulté le 31 octobre 2016)

« Imperial Orthodox Palestine Society Chairman: Syria is fighting international terrorism ». *Syria Truths* [En ligne]. Disponible sur : < http://www.syriatruths.com/imperial-orthodox-palestine-society-chairman-syria-is-fighting-international-terrorism/ > (consulté le 7 mars 2015)

« International Support Group To Maintain Stability in Lebanon ». *Al-Monitor* [En ligne]. 30 septembre 2013. Disponible sur : < http://www.al-monitor.com/pulse/originals/2013/09/international-group-lebanon-un-war-stability.html > (consulté le 18 août 2016)

« Iraq and Syria recall ambassadors ». *BBC* [En ligne]. 25 août 2009. Disponible sur : < http://news.bbc.co.uk/2/hi/middle_east/8220329.stm > (consulté le 14 janvier 2016)

« Israel's defense chief says U.S. projecting weakness ». *Reuters* [En ligne]. 18 mars 2014. Disponible sur : < http://www.reuters.com/article/us-israel-usa-idUSBREA2H0SV20140318 > (consulté le 12 août 2016)

« Izrail poluchil energuétitcheskuyu neravisimost: gaz iz "Tamar" pochel v Achdod [Israël a obtenu l'indépendance énergétique: le gaz de "Tamar" est acheminé à Ashdod] ». *Newsru.co.il* [En ligne]. 30 mars 2013. Disponible sur : <http://newsru.co.il/finance/30mar2013/tamar316.html> (consulté le 29 août 2013)

« Izrail′ zamorozil postavku oružiâ v Gruziû po pros′be Rossii [Israël a gelé les fournitures d'armes à la Géorgie à la demande de la Russie] ». *Newsru.co.il* [En ligne]. 5 août 2008. Disponible sur : < http://www.newsru.co.il/israel/05aug2008/gruzia301.html > (consulté le 25 mai 2016)

« Journée de deuil en Arabie saoudite après le décès du roi Abdallah ». *Lesechos.fr* [En ligne]. 25 javier 2015. Disponible sur : < http://www.lesechos.fr/25/01/2015/lesechos.fr/0204106870093_journee-de-deuil-en-arabie-saoudite-apres-le-deces-du-roi-abdallah.htm > (consulté le 30 juin 2015)

« Kak gruzinskij seržant stal liderom džihada v Irake [Comment un sergent géorgien est devenu le leadeur du djihad en Irak] ». *BBC Russian* [En ligne]. 8 juillet 2014. Disponible sur : < http://www.bbc.com/russian/international/2014/07/140704_isis_shishani_father_interview > (consulté le 31 janvier 2016)

« Kipr i Lûksemburg mogut okazat′sâ s černom spiske offšorov [Chypre et le Luxembourg peuvent être inscrit sur la liste noir du ministère des Finances] ». *Forbes* [En ligne]. 28 novembre 2013. Disponible sur : <

http://www.forbes.ru/news/247967-kipr-i-lyuksemburg-mogut-okazatsya-v-chernom-spiske-ofshorov-minfina > (consulté le 6 août 2016)

« L'exploitation des réserves gazières de Chypre jugée viable ». *L'Orient le jour* [En ligne]. 7 juin 2015. Disponible sur : < http://www.lorientlejour.com/article/928562/lexploitation-des-reserves-gazieres-de-chypre-jugee-viable.html > (consulté le 2 mai 2016)

« L'Iran procède à de nouvelles manœuvres dans le détroit d'Ormuz ». *Le Monde.fr* [En ligne]. 25 décembre 2012. Disponible sur : <http://www.lemonde.fr/proche-orient/article/2012/12/25/l-iran-va-proceder-a-de-nouvelles-man-uvres-dans-le-detroit-d-ormuz_1810266_3218.html> (consulté le 18 septembre 2013)

« L'Iran transfère de l'uranium en Russie, élément clé de l'accord sur le nucléaire ». *Le Monde.fr* [En ligne]. 28 décembre 2015. Disponible sur : < http://www.lemonde.fr/proche-orient/article/2015/12/28/l-iran-transfere-de-l-uranium-en-russie-element-cle-de-l-accord-sur-le-nucleaire_4838846_3218.html > (consulté le 7 juillet 2016)

« Lavrov invites Hamas leader to Moscow ». *Radio Free Europe/Radio Liberty* [En ligne]. 3 août 2015. Disponible sur : < http://www.refworld.org/cgi-bin/texis/vtx/rwmain?page=search&docid=55ee965615&skip=0&query=hamas&coi=RUS > (consulté le 22 décembre 2015)

« Le film sur les casques blancs syriens récompensé aux Oscars ». *Le Monde.fr* [En ligne]. 27 février 2017. Disponible sur : < http://www.lemonde.fr/syrie/article/2017/02/27/le-film-sur-les-casques-blancs-syriens-recompenses-aux-oscars_5086153_1618247.html > (consulté le 4 juin 2017)

« Le plan syrien de Kofi Annan ». *Libération.fr* [En ligne]. 27 mars 2012. Disponible sur : < http://www.liberation.fr/planete/2012/03/27/le-plan-syrien-de-kofi-annan_806160 > (consulté le 14 juillet 2016)

« Le système électoral israélien : comment ça marche ? ». *Europe Israël news* [En ligne]. 13 mars 2015. Diponible sur : http://www.europe-israel.org/2015/03/le-systeme-electoral-israelien-comment-ca-marche/ (consulté le 4 juin 2017)

« Lebanese President appeals for support to assist hundreds of thousands of Syrian refugees ». *UN News Service Section* [En ligne]. 24 septembre 2013. Disponible sur : <

http://www.un.org/apps/news/story.asp?NewsID=45987&Cr=general+debate&Cr1=#.V7WRe_mLSM9 > (consulté le 18 août 2016)

« Les deux navires de guerre iraniens en mission de « formation » quittent la Syrie ». *Le Monde.fr* [En ligne]. 19 février 2012. Disponible sur : <http://www.lemonde.fr/proche-orient/article/2012/02/19/l-iran-envoie-des-navires-en-mediterranee-pour-montrer-sa-puissance_1645459_3218.html> (consulté le 18 septembre)

« Lieberman Criticizes Russia Proposal For Syria's Chemical Weapons ». *Hamodia* [En ligne]. 10 septembre 2013. Disponible sur : < http://hamodia.com/2013/09/10/lieberman-criticizes-russia-proposal-for-syrias-chemical-weapons/ > (consulté le 30 juillet 2016)

« Netanyahu says ties with Russia good, doesn't join criticism of Syria attacks ». *I24news* [En ligne]. 4 octobre 2015. Disponible sur : < http://www.i24news.tv/en/news/israel/diplomacy-defense/87862-151004-netanyahu-says-ties-with-russia-good-doesn-t-join-criticism-of-syria-attacks > (consulté le 14 juillet 2016)

« Photos of ruined Armenian churches of Kessab appear in internet ». *Armenpress.am* [En ligne]. 16 juin 2014. Disponible sur : < http://armenpress.am/eng/news/765892/photos-of-ruined-armenian-churches-of-kessab-appear-in-internet.html > (consulté le 5 novembre 2016)

« Počemu SBU do sih por ne "prinâla" Al′perina? [Pourquoi le SBU n'a toujours pas arrêté Alperin?] ». *ORD* [En ligne]. 5 juin 2015. Disponible sur : < https://ord-ua.com/2015/05/05/pochemu-sbu-do-sih-por-ne-prinyala-alperina/?lpage=1 > (consulté le 11 octobre 2015)

« Prezident Azerbajdžana utverdil izmeneniâ v zakony s cel′û usileniâ bor′by s religioznym èkstremizmom [Le président de l'Azerbaïdjan a parafé les modifications des lois afin d'intensifier la lutte contre l'extrémisme religieux] ». *1news.az* [En ligne]. 6 décembre 2015. Disponible sur : < http://www.1news.az/politics/20151206035900743.html > (consulté le 18 février 2016)

« Putin sčitaet nalog na vklady v bankah Kipra "opasnym" [Poutine estime que l'impôt sur les dépôts dans les banques chypriotes est "dangereux"] ». *BBC Russian*

[En ligne]. 18 mars 2013. Disponible sur : < http://www.bbc.com/russian/international/2013/03/130318_cyprus_tax_putin > (consulté le 6 août 2016)

« Q&A: Syria chemical weapons disarmament deal ». *BBC News* [En ligne]. 30 janvier 2014. Disponible sur : < http://www.bbc.com/news/world-middle-east-23876085 > (consulté le 11 août 2016)

« qiyādī fī “ ḥamās”: al-tadaḫul al-rūsī fī sūriya ġayr maqbūl [Dirigeant du « Hamas » : l’intervention russe en Syrie n’est pas acceptable]». *Qudspress* [En ligne]. 2 octobre 2015. Disponible sur : < http://www.qudspress.com/index.php?page=show&id=10438 > (consulté le 17 février 2016)

« Qui sont les nouveaux alliés des États-Unis en Syrie ? ». *Le Point* [En ligne]. 14 octobre 2015. Disponible sur : < http://www.lepoint.fr/monde/qui-sont-les-nouveaux-allies-des-etats-unis-en-syrie-14-10-2015-1973329_24.php > (consulté le 19 juillet 2016)

« REUTERS SUMMIT-Russia’s Soyuzneftegaz drops plans for offshore oil and gas exploration in Syria ». *Reuters UK* [En ligne]. 29 septembre 2015. Disponible sur : < http://uk.reuters.com/article/russia-syria-oil-idUKL5N11Z2HO20150929 > (consulté le 5 mai 2016)

« Ruslar gücünü ve sahayı sınıyor [La puissance russe et son terrain d’essai]». *Al Jazeera Turk* [En ligne]. 22 octobre 2015. Disponible sur : < http://www.aljazeera.com.tr/al-jazeera-ozel/ruslar-gucunu-ve-sahayi-siniyor > (consulté le 31 janvier 2016)

« Russia sending aid convoy to Ukraine despite Western warnings of “invasion pretext” ». *Reuters* [En ligne]. 11 août 2014. Disponible sur : < http://www.reuters.com/article/us-ukraine-crisis-idUSKBN0GA0C620140811 > (consulté le 19 août 2016)

« Russia Today, Sputnik et réseaux sociaux : cette propagande russe en Occident qui glorifie le Kremlin, mais mise aussi sur la subversion (comme l’Occident le fait depuis 50 ans) ». *Atlantico.fr* [En ligne]. 11 mai 2016. Disponible sur : < http://www.atlantico.fr/decryptage/russia-today-sputnik-et-reseaux-sociaux-cette-

propagande-russe-en-occident-qui-glorifie-kremlin-mais-mise-aussi-subversion-comme-2694025.html > (consulté le 10 novembre 2016)

« Russia's priority is the survival of Assad's regime ». *Aljazeera* [En ligne]. 18 octobre 2015. Disponible sur : < http://www.aljazeera.com/indepth/opinion/2015/11/russia-priority-survival-assad-regime-151118053352343.html > (consulté le 10 juillet 2016)

« Russian President, Saudi Spy Chief Discussed Syria, Egypt ». *Al-Monitor* [En ligne]. 22 août 2013. Disponible sur : < http://www.al-monitor.com/pulse/politics/2013/08/saudi-russia-putin-bandar-meeting-syria-egypt.html > (consulté le 2 juillet 2016)

« Saakašvili o popytke provokacii posle stolknovenij u granicy [Saakachvili s'exprime sur la tentative de provocation à la frontière] ». *Inosmi* [En ligne]. 4 septembre 2012. Disponible sur : < http://inosmi.ru/sngbaltia/20120904/198544344.html > (consulté le 7 février 2016)

« SŠA hotât znat′ kakoj gruz vezlo v Siriû sudno Chariot [Les Etats-Unis veulent savoir quelles cargaison transportait en Syrie le navire Chariot]». *BBC russian* [En ligne]. 13 janvier 2012. Disponible sur : http://www.bbc.com/russian/international/2012/01/120111_us_russia_cyprus_ship.shtml (consulté le 18 mars 2016)

« Stepan Grigorân: U Rossii v Sirii sovsem inye celi [Stepan Grigorian: la Russie a des intérêts complètement différents en Syrie] ». *Armenia Today* [En ligne]. 6 octobre 2015. Disponible sur : < http://armtoday.info/default.asp?Lang=_Ru&NewsID=136527 > (consulté le 5 novembre 2016)

« Stepana Grigorâna ne vpustili v Rossiû: do 2030 goda emu zapreŝen v″ezd [Stepan Grogorian n'a pas été laissé entrer en Russie: l'entrée lui est interdite jusqu'en 2030] ». *Tert.am* [En ligne]. 1 septembre 2016. Disponible sur : < http://www.tert.am/ru/news/2016/09/01/stepan-grigoryan/2120556 > (consulté le 7 novembre 2016)

« Syria must shape up economy in face of crisis ». *Asharq Al-Awsat* [En ligne]. 25 janvier 2006. Disponible sur : <

http://english.aawsat.com/2006/01/article55268084/syria-must-shape-up-economy-in-face-of-crisis > (consulté le 29 avril 2016)

« Syria: new markets for Qatari gas without Al Assad, analyst ». In : *ANSAmed* [En ligne]. Disponible sur : < http://www.ansamed.info/ansamed/en/news/nations/turkey/2012/10/01/Syria-new-markets-Qatari-gas-Al-Assad-analyst_7560833.html > (consulté le 15 avril 2016)

« Syrian Kurdish PYD committee on visit to Russia, Salih Muslim to give address in the Duma ». *Ekurd Daily* [En ligne]. 18 décembre 2013. Disponible sur : < http://ekurd.net/mismas/articles/misc2013/12/syriakurd974.htm > (consulté le 8 mars 2016)

« Syrie : le village arménien de Kessab, victime "d'une épuration ethnique" ». *France 24* [En ligne]. 24 mars 2014. Disponible sur : < http://www.france24.com/fr/20140324-syrie-village-armenien-kassab-epuration-ethnique-assad > (consulté le 5 novembre 2016)

« Syrie : les principales sanctions internationales ». *Le Point* [En ligne]. 25 juin 2012. Disponible sur : < http://www.lepoint.fr/monde/syrie-les-principales-sanctions-internationales-25-06-2012-1477457_24.php > (consulté le 29 avril 2016)

« Syrie : pourquoi la Chine et la Russie bloquent l'ONU ». *Leparisien.fr* [En ligne]. 10 juillet 2016. Disponible sur : < http://www.leparisien.fr/international/syrie-pourquoi-la-chine-et-la-russie-bloquent-l-onu-05-02-2012-1846773.php > (consulté le 10 juillet 2016)

« Syrie : pourquoi la Chine et la Russie bloquent l'ONU ». *Leparisien.fr* [En ligne]. 10 juillet 2016. Disponible sur : < http://www.leparisien.fr/international/syrie-pourquoi-la-chine-et-la-russie-bloquent-l-onu-05-02-2012-1846773.php > (consulté le 10 juillet 2016)

« Syrie : Washington refuse d'établir une zone d'exclusion aérienne ». *Le Monde.fr* [En ligne]. 1 décembre 2014. Disponible sur : < http://www.lemonde.fr/europe/article/2014/12/01/syrie-washington-refuse-d-etablir-une-zone-d-exclusion-aerienne_4532433_3214.html > (consulté le 28 janvier 2016)

« ṭahrān tulġī zīyārat wafd ḥamās lahā bisabab liqā' al-malik salmān wa khālid maš'al [Téhéran annule la visite de la délégation du Hamas en raison de la rencontre entre le roi Salman et Khaled Machaal] ». *The Huffington Post* [version arabe] [En

ligne]. 8 août 2015. Disponible sur : < http://www.huffpostarabi.com/2015/08/08/story_n_7960180.html > (consulté le 10 janvier 2016)

« Ustanovlena svâz′ obezvrežennoj v Azerbadžane vooružennoj grupirovki s "Al′-Kaidoj" [Le lien est établi entre le groupement armé neutralisé en Azerbaïdjan et “Al-Qaïda”] ». *Trend* [En ligne]. 18 avril 2012. Disponible sur : < http://www.trend.az/azerbaijan/politics/2016040.html > (consulté le 31 janvier 2016)

« V Odesse na rukovodâŝie dolžnosti v tamožne naznačaût lûdej Vadima Al′perina, podozrevaemogo v organizacii kontrabandy [A Odessa, les gens de Vadim Alperin soupçonné d’organisation de la contrebande, sont affectés aux postes clés dans la douane] ». *Politrada* [En ligne]. 28 juillet 2015. Disponible sur : < http://politrada.com/news/v-odesse-na-rukovodyashchie-dolzhnosti-v-tamozhne-naznachayut-lyudey-vadima-alperina-podozrevaemogo-/ > (consulté le 11 octobre 2015)

« Vizit členov "Hezbolly" v Rossiû okružen zavesoj tajny [La visite des membres du “Hezbollah” en Russie se passe dans une ambiance de secret] ». *BBC Russian* [En ligne]. 20 octobre 2011. Disponible sur : < http://www.bbc.com/russian/international/2011/10/111020_hezbollah_moscow_talks.shtml > (consulté le 15 juillet 2016)

« Who’s who: Qadri Jamil, Syria’s deputy PM ». *The Syrian Observer* [En ligne]. 10 juin 2013. Disponible sur : http://www.syrianobserver.com/Government/Gov_Who/Whos+who+Qadri+Jamil+Syrias+deputy+PM (consulté le 14 décembre 2014)

« You are the representatives of the Western Church. Why do you preach in Ukraine, the canonical territory of the Pravoslav (Eastern Orthodox) church? ». In : *Reformed Perspective* [En ligne]. Disponible sur : < http://www.reformed.org.ua/1/75/ > (consulté le 7 août 2016)

Abu Amer A. « Boosting ties with Moscow will come at a cost for Hamas ». *Al-monitor* [En ligne]. 29 mai 2017. Disponible sur : < http://www.al-monitor.com/pulse/originals/2017/05/hamas-russia-rapprochement-gaza-siege-israel.html> (consulté le 25 juin 2017)

Abu Amer A. « Is Russia Hamas' bridge to global diplomacy? ». *Al-Monitor* [En ligne]. 24 août 2015. Disponible sur : < http://www.al-monitor.com/pulse/originals/2015/08/palestine-hamas-israel-russia-saudi-arabia-turkey-relations.html > (consulté le 10 janvier 2016)

Ahmed N. « Syria intervention plan fueled by oil interests, not chemical weapon concern ». *The Guardian* [En ligne]. 30 août 2013. Disponible sur : < http://www.theguardian.com/environment/earth-insight/2013/aug/30/syria-chemical-attack-war-intervention-oil-gas-energy-pipelines > (consulté le 14 janvier 2016)

Al-mughrabi N. « Hamas says its Iran ties worsen over Syrian civil war ». *Reuters* [En ligne]. 19 juin 2013. Disponible sur : < http://www.reuters.com/article/us-syria-crisis-hamas-idUSBRE95I0W220130619 > (consulté le 18 juillet 2016)

Barnard A., Saad H. « Islamists Seize Control of Syrian City in Northwest ». *The New York Times* [En ligne]. 25 avril 2015. Disponible sur : < http://www.nytimes.com/2015/04/26/world/middleeast/islamist-militants-capture-syrian-town.html > (consulté le 4 mars 2016)

Barnard A., Saad H. « Rebels Gain Control of Government Air Base in Syria ». *The New York Times* [En ligne]. 5 août 2013. Disponible sur : < http://www.nytimes.com/2013/08/06/world/middleeast/rebels-gain-control-of-government-air-base-in-syria.html > (consulté le 13 février 2016)

Barry E. « Georgia Says Russian Slaughter of Circassians Was Genocide ». *The New York Times* [En ligne]. 20 mai 2011. Disponible sur : < http://www.nytimes.com/2011/05/21/world/europe/21georgia.html > (consulté le 25 juillet 2016)

Benkorich N. « Comment s'organise l'opposition intérieure en Syrie ? ». *Le monde.fr* [En ligne]. 8 août 2012. Disponible sur : <http://www.lemonde.fr/idees/article/2012/08/08/comment-s-organise-l-opposition-interieure-en-syrie_1743592_3232.html> (consulté le 11 décembre 2014)

Bonnamy J.-L. « Renaud Girard. « La France doit sortir de son aveuglement néoconservateur au plus vite » ». *Revue des deux mondes*. Septembre 2016. pp.30-42.

Bonnefous B. Riols Y.-M. « Grandes manœuvres diplomatiques sur la Syrie ». *Le Monde.fr* [En ligne]. 26 septembre 2015. Disponible sur : <

http://www.lemonde.fr/proche-orient/article/2015/09/26/grandes-man-uvres-diplomatiques-sur-la-syrie_4772888_3218.html > (consulté le 12 juillet 2016)

Borger J., Inzaurralde B. « West “ignored Russian offer in 2012 to have Syria’s Assad step aside” ». *The Guardian* [En ligne]. 15 septembre 2015. Disponible sur : < http://www.theguardian.com/world/2015/sep/15/west-ignored-russian-offer-in-2012-to-have-syrias-assad-step-aside?CMP=Share_AndroidApp_Tweet > (consulté le 24 septembre 2015)

Borger J., Shaheen K. « Russia accused of war crimes in Syria at UN security council session ». *The Guardian* [En ligne]. 26 septembre 2016. Disponible sur : < https://www.theguardian.com/world/2016/sep/25/russia-accused-war-crimes-syria-un-security-council-aleppo > (consulté le 29 octobre 2016)

Cafiero G. « Qatar’s precarious position between Saudi Arabia, Iran ». *Al-Monitor* [En ligne]. 4 février 2016. Disponible sur : < http://www.al-monitor.com/pulse/originals/2016/02/qatar-balancing-act-saudi-arabia-iran-risk.html > (consulté le 16 avril 2016)

Carlisle T. « Qatar seeks gas pipeline to Turkey ». *The National business* [En ligne]. 26 août 2009. Disponible sur : < http://www.thenational.ae/business/energy/qatar-seeks-gas-pipeline-to-turkey > (consulté le 13 avril 2016)

Chance M. « Syria: 5 things Russia wants in war ». *CNN* [En ligne]. 8 février 2016. Disponible sur : < http://www.cnn.com/2016/02/08/middleeast/syria-aleppo-russia-strategy/index.html > (consulté le 10 juillet 2016)

Cohen H. « Russia wants share in Israeli gas ». *Globes* [En ligne]. 24 avril 2016. Disponible sur : < http://www.globes.co.il/en/article-russia-wants-share-in-israeli-gas-1001119921 > (consulté le 2 mai 2016)

Daoudy M. « The case against military intervention in Syria ». *Aljazeera* [En ligne]. 5 janvier 2012. Disponible sur : < http://www.aljazeera.com/indepth/opinion/2012/01/20121383736646147.html > (consulté le 19 juillet 2016)

Dettmer M., Reiermann C. « Bailing Out Oligarchs: EU Aid for Cyprus. A Political Minefield for Merkel ». *Spiegel Online* [En ligne]. 5 novembre 2012. Disponible sur : < http://www.spiegel.de/international/europe/german-intelligence-report-warns-cyprus-not-combating-money-laundering-a-865451.html > (consulté le 5 août 2016)

Deyoung K., Sly L. « U.S.-Turkey deal aims to create de facto ‘safe zone’ in northwest Syria ». *The Washington Post* [En ligne]. 26 juillet 2015. Disponible sur : < https://www.washingtonpost.com/world/new-us-turkey-plan-amounts-to-a-safe-zone-in-northwest-syria/2015/07/26/0a533345-ff2e-4b40-858a-c1b36541e156_story.html?tid=sm_tw > (consulté le 2 mars 2016)

Dyomkin D. « Russia says may build nuclear power plant in Syria ». *Reuters* [En ligne]. 11 mai 2010. Disponible sur : < http://www.reuters.com/article/us-russia-syria-medvedev-idUSTRE64A3JB20100511 > (consulté le 9 juin 2016)

Ege Bekdil B. « Germany Pulls Patriot Systems From Turkey ». *Defense News* [En ligne]. 11 octobre 2015. Disponible sur : < http://www.defensenews.com/story/defense/2015/12/23/germany-pulls-patriot-systems-turkey/77802630/ > (consulté le 7 mars 2016)

Ege Bekdil B. « US Begins Removing Patriot Missiles from Turkey ». *Defense News* [En ligne]. 11 octobre 2015. Disponible sur : < http://www.defensenews.com/story/defense/2015/10/11/us-begins-removing-patriot-missiles-from-turkey/73787688/ > (consulté le 7 mars 2016)

Gambhir H. « ISIS Declares Governorate in Russia’s North Caucasus Region ». *Institute for the Study of War* [En ligne]. 23 juin 2015. Disponible sur : < http://understandingwar.org/backgrounder/isis-declares-governorate-russia%E2%80%99s-north-caucasus-region > (consulté le 9 novembre 2016)

Gibbons-Neff T. « Top NATO general: Russians starting to build air defense bubble over Syria ». *The Washington Post* [En ligne]. 29 septembre 2015. Disponible sur : < https://www.washingtonpost.com/news/checkpoint/wp/2015/09/29/top-nato-general-russians-starting-to-build-air-defense-bubble-over-syria/ > (consulté le 8 mars 2016)

Golovnev S. « Oppozicionnyj blok: šlûpka Titanika doplyla do Rady [Le Bloc d’opposition: le canot de sauvetage de Titanik a atteint la Rada] ». *Insider* [En ligne]. 27 octobre 2014. Disponible sur : < http://www.theinsider.ua/rus/politics/544d9da2dc02d/ > (consulté le 5 octobre 2015)

Gouëset C. « Quels sont les objectifs de Poutine en Syrie? ». *l’Express.fr* [En ligne]. 30 septembre 2015. Disponible sur : < http://www.lexpress.fr/actualite/monde/proche-moyen-orient/mais-que-vient-donc-faire-poutine-en-syrie_1720961.html > (consulté le 15 mars 2016)

Gupta S. « “White Helmets” bring civilian aid to Syria’s conflict ». *CNN* [En ligne]. 27 mai 2015. Disponible sur : < http://www.cnn.com/2015/05/21/health/white-helmets-profile/index.html > (consulté le 4 juin 2017)

Hafidh H., Faucon B. « Iraq, Iran, Syria Sign $10 Billion Gas-Pipeline Deal ». *Wall Street Journal* [En ligne]. 25 juillet 2011. Disponible sur : < http://www.wsj.com/articles/SB10001424053111903591104576467631289250392 > (consulté le 14 janvier 2016)

Hage Ali M. « Meet ISIS’ new breed of Chechen militants ». *Al Arabiya english* [En ligne]. 31 août 2014. Disponible sur : < http://english.alarabiya.net/en/perspective/analysis/2014/08/31/Meet-ISIS-new-breed-of-Chechen-Militants-.html > (consulté le 16 octobre 2014)

Haidar Z. « Syria signs offshore oil and gas exploration deal with Russia ». *Al-Monitor* [En ligne]. 27 décembre 2013. Disponible sur : < http://www.al-monitor.com/pulse/business/2013/12/syria-russia-sign-offshore-oil-deal.html > (consulté le 5 mai 2016)

Halabi A. « Syrian opposition groups fail to capture Aleppo prison ». *Al-Monitor* [En ligne]. 7 février 2014. Disponible sur : < http://www.al-monitor.com/pulse/security/2014/02/syria-aleppo-prison-attack-armed-opposition.html > (consulté le 14 février 2016)

Hazou E. « Russian interest in Cyprus gas deals a bit far-fetched ». *Cyprus Mail* [En ligne]. 27 février 2015. Disponible sur : < http://cyprus-mail.com/2015/02/27/russian-interest-in-cyprus-gas-deals-a-bit-far-fetched/ > (consulté le 1 mai 2016)

Ivchina O. « Bombardirovki Sirii ne splotât musul′man Rossii [Les bombardements de la Syrie ne vont pas fédérer les musulmans de Russie] ». *BBC Russian* [En ligne]. Disponible sur : < http://www.bbc.com/russian/international/2015/10/151002_russian_muslims_reaction_syria > (consulté le 8 novembre 2016)

Jones S., Khalaf R. « Jordan to set up buffer zone in southern Syria ». *Financial Times* [En ligne]. 29 juin 2015. Disponible sur : < http://www.ft.com/cms/s/0/ead1961a-1e38-11e5-ab0f-6bb9974f25d0.html#axzz41wrzwMCi > (consulté le 4 mars 2016)

Jones S., Khalaf R. « Jordan to set up buffer zone in southern Syria ». *Financial Times* [En ligne]. 29 juin 2015. Disponible sur : < http://www.ft.com/cms/s/0/ead1961a-1e38-11e5-ab0f-6bb9974f25d0.html#axzz41wrzwMCi > (consulté le 4 mars 2016)

Kaplan R. « Obama up against growing support for a no-fly zone in Syria ». *CBS news* [En ligne]. 5 octobre 2015. Disponible sur : < http://www.cbsnews.com/news/obama-up-against-growing-support-for-a-no-fly-zone-in-syria/ > (consulté le 27 janvier 2016)

Kenar C., Saoylu R. « Why Are Russian Engineers Working at an Islamic State-Controlled Gas Plant in Syria? ». *Foreign Policy* [En ligne]. 9 février 2016. Disponible sur : < https://foreignpolicy.com/2016/02/09/why-are-russian-engineers-working-at-an-islamic-state-controlled-gas-plant-in-syria/ > (consulté le 29 avril 2016)

Kroutikhin M. « Komu nužen gazoprovod iz Katara čerez Siriû [Qui a besoin d'un gazoduc partant du Qatar par la Syrie] ». *Forbes* [En ligne]. 5 octobre 2015. Disponible sur : < http://www.forbes.ru/mneniya-column/mir/301965-komu-nuzhen-gazoprovod-iz-katara-cherez-siriyu > (consulté le 16 janvier 2016)

Lake E. « Iran Spends Billions to Prop Up Assad ». *Bloomberg View* [En ligne]. 9 juin 2015. Disponible sur : < https://www.bloomberg.com/view/articles/2015-06-09/iran-spends-billions-to-prop-up-assad > (consulté le 21 mai 2016)

Letsch C. « US drops weapons and ammunition to help Kurdish fighters in Kobani ». *The Guardian* [En ligne]. 20 octobre 2014. Disponible sur : < https://www.theguardian.com/world/2014/oct/20/turkey-iraqi-kurds-kobani-isis-fighters-us-air-drops-arms > (consulté le 19 juillet 2016)

Macfarquhar N., Bakri N. « Arab League Approves Syrian Sanctions ». *The New York Times* [En ligne]. 27 novembre 2011. Disponible sur : < http://www.nytimes.com/2011/11/28/world/middleeast/arab-league-prepares-to-vote-on-syrian-sanctions.html > (consulté le 19 août 2016)

Magen Z. « Between Crises: If and When Russia Fights ISIS ». *INSS Insight* [En ligne]. n°628. 11 novembre 2014. Disponible sur : http://www.inss.org.il/index.aspx?id=4538&articleid=8045 (consulté le 15 janvier 2015)

Makhoul-Yatim A. « En écartant Qadri Jamil, Assad confirme qu'il ne veut pas négocier à Genève-2». *France 24* [En ligne]. 30 octobre 2013. URL : http://www.france24.com/fr/20131030-syrie-assad-qadri-jamil-russie-etats-unis-opposition-geneve-2/ (consulté le 14 décembre 2014)

Martin F. « Opinion: The Olympics' forgotten people - CNN.com ». *CNN* [En ligne]. 23 janvier 2014. Disponible sur : < http://www.cnn.com/2014/01/23/opinion/martin-olympics-circassians/index.html > (consulté le 26 juillet 2016)

Naresh A. « Syria's transit future: all pipelines lead to Damascus? ». *OpenOil* [En ligne]. 28 mars 2012. Disponible sur : < http://openoil.net/2012/03/28/syrias-transit-future-all-pipelines-lead-to-damascus/ > (consulté le 14 janvier 2016)

Nash M. « Can Lebanon make progress on oil, gas exploration efforts? ». *Al-Monitor* [En ligne]. 16 mai 2016. Disponible sur : < http://www.al-monitor.com/pulse/originals/2016/05/lebanon-oil-gas-offshore-progress-drilling.html > (consulté le 17 août 2016)

Nissenbaum D., Shishkin P. « Russian Military Buildup in Syria Concerns U.S. Officials ». *Wall Street Journal* [En ligne]. 14 septembre 2015. Disponible sur : < http://www.wsj.com/articles/russian-escalation-in-syria-concerns-u-s-officials-1442259593 > (consulté le 10 juillet 2016)

Orenstein M., Romer G. « Putin's Gas Attack ». *Foreign Affairs* [En ligne]. 18 octobre 2015. Disponible sur : < https://www.foreignaffairs.com/articles/syria/2015-10-14/putins-gas-attack > (consulté le 12 avril 2016)

Prothero M. « U.S. training helped mold top Islamic State military commander ». *McClatchyDC* [En ligne]. 15 septembre 2015. Disponible sur : < http://www.mcclatchydc.com/news/nation-world/world/middle-east/article35322882.html > (consulté le 31 janvier 2016)

Rudolf M. « China's New Era of Diplomacy: Engaging in Syria ». *The Diplomat* [En ligne]. 25 janvier 2016. Disponible sur : < http://thediplomat.com/2016/01/chinas-new-era-of-diplomacy-engaging-in-syria/ > (consulté le 9 septembre 2016)

Saul J., Tsvetkova M. « Russia supplies Syria mission with old cargo ships bought from Turkey ». *Reuters* [En ligne]. 15 décembre 2015. Disponible sur : < http://www.reuters.com/article/us-russia-syria-ships-idUSKBN0TY2BG20151215> (consulté le 9 juillet 2015)

Shlapentokh D. « Russia's approach to ISIL: the hidden benefit of evil ». *NATO Review* [En ligne]. 2015. Disponible sur : < http://www.nato.int/docu/review/2015/ISIL/Russia-Syria-Putin-ISIL-Chechnya-Middle-East/EN/index.htm > (consulté le 21 février 2016)

Sova E. « Avigdor Liberman: "pravil′naâ vojna" glazami ministra-efrejtora [Avigdor Liberman: "la guerre juste" vue par le ministre-caporal] ». *BBC Russian* [En ligne]. 1 juin 2016. Disponible sur : < http://www.bbc.com/russian/international/2016/06/160531_liberman_israel_defense_minister > (consulté le 30 juillet 2016)

Sova E. « Èkspert po Sirii Èal′ Ziser: "My želaem pobedy obeim storonam" [Eal Ziser, spécialiste de la Syrie : "Nous souhaitons la victoire à deux parties"] ». *9tv.co.il* [En ligne]. 28 janvier 2014. Disponible sur : < http://9tv.co.il/news/2014/01/28/167970.html > (consulté le 15 juillet 2016)

Spetalnick M. « U.S., Israel sign $38 billion military aid package ». *Reuters* [En ligne]. 15 septembre 2016. Disponible sur: < http://www.reuters.com/article/us-usa-israel-statement-idUSKCN11K2CI> (consulté le 25 juin 2017)

Tourovskiï D. « Byl by zal dlâ regbi - ne nužen byl džihad [S'il y avait eu une salle de rugby, on n'aurait pas eu besoin du djihad] ». *Meduza* [En ligne]. 24 novembre 2014. Disponible sur : < https://meduza.io/feature/2014/11/24/byl-by-zal-dlya-regbi-ne-nuzhen-byl-dzhihad > (consulté le 22 février 2016)

Vallot D. « Chine, Russie: le double veto qui protège la Syrie ». *RFI* [En ligne]. 22 mai 2014. Disponible sur : < http://www.rfi.fr/moyen-orient/20140522-chine-russie-le-double-veto-protege-syrie-tchourkine-onu-cpi-justice-internati > (consulté le 12 juillet 2016)

Van Wilgenburg W. « Kurdish Rebels Look to Form Transitional Government in Syria ». *Jamestown Foundation* [En ligne]. 24 juillet 2013. Disponible sur : <http://www.refworld.org/docid/5204f3774.html> (consulté le 15 décembre)

Wehner M. « Krieg in Syrien: Der Stoßtrupp des Dschihad [Guerre en Syrie : les troupes d'élite du Jihad] ». *Frankfurter Allgemeine Zeitung* [En ligne]. 8 décembre 2014. Disponible sur : < http://www.faz.net/aktuell/politik/ausland/naher-osten/krieg-in-syrien-der-stosstrupp-des-dschihad-

13306794.html?printPagedArticle=true#aufmacherBildJumpTarget > (consulté le 12 février 2016)

Weiss M. « Une intervention étrangère, pourquoi pas ? ». *Courrier international* [En ligne]. 11 janvier 2012. Disponible sur : < http://www.courrierinternational.com/article/2012/01/12/une-intervention-etrangere-pourquoi-pas > (consulté le 19 août 2016)

Zerrouky M. « En Syrie, le régime, la Russie et l'Etat islamique unis pour exploiter un champ de gaz ». *Le Monde.fr* [En ligne]. 26 février 2016. Disponible sur : < http://www.lemonde.fr/djihad-online/article/2016/02/26/en-syrie-un-champ-de-gaz-a-reuni-russes-regime-et-etat-islamique_4872418_4864102.html > (consulté le 29 avril 2016)

Bulletins de suivi de situation

Blog de Joanna Paraszczuk

Paraszczuk J. *Caucasus Emirate Appoints Syria Returnee As Emir Of Mountainous Sector Of Dagestan* [En ligne]. *From Chechnya To Syria*. 27 juillet 2015. Disponible sur : < http://www.chechensinsyria.com/?p=23972 > (consulté le 1 février 2016)

Paraszczuk J. *JMA Has (Another) New Emir, & He's Saudi*. *From Chechnya To Syria* [En ligne]. 4 septembre 2015. Disponible sur : < http://www.chechensinsyria.com/?p=24113 > (consulté le 1 février 2016)

Paraszczuk J. *Who is Salakhuddin Shishani aka Feyzullah Margoshvili (aka Giorgi Kushtanashvili?). From Chechnya To Syria* [En ligne]. 15 avril 2015. Disponible sur : < http://www.chechensinsyria.com/?p=23682 > (consulté le 1 février 2016)

Paraszczuk J. *Umar Shishani To Kebekov: "I Didn't Have Bay'ah To Umarov When I Came To Syria"*. *From Chechnya To Syria* [En ligne]. 7 juin 2015. Disponible sur : < http://www.chechensinsyria.com/?p=23819 > (consulté le 1 février 2016)

Bulletins du Jamestown Foundation

« Moscow Trying Every Middle Eastern Door ». *Eurasia Daily Monitor* (Jamestown foundation) [En ligne]. Volume 12, Issue 159. 4 septembre 2015. Disponible sur : < http://www.refworld.org/cgi-bin/texis/vtx/rwmain?page=search&docid=55ee94604&skip=0&query=hamas&coi=RUS > (consulté le 22 décembre 2015)

« Report of iranian training of chechens greeted skeptically ». *North Caucasus Weekly* (Jamestown foundation) [En ligne]. Volume 6, Issue 46. 31 décembre 2005. Disponible sur : < http://www.jamestown.org/programs/nc/single/?tx_ttnews%5Btt_news%5D=3099&tx_ttnews%5BbackPid%5D=187&no_cache=1 > (consulté le 8 novembre 2015)

Dzutsati V. « Circassian Activist Says Protests Are Instrumental in Resolving Circassian Issues ». *North Caucasus Analysis* (The Jamestown foundation) [En ligne]. Volume 10, Issue 126. 10 juillet 2013. Disponible sur : < http://www.jamestown.org/programs/nc/single/?tx_ttnews%5Btt_news%5D=41106&tx_ttnews%5BbackPid%5D=687&no_cache=1> (consulté le 28 juillet 2016)

Dzutsati V. « Circassians Establish Fund to Help Repatriation to the North Caucasus ». *Eurasia Daily Monitor* (The Jamestown Foundation) [En ligne]. Volume 11, n°137. 28 juillet 2014. Disponible sur : < http://www.jamestown.org/single/?tx_ttnews%5Btt_news%5D=42678&no_cache=1 > (consulté le 25 juillet 2016)

Dzutsati V. « Opponents Pressure Head of Kabardino-Balkaria ». *Eurasia Daily Monitor* (The Jamestown foundation) [En ligne]. Volume 10, Issue 121. 26 juin 2013. Disponible sur: < http://www.jamestown.org/programs/nc/single/?tx_ttnews%5Btt_news%5D=41072&tx_ttnews%5BbackPid%5D=687&no_cache=1> (consulté le 29 juillet 2016)

Dzutsev V. « Circassians Become Targets in Syria ; Activists Seek International Help ». *Eurasia Daily Monitor* (The Jamestown foundation) [En ligne]. Volume 9, Issue 207. 12 novembre 2012. Disponible sur: < http://www.refworld.org/docid/50a4d5402.html> (consulté le 28 juillet 2016)

Socor V. « Gazprom, Turkey Revive and Reconfigure Blue Stream Two ». *Eurasia Daily Monitor* (The Jamestown Foundation) [En ligne]. Volume 6, n°154. 11 août 2009. Disponible sur : < http://www.jamestown.org/single/?no_cache=1&tx_ttnews%5Btt_news%5D=35394&tx_ttnews%5BbackPid%5D=7&cHash=da2f573c7c > (consulté le 12 avril 2016)

Caractéristiques techniques des armes et des systèmes de combat

« Pantsyr S1 Close Range Air Defense System ». In : *Army-technology.com* [En ligne]. Disponible sur : < http://www.army-technology.com/projects/pantsyr/ > (consulté le 21 juillet 2015)

« Zenitno-raketnaâ sistema S-300PS (S-300PMU) [Le système des missiles antiaériens S-300PS (S-300PMU)] ». In : *Raketnaïa tekhnika* [En ligne]. Disponible sur : http://rbase.new-factoria.ru/missile/wobb/c300ps/c300ps.shtml (consulté le 17 mars 2016)

« Zenitno-raketnyj kompleks S-400 « Triumf » [Le système des missiles antiaériens S-400 « Triumf »] ». In : *Raketnaâ tehnika* [En ligne]. Disponible sur : http://rbase.new-factoria.ru/missile/wobb/s400/s400.shtml (consulté le 17 mars 2016)

« Zenitnyj kompleks S-300FM (Fort-M) [Le complexe antiaérien S-300 (Fort-M)] ». In : *Raketnaïa tekhnika* [En ligne]. Disponible sur : http://rbase.new-factoria.ru/missile/wobb/fort_m/fort_m.shtml (consulté le 17 mars 2016)

Chartes et livres blancs

« Koncepciâ vnešnej politiki Rossijskoj Federacii (utverždena Prezidentom Rossijskoj Federacii V.V. Putinym 12 fevralâ 2013) [La conception de la politique extérieure de la Fédération de Russie (approuvée par V.V. Poutine, président de la Fédération de Russie le 12 février 2013)] ». *Ministerstvo inostrannyh del Rossijskoj Federacii* [En ligne]. 18 février 2013. Disponible sur : < http://archive.mid.ru//brp_4.nsf/0/6D84DDEDEDBF7DA644257B160051BF7F > (consulté le 8 août 2016)

« Morskaâ doktrina Rossijskoj Federacii na period do 2020 goda [La doctrine maritime de la Fédération de Russie pour la période jusqu'à 2020] ». *Ministerstvo inostrannyh del Rossijskoj Federacii* [En ligne]. 18 août 2004. Disponible sur : < http://www.mid.ru/foreign_policy/official_documents/-/asset_publisher/CptICkB6BZ29/content/id/462098> (consulté le 16 avril 2017)

« Voennaâ doktrina Rossijskoj Federacii [La doctrine militaire de la Fédération de Russie] ». *Rossijskaâ gazeta* [En ligne]. 30 décembre 2014. Disponible sur : < https://rg.ru/2014/12/30/doktrina-dok.html > (consulté le 8 août 2016)

La Charte de l'Eglise orthodoxe russe. Disponible sur : <http://www.patriarchia.ru/>

La Charte du Hamas. Traduction française disponible sur : <http://iremam.cnrs.fr/legrain/voix15.htm>

Communication des autorités russes

Déclarations de politique étrangère

« Bol'šaâ press-konferenciâ Vladimira Putina [La grande conférence de presse de Vladimir Poutine] ». *Kremlin.ru* [En ligne]. 18 décembre 2014. Disponible sur : < http://kremlin.ru/events/president/news/47250 > (consulté le 12 avril 2016)

« Brifing oficial'nogo predstavitelâ MID Rossii A.K.Lukaševiča, 25 noâbrâ 2011 goda [La conférence de presse d'A.K. Loukachevitch, représentant officiel du MAE de Russie, le 25 novembre 2011] ». *Ministerstvo inostrannyh del Rossijskoj Federacii* [En ligne]. 25 novembre 2011. Disponible sur : < http://www.mid.ru/web/guest/foreign_policy/news/-/asset_publisher/cKNonkJE02Bw/content/id/796836 > (consulté le 18 août 2016)

« Brifing oficial'nogo predstavitelâ MID Rossii A.K.Lukaševiča, 2 aprelâ 2015 goda [La conférence de presse de A.K. Loukachevitch, représentant officiel du MAE russe, le 2 avril 2015] ». *Ministerstvo inostrannyh del Rossijskoj Federacii* [En ligne]. 2 avril 2015. Disponible sur : < http://www.mid.ru/web/guest/foreign_policy/news/-/asset_publisher/cKNonkJE02Bw/content/id/1139557 > (consulté le 12 août 2016)

« Brifing oficial'nogo predstavitelâ MID Rossii M.V.Zaharovoj, Moskva, 21 ânvarâ 2016 goda [La conférence de presse de M.V. Zakharova, représentante officielle du MAE russe, Moscou, 21 janvier 2016] ». *Ministerstvo inostrannyh del Rossijskoj Federacii* [En ligne]. 21 janvier 2016. Disponible sur : < http://www.mid.ru/web/guest/foreign_policy/news/-/asset_publisher/cKNonkJE02Bw/content/id/2015910 > (consulté le 19 août 2016)

« Interv'û Ministra inostrannyh del Rossii S.V. Lavrova "Rossijskoj gazete", 21 sentâbrâ 2011 goda [Interview de S.V. Lavrov, ministre des Affaires étrangères de Russie à "Rossijskaâ gazeta", le 21 septembre 2011] ». *Ministerstvo inostrannyh del Rossijskoj Federacii* [En ligne]. 21 septembre 2011. Disponible sur : < http://www.mid.ru/web/guest/general_assembly/-/asset_publisher/lrzZMhfoyRUj/content/id/194822 > (consulté le 13 juillet 2016)

« Interv′û Ministra inostrannyh del Rossii S.V. Lavrova "Rossijskoj gazete", 21 sentâbrâ 2011 goda [Interview de S.V. Lavrov, ministre des Affaires étrangères de Russie à “Rossiïskaïa gazeta”, le 21 septembre 2011] ». *Ministerstvo inostrannyh del Rossijskoj Federacii* [En ligne]. 21 septembre 2011. Disponible sur : < http://www.mid.ru/web/guest/general_assembly/-/asset_publisher/lrzZMhfoyRUj/content/id/194822 > (consulté le 13 juillet 2016)

« Interv′û Ministra inostrannyh del Rossii S.V.Lavrova rukovoditelû avtorskoj programmy «Aktual′nyj razgovor» telekompanii «3 kanal» V.Solov′evu, 13 marta 2011 goda [L’interview de S.V. Lavrov, ministre des Affaires étrangères de Russie à V.Soloviev, présentateur de l’émission “Aktoualniï razgovor” de la chaîne télévisée “3 kanal”] ». *Ministerstvo inostrannyh del Rossijskoj Federacii* [En ligne]. 13 mars 2011. Disponible sur : < http://www.mid.ru/web/guest/foreign_policy/news/-/asset_publisher/cKNonkJE02Bw/content/id/215526 > (consulté le 29 juillet 2016)

« Interv′û Ministra inostrannyh del Rossii S.V.Lavrova telekanalu «Rossiâ 24», 27 sentâbrâ 2011 goda [Interview de S.V. Lavrov, ministre des Affaires étrangères de Russie à la chaîne télévisée «Rossiâ 24», le 27 septembre 2011] ». *Ministerstvo inostrannyh del Rossijskoj Federacii* [En ligne]. 28 septembre 2011. Disponible sur : <http://www.mid.ru/web/guest/foreign_policy/news/-/asset_publisher/cKNonkJE02Bw/content/id/193686 > (consulté le 13 juillet 2016)

« Interv′û Ministra inostrannyh del Rossijskoj Federacii S.V.Lavrova v prâmom èfire radiostancij «Sputnik», «Èho Moskvy», «Govorit Moskva», Moskva, 22 aprelâ 2015 goda [L’interview de S.V. Lavrov, ministre des Affaires étrangère de la Fédération de Russie, en direct des stations radio “Sputnik”, “ Èho moskvy ”, “Govorit Moskva”, Moscou, 22 avril 2015] ». *Ministerstvo inostrannyh del Rossijskoj Federacii* [En ligne]. 22 avril 2015. Disponible sur : < http://www.mid.ru/web/guest/foreign_policy/news/-/asset_publisher/cKNonkJE02Bw/content/id/1199312 > (consulté le 29 juillet 2016)

« Interv′û Ministra inostrannyh del S.V.Lavrova programme «Mnenie» s È.Zakamskoj na telekanale «Rossiâ 24», Moskva, 27 aprelâ 2012 goda [L’interview du ministre des Affaires étrangères S. V. Lavrov à l’émission “Mnenie” animée par E. Zakamskaïa, Moscou, le 27 avril 2012] ». *Ministerstvo inostrannyh del Rossijskoj Federacii* [En ligne]. 27 avril 2012. Disponible sur : < http://www.mid.ru/web/guest/foreign_policy/news/-

/asset_publisher/cKNonkJE02Bw/content/id/158870 > (consulté le 24 décembre 2015)

« Interv′û oficial′nogo predstavitelâ MID Rossii A.V.Âkovenko korrespondentu Moskovskogo bûro tureckoj gazety "Hûrriet" N.Hadžioglu, 21 fevralâ 2004 goda [Interview de A.V. Yakovenko, représentant officiel du MAE de Russie à N. Hadjioglou, correspondant du bureau de Moscou du journal turc “Hurriyet”, le 21 février 2004] ». *Posol'stvo Rossijskoj Federacii v Turcii* [En ligne]. 21 février 2004. Disponible sur : < http://www.turkey.mid.ru/hron/hronika22.html > (consulté le 19 juillet 2016)

« Interv′û Posla Rossii v KNR A.I.Denisova informacionnomu agentstvu «Interfaks», 15 iûnâ 2016 goda [L’interview de A.I. Denisov, ambassadeur de Russie en RPC, à l’agence de presse “Interfax”, le 15 juin 2016] ». *Ministerstvo inostrannyh del* [En ligne]. 17 juin 2016. Disponible sur : < http://www.mid.ru/web/guest/foreign_policy/news/-/asset_publisher/cKNonkJE02Bw/content/id/2322781 > (consulté le 9 septembre 2016)

« Kruglyj stol: o situacii v Sirii i vokrug neë [La table ronde sur la situation en Syrie et dans son voisinage] ». *Ministerstvo inostrannyh del Rossijskoj Federacii* [En ligne]. 11 novembre 2011. Disponible sur : < http://www.mid.ru/web/guest/about/social_organizations/association/-/asset_publisher/w6CkLeKcy2bQ/content/id/177138 > (consulté le 13 juillet 2016)

« O rossijskih podhodah k probleme âdernogo razoruženiâ [L’approche russe à l’égard problème du désarmement nucléaire] ». *Ministerstvo inostrannyh del Rossijskoj Federacii* [En ligne]. 5 juillet 2016. Disponible sur : < http://www.mid.ru/web/guest/obsie-voprosy-mezdunarodnoj-bezopasnosti-i-kontrola-nad-vooruzeniami/-/asset_publisher/6sN03cZTYZOC/content/id/80362 > (consulté le 11 août 2016)

« O vstreče specpredstavitelâ Prezidenta Rossijskoj Federacii po Bližnemu Vostoku, zamestitelâ Ministra inostrannyh del Rossii M.L.Bogdanova s delegaciej Vysšego soveta kurdov Sirii [La rencontre de M.L. Bogdanov, représentant spécial du président de Fédération de Russie pour le Moyen-Orient et vice-ministre des Affaires étrangères de Russie, avec la délégation du Conseil suprême des Kurdes de Syrie] ». *Ministerstvo inostrannyh del Rossijskoj Federacii* [En ligne]. 4 juin 2013. Disponible

sur : < http://www.mid.ru/ru/maps/sy/-/asset_publisher/9fcjSOwMERcf/content/id/107250 > (consulté le 19 juillet 2016)

« Ob obraŝenii sirijskih hristian [La demande des chrétiens syriens] ». *Ministerstvo inostrannyh del Rossijskoj Federacii* [En ligne]. 16 octobre 2013. Disponible sur : < http://archive.mid.ru//brp_4.nsf/newsline/36DD54A2B4E9ABF144257C06003634C9 > (consulté le 18 août 2016)

« Rossijsko-livanskie otnošeniâ [Les relations russo-libanaises] ». *Ministerstvo inostrannyh del Rossijskoj Federacii* [En ligne]. 28 mai 2014. Disponible sur : < http://archive.mid.ru//bdomp/ns-rasia.nsf/1083b7937ae580ae432569e7004199c2/4e1275dd8893c31e43256dcd0030fc71!OpenDocument > (consulté le 17 août 2016)

« Rossijsko-livanskie otnošeniâ [Les relations russo-libanaises] ». *Ministerstvo inostrannyh del Rossijskoj Federacii* [En ligne]. 28 mai 2014. Disponible sur : < http://archive.mid.ru//bdomp/ns-rasia.nsf/1083b7937ae580ae432569e7004199c2/4e1275dd8893c31e43256dcd0030fc71!OpenDocument > (consulté le 17 août 2016)

« STENOGRAMMA OTVETOV MINISTRA INOSTRANNYH DEL ROSSII S.V.LAVROVA NA VOPROSY SMI PO ITOGAM POEZDKI V ŠARM-AŠ-ŠEJH DLÂ UČASTIÂ V MEŽDUNARODNOJ KONFERENCII V PODDERŽKU PALESTINSKOJ ÈKONOMIKI DLÂ REKONSTRUKCII GAZY, 2 MARTA 2009 GODA [Le procès-verbal des réponses de S. V. Lavrov, ministre des Affaires étrangères de Russie, aux questions des médias concernant les résultats du voyage à Charm-el-cheikh afin de participer à la conférence internationale de soutien à l'économie palestinienne pour la reconstruction de Gaza, le 2 mars 2009] ». *Ministerstvo inostrannyh del Rossijskoj Federacii* [En ligne]. 2 mars 2009. Disponible sur : < http://www.mid.ru/web/guest/foreign_policy/international_safety/conflicts/-/asset_publisher/xIEMTQ3OvzcA/content/id/303606 > (consulté le 24 décembre 2015)

« Vystuplenie i otvety Ministra inostrannyh del Rossii S.V.Lavrova na voprosy SMI v hode press-konferencii po tematike himičeskogo oružiâ v Sirii i situacii vokrug SAR, Moskva, 26 avgusta 2013 goda [L'intervention et les réponses de S.V. Lavrov, ministre des Affaires étrangères de Russie, aux questions des médias lors de la

conférence de presse consacrée aux armes chimiques en Syrie et à la situation autour de la République arabe syrienne, Moscou, 26 août 2013] ». *Ministerstvo inostrannyh del Rossijskoj Federacii* [En ligne]. 26 août 2013. Disponible sur : < http://www.mid.ru/web/guest/foreign_policy/international_safety/conflicts/-/asset_publisher/xIEMTQ3OvzcA/content/id/98738 > (consulté le 29 juillet 2016)

« Vystuplenie i otvety Ministra inostrannyh del Rossii S.V.Lavrova na voprosy SMI v hode sovmestnoj press-konferencii s Ministrom inostrannyh del Narodnoj Respubliki Bangladeš D.Moni, Moskva, 23 noâbrâ 2012 goda [L'intervention et les réponses du ministre des Affaires étrangère russe S. V. Lavrov aux questions des médias au cours d'une conférence de presse conjointe avec D. Moni, ministre des Affaires étrangères de la République Populaire de Bangladesh, Moscou, 23 novembre 2012] ». *Ministerstvo inostrannyh del Rossijskoj Federacii* [En ligne]. 23 novembre 2012. Disponible sur : http://www.mid.ru/en/web/guest/maps/bd/-/asset_publisher/SgtK37C9ftnT/content/id/133434?p_p_id=101_INSTANCE_SgtK37C9ftnT&_101_INSTANCE_SgtK37C9ftnT_languageId=ru_RU (consulté le 17 mars 2016)

« Zaâvlenie oficial′nogo predstavitelâ MID Rossii A.K.Lukaševiča v svâzi s razvitiem sobytij v Sirii i vokrug nee [La déclaration de A.K. Loukachevitch, représentant officiel du MAE de Russie, au sujet du développement de la situation en Syrie et dans son voisinage] ». *Ministerstvo inostrannyh del Rossijskoj Federacii* [En ligne]. 6 mai 2013. Disponible sur : < http://www.mid.ru/web/guest/maps/sy/-/asset_publisher/9fcjSOwMERcf/content/id/111702 > (consulté le 15 juillet 2016)

Le procès-verbal de la conférence de presse conjointe de Vladimir Poutine et François Fillon. 21 juin 2016. Disponible sur le site des archives du cabinet de premier-ministre russe sur : http://archive.premier.gov.ru/visits/world/15638/events/15659/ (consulté le 13 juillet 2016)

Interviews avec les représentants des autorités russes ou des personnalités proches du Kremlin

« "Ničego pohožego ne primonû s momenta raspada SSSR" ["A ma mémoire, rien de tel ne s'est reproduit depuis la chute de l'URSS"] ». *Kommersant"* [En ligne]. 11 février 2016. Disponible sur : < http://www.kommersant.ru/doc/2913156 > (consulté le 23 février 2016)

« "Partiû dlâ nas olicetvorâet silovoj blok, kotoryj vozglavlâet Igor′ Ivanovič Sečin" [“Pour nous le parti est incarné par la fraction des gens issus des services de l’ordre, dirigée par Igor Ivanovitch Setchin”] ». *Kommersant"* [En ligne]. 30 novembre 2007. n°221, p. 20.

Gevorkyan N., Timakova N., Kolesnikov A. *Ot pervogo lica. Razgovory s Vladimirom Putinym [A la première personne. Entretiens avec Vladimir Poutine]*. Moscou : Vagrius, 2000. 190 p. pp.135- 136.

Presse officielle

« MČS dostavilo v Iordaniû 26 tonn gumanitarnogo gruza dlâ Palestiny [Le ministère des Situations d’urgence a livré 26 tonnes de cargaisons humanitaires en Jordanie pour la Palestine] ». *Rossïskaïa gazeta* [En ligne]. 26 novembre 2014. Disponible sur : < https://rg.ru/2014/11/26/gruz-anons.html > (consulté le 19 août 2016)

« Onlajn-translâciâ press-konferencii Vladimira Putina [Diffusion en direct sur internet de la conférence de presse de Vladimir Poutine] ». *Rossijskaâ gazeta* [En ligne]. 17 décembre 2015. Disponible sur : < http://www.rg.ru/2015/12/17/prezident-site.html > (consulté le 17 décembre 2015)

« Senatorom ot Čečni stal vyhodec iz Sirii [Un originaire de Syrie est devenu sénateur de la Tchétchénie] ». *Rossijskaâ gazeta* [En ligne]. 26 novembre 2008. Disponible sur : < https://rg.ru/2008/11/26/reg-kuban/sabsabi-anons.html > (consulté le 30 juillet 2016)

« Vstreča s Prezidentom Livana Mišelem Slejmanom [La rencontre avec Michel Sleiman, président du Liban] ». *Kremlin.ru* [En ligne]. 23 janvier 2013. Disponible sur : < http://kremlin.ru/events/president/news/17361 > (consulté le 28 juin 2015)

Bogdanov V. « Za terrorista položena premiâ [Il faut accorder une prime pour toute information concernant le terroriste] ». *Rossijskaâ gazeta* [En ligne]. 18 novembre 2011. Disponible sur : < http://www.rg.ru/2011/11/17/umarov-site.html > (consulté le 7 février 2016)

Kotchetova M. « Ûrij Sapunov: Parlamentarii sozdaût horošuû osnovu dlâ raboty naših specslužb [Yuri Sapounov: Les parlementaires créent une bonne base pour le fonctionnement de nos services spéciaux] ». *Parlamentskaâ gazeta* [En ligne]. 20 janvier 2015. Disponible sur : < http://www.pnp.ru/news/detail/75053 > (consulté le 8 janvier 2016)

Latoukhina K. « Razgovor po-arabski. Rossiâ i Livan sobiraûtsâ rasširât′ voenno-tehničeskoe sotrudničestvo [Un entretien en arabe. La Russie et le Liban veulent élargir la coopération militaire et technique] ». *Rossijskaâ gazeta* [En ligne]. 2010. Disponible sur : < http://www.rg.ru/2010/02/26/sulejman.html > (consulté le 28 juin 2015)

Sedov A. « Nacional′nyj opyt protivodejstviâ terrorizmu [L'expérience nationale de lutte contre le terrorisme] ». *Vestnik nacional'nogo antiterrorističeskogo komiteta*. n°1 (12). 2015. pp.14-17.

Volkov K. « Kipr otdast Rossii voennye bazy v obmen na finansovuû pomoŝ′ [Chypre transféra à la Russie des bases militaires en échange de l'aide] ». *Rossijskaâ gazeta* [En ligne]. 9 février 2015. Disponible sur : < https://rg.ru/2015/02/09/kipr-site.html > (consulté le 14 juillet 2016)

Autres publications des instances officielles

« Obŝestvennaâ diplomatiâ [La diplomatie civile] ». In : *Rossotrudničestvo* [En ligne]. Disponible sur : < http://rs.gov.ru/activities/4 > (consulté le 19 août 2016)

Minoborony Rossii. *Za naših i Pariž!! [Pour les nôtres et Paris]* [En ligne]. 20 novembre 2015. Disponible sur : < https://www.youtube.com/watch?time_continue=3&v=KeA_QZOBRSg > (consulté le 21 novembre 2015)

Rostekh. *Rossiâ gotovit granatomety dlâ Iordanii [La Russie prépare des lance-grenades pour la Jordanie]* [En ligne]. 6 juin 2013. Disponible sur : < https://www.youtube.com/watch?v=8hZWUkyFqnM > (consulté le 1 novembre 2015)

Déclarations et publications des représentants de la société civile russe

« "Net v Sirii nikakoj umerennoj oppozicii" - Tadžuddin ["Il n'y a aucune opposition modérée en Syrie" - Tadjouddine] ». *Pravda* [En ligne]. 30 octobre 2015. Disponible sur : < http://www.pravda.ru/news/expert/30-10-2015/1280327-0/ > (consulté le 7 novembre 2016)

« «V KAKOM PORÂDKE NAS PEREČISLÂT″, I V KAKOM PORÂDKE MY DOLŽNY STOÂT″ – ÈTO ŽE NE SUT″ PRAVOSLAVNOJ VERY!» ["Notre classement n'est pas l'essence de la foi orthodoxe". » In : *pravoslavie.ru* [En ligne].

2011. Disponible sur : < http://www.pravoslavie.ru/smi/50217.htm > (consulté le 4 mars 2015)

« Ara Abramân: Â byl blizok s byvšim glavoj Livii Kaddafi [Ara Abrahamian: j'ai été proche de l'ancien chef de la Lybie Kadhafi] ». *Lurer* [En ligne]. 10 décembre 2012. Disponible sur : < http://lurer.com/?p=47781&l=ru > (consulté le 6 novembre 2016)

« Gumanitarnaâ missiâ IPPO v Sirii [La mission humanitaire de la SIOP en Syrie] ». In : *Imperatorskoe Pravoslavnoe Palestinskoe Obŝestvo* [En ligne]. Disponible sur : < http://ippo.info/syria/ > (consulté le 8 avril 2015)

« Kandidat bogosloviâ igumen INNOKENTIJ PAVLOV: "Katoličeskie missionery ni za kem ne gonâûtsâ, no esli lûdi ponimaût, čto istinnaâ Cerkov′ – èto Cerkov′ Katoličeskaâ, oni dolžny byt′ prinâty tuda" [Innokentiï Pavlov, docteur en théologie, higoumène : "Les missionnaires catholiques ne courent derrière personne. Mais si les gens comprennent que l'Eglise catholique est la vraie église, ils doivent y être acceptés] ». In : *credo.ru* [En ligne]. Disponible sur : < http://www.portal-credo.ru/site/?act=authority&id=856 > (consulté le 5 mars 2015)

« Obraŝenie Svâtejšego Patriarha Kirilla k Prezidentu SŠA Baraku Obame v svâzi s situaciej v Sirii [La demande adressée de la part de l'Auguste Patriarche Cyrille au président des Etats-Unis Barak Obama relative à la situation en Syrie] ». *Russkaâ Pravoslavnaâ Cerkov′* [En ligne]. 10 septembre 2013. Disponible sur : < http://www.patriarchia.ru/db/text/3223949.html > (consulté le 8 août 2016)

« Osvâŝenie Nikol′skogo hrama v Sidorovskom [La consécration de l'Eglise Nikolski à Sidorovskoye] ». In : *Moskovskaâ eparhiâ Russkoj Pravoslavnoj Cerkvi* [En ligne]. 2012. Disponible sur : < http://www.mepar.ru/library/vedomosti/61/1170/ > (consulté le 3 mars 2015)

« Putin: Atomnaâ otrasl′ nahoditsâ na pod″eme [Poutine: l'industrie atomique est en essor] ». *Edinaâ Rossiâ* [En ligne]. 12 décembre 2011. Disponible sur : < http://er.ru/news/69333/ > (consulté le 10 janvier 2015)

« ROSSIÂ V SIRII I «ARMÂNSKIJ FAKTOR» [La Russie en Syrie et "le facteur arménien"] ». *Kavkazoved* [En ligne]. 23 novembre 2015. Disponible sur : < http://www.kavkazoved.info/news/2015/11/23/rossia-v-sirii-i-armjanskij-faktor.html > (consulté le 5 novembre 2016)

« V Ženeve zaveršilas′ konferenciâ "Siriâ: put′ k miru", iniciirovannaâ IPPO [La conférence “Syrie: chemin vers la paix” initiée par la SIOP s’est terminée à Genève] ». *Imperatorskoe Pravoslavnoe Palestinskoe Obŝestvo* [En ligne]. 8 juin 2013. Disponible sur : < http://www.ippo.ru/world/article/v-zheneve-zavershilas-konferenciya-siriya-put-k-mi-100189 > (consulté le 8 août 2016)

« Vozmožen li v Ukraine Konstantinopol′skij patriarhat v obhod Rossii? [L’instauration du Patriarcat œcuménique en Ukraine au détriment de la Russie est-elle possible?] ». In : *Unian* [En ligne]. 2009. Disponible sur : < http://www.unian.net/politics/268300-vozmojen-li-v-ukraine-konstantinopolskiy-patriarhat-v-obhod-rossii.html > (consulté le 5 mars 2015)

« Vystuplenie Ara Abramâna na Naučno-praktičeskoj konferencii «Migracionnye vyzovy miru: Evrosoûz i Rossiâ», sostoâvšejsâ 29 oktâbrâ v Obŝestvennoj Palate RF [L’intervention de Ara Abrahamyan à la conférence scientifique “Défis migratoires dans le monde: l’Union européenne et la Russie” ayant eu lieu à la Chambre Civile de la Fédération de Russie le 29 octobre] ». In : *SAR* [En ligne]. 29 octobre 2015. Disponible sur : < http://www.sarinfo.org/sarnews/30-10-15.shtml > (consulté le 31 octobre 2016)

Grichin G. « Livijskij scenarij dlâ Rossii [Le scénario libyen pour la Russie] ». In : *Dviženie za vozroždenie otečestvennoj nauki* [En ligne]. 1 septembre 2011. Disponible sur : < http://www.za-nauku.ru/index.php?option=com_content&task=view&id=4609&Itemid=39 > (consulté le 30 juillet 2016)

Imchoukhametov B. « Talgat Tadžuddin: «SŠA i ih prihvostni v NATO vzâli islam za župel i im mašut» [Talgat Tadjouddin: "Les Etats-Unis et leurs sbires de l’OTAN ont fait de l’islam un épouvantail qu’ils brandissent] ». *Biznes online* [En ligne]. 24 décembre 2015. Disponible sur : < https://www.business-gazeta.ru/article/297404 > (consulté le 8 novembre 2016)

Kessab, Siriâ [Kessab, Syrie] [En ligne]. *el-murid*. 27 mars 2014. Disponible sur : < http://el-murid.livejournal.com/1680178.html > (consulté le 5 novembre 2016)

Melnikov A. « Putin – naš Iuda Makkavej [Poutine est notre Judas Maccabée] ». *Nezavisimaâ gazeta* [En ligne]. 11 décembre 2015. Disponible sur : <

http://www.ng.ru/columnist/2015-12-11/2_putin.html > (consulté le 9 novembre 2016)

Naguinin A. « Osnovnye obvineniâ Zûganovu i KPRF, kotorye prd″âvlâût političeskie opponenty, v svete real′nyh faktov [Les principales accusations adressées à Zuganov et au PCFR par des rivaux politiques, analysées à la lumière des faits réels] ». In : *Kommunističekaâ partiâ Rossijskoj Federacii* [En ligne]. 10 février 2012. Disponible sur : < http://kprf.ru/crisis/agitator/102479.html > (consulté le 5 juillet 2015)

Obuhov S. « Predsedatel′ CK KPRF, rukovoditel′ frakcii Kompartii v Gosudarstvennoj Dume G.A.Zûganov prinâl Predsedatelâ Vifliemskogo otdeleniâ Imperatorskogo Pravoslavnogo Palestinskogo obŝestva (IPPO) Dauda Matara [Zuganov G.A., dirigeant du PC de la Russie, dirigeant de la fraction du PC à la Douma, a accueilli Davoud Matar, dirigeant de l'antenne de Bethléem de la SIOP] ». *Kommunističekaâ partiâ Rossijskoj Federacii* [En ligne]. 27 octobre 2008. Disponible sur : < http://kprf.ru/international/60724.html > (consulté le 24 mars 2015)

Poznavatelnoe TV. *Počemu SŠA ubivaût Siriû 4 (Poznavatel'noe TV, Anatolij Èl'-Mûrid) [Pourquoi les Etats-Unis détruisent la Syrie 4 (Poznavatel'noe TV, Anatolij Èl'-Mûrid)]* [En ligne]. 16 octobre 2015. Disponible sur : < https://www.youtube.com/watch?v=zodUJlN-XxA> (consulté le 30 août 2016)

Roy TV. *I. Strelkov. Siriâ: uže za krasnoj čertoj [I. Strelkov. Syrie: déjà au-delà de la ligne rouge]* [En ligne]. 1 octobre 2015. Disponible sur : < https://www.youtube.com/watch?time_continue=780&v=P8KD_2q-myg > (consulté le 15 octobre 2015)

Yakounine G. « Istoričeskij put′ pravoslavnogo talibanstva [Le trajectoire historique du taliban orthodoxe] ». In : *Vehi* [En ligne]. 2002. Disponible sur : < http://www.vehi.net/politika/yakunin.html > (consulté le 3 juin 2015)

Déclarations de politique étrangère des pays occidentaux

« Alain Juppé sur la viabilité de « corridors humanitaires » en Syrie ». *France in the United Kingdom - La France au Royaume-Uni* [En ligne]. 28 novembre 2011. Disponible sur : < http://www.ambafrance-uk.org/Alain-Juppe-sur-la-viabilite-de > (consulté le 19 août 2016)

« Daily Press Briefing - September 21, 2015 ». *U.S. Department of State* [En ligne]. 21 septembre 2015. Disponible sur : < http://www.state.gov/r/pa/prs/dpb/2015/09/247117.htm > (consulté le 19 juillet 2016)

Documents de situation : sources narratives

Artemov S. « Gorcy v putstyne» [Les montagnards dans le désert]. *Vokrug Sveta*. n°3 (2870). Mars 2013.

Documents du souvenir : mémoires

Posuvaliuk V. *Bagrovoe nebo Bagdada [Le ciel pourpre de Bagdad]*. Saint-Pétersbourg : Aleteya, 2012. 400 p.

Primakov E. *Bližnij Vostok na scene i za kulisami [Le Moyen-Orient sur scène et derrière les coulisses]*. Moscou: Rossijskaâ gazeta, 2006. 384 p. p.327.

Documents légaux, parlementaires ou onusiens

Documents russes

« Analitika statistika. Vesennââ sessiâ 1996 goda» [Analyses et statistiques. La session printanière de 1996]. Garant (base de données de la Douma) [En ligne]. URL : http://duma2.garant.ru/analit/1996/vs96/part2/ch04-02.htm

« Častnoe opredelenie Komissii prezidiuma Verhovnogo Soveta RF po rassledovaniû pričin i obstoâtelʹstv GKČP [La définition spéciale de la Commission du présidium du Conseil Suprême de la Fédération de Russie à propos de l'enquête sur les raisons et les circonstances de l'activité du Comité d'Etat de la Situation d'Urgence] ». In : *Kompromat* [En ligne]. 2002. Disponible sur : < http://www.compromat.ru/page_25827.htm > (consulté le 6 mars 2015)

« Publikuem spisok organizacij, priznannyh Verhovnym sudom Rossii terrorističeskimi [Nous publions la liste des organisations reconnues terroristes par la Cour suprême russe] ». *Rossijskaâ gazeta* [En ligne]. 28 juillet 2006. Disponible sur : < http://www.rg.ru/2006/07/28/terror-organizacii.html > (consulté le 8 janvier 2016)

« Ukaz Prezidenta Rossijskoj Federacii ot 28.05.2015 № 273 "O vnesenii izmenenij v perečen′ svedenij, otnesennyh k gosudarstvennoj tajne, utverždennyj Ukazom

Prezidenta Rossijskoj Federacii ot 30 noâbrâ 1995 g. № 1203"» [L'ordre du Président de la Fédération de Russie du 28.05.2015 n°273 « Relatif aux modifications de la liste des informations, considérées en tant que secret d'Etat, établie par l'Ordre du Président de la Fédération de Russie du 30 novembre 1995 n°1203 »] ». *Oficial'nyj internet-portal pravovoj informacii* [En ligne]. 28 mai 2015. Disponible sur : < http://publication.pravo.gov.ru/Document/View/0001201505280001?index=0&rangeSize=1 > (consulté le 25 octobre 2015)

Broev R. « Gosudarstvennaâ duma i kurdskaâ problema» [La Douma et le problème kurde]. *L'assemblé fédérale – le parlement de la Fédération de Russie, la commission de la Douma en charge des questions géopolitiques*. Moscou : Axina Welat, 1998. 274 p.

Documents d'autres pays

« Designation of Caucasus Emirates Leader Doku Umarov ». *U.S. Department of State* [En ligne]. 23 juin 2010. Disponible sur : < http://www.state.gov/j/ct/rls/other/des/143564.htm > (consulté le 7 février 2016)

Humbert J.-F. *Chypre et la crise de la zone euro. Rapport d'information n° 173 (2012-2013). Sénat* [En ligne]. 29 novembre 2012. Disponible sur : < http://www.senat.fr/rap/r12-173/r12-173.html>

Lesniewski N. « Text of Senate Draft Syria War Authorization ». *RollCall*. 3 septembre 2013. Disponible sur : < http://www.rollcall.com/wgdb/text-of-senate-draft-syria-war-authorization/ > (consulté le 29 avril 2016)

Textes de l'ONU

« 70-â sessiâ General′noj Assamblei OON [La 70ème session de l'Assemblée Générale de l'ONU] ». *Kremlin.ru* [En ligne]. 28 septembre 2015. Disponible sur : < http://kremlin.ru/events/president/news/50385 > (consulté le 11 août 2016)

« Security Council Al-Qaida Sanctions Committee Amends One Entry on Its Sanctions List». *Nations Unies* [En ligne]. 30 décembre 2014. Disponible sur : < http://www.un.org/press/en/2014/sc11723.doc.htm> (consulté le 7 février 2016)

« Unanimously Adopting Resolution 2258 (2015), Security Council Renews Authorization for Passage of Humanitarian Aid into Syria ». *Nations Unies* [En

ligne]. 22 décembre 2015. Disponible sur : < http://www.un.org/press/en/2015/sc12179.doc.htm > (consulté le 19 août 2016)

Identical letters dated 13 June 2012 from the Chargé d'affaires a.i. of the Permanent Mission of Lebanon to the United Nations addressed to the Secretary-General and the President of the Security Council. Nations Unies. [En ligne]. 21 juin 2012. Disponible sur : < http://www.securitycouncilreport.org/atf/cf/%7B65BFCF9B-6D27-4E9C-8CD3-CF6E4FF96FF9%7D/Lebanon%20S%202012%20477.pdf >

La Convention des Nations Unies sur le droit de la mer dite de Montego bay (1982).

Le procès-verbal de la 6627ème séance du Conseil de sécurité. Disponible sur : http://www.un.org/fr/documents/view_doc.asp?symbol=S/PV.6627 (consulté le 13 juillet 2016)

Sciboz J. « Research Guides: Security Council - Quick Links: Vetoes ». *Dag Hammarskjöld Library* [En ligne]. Disponible sur : < http://research.un.org/en/docs/sc/quick/veto > (consulté le 8 septembre 2016)

Pages WEB

« Ambassadors in Tourism » [En ligne]. In : *Cyprus Tourism Ambassadors*. Disponible sur : < http://www.cyprustourismambassadors.com/english/anakoinoseis/participants_16_11.pdf > (consulté le 8 août 2016)

« Natan Sharansky ». In : *The Jewish Agency* [En ligne]. Disponible sur : < http://www.jewishagency.org/executive-members/natan-sharansky-0 > (consulté le 30 juillet 2016)

« Nigeriâ. Aviaprom, avtoprom [Nigéria. L'industrie aérienne et automobile] ». In : *af-ro* [En ligne]. 30 juin 2006. Disponible sur : < http://polpred.com/?ns=1&ns_id=340355 > (consulté le 6 novembre 2016)

« Stroytransgaz Ranked as One of the Top International Contractors ». In : *Stroytransgaz* [En ligne]. 5 septembre 2012. Disponible sur: http://www.stroytransgaz.ru/en/pressroom/news/2012/09/1647/ (consulté le 8 septembre 2016)

« The Higher Education Reform Plan ». In: *The I-CORE Program* [En ligne]. Disponible sur: http://www.i-core.org.il/The-Higher-Education-Reform-Plan (consulté le 25 septmebre 2014)

« Trofimoff ». In : *Espionage cases - United States* [En ligne]. Disponible sur : < http://intellit.muskingum.edu/spycases_folder/trofimoff.html > (consulté le 6 mars 2015)

« Who we are ». In : *Abeer Tours and Travel* [En ligne]. Disponible sur : < http://www.abeer-tours.com/about >

Gaïdov A. « Zakon o kontroliruemyh inostrannyh kompaniâh: obzor i kommentarij. Deofšorizaciâ [La loi sur les compagnies étrangères contrôlées : présentation et commentaires. Dé-offshorisation] ». In : *Gestion* [En ligne]. 1 mars 2016. Disponible sur : < http://www.gestion-law.com/kik/ > (consulté le 6 août 2016)

Ressources djihadistes

« Interv′û s naibom amira "Džejš Muhažirin va al′-Ansar" Abdul-Karimom Krymskim [Interview avec le naib de l'émir de « Jeïch Mouhajirin wa Ansar » Abdoul-Karim Krimski] ». *AKHBAR SHAM* [Site djihadiste] [En ligne]. 2 mars 2014. Disponible sur : < https://akhbarsham.wordpress.com/2014/03/02/material_14/ > (consulté le 31 janvier 2016)

« Prisâga modžahedov Amiru Umaru aš-Šišani [Le serment des moudjahidines syriens à l'Emir Oumar al-Chichani] ». *FIsyria.com* [Site djihadiste] [En ligne]. 23 mars 2013. Disponible sur : < https://web.archive.org/web/20130405004605/http://fisyria.com/?p=168 > (consulté le 12 février 2016)

« Raz″âsneniâ po povodu fitny [Explications par rapport à la fitna] ». *FIsyria.com* [Site djihadiste] [En ligne]. 3 août 2013. Disponible sur : < https://web.archive.org/web/20130806140310/http://fisyria.com/?p=775> (consulté le 12 février 2016)

Eletskiï A. *Amir Sajfullah Šišani razoblačaet boltuna Abu Umara Šišani [L'émir Saïfullah Chichani démasque le bavard Abou Oumar Chichani]* [Vidéo djihadiste] [En ligne]. *YouTube*. 14 novembre 2014. Disponible sur : < https://www.youtube.com/watch?v=75t5kEWcaCg > (consulté le 9 février 2016)

Istok [L'origine][Publication djihadiste]. n°1. Radjab 1436.